

LES
SOCIÉTÉS POPULAIRES
A PARIS

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
JUSQU'A LA CHUTE DE LA ROYAUTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Isabelle BOURDIN

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS 5^e

—
1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551431_0022

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT ÈS LETTRES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
SOCIÉTÉS POPULAIRES
A PARIS
PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
JUSQU'A LA CHUTE DE LA ROYAUTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Isabelle BOURDIN

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS 5^e

—
1937



A

MONSIEUR PHILIPPE SAGNAC

LES SOCIÉTÉS POPULAIRES A PARIS

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

JUSQU'À LA CHUTE DE LA ROYAUTÉ

INTRODUCTION

Les Sociétés populaires créées à Paris pendant les premières années de la Révolution française sont encore peu connues. Des listes, d'ailleurs incomplètes, de leurs noms ont été données par Maurice Tourneux dans la *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française* (1) et par Alexandre Tuetey, dans son *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française* (2). M. Gustave Isambert leur a consacré un chapitre de son ouvrage : *La vie à Paris pendant une année de la Révolution française* (1791-1792) (3). M. Sagnac a souligné leur activité dans le premier volume de l'*Histoire de France contemporaine* de Lavissee (4). M. Aulard a écrit quelques pages sur elles dans son *Histoire politique de la Révolution française*, mais il s'est surtout intéressé au mouvement féministe (5). C'est dans le *Club des Cordeliers* de M. Mathiez que l'on trouve les renseignements les plus nombreux sur ces sociétés, dont les Amis des Droits de l'Homme eux-mêmes faisaient partie « par leur recrutement démocratique, comme par leur caractère de club de quartier et leur programme de défense contre l'arbitraire (6). »

(1) T. 2, chap. VII, Clubs particuliers et Sociétés populaires, p. 466 et suiv.

(2) T. VI, Assemblée législative, troisième partie, Clubs et Sociétés populaires, p. 1 et suiv.

(3) Chap. VII, les Sociétés politiques, p. 141 et suiv.

(4) Livre 3, chap. IV, § 3, Les démocrates, les Sociétés populaires, p. 287 et suiv.

(5) Chap. IV, § 5, Le féminisme et les Sociétés fraternelles des deux sexes, p. 93 et suiv.

(6) A. Mathiez, *Le Club des Cordeliers pendant la crise de Varennes et le massacre du Champ de Mars*, p. 13.

L'apparition des Clubs populaires avant le 10 août 1792 ne suivit pas un rythme régulier et continu. Elle se fit en deux temps et fut commandée par les circonstances. La première Société fraternelle, qui avait été fondée le 2 février 1790 par le maître d'école Claude Dansard, demeura isolée et vécut obscurément jusqu'à la fin de l'année. C'est alors seulement que les patriotes, comprenant les services que pouvaient rendre à la cause révolutionnaire des groupements politiques composés de petites gens, en favorisèrent la formation. Ils se multiplièrent au début de 1791. L'affaire du Champ de Mars et la répression qui la suivit intimidèrent un moment les démocrates, mais le mouvement ne subit qu'un assez court arrêt. Il reprit en 1792 favorisé par les événements intérieurs et surtout par la guerre.

Ces clubs n'étaient pas des réunions de députés et de bourgeois comme le furent les Jacobins, ou des académies politiques, comme les Amis de la Vérité. Leur recrutement était essentiellement populaire et les contributions imposées à chacun de leurs membres minimes. Ils admettaient les citoyens passifs; les plus importants d'entre eux étaient ouverts aux femmes et portaient seuls à l'origine le nom de Sociétés fraternelles qui s'étendit par la suite et devint un terme générique.

La première Société populaire avait été créée en marge de la loi. La Déclaration des Droits de l'Homme n'avait pas proclamé la liberté de réunion. M. Aulard (1) a pensé qu'elle avait cependant autorisé par son article 2 la formation des clubs politiques. Mais ce texte, rédigé en termes généraux (2) et inséré dans les principes mêmes de cette charte essentiellement doctrinale, n'avait pas pour but de légitimer l'existence des sociétés privées : il déterminait le champ d'activité de tout corps politique. Pour justifier son initiative, Dansard n'aurait pu davantage invoquer l'article 5 de la Déclaration des Droits (3), car la loi municipale du

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 1, p. xc.

(2) Déclaration des Droits, article II : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. »

(3) Article V : « La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à

14 décembre 1789 avait implicitement interdit les assemblées de citoyens passifs. Elle accordait aux seuls citoyens actifs le droit de se réunir paisiblement et sans armes pour rédiger des adresses et des pétitions « soit au corps municipal, soit aux administrateurs de département et de district, soit au Corps législatif, soit au roi. » Elle les obligeait à informer les officiers municipaux du lieu et des heures de leurs séances et limitait à dix le nombre des membres qui devaient composer leurs députations (1).

Cependant le maître d'école ne fut pas inquiété. Il est vrai que, dès le 13 novembre 1790, l'Assemblée nationale, supprimant sur ce point toute distinction entre citoyens actifs et passifs, leur reconnut à tous le droit de réunion. Cette décision était intervenue à la suite d'une réclamation des Amis de la Constitution de Dax. La municipalité de la ville venait de dissoudre leur société sous prétexte qu'elle créait une scission entre les habitants et que le nom qu'elle s'était donné paraissait mettre en doute les sentiments constitutionnels des gens qui ne faisaient pas partie de sa clientèle. Le rapporteur Salle s'éleva contre une mesure aussi injustifiée. Il soutint que les sociétés politiques étaient autorisées, à la condition de se soumettre aux lois générales, qu'elles n'avaient aucun caractère public et qu'elles étaient libres « dans la formation des règles intérieures de leur organisation. » Le projet de décret qu'il présenta au nom du Comité des Rapports rappelait les dispositions de la loi municipale du 14 décembre 1789 et somma la Municipalité de Dax de ne plus troubler la Société des Amis de la Constitution de cette ville et de lui rendre ses archives. Étant donné les termes de l'article 62 auquel le Comité faisait allusion, Barnave jugea le projet insuffisant : « Il faut, dit-il, que vous commenciez par déclarer que tous les citoyens ont le droit de se réunir paisiblement et sans armes. » Il proposa en conséquence un nouveau texte, qui

la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas. »

(1) Loi municipale du 14 décembre 1789, art. 62 (voir Duvergier, *Collection complète des Lois*, t. 1, p. 75 et suiv; Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. X, p. 564 et suiv.).

fut voté sans discussion et qui autorisait tous les Français à « former entre eux des sociétés libres à la charge d'observer les lois qui régissent tous les citoyens (1). »

Ce décret, que le roi sanctionna six jours plus tard, facilita la création des sociétés populaires en légitimant leur existence. Toutefois, comme l'article 62 ne les concernait pas expressément, elles jugèrent inutile d'instruire la Municipalité de leur formation et, quand l'Hôtel de Ville voulut connaître, en février 1791, leur nombre et leur importance, il dut faire procéder lui-même à une enquête. L'intention de la Constituante d'imposer aux sociétés de citoyens une déclaration préalable était cependant certaine. Elle apparaissait dans l'obligation qui leur était faite de se soumettre aux lois existantes et ressortait des termes mêmes du rapport de Salle. Après la crise de Varennes, l'Assemblée, instruite par l'expérience et inquiète du rôle joué par les clubs populaires, jugea cependant utile de préciser ses volontés. C'est pourquoi le décret des 19-22 juillet 1791, relatif à l'organisation de la police municipale et correctionnelle, obligea tous ceux qui voulaient fonder des Sociétés ou Clubs à déclarer au greffe de la Municipalité, sous peine de deux cents livres d'amende, les lieux et les jours de leurs réunions. L'amende, qui devait être « poursuivie » contre le président, les secrétaires et les commissaires de ces assemblées, était portée, en cas de récidive, à cinq cents francs.

Le soin que mit la Constituante à combler cette lacune de la législation prouvait l'importance prise par les clubs populaires. Ils n'avaient été à l'origine que des associations d'éducation civique. L'enseignement qu'on y donnait se résumait tout entier dans l'idée que la souveraineté appartenait au peuple. Ce dogme, dont les assistants se pénétrèrent de plus en plus, les amena assez vite à penser qu'ils devaient exercer cette souveraineté et, comme la Constitution leur refusait le droit ou ne leur laissait pas l'illusion de le faire par des hommes de leur choix en maintenant un régime de représentation censitaire, ils tendirent à instaurer un système de gouvernement direct.

1) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XX, p. 423.

On ne voit dans ce mouvement rien d'analogue aux conceptions auxquelles la pratique du régime parlementaire a conduit par la suite les démocraties, c'est-à-dire à un libéralisme doctrinal où la lutte entre les partis est justifiée par l'utilité que l'on attribue aux conflits d'opinion. Le peuple de la Révolution réclamait l'exercice de sa souveraineté, et elle prenait tout naturellement dans son esprit le caractère et les prérogatives de celle du roi à laquelle elle succédait. Elle était absolue et, par cela même, ne se couvrait de l'autorité des principes que pour mieux s'étendre aux réalités.

L'impulsivité des milieux populaires les amenait à penser qu'il n'y avait pas d'autres lois que celles qui correspondaient aux aspirations de la masse considérées comme étant l'expression de la justice, que, même votées, les lois pouvaient se transformer, qu'elles devaient être constamment ratifiées par la conscience populaire, que le peuple en était le seul gardien et possédait le droit de s'armer pour les défendre. Il se souciait peu des nécessités permanentes et niait la contrainte que la pratique impose à la théorie.

Le droit de contrôle que le peuple s'attribuait développa chez lui le sentiment de la défiance, fruit naturel du désir de bien faire allié au défaut de culture; il devint jaloux et tyrannique et fit une constante association de la vertu et de la haine. Ignorant l'indifférence et le scepticisme, mais souvent inconscient de l'évolution qui l'entraînait, il allia un respect presque mystique de la loi aux transformations incessantes qu'il tentait de lui imposer. Ses pétitions prirent de plus en plus le caractère de mises en demeure.

Les membres dirigeants des Sociétés populaires, lecteurs assidus du *Contrat Social*, empruntèrent aux conceptions de Rousseau le principe de leur activité. En mettant leur action en lumière, on voit dans quels milieux la Révolution s'est organisée, on peut mieux s'expliquer les mouvements de la rue, la popularité des chefs, mais aussi leur dépendance à l'égard des clubs où ils allaient souvent chercher des mots d'ordre et devant qui ils étaient comptables de leur vie publique.

L'orientation politique des assemblées populaires, avec

tous ses dangers, son caractère oppressif, ses outrances nées d'une conception qui subordonnait tout à l'application littérale de l'égalité, avait pour contre-partie la haine sincère du mensonge, de l'intérêt individuel caché sous la façade des mots, l'amour du bien public et des opprimés. Sa défiance et son impuissance à concevoir une synthèse des idées susceptibles d'assurer l'ordre social, sans trop méconnaître la justice, conduisaient souvent le peuple à faire de la liberté le plus tyrannique des dogmes. Mais, même dans l'ivresse de son nouveau pouvoir, dans la démesure de ses manifestations, on trouvait en lui un fonds indéniable d'idéalisme et de générosité. Son désintéressement pourrait être pris en exemple. Ce n'est jamais en faisant appel à des intérêts égoïstes que l'on cherchait à l'émouvoir ou à l'ébranler. Il y a eu des hommes suspects dans l'état-major des Sociétés populaires (on verra que plusieurs d'entre eux furent accusés de détournements ou de prévarications) mais la masse de leurs adhérents était profondément honnête. N'ayant pas une longue expérience des luttes politiques, elle ignorait leur utilisation alimentaire et ne songeait pas à monnayer l'appui qu'elle accordait aux chefs patriotes. Cependant elle aurait pu le faire avec profit, car son influence ne cessa de grandir. Son action était d'autant plus efficace que l'indifférence ou l'apathie étaient plus générales. Le nombre des hommes qui prirent part aux travaux des assemblées primaires lors des élections à la Législative ne dépassa guère le dixième des citoyens actifs, qui ne représentaient eux-mêmes qu'une fraction du peuple. Pétion fut élu maire de Paris, en novembre 1791, par six mille sept cent vingt-huit voix sur quatre-vingt-deux mille inscrits. Dix mille six cents électeurs seulement avaient pris part au vote. Aussi, devant la campagne ardente que les patriotes avaient menée en sa faveur, les journaux constitutionnels eurent-ils beau jeu à déclarer que c'était la partie la plus ignorante, mais la plus remuante du peuple qui avait fait son election.

Le désir des chefs patriotes de s'assurer l'appui des Sociétés fraternelles apparut, dès 1791, dans les efforts qu'ils firent pour en accroître le nombre. Il était facile

d'entraîner ce peuple qui ne séparait pas la cause de la liberté du souci de la grandeur nationale. Dans la lutte qui commença à les déchirer au début de 1792, les partis de gauche ne négligèrent aucun moyen de le séduire et l'on put voir le ministre de l'Intérieur adresser au président d'une société patriotique des doubles de documents officiels et des rapports « utiles à la chose publique », en le priant de leur donner une diffusion aussi large que possible.

Bien qu'ils fussent ouverts à tous les Parisiens qui en faisaient la demande et subissaient victorieusement les formalités de l'admission, les Clubs populaires créés, en 1791, sur le modèle de celui de Dansard se recrutèrent surtout parmi les petites gens du quartier où ils siégeaient. Cependant ils ne témoignèrent aucun intérêt aux affaires locales et ne cherchèrent pas à doubler les assemblées de section. S'ils joignirent parfois leur action aux efforts des plus avancées d'entre elles, ce fut dans un dessein purement politique. Ils étaient d'ailleurs très inégalement répartis. Nombreux dans le faubourg Saint-Antoine et les sections voisines et dans le centre de la ville, ils étaient extrêmement rares dans les quartiers nouveaux de l'ouest et du nord-ouest, dans les faubourgs Saint-Germain et Saint-Jacques, où les couvents avec leurs vastes enclos, formaient sous l'Ancien Régime des asiles de paix et de recueillement. Il n'y en avait pas dans l'île Saint-Louis, dont les habitants menaient derrière leur rivière une existence toute provinciale. Les bourgeois s'y surveillaient et les filles de mauvaise vie n'y pouvaient élire domicile (1).

Certains des clubs populaires sont à peine connus; sur d'autres, au contraire, on peut trouver des renseignements nombreux. L'ivresse de la liberté avait développé à l'extrême le goût de la parole. On discutait beaucoup, on écrivait plus encore et on pouvait le faire avec d'autant moins de risques que la presse ne fut peut-être jamais aussi libre. Les Sociétés fraternelles n'échappèrent pas à cette fureur. Elles rédigeaient des procès-verbaux, envoyaient des pétitions et des adresses, faisaient imprimer les discours de

(1) Louis-Sébastien Mercier, *Tableau de Paris*, t. 1, p. 261.

leurs membres. Ces brochures existent encore en grand nombre, mais la plupart des documents manuscrits ont disparu et ceux qui restent sont très dispersés (1).

L'activité des Sociétés populaires leur attira des sympathies et souleva des colères dont la presse du temps porte les marques. Les journaux de gauche les comblent d'éloges et leur prodiguent les encouragements, cependant que les feuilles fayettistes publient de longs et satiriques comptes-rendus de leurs séances. Si le ton qu'elles emploient et la fantaisie parfois spirituelle qu'elles apportent dans leurs récits, peuvent inspirer quelque méfiance, ils ne font pas disparaître la valeur de leurs renseignements. Leurs informateurs, qui suivaient très régulièrement les réunions des Sociétés populaires, étaient fort bien instruits de tout ce qui s'y passait et les procès-verbaux des séances, quand ils existent encore, confirment l'exactitude de leurs déclarations.

Le dossier de la Société fraternelle des deux sexes séante aux Jacobins Saint-Honoré est particulièrement important. Il est vrai que cette assemblée, qui servit de modèle aux autres, se fit remarquer entre toutes par son activité et son attachement aux chefs patriotes. D'ailleurs le lieu même où elle siégeait était fait pour attirer sur elle l'attention.

(1) Voir les notes bibliographiques qui se trouvent au bas des pages et la bibliographie générale en fin de volume.

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ FRATERNELLE

I. — LES DÉBUTS DE LA SOCIÉTÉ DE DANSARD.

Les jardins du couvent des Capucins de la rue Saint-Honoré furent le berceau de la Société d'éducation civique fondée par le maître d'école Claude Dansard (1).

Un simple passage aboutissant à la terrasse des Tuileries séparait cette maison de celle des Feuillants. Elle avait été construite à la fin du ^{xvi}^e siècle. Les moines de Saint-François la devaient à la générosité de Catherine de Médicis qui leur avait fait don, au mois de juillet 1574, de l'Hôtel des Coquilles et des deux bâtisses voisines. C'était un des plus importants établissements des Capucins en France et ses jardins étaient renommés pour leur bonne tenue et leurs belles allées (2).

Au début de l'année 1790, le couvent des Capucins de la

(1) *Révolutions de Paris*, n° 73, du 27 novembre au 4 décembre 1790. — Charles-Engelbert Oelsner : fragments des *Mémoires relatifs à la Révolution Française*, publiés par A. Stern dans la *Revue Historique*, n° 63, janvier-avril 1897. — Lettre de Morizot à l'Assemblée électorale, 5 septembre 1791, A. N. B¹ 11 : « Vous savez tous que le jardin des Capucins fut le berceau de la première Société fraternelle. » Morizot avait suivi le maître d'école au moment du schisme de la Société et il écrivait au nom de la première Société fraternelle, qu'il présidait alors, à l'Assemblée électorale pour la prier de mettre Dansard au nombre des candidats au Corps Législatif. Son témoignage paraît donc irrécusable.

(2) A. Berty : *Histoire Générale de Paris : Topographie historique du Vieux Paris*, région du Louvre et des Tuileries, t. 1, p. 307 et suiv. — Lenôtre : *Les Quartiers de Paris pendant la Révolution*, 1789-1804, IX, 80-84 (pl. 84). C'est Berty qui donne la date de juillet 1574. Jaillot, dans ses *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la Ville de Paris*, dit que les lettres patentes accordant aux Capucins l'hôtel des Coquilles étaient du mois de janvier 1576 et qu'elles furent enregistrées le 6 septembre suivant (t. 1, Quartier du Palais-Royal, p. 49).

rue Saint-Honoré était devenu un lieu ouvert à tous et les quelques religieux qui y vivaient encore se plaignaient de ne pouvoir y trouver le calme et le recueillement (1). L'imprimeur de la Constituante, Baudoin, occupait gratuitement le tiers de leur maison et s'installait jusque dans les dortoirs avec l'autorisation des commissaires de l'Assemblée (2). Le public circulait librement dans les salles et, depuis le 2 février, s'il faut en croire la légende d'une estampe conservée au Musée Carnavalet (3), les disciples de Dansard se réunissaient dans les jardins les dimanches et les jours de fête. Au printemps, des députés de la noblesse et du clergé, conduits par Mgr de Boisgelin, archevêque d'Aix, l'abbé Maury, Cazalès, le comte de Virieu, le vicomte de Mirabeau, s'assemblèrent dans l'église pour protester contre la politique religieuse de la Constituante. Les séances qu'ils y tinrent alarmèrent le peuple de Paris. Quand l'Assemblée nationale eût voté le décret du 13 avril, repoussant la proposition de Gerle que leur groupe avait soutenue, ils rédigèrent une déclaration qu'ils rendirent publique (4). Mais,

(1) D'après la déclaration faite à l'Assemblée nationale, le 16 février 1790, le couvent de la rue Saint-Honoré contenait alors cinquante-sept Capucins, dont quarante pères, quatre clercs et treize frères. Vingt-six profitèrent de la liberté qui leur fut donnée par le décret du 13 février pour quitter le couvent, mais les autres y restèrent jusqu'au mois d'août (voir abbé Lebeuf, *Histoire de la Ville et de tout le diocèse de Paris*, t. 1, p. 301).

(2) A. N. D XIX^b 45.

(3) Cette estampe est reproduite dans l'*Histoire Socialiste* de Jaurès, la Législative, p. 849. Aucun document ne confirme la date qu'elle indique. Il semble cependant qu'on puisse y ajouter foi, car celles qu'elle donne pour les autres sociétés populaires qui y sont mentionnées sont à peu près exactes. Oelsner prétend, il est vrai, que Dansard commença à rassembler ses disciples dans la cour des Capucins à la fin de 1790, mais il n'était vraisemblablement pas très sûr de ce qu'il avançait, car il commet dans la même phrase une autre erreur : il déclare qu'en quittant les Capucins, Dansard s'installa dans le réfectoire des Jacobins; or, ainsi qu'on le verra, c'est dans le chapitre que la Société fraternelle se réunit d'abord.

(4) Le 9 avril, Gerle, député du clergé de la sénéchaussée de Riom, proposa à la Constituante de décréter que la religion catholique, apostolique et romaine était et demeurerait la religion de la nation française et que seul son culte serait public et autorisé. Le soir même les députés de la droite se réunirent aux Capucins et décidèrent d'envoyer une adresse au roi si l'Assemblée repoussait la motion de Gerle. Après le vote du décret du 13 avril, ils renoncèrent d'ailleurs à leur projet et chargèrent l'abbé Maury de rédiger le manifeste, qu'ils adoptèrent le 14. Deux cent quatre-vingt-dix-sept députés signè-

le 18 avril, la foule se réunit devant le couvent de la rue Saint-Honoré et mit en fuite les députés qui avaient commis l'imprudience de ne pas fermer les portes de l'église. Le lendemain, les Capucins effrayés refusèrent de leur ouvrir leur maison (1).

Les pères s'accommodaient mal de cette invasion. A plusieurs reprises, ils avaient demandé comme une grâce l'au-

rent cette *Déclaration d'une partie de l'Assemblée nationale sur le décret rendu le 13 avril 1790 concernant la religion*, Paris, 1790, in-4°, B. N. Lb³⁹ 3.363. Parmi eux se trouvaient cent quarante-quatre députés du clergé, cent quatre de la noblesse et quarante-neuf du Tiers-État.

Pour la bibliographie, voir S. Lacroix, *Actes*, 1^{re} série, t. 5, p. 199. La brochure *Assemblée des aristocrates aux Capucins, Nouveau complot découvert*, Paris, s. d., in-8°, dont six exemplaires se trouvent à la B. N. Lb³⁹ 3.303, 3.304 A, B, C, D, E, existe également à la B. V. P. 10.067. La *Nouvelle Assemblée des aristocrates aux Capucins présidée par l'archevêque d'Aix*, que M. Lacroix signale à la cote B. N. Lb³⁹ 3.282 se trouve également à la cote B. N. Le² 2.342, où elle forme la deuxième partie du *Journal de l'Assemblée aux Capucins* (Paris, s. d., in-8°). S. Lacroix ne mentionne pas un pamphlet intitulé *Arrêt de la Cour nationale du Palais-Royal qui supprime l'assemblée des Capucins, qui juge et condamne un écrit séditieux à être lacéré et brûlé par l'exécuteur des hautes œuvres sur la place et au-devant dudit Palais-Royal, au-devant de l'église des Capucins Saint-Honoré et en place de Grève, ledit écrit intitulé Déclaration d'une partie de l'Assemblée nationale sur le décret rendu le 13 avril 1790 concernant la religion*. Cette pièce imprimée porte la date du jeudi 6 mai 1790 et se trouve à la B. V. P. 11.946. Les *Révolutions de Paris* (n° 95, du 30 avril au 6 mai) disent en effet que la déclaration fut brûlée.

(1) Déjà, le 14, les députés avaient dû se faire ouvrir les portes du chœur par un capitaine du bataillon des Feuillants. Devant la mauvaise volonté des pères, ils se transportèrent à l'hôtel de l'Université, rue de l'Université (cf. *Lettre du Club des Capucins aux représentants de la Commune contre le district des Cordeliers suivi d'un arrêté de ce district rédigé par M. de Chénier*, s. l. 1790, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 820). Ils s'installèrent ensuite à l'hôtel de Briffe, quai des Théatins, puis au n° 29 de la rue Royale, où se tenait le Salon français. S. Lacroix (*Actes*, 1^{re} série, t. 5, p. 383 et suiv.) montre le lien évident qui exista entre les Assemblées des Capucins et le Salon français et réfute l'opinion de Challamel et de Tourneux, qui rattachent le Club des Amis de la Constitution monarchique aux réunions des Capucins. Mais les députés furent reconnus, le district de Saint-Roch protesta et la foule vint troubler leurs séances. La municipalité ne parvenant pas à apaiser l'émotion populaire, le procureur-syndic de la Commune saisit le Tribunal de Police qui, le 15 mai, interdit les séances du Salon français. Voir *Assemblée des Noirs assiégée hier au soir par le peuple, rue Royale*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.749. *Nouvelle Assemblée des aristocrates, tenue hier rue Royale*, imp. in-8°, B. V. P. 12.030. *Précis des faits relatifs aux troubles survenus dans la rue Royale*, imp. in-8°, B. V. P. 10.068. *Grands événements arrivés cette nuit à l'assemblée des aristocrates poursuivis par le peuple*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.748 et B. V. P. 8.327.

torisation de gagner une demeure plus paisible. Le 4 juillet, par l'intermédiaire du définitiveur, le père Athanase, ils exprimèrent une fois de plus au Comité Ecclésiastique leur désir de se retirer chez les Capucins de la rue d'Orléans, au Marais (1). Cette requête était d'autant plus justifiée que leur couvent allait être mis à la disposition de l'Assemblée Nationale, pour loger ses comités et ses archives qui n'avaient pu trouver place dans les bâtiments trop étroits du Manège. Leur demande fut accueillie (2). Le 9 août, les derniers religieux quittèrent la maison de la rue Saint-Honoré, et c'est vraisemblablement à la même époque que la Société de Dansard dut chercher un refuge dans le couvent voisin des Jacobins. Elle y poursuivit sa carrière avec plus d'éclat qu'elle ne l'avait fait jusqu'alors.

Ses débuts avaient été obscurs. Aucun journal ne salua son apparition. Il s'écoula plus de neuf mois avant que la *Chronique de Paris* du 21 novembre signalât son existence en ces termes : « Un maître de pension, dirigé par un sentiment de patriotisme, rassemble tous les soirs dans une des salles des Jacobins, rue Saint-Honoré, plusieurs artisans et les marchands de fruits et de légumes du quartier avec leurs femmes et leurs enfants pour leur lire et interpréter les décrets de l'Assemblée Nationale. Il apporte à cet effet, chaque fois, un bout de chandelle dans sa poche, avec un briquet et de l'amadou et, dernièrement, la lumière étant sur le point de manquer, plusieurs des assistants se cotisèrent pour faire l'emplette d'une autre chandelle qui fit

(1) A. N., D XIX 45.

(2) Le 30 juillet, l'Assemblée demanda à la municipalité de faire évacuer le couvent et d'assurer la subsistance des religieux, « soit qu'ils veuillent être transférés dans un autre couvent de leur ordre, soit qu'ils déclarent vouloir jouir du bénéfice des décrets des 19-20 février et 21 mars derniers ». Voir : *Lettres patentes du roi sur un décret de l'Assemblée Nationale qui autorise la Municipalité de Paris à faire évacuer le couvent des Capucins de la rue Saint-Honoré pour être employé aux divers usages relatifs au service de l'Assemblée, données à Saint-Cloud, le 5 août 1790*, Paris, 1790, in-4°, B. V. P. 10.073. L'imprimerie de Baudouin restait aux Capucins. Dans l'église, on devait transporter le mobilier et la bibliothèque du couvent des Récollets et de celui des Capucins de la rue Saint-Jacques, supprimés par le décret du 8 juin. La maison des Capucins fut démolie, ainsi que celle des Feuillants, à la suite d'un arrêté consulaire du 1^{er} floréal an X, qui ordonna la vente de tous les biens nationaux compris entre les Tuileries et la rue Saint-Honoré.

durer la séance jusqu'à dix heures du soir, à la grande satisfaction de l'assemblée. »

Ce fut pour Dansard le commencement de la gloire. La presse patriote le couvrit d'éloges et le proposa comme modèle aux amis du bien public (1). Le maître d'école, qui ne devait pas jouir longtemps de cette popularité, en conçut une joie naïve; il ne chercha pas à la dissimuler et ses discours révèlent son plaisir, sa bonne foi et sa candeur. La Société qu'il avait fondée devint de jour en jour plus considérable et prit officiellement le titre de « Société fraternelle des Patriotes des deux Sexes ». Elle s'installa plus confortablement, loua des chaises et, pour faire face aux dépenses indispensables, demanda à chacun de ses membres une cotisation d'un sol (2). Tout s'y passait « avec décence et régularité » (3). Les femmes étaient nombreuses et le public ne se recrutait plus seulement parmi le petit peuple du quartier des Tuileries. La curiosité et l'intérêt attiraient aux séances des hommes que Millin de Grandmaison qualifie de « distingués ».

Mais déjà l'institution nouvelle donnait prise à l'ironie. La présence des femmes excitait particulièrement la verve des feuilles fayettistes et le *Lendemain* déclarait que cette innovation patriotique était une des leçons les plus singulières que pût donner l'expérience. Elle leur paraissait d'ailleurs aussi dangereuse que plaisante, et les liens qui unissaient le club de Dansard à celui des Amis de la Constitution leur inspiraient quelque inquiétude. « Une Société, dite fraternelle, écrit la *Feuille du Jour* du 19 mars, s'est placée sous le club dominicain pour recevoir ses émanations politiques. C'est une dépendance de ce club-roi qui prélude par la France au gouvernement de l'Europe et qui ne se reposera probablement qu'après la réorganisation des pla-

(1) *Journal des Clubs ou Sociétés Patriotiques*, dédié aux Amis de la Constitution, membres des différents clubs français, n° 11, p. 33. *Révolutions de France et de Brabant*, n° 64, non daté, mais postérieur au 11 février, car il publie le rapport de Muguet de Nanthou sur les troubles du Haut-Rhin, rapport qui parut à cette date.

(2) *Révolutions de France et de Brabant*, n° 64, non daté.

(3) Aubin-Louis Millin de Grandmaison, *Antiquités Nationales*, t. 1, Couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré, p. 53.

nèthes. Il n'est pas étonnant que deux cent soixante-dix villes se soient affiliées à ce conseil régénérateur et qu'une association androgine s'estime heureuse d'aspirer ses grandes influences. » *L'Ami de la Révolution* se montrait moins amer; il publiait sur sa couverture des chansons qu'il attribuait à Dansard, « Président de la Société fraternelle de Patriotes » et que le brave homme était très incapable d'avoir faites (1). S'il faut en croire le même journal, il les désavoua par ces vers qui parurent dans le numéro du 22 au 31 janvier 1791 :

Messieurs,

« Vous m'attribuez par erreur
« La chanson de M. Nodille;
« Rendez-lui vite cet honneur,
« Le mien suffit à ma famille!
« Il faut que chacun ait le sien
« Et c'est un acte de justice,
« Son nom à la place du mien,
« Réparera le préjudice.
« Il ne s'agit pas d'intérêt,
« Sans doute, pour cette créance,
« Et j'éviterais un protêt,
« Fût-elle plus de conséquence. »

(1) *Ami de la Révolution ou Philippiques dédiées aux représentants de la nation, aux gardes nationales et à tous les Français*, n° 18, du 8 au 15 janvier 1791, n° 19, du 15 au 22 janvier, n° 20, du 22 au 31 janvier.

Voici un court extrait d'une de ces chansons publiée dans le n° 18. Elle portait le titre « Couplets analogues aux circonstances, par M. Dansard, président de la Société fraternelle de Patriotes, séante aux Jacobins » et se chantait sur l'air « Vive le vin, Vive l'amour! »

« Vive le roi, vive le jour
« Où se livrant à notre amour,
« Son âme à nos cœurs s'associe.
« Chaque mot respire l'envie
« De pouvoir combler nos désirs,
« Notre bonheur, en faisant ses plaisirs,
« Fera le sien, toute sa vie...

« Ne perdons rien de la gaité,
« Qui fait notre célébrité,
« Soutenons-en le caractère!
« Sans jamais être trop austère
« Que l'à-propos soit écouté!
« Dans nos festins, portons tous la santé
« Du prince, honnête homme et bon père

La Société fraternelle ne se bornait pas à jouir de la publicité qu'on lui faisait. Elle entretenait d'étroites relations avec le club des Jacobins et montait déjà la garde autour des chefs du parti patriote. Dès le 21 novembre, Dansard demanda à Chabroud, député du Tiers-Etat du Dauphiné et l'un des juges des tribunaux de district du Département de Paris, si l'Assemblée des Amis de la Constitution, qu'il présidait alors, consentirait à recevoir une députation. Les Jacobins acceptèrent, mais ils posèrent une condition. Ils ne critiquaient pas ouvertement, comme la presse fayettiste, la présence des femmes dans la Société fraternelle; elle leur inspirait cependant quelque méfiance. Ils exigèrent donc que la députation fût entièrement composée d'hommes. Ils auraient été désireux, dirent-ils, de donner aux citoyennes des preuves de l'estime particulière qu'ils faisaient de leur vertu et de leur patriotisme, mais des considérations « importantes » avaient pris le pas sur leur inclination (1).

Dansard se présenta aux Jacobins avec les délégués de sa Société et prononça en leur nom une allocution : « Le jour qui nous rassemble sous le même toit, s'écria-t-il avec enthousiasme, sera le plus beau des jours de vos frères et de vos sœurs; il fera dans l'histoire une époque glorieuse pour la nation. »

A la même date du 21 novembre, la Société fraternelle, partageant l'émotion populaire qu'avait causé le duel du duc de Castries et de Charles de Lameth (2), fit porter au

(1) *Discours imprimés par ordre de la Société fraternelle des Patriotes de l'un et l'autre sexe, de tout âge et de tout état, séance aux Jacobins, rue Saint-Honoré, Paris, 1790, in-8°, 14 p., B. N. Lb⁴⁰ 849; Lb⁴⁰ 850; Lb⁴⁰ 2.416.*

(2) Une querelle avait éclaté entre Charles de Lameth et M. de Chauvigny qui reprochait au député d'Artois de lui avoir refusé sa voix lors des élections aux États Généraux. C'est du moins la cause que donne une brochure patriotique intitulée *Détail du combat qui a eu lieu hier au Bois de Boulogne entre M. Charles de Lameth et M. de Castries, dans lequel M. de Lameth a été malheureusement blessé*, s. l. n. d., in-8°, 8 p. B. N. Lb³⁹ 9.529 et B. V. P. 580. Les auteurs de l'*Histoire de la Révolution de 1789* disent que Charles de Lameth commissaire-vérificateur dans l'assemblée de Senlis, fit observer que M. de Chauvigny, n'ayant que vingt-trois ans, n'était pas éligible. C'était là l'origine de leur querelle (t. VI, p. 243). Lameth avait résolu tout d'abord de renvoyer le combat à la fin de la législature, mais Castries, parent de Chauvigny et colonel du régiment de Mestre de Camp où celui-ci était officier,

député d'Artois ses vœux de prompt rétablissement. Ses envoyés assurèrent Lameth de leur estime et de leur affection et lui reprochèrent d'avoir exposé des jours si précieux, dont la patrie seule avait le droit d'exiger le sacrifice. Ils l'invitèrent à s'arrêter quelques instants parmi eux, lorsqu'il se rendrait aux séances des Jacobins, et lui déclarèrent

étant intervenu, il releva le défi. Le duel eut lieu le 12 novembre, à quatre heures du soir au Bois de Boulogne, du côté de Madrid. Les deux adversaires se battirent à l'épée et Lameth fut blessé au bras. Le lendemain, la foule envahit l'hôtel de Castries, rue de Varennes, brisa les meubles, mais n'emporta rien. Les Parisiens retournaient leurs poches en quittant l'hôtel pour bien montrer qu'elles étaient vides. Les dégâts furent évalués à cent mille écus par la famille de Castries (voir *État des meubles brisés chez M. de Castries*, Paris, novembre 1790, in-8°, 8 p. B. N. Lb³⁹ 9.535 et B. V. P. 580). Ce chiffre fut jugé par certains quelque peu exagéré, mais on assura que les manuscrits seuls valaient cette somme. Castries, qui avait quitté Paris, sollicita du Président de l'Assemblée Nationale un congé qui lui fut immédiatement accordé (lettre de M. de Castries à l'Assemblée Nationale, A. N. C 46). Quelque temps après, il réclama une indemnité pour les dommages qui lui avaient été causés par la dévastation de son hôtel, mais le Conseil général de la Commune décida qu'il n'y avait pas lieu à délibérer (voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 168). Le récit de la querelle que donne l'*Orateur du Peuple*, n° 30, est inexact. Il est contredit par le témoignage de Charles de Lameth lui-même : il n'y eut aucun différend, mais seulement (cf. *Histoire de la Révolution de 1789*, t. VI, p. 243) une observation que Lameth ne releva pas, entre ce dernier et de Toulouse-Lautrec (voir *Moniteur Universel*, n° du 15 novembre. *Récit fidèle et exact de ce qui s'est passé entre M. le duc de C. et M. le comte Ch. de L.*, s. l., 1790, in-8°, 16 p. B. N. Lb³⁹ 4.357 A et B. Cette brochure est imprimée également sous le titre *Lettres de MM. de Lameth, Dambli, Saint-Simon, Toulouse-Lautrec, Beauharnais et Montfort sur ce qui a précédé et suivi l'affaire de M. de Castries avec M. de Lameth*, s. l., 1790 in-8°, 16 p., B. N. Lb³⁹ 4.359).

Sur le pillage de l'hôtel de Castries, voir : *Vengeance du Peuple exercée rue de Varennes dans la maison de M. de Castries, avec le détail de tout ce qui s'y est passé, et punition d'un aristocrate qui a insulté la nation au Palais-Royal*, s. l. n. d., in-8°, 8 p., B. N. Lb³⁹ 9.533; (on trouve la même brochure sous la cote Lb³⁹ 9.531, avec ce titre *Détail exact de tout ce qui s'est passé hier rue de Varennes, dans la maison de M. de Castries et punition d'un aristocrate qui a insulté la nation au Palais-Royal*). Cf. également *Duel célèbre entre deux souverains, Hôtel dévasté par dix mille souverains*, Paris, s. d., in-8°, 16 p., B. N. Lb³⁹ 4.358 et B. V. P. 7.799. *La Vérité pour deux sous*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.361. *Recueil de lettres aristocratiques trouvées chez M. de Castries, mises au jour par une Société de patriotes*, Paris, 1790, in-8°, 24 p., B. N. Lb³⁹ 9.536.

M. de Chauvigny ne se considéra pas comme satisfait par la victoire du duc de Castries. Au début du mois d'octobre 1791, il rappela à Lameth sa promesse de se battre à la fin de la législature. Mais il était alors émigré et comme Lameth refusa de franchir la frontière, le duel ne put avoir lieu (*Moniteur Universel*, n° 316, du 12 novembre 1791).

que leurs compagnons, comme eux-mêmes, étaient prêts à verser leur sang pour lui.

Charles de Lameth ne demeura pas indifférent aux marques d'un intérêt aussi vif. Le 5 décembre, il vint assister à la réunion de la Société fraternelle où sa présence déclencha une nouvelle crise d'enthousiasme. Le discours de bienvenue dont il fut salué en porte l'empreinte : « Ce jour où nous avons le bonheur de vous voir et de vous posséder est un des plus beaux jours de notre vie et nous l'attendions avec l'impatience qui meut et fait courir un cerf altéré pour chercher et trouver une source d'eau vive. »

Le 8, Dansard vint porter au club des Jacobins le « tribut d'hommage et de reconnaissance de la Société fraternelle ». Il s'adressa plus particulièrement à Mirabeau, qui avait remplacé Chabroud à la présidence, et prononça un discours imagé sur le clergé. « Un corps trop longtemps formidable, armé des foudres du Vatican qu'il faisait tomber à sa voix, ce corps est à battu. L'Hercule qui l'a terrassé vous préside, Messieurs, et vos suffrages ont couronné ses talents et sa gloire... » Oelsner, qui raconte cette séance dans ses Mémoires, ajoute : « Mirabeau, qui jouait avec la présidence et qui, cependant, l'exerçait mieux qu'aucun de ses prédécesseurs, répondit avec cette heureuse facilité qui sait s'adapter à toute circonstance : « Malgré mon ressentiment pour les personnalités que vous avez mêlées à votre discours, je vous invite à rester à la séance. » Le trait plut tellement à M. Dansard qu'il applaudit comme tous les autres. »

Le 1^{er} janvier, les commandements de la Patrie furent distribués aux membres de la Société présents à la « nouvelle salle d'assemblée, ci-devant le réfectoire », ainsi que l'indique une courte note écrite au crayon et à demi-effacée, sur un recueil conservé à la Bibliothèque Nationale (1).

« Avec ardeur, tu défendras
« Ta liberté, dès à présent.
« Du clergé, tu supprimeras
« La moitié nécessairement.

(1) B. N. Lb⁴⁰ 849 : *Discours imprimés par ordre de la Société fraternelle des patriotes...* Voir ci-dessus, p. 21, note 1.

« De tous moines tu purgeras
 « La France irrévocablement,
 « Et de leurs mains, tu reprendras
 « Les biens volés anciennement.
 « Aux gens de loi tu couperas
 « Les ongles radicalement.
 « Aux financiers tu donneras
 « Congé définitivement.
 « De tes impôts, tu connaîtras
 « La cause et l'emploi, clairement,
 « Et jamais tu n'en donneras
 « Pour engraisser un fainéant.
 « De bonnes lois, tu formeras,
 « Mais simples, sans déguisement.
 « Ton estime, tu garderas,
 « Pour les vertus, et non l'argent.
 « Aux dignités, tu placeras
 « Les gens de bien, soigneusement,
 « Et sans grâce tu puniras,
 « Tout pervers, indistinctement,
 « Ainsi faisant, tu détruiras
 « Tous les abus absolument,
 « Et, dès lors, tu deviendras
 « Heureux et libre, assurément. »

Au mois de février, les femmes, fort nombreuses dans la Société, firent le serment d'apprendre à lire à leurs enfant dans la Déclaration des Droits de l'homme et de ne jamais épouser « ce qu'on appelle » un aristocrate, hypothèse dont elles s'exagéraient peut-être le risque (1). Les aristocrates trouvèrent l'idée plaisante : l'ironie était trop facile et ils ne résistèrent pas à la tentation (2). Mais ils cachèrent mal leurs préoccupations sous les moqueries que fit éclore cette « farce ridicule ». « Si, en riant de celle-ci, on réfléchit à tous les moyens que ce club a pris pour régner sur toutes les

(1) *Chronique de Paris*, n° 41, du jeudi 10 février 1791. *Révolutions de France et de Brabant*, n° 64, non daté. *Orateur du Peuple*, t. III-IV, n° 48, non daté.

(2) *Grande Confédération des Citoyennes actives jacobines pour n'épouser aucun aristocrate. Extrait des registres des Amis de la Constitution. Députation le 6 février à huit heures du soir à la Société des Amis de la Constitution des femmes des rues du Pélican et Saint-Honoré qui ont juré de ne jamais épouser un aristocrate. Discours prononcé en leur nom par M^{lle} Pribi*. S. l. n. d., in-8°, 8 p., B. N. Lb³⁹ 9.699 et B. V. P. 12.807.

opinions et propager sa doctrine, combien l'homme sage ne doit-il pas craindre pour la liberté! (1) » La force qu'ils devinaient inspira d'ailleurs à certains d'entre eux, non pas inquiétude ou révolte, mais un certain respect, et elle valut à la Société fraternelle des ménagements et des attentions dont les auteurs espéraient peut-être retirer quelques profits. Le duc de Chartres vint lui rendre visite le 10 mars, avant de monter chez les Amis de la Constitution (2). Quelques jours plus tard, Dubois de Crancé présenta aux frères et aux sœurs les évêques constitutionnels d'Auch et de Bordeaux (3).

II. — LES LOCAUX DE LA SOCIÉTÉ FRATERNELLE AU COUVENT DES JACOBINS.

Les vastes bâtiments du couvent des Jacobins où Dandard avait transporté sa société, s'élevaient rue Saint-Honoré, non loin de l'église Saint-Roch. Les Amis de la Constitution s'y réunissaient depuis le mois d'octobre 1789. Ils s'étaient d'abord installés dans le réfectoire, puis l'avaient abandonné pour la Bibliothèque. Ils s'y trouvaient encore quand la Société fraternelle vint siéger sous le même toit. Les différents articles par lesquels la presse du temps signala l'existence de celle-ci ne donnent aucune précision sur le lieu exact de ses séances. La note manuscrite du recueil Lb⁴⁰ 849 de la Bibliothèque Nationale désigne le réfectoire comme nouvelle salle d'assemblée au 1^{er} janvier 1791. La Société devait donc l'occuper depuis fort peu de temps. S'il faut en croire Millin de Grandmaison, elle se réunissait auparavant dans le chapitre.

Millin publiait, depuis 1790, les *Antiquités Nationales ou Recueil de documents pour servir à l'histoire générale ou particulière de l'Empire français, tels que tombeaux, inscriptions, statues, vitraux, fresques, etc...*, tirés des abbayes, monastères,

(1) *Le Lendemain ou l'Esprit des Feuilles de la veille*, n° 39, du mardi 8 février 1791.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 388, séance du 10 mars 1791.

(3) *Feuille du Jour*, n° 78, du samedi 19 mars 1791.

châteaux, et autres lieux devenus domaines nationaux. La cinquième livraison, qui terminait l'histoire du couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré et commençait celle des Feuillants, parut au printemps de 1791. « Les diverses salles du rez-de-chaussée, dit Millin (1), en parlant de la maison des Jacobins, sont actuellement occupées; le juge de paix a son tribunal dans celle où la Société des Amis de la Constitution tenait ses séances; à côté est le chapitre; la Société fraternelle présidée par M. Dansard s'y assemble les dimanches et les fêtes. » Millin raconte l'origine de ce club et termine ainsi : « Cette Société s'assemble dans le réfectoire des Jacobins. L'âme reçoit une nourriture salubre dans ce lieu si souvent témoin de la gourmandise dominicaine. » Les deux indications données par Millin paraissent contradictoires. Il ne semble pas cependant qu'il ait commis d'erreur. En rapprochant son texte de celui de la note manuscrite de la Bibliothèque nationale, on est amené à penser que la Société fraternelle a dû occuper successivement les deux locaux : réunie d'abord dans la salle capitulaire, elle se transporta ensuite dans le réfectoire. Elle n'y resta d'ailleurs que fort peu de temps. En mars 1791, elle s'assembla dans l'église (2). « Les bâtiments du couvent et de l'église, dit encore Millin, n'ont rien de remarquable par eux-mêmes; ils sont vastes, mais point ornés d'architecture. L'église est très simple; on y rentre par une petite porte fort étroite; elle est dédiée à l'Annonciation. La nef est une vaste salle voûtée, accompagnée sur les côtés de quelques chapelles et d'un grand buffet d'orgues. »

Le bref séjour qu'y fit la Société fraternelle fut marqué par un incident. Le 27 mars 1791, les clefs, qui avaient été confiées au gardien Talon, disparurent et les recherches auxquelles on se livra pour les retrouver restèrent infructueuses. La porte du petit cabinet de la sacristie, dans lequel les clefs avaient été déposées, ne présentait aucune trace d'effraction, mais sa serrure était en fort mauvais état.

(1) Millin de Grandmaison, *Antiquités Nationales*, t. 1, Couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré, p. 52.

(2) *Feuille du Jour*, n° 82, du mercredi 23 mars 1791; n° 91, du vendredi 1^{er} avril.

Ce vol, dont les mobiles paraissaient mystérieux, troubla quelque peu les assistants (1). L'un d'eux apaisa cette émotion en rappelant que le Corps Municipal venait de révoquer l'ordonnance du Département de la police qui défendait la vente des vieilles clefs (2). Tout s'expliqua, comme la plupart des énigmes, par une hypothèse. La Société chargea trois de ses membres, Lecoquière, Thomas et Clavier, d'aller prévenir le commissaire de police de la section du Palais-Royal. A neuf heures du soir, ce magistrat se transporta au couvent des Jacobins, mais son enquête ne donna point de résultat. D'ailleurs les clefs seules avaient disparu. L'affaire n'eut aucune suite et l'église fut laissée à la garde de la Société fraternelle (3).

Cependant la bibliothèque où se réunissaient les Amis de la Constitution était devenue trop petite pour eux. Ils durent se mettre en quête d'une nouvelle salle. Le 31 janvier 1791, ils chargèrent une commission de préparer un rapport et de le leur soumettre. Le 25 mars, comme les commissaires n'avaient encore rien fait, on leur adjoignit les membres du Comité d'Administration de la Société, avec mandat de trouver un local convenable dans le plus court délai et au meilleur compte. La commission tint plusieurs séances et opta pour la construction d'une salle provisoire. Elle s'enquit auprès de la Municipalité des moyens

(1) Le compte-rendu de cette séance est publié dans la *Feuille du Jour*, n° 91, du vendredi 1^{er} avril : « On annonce le vol des clefs de l'église, le paquet tout entier est escamoté. Les aristocrates se présentent aux soupçons de l'assemblée comme les seuls coupables du larcin des clefs; des cris terribles percent la voûte du lieu saint; on demande l'appel nominal; on demande la vérification des cartes; la sonnette est agitée, tourmentée, méprisée. M. Robert, le républicain, quoiqu'aidé de sa femme, ne peut en imposer. Il met aux voix pour demander le vœu du club; ce vœu paraît être le désordre; il remet aux voix : les frères et les sœurs, fatigués de se lever et de s'asseoir, de se rasseoir et de se relever, pour se relever et pour se rasseoir, ne répondent plus aux invitations du président. »

(2) Cette ordonnance, sur laquelle on aura à revenir, interdisait non seulement le commerce des clefs indépendamment des serrures pour lesquelles elles étaient faites, mais elle réglait encore la fabrication et la vente des armes. Elle parut le 17 mars 1791, mais elle souleva une telle colère dans la presse de gauche et les clubs patriotiques que dès le 21 mars le Corps municipal la révoqua (voir ci-dessous, chap. VII, p. 204 et suiv.).

(3) A. P. Procès-verbaux des commissaires de Police, section de la Butte-des-Moulins.

d'obtenir le terrain nécessaire et, le 2 avril, pria l'un de ses membres, Roussel, de présenter son projet à l'assemblée des Jacobins (1). Ce projet n'eut point de succès. Charles de Lameth proposa une solution moins onéreuse : la Société pourrait s'installer dans l'église et offrir en échange la bibliothèque aux frères et aux sœurs. Cet avis parut sage; une députation fut envoyée séance tenante au club fraternel et Lameth, qui la présidait, vit sa proposition accueillie « avec toute la cordialité imaginable ». Les Jacobins décidèrent alors que, dès le lendemain, des commissaires se rendraient à l'Hôtel de Ville pour obtenir le bail de l'église (2). Il fut signé le 21 avril 1791 (3) et, le dimanche 29 mai, les Amis de la Constitution prirent possession de leur nouvelle salle. Ils y avaient fait aménager des tribunes réservées aux étrangers (4).

La Société fraternelle allait désormais se réunir dans la bibliothèque. Cependant Michelet, prenant peut-être au pied de la lettre une déclaration de l'abbé Royou, parue dans l'*Ami du Roi* en octobre 1791, l'a logée dans une salle inférieure des Jacobins. Royou la met, lui, dans la cave. Il est peu probable que les disciples de Dansard s'y soient jamais rassemblés; mais, pour ce polémiste, cave était peut-être un terme de mépris, synonyme de caverne, d'ancre, de repaire. Les journaux fayettistes emploient des mots à peu près semblables pour désigner la Société fraternelle des Jacobins, c'est une « taverne politique » (5), un « tripot démagogique et très bouffon » (6). En réalité, en octobre

(1) Comité d'administration de la Société des Amis de la Constitution, 1791-1793, A. N. F⁷ 4.430. (Séance extraordinaire du samedi 26 mars à midi, séance du 2 avril.)

(2) Séance du 3 avril. Voir le *Lendemain*, n° 95 du mardi 5 avril 1791 et la *Feuille du Jour*, n° 101, du lundi 11 avril.

(3) Arrêté du département de Paris, en date du 15 avril. Voir Bail de l'église des Jacobins consenti par MM. Jean-Nicolas Lardin et Jacques-Joseph Hardy, commissaires des biens nationaux à MM. François Defieux et Pierre-Nicolas Millet, membres de la Société des Amis de la Constitution, autorisés par ladite Société, moyennant une location annuelle de mille deux cents livres, 21 avril 1791. A. N. S 4.222 (abbé Lebeuf, *Histoire de la Ville et de tout le diocèse de Paris*, t. 1, p. 308).

(4) *Chronique de Paris*, n° 152, du mercredi 1^{er} juin 1791.

(5) *Feuille du Jour*, n° 92, du 2 avril 1791.

(6) *Feuille du Jour*, n° 75, du 15 mars 1792.

1791, le club occupait, depuis plus de cinq mois déjà, la bibliothèque et la situation de cette salle, au-dessus de l'église, pouvait la faire comparer à un grenier plutôt qu'à une cave.

C'était une grande pièce voûtée, longue et assez étroite. Sur la porte se trouvaient les armes du dauphin, fils de Louis XIII, auquel la bibliothèque avait été consacrée le 6 septembre 1638, jour de sa naissance. Au-dessus de l'entrée était un tableau que Piganiol de la Force a attribué à Nicolas-Ninet de Lestin (1). Il représentait une fontaine surmontée de l'effigie de saint Thomas d'Aquin et d'où l'eau jaillissait par plusieurs bouches : « Des moines de différents ordres, dit Millin (2), s'empressent tous d'aller remplir leur tasse de cette liqueur angélique. Sur le devant du tableau est un Jésuite qui tient une petite cruche et qui, par là, ferait croire qu'il a grande envie de s'enivrer de cette eau; mais son attitude est d'ailleurs si distraite qu'on voit bien qu'il n'en veut pas faire un grand usage. » Des rayons, où les livres étaient rangés par matières, régnaient des deux côtés de la pièce et n'étaient interrompus que par les fenêtres. Dans le fond, où les moines avaient élevé un autel, se trouvaient deux beaux globes de Coronelli (3), et deux cabinets destinés à recevoir les ouvrages les plus précieux. Quand les Amis de la Constitution s'étaient installés dans la bibliothèque, ils y avaient placé des bancs en gradins. Les bureaux du président et des secrétaires occupaient le milieu de la paroi, à droite de l'entrée; la tribune des orateurs leur faisait face.

(1) Cf. sur Ninet de Lestin, Albert Babeau : *Ninet de Lestin, peintre troyen* (extrait de l'Annuaire de l'Aube, 1882). Troyes, Imp. de Dufour-Bouquot, 1882, in-8° (B. N. Ln²⁷ 33.248).

(2) Ce passage de Millin est emprunté presque mot pour mot au *Dictionnaire historique de la Ville de Paris et de ses environs*, de Hurtaut et Magny t. III, p. 301).

(3) Le Vénitien, Vincent Coronelli, Général de l'ordre des Minimes, fut cosmographe de la République de Venise, puis professeur public de géographie. Il avait exécuté pour le cardinal d'Estrées, qui les offrit en 1683 à Louis XIV, les deux beaux globes que Louis XV fit placer en 1722 à la Bibliothèque du Roi. Ils furent sans doute très admirés, puisque quelques années plus tard, pendant un séjour qu'il fit à Paris, Coronelli dut en faire pour les principales bibliothèques de la ville. Il y en avait deux aux Capucins de la

III. — DANSARD ET LA SCISSION DE LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ FRATERNELLE.

Dansard ne devait pas rester bien longtemps à la tête de la Société qu'il avait fondée. C'était un brave homme tout pénétré de l'importance de son rôle et de la grandeur de sa mission. Il tenait à ses prérogatives et s'en montrait jaloux. Il siégeait derrière une table élevée et un fauteuil de bois lui était réservé. Il saluait poliment ses auditeurs, les appelait ses enfants et ses frères leur tenait d'un ton magistral des discours solennels, naïfs et touchants et veillait à ce que chacun observât les bonnes manières. Il professait le plus grand respect pour les réputations établies et levait son chapeau aux noms de Mirabeau, de Thouret ou de Sieyes. Ses opinions étaient modérées et il se montrait plus soucieux d'éclairer les bonnes gens que d'échauffer leurs têtes. « Au temps de son plus grand éclat, dit Oelsner, M. Dansard se mettait volontiers à la tête d'une députation pour essayer ses ailes dans le Club des Jacobins. Il y parut toujours avec beaucoup de cérémonie. Son discours était habituellement aussi naïf que sa déclamation et son geste étaient pédantesques. Aussitôt qu'il avait eu une pensée dont il se promettait beaucoup d'effet, il posait précipitamment son papier sur le pupitre, enlevait ses lunettes, regardait à droite et à gauche, trépignait et souriait au Président. »

Le pauvre homme allait assister, impuissant et mal résigné, à la transformation de son œuvre. Il avait fondé un cours du soir où l'étude de la Constitution et de la Déclaration des Droits remplaçait celle de la grammaire et des quatre règles, et il ne demandait qu'à exercer, sur les nouveaux disciples que la Révolution lui avait amenés, une autorité paternelle et assez débonnaire. Il avait une vocation tenace de maître d'école, mais non l'âme d'un tribun. Il vit avec peine la Société prendre une importance qu'il n'avait pas voulue; les frères et les sœurs, de plus en plus

nombreux, nommaient des secrétaires, faisaient des motions véhémentes et supportaient impatiemment la tutelle de leur « fondateur et père ». Dès le 11 janvier 1791, l'*Ami du Peuple* avait publié une lettre où Dansard, qui venait, il est vrai, de s'opposer à l'affichage du portrait de Marat dans la salle des séances, était traité « d'endormeur qui fait grand bruit sur des vétilles ». Le 2 avril, les *Révolutions de Paris* annoncèrent que le maître d'école, obligé de renoncer à la présidence et ne pouvant en prendre son parti, venait de quitter la Société fraternelle des Jacobins (1). Celle-ci en avertit d'ailleurs les clubs patriotiques de Paris et des départements par une adresse que publia l'*Observateur du Club des Cordeliers* (2). Elles s'abstinrent de juger la conduite de son fondateur, tout en la qualifiant « d'étrange », et se plaignit seulement que Dansard, chargé de mener à bien la location de la salle des séances, se fût séparé des commissaires qu'on lui avait adjoints « pour enchérir contradictoirement avec eux ». Le journal ajoutait que les discussions au sujet de la présidence, où le maître d'école prétendait se maintenir, avaient été la cause véritable de la scission. Ce n'était pas seulement le titre de président que Dansard regrettait, mais la possibilité qu'il lui donnait de contenir l'activité de la Société dans les limites qu'il lui avaient tracées. Il pensait qu'elle devait se proposer uniquement l'éducation du peuple et s'abstenir de tout ce qui était étranger à ce but. Cette règle de conduite s'accordait assez mal avec l'arrêté du 23 février, dans lequel la Société fraternelle s'était attribuée des pouvoirs de police réservés d'habitude aux corps administratifs (3). Dansard, qui l'avait cependant signé, craignait de se trouver à nouveau devant une éventualité semblable, et la combativité d'une grande partie de ses disciples ne pouvait manquer de l'y amener. Le 19 mars 1791, il fit paraître dans le *Patriote Français* un « Avis sur les Sociétés fraternelles ». Il annonçait qu'il interrompait ses

(1) *Révolutions de Paris*, n° 90, du 26 mars au 2 avril 1791.

(2) *Observateur du Club des Cordeliers et de la section du Théâtre-Français*, n° 3. Voir également *Journal des Amis de la Constitution*, n° XVIII, du 29 mars 1791.

(3) Voir ci-dessous, chapitre VII, p. 200 et suiv.

séances jusqu'au 1^{er} avril prochain et qu'il ne prendrait aucune part aux assemblées qui pourraient avoir lieu avant cette date. Il ne renonça pas au dessein qui avait inspiré sa première entreprise. Il se sépara seulement des plus compromettants de ses disciples et fonda une nouvelle Société avec l'appui de ceux qui lui restèrent fidèles (1). Il fallait, pour en faire partie, se faire inscrire chez un des vingt-quatre commissaires dont la liste était affichée dans le cloître, ainsi qu'à la porte de la salle des Jacobins et chez Dansard lui-même, rue de la Parcheminerie, n° 16. Il n'était perçu aucune contribution au début des séances, mais seuls les membres inscrits et les députés à l'Assemblée Nationale pouvaient y assister. Personne ne devait y porter le titre de président; toutefois, comme on pouvait le prévoir, cette règle ne fut pas observée.

Peu de membres suivirent Dansard. La nouvelle école, décriée comme royaliste, dit Oelsner, n'a pas prospéré longtemps. La dualité des deux Sociétés ressort encore de la publication que fit la *Bouche de Fer* (2) du procès-verbal de la séance tenue le 8 avril par les Amis de la Vérité. On y lit ce qui suit : « M. Noël, secrétaire de la Société fraternelle, dite des Petits-Jacobins, invite les Amis à un éloge funèbre d'Honoré Mirabeau qui sera prononcé dans l'église des Jacobins; M. Dansard, aussi président d'une Société fraternelle des Petits-Jacobins, invite l'Assemblée fédérative à souscrire pour célébrer un service à la mémoire d'Honoré Mirabeau. Ces deux lettres sont accueillies avec fraternité et le Président est chargé par l'assemblée de leur répondre. »

Le nouveau groupe de Dansard vécut obscurément. Il se réunit lui aussi au couvent des Jacobins et manifesta encore son existence au mois de septembre 1791. Dansard avait été

(1) Les Jacobins ne condamnèrent pas Dansard. « La division qui s'est mise dans la Société fraternelle, écrit le *Journal des Amis de la Constitution* (n° XVIII du 29 mars), a, dit-on, pour cause la réforme faite par la majorité de l'article du règlement qui attribuait à M. Dansard une présidence perpétuelle. Mais que cette cause soit la seule ou qu'il y en ait d'autres, nous ne pouvons que féliciter M. Dansard de cet événement. Quelle gloire pour lui et quel avantage pour la constitution si, tous les quatre mois, la ruche patriotique jette un essaim. »

(2) *Bouche de Fer*, n° 42, du 14 avril 1791.

nommé électeur, le 7 juillet, par l'Assemblée primaire de la section des Thermes-de-Julien où il demeurait (1), et, le 4 septembre, la « première Société fraternelle, séante aux Jacobins » posa sa candidature à un siège de député. Le lendemain, son président, Morizot, en avertit l'Assemblée électorale du Département de Paris par une lettre qui fut lue à la douzième séance des électeurs, le 6 septembre (2). Il ne peut s'agir ici, contrairement à ce que dit M. Sigismond Lacroix (3), de la grande Société dont Dansard s'était séparé. Le *Babillard* (4) et la *Feuille du Jour* (5) publient l'un et l'autre le compte-rendu de sa séance du 4 et, non seulement ils ne font aucune allusion à un arrêté semblable, mais encore ils rapportent tous deux l'élection à la présidence de Beaumier, membre du Club des Cordeliers. La lettre de Morizot ne laisse d'ailleurs place à aucune équivoque. Il rappelle la fondation par Dansard de la « Première Société fraternelle » et déclare que le maître d'école s'est attiré les sentiments d'estime et d'amitié de tous les vrais amis de la Constitution. « On ne peut porter plus loin, dit-il, l'amour de la Patrie; il a pour elle, et cent fois, exposé sa vie et couru les risques de la perdre. » Enfin Morizot félicite l'Assemblée électorale de l'heureux choix des quatre députés qu'elle a déjà nommés, alors que ces élections n'avaient pas toujours été bien accueillies par les milieux patriotes (6). La Société fraternelle n'aurait d'ailleurs pas recommandé aux suffrages de ses pairs un électeur membre du Club de la Sainte-Chapelle, qu'elle devait dénoncer quelques jours plus tard (7).

(1) A. N. B¹ 9. Il obtint cent seize voix.

(2) A. N. B¹ 11.

(3) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 46 et suiv.

(4) *Babillard*, n^o 85, du mardi 6 septembre 1791.

(5) *Feuille du Jour*, n^o 252, du vendredi 9 septembre 1791.

(6) *Courrier de Paris dans les quatre-vingt-trois départements*, n^o du 2 septembre; *Ami du Peuple*, n^o 547, du 6 septembre, n^o 552, du 11 septembre. Les quatre premiers députés nommés par l'Assemblée électorale les 1, 2, 3 et 4 septembre furent Garran de Coulon, Lacépède, « bas intrigant » et « très humble valet des valets de la cour » dit Marat, Pastoret, « le doux Pastoret à regard faux et à poil roux », « ce roi des intriguants », et Cerutti, « caméléon subtil » (*Ami du Peuple*, n^o 552).

(7) *Adresse de la Société fraternelle, séante à la Bibliothèque des Jacobins, à Messieurs les Electeurs qui sont restés fidèles aux principes de l'unité sociale*

L'appel de Morizot ne fut pas entendu. Dansard n'obtint jamais plus de deux voix, dont peut-être la sienne, dit M. Sigismond Lacroix (1). Cet échec le découragea; il était commissaire de la section des Thermes-de-Julien; il donna sa démission le 23 octobre, assura ses collègues de ses regrets et du souvenir qu'il aurait toujours de leurs mérites, recommanda un de ses amis à leurs suffrages et leur annonça l'obligation où il se trouvait de partir pour un département éloigné (2). Il quitta Paris et l'on n'entendit plus parler de lui.

IV. — ORGANISATION ET RÈGLEMENT DE LA SOCIÉTÉ FRATERNELLE DES JACOBINS.

Le personnel dirigeant du club fondé par Dansard se renouvela peu, après le départ de celui-ci, en mars 1791. Il se composait surtout de petits bourgeois, à demi-instruits, encore inconnus et dont la renommée ne s'étendit guère au-delà de l'enceinte du couvent des Jacobins. C'étaient, pour la plupart, d'honnêtes gens, qui ne nourrissaient pas de grandes ambitions. Ils se contentaient du rôle modeste qui leur était dévolu et des petites satisfactions d'amour-propre qu'il leur procurait. Ne se sentant pas aptes à une fortune plus haute, ils n'en cherchèrent pas le profit. Cependant, si ces représentants de la très petite bourgeoisie parisienne formaient l'élément le plus nombreux dans l'état-major de la Société fraternelle, ils n'en étaient pas le plus important. Quelques hommes plus cultivés, plus ambitieux, appartenant à une classe sociale un peu plus élevée, prirent la direction de l'assemblée après la retraite de Dansard. Ils

let politique, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 854 (voir ci-dessous, chap. IX; p. 300).

Le nom de Dansard figure en effet dans la liste des électeurs du Club de la Sainte-Chapelle (voir *Compte-rendu des séances électorales de 1791 et de la division du Corps électoral en deux Sociétés, sous les noms de Club de l'Évêché et Club de la Sainte-Chapelle*, par un électeur de 1791, Paris, 1791, in-8°, B. V. P. 10.072, publié par E. Charavay, *Assemblée Électorale*, 1791-1792, p. 520 et suiv.

(1) Charavay, *Assemblée Électorale du Département de Paris*, 1791-1792, p. 169, p. 231 et p. 513.

(2) B. N. Mss nouv. acq. fr. 2.698, fol. 46.

se firent les défenseurs des idées les plus hardies et c'est parmi eux que la République trouva certains de ses premiers partisans. Louis-Henry Noël, secrétaire-greffier de la section des Thermes-de-Julien en 1792 (1), l'abbé Nicolas Charles Mathieu, le Rouennais Pépin-Dégrouhette, qui devint, après la chute de la Royauté, membre de la Commune provisoire et Président de la Deuxième section du Tribunal criminel du 17 août, François Robert, directeur du *Mercure National et Etranger*, furent, à partir du mois de mars 1791, les membres les plus importants et les plus assidus de la Société fraternelle. Ils la présidèrent presque sans interruption (2) et leur influence y fut prépondérante.

La Société reçut son organisation définitive après le départ de Dansard. Un long règlement qui ne fut imprimé qu'en 1792, mais qui avait été pris dans la première moitié de l'année précédente, arrêta les règles d'admission, la composition du bureau et la discipline intérieure (3). Il eut pour rédacteur Nicolas Mathieu. C'était un ancien Capucin qui desservait, avant la Révolution, une petite paroisse du diocèse d'Auxerre. Libéré par le décret du 13 février 1790, Mathieu jeta sa robe aux orties, vint s'installer à Paris et s'enrôla dans le bataillon de Saint-Roch. Il fut un des premiers compagnons de Dansard, mais ne s'attacha pas à sa fortune lorsque le maître d'école quitta la Société qu'il avait

(1) Contrairement à ce qu'a indiqué M. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 22, note 3, ce n'était pas l'auteur des grammaires Noël et Chapsal. Le lexicographe, qui était membre du club des Amis de la Constitution et qui habitait rue Saint-Jacques, portait d'ailleurs les prénoms de François-Joseph (voir Aulard, *Société des Jacobins*, t. 1, p. Lxv).

(2) Voici, d'après les documents laissés par la Société fraternelle ou les articles de presse qui la concernent, la liste de ses présidents pendant l'année 1791. Mars : François Robert; avril : Mittié (cependant Robert occupa quelquefois la présidence durant ce mois, en l'absence de Mittié, et cela prouve bien que si le règlement ne fut arrêté officiellement que le 2 juin, il était en fait appliqué dès le mois d'avril. L'article 14 des statuts déclare, en effet, qu'en cas d'absence, le président sera remplacé par son prédécesseur). Mai : Mathieu; juin : Pépin-Dégrouhette; juillet : Mathieu; août : Pépin-Dégrouhette qui fut élu le 7 de ce mois; septembre : Beaumier, élu le 4; octobre : Noël, élu le 3; décembre : Robert.

(3) *Règlement de la Société fraternelle des Patriotes des deux Sexes, Défenseurs de la Constitution, arrêté le 2 juin de l'an II de la liberté*, Paris, 1792, i n-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.424 et B. V. P. 12.760.

fondée. En 1791, il sollicita son inscription sur la liste des citoyens actifs de la section du Palais-Royal (1). Mathieu fut naturellement un défenseur convaincu de la Constitution Civile. En mai 1791, à la demande du nouvel évêque de Paris, Gobel, il accepta de desservir le hameau de Moussot qui dépendait de Clichy-la-Garenne. Ces fonctions ne le retinrent d'ailleurs pas longtemps; il avait obéi à regret et il ne persévéra pas. En février 1792, il renonça définitivement à la vie religieuse et se maria. Après le 10 août, ses états de service le firent nommer, par la section des Postes, membre du Conseil provisoire de la Commune, électeur, puis juge de paix. Mais une accusation de prévarication, qui lui valut quelques mois d'emprisonnement à Sainte-Pélagie, mit fin prématurément à sa carrière politique (2).

Les formalités d'admission à la Société fraternelle des Jacobins étaient fort simples. Les femmes y étaient reçues aussi bien que les hommes. Les candidats devaient se faire présenter par un membre et appuyer par deux autres; leurs noms étaient lus en séance et affichés. Si aucune objection n'était élevée, ils étaient immédiatement admis; s'il y avait quelques protestations, ils étaient ajournés. Le Comité de Conciliation, composé de six membres de chaque sexe, jugeait de la validité des oppositions et présentait un rapport à la Société, qui décidait « dans sa sagesse ».

Les nouveaux membres étaient inscrits sur un des registres du club; ils recevaient une carte d'entrée aux séances et prêtaient le serment civique, ou, plutôt, debout devant le bureau des secrétaires et la main droite levée ils écoutaient la lecture qu'en faisait le Président et répondaient, au milieu d'un « silence religieux » : « Je le jure ». Les cartes d'entrée étaient strictement personnelles et ne pouvaient en aucun cas être prêtées. Une faute de ce genre valait à son auteur un mois d'interdiction; en cas de récidive, il cessait d'appartenir à la Société. D'autres manque-

(1) Le 31 mai, le Procureur de la Commune, consulté par le Comité de la section du Palais-Royal se prononça contre cette admission, parce que Mathieu n'était pas domicilié de fait dans la section depuis un an et qu'il venait d'accepter des fonctions qui l'obligeaient à résider à Moussot (B. N. Mss nouv. acq. fr. 2.666, fol. 306).

(2) A. N. F⁷ 4.774³⁸.

ments à la discipline étaient sanctionnés de peines allant du rappel à l'ordre à l'exclusion définitive (1). Celle-ci pouvait être prononcée contre tous ceux qui se rendaient coupables de violences pendant une séance ou qui portaient à tort contre un membre du club une accusation particulièrement grave.

Bientôt les mesures prévues pour l'admission des nouveaux sociétaires et les peines fixées par le Règlement ne furent pas jugées suffisantes. A la fin du mois de juillet 1791, on nomma un Comité épuratoire composé de vingt-quatre personnes des deux sexes. Les membres déjà reçus furent soumis à son contrôle, aussi bien que les candidats qui aspiraient à l'être. Il leur fallut prouver par « des certificats authentiques » la pureté de leurs principes et leur courage à les propager (2). Le Comité entra aussitôt en fonctions. Par une faveur toute spéciale, Robespierre et Dubois de Crancé, qui furent reçus dans la Société quelques jours plus tard, échappèrent à son enquête. Ils durent cette marque de considération, dit le *Babillard* (3), à l'intervention des sœurs qui déclarèrent qu'ils « avaient fait leurs preuves » et qu'on ne pouvait les soumettre à cette inquisition sans les outrager. Quelques frères protestèrent en vain, au nom des principes d'égalité.

Les séances de ce Comité furent parfois assez agitées. Au mois d'août, on lui dénonça deux femmes de couleur, M^{mes} Maillard et Corbin, auxquelles on reprochait d'avoir troublé l'ordre public et discrédité la Société par des motions turbulentes et « incendiaires » (4). Le Comité reconnut l'exactitude des faits et invita les deux coupables

(1) Voir art. XXIII du Règlement : « L'égalité et la fraternité devant régner dans tous les cœurs des frères et sœurs, tout membre qui personnalisera ou injuriera un autre membre, sera rappelé à l'ordre par le Président; s'il persiste, il y sera rappelé une seconde fois, et son nom sera consigné dans le procès-verbal. En cas de violence, il lui sera enjoint de se retirer et la Société décidera sur-le-champ s'il doit être exclu. »

En cas de fausse dénonciation, les peines prévues étaient la censure, l'inscription au procès-verbal, la privation de l'entrée pendant quelques séances, et enfin l'exclusion (art. XXII).

(2) *Babillard*, n° 50, du mardi 2 août 1791.

(3) *Babillard*, n° 64, du mardi 16 août 1791.

(4) B. N. Mss. nouv. acq. fr. 2.673, fol. 165 : extrait du procès-verbal de la

à venir se justifier. M^{me} Corbin fit preuve de résignation et de calme; mais M^{me} Maillard prit l'événement au tragique. Elle présenta elle-même sa défense, s'en acquitta fort mal et dut, à la demande des commissaires, se retirer dans la pièce voisine avec son enfant, pour y attendre le verdict. Il n'était pas douteux. Le désespoir de M^{me} Maillard fut si grand que la mort lui parut le seul remède à ses maux. Elle résolut de ne pas l'attendre davantage, monta sur l'une des fenêtres de la salle et elle allait se jeter dans le jardin du cloître quand les membres du Comité se précipitèrent et la retirèrent de cette dangereuse position « en lui faisant les reproches que méritait une action de ce genre ». Cette manifestation n'eut pas les effets que son auteur pouvait en espérer : elle n'attendrit nullement les commissaires. Sur leur rapport, la Société, à l'unanimité, vota l'exclusion des deux accusées et chargea deux de ses membres de faire part de sa décision au Comité de la section du Palais-Royal et au club des Amis de la Constitution.

A la tête de la Société fraternelle des Jacobins se trouvait un président. Il était élu pour un mois à la majorité relative et ne pouvait être réélu qu'après un intervalle de deux mois (1). Il ouvrait les séances, annonçait l'ordre du jour, dirigeait les discussions, donnait la parole aux orateurs qui s'étaient fait inscrire, mais il n'intervenait personnellement dans un débat que si l'assemblée l'y autorisait et, dans ce cas, il devait quitter sa place et monter à la tribune. Il recevait les députations, signait les pétitions et toute la correspondance, ouvrait les lettres et les paquets. Il veillait à

séance du 15 août du Comité épuratoire. *Babillard*, n° 64, du mardi 16 août 1791 et n° 65, du mercredi 17.

Trois accusations étaient portées contre M^{mes} Maillard et Corbin. On leur reprochait : 1° d'avoir proposé à la Société fraternelle d'aller renverser les statues de bronze élevées sur les places publiques; 2° d'avoir tenté, le 14 juillet, de faire sonner le tocsin à l'église Saint-Roch; 3° d'avoir fait, dans des lieux publics, des motions violentes, en affirmant hautement qu'elles appartenaient à la Société fraternelle et que celle-ci revendiquerait la responsabilité de leurs dires et interviendrait, si l'on se permettait quelque acte de sévérité à leur égard.

(1) Cette partie du règlement ne fut pas toujours observée. C'est ainsi que Pépin-Dégrouhette, président pendant le mois de juin 1791, fut réélu le 7 août.

l'observation des règlements; il avait le droit de prononcer, avec l'assentiment de l'assemblée, certaines peines contre les membres turbulents ou indociles; il les rappelait à l'ordre, leur interdisait de prendre la parole ou ordonnait l'inscription de leurs noms au procès-verbal. En cas d'absence, il était remplacé par un de ses prédécesseurs; s'il ne s'en trouvait pas à la séance, la Société choisissait l'un des secrétaires. Au début de chaque réunion, le Président nommait des censeurs qui l'aidaient à maintenir l'ordre et le silence; ils vérifiaient les cartes d'entrée et introduisaient les députations.

Pour être élu président, il suffisait à l'origine d'être membre du club; mais, le 4 septembre 1791, l'élection d'un Cordelier, Beaumier, qui ne faisait partie de la Société fraternelle que depuis quinze jours, souleva quelques protestations. Les esprits s'échauffèrent; une discussion s'ensuivit et l'on mit fin à l'incident en décidant que nul désormais ne pourrait être nommé s'il n'appartenait à la Société depuis deux mois au moins (1).

Quatre frères et deux sœurs remplissaient les fonctions de secrétaires. Ils étaient élus pour deux mois au scrutin de liste et renouvelés par moitié le premier dimanche de chaque mois. Ce jour-là, après la lecture de la Déclaration des Droits de l'homme, la Société nommait six scrutateurs des deux sexes qui présidaient aux opérations de vote. Les noms des candidats, qui avaient dû se faire inscrire au cours de la semaine précédente, étaient affichés à la tribune et proclamés en séance. Les scrutateurs procédaient au dépouillement et le Président en indiquait lui-même les résultats à l'assemblée.

Les secrétaires tenaient à jour la liste des membres de la Société et ils affichaient dans la salle des réunions les noms des clubs affiliés. Ils consignaient dans un registre les délibérations de l'assemblée et rédigeaient les procès-verbaux qui étaient lus au début de chaque séance.

Le trésorier était élu le deuxième dimanche du mois à la

(1) *Babillard*, n° 85, du mardi 6 septembre 1791 et *Feuille du Jour*, n° 252, du vendredi 9 septembre. Cependant le premier article additionnel du règlement indique qu'il suffira de faire partie de la Société depuis un mois.

majorité relative et ne pouvait être réélu qu'après un intervalle d'un mois. Tous les huit jours, il devait afficher dans la salle des séances un tableau des recettes et des dépenses de la semaine, ainsi que l'état de sa caisse. Il rendait ses comptes à un Comité d'Administration, dont le règlement n'indique ni la composition ni les attributions exactes.

La Société n'avait pas d'archiviste à l'origine, mais le 18 septembre 1791, elle jugea bon d'en nommer un. Ce mot, que la plupart des membres ne connaissaient pas, provoqua dans l'assistance un certain étonnement et une grande curiosité, et les docteurs de l'assemblée durent en expliquer le sens. On proposa d'accorder un traitement à ce nouveau fonctionnaire, mais, étant donné l'état fâcheux des finances, il fut décidé qu'il se contenterait de l'honneur (1). Il devait conserver le texte des discours prononcés par les honorables frères et veiller avec soin sur ce dépôt, afin de transmettre à la postérité « ces modèles d'une éloquence noble et pure » (2). Il était nommé pour trois mois et sa tâche devait être assez lourde puisqu'on estima utile de lui donner deux aides.

Un dernier personnage jouait dans la Société fraternelle des Jacobins un rôle modeste, il est vrai, mais indispensable. C'était le concierge. Il avait la garde des clefs et devait veiller à la propreté de la salle. S'il faut en croire le *Babillard*, il était un des membres les plus assidus du club. « Un honorable frère, dit ce journal le 5 août 1791, a commencé la lecture d'un mémoire sur les finances et sur les moyens de ramener l'argent à un prix beaucoup plus bas. Au bout d'une heure, l'orateur, que ses calculs profonds avaient occupé tout entier, a levé la tête et n'a plus vu que le concierge qui bâillait sur les degrés de la tribune avec une clef dans ses mains. Celui-ci, que le silence subit de l'orateur a tiré de son assoupissement, lui a dit avec ingénuité : « Mon frère, quand votre discours sera fini, vous aurez la bonté de fermer la porte de la salle. »

Ces organes permanents ne paraissaient pas toujours suffisants à la Société fraternelle. Toutes les fois que les

(1) *Feuille du Jour*, n° 266, du jeudi 23 septembre 1791.

(2) *Babillard*, n° 99, du mardi 20 septembre 1791.

circonstances semblaient l'exiger, elle nommait des commissaires dont le nombre variait suivant les cas. Ils pouvaient être chargés de présenter un rapport sur un événement particulier auquel la Société avait été mêlée, de rédiger une pétition, d'examiner les causes et la légalité d'une arrestation (1). Leurs fonctions avaient parfois un caractère plus stable, et les comptes-rendus des séances que publient les journaux fayettistes révèlent, à maintes reprises, l'existence de comités qui paraissent avoir été plus ou moins permanents. « La séance d'hier n'a commencé qu'à huit heures, déclare le *Babillard* du 22 juillet; fort peu de personnes s'y sont rendus. Huit honorables frères ayant été arrêtés pour avoir insulté une patrouille et plusieurs autres ayant disparu, la Société a jugé nécessaire d'établir un Comité pour les découvrir. C'est ce que ces Messieurs appellent ingénieusement un Comité des Recherches. » Il existait encore au mois d'octobre (2).

En août, la Société fraternelle chargea un Comité de Vérification d'étudier la proposition, faite par un membre du Club des Cordeliers, de rédiger une pétition contre le projet de loi qui accordait au roi une maison militaire (3). Pendant le même mois, deux numéros du *Babillard* révèlent l'existence d'un Comité des Finances sur lequel ils ne donnent, d'ailleurs, aucun renseignement (4). Les sociétaires ne voulurent pas s'arrêter là. Le 4 septembre 1791, l'un d'entre eux, après avoir exposé les maux qu'allaient entraîner la rareté du blé et la cherté du pain, proposa, comme remède, la rédaction d'une pétition au Département et la création d'un Comité des Recherches contre les accapareurs, d'un Comité de Subsistances et d'un Comité des Rapports. Il y eut quelques protestations et l'on voulut passer à l'ordre du jour; mais l'un des assistants approuva les propositions de l'orateur et demanda même l'établisse-

(1) Règlement de la Société fraternelle des Jacobins, art. XXIV : « Dans le cas d'une action arbitraire exercée contre un membre, il en sera donné avis à la Société qui nommera sur-le-champ des commissaires pour rechercher si l'arrestation est légale ou illégale et qui en feront leur rapport... »

(2) *Babillard*, n° 136, du vendredi 28 octobre 1791.

(3) *Babillard*, n° 71, du mardi 23 août 1791.

(4) *Babillard*, n° 71, du mardi 23 août 1791 et n° 74, du vendredi 26.

ment d'un quatrième comité qui serait chargé d'arrêter les termes de l'adresse au département (1).

Dès le mois de février 1791, les séances devinrent plus nombreuses. Elles avaient lieu les dimanches, mardis et jeudis de chaque semaine à quatre heures et se prolongeaient parfois assez tard. Dans les occasions importantes, la Société tenait d'ailleurs des réunions extraordinaires, et, quand les circonstances devenaient particulièrement graves, elle siégeait en permanence. Il en fut ainsi au mois de juin 1791 (2).

Les sociétaires devaient présenter leurs cartes en pénétrant dans la bibliothèque. Depuis que le règlement était entré en vigueur, ils étaient seuls admis. Toutefois, au mois d'octobre 1791, la Société s'avisa de l'intérêt qu'elle aurait à rendre ses séances publiques. Un membre fit valoir les avantages de cette mesure : les assistants se trouveraient plus nombreux, la recette du trésorier serait, par conséquent, plus grande et l'influence de la Société, accrue. Cette proposition amena une discussion assez vive et fut ajournée à la séance suivante. En 1792, les partisans de la publicité l'avaient emporté.

Le président ouvrait la séance à l'heure fixée. Après la nomination des censeurs, la lecture du procès-verbal de la réunion précédente par l'un des secrétaires, l'examen des candidatures et l'annonce de l'ordre du jour, les sociétaires qui désiraient prendre part à la discussion se faisaient inscrire au bureau. Ils parlaient à tour de rôle et ne devaient pas s'écarter de la question qui faisait l'objet du débat, sous peine de se voir ôter la parole par le président. Celui-ci avait seul le droit d'interrompre un orateur et de le rappeler à l'ordre. Les assistants ne pouvaient lui répondre qu'après la fin de son discours, à condition toutefois qu'ils y fussent autorisés par le président ou qu'ils eussent été inscrits. Nul

(1) *Babillard*, n° 85, du mardi 6 septembre 1791 et *Feuille du Jour*, n° 252, du vendredi 9 septembre.

(2) Le 22 juin 1791, M^{me} Roland écrivit à Bancal : « Le roi et sa famille sont partis... On s'est assemblé dans les sections, plusieurs d'entre elles ont pris l'arrêté d'être permanentes, les Sociétés fraternelles en ont fait autant. » Lettres, éd. Perroud, t. 2, p. 302. Voir ci-dessous, chap. VIII, p. 241.

orateur ne pouvait intervenir plus de trois fois dans une discussion pendant une séance, et le président devait, s'il désirait prendre la parole, quitter le fauteuil et monter à la tribune. Toute injure et toute allusion personnelle à un membre de la Société étaient interdites. Les dénonciations étaient permises et leurs auteurs étaient même considérés comme « les sentinelles vigilantes de la patrie ». Cependant la Société avait pris certaines précautions à leur égard : ils devaient s'adresser d'abord au Comité de Conciliation qui jugeait de la validité de leurs déclarations, du secret ou de la publicité qu'elles exigeaient et présentait un rapport en séance. Ils étaient obligés de signer leurs dénonciations et de donner leur adresse. Ils pouvaient être chassés de la Société si, par excès de zèle ou par malveillance, ils faisaient de fausses déclarations à l'assemblée, malgré l'avis du Comité. Par contre, ceux qui venaient faire part de leurs craintes ou rapporter ce qu'ils avaient vu ou appris sur les dangers de la chose publique, étaient toujours bien accueillis. « La timidité serait une faute, il est même de leur devoir d'en donner la publicité » (art. XXI du Règlement).

Les discussions étaient souvent interrompues par l'entrée des députations. Il ne se passait guère de séances sans qu'il se présentât quelques commissaires envoyés par d'autres clubs, ou même par les sections, pour demander l'avis de la Société fraternelle ou solliciter son concours. Le mardi 15 mars 1791 et le jeudi suivant, elle reçut des représentants du club du Palais-Cardinal (1) et de la section de Mauconseil (2) qui vinrent l'intéresser au sort des prisonniers de Vincennes. Le 22, ses censeurs introduisirent les envoyés de la section du Palais-Royal et ceux du Club des Cordeliers (3). Le 28, les Cordeliers lui demandèrent de se joindre à eux pour proposer au roi la dissolution de la Municipalité (4). Le 3 avril, les sections du Palais-Royal, de la Fontaine-de-Grenelle et du Théâtre-Français lui firent part de l'arrêté qu'elles venaient de prendre pour

(1) *Feuille du Jour*, n° 78, du samedi 19 mars 1791.

(2) *Feuille du Jour*, n° 82, du vendredi 25 mars 1791.

(3) *Feuille du Jour*, n° 85, du samedi 26 mars 1791.

(4) *Feuille du Jour*, n° 91, du vendredi 1^{er} avril 1791.

prier la Municipalité de ne pas donner suite au projet d'établissement d'un Comité de Surveillance (1).

Il serait facile de multiplier les exemples. Les députations de sections provoquaient, plus que toutes les autres, l'indignation des journaux fayettistes. « Que le Club des Cordeliers envoie des députés à la Fraternité, rien d'étonnant : *par paribus*; mais que les sections s'avilissent jusques-là! C'est ce qui est inconcevable! » s'écrie le *Lendemain* du 7 avril.

Ces commissaires présentaient au président le pouvoir qui les accréditait; ils devaient être introduits dans le plus grand silence et ils étaient installés devant la tribune des orateurs, en face du bureau des secrétaires. Ils n'étaient entendus qu'après huit heures, mais le Président pouvait leur donner la parole plus tôt si la Société l'y autorisait ou si leur mission ne souffrait aucun retard.

La Société fraternelle des Jacobins ne fut pas seulement la première en date. Elle joua un rôle prépondérant parmi tous les clubs populaires qui furent créés à sa suite.

(1) *Lendemain*, n° 97, du jeudi 7 avril 1791 et *Feuille du Jour*, n° 101, du lundi 11 avril.

CHAPITRE II

CAMPAGNE DES PATRIOTES EN FAVEUR DES SOCIÉTÉS POPULAIRES

I. — DISTINCTION DES CLUBS POPULAIRES ET DES ASSOCIATIONS POLITIQUES EXISTANT A PARIS, EN 1790.

La Révolution avait mis à la mode les lectures et les discours en plein vent; les orateurs de carrefour étaient légion et ils ne manquaient jamais d'auditeurs. On discutait des destinées de la France sur les places et dans les jardins et l'on y commentait les décrets de l'Assemblée Nationale. Le nombre des sociétés politiques augmentait. La Constituante s'en inquiéta. A l'automne de 1790, le Comité des Recherches chargea un ancien avocat au Parlement, Goisset, de procéder à une enquête à leur sujet. Goisset, ne pouvant suffire seul à cette tâche, s'adjoignit trois aides, Drouet, Le Blanc et Besgue et commença ses recherches (1). Il se rendit au couvent des Grands Augustins où se tenaient, à des heures et à des jours différents, les assemblées de la « Bazoche » et des Amis de la Liberté, et à la rue Sainte-Marguerite, dans une maison située en face de l'abbaye Saint-Germain, où se réunissaient les patriotes suisses résidant à Paris qui avaient formé le Club Helvétique. Il alla aux Carmes de la place Maubert et au n° 170 de la rue Saint-Jacques, où il entendit un secrétaire du roi et un chevalier de Saint-Louis tenir des propos violents contre l'Assemblée Nationale et la Constitution nouvelle. Il assista pendant plusieurs mois aux séances du Club des Loyalistes, créé en août 1790, dans la section des Graviiliers (2). Mais son enquête fut incomplète. Au mois d'oc-

(1) A. N., D XXIXb 32.

(2) Cette Société avait tenu sa première séance le 9 août, à cinq heures du

tobre, quand il quitta Paris pour aller poursuivre ses recherches en province, d'autres sociétés qu'il avait ignorées, existaient dans la capitale. Sans compter les Amis de la Constitution, qui siégeaient au couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré, le club des Cordeliers avait été créé au printemps de cette année 1790 (1). Une Société de la Liberté fut constituée, au mois de mars, dans le district de Saint-Roch (2). Dans le courant de l'été, apparurent, entre autres, la Société de la Fraternité, dont le règlement porte la date du 10 juillet (3), et le club des Amis de la Section de la Bibliothèque (4). Mais toutes ces sociétés, même lorsqu'elles pouvaient, à bon droit, se qualifier de patriotiques, n'étaient pas des assemblées populaires. Certaines d'entre elles n'admettaient que les citoyens actifs; d'autres, il est vrai, ne faisaient pas de distinction et recevaient tous les hommes âgés de dix-huit ans qui prouvaient leur attachement à la Constitution; mais leur admission était soumise à des règles très strictes et les femmes ne pouvaient assister aux séances.

C'est ainsi que le candidat désirant entrer dans la Société de la Fraternité devait remettre un bulletin portant son nom, son âge, le lieu de sa naissance et de sa demeure au membre du club qui consentait à le présenter. Celui-ci ne pouvait prendre part au scrutin. La présentation devait être appuyée par quatre sociétaires; elle se faisait au début des séances et l'on votait aussitôt. Il fallait, pour être admis, réunir les quatre-cinquièmes des voix. « Cette fixation, dit le règlement, sera de rigueur et principe constitutif de la

soir, au n° 32 de la rue Saint-Martin. Ses membres, qui avaient pris le nom de Loyalistes ou fils aînés de la Révolution; se recrutaient parmi les citoyens actifs. Ils étaient divisés en quatre classes, suivant leur fortune (A. N. D XXIXb 32).

(1) Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 2.

(2) B. N., mss nouv. acq. fr. 2.665, fol. 162. Pour marquer par un acte de bienfaisance la création de leur société, les membres de cette assemblée firent parvenir au district de Saint-Roch une somme de neuf cents livres. Ce chiffre dépassait de beaucoup les disponibilités ordinaires des clubs populaires.

(3) *Organisation réglementaire de la Société de la Fraternité arrêtée en la séance du samedi 10 juillet 1790*, Paris, 1790, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.439.

(4) Le règlement de cette société porte la date du 26 août 1790. Il se trouve à la Bibliothèque nationale, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 861.

société. » Celui qui les avait obtenus était reçu à la séance suivante; il prêtait, debout et découvert, le serment civique et jurait solennellement de respecter les statuts de l'assemblée. Le candidat qui n'avait pas eu le nombre de voix nécessaire, mais qui cependant en avait réuni les trois-cinquièmes, était ajourné à une date déterminée. On procédait alors à un deuxième scrutin et, si le résultat n'en était pas plus satisfaisant, la candidature était définitivement écartée. Celui qui, dès le premier jour, n'avait pas obtenu les trois-cinquièmes des voix ne pouvait pas être soumis à une nouvelle épreuve.

Il existe très peu de documents sur cette Société. En 1791, il est vrai, les journaux fayettistes parlent à plusieurs reprises du Club de la Fraternité, mais c'est à la Société fraternelle des Jacobins qu'ils donnent ce titre (1). Cependant les noms du Président et des deux secrétaires qui signèrent le règlement de la Société de la Fraternité, au mois de juillet 1790, jettent peut-être quelques lueurs sur ses origines.

Par un décret du 12 juin 1790, rendu sur la proposition de Target, l'Assemblée Constituante avait déclaré qu'aucun citoyen ne pourrait porter les armes s'il n'était inscrit dans la garde nationale, et elle avait supprimé toutes les compagnies de milice bourgeoise dont les drapeaux devaient être déposés à Notre-Dame. Au nombre des corps atteints par cette mesure, se trouvait la Basoche du Palais. Elle avait été fondée par Philippe le Bel et était composée des clercs des procureurs et des avocats au Parlement. Depuis Henri II, elle affectait une forme quasi militaire; ses membres étaient divisés en compagnies; ils portaient un uniforme et avaient un drapeau bleu d'azur à trois écritaires d'or. Dès le début de la Révolution, ils donnèrent des preuves de leur patriotisme; ils offrirent leurs services à l'assemblée des Electeurs

(1) Il en est de même dans l'*Adresse à l'Assemblée Électorale pour l'inviter à faire de bons choix à la prochaine législature et à prendre en mains la défense de ses membres opprimés* (A. N. B¹ 11). C'est la Société fraternelle des Jacobins qui y est désignée sous le titre de Société de la Fraternité. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder les noms des commissaires qui l'ont signée pour elle : Pépin-Dégrouhette, Noël, Beaumier, Maubant, etc...

de l'Hôtel de Ville, prirent part au siège de la Bastille et protégèrent les transports de blé en banlieue et même en province (1). Ils se soumirent sans difficulté à la volonté de la Constituante et s'enrôlèrent dans la garde nationale. Leur vieille Corporation disparut et l'Assemblée des Représentants de la Commune, pour leur témoigner sa reconnaissance, fit insérer leurs noms dans son procès-verbal, qu'elle publia (2). Ils avaient pour colonel Pillet, pour lieutenant-colonel Cartault et pour commandant Froidure. Or ces trois noms sont ceux du président et des secrétaires de la Société de la Fraternité. La concordance de date est également troublante. Le 17 juin, les Volontaires de la Basoche déposèrent leurs armes et leurs drapeaux à l'Hôtel de Ville (3); le 26, ils furent reçus par l'Assemblée Nationale (4), et, le 10 juillet, la Société de la Fraternité arrêta son règlement. On peut donc supposer, avec vraisemblance, que cette Société prit légalement la suite de la Basoche du Palais. Elle siégea aux Grands-Augustins et c'est d'elle encore que parle Goisset, quand il déclare, à l'automne de 1790, que des « assemblées de la Basoche » se tiennent dans ce couvent. Elle paraît y avoir entretenu des relations de bon voisinage avec le Club des Amis de la Liberté, car les statuts de celui-ci s'inspirent très visiblement des siens, en les complétant. Certains articles y sont textuellement reproduits.

Les Amis de la Liberté étaient plus formalistes encore. Leur bureau comprenait non seulement un président, un secrétaire et un trésorier, mais un archiviste et des censeurs

(1) S. Lacroix, *Actes*, 1^{re} série, t. 6, p. 92-93 et 102-103.

(2) *Assemblée générale des représentants de la Commune, Extrait du Procès-Verbal des 16 et 17 juin 1790, suivi du contrôle général des Volontaires de la Basoche faisant le service au 17 juin*, Paris, s. d., in-8°, 18 p., B. N. Lb⁴⁰ 1.227. La remise des drapeaux eut lieu le 17 juin, à huit heures du soir; un détachement de la garde nationale conduit par Lafayette accompagna les volontaires (A. N. LL 232).

(3) A. N. LL 232⁴².

(4) Le 19 juin, les Volontaires de la Basoche avaient écrit au président de l'Assemblée Nationale pour lui annoncer le dépôt de leurs drapeaux à Notre-Dame et lui demander d'être admis à la séance (A. N. C 38). Ils furent reçus le 26 et assurèrent qu'ils marcheraient sous les drapeaux de la patrie, unis à la garde nationale (A. N. C 124).

nommés au début des séances et chargés de veiller au maintien de l'ordre. Leur système d'admission était très compliqué.

Le sociétaire qui désirait présenter un candidat se procurait au secrétariat une feuille imprimée, divisée en six colonnes. Les cinq premières étaient réservées à l'inscription du nom, de l'âge, de la demeure, de la profession et des services du récipiendaire; le sixième, aux observations du Comité.

Le bulletin, dûment contresigné par quatre sociétaires, était remis à un Comité de douze membres chargé de vérifier l'exactitude de ses mentions. Ce comité s'assemblait généralement une fois par mois, et plus souvent, s'il le jugeait utile. Il avait le droit d'ajourner à huitaine les candidats sur lesquels il n'avait pu se procurer des « éclaircissemens satisfaisans », et, s'il n'en recueillait pas de plus favorables pendant ce supplément d'enquête, il ne pouvait décider de leur admission « sans le vœu formellement émis de la Société. »

La liste des noms qui n'avaient soulevé aucune critique était remise par le Comité au secrétaire et lue par celui-ci au début de la séance. Elle restait affichée pendant deux semaines avant d'être mise aux voix. Durant ce laps de temps, tout sociétaire pouvait adresser au Comité des observations signées, sans que son nom fût révélé aux candidats. S'il n'avait pas eu le loisir de le faire ou si les commissaires n'avaient pas tenu compte de ses représentations, il pouvait encore prendre la parole au moment du scrutin. Le candidat rejeté après ces épreuves ne pouvait solliciter de nouveau son admission.

Le nouvel élu entrait dans la Société « sous les auspices du présentant ou d'un des quatre appuyants » et prêtait en ces termes le serment civique : « Je jure d'être fidèle à la Nation, à la loi et au roi et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le roi. » Il apposait ensuite sa signature sur un registre en tête duquel était transcrit le règlement. Il était tenu de se présenter dans les quinze jours qui suivaient son élection ou de justifier son absence par une raison valable,

et il devait signer à chaque séance la feuille de présence. Cette obligation n'eût pas été de mise à la Société fraternelle des Jacobins où la plupart des membres ne savaient pas écrire.

D'ailleurs, comme le prouvent leurs statuts, les sociétés dont il vient d'être question, ne se proposaient nullement l'éducation civique du peuple : c'étaient des réunions d'hommes éclairés, désireux de s'entretenir des affaires publiques. Ils parlaient à tour de rôle sur les questions inscrites à l'ordre du jour, discutaient paisiblement et se gardaient de toute manifestation violente.

II. — LA PREMIÈRE CAMPAGNE DES PATRIOTES.

Dansard s'était donc conformé aux usages du temps en créant sa Société fraternelle, mais il avait fait néanmoins œuvre de novateur. Le club qu'il avait fondé était seul de son espèce au mois de novembre 1790, quand la *Chronique de Paris* découvrit son existence. Il est d'ailleurs peu vraisemblable que cette assemblée populaire, qui se tenait chaque semaine aux Jacobins où se réunissaient déjà les Amis de la Constitution, ait vécu pendant plusieurs mois dans une obscurité complète. Mais, si elle n'avait pas échappé à l'attention des patriotes, ils ne lui avaient sans doute pas accordé plus d'importance qu'à ces groupes nombreux qui se formaient à tous propos sur les terrasses des Tuileries ou dans les jardins du Palais-Royal. A la fin de l'année 1790, ils prirent conscience de la force qu'elle représentait et songèrent à en tirer parti.

Les circonstances étaient assez critiques. La politique religieuse de l'Assemblée Nationale se heurtait à des résistances de plus en plus vives. Le décret du 27 novembre avait obligé les membres du clergé séculier, qui étaient investis de fonctions publiques, à jurer fidélité à la Constitution civile. Mais la presque totalité des évêques et la moitié des prêtres du second ordre refusèrent de prêter le serment qui leur était demandé. En raison de leur nombre, on ne pouvait appliquer rigoureusement les dispositions du décret et leur interdire l'exercice de leurs fonctions; il eût été trop

difficile de pourvoir immédiatement à leur remplacement. On pensait d'ailleurs qu'une conciliation était possible, les membres du haut clergé eux-mêmes y croyaient. Elle dépendait du pape. Lui seul pouvait dissiper les scrupules des clercs et permettre la mise en œuvre de la Constitution civile. Le 25 décembre 1790, l'archevêque d'Aix, Mgr de Boisgelin, espérait encore qu'il ne s'y refuserait pas. Son attente fut trompée. L'intransigeance de Pie VI conduisit la France au schisme : il devint inévitable après la publication des deux brefs du 13 mars et du 10 avril et le refus du pape d'accepter la démission collective des évêques de France.

Ce conflit avait été aggravé dès le début par les passions politiques. Il avait apporté aux aristocrates une aide inespérée et particulièrement efficace, car les sentiments religieux étaient puissants dans les masses. Les patriotes virent le danger et songèrent à s'en défendre. C'est alors qu'ils comprirent le parti que l'on pouvait tirer des clubs populaires et qu'ils cherchèrent à les multiplier. Ils ne cachèrent pas leur dessein. Le 15 janvier 1791, les *Révolutions de Paris* déclarèrent que ces sociétés étaient « les meilleures armes à opposer au fanatisme des prêtres et aux insidieuses pratiques des faux dévôts. »

La *Chronique de Paris* avait commencé la campagne le 21 novembre. Elle avait été immédiatement suivie. Le 4 décembre, les *Révolutions de Paris*, pour mieux retenir l'attention de leurs lecteurs, usèrent d'un apologue. Elles contèrent les tristes réflexions d'un honnête artisan que la rigueur de son sort condamnait à un travail pénible et prolongé. Son échoppe était placée en face de la maison des Jacobins de la rue Saint-Honoré et le pauvre homme enviait le bonheur de ceux qui pouvaient, plusieurs fois par semaine, se réunir dans ce couvent (1). Ce long et languissant article tendait à démontrer la nécessité de créer des

(1) Il est évident que les *Révolutions de Paris* font ici allusion aux assemblées des Amis de la Constitution, et non pas aux séances de la Société fraternelle. Non seulement elles indiquent que ces réunions se tiennent dans la bibliothèque, où la Société fraternelle ne s'installa que quelques mois plus tard, mais elles logent encore cette dernière au couvent des Capucins.

clubs pour le peuple. Les Sociétés des Amis de la Constitution lui étaient fermées et, même s'il lui était permis d'assister aux séances, il n'aurait ni le temps de s'y rendre, ni les lumières nécessaires pour comprendre ce qu'il y entendrait. Les assemblées primaires étaient trop solennelles et trop rares. Les *Révolutions de Paris* demandaient donc la création d'assemblées peu nombreuses où les petites gens de chaque quartier, hommes, femmes et enfants, se rendraient chaque semaine pour lire, à la lueur d'une lampe brûlant à frais communs, les décrets de la Constituante. Ils y seraient entre égaux, libres de toute contrainte et assureraient eux-mêmes la police de leurs réunions. S'il leur était trop difficile de trouver les salles nécessaires, ils pourraient disposer des églises et des couvents rendus libres par le départ des religieux.

Les *Révolutions de Paris* restaient fidèles à la conception de Dansard. Elles ne concevaient encore les clubs populaires que sous la forme d'assemblées d'artisans réunis pour s'instruire, et elles ne songeaient même pas à leur assigner un rôle actif dans la vie politique du temps. Leur but était de préparer l'opinion, de permettre au peuple de déjouer les menées contre-révolutionnaires et de donner à l'action des chefs patriotes une base solide et une approbation entière.

L'assemblée générale de la section du Luxembourg s'empara elle aussi de la question et le fit dans le même esprit (1). Elle ne s'en remit pas, toutefois, à l'initiative privée et demanda que le Corps Municipal fût autorisé à installer et à entretenir à ses frais, dans chaque quartier de la ville, une salle d'assemblée pour le petit peuple. Là, les bonnes gens recevraient les leçons d'hommes choisis, écouterait la lecture des décrets de l'Assemblée Nationale et acquerraient toutes les connaissances nécessaires « à leur conduite, à leur conservation et à leur bonheur ». Ils y apprendraient à se connaître et à s'aimer; leur raison serait

(1) *Arrêté de l'Assemblée Générale de la Section du Luxembourg*. Imp. 4 p., in-8°, Arch. de la Seine, nouv. acq. Il fut décidé que cet arrêté serait imprimé et envoyé aux quarante-sept autres sections avec « invitation d'en peser les motifs et de bien vouloir y adhérer ».

plus éclairée, leurs mœurs plus pures et le régime nouveau s'en trouverait affermi. La section du Luxembourg n'attendait pas autre chose des sociétés fraternelles. Il lui suffisait qu'elles répandissent « les principes de la morale et de la Constitution. »

III. — MARAT ET LES SOCIÉTÉS POPULAIRES.

Marat, qui vit mieux que personne ce qu'on pouvait attendre des clubs populaires, comprit leur rôle de façon bien différente. La campagne qu'il entreprit en leur faveur était en germe dans les quelques lignes qu'il avait consacrées à la Société des Amis de la Constitution dans l'*Ami du Peuple* du 28 juillet 1790. « Qu'attendre, disait-il, de ces assemblées d'imbécilles, qui ne rêvent qu'égalité, qui se vantent d'être frères et qui excluent de leur sein les infortunés qui les ont affranchis ». Le modeste établissement fondé par Dansard ne le satisfait pas davantage. Le 28 décembre, il proposa aux amis de la liberté de former une fédération patriotique qui serait « non une société bavarde, mais un corps délibérant, un corps agissant toujours prêt à épouser la défense de ses membres, dût-il marcher à leur secours les armes à la main. » Les députés fidèles présideraient à la création de cette assemblée et, dans chaque district, chargeraient deux patriotes éprouvés de présenter les candidats auxquels ils serviraient de caution. Ses membres se lieraient par un serment et verseraient une cotisation destinée à « l'établissement d'un moyen sûr et prompt de correspondre avec de pareilles sociétés formées dans chaque département. » Elles seraient armées; elles ne toléreraient aucun « conciliabule clandestin »; elles donneraient la chasse aux adversaires de la révolution; elles s'élèveraient contre « les malversations des corps administratifs, des tribunaux, des chefs du militaire, contre les écarts et les perfidies du législateur lui-même. »

Au mois de janvier, Marat conçut un nouveau plan. Il envisagea la création d'une société d'un caractère tout particulier à laquelle il voulait donner le nom de « Club des Vengeurs de la Loi ». Elle se composerait, au plus, de vingt-

cinq personnes; mais elle aurait pour « aggrégés » les citoyens honnêtes qui viendraient se présenter et qui promettraient d'en respecter l'esprit. Les membres en seraient soigneusement choisis. On leur demanderait, non seulement d'avoir fait « preuve authentique de civisme », mais encore d'être sages et éloquents. Ils seraient les défenseurs des libertés « publiques et individuelles », les redresseurs des torts; nul, excepté le roi, n'échapperait à leur surveillance et ne serait à l'abri de leurs poursuites (1).

Mais la réalisation d'une telle entreprise était difficile. Marat y renonça momentanément (2). Le 7 février, il recommanda seulement aux bons patriotes des sections de se grouper. « C'est, dit-il, le seul moyen qui leur reste dans ces momens de danger, de réunir leurs efforts pour sauver la patrie. » Cependant il ne voulut pas que les clubs populaires se contentassent du rôle modeste d'éducateurs; il étendit bien davantage le champ de leur activité. Il demanda que les arrêtés des sections leur fussent soumis avant d'être présentée aux assemblées générales (3); il les chargea de surveiller les organes du gouvernement et les agents des administrations publiques et leur recommanda de s'unir pour résister à l'oppression avec plus de force et de succès. Il pria les écrivains patriotes de propager ces « vues salutaires ». *L'Orateur du Peuple*, auquel il s'était plus par-

(1) *Ami du Peuple*, n° 342, du dimanche 16 janvier 1791.

(2) Marat, d'ailleurs, n'abandonna pas définitivement ce projet. Il y revint le jeudi 2 juin, dans le n° 477 de l'*Ami du Peuple* : « Je ne cesserai jamais, dit-il, de revenir à la charge pour solliciter la prompte formation de la Société des Vengeurs de la loi, la plus respectable et la plus utile de toutes les associations politiques, la seule qui puisse forcer l'observation des lois et prévenir leur infraction par les fonctionnaires publics chargés de les maintenir, la seule qui puisse prévenir les crimes et ramener les mœurs, en détruisant tout espoir d'impunité. Ici, je somme MM. Danton, Sergent, Mitlié, Bacon, Parein, Verrières, Dufourni et autres bons patriotes de se mettre à la tête, de donner l'exemple. »

(3) *Ami du Peuple*, n° 364, du lundi 7 février 1791 : « C'est à ces clubs que chaque section de la capitale doit adresser ses arrêtés, en même temps qu'elle les envoie aux comités des autres sections, si elle veut les voir promptement adopter et jouir de la gloire de concourir au bien général, car ils seront préalablement discutés, ainsi les membres des clubs porteront dans leurs assemblées respectives de section un jugement réfléchi et les meilleurs citoyens ne se laisseront plus étourdir par le bavardage des marchands de paroles. »

ticulièrement adressé, répondit à son appel (1). Fréron reconnut le rôle joué par Marat dans la fondation des clubs populaires et lui prodigua des éloges qui ne laissèrent pas l'ami du peuple insensible. « Les Sociétés fraternelles de sections dont vous êtes le père se multiplient chaque jour; les citoyens s'y instruisent de leurs droits, de leurs intérêts et de leurs devoirs : la rage des ennemis de la liberté contre ces associations ne prouve que trop leur utilité. » Marat convint volontiers du succès de ses efforts et ne cacha point sa satisfaction. Il se flatta d'avoir ressuscité les districts permanents que l'on avait cru anéantir et fit l'apologie de ces sociétés qui n'étaient pas divisées par les factions et qui ne perdaient pas leur temps en querelles scandaleuses. Il jeta, une fois de plus, l'interdit sur tous les hommes « d'un état qui gâte l'esprit et dégrade le cœur » (2). Il recommanda aux clubs populaires de veiller avec soin sur leur recrutement et de chasser impitoyablement tous ceux dont les opinions ou la conduite pourraient prêter à quelque critique. Cette peine, rendue publique (3), aurait du moins l'avantage d'écarter des places de confiance des êtres indignes de les occuper. « Ce moyen adopté, déclare Marat, suffirait pour sauver la patrie, pour établir et cimenter la liberté. Quelle gloire si les Sociétés fraternelles entreprenaient de le mettre en crédit, en donnant l'exemple, chacune dans leurs sections respectives. »

IV. — EXTENSION DE LA CAMPAGNE.

Tous les écrivains patriotes s'étaient associés à la campagne de Marat. Les futurs Girondins y prirent part comme

(1) *Orateur du Peuple*, t. IV, p. 494-498. M. Mathiez a publié cet article et la réponse de Marat dans les *Annales Révolutionnaires*, 1^{re} année, 1908, p. 660-664, sous le titre *Marat, père des Sociétés fraternelles*.

(2) Marat range dans cette catégorie, non seulement « les mouchards de l'État-Major et de la Municipalité » et les « suppôts de l'Ancien Régime », mais encore tous les gens de robe courte et ceux qui vivent de la chicane, huissiers, procureurs et autres. Il revient sans cesse sur la nécessité de les écarter des sociétés patriotiques (*Ami du Peuple*, n° 323, du 28 décembre 1790; n° 342, du 16 janvier; n° 364, du 7 février 1791, etc.).

(3) Les noms des coupables et les fautes dont ils étaient accusés devaient être inscrits sur un tableau mis à la disposition du public.

les autres. M^{me} Roland et ses amis connaissaient déjà les Sociétés populaires. Il en avait été créé à Lyon dans les trente et un quartiers de la ville, et Lanthenas était membre de l'une d'elles. Elles avaient été rattachées à un club central et elles faisaient assez mauvais ménage avec la Société des Amis de la Constitution qui siégeait alors quai Saint-Clair. Dès le mois de janvier 1791, Lanthenas, qui ne partageait pas les préventions de Marat contre le club des Jacobins, lui demanda de prendre la tête du mouvement. Il avait conçu le plan d'un vaste réseau de sociétés patriotiques établies dans toute la France sous le patronage des clubs affiliés aux Amis de la Constitution de Paris (1). Sa proposition ne reçut pas l'accueil qu'il en attendait (2). Il ne se découragea pas ; mais, comme Marat, il borna son ambition et renonça à une entreprise trop difficile. « Formez une Société de lecteurs pour le peuple, dit-il, ayez un bâtiment convenable et fait exprès et vous verrez le bien que vous ferez (3). » Il ne se contenta pas de publier, dans le

(1) Voir *Lettres de Madame Roland*, publiées par Perroud, t. 2, p. 217. « J'ai écrit aussi aux Jacobins pour leur proposer un arrêté qui est d'inviter toutes leurs sociétés affiliées à provoquer, dans les lieux où elles sont établies, des sociétés qui réunissent en petites masses tous les citoyens pour s'instruire et émettre leurs vœux sur les divers objets qui pourraient les solliciter ; de faire former à ces sociétés, au moyen de commissaires, un centre que les premiers dirigeraient ; d'attribuer à ce centre la correspondance et la communication à toutes les sociétés de tout ce qu'on voudrait leur faire parvenir ; de s'appliquer à y répandre l'instruction et la fraternité, et de réunir enfin tous les quinze jours, ou plus souvent, tous les membres de toutes les sociétés dans de vastes édifices pour discuter ensemble des points importants et prendre le résultat des avis ainsi formés. Je crois qu'il est extrêmement important que les amis de la liberté s'occupent d'appeler les hommes les moins instruits et les plus occupés dans ces sociétés... » (Lettre de Lanthenas, à Bancal, de Lyon, le 10 janvier 1791.)

(2) Voir *Lettres de Madame Roland*, t. 2, p. 224. « Les sociétés populaires vont toujours ici en s'étendant. C'est une institution à étendre dans toute la France ; j'en ai écrit aux Jacobins et à Brissot ; il ne paraît pas qu'il en résulte encore aucun effet... » (Lettre de Lanthenas à Bancal, de Lyon, le 24 janvier 1791.) La Société des Jacobins de Paris avait d'ailleurs refusé l'affiliation que sollicitaient les clubs populaires de Lyon ; elle avait seulement consenti, « par grâce », à recevoir les lettres de leur Comité central et les avait ainsi admis à la correspondance.

(3) Voir *Lettres de Madame Roland*, t. 2, p. 220. « Les sociétés populaires auraient dû être provoquées dès le commencement et surtout les lectures publiques dans des lieux très commodes et très spacieux. Les délibérations de nos assemblées ne donnent que des demi-lumières, créent des prétentions

Patriote français (1), un long article sur les « Sociétés populaires ou fraternelles », il prêcha d'exemple et, à peine installé à Paris, il se mit lui-même à l'œuvre. Le 7 mars, il écrivit à Bancal, toujours à Londres : « Je fais ici de mon mieux pour provoquer des sociétés populaires comme celles de Lyon. Je ne sais le bien que vous faites en Angleterre, mais si vous aviez été ici et si vous aviez voulu m'aider, vous auriez, je pense, été plus utile. » Il rédigea un mémoire sur « la liberté indéfinie de la presse et sur les clubs populaires. » Claude Fauchet donna lecture de la dernière partie de ce travail au Cercle Social; mais Robespierre, à qui Lanthenas avait communiqué son manuscrit, l'oublia dans un fiacre qu'il prit le jeudi soir, 13 mai, à 9 h. 1/2, sur le quai des Augustins. Il fit insérer aussitôt un avis dans l'*Orateur du Peuple* (2) et dans le *Patriote Français*, et promit sans succès une « récompense honnête » aux bons citoyens qui pourraient l'aider à le retrouver. Cette aventure troubla quelque peu Lanthenas. Cependant il eut le courage de recommencer son ouvrage (3). Il entra au Comité Central des Sociétés patriotiques et y prit la parole. Au début de 1792, il devait encore publier, dans la *Chronique du Mois*, un long article sur les « Sociétés populaires considérées comme une branche essentielle de l'instruction publique (4). » Il avait trouvé une aide en M^{me} Roland. Elle ne se fit recevoir à la Société fraternelle des Jacobins qu'au mois de juin 1791 (5); mais, dès le 6 février, alors

funestes dans des hommes médiocres et font contracter l'habitude de la contrainte et de l'entêtement. (Lettre de Lanthenas à Bosc, de Lyon, le 22 janvier 1791.)

(1) L'article de Lanthenas parut dans le n° 569 du 28 février du *Patriote français*, avec un préambule de Brissot.

(2) *Orateur du Peuple*, t. VI, n° 23, p. 152.

(3) Voir *Lettres de Madame Roland*, t. 2, p. 280. « Robespierre m'a perdu un manuscrit que je lui avais confié... C'était le travail de plusieurs mois. J'ai eu le courage depuis quelques jours de le recommencer. » (Lettre à Bancal, de Paris, le 22 mai 1791.) La première partie de cet ouvrage fut publiée sous le titre *De la liberté indéfinie de la presse et de l'importance de ne soumettre la communication des pensées qu'à l'opinion publique, adressé et recommandé à toutes les sociétés patriotiques, populaires et fraternelles de l'empire français*, par F. Lanthenas, Paris, 17 juin 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.992.

(4) Cet article fut imprimé à part, Paris, 1792, in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.786. Voir ci-dessous, chap. XI, p. 341.

(5) Voir *Lettres de Madame Roland*, t. 2, p. 307. « Je suis allée me faire

qu'elle se trouvait encore à Lyon, elle écrivit à Bosc que l'activité et la surveillance des clubs populaires étaient « nécessaires pour l'achèvement de la Constitution et pour son maintien. » « Ce n'est pas le tout, ajoutait-elle, que de faire un gouvernement libre, si l'on n'est toujours en action pour le conserver tel et le perfectionner. Les Sociétés populaires seront la fédération pacifique des moyens, des intentions et des lumières pour atteindre à ce but. »

François Robert, membre influent du Club des Cordeliers et de la Société fraternelle des Jacobins, tenait, dans le *Mercure National* (1), le même langage. Sa femme, Louise de Kéralio, « de l'Académie d'Arras et de la Société patriotique bretonne », publia, dans le numéro du 23 avril 1791, un article à la louange du club fraternel des Jacobins. A son exemple, dit-elle, des sociétés semblables se sont formées dans « différentes sections de la capitale et toutes ambitionnent l'affiliation et la communication intime avec la première. De fréquentes députations cimentent le lien qui les unit entre elles, les unit aux sections et aux Sociétés plus nombreuses des Jacobins et des Cordeliers et forme de tout une seule et même Société fraternelle qui finit par se lier à l'Assemblée Nationale comme au premier anneau de la chaîne du gouvernement...

« Le dernier coup porté au despotisme sera l'ouvrage de ces sociétés et si, quelque jour, sous un gouvernement plus sublime que le nôtre, nos fils, parvenus au plus haut période de la félicité publique, élèvent enfin un véritable monument à la liberté, ils graveront sur la pierre dont il sera construit : « Nous le devons aux Sociétés fraternelles. »

recevoir aux Sociétés fraternelles, persuadée que le zèle et une bonne pensée peuvent être quelquefois très utiles dans les instants de crise. » (Lettre à Bancal, de Paris, le 23 juin 1791.)

(1) *Mercure National et Révolutions de l'Europe*, n° 11, du vendredi 11 février 1791.

CHAPITRE III

LES SOCIÉTÉS POPULAIRES CRÉÉES EN 1791

Les Sociétés fraternelles se multiplièrent à Paris dans les premiers mois de l'année 1791. Bien qu'elles fussent ouvertes à tous ceux qui en faisaient la demande et subissaient victorieusement les épreuves de l'admission, elles gardèrent le plus souvent le caractère de clubs de quartiers et elles furent particulièrement nombreuses dans les sections de l'est et du centre. Camille Desmoulins, dans les *Révolutions de France et de Brabant* du 14 février, les compare aux anciens groupes du Palais-Royal : après avoir longtemps erré dans les jardins et sur les places, ils avaient enfin trouvé un refuge et étaient devenus sédentaires.

Il faut mettre immédiatement à part une société connue sous le nom de Réunion des Étrangers et dont Savard, un des dignitaires du Cercle Social, était secrétaire. C'est par erreur que M. Mathiez, sur la foi d'une note publiée dans le numéro trente-quatre de la *Bouche de Fer*, au mois de décembre 1790, l'a placée au nombre des clubs populaires. Le court article qui parut dans le même journal, le 13 janvier 1791, ne laisse aucun doute sur le caractère maçonnique de cette assemblée (1). Elle ne faisait vraisemblablement qu'un avec la loge des Étrangers Réunis, qui se tenait au numéro 2 de la rue Plâtrière, dans la maison du *Journal de Paris* (2).

(1) *Bouche de Fer*, n° 5, du 13 janvier 1791. « Quelques membres de la Réunion des Étrangers, du Contrat social et du Cercle des Francs-Strasbourgeois qui réunissent tant de frères éclairés, ne nous permettent plus de désespérer du salut de la chose publique et nous croyons répondre à leurs vœux en offrant aux méditations des moins initiés un de nos emblèmes les plus augustes, que nous promettons de proposer sous mille formes nouvelles jusqu'à ce qu'il soit parfaitement bien compris. »

(2) Thiéry, *Guide des Amateurs et des Étrangers voyageurs à Paris*, t. 1,

Cette société doit être distinguée du Club des Étrangers, établi d'abord dans l'ancienne salle du Panthéon, rue de Chartres, et qui se transporta au numéro 19 de la rue du Mail, dans les premiers mois de l'année 1791 (1). Ce club était, d'ailleurs, encore plus éloigné que la Réunion des Étrangers de l'esprit des sociétés populaires. Son caractère ne pouvait prêter à aucune équivoque. Il était ouvert tous les jours, à partir de dix heures du matin (2), aux étrangers de passage à Paris, aux provinciaux et même aux habitants de la capitale qui se faisaient présenter (3). Ils y trouvaient, moyennant un abonnement mensuel de huit livres (4), un salon littéraire, une bibliothèque et une salle de musique, des billards et des jeux d'échecs et de trictrac. Rien n'était négligé de ce qui pouvait contribuer à leur bien-être ou à leur amusement. On organisait pour eux des concerts et des bals; on leur ouvrait des cours de « géographie politique », « d'anthroposcopie » et de langue française; on mettait des guides à leur disposition et on leur servait à dîner au siège même du club, s'ils en manifestaient le désir. Les femmes étaient admises aussi bien que les hommes; mais elles devaient être présentées par leur père, leur mari, leur frère

p. 734. « Dans la même maison du bureau de ce journal, dit-il, se trouvent plusieurs salles destinées et disposées pour tenir des assemblées de francs-maçons. Une d'elles a pour titre : « Loge de Messieurs les Étrangers Réunis. » La loge du Contrat social, chef-lieu de la Maçonnerie écossaise en France, occupait, dit encore Thiéry, t. 1, p. 278, le superbe local qui formait jadis les galeries de l'hôtel de Bullion, dans la rue Coq-Héron.

(1) *Club des Étrangers, changement de domicile*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 3.106. *Feuille du Jour*, n° 74, du mardi 5 mars 1791.

(2) *Feuille du Jour*, n° 3, du vendredi 3 décembre 1790. « Il sera ouvert aujourd'hui, vers les cinq heures après-midi et continuera tous les jours depuis dix heures du matin jusqu'à pareille heure du soir. » Ce journal, qui publie souvent les annonces du Club des Étrangers, déclare d'ailleurs en 1791 qu'il est ouvert tous les jours « jusqu'à telle heure qu'il plaît à Messieurs les abonnés d'y rester. »

(3) Les habitants de Paris et les provinciaux devaient se faire présenter par un membre du club et donner leur nom au secrétaire qui avait quarante-huit heures pour prendre une décision. Pour les étrangers, la présentation était faite par un de leurs compatriotes connu, ou par un « homme public », même non membre du club. Le secrétaire délivrait aux membres des billets d'entrée signés par le président et strictement personnels.

(4) Il fut porté par la suite à neuf livres pour les hommes et quatre livres et demie pour les femmes.

ou une femme déjà membre du club et le prix de l'abonnement était réduit pour elles de moitié. On trouvait au club des Étrangers, dit la *Chronique de Paris* (1), une « société choisie ».

I. — LES CLUBS POPULAIRES DE LA RIVE DROITE.

Les deux Sociétés du faubourg Saint-Antoine.

Le faubourg Saint-Antoine répondit le premier à l'appel des écrivains patriotes. Il formait, sur la rive droite de la Seine, à l'entrée de Paris, les trois sections de Popincourt, de Montreuil et des Quinze-Vingts. Il était vaste, mais la densité de sa population demeurait assez faible. Ses habitants étaient misérables (2). Les fabriques y occupaient un nombre d'ouvriers important, au moins pour l'époque (3). Articles de bonneterie, papiers et glaces, velours et rubans, chandelles et cuirs, la production du faubourg Saint-Antoine était extrêmement variée. Cependant l'industrie du meuble dominait toutes les autres, et le personnel qu'elle employait formait une sorte d'aristocratie ouvrière. Les maisons étaient souvent lépreuses, les rues étroites et sales. La grande voie qui réunissait la place du Trône et celle de la Bastille était la partie la plus animée de ce vaste quartier; elle en formait l'axe et servait, sur toute sa longueur, de limite aux sections de Montreuil et des Quinze-Vingts (4).

C'est dans cette grande rue du Faubourg Saint-Antoine,

(1) *Chronique de Paris*, n° 71, du 12 mars 1791.

(2) En février 1790, sur les soixante-quatre mille livres de secours accordées aux districts, douze mille furent distribuées à ceux de Popincourt, de Sainte-Marguerite et des Enfants-Trouvés (Braesch, *Commune du 10 août*, p. 9).

(3) Deux cents ouvriers chez Réveillon, au n° 13 de la rue de Montreuil, cent trente à la manufacture de coton de Chardenois, rue Lenoir, etc... (Braesch, *Commune du 10 août*, p. 8). Thiéry, dans le *Guide des Amateurs et des Étrangers voyageurs à Paris* (t. I, p. 639) donne le chiffre de quatre cents pour les ouvriers travaillant dans les ateliers « vastes et magnifiques » de la maison Réveillon.

(4) Voir Andrée Gobert, *Le district des Enfants-Trouvés au Faubourg Saint-Antoine en 1789*. La Révolution Française, nouvelle série, n° 6, 2^e trimestre 1936, p. 134-148. La suite de cette étude doit paraître dans la même revue en 1937.

au numéro 205, que quelques lecteurs des *Révolutions de Paris* fondèrent le Club des Amis des Droits de l'Homme, dans les derniers jours de l'année 1790. Il fut aussitôt pourvu d'un président et d'un secrétaire et, dès le 2 janvier 1791, Ballin et Lafontaine, qui avaient été placés à ces postes de confiance, informèrent la presse de la naissance de cette institution patriotique (1).

M. Sigismond Lacroix a pensé qu'il s'agissait ici de la Société fraternelle des Amis des Droits de l'Homme, Ennemis du Despotisme, séante section de Montreuil (2). La similitude de date et l'absence de règlement sont, en réalité, troublantes. Cependant le sentiment de M. Lacroix ne saurait être partagé. Tout d'abord, l'existence de deux sociétés voisines des Amis des Droits de l'Homme est affirmée, le 3 février 1791, par le *Journal du Faubourg Saint-Antoine*. « Dans notre faubourg, dit-il, nous cherchons de plus en plus à nous éclairer; le goût des sociétés patriotiques commence à nous prendre et nous en avons déjà deux, l'une sous le nom des Ennemis du Despotisme, et l'autre sous celui des Amis des Droits de l'Homme. Ces deux clubs sont affiliés (3). » Du reste, la *Chronique de Paris* annonça quelques jours plus tard la fondation de la Société des Ennemis du Despotisme, et les noms du président, Milly, et du vice-président, Santerre, ne permettent guère de supposer qu'il puisse s'agir du club que présidait Ballin et dont Lafontaine était secrétaire (4).

(1) *Révolutions de Paris*, n° 78, du 1^{er} au 8 janvier 1791. Ballin et Lafontaine déclarent que c'est l'article publié le 4 décembre par les *Révolutions de Paris* qui décida leurs compagnons à se réunir.

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 1, p. 630. « Le nouveau club, dit-il, dénommé officiellement Société fraternelle des Amis des Droits de l'Homme, Ennemis du despotisme, séante section de Montreuil, naquit le 2 janvier 1791, comme le fait connaître une note signée Ballin, président, Lafontaine, secrétaire, insérée dans les *Révolutions de Paris* (n° du 1^{er} au 8 janvier). D'après cette note l'adresse de la Société était Grande-Rue du faubourg Saint-Antoine, n° 205. » Voir également, *Actes*, 2^e série, t. 6, p. 255.

(3) *Journal du Faubourg Saint-Antoine*, n° 2, du 3 février 1791. Quatre numéros seulement de ce journal, signé Beauscœur et C^{ie}, sont conservés à la Bibliothèque nationale, Lc² 537.

(4) *Chronique de Paris*, n° 41, du 10 février 1791. « Un Club des Ennemis du Despotisme vient de s'établir dans ce faubourg; dès sa naissance, il s'est affilié à celui des Amis de la Constitution. L'amour de l'ordre a fondé ce club

D'ailleurs la Société des Ennemis du Despotisme s'était créée dans des circonstances trop particulières pour que la lettre publiée par les *Révolutions de Paris* restât muette sur ce point si elle émanait vraiment de ses membres. Elle continuait purement et simplement la Société des Amis de la Constitution, Vainqueurs de la Bastille, qui venait de changer de nom pour échapper à l'interdit que la Municipalité avait lancé sur ses assemblées par un arrêté en date du 28 décembre 1790.

L'*Ami du Peuple* avait été la cause indirecte de cette affaire. Marat avait affirmé à plusieurs reprises que Lafayette et Bailly entretenaient des agents parmi les Vainqueurs. Le 4 décembre, il publia dans son journal une première lettre dont l'auteur dénonçait un certain nombre de « barbouilleurs de papier aux gages du général ». Quelques jours plus tard, il fit paraître, sous le titre « Dénonciation faite au Comité national des Recherches », une nouvelle communication qui émanait, cette fois, d'un groupe de Vainqueurs et donnait une liste de suspects beaucoup plus longue.

Là-dessus, les Vainqueurs inquiets se réunirent, le 19 décembre, dans leur salle de la Boule-Blanche, au faubourg Saint-Antoine, et tinrent une séance épuratoire dont le procès-verbal fut inséré dans un supplément extraordinaire du journal de Marat (1). Les *Révolutions de Paris* en donnèrent, de leur côté, le résumé suivant (2) : « L'*Ami du Peuple* avait accusé plusieurs Vainqueurs de la Bastille de s'être faits mouchards de M. de Lafayette; la compagnie entière de ces braves gens s'est assemblée pour vérifier les accusations et a fait comparaître les accusés. On les a accusés, on les a confrontés avec les témoins et on a chassé les coupables convaincus. Un seul a regu sa grâce comme prix de l'aveu sincère qu'il a fait de sa faute et du récit détaillé

qui est présidé par M. de Milly, ex-président de la section de la Bibliothèque et électeur de Paris. Le vice-président est M. Santerre, commandant de bataillon. Ces deux noms placés à la tête de la liste des braves gens dont cette Société est composée, garantissent les sentiments qui l'animeront et qui l'animent déjà. »

(1) *Ami du Peuple*, n° 321, du 26 décembre 1790.

(2) *Révolutions de Paris*, n° 76, du 18 au 25 décembre 1790.

des circonstances dans lesquelles il a eu la faiblesse de se laisser entraîner. Cette conduite exemplaire n'a pas besoin d'éloges. »

C'est alors que fut dénoncé au Corps Municipal un arrêté sans nom d'imprimeur « pris par les Vainqueurs de la Bastille, en leur assemblée tenue à la Boule Blanche, le 23 décembre 1790. » Il était signé de Santerre, commandant de bataillon, président et secrétaire provisoire. Mais, dès le 27, Santerre le désavoua en des termes formels (1). *L'Ami du Peuple* (2) et *l'Orateur du Peuple* (3) relatèrent ses déclarations, sans donner d'ailleurs aucun détail sur l'arrêté incriminé, qui a disparu et dont on ignore le texte. Les meilleurs patriotes, dit seulement le journal de Fréron, y sont indignement calomniés. Il n'a d'autre but, ajoute Santerre « que de semer la discorde en inculquant des gens d'honneur. »

Mais, s'il était établi que l'arrêté du 23 décembre constituait un faux (le Corps Municipal lui-même en convint), il n'en était pas moins vrai que des citoyens avaient tenu des assemblées et délibéré sous le nom de Vainqueurs de la Bastille, contrairement à un décret formel de la Constituante. Aussi, le 28 décembre, le Corps Municipal fit-il défense à toutes personnes de continuer à tenir des réunions sous le vocable de Vainqueurs de la Bastille, « de prendre le titre de président ou de secrétaire de pareilles assemblées, sous peine d'être poursuivies comme réfractaires aux lois du royaume (4). » Cet arrêté fut communiqué aux quarante-huit sections et le Commandant-Général, ainsi que les Comités de Police, furent chargés de veiller à son exécution. Le 29, quatre exemplaires en furent également adressés au Comité des Recherches de l'Assemblée Nationale par le Substitut-adjoint, B. C. Cahier.

Cependant la Municipalité n'était pas très rassurée sur les

(1) *Désaveu d'un arrêté incendiaire faussement imputé aux Vainqueurs de la Bastille*. Imp. 1 p., in-4°, Br. M. F. R. 55,5. Il est publié par S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 1, p. 630 et suiv.

(2) *Ami du Peuple*, n° 325, du 30 décembre 1790.

(3) *Orateur du Peuple*, t. IV, n° 16.

(4) Municipalité de Paris, Corps municipal, 28 décembre 1790, in-fol. B. V. P., dossier non numéroté et 3 p. in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 1.174. Voir également *Moniteur Universel*, n° 1, du 1^{er} janvier 1791.

conséquences de son arrêté. Bailly, pour prévenir des troubles, demanda à Lafayette de doubler le poste de cavalerie à l'entrée du faubourg Saint-Antoine et de faire garder les prisons du Châtelet et de la Force (1). Il savait par des rapports de police que des « gens mal intentionnés » projetaient de s'y rendre pour délivrer le sieur Rotondo (2) et

(1) B. N. Fonds français 11.697.

(2) Jean-Baptiste Rotondo, d'origine italienne, professeur de langues au Cirque du Palais-Royal, était membre du Club des Cordeliers et s'était rendu célèbre par ses démêlés avec Lafayette.

Les *Révolutions de France et de Brabant* et les *Révolutions de Paris* (n° 75 du 11 au 18 décembre) expliquent ainsi les causes de cette inimitié. Au soir du 13 novembre, alors que la garde nationale dégageait l'hôtel de Castries, Rotondo protesta contre la brutalité des cavaliers. Lafayette l'entendit, remarqua son accent et lui demanda s'il était étranger. Le professeur répondit en jouant sur le nom patronymique du commandant-général : « Moitié l'un, moitié l'autre. » La rancune de Lafayette serait à l'origine des malheurs de l'Italien et expliquerait l'agression dont il fut victime le soir du 28 novembre. Huit « brigands », portant l'uniforme de la garde nationale, le rouèrent de coups, alors qu'il sortait d'une maison située rue Croix-des-Petits-Champs (*Courrier de Paris dans les quatre-vingt-trois Départements*, n° du 29 novembre; *Orateur du Peuple*, t. III, n° 47, non daté). Cependant, elle ne fut pas la cause immédiate de son arrestation. Accusé d'avoir tenu des propos outrageants pour le roi et la reine, Rotondo, qui avait été arrêté déjà à deux reprises et immédiatement relâché, fut de nouveau emprisonné au Châtelet, le 7 décembre (voir : Information par le commissaire Grandin, au sujet des propos incendiaires et séditieux tenus par le sieur Rotondo sur la terrasse des Feuillants, aux Tuileries et au café du Caveau, au Palais-Royal, propos outrageants pour le roi et la reine, A. N. Y 13.320). Le 17 décembre, son avocat, Fortin, demanda vainement sa mise en liberté provisoire (*Orateur du Peuple*, t. IV, n° 2, non daté).

Les patriotes s'intéressèrent à son sort et certains des mouchards dénoncés par l'*Ami du Peuple* furent accusés d'avoir participé à l'agression dont l'Italien avait été victime ou d'avoir provoqué son arrestation. Les Cordeliers le prirent sous leur protection et sollicitèrent en sa faveur, l'appui du Cercle social (*Bouche de Fer*, n° 57 du 24 mai 1791).

Rotondo devait être absous par le Tribunal Criminel provisoire du 15 au 20 janvier. Oudart, accusateur public, déclara que « des propos contre le roi et la reine, fussent-ils prouvés, ne devaient pas devenir la matière d'une accusation dans la jurisprudence d'un peuple libre » (*Révolutions de Paris*, n° 82, du 29 janvier au 5 février). Par la suite Rotondo déposa plusieurs plaintes contre ceux qu'il rendait responsables de cette aventure (le dossier réuni par son défenseur, Buirette de Verrières, est conservé aux A. N. F⁷ 4.625).

M. S. Lacroix range Rotondo au nombre des agents orléanistes du Club des Cordeliers (*Actes*, 2^e série, t. 1, p. 632). Malgré les dénégations du professeur (voir : *Aux citoyens patriotes des sections de Paris et de toutes les Sociétés des Amis de la Constitution française*, 1^{er} mai 1791, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹

rechercher si quelques-uns de ceux que Marat avait accusés d'espionnage ne se trouvaient pas parmi les prisonniers. Il y eut, en réalité, un peu d'agitation le soir du 29 décembre, mais il ne se produisit aucun incident grave (1). Cependant, le 30, le Comité de la section de la Croix-Rouge protesta contre les termes de l'arrêté du 28 et les *Révolutions de Paris* s'élevèrent contre l'interprétation que la Municipalité faisait de la loi. Ce qui était défendu aux Vainqueurs de la Bastille, dirent-elles, c'était de délibérer en armes et en uniformes, mais on ne pouvait les empêcher de discuter paisiblement des affaires publiques (2).

Les Vainqueurs parurent d'abord se soumettre et la réunion qu'ils devaient tenir le 30 n'eut pas lieu. Mais, le lendemain, ils s'assemblèrent en comité extraordinaire et rédigèrent une adresse à la Municipalité pour l'informer qu'ils continueraient à se réunir sans armes, comme par le passé, en leur salle de la Boule Blanche (3). Pour justifier leur décision, ils invoquèrent la loi du 13 novembre qui permettait aux citoyens de former librement des sociétés à condition de respecter les lois en vigueur (4).

Le dimanche 2 janvier, ils tinrent une nouvelle séance (5). Ils prirent cette fois le nom d'Ennemis du Despotisme, décidèrent d'admettre parmi eux les bons patriotes de toutes les sections et obtinrent l'affiliation des Jacobins (6). Il était dès lors inutile que, le 5 janvier, la Municipalité confirmât son arrêté du 28 décembre et que Bailly écrivît le lende-

4.898), cette accusation ne manque pas de vraisemblance. En tout cas, le personnage est assez suspect et le *Courrier des Quatre-vingt-trois Départements* du 6 août parle de lui sans indulgence.

Rotondo fut de nouveau arrêté au mois de juillet 1791, à la suite de l'affaire du Champ de Mars, mais il fut très rapidement remis en liberté (Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 198). Au printemps de 1793, on l'accusa d'avoir préparé avec quelques centaines de brigands le massacre des membres des Comités et on l'emprisonna une fois de plus (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 826).

(1) *Ami du Peuple*, n° 329, du 3 janvier 1791.

(2) *Révolutions de Paris*, n° 78, du 1^{er} au 8 janvier 1791.

(3) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 32 et 41.

(4) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 1, p. 527, note 4. Le Corps municipal considérait les Vainqueurs comme un corps armé et s'appuyait sur un décret du 6 décembre qui les interdisait.

(5) *Ami du Peuple*, n° 329, du 3 janvier 1791.

(6) *Orateur du Peuple*, t. IV, n° 22, non daté.

main à Lafayette pour l'inviter à le mettre à exécution (1) : elle ne pouvait rien contre la Société des Amis des Droits de l'Homme, Ennemis du Despotisme.

Le Club des Nomophiles.

Comme le faubourg Saint-Antoine, la section de la Place Royale eut, dès le début de 1791, deux sociétés populaires. Au sud de son territoire, dans le quadrilatère formé par les rues Neuve Sainte-Catherine, Culture Sainte-Catherine, de l'Égoût et Saint-Antoine, s'élevaient, peu d'années avant la Révolution, les bâtiments du prieuré Sainte-Catherine. L'église avait été construite au XIII^e siècle, à la suite d'un vœu fait lors de la bataille de Bouvines. Le service du culte y fut assuré, malgré les résistances de l'évêque de Paris, Guillaume d'Auvergne, par des chanoines venus du monastère du Val-des-Écoliers, en Champagne. Les religieux de cette maison s'y maintinrent pendant trois siècles. Ils avaient reçu d'un paroissien de Saint-Gervais trois arpents de terre et s'étaient installés quelques mois auparavant près de la porte Baudeer, à l'extérieur de l'enceinte de Philippe-Auguste (2). Église et prieuré prospérèrent; les religieux possédaient des treilles et des jardins, « cinquante-six toises d'aulnes », de vastes champs potagers, colombiers, basses-cours, granges et étables. Au XVI^e siècle, trouvant leur domaine trop étendu, ils obtinrent du roi l'autorisation d'en vendre une partie; ils la divisèrent en lots et y tracèrent des rues; mais le nouveau quartier qui fut ainsi créé garda le nom de Culture Sainte-Catherine. Le prieuré subsista jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. En 1767 seulement, sur l'ordre du roi (3), les religieux qui l'occupaient encore se

(1) B. N. mss Fonds français, 11.697, fol. 117.

(2) A. l'Esprit, *le Prieuré Sainte-Catherine*. Extrait du Bulletin de la Société Historique et Archéologique du IV^e arr. de Paris. *La Cité*, n° de juillet et octobre 1914, Paris, Jouve, 1914, in-8°, 60 p.

(3) Voir *Lettres patentes du roi qui ordonnent la construction d'un marché dans les terrains et bâtiment du prieuré de la Couture Sainte-Catherine et la translation des chanoines dans la maison et église des Jésuites, rue Saint-Antoine*, 1767, 7 p. in-4°, B. V. P. Rec. G1 Seine, Verb. Sainte-Catherine.

Le prieuré avait été réformé en 1629 et on y avait installé des chanoines

transportèrent rue Saint-Antoine et s'installèrent dans l'ancienne maison des Jésuites. Le prieuré qui tombait en ruines fut démoli, ainsi que l'église. Il devait être remplacé par un marché dont les plans étaient confiés à l'architecte Soufflot; mais les années passèrent avant que ce projet pût être réalisé. En 1778 cependant, les terrains furent mis en adjudication et, en 1783, le Contrôleur Général des Finances, Le Fèvre d'Ormesson posa la première pierre du nouveau marché.

C'est là que Charles-François-Juste-Michel-Jean Concedieu établit le Club des Nomophiles ou Amis de la Loi. Contrairement à ce qu'indique M. Sigismond Lacroix (1), il existait déjà au mois de février 1791, ainsi que le prouve le procès-verbal de la dix-huitième séance des Amis de la Vérité (2), où on lit que les membres du nouveau club, ayant sans doute peu de confiance dans leurs propres lumières, étaient venus, le 22 février, demander à l'Assemblée fédérative, l'autorisation, qui leur fut accordée, de partager ses travaux (3).

Concedieu, à qui la Société des Nomophiles devait son existence, était né à Rouen et était alors âgé d'une quarantaine d'années. Il exerçait les fonctions de contrôleur au Mont-de-Piété (4) et demeurait dans la section de l'Arsenal, au n° 49 de la rue Saint-Paul. Il s'était distingué, depuis le début de la Révolution, en « résistant victorieusement à l'aristocratie des riches » et il avait donné une preuve éclatante de son civisme en refusant de porter l'uniforme de la

de Sainte-Geneviève. Ils durent verser une somme de quatre cent mille livres aux créanciers de la Société de Jésus auxquels l'église et les bâtiments de la rue Saint-Antoine avaient été abandonnés par arrêt du Parlement du 10 mars 1764 (voir l'Esprit, *le Prieuré Sainte-Catherine*).

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 18, note 4. S. Lacroix déclare que la Société des Nomophiles ne se constitua qu'en avril.

(2) *Bouche de Fer*, n° 22, du 22 février 1791.

(3) *Bouche de Fer*, n° 23, du 24 février 1791.

(4) Le 14 octobre 1790, il fit hommage à l'Assemblée Nationale d'un ouvrage sur *les Monts-de-Piété, tels qu'ils devraient être à Paris et tels qu'on pourrait en établir ailleurs*. Cette brochure fut renvoyée, avec la lettre qui l'accompagnait, aux Comités des Finances et de Mendicité. Toutes deux sont perdues. On ne possède plus que la lettre manuscrite écrite par Concedieu à l'Assemblée pour la remercier de l'accueil fait à son œuvre (A. N. C 125).

Garde nationale, parce que l'organisation de ce corps ne lui paraissait pas conforme « au véritable esprit de la liberté et de l'égalité (1). » Sa carrière, ainsi orientée, devait être brillante. Nommé, le 4 août 1792, président de l'Assemblée générale de sa section, il fut un des membres de la Commune révolutionnaire du 10 et devint, au mois de janvier 1793, administrateur du Département de Paris. Il était un habitué des Sociétés populaires. Jacobin et Nomophile, il fit également partie, après la chute de la royauté, du Club des Hommes révolutionnaires du 10 août et de la société de l'Harmonie. Il n'était d'ailleurs « point outré » dans ses opinions religieuses, respectait la liberté de chacun, se conduisait en honnête homme et agissait selon sa conscience.

Malheureusement pour lui, sa famille ne partageait pas ses convictions politiques. Son fils et ses deux frères émigrèrent au début de l'année 1793 et Concedieu pâtit de leur fuite. Après le décret du 17 septembre, il s'était présenté au Comité de Surveillance de la section de l'Arsenal, avait affirmé son attachement à la Révolution et obtenu un brevet de civisme. Il n'en fut pas moins arrêté le 23 floréal de l'an II, par ordre des Comités de Salut Public et de Sûreté Générale réunis, et enfermé à Sainte-Pélagie (2). Il avait, à cette époque, quitté le Mont-de-Piété et habitait depuis quelques mois au n° 207 de la rue Saint-Martin, où il tenait une petite boutique de mercerie. Sa détention ne fut pas de longue durée. Sa femme sollicita l'appui des Jacobins; la section de l'Harmonie intervint en sa faveur; le 21 thermidor, celle de l'Arsenal vint demander à la barre de la Convention la grâce de son ancien président. Le 5 fructidor, le Comité de Sûreté générale fit droit à cette requête et ordonna la mise en liberté de Concedieu.

Concedieu joua un rôle important dans les destinées de la Société des Nomophiles, qu'il présida à plusieurs reprises pendant les années 1791 et 1792. Elle tenait ses séances les dimanche, mardi et jeudi de chaque semaine, à six heures

(1) Extrait du Registre des Délibérations du Comité de Surveillance et Révolutionnaire de la section de l'Arsenal, séance du vendredi 20 septembre de l'an II de la République (A. N. F⁷ 4.652).

(2) A. N. F⁷ 4.652.

du soir; les membres inscrits y étaient seuls admis, mais par une faveur spéciale, un certain nombre de cartes avaient été délivrées aux clubs populaires de Paris avec lesquels les Nomophiles entretenaient des relations suivies.

La Société fraternelle du Palais-Cardinal, ou des Minimes.

Non loin du marché Sainte-Catherine, dans l'ancien couvent des Minimes de la Place Royale, une autre Société fraternelle se réunissait le dimanche et les jours de fête, à six heures du soir. Elle avait été fondée, le 2 janvier 1791, par Tallien, dans la section des Enfants-Rouges et siégeait alors dans la grande salle du Palais-Cardinal (1). Cette ancienne demeure du cardinal de Rohan, que l'on appelait plus généralement hôtel de Strasbourg, était située rue Vieille-du-Temple, tout près de la rue de la Perle où demeurait Tallien. La Société fraternelle n'y resta pas longtemps, A la fin de mars 1791, ou au début du mois suivant (2), elle

(1) Estampe du Musée Carnavalet, déjà citée. *Révolutions de Paris*, n° 76, du 8 au 15 janvier 1791 : « Nous nous empressons de publier le nouvel établissement d'un club du peuple qui s'est formé dans la section des Enfants-Rouges et qui porte le nom de Société fraternelle. M. Tallien, président de cette société et membre de celle des Amis de la Constitution, nous écrit que tous les citoyens, citoyennes et leurs enfans depuis l'âge de douze ans, sont admis gratuitement à la Société fraternelle, que l'on s'y occupe à mettre à la portée du peuple, les décrets de l'Assemblée Nationale. »

Voir également le *Patriote français*, n° 559, du vendredi 18 février : « Je vous prie d'annoncer dans un de vos prochains numéros qu'il vient de se fonder dans la section des Enfants-Rouges une Société fraternelle sur le modèle de celle formée et présidée par M. Dansard aux Jacobins... Les séances de cette Société se tiennent les dimanches, à six heures, dans la grande salle du Palais-Cardinal. »

Un pamphlet royaliste intitulé *Établissement d'un nouveau Club*, Paris s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9. 771, déclare que la « Société populaire du Marais ». siégeait dans l'ancienne écurie du cardinal de Rohan, que l'assistance y était plus nombreuse que brillante, le vacarme grand et le spectacle curieux. Le président était assis sur un coffre à avoine et les « petits poligons », très nombreux, se réfugiaient dans les rateliers.

Le Palais-Cardinal est aujourd'hui affecté à l'Imprimerie Nationale.

(2) Le 15 mars 1791, elle se trouvait encore au Palais-Cardinal. Voir la *Feuille du Jour*, n° 78, du 19 mars, compte-rendu de la séance de la Société fraternelle des Jacobins du 15 mars : « Députation d'une autre Société fraternelle séante au Palais-Cardinal, pour avertir celle-ci qu'elle allait se rendre à l'Hôtel de Ville, afin d'y solliciter l'élargissement des prisonniers conqué-

se transporta, pour des raisons qui sont restées obscures, aux Minimes de la Place Royale. Elle s'y trouvait le 14 avril 1791, car ce jour-là, Tallien, agissant comme « fondateur de la Société fraternelle séante aux Minimes », prononça l'éloge de Mirabeau à l'église Saint-François d'Assise (1). D'autre part, le 3 mai, le *Courrier des quatre-vingt-trois Départements* publia un procès-verbal de la Société fraternelle des Minimes, daté du 1^{er} de ce mois. Il était signé par Tallien et par le secrétaire La Chapelle et mentionnait la décision de brûler le bref pontifical du 10 mars en feu de joie sur la place Royale. Comme Tallien, La Chapelle était un des dignitaires de la société, alors qu'elle siégeait encore au Palais-Cardinal; il y avait occupé le fauteuil de la présidence au début du mois de mars (2).

Le Club des Minimes figure sur la liste des Sociétés admises à la correspondance des Jacobins au 1^{er} mai 1791 (3). Mais il y est inscrit sous le nom de « Société fraternelle du Palais-Cardinal, aux Minimes ». En réalité, dans tous les documents qui émanent de ce club à partir du mois de mai et dans tous les articles de journaux qui le concernent, il n'est plus jamais question du Palais-Cardinal (4).

rans de Vincennes et la poursuite des hommes coupables désarmés chez le roi ».

(1) Voir ci-dessous, chap. VII, p. 178.

(2) *Patriote Français*, n° 574, du samedi 5 mars 1791.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 151. La même confusion est faite dans la liste des Sociétés admises à la correspondance des Jacobins en 1792 (B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 140) et dans celle des Clubs affiliés à la Société patriotique du Luxembourg, où les Minimes du Marais sont indiqués comme étant le lieu des séances de la Société fraternelle du Palais-Cardinal (B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 336). M. Mathiez déclare également que la « Société fraternelle de la section des Enfants-Rouges, séante aux Minimes de la place Royale (palais Cardinal) » fut fondée par Tallien, le 2 janvier 1791 (*Club des Cordeliers*, p. 19).

(4) Voir B. N. Mss Nelles acq. fr. 308, fol. 111, 114, 115, 120, etc. *Adresse individuelle à l'Assemblée Nationale, par des citoyennes de Paris*, 27 février 1792, Br. M. F. R. 623,34. *Discours prononcé à la Société fraternelle des Minimes; le 25 mars 1792, an IV de la liberté, par M^{lle} Théroigne, en présentant un drapeau aux citoyennes du faubourg Saint-Antoine*, Br. M. F. R. 338, 19, etc...

Voir également, *Courrier dans les quatre-vingt-trois départements*, n° du 3 mai 1791. *Babillard*, n° 35, du lundi 18 juillet 1791, et n° 65, du mercredi 17 août 1791. Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 231. S. Lacroix, *Actes*, t. 4, p. 524, t. 5, p. 330.

D'autre part, Tallien qui, au mois de janvier signa l'Avis à ses concitoyens

Cependant, sur la foi de ces deux adresses successives, M. Gustave Isambert a cru à l'existence de deux sociétés différentes. Dans la liste incomplète qu'il a dressée des clubs politiques existant à Paris pendant l'année 1791, il a fait état de la « Société fraternelle des Patriotes de l'un et l'autre sexe, séante au Palais-Cardinal, Vieille-Rue-du-Temple, dite aussi Club du peuple de la Section des Enfants-Rouges » et dont Tallien était le fondateur, et de la « Société fraternelle séante aux Minimes, section de la Place Royale (1). » L'identité de ces deux assemblées ne peut cependant faire aucun doute.

Les Minimes s'étaient installés au Marais au début du ^{xvii}e siècle. Le 17 octobre 1609, ils avaient acheté au seigneur de Vitri, Louis de l'Hôpital, et à son fils Nicolas, une partie du parc des Tournelles et ils avaient payé leur acquisition avec les biens qu'Olivier Chaillon, chanoine de Notre-Dame descendant d'une sœur de Saint-François-de-Paule, leur avait apportés en entrant dans leur ordre (2). Ils élevèrent aussitôt quelques bâtiments légers et la messe fut dite pour la première fois, dans une chapelle provisoire, le 26 mars 1610. Marie de Médicis accorda sa protection aux Minimes; elle leur remboura le prix qu'ils avaient versé à la famille de Vitri et fit poser par Gondi la première pierre de leur église. Le couvent, construit par Mansard, était situé entre la rue des Minimes, la rue Saint-Gilles et la rue des Tournelles. La rue de la Chaussée des Minimes le rattachait à la place Royale.

Lorsque Tallien avait fondé son club au Palais-Cardinal, il y avait admis gratuitement les hommes, les femmes et les enfants âgés de douze ans. Cette libéralité n'était pas sans dangers. Dès lors que tous les membres ne contribuaient pas aux frais, même dans une faible mesure, la Société pou-

du faubourg Saint-Antoine en qualité de « président de la Société fraternelle séante au Palais-Cardinal (*Chronique de Paris*, n° 27 du jeudi 27 janvier 1791), prit, à partir de mai, le titre de « président de la Société fraternelle séante aux Minimes ».

(1) G. Isambert, *La Vie à Paris pendant une année de la Révolution* (1791-1792), p. 141 et suiv.

(2) Jaillot, *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la ville de Paris*, t. III, p. 80 et suiv. Voir également Hurtaut et Magny, *Dictionnaire historique de la Ville de Paris et de ses environs*, t. 3, p. 546-548.

vait être obligée de recourir à la générosité des plus fortunés et tomber ainsi sous leur influence. Cependant on préféra courir ce risque. En 1792, quand la Société patriotique de la section du Luxembourg, qui venait de se constituer, fit demander au club des Minimes, comme aux autres sociétés populaires de la capitale, des cartes d'entrée à ses séances, on répondit à ses commissaires qu'il n'était pas besoin de cartes pour assister aux assemblées (1).

La Société de la rue de la Mortellerie.

En quittant le marché Sainte-Catherine, on atteignait assez vite, par les rues Saint-Antoine, de Fourci et des Nonnaindières, la longue rue de la Mortellerie. Elle s'étendait, parallèlement au cours de la Seine, depuis la place de l'Hôtel de Ville jusqu'au carrefour que formaient, dans la section de l'Arsenal, les rues du Figuier, des Fauconniers et de l'Étoile. Elle était reliée par d'étroites ruelles au quai des Ormes et au quai de la Grève où se trouvait le Port-aubled. Grâce au voisinage du fleuve et au commerce des grains, ce quartier offrait plus d'animation et moins de morne tristesse que le Marais. Cependant sa population était assez pauvre.

Au numéro 36 de la rue de la Mortellerie siégeait, dès le printemps de 1791, la Société des Soutiens de la Liberté et des Amis des Droits de l'Homme. C'est une de celles dont l'action reste le plus obscure. Elle fut un des treize clubs qui, le 14 juin, signèrent, au Comité Central, la pétition à l'Assemblée Nationale contre les conditions censitaires (2). La veille, elle avait ordonné l'impression d'un manifeste dont Chaumette était sans doute l'auteur et que le peuple français adressait à « tous les peuples de la terre » pour leur affirmer sa volonté de paix, les engager à suivre son exemple et à conquérir, eux aussi, leur liberté (3). Elle eut sans doute

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 336.

(2) *Bouche de Fer*, n° 68, du 17 juin 1791.

(3) Br. M. F. R. 16,21, imp. in-4°, 4 p. Il porte la date du 13 juin et les signatures d'Escoffon, président des Soutiens de la Liberté, Husson, secrétaire, Trestondant, vice-président et Morand, vice-secrétaire. Le Club de la

une existence assez éphémère, car on ne trouve plus aucune trace de son activité en 1792.

La Société de la rue du Vert-Bois.

Le Club des Amis de la Liberté, de l'Égalité et de l'Humanité, dont les membres s'assemblaient rue du Vert-Bois dans la section des Gravilliers, fournit une plus longue carrière (1). Il fut fondé en 1791, ainsi que l'indique le préambule de son règlement (2). En 1792, il apporta quelques modifications à ses statuts, prit le titre de Société des Amis de la Loi et de l'Humanité et demanda l'affiliation des Jacobins (3). Mais l'affiliation était réservée aux clubs des Amis de la Constitution établis dans les villes des départements et les sociétés populaires de Paris étaient seulement admises à la correspondance. Celle de la rue du Vert-Bois l'obtint sans difficulté.

L'exemplaire incomplet de son règlement qui est conservé à la Bibliothèque Nationale ne donne aucun rensei-

rue de la Mortellerie communiqua ce texte aux Sociétés patriotiques qui y donnèrent leur adhésion; il fut lu le 12 juillet aux Cordeliers, qui en ordonnèrent la traduction « en différentes langues ». On y apporta seulement quelques modifications nécessitées par les circonstances. Le texte manuscrit que M. Braesch a retrouvé aux Archives Nationales (T 604², dixième liasse, pièce 15) et qu'il a publié dans les *Papiers de Chaumette*, p. 145 et suiv., présente en effet certaines différences avec l'exemplaire imprimé un mois plus tôt par ordre des Soutiens de la Liberté. M. Mathiez a contesté, très vraisemblablement à tort, la date du 13 juin admise par M. Braesch; la démonstration de celui-ci ne laisse guère place au doute (*Pétitions du Champ de Mars*, p. 49-50).

(1) Il est mentionné dans l'état des Sociétés patriotiques de la Ville de Paris conservé aux Archives nationales et publié par M. Braesch qui le place à la fin de 1792 ou au début de 1793 (*Commune du 10 août*, p. 727 et suiv.). D'ailleurs, bien plus tard, le 6 thermidor an II, la Société de la rue du Vert-Bois, dans la section des Gravilliers, fut dénoncée aux Jacobins (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 6, p. 241-242).

(2) *Règlement de la Société des Amis de la Liberté, de l'Égalité et de l'Humanité, séance à Paris, rue du Vert-Bois*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.343. Le préambule de ce règlement indique que la société en avait déjà adopté un au moment de sa formation, mais qu'elle jugea par la suite indispensable d'y apporter les « changements dictés par les circonstances ». L'exemplaire de ce règlement conservé à la Bibliothèque nationale est d'ailleurs incomplet : huit pages sont en blanc et les sections IV, V et VI manquent.

(3) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 510.

gnement sur les conditions d'admission. Cependant le chapitre VIII révèle l'existence d'un Comité de présentation et de Correspondance, composé de douze membres renouvelés par moitié tous les trois mois et chargé de « l'épurement des candidats, de la correspondance, ainsi que de tous autres objets qui pourraient lui être renvoyés par la Société. »

A la tête du club se trouvaient un président, un président-adjoint, deux secrétaires, deux censeurs, un trésorier et un archiviste. Ils étaient tous élus au scrutin individuel et à la majorité relative. Mais, alors que les autres membres du bureau devaient être renouvelés chaque mois, le trésorier et l'archiviste ne pouvaient être remplacés que lorsque la Société le jugeait bon ou lorsqu'ils donnaient eux-mêmes leur démission.

Le président maintenait l'ordre dans l'assemblée; il veillait à l'observation des règlements, fixait l'ordre du jour, dirigeait les débats, mettait les propositions aux voix et signait les procès-verbaux de chaque séance. Le vice-président le remplaçait en cas d'absence. Les secrétaires tenaient les registres de délibérations de la Société et en délivraient des copies à tous ceux qui en faisaient la demande (1).

Le plus grand calme était prescrit pendant les séances; le silence était de règle et les censeurs étaient chargés d'empêcher toute conversation particulière. L'ordre du jour devait être scrupuleusement observé et, tant qu'une discussion n'était pas close, la Société ne pouvait passer à l'examen d'une autre question. Les dépenses étaient réglées par un Comité d'Administration composé de six membres, renouvelés par moitié tous les trois mois. Il acquittait les mémoires des fournisseurs et les comptes des trésoriers et des ouvriers. Le balayage de la salle, l'ouverture et la fermeture des portes étaient confiés à un concierge. C'est à lui que le courrier était remis et une somme annuelle lui était allouée en dédommagement de ses peines.

La rue Saint-Martin formait la limite de la section des Gravilliers à l'ouest. Elle était un fragment de cette grande

(1) Les parties du règlement relatives au trésorier et à l'archiviste ont disparu.

voie qui traversait Paris presque en ligne droite depuis la barrière de l'Observatoire jusqu'à la porte Saint-Martin. Au nord de la Seine, avec la petite rue des Arcis, elle divisait la capitale en deux parties sensiblement égales. Les sections de Mauconseil et du Ponceau, situées à l'ouest de cette voie, ne se distinguaient guère de celles des Gravilliers ou de Beaubourg. Les ouvriers y étaient aussi nombreux; ils étaient aussi mal payés et leur situation était aussi malheureuse. Mais, à mesure que l'on se rapprochait des boulevards ou que l'on avançait vers le couchant, l'aspect de la ville changeait. Les populations pauvres y occupaient un espace de plus en plus restreint; elles vivaient entassées dans le sud des sections de Bonne-Nouvelle et de la Fontaine-Montmorency, ou dans les étroites ruelles qui avoisinaient Saint-Germain-l'Auxerrois (1); elles habitaient, au delà des Champs-Élysées, une partie du territoire à demi désert de la section du Roule.

Mais elles étaient entourées de tous côtés par des quartiers bourgeois où prospéraient le commerce et l'industrie de luxe. La section des Lombards était le domaine des orfèvres et des banquiers, celles du Louvre et de l'Oratoire, des joailliers et des marchands de soie. Dans le quartier des Halles, l'animation était grande et l'aisance se cachait sous la blouse du travail. Les habitants étaient moins riches dans les sections de la Halle-au-Bled et des Postes; mais, autour des Tuileries et du Palais-Royal, s'étendaient les parties les plus peuplées et les plus commerçantes de Paris. C'était le centre du luxe et du plaisir, le quartier des théâtres, des restaurants, des hôtels meublés et des cafés. On trouvait des maisons de banque le long de la rue Vivienne et de celle des Petits Champs, et, partout, de somptueux magasins.

Au delà de la place Vendôme et près des boulevards, la ville s'était transformée dans les dernières années de l'ancien Régime. « Depuis trente ans, écrit Mercier, on a bâti dix mille maisons nouvelles. La maçonnerie a recomposé un tiers de Paris; on a spéculé sur les terrains; on a appelé des régiments de limousins. » Le banquier Laborde avait fait

(1) Braesch, *Commune* du 10 août, p. 21.

percer les rues de Provence, d'Artois, Taitbout et du Hous-saye, dont les abords, comme ceux des rues Bergère et Poissonnière, étaient garnis de demeures élégantes. Le duc de Choiseul, qui avait aliéné une partie des jardins de son hôtel pour faire construire le Théâtre-Italien, avait chargé son architecte, Le Camus, de tracer des voies nouvelles : on leur donna les noms de Grétry, Amboise, Favart et Marivaux, qu'elles portent encore. A l'ouest, le comte d'Artois, qui projetait la construction d'un vaste quartier neuf, rêva que la Révolution ne lui avait pas permis de réaliser, avait fait tracer les rues de Berry, de Ponthieu et des Écuries d'Artois, sur des terrains donnés par le roi ou achetés aux Oratoriens. Les hôtels étaient nombreux; on en comptait vingt-deux, en 1787, le long de la rue du Faubourg Saint-Honoré (1). Ils n'étaient pas habités seulement par des financiers; on trouvait aussi parmi leurs propriétaires des représentants des plus vieilles maisons de France : hôtels de Sabran, de Sartine, de Marbeuf, etc. « Il y a plus d'argent dans une seule maison du faubourg Saint-Honoré, dit Mercier (2), que dans tout le faubourg Saint-Marcel ou Saint-Marceau pris collectivement. »

La Société de Chaillot et le Club de la Section de Mauconseil ou des Halles.

Il n'est pas étonnant que les Sociétés populaires aient été peu nombreuses dans cette partie de Paris. Deux seulement apparurent dans les premiers mois de 1791 : celle de Chaillot, qui fut fondée par Beau fils, le 6 février (3), et sur laquelle on ne sait rien, et celle de Mauconseil. Il est vrai qu'au même moment, le Club des Amis de la Section de la Bibliothèque, qui tenait ses séances rue de la Michodière, depuis l'été de 1790, se transforma et, à partir du mois de mai, put être compté au nombre des sociétés populaires.

Le 6 janvier 1791, le graveur François Sergent, membre influent du club des Cordeliers, créa, rue de Mondétour, la

(1) Braesch, *Commune du 10 août*, p. 17.

(2) Mercier, *Tableau de Paris*, t. 1, p. 128 et suiv.

(3) Estampe du Musée Carnavalet.

Société fraternelle de la Section de Mauconseil. S'il fallait en croire les apparences, elle n'aurait vécu que très peu de temps. C'est en effet dans l'*Ami du Peuple* du 17 mai qu'elle est mentionnée pour la dernière fois. Elle venait d'obtenir la libération d'un sieur Ferreau, détenu à la Force, et le journal de Marat rendait grâce à son zèle patriotique (1). Mais, dans les premiers jours du mois de juin, une feuille, qui portait le titre de *Nouveau complot découvert sur le procès de M. Santerre* (2), publia l'adresse que la Société fraternelle des Halles avait fait afficher près du Tribunal des Minimes pour inviter les habitants du faubourg Saint-Antoine à suivre avec calme les débats du procès engagé par Santerre contre Lafayette et son aide-de-camp Desmottes, à la suite des événements du 28 février. Cette Société, qui apparaît alors pour la première fois, n'était probablement pas autre chose que l'ancien club de la section de Mauconseil. M. Mathiez, parlant de la fondation de celui-ci, lui donne même le titre de Société fraternelle des Halles, siégeant rue Mondétour, section de Mauconseil (3). En réalité, on ne trouve jamais ces deux noms réunis, mais l'identité des deux clubs ne laisse guère de doute. Après le mois de juin, on ne découvre plus aucune trace de la Société de Mauconseil, de même qu'il n'avait jamais été fait mention auparavant de celle des Halles. Elles ont l'une et l'autre le même fondateur, Sergent, qui joua, dans la Société des

(1) Ce Ferreau, à qui s'intéressaient l'*Ami du Peuple* et la Société de Mauconseil avait été attaqué, dit le journal de Marat, par des mouchards de Lafayette qui, après l'avoir roué de coups, le traînèrent « par les cheveux » au corps de garde de la Trinité où il fut trouvé porteur d'un numéro de l'*Ami du Peuple*. Conduit ensuite chez le commissaire Simonneau, rue Saint-Martin, il y fut accusé d'être soudoyé par les Jacobins pour faire dans le Palais-Royal des motions incendiaires et fut enfermé à la Force. Il y était détenu depuis trois jours sans avoir été interrogé, quand la Société de Mauconseil obtint sa libération (*Ami du Peuple*, n° 461, du mardi 10 mai 1791).

(2) Cette feuille qui se trouve à la Bibliothèque nationale (Paris, s. d., in-8°, 8 p., Lb³⁹ 9.962) contient l'adresse de la Société des Halles et un *Nouvel appel de la Société fraternelle de la Halle-au-Bled*, signé par Sergent, président; Buard, secrétaire et Guillemet, commissaire. C'est sans doute par erreur que la Société y porte le nom de la section de la Halle-au-Bled, car cet appel, publié également dans l'*Orateur du Peuple*, t. VI, n° 33, émane bien de la Société fraternelle des Halles.

(3) A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 20.

Halles, comme autrefois dans celle de Mauconseil, un rôle de premier plan. Le 31 juillet, pour lui prouver leur reconnaissance, les membres de cette assemblée lui accordèrent même un droit de censure sur les dispositions qui seraient arrêtées en son absence. Le *Babillard* ne manqua pas, devant une semblable décision, de demander aux honorables frères leur opinion sur le veto royal (1).

La Société des Halles devint rapidement un des plus actifs des clubs populaires, « un des plus renommés parmi les mauvais lieux politiques » (2). Cette notoriété, qui égala presque celle de la Société fraternelle des Jacobins, lui valut, au même titre qu'elle, les sarcasmes de la presse fayettiste. « Une tendresse constante nous ramène toujours à ce club, malgré l'ingratitude cruelle de plusieurs honorables membres ; nous y trouvons tant de talents, de lumières, de politesse et de civisme que nous pardonnons volontiers les injures qu'on nous prodigue et qu'on arrose patriotiquement d'un peu de mensonge et de calomnie (3). »

La Société fraternelle des Halles joua un rôle si marquant lors de l'affaire du Champ de Mars qu'elle jugea prudent, après le 17 juillet, d'interrompre pour quelque temps ses séances. Cependant certains de ses membres, bientôt las du silence auquel on les avait ainsi condamnés, se réunirent chez une sociétaire qui demeurait à côté de Saint-Jacques l'Hôpital et tinrent quelques assemblées dans le cloître. D'ailleurs, dès le 31 juillet, le club reprit ses séances dans l'église du Sépulcre, qui se trouvait rue Saint-Denis, mais sur le territoire de la section des Lombards. Il n'avait obtenu de la Municipalité qu'une autorisation verbale, et ses membres se trouvèrent assez embarrassés lorsque les commissaires de cette section vinrent leur demander quel titre leur donnait le droit de s'assembler : ils n'en avaient pas, mais, devant leurs murmures, les envoyés jugèrent bon de ne pas insister (4). Au printemps de 1792, la Société avait une fois encore changé d'adresse. Elle se réunissait à

(1) *Babillard*, n° 50, du mardi 2 août 1791.

(2) *Feuille du Jour*, n° 279, du jeudi 6 octobre 1791.

(3) *Babillard*, n° 68, du samedi 20 août 1791.

(4) *Babillard*, n° 68, du samedi 20 août 1791.

cette date au n° 9 de la rue des Prêcheurs, dans la maison d'un marchand de vin (1). Ses séances avaient lieu le dimanche et le mercredi, ainsi que les jours de fête. Elle avait obtenu la correspondance des Jacobins au mois de juillet 1791 (2).

Le règlement de la Société fraternelle des Halles a disparu. Elle en avait un cependant et son élaboration paraît même avoir donné lieu à d'assez longues discussions dans le courant de l'été de 1791. Trente-six articles furent adoptés le dimanche 31 juillet et c'est ce jour-là que furent fixées les conditions d'admission (3). D'après le *Babillard*, on décida que nul ne pourrait être admis s'il n'était présenté par trois membres du club, dont l'un au moins devait répondre des opinions politiques et religieuses du candidat. Le répondant engageait sa responsabilité et perdait le droit de faire aucune présentation à l'avenir si la personne dont il se portait garant avait trompé sa confiance. Quelques-uns des assistants demandèrent même qu'il fût banni de la société, mais leur proposition fut repoussée. Les membres du club rejetèrent l'article du projet de règlement qui déclarait qu'on ne lirait « aucun écrit sans signature, aucune affiche qui ne serait avouée, ni par l'auteur, ni par l'imprimeur ». Ils acceptèrent, par contre, de donner au fondateur Sergent, qui, d'ailleurs, n'assistait pas à la séance, la présidence perpétuelle. Il est vrai que certains d'entre eux jugèrent bientôt excessive cette marque de gratitude et protestèrent contre les honneurs exagérés qui avaient été accordés à Sergent; « après une longue querelle », on décida que le graveur devrait se contenter du titre de fondateur et que, seul, un vote de la Société pourrait le porter à la présidence.

Le Club des Halles devait avoir plusieurs secrétaires (4), mais un seul a signé à côté du président, sur tous les documents qui nous sont restés. Il avait également un trésorier

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 336.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 13.

(3) *Babillard*, n° 50, du mardi 2 août 1791.

(4) « Après la nomination du président et des secrétaires... » dit le *Babillard*, n° 65, du mercredi 17 août 1791.

dont la tâche dut être aussi ingrate que peu absorbante, car les finances de la Société furent toujours dans un fâcheux état.

La Société patriotique de la section de la Bibliothèque.

La Société des Amis de la section de la Bibliothèque avait été créée pendant l'été de 1790 (1). Ce n'était pas un club populaire, mais une assemblée de bourgeois aisés. Il est vrai que les citoyens passifs, et même les étrangers, pouvaient y être admis, mais ils y étaient traités en parents pauvres et devaient être présentés par six citoyens actifs, déjà membres du club, qui se portaient garants de leur probité, de leurs mœurs et de leur conduite.

Les Amis de la section de la Bibliothèque, partisans avoués du nouvel ordre des choses, proclamaient hautement leur fidélité à la Constitution, leur respect et leur soumission envers les pouvoirs établis. Mais ils ne demandaient qu'à goûter en paix les fruits de cette révolution bourgeoise, et les passions « funestes » qui commençaient à se développer « sous le masque du patriotisme » leur inspiraient déjà quelque inquiétude. Ils jouaient un rôle important et presque officiel dans les affaires de la section et leur Société présentait très nettement les caractères d'une assemblée sectionnaire (2).

Ces bourgeois aisés ne purent en conserver longtemps la direction. Dès le mois de février 1791, ils durent accepter une première révision des statuts et les modifications qu'on y apporta furent bientôt jugées insuffisantes (3). En mai,

(1) Le règlement de cette Société, qui se trouve à la Bibliothèque nationale (Paris, s. d., in-8°, Lb⁴⁰ 861), porte la date du 26 août 1790. Il est signé de Pierre-Éléonor Bacon, président; Antoine-René Tombe et Anne-Jean Guet, secrétaires. Bacon, qui était alors âgé de cinquante-deux ans (il était né à Oyonnaz, le 18 juillet 1738), demeurait rue Feydeau, n° 22. Il était alors assesseur du juge de paix de la section de la Bibliothèque.

(2) Voir sur la Société des Amis de la Section de la Bibliothèque, avant qu'elle eût changé de nom et de caractère, I. Bourdin, *La Société de la Section de la Bibliothèque* (26 août 1790 - 25 Floréal, an II).

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.664, fol. 61 et suiv. Le manuscrit porte la mention « A imprimer par M. Potier de Lille, au nombre de trois cents exemplaires ». Cependant, il n'existe pas d'exemplaires imprimés de cette deuxième rédaction.

on adopta un nouveau texte qui montre mieux encore l'évolution de la Société (1). Elle prit officiellement le nom de Société patriotique de la section de la Bibliothèque. Elle continua à siéger rue de la Michodière et le *Babillard* ne l'appelle jamais autrement que « club de la Michodière ». Au mois de mars 1792 seulement, elle se transporta au n° 35 de la rue Saint-Marc.

Le privilège des citoyens actifs disparut, mais les admissions demeurèrent soumises à un certain nombre de modalités. Si le candidat habitait sur le territoire de la section, il lui suffisait d'être proposé par deux membres du Club et son nom restait affiché pendant deux séances; s'il ne résidait pas habituellement à Paris ou s'il appartenait à une section différente, il devait être présenté par quatre membres et son nom demeurait affiché pendant trois séances. Enfin, s'il était étranger, six membres de la Société devaient le présenter et son nom était affiché pendant quatre séances. En outre, les citoyens actifs de la Bibliothèque avaient seuls voix délibérative dans les discussions portant sur des objets relatifs à la section (Titre III, art. VIII).

Le nouveau règlement fixa la composition et les attributions du Comité de présentation. Il comprit six membres nommés par le président et renouvelés par moitié dans la première séance du mois. Il s'assembla dans la même salle que la Société, le mercredi et le samedi de chaque semaine, et fut chargé de recueillir des renseignements sur les candidats présentés; les membres du club étaient tenus de lui communiquer ceux qu'ils pouvaient connaître.

Quand les résultats de son enquête lui paraissaient favorables, le Comité remettait aux deux secrétaires les noms des candidats qu'il jugeait dignes d'être admis dans la Société et un certificat d'approbation que tous ses membres devaient signer. Après en avoir pris connaissance, l'assemblée décidait de l'admission à la majorité des voix et les

(1) *Règlement de la Société patriotique de la Section de la Bibliothèque, établie à Paris, le 26 août 1790*, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 858. Le préambule, dit une note, a été extrait en partie de celui des Amis de la Constitution, auxquels la Société est affiliée : « La conformité des principes a nécessité celle des expressions. »

secrétaires prévenaient par écrit les nouveaux élus, qui recevaient immédiatement une carte d'entrée.

Si les renseignements recueillis étaient défavorables, le Comité pouvait refuser son certificat d'approbation, mais il était tenu d'en fournir les raisons aux membres qui avaient présenté le candidat, s'ils usaient du droit qui leur était donné de l'interroger. Ils pouvaient, d'ailleurs, en appeler à la Société qui, après avoir entendu les commissaires, jugeait en toute liberté. Au cas où elle décidait de surseoir à l'admission d'un candidat, celui-ci ne pouvait être proposé avant un intervalle de deux mois, à moins qu'il n'eût été ajourné à date fixe.

Les enfants des sociétaires qui, jusque-là, avaient été admis à quinze ans sur la simple présentation de leur père, furent désormais reçus à partir de douze ans, mais « pour leur instruction seulement ». A dix-huit ans révolus, leur admission était soumise à toutes les formes d'usage (Titre III, art. VII).

Aucun changement ne fut apporté aux attributions et au mode d'élection du président et des secrétaires. Ils étaient tous nommés à la majorité relative, le premier pour quinze jours, les deux autres pour un mois, mais à des dates alternées de quinzaine en quinzaine, « de telle sorte qu'il y en ait toujours un nouveau et un ancien. » Le président choisissait au début des séances deux censeurs qui l'aidaient à maintenir l'ordre : en cas d'absence, il était remplacé par un de ses prédécesseurs et, s'il ne s'en trouvait pas dans l'assemblée, celle-ci nommait par acclamation un président provisoire. Les secrétaires tenaient à jour la liste des membres de la Société et celle des clubs correspondants, qu'ils affichaient dans la salle des séances. Avant le mois de mai 1791, ils signaient, avec le président, les certificats destinés aux membres qui voulaient s'absenter. Ils inscrivaient les noms de ceux qui désiraient intervenir dans un débat et y prendre la parole.

Le trésorier demeurait révocable à volonté et devait rendre ses comptes à toute réquisition. Il recevait les contributions des sociétaires et acquittait les dépenses; mais il ne le faisait qu'avec une autorisation du président et seule-

ment à concurrence des fonds qu'il avait entre les mains : il n'était tenu à aucune avance personnelle. Il était chargé de pourvoir à tous les besoins domestiques; il s'occupait du logement, assurait le chauffage et l'éclairage de la salle des séances. Un aide lui était donné, s'il ne pouvait suffire à sa tâche.

Seule parmi les clubs populaires, la Société de la section de la Bibliothèque paraît avoir joui d'une certaine aisance. Le 2 novembre 1791, pour remettre de l'ordre dans ses finances, elle fit appel à la générosité de ses membres et leur demanda de verser une somme dont le maximum fut laissé à leur discrétion, mais dont le minimum était fixé à trois livres : ce chiffre fut largement dépassé par un grand nombre de sociétaires.

Un nouveau fonctionnaire apparut au mois de mai : l'archiviste. Suivant la règle générale, il était élu à la majorité relative, mais, comme le trésorier, il était révocable à volonté. Les archives étaient enfermées dans une armoire placée dans la salle des séances et laissée à sa garde. Il devait tenir un registre que le président cotait et paraphait et y porter le titre de toutes les pièces originales, des écrits, des livres et des objets dont la Société ordonnait le dépôt, avec mention de la date de celui-ci.

La Société se réunissait le dimanche et le jeudi de chaque semaine, à cinq heures du soir. Le Président ouvrait la séance, l'un des secrétaires lisait le procès-verbal de la réunion précédente, les certificats remis par le Comité de Présentation et l'ordre du jour. Le Président donnait ensuite connaissance à l'assemblée des lettres qu'il avait reçues pour elle et de celles qu'il avait écrites en son nom. Les membres présents n'étaient autorisés à intervenir dans les discussions que s'ils s'étaient fait inscrire par les secrétaires : ils parlaient à tour de rôle, ne devaient pas s'écarter de l'objet du débat et ne pouvaient être interrompus que par le président. Si l'affaire dont elle était saisie lui paraissait particulièrement importante, la Société chargeait certains de ses membres de l'étudier plus attentivement et de lui préparer un rapport.

La Société patriotique de la section de la Bibliothèque

compta quelques personnages fort connus. Le chevalier Louis-Félix Guynement de Kéralio, père de Louise Robert, un Breton, membre de l'Académie des Inscriptions depuis 1780, et censeur royal pour les Belles Lettres. Bacon, l'ami de Marat, Louis-Lézin de Milly, électeur de la section de la Bibliothèque, Vainqueur de la Bastille, qui présida pendant six semaines le club des Ennemis du Despotisme, furent, dès ses débuts, des membres importants de la Société patriotique de la Bibliothèque (1). Jacques Menou et de Croix, tous deux députés à l'assemblée Nationale, y furent reçus au commencement de novembre 1790 (2). Un mois plus tard, Hugou de Bassville, qui lui avait offert le premier volume de ses Mémoires sur la Révolution, fut admis par acclamations (3). D'autres noms, plus illustres, figurent au bas de la Déclaration du 15 juin 1791 (4), ce sont ceux de Camille Desmoulins, du journaliste Jacques-Pierre Brissot, du financier Clavière, du fournisseur Ouvrard, de Jean-Baptiste de Bry, etc...

Malgré les transformations qu'elle avait subies dans les premiers mois de l'année 1791 et la présence dans son sein de révolutionnaires notoires, la Société de la Bibliothèque resta d'esprit plus modéré que les autres et sa conduite lui valut, en maintes circonstances, l'indulgente approbation du *Babillard* : « On nous annonce, dit-il, que ce club paraît s'écarter un peu de l'unité de principes et d'opinions qui dirige tous les autres, et que, malgré le zèle ardent de quelques membres connus, il s'y glisse des audacieux qui respectent les décrets de l'Assemblée Nationale, et des incrédules qui s'amusent des oracles infaillibles de MM. Brissot et Carra (5). » Brissot y rencontrait, en effet, une opposition assez vive et c'est autour de sa personne que se produisaient les discussions les plus passionnées et les dissentiments les plus graves (6).

(1) Sur le personnel, voir I. Bourdin, *La Société de la Section de la Bibliothèque* (26 août 1790 - 25 Floréal an II).

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.664, fol. 83.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.664, fol. 103.

(4) *Déclaration de la Société patriotique de la Section de la Bibliothèque*, du 15 juin 1791, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 860.

(5) *Babillard*, n° 61, du samedi 13 août 1791.

(6) Ils se produisirent surtout au moment de l'élection de Brissot à la

II. — LES SOCIÉTÉS POPULAIRES DE LA RIVE GAUCHE.

Sur la rive gauche de la Seine, Paris occupait un territoire moins étendu et présentait des aspects bien différents. A l'ouest, les quartiers du Gros-Caillou, des Invalides et de l'École Militaire, auxquels on avait joint la plaine de Grenelle, domaine des jardiniers et des fleuristes situé au delà du Champ de Mars, formaient la section des Invalides, depuis le mois de juin 1790. C'était une des plus vastes de la capitale, mais elle ne comptait que mille cent citoyens actifs. L'industrie et le commerce y étaient à peu près nuls; à peine y trouvait-on quelques manufactures.

Elle empiétait à l'est sur le faubourg Saint-Germain. Cet ancien séjour de l'aristocratie n'était guère habité, en 1791, que par des hommes de loi, des médecins et des petits commerçants. La plupart des hôtels étaient fermés; les couvents étaient abandonnés. Établissements hospitaliers et religieux avaient contribué à la formation de cette partie de la ville et ils lui donnaient, en raison de leur nombre et de leur étendue, un aspect particulier. Leurs jardins et leurs dépendances tenaient encore de vastes espaces et, jusqu'à la Révolution, certains d'entre eux avaient tiré des revenus importants des maisons particulières qu'ils avaient été autorisés à y construire (1). Ils se suivaient le long des rues Saint-Dominique, de Grenelle et de Sèvres (2).

Législative. Voir à ce sujet, I. Bourdin, *La Société de la section de la Bibliothèque* (26 août 1790 - 25 floréal an II).

(1) C'est ainsi que les Jacobins, dont le Noviciat général s'élevait à l'angle des rues du Bac et de Saint-Dominique, où leur église porte aujourd'hui le nom de Saint-Thomas d'Aquin, avaient construit, en bordure de ces deux voies, une double série d'hôtels particuliers qu'ils louaient (voir : Berty, *Histoire Générale de Paris, Région du faubourg Saint-Germain*, p. 164).

(2) Rue de Sèvres se trouvaient l'ancien couvent de Notre-Dame de Liesse, les Incurables, les Petites-Maisons, les Dames de Saint-Thomas de Villedieu, l'Abbaye-au-Bois; rue de Grenelle, la Visitation, l'abbaye de Pen themont, le couvent des Carmélites; rue Saint-Dominique, les religieuses de Saint-Joseph, les religieuses de Bellechasse, la maison professe des Jacobins.

Il suffit pour voir l'importance et le nombre de ces établissements de consulter un plan de Paris, celui de Verniquet, par exemple, où ils sont marqués en noir, ou, plus simplement, un des plans publiés chez Champion (Plan de Paris, en 1789, distribution des soixante districts attribués aux seize quar-

A l'est, dans la section du Luxembourg, les maisons religieuses occupaient presque tout l'îlot compris entre la place Saint-Sulpice et les rues du Vieux-Colombier, du Cherche-Midi, du Regard et de Vaugirard. Elles étaient plus nombreuses encore et plus vastes dans l'ancien faubourg Saint-Jacques, devenu la section de l'Observatoire. Les Chartreux y cultivaient cent arpents de terre, au sud du jardin du Luxembourg, et leurs vergers, parfaitement soignés, produisaient les plus beaux fruits de la capitale. C'était une des régions les plus saines de Paris : on y trouvait quelques hôtels le long de la rue d'Enfer, mais la population était composée surtout de petits bourgeois peu fortunés.

En quittant ce quartier si calme, on entrait dans la section des Gobelins, une des plus pauvres de la capitale. Elle s'étendait le long de la rivière de Bièvre et comprenait la majeure partie de l'ancien faubourg Saint-Marcel, refuge de toutes les misères et de toutes les déchéances. Les industries y étaient nombreuses (1), mais les ouvriers qu'elles occupaient étaient, pour la plupart, très misérables. Ils habitaient d'étroits logements au fond de ruelles sordides. Ils étaient, dit Mercier (2), d'humeur querelleuse et méchante. Les rixes étaient fréquentes; les querelles de ménage se déroulaient en public et les enfants vivaient à demi-nus dans les rues. Le dimanche, tout ce monde allait boire et danser dans les cabarets de Vaugirard.

Dans tous ces quartiers les sociétés populaires furent peu nombreuses. Il n'y en eut aucune dans la section des Invalides; elles n'apparurent qu'en 1792 dans celles du Luxembourg, de l'Observatoire et des Gobelins. Par contre, dès 1791, on les vit naître dans l'ancien faubourg Saint-Ger-

tiers de Paris, feuille in-folio, ou le Plan de Paris, période révolutionnaire, 1790-1794, division en quarante-huit sections, feuille in-folio).

(1) Braesch, *Commune du 10 août*, p. 9 et suiv. Des teintureries y avaient été installées dès le xvi^e siècle. On y trouvait des tanneries et des mégisseries, des boucheries rue Saint-Victor et rue Mouffetard, dans la cour des Patriarches, des blanchisseries et des brasseries dont certaines étaient fort importantes, au moins pour l'époque, enfin la Manufacture royale des Gobelins.

(2) S. Mercier, *Tableau de Paris*, t. 1, p. 128 et suiv.

main. Mais les plus importantes s'établirent au centre même du Paris de la rive gauche, dans la section du Théâtre-Français, où siégeait déjà le Club des Cordeliers et où les médecins et les avocats étaient nombreux, dans celle des Quatre-Nations et dans le quartier de l'Université, qui formait les deux sections des Thermes-de-Julien et de Sainte-Geneviève, de part et d'autre de la rue Saint-Jacques

La Société des Amis de la Loi.

C'est sur le territoire de la section de la Fontaine-de-Grenelle que l'abbé de la Girardièrè créa, au mois de février 1791, la Société des Amis de la Loi. Il l'installa au couvent des Théatins. C'était le seul établissement de cet ordre qui existât en France. Il avait été fondé par le cardinal Mazarin qui, en 1644, avait fait venir quelques religieux théatins dans une maison achetée à leur intention sur le quai Malaquais. Le 1^{er} avril 1648, il obtint l'autorisation de l'abbé de Saint-Germain, et le prieur de l'abbaye vint bénir la chapelle quelques jours plus tard. Bientôt des lettres patentes du roi confirmèrent cette fondation qui reçut le nom de « Sainte-Anne-la-Royale » (1). Le prince de Condé posa la première pierre de l'église, le 28 novembre 1662; mais la construction s'avérait si onéreuse que les travaux durent être arrêtés. Ils ne furent repris qu'en 1714, après que les Théatins eurent obtenu du roi l'autorisation d'organiser une loterie qui leur procura les fonds nécessaires.

D'après l'estampe du Musée Carnavalet, la Société des Théatins aurait été fondée le 27 février 1791. Cette date n'est pas tout à fait exacte. Le 14 février, un prêtre, qui était sans doute l'abbé de la Girardièrè, s'était présenté à la séance des Jacobins et leur avait demandé d'accorder « l'affiliation » à la Société des Amis de la Loi (2). Trois jours plus tard, le 17 février, Charles-Nicolas Osselin, le futur

(1) Jaillot, *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la Ville de Paris*, t. 5, p. 73. Ces lettres furent enregistrées le 29 mai 1653. Voir également Hurtaut et Magny, *Dictionnaire historique de la Ville de Paris et de ses environs*, t. 3, p. 695-699.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 87.

député de la Convention Nationale, qui demeurait alors au n° 161 de la rue de Bourbon, prononça au club des Théatins, dont il était une des lumières (1), un long discours sur le privilège de la fabrication de la poudre à canon. La Société le jugea si remarquable qu'elle en ordonna l'impression et décida de le communiquer à l'Assemblée Nationale, au maire de Paris, au Conseil Général et au Corps Municipal de la Ville, enfin aux quarante-huit sections. Elle chargea, en outre, quatre de ses membres d'en porter une copie aux Amis de la Constitution et de solliciter leur avis (2). D'ailleurs, s'il était besoin d'une autre preuve, le pamphlet de Marchant, *la Jacobinière*, raconte comment le mercredi soir, 23 février, des députés de la Société des Amis de la Loi vinrent dénoncer aux Jacobins un projet d'enlèvement du Dauphin, à qui on devait substituer un mannequin représentant un enfant du même âge. On ne peut guère ajouter foi au discours fantaisiste que cette publication prête aux envoyés du Club des Théatins, mais son récit est, du moins, un nouveau témoignage de l'existence de ce club, avant le 27 février 1791 (3).

(1) *Nouvelle boutique de patriotisme*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.716. Ce pamphlet assure que le Club des Amis de la Loi fut fondé par Osselin lui-même sous l'égide des Jacobins. « Il a levé boutique de politique, dit-il; il s'est institué professeur de droit public... L'auditoire est déjà nombreux; tous les habitants, tous les bateliers, tous les déchargeurs des environs en sont le plus bel ornement... »

(2) *Extrait des Registres des Délibérations de la Société des Amis de la Loi, établie aux Théatins, correspondante de celle des Amis de la Constitution, du jeudi 17 février 1791*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.346. Trois des commissaires choisis par l'assemblée furent nommés électeurs en 1791 par la section de la Fontaine-de-Grenelle, sur le territoire de laquelle ils résidaient. C'étaient Charles-Nicolas Osselin, qui était alors âgé de trente-huit ans (il était né à Paris, le 22 novembre 1752), l'abbé Claude-François de la Girardière, âgé de cinquante-deux ans, qui habitait au n° 44 de la rue de l'Université, et Claude-Louis Bonenfant, « bourgeois », âgé de cinquante-huit ans, demeurant rue de Verneuil, au n° 94 (A. N., AD XVI 67, *Liste de MM. les Électeurs du Département de Paris, de 1791*. Charavay, *Assemblée Électorale, 1791-1792*, p. 50-51-52).

(3) *La Jacobinière ou Parade comme il n'y en a pas*, mercredi soir, 23 février. Cette dénonciation inspira un autre pamphlet qu'Aulard a publié dans la *Société des Jacobins* (t. 2, p. 90) : *Dénonciation de l'enlèvement de M. le Dauphin, faite par la Société des Amis de la Loi à la Société des Jacobins, dans la séance du 23 février*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.222.

La Société des Jeunes Amis de la Liberté et le Club des Elèves de la Constitution.

Dans la même section, au n° 231 de la rue du Bac, fut fondée, au début de l'année 1791, la Société des Jeunes Amis de la Liberté. Dès le 3 février, elle sollicita la correspondance des Jacobins et chargea huit de ses membres d'aller leur exposer les principes qui avaient présidé à sa formation et la règle de conduite qu'elle prétendait suivre (1). Son zèle ne tarda pas à se manifester. Elle rendit compte aux Amis de la Constitution de l'activité inquiétante du Club Monarchique et signala au Comité des Recherches que l'on avait distribué à la porte de l'église Saint-Sulpice, le dimanche 4 février, « plus de quatre mille exemplaires » d'un libelle infâme, dans le dessein de troubler les âmes pieuses (2). Le Club s'en prit ensuite au duel, déclara qu'il était indigne de recourir aux armes pour une autre cause que la défense de la patrie et de la liberté et exigea de ses membres le serment de ne jamais donner ou recevoir aucun cartel (3).

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 66 et suiv. *Discours prononcé à la tribune de la Société des Amis de la Constitution, séance aux Jacobins par une députation de la Société des Jeunes Amis de la Liberté, établie rue du Bac, section de la Fontaine-de-Grenelle*. Ce discours a été imprimé par un ordre du Club des Jacobins, en date du 4 février (Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 577 et A. N., AD XVI 73). Les huit commissaires qu'accompagnait le président de la Société des Jeunes Amis de la Liberté, étaient MM. Plantade, Gobeau, Roger, Laugier, Pierron, Barbara, Dubois et Tesson.

(2) *Ami de la Révolution ou Philippiques*, n° 21, du 1^{er} au 8 février 1791.

(3) *Thermomètre de l'Opinion publique ou Journal des Sections de Paris. terminé par des variétés politiques et littéraires, par une Société de Gens de lettres*, n° VII, non daté. Cette feuille parle par erreur de la Société des Jeunes Amis de la Constitution; en réalité, il ne peut s'agir que des Jeunes Amis de la Liberté. Eux-mêmes déclarent dans une *Adresse à leurs concitoyens et à toutes les Sociétés patriotiques des quatre-vingt-trois départements* (Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.399), qu'encore au berceau, ils ont étouffé « un de ces fiers enfans de la féodalité, un de ces antiques abus, la honte de l'espèce humaine, le duel ». Ils ne verseront leur sang, disent-ils que pour la défense commune et un « serment auguste et solennel » interdit le duel à chacun d'eux.

Les Jeunes Amis de la Liberté n'avaient pas eu l'initiative de cette campagne. Déjà, au mois de novembre 1790, l'affaire de Lameth-Castries, avait provoqué un mouvement contre le duel; arrêté de la Croix-Rouge, adresse

Mais la jeune Société fut bientôt soumise à une dure épreuve. En dépit de l'horreur qu'elle avait manifestée, dès le début de son existence, pour le Club des Amis de la Constitution Monarchique et ses « projets impurs », certains de ses membres l'accusèrent d'avoir accueilli des hommes ayant appartenu à cette assemblée suspecte. Pour mieux marquer leur réprobation, ils décidèrent de former une Société nouvelle, sous le titre d'Élèves de la Constitution. Ils s'installèrent au numéro 2 de la rue de Mézière, dans la section du Luxembourg, jurèrent fidélité à la nation, à la loi et au roi et renouvelèrent le serment, déjà prêté par les Jeunes Amis de la Liberté, de défendre la Constitution. Ils sollicitèrent, eux aussi, la correspondance des Jacobins et firent preuve envers ceux-ci d'une soumission sans réserve. Ils les assurèrent qu'ils étaient plus disposés à exécuter leurs arrêtés qu'à en prendre eux-mêmes et promirent de se montrer aussi sages et réservés dans leurs délibérations que fermes et courageux dans leur conduite (1). Les Amis de la Constitution firent droit à leur requête et nommèrent une commission qui fut chargée de vérifier l'exactitude des griefs élevés contre les Jeunes Amis de la Liberté. Ces derniers, naturellement, se défendirent. Ils rédigèrent et firent imprimer une *Adresse à leurs concitoyens et à toutes les Sociétés patriotiques des quatre-vingt-trois départements*, où, après l'introduction rituelle sur les bienfaits de la Constitution et les efforts heureusement impuissants des aristocrates, ils présentèrent leur justification. Ils s'indignèrent

du bataillon de Bonne-Nouvelle, A. N. C 46; arrêté et pétition de la section des Gravilliers, 18 novembre 1790, A. N. D IV 49. Le Corps municipal avait, de son côté, envoyé une députation à l'Assemblée pour la prier de porter remède par une loi à la fréquence des duels, A. N. C 46 et D IV 49).

(1) *Discours prononcé par une députation des Élèves de la Constitution à la tribune de la Société mère séante aux Jacobins*, mars 1791, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 576, publié par Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 234 et suiv. La scission devait remonter en réalité au mois de février. Il existe en effet, à la Bibliothèque Nationale (Mss Nelles acq. fr. 2.664, fol. 76), un extrait du procès-verbal de la séance du dimanche 6 février du Club des Jeunes Amis de la Constitution, établi rue de Mézière, n° 2, faubourg Saint-Germain. Or c'est bien l'adresse qui est donnée à la Société des Élèves de la Constitution dans la liste des Sociétés admises à la correspondance des Jacobins, en mai 1791. Elle existait donc dès le mois de février, puisqu'elle demandait alors au Club de la section de la Bibliothèque de l'admettre à sa correspondance.

de ce que les Jacobins, sans les avoir entendus, eussent implicitement admis les accusations formulées par les Élèves de la Constitution en ordonnant l'impression de leur discours. Ils rappelèrent les principes qui avaient présidé à la formation de leur société et les gages qu'ils avaient déjà donnés de leur amour pour la liberté. Ils avaient juré de sacrifier leur vie pour la défendre; ils s'étaient proposés l'abolition du duel et, « pour ranimer les manufactures », s'étaient engagés à n'acheter que des étoffes françaises. Ils se flattèrent d'avoir travaillé à étendre les « torches du fanatisme secouées par les prêtres réfractaires dans tous les coins de la France » et d'avoir formé un Comité chargé de distribuer gratuitement aux malheureux des conseils et des soins. Ils supplièrent les Jacobins de se prononcer rapidement; tous les éléments d'information avaient été donnés à leurs commissaires et les accusés attendaient sans crainte leur décision.

L'arrêté qui accompagnait cette adresse et en ordonnait l'impression et l'envoi aux quarante-huit section et à tous les clubs patriotiques du royaume porte la date du 11 mars 1791. C'est une erreur.

Tout d'abord, les Jeunes Amis de la Liberté déclarent eux-mêmes que le rapport sur leur différend avec les Élèves de la Constitution a déjà été présenté aux Jacobins. Or, le *Lendemain* du 17 avril 1791, écrit que M. Hyon, un des commissaires nommés par les Amis de la Constitution pour examiner les accusations dont les Jeunes Amis de la Liberté avaient été victimes, commença à rapporter cette affaire dans la séance du 8 avril et se montra si ennuyeux que l'assemblée termina la discussion par un ajournement indéfini (1).

D'autre part, les Jeunes Amis de la Liberté indiquaient dans leur adresse qu'ils avaient formé « un comité de défense officieux toujours ouvert aux malheureux ». Or le président de ce Comité, Gobau, annonça sa création dans la *Chronique de Paris* du 17 avril et déclara qu'on pouvait trouver au siège de la Société, rue du Bac, un ou deux commissaires

(1) Voir également *Chronique de Paris*, n° 107, du 17 avril 1791.

qui se chargeraient avec reconnaissance des affaires que leurs concitoyens voudraient bien leur confier. Ils avaient commencé leurs fonctions le 15 avril et se tenaient à la disposition du public, les jours ouvrables, de six à neuf heures du soir, et les dimanches de dix heures du matin à une heure (1).

Ces deux indications suffisent à prouver l'erreur de date; il faut sans doute lire le 11 mai et non le 11 mars.

C'est le 12 juin seulement, qu'à la suite d'un deuxième rapport présenté par M. Hyon, les Jacobins tranchèrent le différend qui séparait les Élèves de la Constitution et les Jeunes Amis de la Liberté. Ne voyant dans cette querelle qu'une question d'amour-propre, ils cherchèrent à réconcilier les frères ennemis; mais, devant l'inutilité de leurs efforts, ils décidèrent de conserver leur correspondance aux deux sociétés rivales (2).

La Société des Élèves de la Constitution disparut assez rapidement. « Elle ne tient plus », lit-on en marge de la liste des Clubs patriotiques de Paris correspondant avec les Jacobins dans la première moitié de l'année 1792 (3). « Elle n'existe point », déclarent, de leur côté, MM. Jourdain et Godart, les deux commissaires que lui envoya la Société de la section du Luxembourg pour lui annoncer sa formation (4).

Les Jeunes Amis de la Liberté fournirent une plus longue carrière, mais ils modifièrent quelque peu leur titre en l'amputant de l'adjectif qui y figurait. M. Hyon l'annonça aux Jacobins, le 12 juin 1791. Ils abandonnèrent bientôt la rue du Bac (5) et s'installèrent chez les Prémontrés Réformés de la Croix-Rouge. Ces religieux s'étaient établis à Paris dans la deuxième moitié du xvii^e siècle. Grâce à l'aide

(1) Les *Révolutions de Paris* annoncèrent de leur côté la formation de ce comité dans leur n° 94, du 23 au 30 avril 1791.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 500, d'après le *Journal des Débats de la Société des Amis de la Constitution*, séance du dimanche 12 juin 1791.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 140.

(4) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 138.

(5) Ils s'y trouvaient encore le 14 juin. Voir *Pétition individuelle des Citoyens formant la Société des Amis de la Liberté, séance rue du Bacq, à Paris*, A. N. D IV 49.

d'Anne d'Autriche, ils avaient acheté, en octobre 1661, une maison entourée d'un terrain assez vaste qui appartenait à la veuve d'un médecin du roi, René Chartier. Elle était située à l'angle des rues de Sèvres et du Cherche-Midi et portait le nom de « Tuileries ». Les Prémontrés avaient obtenu l'autorisation de l'abbé de Saint-Germain et celle du roi (1). Ils quittèrent leur couvent après le vote du décret de février 1790. Les Amis de la Liberté s'y transportèrent à la fin du mois de juin ou au début de juillet 1791. Ils s'y trouvaient le 18 juillet, quand ils arrêtaient leur règlement (2).

Les formalités d'admission étaient assez simples. Les candidats, dont les noms étaient proclamés à deux séances successives, devaient être présentés par un membre et appuyés par deux autres. Leurs noms, leurs professions et leurs demeures étaient inscrits sur un tableau placé dans la salle de réunion. Les oppositions étaient transmises à un Comité de Correspondance et d'Administration. Si elles

(1) Jaillot, *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la Ville de Paris*, t. V, p. 81. La première pierre de l'église avait été posée par Anne d'Autriche; le 13 octobre 1662; elle avait été achevée l'année suivante, mais elle fut agrandie par la suite. Voir également Hurtaut et Magny, *Dictionnaire historique de la Ville de Paris et de ses environs*, t. 4, p. 139 et suiv.

(2) *Règlement de la Société des Amis de la Liberté, séant à la Croix-Rouge* A. N. AD XVI 72. Il porte la date des 18 et 20 juillet 1791 et est signé par le président Beauvais et les trois secrétaires, Montfort, Laugier et Gobau.

L'identité des deux sociétés ne fait pas de doute. Il suffit, pour s'en convaincre de considérer les noms des signataires de la *Pétition individuelle des Amis de la Liberté, séant à la Croix-Rouge*, A. N. C 128. On y retrouve trois des commissaires envoyés, le 3 février 1791, par les Jeunes Amis de la Liberté aux Jacobins : MM. Gobau, Laugier, Pierron. On y voit également le nom de Lecomte qui, en qualité de président, avait signé l'arrêté portant par erreur la date du 11 mars et qui, le 15 avril, avait invité le ministre de la Justice, Duportail, à affirmer que ce n'était pas de lui qu'émanait la défense faite aux soldats d'assister aux séances des Jacobins (*Chronique de Paris*, n° 113, du 23 avril 1791. *Révolutions de Paris*, n° 94, du 23 au 30 avril 1791). On y remarque également de nombreux signataires de la pétition du 14 juin : Beauvais, Montfort, Boucher, Gravereau, etc... Enfin les noms du Président et des trois secrétaires qui ont signé le règlement du mois de juillet dissiment toute équivoque. D'ailleurs la devise de la Société est restée la même :

Nos ennemis communs, l'amour de la Patrie.
Le devoir, l'intérêt, la raison, tout nous lie.

et le mot « Jeunes » est barré dans le titre imprimé en tête de la feuille manuscrite.

paraissaient fondées, le candidat était rejeté et son nom rayé de la liste; mais l'assemblée n'était informée des motifs de cette décision que s'il l'exigeait.

Le Président était élu pour un mois à la majorité absolue. Il était rééligible, mais seulement après un intervalle de deux mois; en cas d'absence, il était remplacé par le dernier de ses prédécesseurs. Il maintenait l'ordre, veillait à l'exécution du règlement et dirigeait les discussions. Il nommait les membres des commissions particulières et des députations; il convoquait seul les assemblées générales.

Les trois secrétaires étaient élus pour trois mois à la majorité relative, mais le plus ancien était renouvelé chaque mois. Ils lisaient à la tribune les pièces déposées sur le bureau et rédigeaient les procès-verbaux des séances. Le trésorier et le secrétaire-archiviste conservaient leurs fonctions pendant six mois et devaient obtenir la majorité absolue. Le dernier avait la garde des archives. Il en dressait un inventaire exact dont il remettait un double au Président. Il pouvait communiquer les pièces qui lui étaient confiées aux sociétaires qui lui en faisaient la demande, mais il ne devait pas s'en dessaisir.

Enfin, tous les quinze jours, la Société nommait deux censeurs ou commissaires. L'un d'eux se tenait à la porte de la salle pour surveiller les personnes qui entraient et vérifier leurs cartes. L'autre recevait les députations et présentait les candidats.

La Société avait créé des comités qui avaient, chacun, un règlement particulier et dont les membres étaient élus pour trois mois, au scrutin de liste et à la majorité relative. L'un d'eux, composé de douze personnes, était une création originale des Amis de la Liberté : il assurait la défense gratuite de tous les malheureux qui venaient solliciter son intervention; l'autre, qui comprenait huit membres, auxquels se joignaient le président et les secrétaires, était chargé de l'administration de la Société et de la Correspondance.

Les séances avaient lieu trois fois par semaine, le lundi, le mercredi et le vendredi, de six heures du soir à neuf heures. Cependant ces règles n'étaient pas absolues, car les réunions pouvaient être prolongées toutes les fois qu'une discussion

importante était en cours, et la Société avait la possibilité de siéger aussi souvent qu'elle le jugeait nécessaire. Il suffisait que douze de ses membres le demandassent au président, en envoyant aux secrétaires une lettre-circulaire motivée. Les séances se déroulaient toujours suivant les mêmes rites. Elles étaient ouvertes par le Président. Il lisait l'ordre du jour, qu'un vote de l'assemblée seul pouvait changer, et l'un des secrétaires donnait connaissance du procès-verbal de la réunion précédente et de la correspondance. Douze membres au moins devaient être présents; les étrangers étaient admis si l'assemblée le décidait ainsi. Comme à la Société fraternelle des Jacobins, au club de la rue du Vert-Bois ou à celui de la Section de la Bibliothèque, les orateurs qui désiraient intervenir dans un débat devaient se faire inscrire au bureau et ne parler qu'avec l'autorisation du président. Les motions faites pendant la séance ne pouvaient être discutées sur-le-champ et étaient reportées à la réunion suivante. Les discours n'étaient déposés aux archives que sur un ordre de la Société et elle n'en ordonnait l'impression qu'après en avoir entendu trois lectures successives. Un seul paraît avoir triomphé de cette épreuve (1). Tous les membres étaient tenus de contribuer également aux dépenses indispensables.

La Société des Indigents.

La Société des Indigents fut fondée en mars 1791, dans la section des Quatre-Nations. Depuis quelques mois déjà, les journaliers, les artisans sans travail et les vieillards qui devaient la composer se réunissaient tout les soirs pour puiser dans l'étude des décrets de l'Assemblée Nationale l'oubli de leurs fatigues ou de leur pauvreté. En mars, ils décidèrent de former une véritable Société sous le nom d'Indigents, Amis de la Constitution. Ils en informèrent le

(1) *Questions simples et précises proposées aux quarante-huit sections de Paris, aux Conseils généraux de toutes les communes et à tous les citoyens de l'Empire par la Société de la Liberté séant à la Croix-Rouge*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.342.

Corps Municipal et avertirent également les Jacobins dont ils sollicitèrent l'appui et les conseils (1).

M. Tourneux, qui signale l'adresse lue par les Indigents au grand club de la rue Saint-Honoré, la place en 1790 (2). C'est une erreur, ainsi que l'a démontré M. S. Lacroix (3). Les années de la liberté ne coïncidèrent avec les années chrétiennes qu'à partir du 1^{er} janvier 1792; jusque-là, elles s'étendaient du 14 juillet au 13 juillet suivant : l'an 1^{er} de la liberté allait donc du 14 juillet 1789 au 13 juillet 1790; l'an deuxième, du 14 juillet 1790, au 13 juillet 1791; le 30 mars de l'an deuxième était par conséquent le 30 mars 1791. D'ailleurs les noms du Président et des secrétaires des Amis de la Constitution qui figurent à la suite de cette adresse sont bien ceux des membres du bureau des Jacobins au mois de mars 1791 (4). Enfin, les *Sabats jacobites* confirment cette date dans le compte-rendu qu'ils publièrent de la séance du 30 mars, où ils firent une allusion plaisante à la célèbre chanson des Chemises de Gorsas (5) : « Parmi les députations qui viennent rendre hommage au Sénat clémentin, lit-on dans ce pamphlet, on remarque

(1) *Adresse de la Société des Indigents, Amis de la Constitution, séante rue Jacob, lue à la Société des Amis de la Constitution aux Jacobins, le mercredi 30 mars, l'an 2^e de la Liberté*. Les Jacobins ordonnèrent l'impression et l'envoi de cette adresse aux Sociétés affiliées (Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 853). Voir Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 225 et suiv.

(2) Tourneux, t. II, p. 453.

(3) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 7, p. 650 et suiv.

(4) Biauzat, président; Massieu, Lavie et Collot d'Herbois, secrétaires.

(5) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 222, d'après les *Sabats Jacobites*, n° XIII, séance des Jacobins, du 30 mars. Mesdames, qui avaient quitté Bellevue le 19 février, furent arrêtées à Arnay-le-Duc le 22 et n'en purent repartir que le 4 mars, à deux heures de l'après-midi (voir Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 9, p. 44 et suiv.). Les *Sabats Jacobites* donnèrent de cet événement un récit très fantaisiste. Gorsas, dirent-ils, avait écrit dans le *Courrier des Quatre-vingt-trois Départements* que tout ce qu'emportaient Mesdames, jusqu'à leurs chemises, appartenait à la nation, donc à lui Gorsas. Les patriotes d'Arnay-le-Duc s'imaginèrent de bonne foi que les tantes du roi avaient dépouillé le journaliste et ils arrêtaient les voitures pour lui faire rendre son bien. Sur ce thème, l'auteur des *Sabats Jacobites* composa une chanson qui connut un certain succès. Elle est publiée par Hatin, dans le t. VI, p. 296 de l'*Histoire politique et littéraire de la presse en France, avec une introduction historique sur les origines du journal et la biographie générale des journaux depuis leur origine*, Paris, Imp. Poulet-Malassis et de Broise, 1859-1861, 8 volumes in-8°.

celle des Amis de la Constitution. Celui qui portait la parole fit à MM. les Jacobites un discours énergique et concis :

« Messieurs, nous venons pour vous voir,
En entrant dans ce sanctuaire
Que le patriotisme éclaire,
Tous nos cœurs sont remplis d'espoir.
Quand finira notre misère,
Chef-d'œuvre de votre bonté?
Faites-nous la charité (*bis*),
Vous seuls savez la faire. »

« On assure, ajoute le pamphlet, que M. d'Orléans, qui imprime à toutes ses actions le sceau de la grandeur, tira sans hésiter douze sous de sa poche et fit la motion expresse d'obliger chaque membre à fournir un semblable contingent. Cette motion allait passer à l'unanimité, quand M. Gorsas représenta qu'il n'avait que des assignats et pria qu'on lui permit, vu la rareté du numéraire, de donner au lieu de ses douze sols, une de ses trois chemises : on accepta la proposition de M. Gorsas. »

Ce fut seulement le 15 juin que la *Feuille du Jour* signala la formation du Club des Indigents, sous la protection, dit-elle, de M. Robespierre (1). Elle déplora d'ailleurs cette initiative qui méconnaissait, à l'en croire, le véritable intérêt du peuple. C'était lui faire perdre inutilement son temps que de le rassembler dans une société où il entendrait surtout des sorties contre les classes les plus aisées et d'où il ne rapporterait qu'un sentiment plus douloureux de sa situation.

Les Indigents se réunirent d'abord rue Jacob, en face de la rue Saint-Benoît, dans un local qu'occupait auparavant l'imprimerie Prud'homme. C'est l'adresse qui leur est donnée dans la liste des Sociétés admises à la correspondance des Jacobins au 1^{er} mai 1791. En juillet, ils se transportèrent dans la section du Théâtre-Français, au n^o 2 de la rue Christine, et, le 12, ils invitèrent les Cordeliers à venir assister à l'inauguration de leur nouvelle salle (1). /

Le patriote bienveillant qui avait présidé à la naissance

(1) *Feuille du Jour*, n^o 16, du mercredi 15 juin 1791.

(2) A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 103.

du club (1) était sans doute, comme l'a supposé M. Sigismond Lacroix, (2) l'éditeur des *Révolutions de Paris*, Prud'homme. Un pamphlet royaliste, qui ne porte d'ailleurs ni date ni signature, déclare expressément que le « club de conspirateurs » de la rue Jacob fut établi par Prud'homme dans son ancienne demeure (3). De son côté, Marchant raconte, dans une note de la *Jacobinéide*, que M^{me} Prud'homme en était la fondatrice et qu'elle le présidait à ses débuts (4). Il est en tout cas certain que son mari signe, à partir du mois de mai, « Membre des Indigents, Amis de la Constitution » (5). D'ailleurs, le 21 juin 1791, le *Babillard* le range au nombre des meneurs de cette société (6). Un document conservé aux Archives Nationales vient au surplus, confirmer l'hypothèse de M. Lacroix. C'est une lettre de M. Debrie, coiffeur pour dames, qui habitait l'immeuble même où les Indigents se réunissaient. Il dénonce le projet qu'ils ont formé de se joindre à la Société des Cordeliers, à celle du faubourg Saint-Antoine et à d'autres encore pour demander à l'Assemblée Nationale la mort du roi. M. Debrie déclare que « ce club de l'Indigence, très considérable », est « celui que M. Prudhomme soutien ». Il paraît d'ailleurs assez inquiet sur les conséquences de son intervention et supplie qu'on taise son nom « afin de naitre pas compromise de cette Société qu'il me paraît bien dangereuse (7). »

Le Club des Indigents eut, à diverses reprises, pour président Jacques-Louis Vachard, savetier et crieur de journaux, qui demeurait rue d'Enfer, vis-à-vis la porte du Luxembourg, dans la maison de M^{me} Dillon. C'était un ancien

(1) Voir adresse du 22 mars, précitée.

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 8, p. 650, note 3.

(3) *Grande dénonciation d'un nouveau club de Conspirateurs, rue Jacob*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.714. Voir également du même auteur *Dénonciation d'un Club de Conspirateurs*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.715.

(4) *La Jacobinéide, Poème héroï-comi-civique*, par l'auteur de la Chronique du Manège, des Sabats Jacobites, de la Constitution en vaudeville..., Paris, 1792, in-8°, B. N. Lc² 542.

(5) *Révolutions de Paris*, n° 96, du 6 au 13 mai 1791.

(6) *Babillard*, n° 17, du mardi 21 juin 1791 : « Hier, 20 juin, cette assemblée était composée d'environ trois cents personnes, dont quarante femmes, beaucoup d'ouvriers, quelques femmes un peu mises, quelques hommes aussi, ce sont les meneurs, et Prud'homme est à la tête; *ab illo disce omnes*. »

(7) A. N. D XXIX^b 35.

marin qui avait servi au combat d'Ouessant, sous les ordres du duc d'Orléans, et il colportait le *Journal du Diable*, dont le rédacteur Lebenette était très dévoué au duc. Membre du Club des Cordeliers, électeur en 1792 dans la section des Thermes-de-Julien, Vachard devait, après le 10 août, faire partie de la Commune provisoire et entrer, le 3 janvier 1793, au Conseil du Département de Paris. M^{me} Roland, dans ses *Mémoires*, trace du personnage un portrait peu flatteur (1). Elle fit sa connaissance dans des circonstances assez particulières. Au soir du 17 juillet 1791, M. et M^{me} Robert n'osèrent rentrer chez eux et vinrent chercher un refuge auprès de M^{me} Roland, rue Guénégaud, à l'hôtel Britannique, qu'elle habitait alors. Bien qu'elle les connût à peine, elle ne crut pas devoir repousser leur demande; elle les présenta à son hôtesse comme des parents de province, fit coucher la femme dans sa chambre et installa pour le mari un lit de camp dans le salon de son appartement. Le lendemain matin, les Robert, ayant repris quelque courage, se mirent au balcon et firent monter auprès d'eux un homme qu'ils avaient aperçu dans la rue et dont les allures choquèrent M^{me} Roland. Il avait, dit-elle, « toute l'encolure de ce qu'on appelle une mauvaise tête » et ressemblait fort à un méchant sujet. Il se flatta hautement d'avoir passé la veille son épée à travers le corps d'un garde national et ses discours furent si bruyants et son ton si peu discret que M^{me} Roland pria les Robert de le mettre à la porte. Ils obéirent à regret, non sans vanter les « excellentes qualités et le patriotisme » de ce singulier ami. « J'appris qu'il s'appelait Vachard et qu'il était président d'une société dite des Indigents... J'ai su depuis que c'était un colporteur de la feuille de Marat, qui ne savait pas lire et qui est aujourd'hui administrateur du départ-

(1) *Mémoires* de M^{me} Roland, nouvelle édition critique publiée par Perroud, art. Robert, t. 1, p. 169-179. Note de Perroud : cf. sur Vachard, un pamphlet : Dictionnaire des Jacobins vivants, Hambourg, 1799, « savetier, crieur de journaux, anciennement habitant la section des Thermes, puis après celle de l'Observatoire, ex-membre du Département et en cette qualité commissaire à la vente des meubles et bijoux du Palais-Bourbon... Il demeura environ quatre années dans la rue d'Enfer où il tenait une boutique de marchand de bière où les frères et amis se réunissaient souvent. »

tement de Paris, où il figure très bien avec ses pareils. »

Le règlement de la Société des Indigents est inconnu.

La Société patriotique des Grands-Augustins.

Au mois de novembre 1790, quelques membres du bataillon des Cordeliers avaient fondé un club civique dans le couvent où s'étaient tenues les assemblées du district (1). Ce n'était donc pas un club populaire et la Société patriotique des Grands-Augustins, qui fut également créée, en 1790, dans la section du Théâtre-Français, ne pouvait à ses débuts prétendre davantage à ce titre. Elle n'admettait que les citoyens actifs et ne faisait d'exception à cette règle que pour les jeunes gens âgés de vingt ans accomplis, si le père, le frère ou l'oncle chez qui ils demeuraient était au nombre de ses membres. Ils avaient voix délibérative mais ne pouvaient prendre part aux scrutins (2).

Comme la Société des Amis de la section de la Bibliothèque, le Club des Grands-Augustins portait un intérêt tout particulier aux affaires de la section. Les conditions d'admission y étaient sévères. Les candidats, qui devaient être présentés par quatre membres, remettaient une notice indiquant leur nom, leur demeure et leur qualité. Quinze jours s'écoulaient avant que l'assemblée pût procéder au vote; celui-ci se faisait au moyen de boules blanches et noires et la présence de six de ces dernières suffisait à faire rejeter une candidature.

L'exclusion d'un membre était toujours possible. Chaque sociétaire pouvait la demander par une lettre signée adressée au Président, qui avertissait « secrètement et verbalement » la personne visée. Celle-ci pouvait immédiatement quitter le club et, dans ce cas, on ne révélait pas les motifs

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 54. Procès-verbal de la séance du 19 novembre 1790 : « Une députation du bataillon des Cordeliers a été annoncée et introduite.. Ils ont, avant de se retirer, annoncé et remis sur le bureau une adresse portant que plusieurs citoyens du ci-devant district des Cordeliers se sont formés en club civique et qu'ils s'assemblaient dans le même local que les assemblées du district. »

(2) *Règlement de la Société patriotique des Grands-Augustins*, Paris, 1790, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.441.

de sa retraite. Si, confiante en sa cause, elle préférerait s'en remettre à la décision de ses pairs, le président saisissait l'assemblée qui procédait à un vote. La présence de douze boules noires entraînait l'exclusion.

Les séances avaient lieu tous les jeudis à cinq heures et quinze membres au moins devaient être présents. Elles se déroulaient, dit le règlement, « suivant l'ordre actuellement consacré par les lois et les usages des assemblées délibérantes ». L'état-major de la société était assez réduit; il ne se composait que d'un président, de deux secrétaires et d'un trésorier, tous « nommés au scrutin, à la majorité d'au moins un tiers des votans », les premiers pour trois mois, le trésorier pour un an. Les dépenses étaient réglées « avec la plus sévère économie » et le trésorier ne pouvait payer que sur mandat signé par le président et les secrétaires. Les contributions étaient fixées par une assemblée spécialement convoquée à cet effet; elles devaient être versées exactement; un retard de quinze jours amenait l'exclusion du sociétaire négligent.

L'état d'esprit des membres du Club des Grands-Augustins est nettement reflété dans le discours prononcé lors de leur première assemblée (1). Ce discours exprime, il est vrai, toute la satisfaction que le nouvel ordre de choses inspirait à la bourgeoisie, mais on y aperçoit aussi ses appréhensions et ses inquiétudes naissances. Son auteur ne se contente pas de faire, suivant l'usage, l'éloge de la Constitution et d'annoncer les heureux résultats que l'on pouvait attendre de l'activité des sociétés patriotiques. Sans doute, demandait-il à la nouvelle assemblée de défendre la liberté et de faire régner la paix et l'amitié entre les hommes, mais il lui propose aussi un but plus modeste et plus précis : il veut qu'elle combatte les « principes violens et incendiaires », qu'elle s'oppose « aux tentatives d'un fanatisme aveugle », dissipe les erreurs du peuple, ramène dans les cœurs les lois dictées par « la nature » et la raison » et ne s'écarte jamais d'une sage modération.

Comme le Club des Amis de la Section de la Bibliothèque,

(1) *Discours prononcé à l'ouverture du Club patriotique des Grands-Augustins*, par M. H. avocat, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.442.

la Société des Grands-Augustins se transforma assez rapidement. C'est elle, sans doute, que l'on retrouve, en 1791, sous le titre de « Société patriotique et fraternelle des citoyens de la Section du Théâtre-Français, réunis dans l'une des salles des ci-devant Grands-Augustins. » Un extrait de ses délibérations est conservé au British Museum; il contient les comptes-rendus de plusieurs séances du mois de juin 1791 consacrées aux mesures à prendre pour le choix des électeurs (1).

La Société des Thermes-de-Julien.

La Société de la section des Thermes-de-Julien siégeait rue des Mathurins. Elle fut admise, en mai 1791, à la correspondance des Jacobins et leur resta fidèle lors du schisme des Feuillants (2). Dulaure la range au nombre des clubs patriotiques les plus connus (3). Cependant, elle ne paraît pas avoir fait preuve d'une très grande activité, et elle ne vécut d'ailleurs, que peu de temps. Au début de 1792, elle a déjà disparu. « Elle ne tient plus » dit une note portée sur la liste des Sociétés affiliées aux Amis de la Constitution, et les commissaires Rochon et Arnaud, qui lui furent envoyés par la Société patriotique de la section du Luxembourg, la déclarent « réunie au Club central ».

Les deux Sociétés de la Section Sainte-Geneviève.

A la fin de l'année 1790, quelques citoyens de la section de Sainte-Geneviève décidèrent de fonder un club patriotique et, dans une séance tenue le 16 décembre, ils arrêtaient un règlement en vingt-neuf articles (4). Comme ses semblables, la nouvelle Société se proposa de « maintenir

(1) Br. M., F. R. 13,28 (Tourneux, t. II, p. 472).

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 90. La Société des Thermes-de-Julien existait déjà au mois de mars 1791, car, le 20, elle envoya une députation aux Jacobins (*Sabais Jacobites*, n° IX, séance des Jacobins, du 20 mars).

(3) Dulaure, *Histoire physique, civile et morale de Paris*, 6^e édit., t. 6, p. 387.

(4) *Règlement de la Société patriotique de Sainte-Geneviève*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.460. Il est signé par le président, Mendouze, le vice-président, Baillard, et les deux secrétaires, Garnier et Pommereau.

et propager les principes constitutionnels » et d'instruire ses membres « dans la science du gouvernement ».

Les conditions d'admission y étaient assez sévères. Les noms du candidat et des quatre sociétaires qui le présentaient restaient affichés pendant deux semaines dans la salle des séances. Après ce délai, on procédait au scrutin à l'aide de boules blanches ou noires. Il fallait réunir les trois quarts des voix si l'assemblée était composée de plus de cent personnes, mais, si le nombre des assistants n'atteignait pas ce chiffre, une majorité des deux tiers suffisait. Le nouvel élu prenait connaissance du règlement; il en recevait même un exemplaire pour lequel il versait une somme de trois livres, qui représentait sa contribution aux dépenses de la Société et qui pouvait être augmentée si l'état de la trésorerie l'exigeait. On lui remettait également le cachet de la Société portant, avec un bonnet de la liberté, la devise du club : « Union, Égalité, Liberté ». Les étrangers présentés par quatre membres devenaient des « associés », après avoir subi les mêmes épreuves.

L'assemblée avait élu, dans sa première séance, un président et un secrétaire qui exercèrent leurs fonctions pendant un mois; ils furent alors remplacés par le vice-président et le vice-secrétaire qui avaient été nommés en même temps qu'eux et qui furent désormais renouvelés tous les mois pour accéder ensuite à la présidence et au secrétariat. Le trésorier était élu chaque trimestre à la majorité relative, mais il n'était guère qu'un caissier, car la société choisissait, dans la même séance, deux commissaires chargés d'engager toutes les dépenses nécessaires. Le trésorier ne pouvait payer que sur mandats signés par eux. C'était eux également qui distribuaient aux membres du club le cachet qui leur permettait de pénétrer dans la salle d'assemblée. Ils tenaient la place du Comité d'Administration, qui n'apparut que dans les sociétés créées en 1791.

Les séances avaient lieu tous les jeudis à cinq heures du soir. Vingt membres au moins devaient être présents. Les femmes domiciliées dans la section pouvaient y assister, mais elles étaient séparées des hommes et n'étaient admises que dans la mesure des places disponibles.

Le 15 avril, une députation de la Société vint dénoncer aux Jacobins les efforts de propagande du Club Monarchique et leur demander les honneurs de la correspondance, qui lui furent immédiatement accordés (1). Bien qu'elle eût déjà quatre mois d'existence, elle était assez peu connue, car le *Lendemain* du 17 avril, qui rend compte de cette démarche, ajoute : « C'est toujours une fabrique de dénonciation de plus, et elles pourront devenir plus importantes que celle-ci à laquelle on ne fait pas beaucoup attention. » La Société siégeait alors rue Galande, au numéro 72, mais elle s'installa bientôt au Collège de Navarre (2). Cette maison, dont Jeanne de Navarre, femme de Philippe le Bel, avait ordonné la fondation par testament, le 25 mars 1304, s'élevait rue de la Montagne-Sainte-Genève (3). Destiné d'abord à recevoir soixante-dix écoliers pauvres qui y étudiaient la grammaire, la logique et la philosophie, ou la théologie, le Collège de Navarre avait été comblé des bienfaits royaux et son importance n'avait cessé de grandir. Dès le *xvi^e* siècle, on y avait admis des pensionnaires et des externes à côté des boursiers, et, s'il faut en croire une tradition, il aurait même compté Henri III et Henri IV au nombre de ses élèves. Des chaires y avaient été créées au *xvii^e* siècle par Richelieu et Louis XIV, et il était encore en pleine prospérité à la fin de l'Ancien Régime. En 1731, Louis XV l'avait fait réparer et, en 1752, il y avait fondé une chaire de physique expérimentale.

Une autre Société populaire existait sur le territoire de la section de Sainte-Genève. Elle avait été fondée, le 6 mars 1791, par Mée-Latouche, futur secrétaire-adjoint de la Commune du 10 août (4), et tenait ses séances au couvent des Carmes de la place Maubert, les dimanche et mercredi

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 329

(2) Elle s'y trouvait déjà le 14 juin 1791, car c'est l'adresse qu'elle indique au bas de la pétition contre le décret du marc d'argent.

(3) La reine Jeanne avait destiné au Collège, avec une somme de vingt-quatre mille livres, l'hôtel de Navarre qui était situé rue Saint-André-des-Arts; mais ses exécuteurs testamentaires, l'évêque de Meaux et l'abbé de Saint-Denis, vendirent l'hôtel et achetèrent, à la Montagne-Sainte-Genève, les maisons et les terrains sur lesquels fut bâti le Collège.

(4) D'après l'estampe du Musée Carnavalet.

de chaque semaine, ainsi que les jours de fête, à six heures du soir. En juin, elle signa, avec le Club du Collège de Navarre, la pétition à l'Assemblée Nationale contre le décret du marc d'argent et, le 13 août seulement, elle demanda aux Amis de la Constitution l'affiliation et la correspondance (1).

La Société patriotique de la Section de Sainte-Geneviève n'eut qu'une assez brève existence. La liste des clubs admis à la correspondance des Jacobins en 1792 se contente de noter sa disparition en termes très brefs (2). Mais on a sur sa fin une indication plus précise. La Société de la section du Luxembourg, qui avait été fondée au début de cette année 1792 et qui déployait une grande activité, avait envoyé des commissaires auprès des divers clubs populaires de la capitale. Deux d'entre eux, MM. Yose et Damas, se rendirent au Collège de Navarre, mais ils ne trouvèrent pas la société qu'ils venaient y visiter. Ils prirent alors quelques renseignements et rendirent compte, en ces termes, du résultat de leurs recherches. « Elle se trouve réunie, ou pour mieux dire, s'est la même que celle qui tient ses séances, rue des Carmes, n° 10, place Maubert (3). » Il paraît donc probable, qu'à une date ignorée, les deux sociétés se sont fondues en une seule et que la plus importante a imposé à l'autre son nom et son domicile. Mais elle ne dut pas rester longtemps aux Carmes. Peut-être la salle qu'elle y occupait était-elle devenue trop étroite en raison de l'augmentation du nombre de ses membres. A partir du mois d'avril, elle donne comme adresse le n° 10 de la rue Saint-Jean-de-Beauvais (4).

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 88. D'après le Journal des Débats de la Société des Amis de la Constitution.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 140. Après le nom de la Société de la section de Sainte-Geneviève, au Collège de Navarre, montagne Sainte-Geneviève, on a écrit, avec une encre plus foncée, ces trois mots : « Ne tient plus. »

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 138.

(4) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 141 : Extrait des Délibérations de la Société fraternelle de Sainte-Geneviève, séante rue Saint-Jean-de-Beauvais, n° 10, 29 avril 1792. *Société fraternelle des deux sexes, séante rue Saint-Jean-de-Beauvais*, n° 10, séance du 24 juin 1792, l'an 4^e de la liberté, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 855.

La Société de l'Égalité.

Enfin, une dernière Société fut créée au début de 1791, dans l'île de la Cité. Elle demanda et obtint avant le 1^{er} mai la correspondance des Jacobins. Elle s'était installée rue de la Licorne, dans la section Notre-Dame, et les *Révolutions de Paris* l'appellent seulement « Club de la rue de la Licorne » (1). Ses membres eux-mêmes la désignèrent parfois sous le titre de Société patriotique de la section Notre-Dame, ou de Société des Amis de la Constitution tenant ses séances rue de la Licorne. Mais le nom qui finit par prévaloir fut celui de Société de l'Égalité, qu'elle portait sur la liste des clubs affiliés aux Jacobins. C'est le seul que l'on trouve à partir du mois de juin 1791. A cette époque d'ailleurs, la Société avait quitté la rue de la Licorne pour le Cloître Notre-Dame (2). On donnait ce nom à la partie de la Cité qui s'étendait au nord de la cathédrale et derrière son chevet. Elle avait quatre entrées; la plus importante, qui avait été reconstruite en 1748, se trouvait au parvis Notre-Dame; deux autres étaient à l'extrémité des rues d'Enfer et des Marmouzets; la quatrième, enfin, donnait accès au Terrain : c'était le jardin des Chanoines, l'ancienne Motte aux Papelards, qui avait été replanté quelques années avant la Révolution et formait une promenade très agréable où les hommes seuls étaient admis. C'est au Terrain que Charlotte de Savoie, seconde femme de Louis XI, arrivant à Paris par la rivière, avait été complimentée par l'évêque et le Parlement (3).

La Société de l'Égalité ne quitta plus le Cloître. Elle s'y réunissait le dimanche et les jours de fête, à onze heures du matin. Ses membres avaient publié, dès le 1^{er} mars 1791, une profession de foi assez curieuse (4). Ils ne se conten-

(1) *Révolutions de Paris*, n° 99, du 28 mai au 4 juin 1791.

(2) Elle donne déjà comme adresse le Cloître Notre-Dame dans la pétition du 14 juin à l'Assemblée Nationale.

(3) Thiéry, *Guide des Amateurs et des Étrangers voyageurs à Paris*, t. II, p. 121.

(4) *Profession de foi de la Société des Amis de la Constitution, tenant ses séances rue de la Licorne, section de Notre-Dame*, s. l. n. d., in-4°, B. N. Lb⁴⁰ 806.

taient pas d'affirmer, dans le style commun à tous les documents de cette nature, le droit qu'avaient tous les citoyens de s'assembler pour discuter vertueusement de la chose publique. Ils avaient lu l'*Ami du Peuple* et profité de ses leçons. Ils demandaient donc que l'on instituât des censeurs publics dont la surveillance, s'exerçant sans contrôle, s'étendrait sur tous les agents du pouvoir exécutif, sur les membres des tribunaux et des corps administratifs. Ils se prononceraient sur leur gestion, auraient le droit de les avertir « publiquement et authentiquement » et pourraient, s'ils le jugeaient nécessaire, exercer contre eux des poursuites.

La Société de l'Égalité, qui ne se faisait vraisemblablement pas beaucoup d'illusions sur l'accueil réservé à sa requête, se proposa du moins de veiller, pour sa part, à l'exacte observation de la loi. Elle affirma la légitimité de la résistance à l'oppression. Comme les Jeunes Amis de la Liberté de la rue du Bac, elle interdit à ses membres la pratique du duel et leur fit prendre l'engagement de n'employer que des produits français. Elle promit de n'admettre que des Parisiens domiciliés et de bonnes mœurs et d'écarter sans faiblesse « les intrigants, les cabaleurs, les courtisans et les fanatiques. »

CHAPITRE IV

LES UNIONS FRATERNELLES DE MÉTIER

I. — LA SUPPRESSION DES CORPORATIONS.

Il existait à Paris, au début de 1791, des sociétés d'un caractère particulier qui portaient le nom d'Union fraternelles et qui n'étaient pas autre chose que les anciens compagnonnages maquillés en associations de bienfaisance.

Les décrets du 11 août 1789 n'avaient pas supprimé les Corporations. Il est vrai que le texte provisoire voté à l'aube du 5 août sur la proposition de Chasset, député du Beaujolais et ami de Roland de la Plâtrière, avait prétendu abolir sans retour les privilèges « des provinces, des villes, des corps et des communautés ». Mais il avait été remis en question les jours suivants et l'assemblée n'avait pas maintenu sa décision. Le texte définitif ne parlait pas des Corporations (1). Toutefois celles-ci ne jouirent que d'un court répit. Elles avaient des ennemis irréductibles dans les négociants-fabricants et les compagnons, et elles trouvèrent des adversaires déterminés chez la plupart des journalistes parisiens, désireux de ménager les capitalistes qui les commandaient et assez irrités contre les anciens règlements, que le Comité de Police de l'Hôtel de Ville, héritier des pou-

(1) Le mot « corps » fut supprimé et on ajouta à communautés, le déterminatif « d'habitants » désignant ainsi les paroisses considérées au civil. Le texte voté le 5 août est cité par S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 23, d'après les *Archives parlementaires* qui l'empruntaient au t. 1 de la réimpression du *Moniteur*, p. 393, composé bien après la nuit du 4 août. On n'a pas d'autre renseignement sur la proposition de Chasset. Charles-Henri Pouthas, dans *La Constituante et la Classe ouvrière*, extrait des *Annales révolutionnaires*, mars-avril 1911, p. 153-182 (Paris, 1911, in-8°, B. N. Lb³⁹ 11.980), dit cependant que les décrets des 4 et 11 août avaient bien supprimé les corporations, mais qu'on avait négligé de les appliquer (p. 19).

voirs du Lieutenant de Police, faisait strictement observer (1). C'est ainsi que les feuilles qui avaient obtenu son approbation pouvaient seules être colportées. Elles devaient mentionner les noms des imprimeurs et des libraires et un exemplaire en était déposé à la Chambre syndicale. M^{lle} de Kéralio, qui désirait installer une presse dans sa maison, n'obtint pas l'autorisation nécessaire et dut s'adresser à l'un des trente-six imprimeurs de la ville (2).

L'agitation se poursuivit pendant toute l'année 1791 et s'étendit à toute la France. Petit à petit, les privilèges furent battus en brèche; les règlements ne furent plus observés et les garçons ouvrirent librement des boutiques. Les maîtres assiégèrent de plaintes les Municipalités et s'adressèrent même à l'Assemblée Nationale (3). A Paris, Bailly essaya de les défendre; mais les partisans de la liberté économique harcelaient la Constituante et combattaient les hésitations du Comité d'Agriculture et de Commerce. Le décret du 2 mars 1791 leur donna enfin gain de cause en supprimant les corporations. Le projet du rapporteur, d'Alarde, ne rencontra pas d'opposition à l'Assem-

(1) Un seul journaliste protesta contre la suppression des corporations, ce fut Marat. Il montra les conséquences néfastes de cette mesure, les malfaçons, la ruine des petits consommateurs, la décadence du commerce et de l'industrie français. Il proposa, du moins, trois remèdes : rendre l'apprentissage obligatoire pendant six ou sept ans, faire des avances aux ouvriers pour leur permettre de s'établir après cet apprentissage, enfin décréter un prix minimum des salaires ouvriers. Cette campagne fit beaucoup pour la popularité de Marat auprès des artisans.

(2) A. N. V¹ 553. Voir Tuetey, t. 2, p. 377 : Rapport du Directeur général de la Librairie proposant de rejeter la demande présentée par M^{lle} de Kéralio, fille de M. Kéralio, censeur royal, pour l'établissement, conjointement avec M. Potier de Lille, d'une imprimerie sous le titre d'Imprimerie nationale du District des Filles Saint-Thomas, 12 novembre 1789.

(3) La Municipalité parisienne intervint notamment en faveur de la Communauté des bouchers. Elle rappela aux marcandiers qu'ils n'avaient le droit de vendre à Paris que deux fois par semaine et à la Halle seulement; des garçons qui avaient ouvert boutique furent poursuivis, mais non sans peine, car certains districts prirent leur défense. Les bouchers sollicitèrent, en février 1791, l'appui de la Constituante; ils ne purent toutefois supprimer tous les abus. Il y eut à Paris également un conflit analogue entre les maîtres perruquiers et les garçons. Il serait, d'autre part, facile de multiplier les exemples en province (voir Marcel Bruneau, *Les Débuts de la Révolution dans les départements du Cher et de l'Indre* (1789-1791), thèse présentée pour le doctorat par M. Bruneau, Paris, Hachette, in-8°, 11-468 p. et cartes.

blée; les maîtrises et jurandes n'y trouvèrent aucun défenseur. Les députés démocrates, gênés par l'antagonisme des artisans et des ouvriers, désireux de ménager les uns et les autres, gardèrent le silence. Mais le décret ne fit aucune mention des sociétés secrètes ouvrières et ce mutisme s'explique par les conditions dans lesquelles il fut voté. Les manufacturiers, qui avaient besoin de l'aide des compagnons, auraient vu ceux-ci se dresser immédiatement contre le projet s'ils avaient prétendu interdire leurs réunions. Les compagnonnages subsistèrent donc et ils cherchèrent même à profiter de la situation qui leur était faite. Ils furent aidés par les circonstances.

II. — LA RARETÉ DU NUMÉRAIRE ET L'AGITATION OUVRIÈRE.

Les ouvriers, alliés involontaires des manufacturiers, ne recueillirent pas les fruits qu'ils attendaient du décret du 2 mars et le mouvement qui devait aboutir en juin au vote de la loi Chapelier fut la conséquence de leur mécontentement. Il n'était pas causé par une situation économique défavorable. Le départ des émigrés était compensé à Paris par la présence des députés à l'Assemblée Nationale et de leur famille et le nombre des citoyens actifs fut plus élevé en 1791 qu'il ne l'avait été en 1790. Les manufactures étaient prospères. « L'espèce de coalition même de plusieurs ouvriers qui s'entendent pour obtenir un grand haussement dans leurs salaires, dit la Rochefoucauld-Liancourt le 16 juin, semble prouver seule qu'il y a moins d'ouvriers que de « travail (1). » Les prix du pain et de la viande avaient baissé et on attendait de la suppression des octrois une nouvelle diminution du coût de la vie. Sans doute, dès leur apparition, les assignats avaient perdu au change contre les espèces; mais cette situation n'était nullement défavorable à l'industrie et elle constituait, au contraire, une prime à l'exportation.

(1) Voir Grace Jaffé, *Le Mouvement ouvrier à Paris pendant la Révolution française*, 2^e partie, chap. 2, p. 102.

Cependant cette prospérité factice n'avait pas amené une augmentation des salaires. De plus, la population de Paris souffrait de la rareté du numéraire. Les émigrés en avaient emporté avec eux une certaine partie et le reste se cachait. Le peuple s'inquiétait et surveillait les sorties d'argent. Dès le 15 février 1791, le bataillon de Saint-Jacques l'Hôpital, dans la section de Mauconseil, avait arrêté la diligence de Lille qu'un conducteur de messageries, Viviers, accusait de transporter du numéraire. On déchargea quatre caisses et huit tonneaux qui contenaient plus de deux cent mille livres et qui furent laissés en dépôt au corps de garde de la rue Saint-Denis. Il fallut un ordre de la Municipalité pour que ces sommes fussent remises à leurs propriétaires ou renvoyées aux bureaux des messageries afin d'être conduites à destination (1). La Société fraternelle des Jacobins,

(1) Ce qui avait rendu l'affaire plus délicate, c'est que deux caisses, renfermant cinquante-deux mille huit cents livres, avaient été déclarées comme contenant, l'une, des caractères d'imprimerie, l'autre, des objets de quincaillerie. Elles appartenaient à un voyageur de la diligence, Pinson, qui assura que son seul but avait été de diminuer les frais de transport, et elles étaient adressées à une marchande de dentelles de Lille. Le Corps municipal, avant de les lui remettre, fit prendre les informations nécessaires pour s'assurer de leur véritable destination. A la fin du mois de février, il publia une proclamation pour rappeler aux Parisiens les principes de la liberté du commerce et de la libre circulation du numéraire (voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 635-639 et 689-690). Le Conseil général de la Commune chargea également Le Scène des Maisons de préparer une instruction dans le même sens (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 617 et 717).

Une brochure patriotique intitulée *Détail de la saisie de trois diligences chargées d'or et d'argent expédiés pour les pays étrangers*, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.642, raconte que, peu après le départ de Mesdames, le peuple arrêta trois voitures, l'une aux Petites-Écuries, faubourg Saint-Denis, l'autre, rue aux Ours, la troisième au faubourg Saint-Honoré. Elles auraient contenu sept millions sept cent mille livres d'or et d'argent monnayés et trois quintaux d'or en lingots, appartenant à une seule personne qui se préparait à quitter la France. On ne trouve aucune confirmation de ce fait. Pour éviter de nouveaux incidents, le Corps municipal décida que, désormais, les diligences qui quitteraient Paris seraient escortées jusqu'aux barrières par un détachement de cavalerie. Bailly pria Gouvion de veiller à l'exécution de cet arrêté et lui fit remarquer qu'il n'était peut-être pas utile de prendre ces précautions pour les voitures qui partaient pendant la nuit, car les rues étaient alors calmes et on n'avait pas à craindre d'attroupements (B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 245). Gouvion demanda aux fermiers généraux des Messageries de lui faire connaître les heures de départ des diligences et, comme ils tardaient à lui répondre, Bailly leur conseilla de se hâter (fol. 246).

qui partageait toutes les inquiétudes populaires, applaudit à l'initiative prise par la section de Mauconseul et pria les Amis de la Constitution de Lille d'examiner toutes les voitures qui passeraient par leur ville. Sa requête fut naturellement bien accueillie et Viviers, qui avait été chargé de la transmettre, fut reçu par les Jacobins Lillois « comme un ambassadeur » (1).

Il est vrai que la rareté du numéraire se faisait cruellement sentir. Quand on émit, au printemps de 1791, des coupures de cinquante livres, les détenteurs de petite monnaie exigèrent, pour leur échange, une prime qui dépassa parfois quinze pour cent. Au mois de mai, le marquis de Sade écrivait à Gaufridy, notaire et procureur dans la ville d'Apt, qu'il avait dû se coucher sans dîner et sans souper car il avait pour tout bien un billet de cinquante livres dont, « personne ne voulait parce que l'argent était au vingt-et-un pour cent (2). » Le mécontentement grandit et les pro-

(1) *Feuille du Jour*, n° 78, du samedi 19 mars 1791. « Les clubistes de Lille dit-elle, ont pris M. Viviers pour un Jacobin; ils se sont assemblés solennellement et l'ont reçu comme un ambassadeur. Lecture prise de ses lettres de créance, ils ont arrêté qu'aucune voiture ne sortirait de leur ville qu'après une inspection sévère, et que les ballots de commerce partant de Lille seraient visités pour s'assurer que les sommes arrivant de Paris n'excèdent point la valeur des marchandises expédiées de Lille, si non, confisquées. »

Viviers vint rendre compte de sa mission à la Société fraternelle qui le félicita de son zèle et l'accueillit avec les plus vifs applaudissements.

(2) *Correspondance inédite du marquis de Sade, de ses proches et de ses familiers*, publiée avec une introduction, des annales et des notes, par Paul Bourdin, Paris, Librairie de France, 1929, in-4°, 450 p.

Ce renseignement est confirmé par les *Révolutions de Paris*, n° 97, du 14 au 21 mai, qui annoncent que l'argent est monté à vingt pour cent. Voir également *Extrait du registre des délibérations de la Section de la Bibliothèque en date du 3 mai 1791*, s. l., 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 405. Le décret qui a ordonné l'émission de dix huit cents millions d'assignats, dit Bacon, a fait « tomber le change de dix pour cent. Maintenant il est à quinze, dans un mois, il sera à vingt au-dessous du pair, si l'on ne prend d'efficace mesure pour remédier à ce discrédit. » Bacon propose comme remède le retrait de deux cent millions de gros assignats, que l'on remplacerait par des billets de trois et six livres, et la fabrication de monnaie de billon avec le métal provenant de la fonte des cloches. « Il ne faut qu'un mot pour enrichir le trésor national et donner un abondant numéraire au peuple qui en demande avec empressement, et ce mot on diffère, on hésite de le prononcer. »

Ce n'était pas la première fois que l'on proposait à l'Assemblée Nationale d'utiliser le métal des cloches (voir *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. XVI, p. 168-170 : Rapport de Le Couteux de Canteleu, au nom du Comité des

testations dégénérèrent parfois en voies de fait. Le 14 mai, la foule arrêta deux particuliers qu'elle accusait de faire perdre douze pour cent dans l'échange des assignats et les conduisit au Comité de la Section de la place Louis XIV, où les officiers municipaux les firent remettre en liberté. Le lendemain, à neuf heures du matin, des ouvriers se rassemblèrent devant les grilles des Tuileries pour protester contre la rareté du numéraire. Le 16, le peuple chassa du perron du Palais-Royal tous ceux qui servaient d'intermédiaires au commerce de l'argent (1). Il en voulait surtout aux commerçants qui refusaient les billets et exigeaient des paiements en espèces, sous prétexte qu'ils n'avaient pas de monnaie.

Les Sociétés populaires s'inquiétèrent. Les membres du Club de la Bibliothèque s'engagèrent à fournir jusqu'à la somme de mille écus par semaine pour l'échange gratuit des assignats et ils invitèrent les sections et les sociétés patriotiques à suivre leur exemple (2). Le 24 mai, le Club fraternel des Jacobins, après avoir pris connaissance d'un arrêté des Amis de la Constitution de Niort, décida à l'unanimité d'exclure désormais de son sein tous ceux qui seraient convaincus d'avoir fait perdre sur les billets en se livrant au « trafic infâme de l'argent (3) ». L'abbé Mathieu proposa

Finances, sur les propositions relatives à l'acquisition ou à la fonte des cloches des couvents supprimés, 11 juin 1790). Le 1^{er} mai 1791, Rabaud Saint-Étienne avait lui-même déposé une motion « tendant à faire fondre les cloches pour les mettre en monnaie » (*Archives Parlementaire*, t. XXV, p. 485). Cette question fut agitée fréquemment devant l'Assemblée (cf. *Archives Parlementaires*, t. XXVII, p. 345 et suiv., 433-434, 484, 524; t. XXVIII, p. 407; t. XXIX, p. 120-136, 574, etc...).

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 267. Voir également : *Grand détail de la révolte arrivée hier et les jours derniers au Palais-Royal, occasionnée par les marchands d'argent qui ont été chassés et assommés par le peuple, et la punition exemplaire d'un restaurateur qui n'a pas voulu recevoir en paiement un assignat* (15 mai), Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.925, et deux pamphlets patriotiques *Mots aux citoyens sur l'agiotage du jour*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.926, et *Dénonciation de tous les accapareurs d'argent avec leurs noms et leurs demeures*, s. l., 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.927.

(2) *Bouche de Fer*, n° 58, du 26 mai 1791.

(3) *Mercure National*, n° XLI, du vendredi 27 mai 1791. La Société fraternelle envoya l'extrait de son procès-verbal aux sociétés affiliées et aux écrivains patriotes « afin de montrer par la publicité de ses principes l'horreur qu'elle a pour ce nouveau genre d'aristocratie, non moins terrible que ceux qui nous ont tourmentés jusqu'ici. »

comme remède l'émission de petites coupures. On était d'autant plus coupable de la retarder, dit-il, que « les manufactures de France ayant, dans ce moment, des commandes très considérables, n'attendaient que le moment où elles seraient en circulation pour s'y livrer avec ardeur. » Il accusa les « hommes d'argent » de vouloir, en retardant cette mesure si nécessaire, ruiner l'industrie française et ôter la vie à une « immense quantité d'ouvriers (1) ». Cette proposition ne faisait peut-être pas grand honneur au sens politique du frère Mathieu. L'émission de petites coupures présentait, pour les ouvriers, des inconvénients certains devant lesquels l'Assemblée Nationale reculait. Ils étaient jusque-là payés en écus et en billon et c'était aux patrons qu'incombait l'obligation de changer les assignats (2) contre des espèces. Si on créait des coupures de cinq livres, il était à craindre que les ouvriers, payés désormais en papier, et obligés d'assurer eux-mêmes l'échange de leurs billets, ne supportassent à leur tour la perte qu'entraînait cette opération et ne vissent ainsi diminuer leurs salaires.

Les troubles qui se produisaient dans Paris émurent le Corps Municipal aussi bien que les sociétés populaires. Il sollicita l'intervention du Directoire du Département et attendit de lui les moyens de mettre fin à une situation inquiétante. Le 17 mai, il lui proposa d'adresser à l'Assemblée Nationale une requête pour la prier de hâter l'émission des petits assignats. C'était le remède préconisé par frère Mathieu; il est vrai que la Municipalité, plus prévoyante que lui, demandait également la mise en circulation de monnaie de cuivre. Mais la Constituante n'attendit pas pour agir d'avoir reçu les supplications des autorités parisiennes. Le même jour, elle reconnut par décret la liberté du commerce de l'argent et pria le pouvoir exécutif de lui assurer toutes les facilités nécessaires. Elle ordonna la fabrication d'une quantité de monnaie de cuivre suffisante pour parer aux

(1) *Mercur National*, n° XXI, du samedi 7 mai 1791.

(2) Les garçons maréchaux-ferrants étaient cependant payés en assignats, mais ils occupaient dans le monde ouvrier une situation assez particulière. Les maîtres les logeaient, les couchaient et les éclairaient (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 483 et suiv. G. Jaffé, *Le Mouvement ouvrier à Paris*, p. 97).

besoins du royaume et mit à l'ordre du jour du surlendemain le rapport sur l'émission des assignats de cinq livres. Pour répondre à son désir, le Conseil du Département prit aussitôt un arrêté dont le Corps Municipal fut chargé d'assurer l'exécution. Il lui demanda de désigner auprès de chaque Comité de section un lieu convenable où se ferait librement l'échange des assignats contre des espèces; un commissaire de la section devait coter chaque jour le cours de l'argent, le faire afficher et le communiquer à la Municipalité (1).

III. — LES UNIONS FRATERNELLES DE MÉTIER.

Le calme parut rétabli, mais le mécontentement populaire subsista. S'il ne se traduisit plus par des actes de violence, il favorisa du moins le mouvement ouvrier dont les anciens compagnonnages, déguisés en unions fraternelles de métier, avaient pris la tête. Les ouvriers n'attaquaient d'ailleurs nullement la nouvelle législation; ils protestaient, au contraire, quand on les accusait de ressusciter les corporations par leurs assemblées. « Nous savons bien, disaient-ils, qu'elles faisaient notre malheur. » Ils n'osaient pas revendiquer le droit de former des syndicats et ils affirmaient hautement le caractère philanthropique de leurs

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 338. Ce procès-verbal de la séance du 21 mai 1791 fut publié dans le *Moniteur Universel*, n^o 143, du lundi 23 mai 1791. Le Conseil du Département spécifia d'ailleurs que le commerce de l'argent restait absolument libre et qu'il pouvait se faire en tous lieux. En exécution de cet arrêté, le Comité de la Section du Palais-Royal décida que l'échange des assignats se ferait dans le cloître des Jacobins de la rue Saint-Honoré, tous les jours de neuf heures du matin à deux heures de l'après-midi. Sa décision, approuvée par le Corps municipal qui en ordonna l'impression et l'affichage, entra en vigueur le 25 mai (B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.667, fol. 299-300). Bailly en avertit La Fayette et le pria de surveiller les nouveaux bureaux, afin que l'ordre n'y fût pas troublé (B. N. Mss, Fonds français 11.697, fol. 155). Dans la section des Postes, l'échange se fit, à partir du mercredi 1^{er} juin, sur la place et en face du portail de Saint-Eustache. Dans la section du Luxembourg, le bureau fut installé, le 28 mai, dans la cour du Séminaire Saint-Sulpice (B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.704, fol. 58). A la fin du mois de décembre, dit S. Lacroix (*Actes*, 2^e série, t. 8, p. 75 et suiv.) des bureaux d'échange avaient été établis dans vingt-sept sections.

associations. « Il faut avouer, déclarèrent-ils le 26 mai, que les entrepreneurs sont de bien mauvaise foi. Ils savent bien que le but de notre Société est de nous secourir mutuellement les uns les autres dans nos infirmités et dans notre vieillesse. S'ils appellent cela une corporation, comment nommera-t-on une société de bienfaisance? (1) »

Dès le début de l'été 1790, les ouvriers imprimeurs en lettres de Paris s'étaient constitués en corps et l'Assemblée Générale de leurs représentants adopta, le 27 juin, un règlement rédigé par un comité de six personnes (2). Les imprimeries associées comptant plus de vingt personnes nommaient deux délégués ouvriers à l'Assemblée générale. Pour faire partie du Corps Typographique, il fallait être « sain de corps et d'esprit et de bonnes mœurs » et verser une cotisation de douze livres. Tout membre malade recevait, pendant une durée qui ne pouvait excéder trois mois, quinze livres par semaine et une pension était versée aux vieillards trop faibles pour travailler. Il était interdit aux ouvriers d'entrer en grève sans avoir obtenu l'autorisation de l'Assemblée Générale.

En novembre 1790, le Corps typographique, que présidait Béguin, se transforma en club et se réunit rue de la Huchette. Mais, au mois d'avril, ses séances furent dénoncées à la Municipalité et on accusa ses membres d'obliger les ouvriers à abandonner leur ouvrage s'ils travaillaient à un prix inférieur à celui qu'ils avaient eux-mêmes fixé. Les administrateurs du Département de la Police chargèrent M. Renaud, commissaire de la section des Thermes-de-Julien, de faire une enquête. Le Club typographique se jus-

(1) *Précis présenté à l'Assemblée Nationale par les ouvriers en l'art de la charpente de la Ville de Paris*, imp. 4 p. in-4°, A. N. AD XI 65, B. N. Fm 35.347, B. V. P. Recueil général, série 121.

(2) *Règlement général pour le Corps Typographique*, rédigé par le Comité de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris et sanctionné par elle le 27 juin 1790 (imp. 20 p. in-8°, Br. M. F. R. 379). Il est divisé en trois titres, neuf chapitres et cinquante-deux articles et est signé : pour le Comité : Béguin, président; Guillaume, Houdart, Moreau et Devienne, commissaires; Duval, secrétaire; et pour l'Assemblée générale : Miot, président; Rousseau jeune, vice-président; Poncelet, secrétaire; Morand, trésorier. Voir Grace Jaffé, *Le Mouvement ouvrier à Paris pendant la Révolution française*, 2^e partie, chap. 2, p. 103 et suiv.

tifia facilement (1). Il assura qu'il n'exerçait que la philanthropie et cherchait seulement à trancher les différends qui pouvaient s'élever entre les propriétaires d'imprimerie et leurs ouvriers. Il fit remarquer qu'il comptait parmi ses affiliés des « amis de la révolution tels que MM. Perlet, Couret (d'Orléans), hommes de lettres, et une infinité d'autres bons citoyens (2). » Il accusa lui-même les propriétaires d'imprimerie de tenir des assemblées secrètes afin de réprimer « l'insolence » des ouvriers, alors que ces derniers, plus honnêtes, se réunissaient publiquement et s'occupaient seulement du soulagement des malheureux. L'affaire n'eut pas de suite. M. Renaud, qui recevait d'ailleurs le journal du Club typographique, fut vite convaincu et se montra outré d'une « déclaration aussi calomnieuse ».

M^{me} Grace Jaffé, dans sa thèse sur le *Mouvement ouvrier à Paris pendant la Révolution française*, estime que cette dénonciation s'appliquait, non pas au club dont l'activité ne pouvait prêter à aucune équivoque, et dont les séances avaient lieu le dimanche, mais à l'Assemblée générale des représentants des ouvriers qui « tenait », dit-elle, un comité le mardi et le vendredi de chaque semaine. Ce sont bien en effet ces assemblées du mardi et du vendredi que visait la lettre communiquée par le commissaire de la section des Thermes-de-Julien au président Béguin (3). Toutefois, si

(1) *Le Club typographique et philanthropique*, n° XXV, du 19 avril 1791. Le premier numéro de cette feuille hebdomadaire parut le lundi 1^{er} novembre 1790, le dernier porte la date du mardi 31 mai 1791 (n° XXXI). L'objet du club était l'union, la fraternité, la bienfaisance et l'amour de la patrie. On retrouve, parmi ses membres, tous les signataires du règlement de 1790, Béguin, Guillaume, Devienne, Miot, Rousseau, Poncelet, etc...

(2) Ch. Perlet, libraire et imprimeur, était l'éditeur du *Journal de Versailles et Paris*, commencé en août 1789 et qui prit sous la Convention, le titre de *Journal de Perlet*. Louis-Pierre Couret de Vileneuve, littérateur et imprimeur, éditait à Paris et à Orléans, où il était né, plusieurs journaux, dont le *Thermomètre de l'Opinion publique ou Journal des Sections de Paris*.

(3) Le *Club Typographique* du 19 avril donne le texte de cette lettre : « Je suis instruit, dit le Département de Police, qu'il se tient, rue de la Huchette, une assemblée d'imprimeurs, laquelle tient un comité les mardis et vendredis; que les membres de ce Comité vont dans les imprimeries forcer les ouvriers à quitter l'ouvrage s'ils travaillent à un prix moindre que celui qu'ils ont fixé. » En réalité, les séances du Club typographique n'avaient pas lieu seulement le dimanche. Le numéro du 27 avril de son journal publie en effet le compte-rendu de la séance du 25; or le 25 était un lundi.

l'affirmation de M^{me} Jaffé est exacte, il paraît étonnant que le Club typographique ait pris à son compte une accusation qui ne le concernait pas et n'ait pas mis en cause l'assemblée des ouvriers, puisque celle-ci menait une existence distincte de la sienne. Bien au contraire, la lecture du document apporté par Béguin mit la « consternation » dans le cœur des assistants. Ils s'élevèrent contre une dénonciation aussi fausse, qui ne tendait à rien moins qu'à obtenir la fermeture de leur club. Ils remercièrent le commissaire de la section qui voulait bien ajouter foi à leurs dénégations et détromper les administrateurs du Département. D'ailleurs, M^{me} Jaffé, pour prouver le caractère uniquement philanthropique de la Société présidée par Béguin, invoque les articles du Règlement de 1790. Cet argument n'est pas sans réplique. Le Club typographique ne serait pas la première association dont les statuts officiels serviraient à masquer une activité quelque peu suspecte. Au surplus, ce règlement de 1790 avait été signé par les représentants de l'Assemblée générale des ouvriers et avait reçu son approbation : elle était donc liée par lui, aussi bien que le Club typographique qui se flattait d'en respecter les clauses. Il y apporta d'ailleurs, en ce mois d'avril 1791, quelques modifications. Le statut des apprentis avait été dénoncé le 5 janvier à la Municipalité de Paris, qui avait chargé un de ses comités de l'examiner et de lui présenter un rapport. Or on lit ce qui suit dans la déclaration que fit Béguin au cours de la séance du 25 avril : « Ce règlement ayant été fait dans un temps où l'esprit public n'avait pas encore fait de progrès, il n'est pas étonnant qu'il renferme quelques vices. En conséquence, M. Chevalier en a rédigé un nouveau, en ajoutant des articles additionnels conformes à la Déclaration des Droits de l'Homme, qui sera présenté ensuite à la Municipalité (1). »

Le Club typographique n'était pas la seule association de métier existant à Paris. Le 19 décembre 1790, une députation composée de six compagnons serruriers demanda à être admise à la séance de la Société des Amis de la Section

(1) *Club typographique et philanthropique*, n° XXVI, du 27 avril 1791.

de la Bibliothèque et vint solliciter son affiliation. Elle fit lire par M. Bosque un arrêté « en forme d'explication et de règlement », où les compagnons serruriers annonçaient qu'ils se réunissaient en société les dimanches au soir, « tant pour s'instruire des décrets de l'Assemblée Nationale que pour procurer des secours à ceux d'entre eux qui se trouveraient malades ou sans occupations. » Ils prièrent le Club de la Michodière de charger deux de ses membres de venir chaque semaine leur expliquer les décisions de la Constituante et d'admettre deux d'entre eux à ces réunions.

La Société de la section de la Bibliothèque invita la députation à sa séance et lui promit de prendre sa requête en considération (1). Elle s'en occupa le 26 décembre, mais refusa l'affiliation qui lui était demandé. « Un membre a observé, dit le procès-verbal de l'assemblée, que, si l'on affiliait la société des compagnons serruriers à la nôtre, tous les compagnons de différents corps qui pourraient se former, n'ayant pas moins mérité notre amitié, demanderais de même à être admis parmi nous. Vu que de pareil société les assemblés sont illégale, comme notre local ne nous permet pas de les recevoir, ce qui pourrait au qu'asionner une désunion total entre tous les compagnons de la capital, la samblée a arreté qu'il n'avet pas lieu à délibérer (2). » Le Club de la Bibliothèque dut toutefois donner satisfaction aux autres demandes que lui avaient adressées les compagnons serruriers, car, le 9 janvier 1791, ils le remercièrent d'avoir bien voulu nommer des commissaires chargés de présider à leur instruction. Ils jurèrent de faire respecter les décrets de l'Assemblée et promirent, s'il était nécessaire, de verser leur sang pour la Nation, la loi et le roi (3).

Une Société fraternelle de Compagnons maçons était représentée au cortège funèbre de Mirabeau et fit célébrer, le 9 mai, « en l'Église épiscopale et paroissiale de Paris » un service à sa mémoire (4).

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.664, fol. 108-109.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.664, fol. 111.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.664 fol. 112. Ce document est signé par Bazier, président et Dubuisson, « secretaire ».

(4) *Honneur funèbre rendu aux mânes d'Honoré-Gabriel-Victor Riquetti*

L'Union fraternelle des Ouvriers en l'art de la Charpente paraît avoir été la plus importante des associations de métier. Depuis quelques mois déjà, elle se réunissait chaque semaine dans une des salles de l'évêché et se présentait comme une institution de bienfaisance dont les membres cherchaient à se secourir dans leur infirmité et leur vieillesse (1). Les ouvriers déclaraient eux-mêmes qu'ils avaient fondé une caisse de secours mutuels et qu'ils y avaient joint une école pour les jeunes apprentis (2). Cependant ils ne bornaient pas leur activité à ces fins charitables.

IV. — LES GRÈVES.

Au mois d'avril 1791, les ouvriers charpentiers, trouvant leurs salaires trop faibles, invitèrent les maîtres à se joindre à eux pour établir un nouveau tarif. Leur proposition fut rejetée. Ils se décidèrent alors à agir seuls, s'engagèrent par serment à ne pas accepter d'autre prix que celui qu'ils fixaient eux-mêmes à deux livres dix sols par journée (3), et rédigèrent un règlement en huit articles qu'ils présentè-

*ci-devant comte de Mirabeau, par la Société fraternelle des Compagnons maçons de Paris, célébré en l'église épiscopale et paroissiale de Paris, le 9 mai, l'an 2^e de la Liberté, s. l. n. d., in-4^o, B. N. Ln²⁷ 14.248. Palloy, qui assistait à la cérémonie, fit imprimer l'oraison funèbre de Mirabeau qui y fut prononcée. Il y joignit l'épithaphe placée à Saint-Eustache et un discours que Chevalier, « cultivateur et député à l'Assemblée nationale », avait fait aux Jacobins le 13 avril, suivi de l'arrêté d'impression de la Société des Amis de la Constitution et d'une décision de la Société fraternelle invitant l'évêque de Paris à l'envoyer à tous les curés de son diocèse pour être lu au prône. Enfin Palloy ajouta pour compléter la brochure, deux petites pièces de vers : Hommage à l'Assemblée Nationale, et Louange au peuple français. Le discours de Chevalier a été publié par Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 322 et suiv.*

(1) *Révolutions de Paris*, n^o 96, du 7 au 14 mai 1791.

(2) *Réfutation des ouvriers en l'art de la charpente à la réponse des entrepreneurs du 2 juin 1791*, imp. 4 p. in-4^o, A. N. AD XI 65 et B. V. P., Recueil général, série 121. Cette réfutation est publiée par S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 353.

(3) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 92 et suiv. : *Pétition présentée à la Municipalité de Paris par les ci-devant maîtres charpentiers*, le 30 avril. C'était le prix demandé aux entrepreneurs, mais les ouvriers exigèrent des propriétaires trois livres dix sols et se réservèrent le droit de taxer à leur discrétion les salaires de ceux d'entre eux qui feraient preuve d'une capacité supérieure. Voir *Précis présenté à l'Assemblée Nationale par les entrepreneurs de charpente de la Ville de Paris*, 22 mai 1791, imp. 4 p. in-4^o, B. N. Fm 35.346, publié par

rent au maire de Paris en le priant d'être médiateur entre les deux parties (1). Le 18 avril, ils se rendirent dans les ateliers et sur les chantiers de la capitale et firent cesser le travail (2). S'il faut en croire les ci-devant maîtres, ils portèrent leurs prétentions plus loin encore. Ils prétendirent obliger les entrepreneurs à signer une promesse écrite de respecter le nouveau tarif et frappèrent d'une amende les ouvriers qui refusaient de s'y soumettre et acceptaient de travailler à un prix inférieur. L'Union fraternelle se transformait ainsi en un véritable syndicat et devenait un bureau de placement.

Le jour même où les ouvriers entraient en grève, la foule rassemblée au Carrousel et les gardes nationaux s'opposèrent au départ du roi pour Saint-Cloud. Le Corps municipal s'émut, vit peut-être un rapport de cause à effet entre les deux manifestations et chargea deux de ses membres, Borie et Nizard, de rédiger, d'accord avec les Administrateurs du Département de la Police, un avis aux ouvriers des différentes professions pour les « rappeler aux principes et leur faire connaître l'inconséquence de leurs demandes (3) ». Quatre jours plus tard, le texte fut prêt et le Corps municipal en ordonna l'impression et l'affichage. C'était une exhortation insinuante et paternelle qui s'adressait successivement aux deux parties en présence. La suppression

S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 348 et suiv. Cf. également G. Jaffé, *Le Mouvement ouvrier à Paris*, p. 115 et suiv.

(1) *Révolutions de Paris*, n° 96, du 7 au 14 mai 1791. *Précis présenté à l'Assemblée Nationale par les ouvriers en l'art de la charpente de la Ville de Paris*, le 26 mai 1791, imp. 4 p. in-4°, B. N. Fm 35.347, A. N. AD XI 65, B. V. P., Recueil général, série 121 (voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 351 et suiv.).

(2) « En conséquence de pareilles délibérations, disent les maîtres charpentiers le 30 avril, les ouvriers charpentiers, qui avaient formé l'assemblée dont il s'agit, se sont répandus le lundi 18 de ce mois et jours suivants, dans les différents ateliers et chantiers de Paris et ont employé la violence pour en arracher ceux qui y travaillaient paisiblement. » Voir également le *Précis* du 22 mai et la Déclaration faite le 21 avril, à dix heures du matin, par Sylvain Moreau, maître charpentier demeurait 12, rue de la Vieille-Estrapade, au commissaire de police de la section de l'Observatoire. Dans l'après-midi du même jour, deux autres maîtres vinrent confirmer la déclaration de Moreau, A. P., procès-verbaux des commissaires de Police, section de l'Observatoire.

(3) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 700.

prochaine des octrois ne devait pas servir de prétexte aux entrepreneurs pour diminuer les salaires de leurs ouvriers; mais, d'autre part, ceux-ci, n'étant pas égaux « en facultés, en talents et en moyens », ne pouvaient se flatter de faire tous les mêmes gains. « Une coalition d'ouvriers pour porter les salaires de leurs journées à des prix uniformes et forcer ceux du même état à se soumettre à cette fixation, serait donc évidemment contraire à leur véritable intérêt. » Pou-
vait-on, après avoir anéanti les corporations, « autoriser des coalitions qui, en les remplaçant, établiraient un autre genre de monopole et mettraient la société entière à la discrétion d'un petit nombre d'individus? Ceux qui entreraient dans les coalitions, qui les exciteraient ou les fomenteraient, seraient donc évidemment des réfractaires à la loi, des ennemis de la liberté, punissables comme perturbateurs du repos et de l'ordre public (1). »

Mais l'avis de Bailly ne satisfit pas les maîtres charpentiers. Ils étaient mécontents du Corps municipal qui se montrait plein de mansuétude pour les ouvriers et les autorisait même à continuer leurs réunions. Bailly s'était borné à prendre quelques précautions et à charger le major général de la Garde nationale, M. de Gouvion, de surveiller la salle de l'Évêché et les ateliers des maîtres (2). Ceux-ci s'adressèrent alors au Département, dont les membres, élus par la bourgeoisie riche, seraient vraisemblablement enclins à plus de sévérité pour les mouvements ouvriers. Le Directoire répondit à leur attente. Le 27 avril, il ordonna à la Municipalité de fermer tous « les lieux vacants dans les maisons ci-devant ecclésiastiques » et les salles encore ouvertes au public. Il visait donc, non seulement les assemblées d'ouvriers, mais encore les réunions politiques.

Le Corps municipal mit fort peu d'empressement à exécuter cet ordre. Il attendit trois jours pour l'homologuer et quand, le 30 avril, une pétition des maîtres charpentiers vint stimuler son zèle, il ne se décida pas encore à agir. Il

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 7 et suiv.

(2) B. N., Mss Nelles acq. fr. 11.697, fol. 146. Voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 231, et M^{me} Grace Jaffé, *Le Mouvement ouvrier à Paris*; 2^e partie, chap. 3.

se contenta de déclarer « nuls, inconstitutionnels et non obligatoires les arrêtés pris par les ouvriers des différentes professions pour s'interdire respectivement et pour interdire à tous autres ouvriers le droit de travailler à d'autres prix que ceux fixés par lesdits arrêtés », et il leur défendit de prendre à l'avenir des décisions semblables. Il indiqua que les prix devaient être fixés de gré à gré, sans qu'aucune des parties en présence pût être assujettie à aucune contrainte et il donna des instructions sévères aux commissaires de police pour assurer la liberté du travail (1).

Les charpentiers n'étaient pas les seuls en cause. Les garçons maréchaux-ferrants avaient fait entendre des revendications analogues et ils avaient, eux aussi, sollicité la médiation de la Municipalité (2). Encouragés par leur exemple, les ouvriers chapeliers (3) et les garçons cordonniers se coalisèrent à leur tour contre les maîtres, et la *Feuille du Jour* annonça, au début du mois de juin, qu'on ne pouvait être « ni ferré, ni chaussé » dans toute la ville (4). Le 5 mai, les ouvriers du pont Louis XVI étaient venus demander au Corps municipal une augmentation du prix de leurs journées (5). Mais il ne paraît pas avoir existé dans ces divers corps de métier de sociétés analogues à l'Union fraternelle des ouvriers en l'art de la charpente. Ceux-ci ne se décourageaient pas. Le 5 mai, ils firent porter à l'Hôtel de Ville, une pétition qui fut assez mal reçue (6). Elle n'apportait d'ailleurs, dans le débat, aucun élément nouveau. Ses auteurs rappelaient que leur association était essentiellement une institution de bienfaisance; ils reconnaissaient

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 139.

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 483 et suiv. G. Jaffé, *Le Mouvement ouvrier à Paris*, 2^e partie, chap. 6, p. 149 et suiv.

(3) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 336.

(4) *Feuille du Jour*, n^o 161, du vendredi 10 juin 1791. Les maîtres maréchaux-ferrants dans leur pétition du 7 juin à l'Assemblée nationale (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 485), font allusion à cette grève des cordonniers. Ils accusent également les menuisiers et les serruriers de suivre l'exemple donné par les charpentiers et les maréchaux-ferrants.

(5) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 136-137. G. Jaffé, *Le Mouvement ouvrier à Paris*, p. 128.

(6) Cette pétition n'a pas été conservée, mais elle est résumée dans les *Révolutions de Paris*, n^o 96, du 7 au 14 mai.

bien avoir établi un tarif, mais ils niaient le serment que les maîtres leur reprochaient d'avoir prêté et assuraient qu'ils ne s'étaient portés à aucune violence; ils faisaient une fois de plus appel à la médiation de la Municipalité (1).

Les *Révolutions de Paris* ne se montraient nullement favorables au mouvement, bien qu'elles fussent un des organes les plus avancés de la presse de gauche. Ce n'étaient pas les nouveaux chiffres des salaires qu'elles critiquaient; elles recommandaient, au contraire, aux maîtres de se défaire de leurs vieilles habitudes, de se rapprocher de leurs ouvriers et de s'entendre avec eux; mais elles étaient opposées à toute réglementation du travail et elles reprochaient aux intéressés d'avoir sollicité l'intervention de la Municipalité. Elles condamnaient toute association corporative, même sous la forme de société de secours mutuels et, à plus forte raison, de syndicat. « Une société où ne peuvent être admis que des hommes qui exercent la même profession, disaient-elles, blesse le nouvel ordre des choses; elle porte ombrage à la liberté; en isolant les citoyens, elle les rend étrangers à la patrie; en leur apprenant à s'occuper d'eux-mêmes, elle leur fait oublier la chose commune; en un mot, elle tend à perpétuer cet égoïsme, cet esprit de corporation dont on a voulu anéantir jusqu'au nom, parce qu'il est l'ennemi mortel de tout esprit public. » Le journal de Prud'homme proscrivait absolument le droit de grève et partageait l'opinion du Corps municipal sur la fixation des salaires. « Nous croyons que, en général, il n'est pas de l'intérêt des ouvriers d'établir un prix uniforme; la concurrence est la mère de l'émulation et celui qui possède bien son art est toujours sûr d'être occupé et payé à sa valeur. »

L'activité de la Municipalité se manifestait par des paroles beaucoup plus que par des actes. Les maîtres charpentiers, qui s'en rendaient compte, la harcelaient. Le 7 mai, ils la prièrent de procéder à la dissolution de l'assemblée de l'évêché (2). Le 11, ils renouvelèrent leur demande et ils obtinrent cette fois satisfaction. Bailly se décida enfin à mettre à exécution l'arrêté du Directoire du Département

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 169.

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 221-231.

du 27 avril; il en avertit le major général de la Garde nationale et le chargea de veiller à son application. M. Tiron alla fermer les portes de la salle de l'évêché et celles du couvent de l'Observance où se réunissaient les Cordeliers (1). Puis, satisfait de lui-même, le Corps municipal pria le procureur de la Commune de rendre compte au Directoire des mesures qu'il venait de prendre (2).

V. — LA LOI CHAPELIER.

Mais l'agitation continua. Le 20, la Municipalité, sans doute découragée, nomma trois commissaires, Champion, Maugis et Jolly, pour conférer avec le Directoire sur les dangers que présentaient les associations d'ouvriers. Le 21, elle les chargea de se rendre au Comité de Constitution pour lui exposer les faits et prendre son avis (3). L'affaire était donc portée devant l'Assemblée nationale, et, le 22 mai, les maîtres charpentiers résumèrent à son intention les principales phases du conflit (4). Quelques jours plus tard, les ouvriers présentèrent leur justification, défendirent leur règlement et montrèrent la mauvaise foi des entrepreneurs qui condamnaient leurs réunions, mais s'assemblaient de leur côté et s'entendaient pour ne payer que les salaires les plus bas. Ils apportèrent sur l'origine du mouvement une indication intéressante : « Plusieurs d'entre les ouvriers, disent-ils, ont trouvé des ouvrages à faire, les ont entrepris et ont offert d'eux-mêmes de donner cinquante sols pour les plus bas prix des ouvriers qu'ils employaient et ont demandé d'avoir des règlements fixes afin de pouvoir tableer

(1) B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 254. A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 3 et 4.

(2) Le Directoire venait d'ordonner à la Municipalité de « publier un Avis instructif et de prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre public et s'opposer à toute violence » (procès-verbal de la séance du Corps municipal du 16 mai 1791, S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 264).

(3) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 346.

(4) Une réplique des entrepreneurs en date du 2 juin n'a pas été conservée; elle n'est connue que par la *Réfutation des ouvriers en l'art de la charpente à la Réponse des entrepreneurs du 2 juin*, imp. 4 p., in-4^o, A. N. AD XI 65, B. V. P., Recueil général, série 121, publiée par S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 353.

sur des bases solides afin de faire leur marché avec les propriétaires. Voilà ce que les anciens entrepreneurs appellent délibération, ce qui n'était que des conventions de gré à gré. » Cette phrase montre le lien qui rattachait l'agitation ouvrière à la loi du 2 mars. Il eût été, avant cette date, formellement interdit à des ouvriers de traiter directement avec les clients; mais la suppression des maîtrises et des jurandes avait permis à certains d'entre eux, qui possédaient les capitaux nécessaires ou avaient réussi à se les faire avancer, de s'établir à leur compte. Le tarif avait été fixé à leur requête; la grève était exclusivement dirigée contre les anciens maîtres, et le conflit ne se prolongeait qu'en raison de l'exemple donné par les nouveaux entrepreneurs.

Cependant les ouvriers charpentiers, en dépit de l'arrêté pris par le Directoire du Département le 27 avril, n'en continuaient pas moins à se réunir. Le 6 juin, un ci-devant maître signala au commissaire de police de la section du Roule une assemblée illégale qu'ils avaient tenue pour forcer « les entrepreneurs à souscrire à l'obligation de payer les journées à raison de cinquante sols l'été et quarante-cinq sols l'hiver et les ouvriers à entrer dans leur coalition (1) ».

Mais on approchait du dénouement. Le 14 juin, Le Chapelier, au nom du Comité de Constitution, déposa son rapport. Il blâma la Municipalité d'avoir autorisé la réunion de ces associations d'arts et métiers, en qui renaissaient les corporations anéanties, et l'accusa de s'être laissée abuser par les motifs spécieux présentés par les ouvriers. Il ne leur appartenait pas de venir en aide à leurs camarades malades ou sans ouvrage. « C'est à la nation, c'est aux officiers publics en son nom à fournir des travaux à ceux qui en ont besoin pour leur existence et des secours aux infirmes. Les distributions particulières de secours, lorsqu'elles ne sont pas dangereuses par leur mauvaise administration, tendent au moins à faire renaître les corporations; elles exigent la réunion fréquente des individus d'une même profession, la nomination de syndics et autres officiers, la formation de

(1) A. P., procès-verbaux des commissaires de police, section du Roule.

règlement. » Le rapporteur ajoute l'exclusion de ceux qui refuseraient de s'y soumettre.

Le Chapelier montra l'origine du mouvement dont les compagnonnages déguisés en sociétés de bienfaisance avaient pris la tête. Ces associations, dit-il, ont succédé à Paris à une Société des Devoirs. Elles se sont propagées dans tout le royaume; elles ont déjà établi entre elles des relations. Il prouva leur correspondance par une lettre de la Municipalité d'Orléans, dont il avait en mains une copie.

Le projet de décret ne donna lieu à aucune discussion; un seul député, Gaultier de Biauzat, demanda le renvoi au lendemain matin « pour prendre le temps de la réflexion ». Mais cet ajournement fut repoussé à la requête de Le Chapelier qui déclara qu'il serait imprudent d'accorder un délai, étant donné la fermentation générale. La loi fut aussitôt votée (1).

Elle maintenait la balance égale entre maîtres et ouvriers. Si le droit de réunion ne leur était pas expressément enlevé, l'usage qu'ils pouvaient en faire était singulièrement limité. Il leur était défendu de nommer un bureau, de tenir des registres, de prendre des délibérations et d'adopter des règlements « sur leurs prétendus intérêts communs » (article deux). Il était interdit à tous les corps administratifs ou municipaux de recevoir des adresses ou des pétitions émanant des citoyens d'un même état ou d'une même profession, et il leur était ordonné d'annuler « les délibérations qui pourraient être prises de cette manière et de veiller soigneusement à ce qu'il ne leur soit donné aucune suite ou exécution » (article trois). Les chefs et instigateurs de toute coalition seraient cités devant le tribunal de police, condamnés à payer cinq cents livres d'amende et privés pour un an de l'exercice de leurs droits de citoyens actifs. Ils ne pourraient participer à des travaux publics. Pour assurer la liberté du travail, la loi décidait que les signataires d'un écrit de menaces seraient punis d'une amende de mille livres et de trois mois de prison, que les auteurs de violences

(1) Mavidal et Laurent, *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. XXVII, p. 210-211. Voir également *Moniteur Universel*, n° 166, du mercredi 15 juin 1791. G. Jaffé, *Le Mouvement ouvrier à Paris*, p. 167 et suiv.

seraient poursuivis devant la justice criminelle et que les attroupements composés d'ouvriers, d'artisans, de compagnons ou de journaliers seraient dissipés par la force publique. L'article trente-deux du décret du 11 juillet 1791 compléta ces dispositions en confiant au tribunal de police correctionnelle l'application des peines prévues par la loi du 14 juin.

VI. — PERSISTANCE DES UNIONS DE MÉTIER.

Le vote de la loi Chapelier, dit Jaurès, mit fin à toute réclamation des ouvriers (1). Cela n'est pas tout à fait exact. On trouve dans le procès-verbal de la séance tenue le 19 septembre par le Corps municipal la trace de réunions provoquées par les compagnons charpentiers en contravention à la loi. En novembre 1791, les ouvriers en rubans s'assemblèrent à diverses reprises, rédigèrent une pétition et ne furent nullement poursuivis. Les sociétés de secours mutuels ne disparurent pas entièrement. Les membres du Club typographique chargèrent douze commissaires d'accomplir toutes les démarches nécessaires au maintien de leur société et d'apporter dans son organisation les changements indispensables (2). Ils déclarèrent que les termes dans lesquels était rédigé l'article deux de la loi du 14 juin : « Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers d'un art, ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble... », prouvaient bien qu'on ne leur ôtait pas le droit de se réunir. Ils invoquèrent encore, pour justifier leur décision, l'article cinq de la Déclaration des Droits de l'homme : « La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être em-

(1) J. Jaurès, *Histoire Socialiste, la Constituante*, p. 628.

(2) A. N. AD XVI 72. En tête de ce document sont écrits les mots « Pièce unique ». Le Club typographique n'y est nulle part mentionné, mais, parmi les commissaires, on retrouve Béguin, Rousseau jeune, Devienne, Poncelet, Guillaume, qui avaient signé le règlement des ouvriers imprimeurs de juin 1790. Un autre Chevalier est également mentionné dans les numéros des 19 et 27 avril du journal du Club typographique.

pêché et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas. »

Ils décidèrent donc de continuer à s'assembler et de s'occuper exclusivement du soulagement des malheureux. Ils donnèrent à leur association le nom de Société patriotique des Amis de l'Humanité. Ils supprimèrent les charges de président et de secrétaires et les remplacèrent par un comité de douze membres nommé pour trois mois, qui devait arbitrer provisoirement tous les conflits entre les malades et le trésorier et dont les décisions pouvaient d'ailleurs être portées en appel devant les Assemblées générales de la société. La caisse était régie par quatre trésoriers; quatre receveurs, renouvelés par moitié tous les mois, encaissaient les recettes, payaient les malades, les vieillards et les infirmes. Les contributions étaient versées le dimanche par l'intermédiaire d'un préposé, et les malheureux étaient payés d'après les indications contenues dans le certificat établi par le sociétaire qui les avait visités.

On décida d'admettre tous les citoyens pour éviter l'esprit de corps. Le nombre des membres fut fixé et les conditions d'admission déterminées par une convention qui devait tenir lieu de règlement. Il était expressément défendu de proposer et de discuter une question relative à un art ou à une profession quelconque. Les assemblées du dimanche étaient supprimées; on conservait seulement celle du premier dimanche du mois, consacrée à la nomination des officiers.

Ce projet de règlement, non daté, devait être soumis à l'approbation de l'assemblée convoquée pour le dimanche suivant. Tous les affiliés étaient invités à s'y rendre; les préposés étaient engagés à redoubler de zèle dans le paiement des contributions dont le retard laissait dans la misère les malades et les infirmes. On ne sait ce qu'il advint de cette société. En tout cas, elle ne fut pas une exception. Sébastien Mercier dit qu'il existait à Paris quelques assemblées d'artisans « réunis volontairement pour l'amour du travail et de la piété », et qui menaient une vie presque monastique. Il cite parmi elles l'association des Frères Cordonniers de la rue de la Grande-Truanderie, qui déposa

sur l'autel de la patrie le capital dont elle disposait et dont les revenus constituaient le fond de ses aumônes (1). De fait, en mai 1792, une association civique de cordonniers vint offrir à l'Assemblée nationale une somme de mille deux cent une livres sept sols, dont cent quatre livres, dix-huit sols en espèces, fruit des économies de ses membres, qui déclarèrent ne plus avoir de besoins quand la France était en danger (2).

(1) S. Mercier, *Le Nouveau Paris*, t. III, p. 160. Mercier dit que la somme versée par les cordonniers s'élevait au chiffre de cent cinquante-six mille six cent cinquante livres. Ils l'auraient offerte en demandant seulement une pension pour les vieillards et les infirmes.

(2) A. N. C 149. Le chiffre indiqué dans ce document ne correspond pas à celui que donne Mercier.

CHAPITRE V

COMPOSITION DES SOCIÉTÉS POPULAIRES

I. — RECRUTEMENT POPULAIRE.

Les sociétés fraternelles étaient ouvertes aux citoyens passifs aussi bien qu'aux citoyens actifs et leur recrutement était essentiellement populaire. Leur clientèle se composait surtout « des marchands de fruits et de légumes du quartier (1) », des « porteurs d'eau et d'autres bonnes gens (2) », des ouvriers et des artisans qui, leur journée de travail terminée, venaient écouter la lecture des décrets de l'Assemblée nationale et se pénétrer des principes de la Déclaration des Droits (3). « Qu'on se figure, dit à leur propos un pamphlet du temps, dans une salle assez vaste, trois marmitons, quatre perruquiers, cinq savetiers, neuf autres braillards, sept à huit de leurs femmes et l'on aura sous les yeux un tableau fidèle (4) ». La plupart de leurs membres ne savaient même pas lire et leur ignorance excitait souvent la verve des journaux fayettistes, que leurs discours naïfs mettaient en joie. En août 1791, le *Babillard* s'intéressait aux progrès de MM. Thomet et Gallois, membres importants du Club de la section de la Bibliothèque, tous deux perruquiers et notables, qui, depuis leur élévation aux dignités civiques, apprenaient à lire avec un zèle digne de meilleurs résultats. Il annonçait cependant, le 13 de ce mois, que Gallois commençait à former les lettres les plus difficiles, mais que les efforts de son compagnon obtenaient

(1) *Chronique de Paris*, n° 325, du 21 novembre 1790.

(2) *Babillard*, n° 21, du samedi 25 juin 1791.

(3) *Mercure National*, n° XXIV, du 10 mai, l'an 2^e de la liberté.

(4) Notes appartenant à M. de Maupas, Clubs et Sociétés populaires, 45 p. (1787-fin 1790), B. N. Mss Nelles acq. fr. 5.373.

moins de succès, car cet honorable citoyen s'occupait trop de politique et de législation.

Le vocabulaire qu'employaient les sociétaires était parfois plein d'imprévu. La *Feuille du Jour* du 16 avril et le *Lendemain* du 10 racontent, avec le même empressement, un incident qui s'était passé au Club fraternel des Jacobins. Il siégeait alors dans l'église et un des frères s'était, pendant la séance, réfugié dans un confessionnal. Quelques assistants s'en indignèrent et protestèrent avec véhémence, mais une sœur excusa le coupable en déclarant que le confessionnal était « débéni ». L'auteur des *Sabats Jacobites* ne laissa pas échapper une si belle occasion de montrer sa verve, mais, pour les besoins de sa cause, il inventa quelques détails piquants. « On allait faire, déclare-t-il, les motions les plus importantes quand une sœur arrive tout essoufflée et, montrant du doigt un confessionnal, elle dit :

« Dans ce lieu solitaire,
Une sœur, près d'un frère,
Je viens de voir.
Faut-il que je vous dise,
Qu'ils prennent cette église
Pour un boudoir? »

« Elle ajoute qu'il n'est pas décent de se comporter ainsi dans une église. Le jeune président calme les scrupules inconstitutionnels de la sœur, en disant :

« Puisque dans cette église, on voit
Un assemblage jacobite,
J'ose répondre sur ma foi
Que cette église est débénite. »

Les frères d'ailleurs se montraient, en général, pleins de modestie. Les Indigents, par exemple, se déclaraient aussi patriotes que les Jacobins; mais ils ne comparaient pas leur culture à celle des Amis de la Constitution. « Si, pour mériter ce titre d'Amis de la Constitution, il ne fallait que des lumières et de l'éloquence, la Société des Indigents ne se serait point hasardée à le prendre; mais, heureusement, il n'en est pas ainsi et, quoique elle ne puisse rivaliser en talens les Sociétés savantes qui portent le même nom, elle

aura assez fait pour le justifier si elle ne le cède à aucune en amour de la patrie et en obéissance à la loi (1). » En avril 1792, les mêmes Indigents font, à la Société patriotique de la section du Luxembourg, une déclaration empreinte d'une humilité de bon aloi : « Notre titre qui est réel de fait vous indique que sans fortune, mais riche en patriotisme, nous n'avons pas le tems de nous occuper à nous instruire pour pouvoir participer à vos délibérations par nos lumières, mais nous y viendrons pour pouvoir reporter à notre Société ce que pourra notre intelligence (2). »

En août 1791, un membre de la Société fraternelle des Jacobins, s'étonnant que l'on écrivît si mal dans une assemblée où l'on parlait si bien, demanda que la première condition pour obtenir le secrétariat fût de savoir lire, la seconde de parler français, la troisième d'avoir étudié pendant trois mois l'orthographe. Sa proposition fut repoussée (3). Cette ignorance de la plupart des membres apparaît d'ailleurs moins au manque d'orthographe — maints grands seigneurs d'alors ne faisaient pas mieux — qu'à l'incorrection du style, à l'idéalisme naïf et languissant de l'expression, au tour facilement oratoire qui s'éloignait du ton ordinaire de la conversation. L'ivresse de la liberté et le goût du palabre qu'elle développa généralisèrent, en l'aggravant, le style emphatique et sentimental de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Mais les sociétaires présentaient des excuses parfois touchantes. « Mon éducation est bien faible, dit le serrurier Girard, mais je crois que mon sentiment est pure, telle que la nature me l'a donnée et j'espère profiter de vos lumière sy vous voulez m'honorez de votre Sociétée. » Un de ses compagnons, Ballet, commence ainsi un long discours : « Je réclame votre indulgence en faveur du zèle qui m'anime; je ne suis ni orateur, ni écrivain, c'est mon patriotisme qui m'a fait faire ces réflexions, et son plein de

(1) *Adresse de la Société des Indigents, Amis de la Constitution, séante rue Jacob, lue à la Société des Amis de la Constitution aux Jacobins, rue Saint-Honoré, le mercredi 30 mars, l'an 2^e de la liberté*, Paris, s. d., in-8°, B. N. LB⁴⁰ 853.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 169.

(3) *Babillard*, n° 78, du mardi 30 août 1791.

faibles de stil et de liaison, mais n'envisagé que les matières qu'elles traites. »

Ils étaient d'ailleurs aussi pauvres qu'ignorants, et la contribution qu'on leur demandait pour subvenir aux dépenses de la société dont ils faisaient partie était en général fort peu élevée. Au Club fraternel des Jacobins, chaque membre donnait un sol en entrant dans la salle des séances (1). Aux Minimes, on l'a vu, Tallien se montra plus généreux encore et admit gratuitement les hommes, les femmes et les enfants âgés de douze ans. Il n'eut pas d'imitateurs. Tous les règlements font allusion au paiement d'une cotisation, mais, le plus souvent, ils n'en indiquent pas le montant. A la Société patriotique de la section de la Bibliothèque, cette contribution, qui devait être versée entre les mains du trésorier, fut fixée, le 10 mars 1792, à un minimum de quarante sols par trimestre (2). Un exemplaire du règlement était remis aux membres du Club de Sainte-Geneviève, au moment de leur admission, moyennant une somme de trois livres destinée à faire face aux frais exposés par la société. Ce chiffre était élevé pour une assemblée populaire; mais c'était la seule contribution qui fût demandée aux sociétaires et elle ne pouvait être augmentée qu'en cas de circonstances particulièrement graves. La négligence des frères pouvait être une source, d'ailleurs très incertaine, de revenus : s'ils égaraient leur cachet, il leur en était délivré un par duplicata, mais ils devaient le payer douze sols.

Le règlement de la Société patriotique des Grands-Augustins contient une disposition assez surprenante pour un club qui, à l'origine, n'admettait que les citoyens actifs. « La Société, dit l'article trente-cinq, voulant que le défaut de fortune ne puisse éloigner d'elle les citoyens qui en sont privés, les dépenses et les contributions pour y subvenir seront fixés avec la plus sévère économie. » La cotisation de chaque membre était arrêtée dans une assemblée spéciale-

(1) *Patriote français*, n° 588, du 19 mars 1791. *Révolutions de France et de Brabant*, n° 64 : « Les chaises se louent aux frais de la Société, quelquefois on décrète l'impression d'un discours; la contribution est d'un sol par membre et la Société trouve encore le moyen de répandre quelques bienfaits. »

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.662, fol. 27.

ment convoquée à cet effet, six jours à l'avance; elle devait comprendre au moins le tiers des sociétaires quand il s'agissait de dépenses extraordinaires. Les contributions étaient versées dans la quinzaine. A défaut de paiement, le secrétaire prévenait le président et avertissait le retardataire. On lui accordait un dernier délai de quinze jours et, s'il n'en usait pas pour se mettre en règle, il cessait de faire partie de la Société. Les membres nouvellement admis déposaient leur cotisation quand ils étaient introduits.

Malgré ces précautions, les finances des sociétés populaires furent souvent en piteux état et leur misère leur valut, à maintes reprises, les brocards des journaux fayetistes. Au mois de juin, les membres du Club des Halles, désireux de venir en aide aux Avignonnais, firent une quête en leur faveur et réunirent difficilement six livres (1). Cette somme, d'ailleurs, ne parvint jamais à ceux à qui elle était primitivement destinée : la société, criblée de dettes, pensa qu'il était plus sage de désintéresser ses créanciers (2). Le propriétaire de la salle où elle logeait avait si peu de confiance dans sa solvabilité qu'il émit la prétention de faire signer l'inventaire des objets qui s'y trouvaient par huit membres notoirement solvables; mais, dit le *Babillard* qui, sans doute, exagère, comme soixante frères seulement assistaient à la séance, cette mesure fut jugée inapplicable et la demande ajournée. « Ceux qui prétendent que les finances de la société ne sont pas dans un état florissant, écrit-il encore le 20 août, sont des calomniateurs bien hardis. Il est constaté par le rapport du trésorier qu'il y a dans les coffres vingt-huit livres tournois. » A la fin du mois de septembre, un sociétaire proposa de célébrer un service funèbre pour le repos des victimes de l'affaire du 17 juillet; mais, en raison des frais qu'elle aurait entraînés, cette motion embarrassa fort l'assemblée qui la renvoya à la première séance où tous ses membres seraient réunis (3). Le projet formé quelques jours plus tard par quelques sociétaires d'offrir à Robespierre une petite statue pour lui

(1) *Babillard*, n° 21, du samedi 25 juin 1791.

(2) *Babillard*, n° 64, du mardi 16 août 1791.

(3) *Babillard*, n° 106, du mardi 27 septembre 1791.

prouver l'attachement du club n'eut pas un sort plus heureux. « Elle est dans les cœurs, s'écria un assistant économe, que ce sentiment unanime nous épargne la dépense d'un buste (1). »

Les Indigents ne démentaient pas davantage le nom qu'ils s'étaient donné. Le paiement de leur loyer les mettait dans un cruel embarras et ils déploraient la dure nécessité qui les obligeait à payer leurs dettes. Dans la *Jacobinède*, Marchant se moque de leur aspect misérable :

« Ces enfans de la liberté,
Qu'au club jacobite on renomme
Pour leur prudente intégrité,
N'ont point cet éclat emprunté
Qui blesse les yeux de tout homme
Partisan de la pauvreté.
Chacun de ces preux militaires,
Bien loin d'avoir du superflu,
Par civisme, à présent, n'a guères
Que l'honneur d'être presque nud.
Avec ce nom de patriotes,
Nom glorieux qui leur plaît tant,
Ils se consolent aisément,
D'être sans bas et sans culottes! (2) »

La même pauvreté régnait à la Société fraternelle des Jacobins. Au mois de juin 1791, elle ne put réunir la somme nécessaire pour faire imprimer le discours d'un de ses membres (3). En avril, elle ouvrit une souscription pour l'entretien de deux gardes nationaux; mais les fonds versés furent si modiques que quelques sociétaires, alléguant leur insuffisance, demandèrent qu'on les employât à des affiches patriotiques. Il y eut une longue discussion. On rappela les intentions des donateurs et l'on décida enfin de les consulter avant de rien entreprendre (4). Quand le Club, au mois

(1) *Babillard*, n° 113, du mardi 4 octobre 1791. *Feuille du Jour*, n° 279, du jeudi 6 octobre.

(2) La *Jacobinède*, poème héroï-comi-civique, par l'auteur de la Chronique du Manège, des Sabats Jacobites, de la Constitution en vaudeville, etc... Paris, in-8°, 1792.

(3) *Babillard*, n° 9, du samedi 12 juin 1791.

(4) *Babillard*, n° 78, du 30 août 1791. La *Feuille du Jour* va plus loin

de septembre, nomma un archiviste, il ne put, faute d'argent, lui accorder aucun traitement (1).

II. — IMPORTANCE NUMÉRIQUE DES SOCIÉTÉS POPULAIRES.

Il est difficile de savoir exactement quelle était l'importance numérique des diverses sociétés populaires. Les journaux fayettistes, qui publient assez régulièrement de longs et satiriques comptes-rendus de leurs séances, donnent cependant quelques indications. « Hier 20 juin, cette assemblée (il s'agit des Indigents), dit le *Babillard* du 21, était composée de trois cents personnes, dont quarante femmes : beaucoup d'ouvriers, quelques femmes un peu mises, quelques hommes aussi. Ce sont les meneurs dont Prud'homme est à la tête. *Ab illo disce omnes*. » Vers le même moment, Debrie, coiffeur de dames qui demeure dans la maison où la société des Indigents tient ses séances, n'indique pas le nombre de ses membres, mais affirme qu'il est « très considérable ». Le 24 juin, le *Babillard* rend compte de la réunion du Club des Halles où se trouvaient, dit-il, quatre cents personnes. Il donne à peu près le même chiffre en racontant la discussion que souleva l'attribution de la présidence perpétuelle à Sergent : « Quatre ou cinq cents frères et amis ont failli s'assommer mutuellement (2). »

Les « huit ou neuf cents individus dont la Société est composée » écrit M^{me} Robert à propos du Club fraternel des Jacobins, le 20 avril 1791 (3). Ce chiffre est confirmé par la *Feuille du Jour* qui indique que huit cents personnes assistaient à la séance du 20 février 1791 (4). La Société des Ennemis du Despotisme comptait, suivant le témoignage de Dulaure, plus de huit cents membres (5). Une déclaration de la Société patriotique de la section de la Biblio-

encore : « Un frère demande, dit-elle, si les fonds dont la destination embarrasse la société existent en réalité. Cette question reste sans réponse. »

(1) *Babillard*, n° 99, du 20 septembre 1791.

(2) *Babillard*, n° 39, du jeudi 11 août 1791.

(3) *Mercure National ou étranger*, n° XV, du samedi 30 avril 1791.

(4) *Feuille du Jour*, n° 56, du vendredi 25 février 1791.

(5) Dulaure, *Histoire physique, civile et morale de Paris*, Paris, 1837, in-8°, 6^e éd., t. 6, p. 387.

thèque, du 15 juin 1791, signée par tous les membres présents, comporte quatre-vingt-trois noms (1). Le 17 juillet, quatre cents personnes se trouvaient réunies à la Société fraternelle des Minimes (2).

Cependant les séances ne comptaient pas toujours un grand nombre de sociétaires. Le *Lendemain* du samedi 16 avril 1791 écrit, en parlant du Club des Jacobins : « Il faisait beau, le chemin de la Courtille était bien sec... Il n'y avait personne à la fraternité; douze ou quinze frères, autant de sœurs, le président lui-même avait été retenu par un écot; il ne vient qu'après sept heures. » Le *Babillard* du 29 août déclare de son côté que quinze membres seulement étaient réunis dans la salle d'assemblée du Club de la Michodière (3).

Dans la plupart des règlements, une clause fixe le nombre des membres nécessaire pour ouvrir la séance. Il était de vingt, y compris les officiers, à la Société patriotique de Sainte-Geneviève, de quinze à celle de la Bibliothèque. Ce chiffre n'était d'ailleurs pas toujours atteint; neuf personnes seulement se trouvèrent réunies à ce club le mardi 24 avril 1792; la séance fut cependant ouverte, en dépit des règlements, afin de recevoir les commissaires du Club patriotique de la section du Luxembourg qui s'étaient déjà présentés le 14 avril, mais qui n'avaient trouvé que deux sociétaires (4).

III. — LES FEMMES ET LE FÉMINISME DANS LES SOCIÉTÉS POPULAIRES

Les clubs populaires ne se contentaient pas d'admettre les citoyens passifs; les plus importants d'entre eux étaient ouverts aux femmes et portaient plus spécialement le nom de Sociétés fraternelles. Elles étaient regues aux clubs des Indigents, des Halles, des Nomophiles, des Minimes, des

(1) *Déclaration de la Société patriotique de la section de la Bibliothèque*, Paris, s. d., 2 p. in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 860.

(2) *Bouche de Fer*, n° 101, du 23 juillet 1791.

(3) Après l'affaire du Champ de Mars, les séances ne réunirent, ainsi qu'on le verra plus loin, que fort peu de membres, mais les circonstances exceptionnelles expliquaient le petit nombre des assistants.

(4) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.662, fol. 31.

Ennemis du Despotisme, aux sociétés fraternelles des Jacobins et des Carmes. Elles figuraient dans les députations de ces assemblées et prenaient la parole à leurs séances. Ce fut chez une sœur, « intrépide motionnaire », que les membres du Club des Halles se réunirent après le 17 juillet 1791. Mais c'est dans la Société fraternelle des Jacobins que leur rôle est le mieux connu. Les sœurs participaient, au même titre que les hommes, aux délibérations et aux élections; deux d'entre elles étaient secrétaires; elles étaient élues au scrutin de liste comme les quatre frères qui remplissaient les mêmes fonctions et chargées de tenir registre des présentations des femmes qui voulaient être admises dans la Société. Un secrétaire de chaque sexe devait toujours siéger auprès du président, et c'est ainsi, qu'au mois d'août 1791, M^{lle} Pépin tint la plume à côté de « Monsieur son frère », Pépin-Dégrouhette. Les six scrutateurs chargés des élections étaient recrutés indifféremment parmi les hommes et les femmes qui composaient l'assemblée. Ces dernières pouvaient, comme les hommes, présenter tous ceux et celles qui sollicitaient leur admission; elles entraient sur un pied d'égalité (six membres de chaque sexe) au comité de conciliation; elles faisaient partie des délégations et des commissions (1); elles aspiraient même à la présidence, mais, sur ce point du moins, elles ne paraissent pas avoir obtenu satisfaction, car on n'en trouve aucune qui ait occupé ce poste.

La présence des femmes dans les clubs populaires provo-

(1) *Babillard*, n° 11, du mardi 14 juin 1791. On avait chargé dans une séance précédente quatre commissaires rapporteurs de réfuter « une calomnie atroce que la Municipalité de Paris s'était permise contre la Société fraternelle relativement à la journée du 18 avril. » Or le rapport n'avait pas encore été présenté et un frère s'en plaignit à la tribune. « On a proposé, dit le *Babillard*, d'en nommer huit nouveaux qui, avec les quatre premiers, font la somme de douze : ce qui paraissait suffisant, mais les sœurs ont voulu en être. On a ri, elles ont insisté : « Quelle différence entre les hommes et nous, a dit l'une d'elles? Je demande que nous puissions être nommées non seulement au secrétariat et au commissariat, mais à la présidence. » La sœur était jolie; les amateurs ont applaudi. Un autre Névius Galéa a observé que c'était le vrai moyen de dissoudre la Société. Sœur Joliva est montée à la tribune. Après s'être disculpée de quelques inculpations, elle a invité la société de se souvenir du nom qu'elle portait. Cet argument a déterminé le vœu de la Société et les commissaires femelles ont été adjoints, en nombre égal, aux commissaires masculins ».

qua souvent les plaisanteries des journaux fayettistes. L'admission de la sœur Dalbert à la Société fraternelle des Jacobins, raconte le *Babillard* du 12 juin 1791, avait causé quelque tumulte parmi l'élément féminin de l'assemblée. Mais les frères, indignés par cette agitation que l'un d'eux appela une « cabale des vénérables sœurs », intervinrent à l'unanimité en faveur de la nouvelle élue qui présenta une justification si touchante que des larmes tombaient des yeux de tous les assistants ! Déjà, au mois d'avril, ils n'avaient pas voulu retenir l'accusation portée contre une sociétaire qui, d'après le rapport fait par une de ses compagnes, tirait de la galanterie le plus clair de ses ressources (1). Mais l'aimable indulgence que les frères réservaient à leurs sœurs pécheresses, devait se manifester moins souvent que les feuilles de droite ne le prétendent. Les relations trop tendres qui auraient existé entre les membres des deux sexes composant la société populaire des Jacobins leur offraient un thème facile (2). A les en croire, les Amis de la Constitution eux-mêmes auraient trouvé auprès de l'élément féminin de cette assemblée un accueil toujours favorable. Ce serait faire injure au petit peuple du quartier des Tuileries que d'ajouter foi à des accusations gratuites, et il ne suffit pas, pour les justifier, de prétendre que les mères de famille honnêtes et les honorables boutiquières de

(1) *Feuille du Jour*, n° 101, du lundi 11 avril 1791.

(2) Voir la *Jacobinède* :

« De la même Société,
Parut le bataillon femelle.
Là, mainte jeune jouvencelle,
Fière de sa virginité
Qui, chaque jour, se renouvelle
Et qui, pour narguer à jamais
Les prétendus aristocrates,
Ne prodigue ses doux attraits
Qu'aux plus pétulens démocrates,
Va combattre sous l'étendart
De la plus sage des matrones,
De Genlis-Silléri-Brulart.
De ces invincibles Bellones,
On ne peut compter les travaux
Car, fuyant un lâche repos,
Aucune de ces amazones
N'a jamais pu tourner le dos. »

la rue Saint-Honoré avaient assez à faire chez elles pour ne pas venir perdre un temps précieux dans la bruyante assemblée du couvent des Jacobins. Il est vrai que le Palais-Royal et la rue du Pélican n'étaient pas très éloignés de cette maison, et il se peut que quelques-unes de leurs pensionnaires aient obtenu, par un échange de faveurs, le droit d'assister aux séances du club populaire qu'elle abritait. Toutefois les femmes qui en faisaient partie étaient pour la plupart, de très honnêtes personnes et les critiques qu'on leur adressait leur étaient aussi indifférentes que le ridicule dont on tendait de les couvrir et qu'elles ne sentaient pas. Elles ne bornèrent d'ailleurs pas leur ambition au rôle modeste qu'il leur était permis de jouer à la Société fraternelle. Elles prétendirent conquérir une place dans l'Administration publique et Louise Robert, fille du chevalier Guynement de Kéralio, se fit leur interprète.

C'était une « petite femme, spirituelle, adroite et fine », très supérieure à son mari, une vraie « spartiate », déclare l'*Orateur du Peuple*. Elle parlait beaucoup, aimait le monde et recevait chez elle, deux fois par semaine, Antoine, Chabot, Camille Desmoulins, Danton et, même, après que celui-ci eût porté le gros François Robert à la députation de Paris, « d'Orléans et mille autres ». Elle se fardait sans mesure, s'habillait de façon assez peu discrète et sa tenue au lendemain du 17 juillet causa un certain étonnement à M^{me} Roland qui, il est vrai, ne l'aimait pas. « Ils ont de mauvaises notes sur leur compte, dit-elle en parlant du ménage; M^{lle} de Kéralio a tenté des entreprises de librairie qui lui ont donné lieu à faire une banqueroute frauduleuse, la veille de laquelle elle avait emprunté à Lameterie, aujourd'hui député, cinquante louis à titre de prêt et d'amitié. Robert, son mari, s'est retiré pendant cinq semaines à la suite du massacre du Champ de Mars chez l'avocat Leblanc qui, pendant le séjour de Robert dans son appartement, a eu un secrétaire forcé et deux mille écus d'emportés; tous deux sont brouillés avec le père Kéralio à l'égard duquel ils ont agi indignement. »

Le 13 août 1789, Louise Robert qui n'était encore que M^{lle} de Kéralio, avait fondé le *Journal d'Etat et du Ci-*

toyen (1). Au mois de novembre, elle entra en conflit avec le Comité de Police de l'Hôtel de Ville qui, on l'a vu, ne lui permit pas d'installer une presse dans sa maison. Elle abandonna la publication de son journal et, à la veille de 1790, fonda avec Carra, Masclet et Hugou de Bassville une nouvelle feuille qui reçut alors le nom de *Mercure National ou Journal d'État et du Citoyen* (2) et dont, par la suite, François Robert prit avec elle la direction. Elle devint bientôt un membre assidu de la Société fraternelle des Jacobins. Le 4 décembre 1791, elle y proposa un remède aux abus qui s'étaient glissés dans l'administration des hôpitaux et dont la députation envoyée par le Club à l'Hôpital Général avait pu se convaincre. Elle demanda que les administrateurs fussent temporaires, élus pour deux ans par les assemblées primaires dans les mêmes conditions d'éligibilité que les autres fonctionnaires publics et soumis à une étroite sur-

(1) *Journal d'État et du Citoyen*, par M^{lle} de Kéralio, de l'Académie d'Arras et de la Société patriotique bretonne (13 août-30 novembre 1789), imp. N. H. Hyon, 2 vol. in-8°, Lc² 21.

(2) *Mercure National ou Journal d'État et du Citoyen*, par M^{lle} de Kéralio et MM. Carra, Masclet et Hugou de Bassville, 31 décembre 1789-30 août 1790), imp. 3 vol. in-8°, Lc² 215. En 1790, cette feuille fusionna avec les *Révolutions de l'Europe*, de Tournon, et prit le titre de *Révolution de l'Europe et Mercure National réunis*, journal démocratique rédigé par M^{me} Robert, ci-devant de Kéralio, de l'Académie d'Arras; Louis-Félix Guynement, ci-devant de Kéralio, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres; Ant. Tournon, de l'Académie d'Arras; Hugou, ci-devant de Bassville, de plusieurs académies; et François Robert, professeur de droit public, tous membres de la Société des Amis de la Constitution. Au bureau, place Henri-IV, chez M. Robert, rue de Grammont, n° 77.

A partir du n° XXI, le titre du journal devint *Mercure National ou Révolutions de l'Europe*, journal démocratique. Le nom de Tournon disparut bientôt (n° XXVI), puis Hugou de Bassville abandonna à son tour la rédaction, le 23 novembre 1790 (n° XLI), après s'être brouillé avec les Robert (voir n° IX, du 4 janvier 1791 : compte-rendu par Louise Robert des *Mémoires historiques, politiques et critiques sur la Révolution de France avec toutes les opérations de l'Assemblée Nationale*, par N. J. Hugou, ci-devant de Bassville, membre de plusieurs académies, 4 vol. in-8°). Cette rupture fut amenée par les critiques qu'adressa Hugou à Robert dans le n° 6 de la *Correspondance Générale de France*, au sujet de la brochure de celui-ci sur le *Républicanisme adapté à la France*.

Au mois d'avril 1791, la feuille éditée par les Robert changea encore une fois de nom et devint le *Mercure National et Étranger ou Journal politique de l'Europe*, par Louise Robert, de l'Académie d'Arras, Fr. Robert, 16 avril-5 juillet 1791.

veillance. Tous les trois mois, douze citoyennes et citoyennes choisies par les sections de Paris, visiteraient, par groupes de deux, les établissements hospitaliers de la capitale et rendraient compte au Directoire du Département de ce qu'ils auraient vu ou des réclamations qui leur auraient été adressées. Leurs procès-verbaux seraient examinés en fin d'année par des commissaires élus, eux aussi, par les sections et qui feraient parvenir un rapport au Directoire. Les administrateurs incapables seraient mis à la retraite, les prévaricateurs soumis à la rigueur des lois. Louise Robert justifia la présence des femmes parmi les inspecteurs : elles verront, dit-elle, beaucoup de détails domestiques qui échapperaient à des hommes et, comme elles sont plus sensibles que ces derniers, les abus dont souffrent les indigents, les indigneront davantage (1).

A partir du mois de juillet 1791, la Société fraternelle des Jacobins compta, avec M^{me} Palm d'Aelders, une féministe plus ardente encore et dont Louise Robert accepta difficilement la présence. Elle avait tenté de s'opposer à son admission en prétendant qu'elle s'était fort mal conduite envers sa famille et en l'accusant d'être vendue à la Prusse. Dans le discours de réception qu'elle prononça, le 12 juin, à la Bibliothèque des Jacobins, Etta Palm fit justice de ces griefs. Elle rappela les services qu'elle avait rendus à la cause publique; elle affirma que, née et élevée dans une république, les principes de liberté et d'égalité étaient ancrés dans son cœur et invoqua, en sa faveur, les témoignages de Carra, de Brissot et de Pio. Elle assura la Société fraternelle de sa gratitude et de son dévouement, fit le serment de vivre et de mourir pour la liberté et de consacrer tous ses efforts à l'utilité, à la prospérité et au bonheur de tous (2).

(1) *Extrait des Délibérations de la Société fraternelle des deux sexes, séance aux Jacobins Saint-Honoré du dimanche 4 décembre de l'an III*, s. l. n. d., 15 p. in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.418. La Société vota à l'unanimité l'impression de ce discours et son envoi au Département, à la Municipalité de Paris, aux quarante-huit sections et à toutes les sociétés patriotiques du royaume « avec invitation de le prendre dans la plus grande considération. »

(2) *Discours de réception prononcé à la Société fraternelle par Etta Palm, née d'Aelders, le 12 juin 1791, et justification sur la dénonciation de Louise*

Etta Palm était une Hollandaise, membre de la Confédération générale des Amis de la Vérité où elle avait pris la parole pour la première fois à la huitième assemblée fédérative, le 30 décembre 1790. Elle fut un des plus ardents champions du féminisme. Elle déplora le sort des femmes réduites aux seuls soucis de leur ménage, sacrifiées à tous les préjugés, esclaves dans leur jeunesse des volontés de leurs pères, soumises plus tard aux caprices de leurs maris et victimes d'une éducation qui désarmait leur courage et étouffait leur esprit (1). Elle demanda pour elles, avec instance, l'égalité civile. Elle envoya une députation à la Constituante pour la remercier d'avoir voté, le 12 mars 1791, le décret sur les successions *ab intestat*, dont l'article premier abolissait, entre les héritiers, toute inégalité fondée sur la distinction des sexes. Plus tard, elle rédigea, au nom des citoyennes françaises, une adresse à l'Assemblée nationale pour la prier de rejeter l'article treize du Code de Police, présenté par le Comité de Constitution, qui punissait plus sévèrement l'adultère de la femme. Etta Palm assura que les pouvoirs des époux devaient être égaux et que les lois ne pouvaient établir de différence entre leurs deux autorités, mais devaient accorder à tous deux la même protection. Il était injuste de laisser au mari « toutes les facilités du vice », tandis que la femme, dont l'existence « fragile » était soumise « à des maux sans

Robert. Il se trouve dans une brochure intitulée *Appel aux Françaises sur la régénération des mœurs et Nécessité de l'influence des femmes sur un gouvernement libre* (Paris, 1791, in-8°), qui comprend « plusieurs ouvrages » qu'Etta Palm fit réimprimer, en juillet 1791, pour répondre aux accusations de la *Gazette Universelle*. Deux exemplaires se trouvent à la B. N. Lb³⁹ 9.980 et à la B. V. P. 12.807.

(1) *Discours sur l'injustice des lois en faveur des hommes, au dépend des femmes, lu à l'Assemblée fédérative des Amis de la Vérité le 30 décembre 1790*, par M^{me} Etta Palm d'Aelders, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.980 et B. V. P. 12.807. Voir également *Bouche de Fer*, n° 1, du 3 janvier 1791 et B. N. Lb⁴⁰ 2.610.

La même profession de foi se trouve dans l'Adresse du Cercle patriotique des Amies de la Vérité à MM. les Président et Membres du Comité d'Aliénation (*Bouche de Fer*, n° 64, du 7 juin 1791), dans l'Adresse de la Société patriotique et de bienfaisance des Amies de la Vérité aux quarante-huit sections, rédigée par M^{me} Etta Palm, née d'Aelders, et dans l'Adresse des Citoyennes françaises à l'Assemblée nationale, qui se trouvent toutes deux dans les recueils de la B. N. Lb³⁹ 9.980 et de la B. V. P. 12.807.

nombre, aurait toute la difficulté de la vertu pour partage ».

Etta Palm ne poursuivait pas de buts politiques, et, lors-qu'elle fonda la Société patriotique et de bienfaisance des Citoyennes, Amies de la Vérité, elle se proposa seulement des fins charitables (1). Le 18 mars 1791, elle demanda qu'il fût créé, dans chaque section de la capitale, des clubs de femmes qui entreraient en relations avec toutes les sociétés fraternelles de France. Les Amis de la Vérité surveilleraient leur activité et c'est sous leur contrôle que les chefs de ces assemblées se réuniraient, chaque semaine, en un Directoire général. Ces clubs devaient être chargés de distribuer des secours aux indigents, de visiter les malades et les infirmes, de veiller à l'éducation des enfants et au choix des nourrices afin de « donner à la génération future des hommes sains et robustes ». Une cotisation mensuelle d'un écu était envisagée pour faire face aux frais (2). Cette proposition fut si bien accueillie qu'Etta Palm invita toutes les femmes qui étaient présentes à se réunir le vendredi suivant, 25 mars, à cinq heures du soir. Cette assemblée eut

(1) Cependant le 1^{er} avril 1792, Etta Palm vint solliciter de l'Assemblée nationale l'admission des femmes à tous les « emplois civils et militaires ». Elle déclara que les femmes, ayant partagé les dangers de la Révolution, devaient participer à ses avantages. Elle demanda, disent Mavidal et Laurent (*Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XLI, p. 63) : « 1^o que l'Assemblée nationale accorde une éducation morale et nationale aux filles; 2^o qu'elles soient déclarées majeures à vingt et un ans; 3^o que la liberté politique et l'égalité des droits soient communes aux deux sexes; 4^o que le divorce soient (*sic*) décrété. » Le président répondit à M^{me} Palm et aux femmes qui l'accompagnaient que le Corps législatif éviterait soigneusement dans l'élaboration des lois futures « tout ce qui pourrait exciter leurs regrets et leurs larmes. » Il renvoya leur pétition aux Comités de législation et d'instruction publique réunis. Naturellement cette requête ne fut suivie d'aucun effet. (Cf. Lenôtre, *La Révolution par ceux qui l'ont vue*, Paris, Grasset, 1934, in-16, p. 127 et suiv.).

(2) Lettre d'une Amie de la Vérité, Etta Palm, née d'Aelders, Hollandaise, sur les démarches des ennemis extérieurs et intérieurs de la France, suivie d'une adresse à toutes les citoyennes patriotes et d'une motion à leur proposer pour l'Assemblée nationale, lue à l'Assemblée fédérative des Amis de la Vérité, le 23 mars 1791, B. N. Lb³⁹ 9.980 et B. V. P. 12.807. Elle parut également dans la *Bouche de Fer*, n^o 94, du 23 mars 1791. S. Lacroix, qui la publie *in-extenso*, indique qu'elle fut lue par Fauchet, à la 26^e séance de l'Assemblée fédérative, le 18 mars. La date donnée par le recueil de la Bibliothèque de la Ville de Paris ne serait donc pas exacte.

lieu au bureau du Cercle Social, 4, rue du Théâtre-Français, sous la présidence de Mailly de Chateaurenaud. C'est là que fut fondée la Société des Citoyennes patriotes, Amies de la Vérité (1). Au mois de mai, Etta Palm obtint l'adhésion de « Madame de Bourbon » (2) et sollicita du Comité d'Aliénation de l'Assemblée Constituante, l'autorisation de tenir séance dans un des couvents désaffectés de Paris ou dans quelque autre bâtiment appartenant à la Nation. Le 22, le Comité transmit son mémoire au Directoire du Département, en l'engageant à accorder sa protection et son appui à la nouvelle société et à accueillir sa requête (3). Etta Palm rédigea alors une adresse aux quarante-huit sections, les informa du but que se proposaient les Amies de la Vérité et les avisa du dessein qu'elles avaient formé de secourir et d'élever des petites filles nées de parents indigents en leur donnant une éducation qui les rendrait capables de gagner honnêtement leur vie. Etta Palm invita les sections à nommer chacune deux dames « pour concourir à leur bonne œuvre par leurs lumières et leur contribution ». Celle-ci était fixée à la somme élevée de trois livres par mois. Aucune section ne répondit à cet appel. Cependant les Amies de la Vérité ne se découragèrent pas. Elles firent imprimer un prospectus qu'elles répandirent à profusion dans la capitale et qu'elles adressèrent à l'évêque et aux curés de Paris, ainsi qu'à toutes les personnes « connues pour avoir de la fortune ». Cette deuxième tentative n'eut pas plus de succès. Les membres de la société ne réunirent que leurs propres contributions et « cent livres envoyées par un magistrat, citoyen ami de la liberté, de l'humanité et de l'égalité. » Il leur resta, tous frais déduits, une somme de sept cents livres qu'elles employèrent à l'éducation de trois jeunes per-

(1) Le procès-verbal de cette réunion fut communiqué à la 27^e séance de l'Assemblée fédérative qui en ordonna l'impression. Brissot annonça la fondation de la nouvelle société dans le numéro du 1^{er} avril 1791 du *Patriote français*. « Des clubs patriotiques de citoyennes, dit-il, se sont formés à Bordeaux, Alais et Nantes. Paris méritait bien de posséder un institut aussi utile : il vient de s'en élever un dans l'Assemblée fédérative. » La deuxième séance eut lieu quelques jours plus tard. Les Amies de la Vérité la consacrèrent à l'examen et la discussion de leurs règlements (*Bouche de Fer*, n° 42, du 14 avril 1791).

(2) et (3) *Bouche de Fer*, n° 64, du 7 juin 1791.

sonnes (1). Au mois d'avril 1792, les Amies de la Vérité firent paraître un nouvel appel à tous ceux qui devaient sentir « le regret de n'avoir pas répondu à leur désir ». Elles y indiquaient que les fonds devaient être versés, soit chez la trésorière, M^{me} Boucher, rue Sainte-Avoie, n° 25, soit chez M^{me} d'Aelders, secrétaire, 1, rue Favart, soit enfin, chez M^e Aleaume, notaire, rue Croix-des-Petits-Champs (2).

Louise Robert et Etta Palm d'Aelders ne furent pas les seuls apôtres du féminisme. Sa plus zélée propagandiste fut Olympe de Gouges qui n'appartint à aucune société fraternelle et resta en dehors de toutes les manifestations populaires. Il n'en fut pas de même de Théroigne de Méricourt, membre de la Société fraternelle des Jacobins, dont le nom est plus connu encore.

Les femmes trouvèrent également un avocat en Condorcet. Il ne se contenta pas de réclamer pour elles l'égalité civile; il prétendit qu'elles devaient, comme les hommes, recevoir le « droit de cité ». Il examina les arguments que l'on opposait aux revendications féminines : la faiblesse physique des femmes et leur infériorité intellectuelle, leur absence de raison, leur manque absolu de tout sentiment de justice, la dépendance où elles se trouvaient envers leurs maris, et il entreprit de prouver leur peu de valeur. Ce qu'on leur reprochait, dit-il, était surtout les conséquences d'une

(1) *Révolutions de Paris*, n° 143, du 31 mars au 7 avril 1792 : Comptendu par la Société patriotique de bienfaisance des Amies de la Vérité, et B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.673, fol. 163.

(2) Etta Palm disparut en 1793 : elle émigra sans doute. Le magistrat qui vint apposer les scellés à l'appartement qu'elle occupait, au n° 1 de la rue Favart, trouva dans le salon, dit Lenôtre (*La Révolution par ceux qui l'ont vue*, p. 127 et suiv.), le portrait d'un officier, un divan long de six pieds et fort large et, dans la chambre à coucher, quatre glaces dont l'une garnissait tout le fond du lit.

Les papiers d'Etta Palm d'Aelders se trouvent aux A. N. (T 364). Ce sont des pièces concernant ses démêlés avec Heurtault de Lamerville qui lui devait quinze mille livres provenant d'un transport de créance fait à son profit par le comte de Maillebois le 20 janvier 1790, des factures de l'installation de son appartement rue Villedot en 1778, un inventaire de son mobilier dressé après son émigration, les réclamations de son miroitier qui n'avait pas été payé, etc... Les seuls documents pouvant présenter un intérêt historique (Réflexions sur diverses questions politiques et sur Mirabeau), sont en hollandais. (Cf. A. N. T 1.601, procès-verbal des pièces contenues dans le dossier T 364.)

éducation malheureuse et d'une loi civile injuste. L'influence qu'elles exerçaient en secret était plus dangereuse que leur intervention officielle dans la vie publique et le rôle qu'on leur permettrait d'y jouer les écarterait moins de leurs devoirs et des soins de leurs ménages que les goûts futiles auxquels les condamnaient leur éducation et leur oisiveté (1).

Ce n'était pas l'avis des *Révolutions de Paris*. Quand Prud'homme fonda la Société des Indigents et permit à sa femme de la présider, il ne respecta pas les principes professés dans la feuille qu'il éditait. A en croire celle-ci, les femmes de la noblesse et de la bourgeoisie, également frivoles et corrompues, étaient responsables de la dépravation des mœurs qui avait livré la France au despotisme; c'étaient elles qui raillaient le plus impitoyablement « tous les ridicules des patriotes ». Seules les femmes du peuple trouvaient grâce devant les *Révolutions de Paris*, pour le courage et la fermeté dont elles avaient fait preuve depuis le début de la Révolution. Encore étaient-elles invitées « au nom de la patrie, au nom de la nature, au nom des bonnes mœurs » dont leurs clubs étaient les « fléaux », à demeurer dans leurs maisons (2). Si les hommes étaient chargés du gouvernement de la cité, c'est à leurs compagnes qu'incombaient les soins du ménage; leur situation n'était pas inférieure, elle était différente. Elles devaient administrer leur intérieur et y faire régner l'ordre et la paix.

IV. — L'ACTIVITÉ POLITIQUE DES FEMMES.

Les citoyennes opposaient leur zèle à la sagesse des principes professés par les *Révolutions de Paris*. Elles n'avaient pas attendu la réunion des États Généraux pour intervenir dans la vie politique (1). Au mois de juin 1788, à Grenoble, elles s'opposèrent plus violemment encore que les hommes au départ du Parlement à qui le gouverneur du Dauphiné,

(1) *Journal de la Société de 1789*, n° V, 3 juillet 1790.

(2) Adrien Lasserre, *La Participation collective des femmes à la Révolution française. Les antécédents du féminisme*, Paris, 1906. Chap. 1^{er} : L'action féministe à l'aube de la Révolution.

Clermont-Tonnerre, avait signifié un ordre d'exil. Elles veillèrent elles-mêmes sur le Palais de Justice où les magistrats avaient été ramenés au son des cloches et jurèrent de ne pas désarmer avant d'avoir obtenu le renvoi des troupes. En juillet, elles prirent part au mouvement qui amena la réunion des États de Vizille. Quelques mois plus tard, en janvier 1789, elles déclarèrent, dans une adresse au roi, qu'elles ne sauraient mettre au monde des enfants « destinés à vivre dans un pays soumis au despotisme ».

Cette attitude des Dauphinoises ne fut pas un fait isolé. Au mois de janvier 1789, à Rennes, les femmes se battirent aux côtés des hommes dans le conflit qui opposa la noblesse et le tiers aux États de Bretagne. Le 6 février, à Angers, elles décidèrent d'intervenir en cas de trouble et se réservèrent le soin des bagages et des subsistances. Partout elles s'intéressèrent aux élections. A Chevanneau, dans l'Angoumois, elles prirent part aux opérations de vote sans rencontrer de résistance. Elles poussèrent leurs revendications plus loin encore, proclamèrent leur droit au travail et demandèrent leur admission aux États Généraux. On sait d'ailleurs le rôle qu'elles jouèrent dans les premières journées révolutionnaires. Bientôt, obéissant à la mode du temps, elles fondèrent des clubs qui ne se proposaient pas uniquement des fins charitables. Les premiers furent créés en province. Dès le 2 janvier 1790, dit la *Chronique de Paris*, vingt-deux jeunes femmes de Civrai-en-Poitou formèrent une Société patriotique dont la secrétaire fut M^{lle} Rose Pressac de la Chesnaye. Il en exista d'autres à Bordeaux, à Alais, à Brest, à Lille (1), à Lyon, où les nombreuses femmes qui faisaient partie des trente et un clubs populaires de la ville tinrent, au mois de juin 1791, plusieurs assemblées, se cotisèrent afin de payer le rachat de deux prisonniers et se rendirent en cortège à la cathédrale pour

(1) *Bouche de Fer*, n° 61, du 31 mai 1791. « Nous avons déjà parlé de la Société des Citoyennes de Creil, d'Alais, de Brest; celle de Lille vient de se former et ne peut que réveiller ou, plutôt, soutenir le zèle des bons citoyens. » Le Club des « Jeunes demoiselles » d'Alais est encore mentionné dans une note d'un pamphlet *Avis sur les Clubs* (s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.555) que M. Aulard a publié dans le t. 2 de la *Société des Jacobins* (p. 239 et suiv.).

y entendre la messe et chanter un *Te Deum* (1). En août, elles nommèrent une présidente, prêtèrent serment et firent frapper une médaille (2). Elles se réunirent tous les dimanches à l'heure des Vêpres dans une maison de la rue du Pas-Etroit. Elles ne furent guère prises au sérieux; cependant les plaisanteries dont on les accablait (3) ne les découragèrent pas et, en janvier 1792, elles firent hommage de leurs règlements à la Société des Jacobins de Paris et lui demandèrent l'affiliation et la correspondance.

Dans certaines villes, les femmes allèrent jusqu'à s'organiser en corps militaires dont l'Assemblée Nationale reconnut parfois l'existence. A Vic-en-Bigorre, en 1790, elles furent autorisées à s'armer pour la défense de la patrie. A Creil, dans l'Oise, elles formèrent, au début de 1791, une Société de Citoyennes Amazones qui composa une des compagnies de la garde nationale de la ville. Elles se réunissaient à l'Hôtel de Ville, en présence du maire et des officiers municipaux, qui présidaient aux destinées de leur assemblée. Elles furent en relation avec la Confédération des Amies de la Vérité. Le 14 février 1791, elles offrirent à Etta Palm, en témoignage de reconnaissance, une place de membre honoraire dans leur compagnie, une cocarde et une médaille nationale (4).

(1) Voir Maurice Wahl, *Les Premières années de la Révolution à Lyon*; Paris, 1894, in-8°, p. 365 et suiv., et Vaesen, *Lyon en 1791*, p. 55.²⁵

Par la suite, les femmes restèrent fidèles à ces pratiques religieuses : le dimanche et les jours de fête, elles se rendaient solennellement à l'église Saint-Jean, pour y entendre les offices.

(2) Voici le texte de ce serment que publie M. Wahl : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi; je jure de porter en toute occasion mon mari, mes frères et mes enfants à accomplir leurs devoirs envers la patrie; je jure d'apprendre à mes enfants et à tous autres sur qui j'aurais autorité, à préférer la mort à l'esclavage. »

(3) M. Wahl publie, en note (p. 365), des extraits d'une « déclaration burlesque des droits de la femme » : *Art. 1^{er}*. « Les femmes naissent, vivent et meurent avec le droit de parler. Elles sont égales en prétention à cet égard. Les distinctions entre elles ne peuvent être fondées que sur une plus ou moins grande perfection des organes de la parole. »

Art. 17. « L'art de déraisonner étant chez les femmes un droit inhérent et imprescriptible, nulle femme ne peut en être privée, jusqu'à ce qu'il plaise à la nature d'en faire d'autres différemment constituées. »

(4) *Discours d'une Amie de la Vérité, Palm d'Aelders, Hollandaise, en recevant la cocarde et la médaille nationale envoyées pour elle à l'Assemblée fédéra-*

A Paris même, les clubs féminins n'eurent aucun succès et les tentatives pour en établir furent d'ailleurs assez rares. Michelet prétend qu'une société de femmes se réunit dans une salle inférieure du couvent des Jacobins, pendant la deuxième moitié de 1790. M. de Maupas, dans ses notes manuscrites, mentionne également cette assemblée dont il n'a pu trouver l'acte de naissance : « Ce doit être, dit-il, vers décembre 1790 (1). » Le *Lendemain*, dans son numéro du 8 janvier, avait bien révélé l'existence d'une société de femmes, mais il est évident qu'il désignait sous ce nom la Société fraternelle des Jacobins dont les journaux s'occupaient fort à ce moment : « Nous apprenons donc qu'il y a une société de femmes, qu'on appelle la Société fraternelle séante aux Jacobins. » En réalité, les femmes ne durent tenir de séances particulières que dans la deuxième moitié de 1791. Le *Babillard* du 4 octobre et la *Feuille du Jour* du 6 racontent que, le 3, un sociétaire demanda que la bibliothèque fût mise à la disposition de « dames » qui désiraient s'y réunir les jours où les honorables frères n'y viendraient pas. Sa requête fut assez bien accueillie, mais l'on proposa d'admettre parmi elles, une trentaine de patriotes, cinquante à soixante dit la *Feuille du Jour*, afin d'inculquer aux citoyennes « les principes de la constitution et de partager avec elles les bienfaits de la liberté ». « L'indécence » de cette demande souleva une vive opposition chez plusieurs sœurs. Un frère s'inquiéta également de savoir si, conformément à la loi, la société nouvelle avait obtenu une autorisation du Corps municipal avant de se réunir. Il s'attira une violente réplique. L'affaire fut ajournée au dimanche suivant et on n'en a plus de nouvelles. Cependant les *Annales Patriotiques* du 21 novembre annoncent qu'à la deuxième foire de Leipzig on donna sur le théâtre, entre autres pièces, une farce intitulée *Le Club femelle des Jacobins*.

tive par la Municipalité de Creil, le 14 février et Réponse de Elia Palm, née d'Aelders, à la Municipalité et les citoyennes de Creil-sur-Oise, le 15 février 1791, B. N. Lb⁸⁹ 9.980 et B. V. P. 12.807. Voir également Bouche de Fer, n° 23, du 24 février 1791.

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 5.373, fol. 113.

Au début de 1792, Théroigne de Méricourt fit une autre tentative au faubourg Saint-Antoine. Elle réunit les femmes du quartier trois fois par semaine et leur offrit un drapeau qui fut solennellement déployé le 26 mars, à la Société fraternelle des Minimes, devant les représentants des Vainqueurs de la Bastille et des Forts de la Halle. Quelques jours plus tard, elle les convia à un banquet civique. Elle se servit, pour en assurer le succès, des noms de Robespierre, Collot d'Herbois et Santerre et inscrivit la femme de ce dernier au nombre des personnes qui devaient prendre part à ce festin. Mais l'initiative de M^{lle} Théroigne fut mal accueillie. « Les hommes de ce faubourg, dit Santerre, aiment mieux, en rentrant de leur travail, trouver leur ménage en ordre que de voir revenir leurs femmes d'une assemblée où elles ne gagnent pas toujours un esprit de douceur. » La conduite des membres de la nouvelle société justifia d'ailleurs cette assertion. Afin d'augmenter leur public, elles allèrent recruter les petites filles de la Pitié et, comme les religieuses qui en avaient la garde tentaient de s'opposer à leur dessein, les citoyennes trop zélées se livrèrent sur elles à « des voies de faits peu décentes ». Une députation des Ennemis du Despotisme vint se plaindre aux Jacobins. Robespierre déclara qu'il n'avait jamais eu aucune relation avec M^{lle} Théroigne, dont Santerre prit la défense. Il garantit la pureté de ses intentions et assura qu'elle n'était pas responsable des violences commises par les femmes qu'elle avait recrutées. Il reconnut cependant que, devant la mauvaise volonté évidente des habitants du faubourg Saint-Antoine, il l'avait engagée à renoncer à son entreprise (1). M^{lle} Théroigne dut suivre ce conseil.

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 497.

CHAPITRE IV

LES RELATIONS DES SOCIÉTÉS POPULAIRES ENTRE ELLES ET AVEC LES GRANDS GROUPEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES

I. — LE CLUB DES AMIS DE LA CONSTITUTION, CENTRE DE RALLIEMENT DES SOCIÉTÉS POPULAIRES.

Après les journées d'octobre 1789, le Club des Députés bretons suivit à Paris l'Assemblée nationale et s'installa au couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré, tout près du Manège. Il loua pour deux cents francs le réfectoire des moines (1), prit officiellement le titre de Société des Amis de la Constitution et décida d'admettre non seulement tous les membres de la Constituante, mais encore les écrivains ayant publié des « ouvrages utiles ». Son but était de préparer les discussions de l'Assemblée et les élections de son Président, de ses secrétaires et des membres de ses Comités. Il comprit bientôt quatre cents députés, de nombreux publicistes et reçut même des nobles, des prêtres et des bourgeois, à condition qu'ils lui fussent présentés par six personnes. On leur donna par dérision le nom de Jacobins, qu'ils conservèrent. Leur société s'organisa. Le 8 février 1790, elle adopta un règlement préparé par Barnave et, comme le réfectoire était devenu insuffisant, elle se transporta dans la bibliothèque qu'elle ne devait quitter qu'au mois de mai 1791. Ce n'était nullement une assemblée populaire. Elle ne méritait ce nom ni par son recrutement, ni

(1) Voir A. de Lameth, *Histoire de l'Assemblée Constituante*, t. 1, p. 422, note 4. Les Jacobins louèrent également pour deux cents francs le mobilier nécessaire. Millin prétend, contrairement à l'indication de Lameth, que les premières séances de la société se tinrent dans le chapitre.

par son objet, ni par la cotisation élevée qu'elle demandait à chacun de ses membres (1). Dès la fin de 1790, elle entre tint des relations suivies avec les sociétés qui s'étaient fondées dans les villes de province, leur accorda l'affiliation, leur transmit ses mots d'ordre et leur fit passer ses délibérations les plus importantes. Son influence ne cessa de croître.

Dans l'été de 1790, Dansard, qui avait dû quitter la maison des Capucins, vint lui aussi chercher un asile dans l'ancien couvent des Jacobins. Il y vécut dès lors à l'ombre des Amis de la Constitution et c'est à leur tribune qu'il fit ses premières manifestations publiques. Il y fut accueilli avec une condescendance un peu ironique, mais on prit soin de lui cacher les sentiments que firent naître ses interventions. Les Jacobins ne tardèrent d'ailleurs pas à se convaincre de la force que représentait l'assemblée populaire dont il était le président et des ménagements qu'il convenait de garder avec elle. Ils avaient d'autant plus d'intérêt à le faire qu'ils virent se multiplier à Paris, dans les premiers mois de 1791, des institutions semblables. Ils pouvaient, grâce à elles, entrer en contact avec le peuple de la capitale, connaître ses revendications et ses griefs, accroître leur influence et leur champ d'action. Ils favorisèrent leur formation. Jean-Lambert Tallien, fondateur du Club du Palais-Cardinal, Sergent, qui créa celui des Halles, Robert, qui joua dans la Société fraternelle des Jacobins un rôle de premier plan, appartenaient tous trois à l'assemblée des Amis de la Constitution. Le prestige de celle-ci n'était pas contesté et son action était telle que tous les clubs populaires vinrent, dès leur formation, solliciter son patronage. Elle ne leur accorda pas l'affiliation qui était réservée aux sociétés jacobines fondées dans les villes de province, mais elle les admit à la correspondance. Neuf d'entre eux l'avait obtenue le 1^{er} mai 1791 : c'étaient les clubs des sections de la Bibliothèque, des Thermes-de-Julien et de Sainte-Genève, les sociétés des Indigents, de l'Égalité, des Elèves de la Consti-

(1) Ils versaient un droit d'inscription de douze livres et une cotisation annuelle de vingt-quatre livres, payable par quart, le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre.

tution, des Nomophiles, des Minimes, enfin la Société fraternelle des Jacobins (1).

Cette liste est d'ailleurs incomplète. La Société des Amis de la Loi séante aux Théatins, celle des Ennemis du Despotisme du faubourg Saint-Antoine n'y figurent pas; cependant elles avaient, elles aussi, obtenu la correspondance des Jacobins, le 14 février (2) et le 2 janvier 1791 (3). D'autres la sollicitèrent après le 1^{er} mai : elle fut accordée le 12 juin aux Amis de la Liberté de la rue du Bac (4), le 13 juillet, à la Société fraternelle des Halles (5), et le 15 août enfin, à celle des Carmes (6).

La distinction entre l'affiliation et la correspondance paraît avoir été plus théorique que réelle. Les sociétés populaires de Paris, comme les clubs des Amis de la Constitution de province, entretenaient avec les Jacobins des relations étroites. Elles venaient sans cesse solliciter leur avis, leur faire connaître les démarches qu'elles entreprenaient et leur lire leurs pétitions. Leurs membres assistaient aux séances des Amis de la Constitution (7). L'orga-

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705. fol. 143.

(2) L'affiliation avait été demandée le 14 février par un prêtre, sans doute l'abbé de la Girardièrre (*Lendemain* du 17 février 1791). Les Jacobins lui répondirent qu'ils prendraient cette requête en considération et l'invitèrent à assister à leur séance. Leur réponse dut être favorable, car, le 17 février, la Société des Amis de la Loi, pour donner au Club des Amis de la Constitution une nouvelle preuve de sa déférence, lui envoya un discours prononcé le même jour par Osselin sur le privilège de fabrication de la poudre à canon et le pria de lui faire connaître son opinion, puisqu'elle avait l'honneur « d'être sa correspondante » (*Extrait du registre des Délibérations de la Société des Amis de la Loi, établie aux Théatins, correspondante de celle des Amis de la Constitution, du jeudi 17 février 1791*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.346).

(3) *Orateur du Peuple*, t. IV, n° 22, non daté.

(4) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 500.

(5) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 13.

(6) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 88.

(7) Il suffisait qu'ils fussent porteurs d'un diplôme délivré par une des Sociétés fraternelles. Cette faveur dut entraîner des abus, car, au mois de novembre 1791, on la limita (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 235). On décida que les membres des clubs affiliés ne pourraient assister aux séances, s'ils n'avaient une contre-marque délivrée par le Comité de Présentation et signée par son président et un de ses secrétaires. Cette carte était valable pendant trois semaines seulement; mais elle pouvait être prolongée à deux reprises, la première fois pour huit jours, la deuxième, pour quinze.

Il devait être délivré aux sociétés correspondantes de Paris, une contre-

nisation intérieure du grand club leur servait de modèle; leurs règlements étaient inspirés du sien, et les statuts de la Société de la section de la Bibliothèque en reproduisaient même textuellement une partie du préambule et certains articles. L'objet des deux assemblées, les formalités d'admission, les peines prononcées contre les membres coupables ou indociles, les fonctions du trésorier, etc... étaient sensiblement les mêmes.

Les députations des clubs populaires se présentaient presque à chaque séance des Jacobins. Elles étaient reçues avec de grands ménagements et les femmes qui en faisaient partie ne tardèrent pas à être admises aussi bien que les hommes. Les délégués exposaient à la tribune l'objet de leur mission et le président les invitait à assister à l'assemblée. Ils étaient parfois assez nombreux et l'on avait quelque peine à leur trouver une place. Aussi, le 10 février 1792, la Société des Jacobins demanda-t-elle aux clubs populaires de réduire à quatre personnes les députations qu'ils lui envoyaient (1). Cependant quelques jours plus tard, seize commissaires des Ennemis du Despotisme furent exceptionnellement reçus, car ils invoquèrent l'éloignement du lieu de leurs réunions, la rigueur de la saison et l'ignorance où ils étaient du nouveau règlement. De leur côté, les Amis de la Constitution envoyaient parfois quelques-uns de leurs membres dans les assemblées fraternelles présider à l'instruction du peuple (2).

marque particulière qui serait renouvelée chaque trimestre. « Ces sociétés, dit l'art. VI de l'arrêté des Jacobins, seront invitées à recommander aux membres de leur société de ne prêter leur contre-marque à aucun individu étranger à leur société. »

(1) Une députation du Club des Nomophiles s'était présentée ce jour-là aux Jacobins, mais ceux-ci étaient si nombreux qu'elle offrit spontanément de se réduire à quatre personnes pour pouvoir assister à la séance. Sa proposition fut acceptée et un vote de l'assemblée transforma en mesure définitive cet arrangement provisoire (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 371, d'après le *Journal des Débats et de la Correspondance de la Société des Amis de la Constitution, séance du vendredi 10 février 1792*).

(2) C'est ainsi que le 29 février 1792 les Ennemis du Despotisme vinrent annoncer aux Jacobins qu'ils avaient consacré les matinées du dimanche à l'instruction du peuple et les prier de leur envoyer quelques commissaires : les Amis de la Constitution nommèrent Robespierre, Chabot, Lanthenas et Bancal (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 418).

Plus qu'aucune autre, la Société fraternelle des Jacobins vivait en contact étroit avec les Amis de la Constitution. Ceux-ci avaient droit d'entrée à ses séances sur présentation de leur carte et les plus importants d'entre eux, soucieux de ménager leur popularité et de servir leur ambition, ne dédaignaient pas de s'y montrer. Ils étaient jaloux de cette prérogative et s'indignaient à la pensée que la société pût refuser à l'un d'eux le droit de prendre part à ses délibérations (1). Les journaux fayettistes soupçonnaient ces relations d'être plus étroites encore; à les en croire, les Jacobins se cachaient derrière la Société fraternelle et rien n'arrivait dans cette assemblée sans leur ordre ou leur permission. Ils faisaient publier sous son nom leurs décisions les plus incendiaires, rédigeaient ses pétitions et subvenaient aux frais qu'entraînaient l'impression et l'affichage de ses arrêtés. Il leur paraissait impossible qu'un club où l'argent était si rare, où l'on acquittait si difficilement les dépenses les plus nécessaires, pût faire tirer trois mille exemplaires de ses procès-verbaux (2).

Toutefois les Jacobins furent assez vite dépassés par les sociétés populaires. Dès le printemps de 1791, ils tentèrent parfois de mettre un frein à leur ardeur patriotique. C'est ainsi que le Club des Nomophiles étant venu se plaindre auprès d'eux du décret du 10 mai sur le droit de pétition, ils lui répondirent que cette décision avait été sanctionnée et qu'il était trop tard pour rechercher si elle était bonne

(1) Voir Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 500, d'après le *Journal des Débats de la Société des Amis de la Constitution*, séance du 12 juin 1791. Un Jacobin déclara que la Société fraternelle venait de refuser à un ami de la Constitution le droit d'assister à sa séance. Il demanda qu'on lui retirât la correspondance si le fait était exact. Sa proposition fut d'ailleurs repoussée. La prudence de la Société fraternelle était justifiée en partie car, quelques jours plus tôt, un Jacobin avait prêté sa carte à un étranger qui s'était introduit dans l'église (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 469, d'après le *Journal des Débats de la Société des Amis de la Constitution*, séance extraordinaire du 2 juin 1791).

(2) C'est le chiffre fixé pour l'impression de l'*Appel à la Nation*, du 5 juin 1791. Trasseux, chez qui il parut, informa « MM. des Départements et autres bons citoyens » qu'il en avait conservé la planche et qu'il lui serait facile de leur en délivrer d'autres exemplaires, à raison de trente livres les cinq cents et de six livres douze sols les cent. « MM. les acquéreurs paieront les frais d'envoi et le port des lettres. »

ou mauvaise, car toute intervention serait désormais illégale (1). Le nouveau règlement que la Société patriotique de la Section de la Bibliothèque adopta le 8 mai, marque fort nettement l'évolution des clubs populaires; il s'éloignait beaucoup plus que celui du mois d'août de l'année précédente des statuts du Club des Jacobins. Dès ce moment, la popularité de certains membres de cette assemblée était battue en brèche. Il serait faux d'ailleurs, de croire à une scission entre la Société des Amis de la Constitution et les clubs populaires de la capitale. S'il existait entre eux quelques divergences de vues, les liens n'en demeuraient pas moins étroits et nous verrons que l'attachement du peuple de Paris à la Société mère se manifesta d'une façon évidente lors du schisme des Feuillants, qui resserra leur entente.

II. — LES AMIS DE LA VÉRITÉ ET LES SOCIÉTÉS POPULAIRES.

Avec la société des Amis de la Vérité, les relations des clubs populaires étaient plus rares. Le Cercle social, en dépit de ses opinions, était assez éloigné de leur esprit. C'était avant tout une « académie politique » à tendances cosmopolites, toute pénétrée d'idéologie et qui bâtissait dans le rêve une sorte de république universelle. « Les séances, dit M. Mathiez (2), sont remplies par des discussions de principes, par l'exposé de plans de cité future, par de véritables conférences politiques sans doute, mais à tournure philosophique. Les assistants sont des invités. Ils ne prennent pas part à la direction du club qui reste entre les mains d'un directoire secret, le Cercle social proprement dit, loge maçonnique dont Nicolas de Bonneville, esprit fumeux et hardi, est le grand chef. Le grand point est d'instruire, de préparer les esprits à des changements profonds qu'on se borne du reste à annoncer en termes voilés et mystérieux. »

Cependant les Sociétés populaires ne dédaignent pas à

(1) Voir ci-dessous, chap. VII, p. 227.

(2) M. Mathiez, *Le Club des Cordeliers*, p. 5 et 6.

l'occasion de solliciter l'approbation des Amis de la Vérité qui ne leur opposent pas les arguments de légalité dont usent parfois les Jacobins. Les éloges qu'elles en reçoivent sont bien faits pour leur plaire. Elles font fréquemment appel au ministère de Claude Fauchet, qui est en quelque sorte leur aumônier. C'est lui qui, aux Minimes de la place Royale, baptise la fille d'un tambour du faubourg Saint-Antoine; c'est lui qui, pendant la cérémonie organisée par la Société fraternelle des Jacobins, prononce au cimetière de la Chapelle l'éloge des deux victimes de l'échauffourée du 24 janvier 1791.

Comme les clubs populaires, les Amis de la Vérité admettaient les femmes. La plus célèbre et la plus assidue de leurs auditrices, Etta Palm d'Aelders, fit également partie de l'assemblée des Jacobins. Mais, ce fut le Club des Nomophiles qui entretint avec les Amis de la Vérité les rapports les plus suivis. Dès le mois de février 1791, il vint leur témoigner son attachement et demander à leur être affilié (1); en mars, il fit part à l'assemblée fédérative de « plusieurs observations sur les tribunaux et les prisons » (2); le 5 mai, il félicita Claude Fauchet qui avait été élu évêque du Calvados (3); le 20, il protesta contre le décret sur le droit de pétition (4).

Cette collaboration ne semble pas avoir produit de grands résultats pratiques. Elle contribua sans doute à étendre dans les milieux populaires la renommée du Cercle social, mais il n'y a là rien de comparable à ce que furent les relations entre les Sociétés fraternelles, les Jacobins et les Cordeliers.

(1) *Bouche de Fer*, n° 22, du 22 février 1791, et n° 23, du 24 février. L'Assemblée fédérative ordonna l'impression du discours que prononça l'envoyé des Nomophiles, Richardson, et elle invita les membres du club à assister souvent à ses séances.

(2) *Bouche de Fer*, n° 27, du 4 mars 1791.

(3) *Bouche de Fer*, n° 50, du 5 mai 1791.

(4) *Bouche de Fer*, n° 57, du 24 mai 1791.

III. — RELATIONS DES SOCIÉTÉS FRATERNELLES ENTRE ELLES ET AVEC LES CORDELIERS. LE COMITÉ CENTRAL DES SOCIÉTÉS PATRIOTIQUES.

Entre les Sociétés fraternelles les relations sont constantes. Elles se communiquent toutes leurs délibérations et il n'est guère de séances qui ne soit interrompue par l'arrivée de quelque députation. Les règlements eux-mêmes l'ordonnent souvent ainsi : « La Société communiquera autant qu'il sera possible avec toutes celles qui seront établies dans Paris » (1); « La Société correspondra avec les sections de la capitale et les autres sociétés du royaume qui pourront se former dans le même esprit » (2). Elles sont affiliées les unes aux autres; elles font échange de cartes d'entrée; elles ne forment enfin, dit Louise Robert, qu'une « seule et même société fraternelle » qui, par le Club des Jacobins, « se relie à l'Assemblée nationale comme au premier anneau de la chaîne du gouvernement ». Dès le printemps de 1791, les divergences d'opinion qui, à l'origine, s'étaient manifestées entre elles se sont effacées. Le Club des Amis de la section de la Bibliothèque a changé de nom, a modifié son règlement et, si certains des membres qui le composent sont encore suspects aux patriotes, la présence de Jacques-Pierre Brissot, de Carra et de Camille Desmoulins est bien faite pour les rassurer. Le Club des Grands-Augustins s'est transformé en Société patriotique et fraternelle des Citoyens de la section du Théâtre-Français. D'ailleurs, l'activité des plus importantes des assemblées populaires ne peut prêter à aucune équivoque et les autres suivent sans difficulté leurs mots d'ordre.

Avec les Cordeliers, leurs rapports sont constants. Les Amis des Droits de l'Homme et du Citoyen « par leur recrutement démocratique, comme par leur caractère de club de quartier et leur programme de défense contre l'arbitraire » (3), ne sont, d'ailleurs, que la plus importante des

(1) Règlement de la Société patriotique de Sainte-Geneviève, art. XXVII.

(2) Règlement de la Société patriotique de la section de la Bibliothèque. Titre 1^{er}, art. V.

(3) A. Mathiez, *Le Club des Cordeliers*, p. 13 et 14.

sociétés populaires. Leur politique s'inspire des mêmes principes; ils poursuivent les mêmes buts et leur action est toujours inspirée des mêmes faits. Ils ont protesté avec la Société fraternelle des Jacobins contre l'ordonnance sur les armes secrètes et prohibées; ils ont pris avec elle la défense des grenadiers de l'Oratoire. Comme le club des Halles et celui des Ennemis du Despotisme, ils ont soutenu Santerre dans le procès intenté à Desmottes et à La Fayette, et c'est un Cordelier, Buirette-Verrières, qui assura sa défense; ils se sont élevés ensemble contre le décret sur le droit de pétition et le système censitaire adopté par l'Assemblée nationale (1). Au mois de mai, les Cordeliers, unis aux sociétés fraternelles, formèrent un Comité Central.

Une organisation semblable existait déjà à Lyon où, depuis la fin du mois d'août 1790, petits bourgeois et artisans avaient fondé, dans chacun des trente et un quartiers de la ville, un club populaire (2).

On ne leur demandait qu'une cotisation très modeste; mais ils devaient être domiciliés dans la section et inscrits sur les rôles de la garde nationale. Ils juraient d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi et se réunissaient tous les dimanches à cinq heures. Ils avaient pros crit, eux aussi, les titres de monsieur et de madame et ils avaient admis les femmes. Chacun des clubs de quartier avait un bureau permanent, mais il ne constituait en réalité qu'une section de la Société populaire de Lyon et nommait six délégués au Club central qui en était « l'organe moteur ». Celui-ci était seul chargé de la correspondance. Toutes les pétitions rédigées par les assemblées de quartier devaient lui être soumises et il les faisait lui-même parvenir à destination. Il avait tenu sa première séance le 10 septembre. En janvier, il fut assez puissant pour publier deux fois par semaine le *Journal de la Société populaire des Amis de la Constitution* que dirigea Labrude. En février, il s'installa dans la salle de jeux du collège des Pères de l'Oratoire et y tint

(1) Voir ci-dessous, chap. VII, p. 204 et suiv.

(2) Il y en avait vingt-huit pour Lyon et trois pour les faubourgs La Guillotière, Vaise, Croix-Rousse. Voir M. Wahl, *les Premières années de la Révolution à Lyon* (1788-1792), p. 226-227.

des séances publiques qui réunirent jusqu'à deux mille personnes. Son activité porta quelque ombrage à la société bourgeoise des Amis de la Constitution, qui s'était fondée en 1789, au quartier Saint-Clair et avait obtenu l'affiliation des Jacobins de Paris. Stimulée par la concurrence, elle se transporta au centre même de la ville, dans la salle du Concert, place des Cordeliers, tint, elle aussi, des séances publiques, adressa des avis aux citoyens. Mais, incapable de lutter à armes égales avec le Comité central, elle préféra se rapprocher de lui et ne craignit pas, à l'occasion, d'unir son action à la sienne.

La tentative faite à Paris n'était donc pas une innovation. Cependant elle n'eut pas le succès qu'en attendaient ses auteurs. Le principal était François Robert, qui dépensa dans cette affaire une grande activité et ne se laissa pas décourager par les obstacles qu'il rencontra.

C'était un avocat, professeur de droit à la Société philosophique, né à Gimnée, dans les Ardennes, le 21 janvier 1763. Il se trouvait à Givet quand la Révolution éclata et les preuves de patriotisme qu'il y donna lui valurent d'être nommé Commandant général de la garde nationale de cette ville. Envoyé à Paris pour obtenir de l'Assemblée Constituante le règlement d'un conflit qui séparait la nouvelle municipalité et la commune de Givet, il s'installa dans la capitale, s'y endetta, fit la connaissance de M. Guynement de Kéralio, alors commandant du bataillon des Filles Saint-Thomas, et épousa sa fille, le 20 mai 1790. Il se lança à la suite de sa femme dans le journalisme, prit avec elle la direction du *Mercure National*; mais les principes de « liberté indéfinie » qu'il y professa lui valurent maints ennuis et furent regardés par les Jacobins eux-mêmes, qui « se traînaient alors servilement sur la lettre des décrets les plus inconstitutionnels » (1), comme de dangereuses exagérations. Au point de vue financier, cette entreprise fut d'ailleurs désastreuse et lui laissa douze mille livres de dettes quand il l'abandonna pour entrer au jour-

(1) *François Robert à ses frères de la Société des Amis de la Constitution, de la Société fraternelle et du Club des Cordeliers*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Ln²⁷ 17.596.

nal de Prudhomme, dans l'été de 1791. Quelques mois plus tard, il faillit être traîné en prison par un marchand de papier de Rouen à qui il devait mille cinq cents livres et il ne fut sauvé que par l'intervention de son frère, que Danton appela à l'aide. Ce collatéral secourable accourut du pays de Liège, chargea M. Marnois, 11, rue des Petits-Augustins, de mettre de l'ordre dans les affaires de François Robert et se porta caution des dettes de celui-ci.

Ce n'est pas seulement dans le *Mercure National* que Robert donna des gages de son civisme. Il était membre du Club des Cordeliers, de la Société des Amis de la Constitution, de la Société fraternelle des Jacobins et du Club des Indigents. Il fut un adversaire déterminé de la royauté et un des chefs du parti républicain. Il avait publié, en décembre 1790, le *Républicanisme adapté à la France* qui fit scandale (1). Il valut à son auteur les éloges de l'*Orateur du Peuple* (2), mais le *Journal des Clubs* le réfuta (3) et Hugou de Bassville abandonna, le 4 janvier 1791, la direction des *Révolutions de l'Europe et du Mercure national réunis*. Robert, d'ailleurs, attendit une meilleure occasion pour reprendre ses théories en réimprimant sa brochure et cette profession de foi ne l'empêcha pas d'accueillir, le 24 avril, les déclarations opportunistes de Pétion.

Ce champion de la République était un être courtaud et de joyeux caractère. « Petit homme à tête noire, aussi large qu'il a de hauteur », dit Dumouriez. Son appétit était excellent et sa santé parfaite. « Il avait, écrit M^{me} Roland, une face de chanoine, large, brillante de santé et de contentement de soi-même, avec cette fraîcheur que n'altèrent jamais de profondes combinaisons. » Il était très lié avec Camille Desmoulins dont il fréquentait assidûment le salon; il était ami de Danton qui, après le 10 août 1792, l'installa au ministère de la marine comme chef des secré-

(1) François Robert, *le Républicanisme adapté à la France*, Paris, in-8°, 110 p., B. N. Lb³⁹ 4.372. Voir ci-dessous, chap. VIII, p. 245 et suiv., l'analyse de cette brochure.

(2) *Orateur du Peuple*, t. III-IV, n° 60, non daté.

(3) *Journal des Clubs*, n° V, VI et VII : « Réflexions sur les bruits qui se répandent que quelques soi-disant patriotes voudraient faire de la France une république. »

taires particuliers. « Il fut poussé par lui au corps électoral et à la députation de Paris à la Convention, déclare encore M^{me} Roland, paya ses dettes, fit de la dépense », reçut à manger « d'Orléans et mille autres » (1). La même accusation d'orléanisme fut portée contre Robert par Vergniaud à la séance de la Convention du 10 avril 1793. Il s'était brouillé, au début de 1792, avec les Girondins au sujet d'un poste d'ambassadeur que sa femme sollicitait pour lui. S'il faut en croire Robert lui-même (2), se trouvant à ce moment assez gêné, il avait cédé avec répugnance aux conseils de ses amis et s'était adressé à Dumouriez qui lui avait promis de le faire entrer dans la diplomatie. Brissot, dont il avait requis l'appui, lui aurait même parlé d'une ambassade à Constantinople, à Pétersbourg ou à Varsovie, en l'assurant que c'était chose faite. Dix jours plus tard, Robert, qui n'avait rien reçu, rencontra le journaliste chez Pétion et lui demanda des nouvelles de son affaire. Brissot répondit que le ministre était fort occupé, mais que la nomination était en bonne voie et il offrit même à Robert, qui refusa, une avance sur son traitement. Il lui dit seulement que Dumouriez avait manifesté quelque inquiétude touchant l'exagération de ses principes. Robert, pour calmer les craintes du ministre, lui adressa aussitôt une profession de foi. Cette précaution fut inutile et le malheureux candidat apprit bientôt que le poste qu'il convoitait avait été donné à un autre. Sa déception fut grande. Il déclara cependant ne garder aucune rancune à Dumouriez, mais avoir été froissé du rôle joué par Brissot. Sans doute n'avait-il pas mis dans ses sollicitations autant de discrétion qu'il le prétend, car un jour, Dumouriez excédé s'était écrié : « Je fais rouler ce tonneau jusqu'à la rue s'il se représente chez moi ! » En tout cas son ressentiment fut plus vif qu'il ne le dit et il en donna des preuves. Il attaqua violemment Brissot dans la brochure qu'il adressa à « ses frères de la Société des Amis de la Constitution, de la société fraternelle

(1) M^{me} Roland, *Mémoires, Portraits et anecdotes*, art. Robert, 169-179.

(2) Voir brochure déjà citée : *François Robert à ses frères de la Société des Amis de la Constitution, de la Société fraternelle et du Club des Cordeliers*.

et du Club des Cordeliers », et il prononça devant la Convention, le 17 décembre 1792, un discours dont l'*Histoire parlementaire* publie de longs extraits et qu'elle appelle « l'acte d'accusation le plus complet qui ait été dressé contre Roland et son parti ».

Robert possédait, au numéro 10 de la rue de l'Égalité, une maison d'épicerie en gros. En 1793, on l'accusa de conserver chez lui huit tonneaux de rhum, ce qui le mettait sous le coup de la loi punissant de mort les accapareurs et, le 20 septembre, le commissaire de la section du Théâtre-Français vint poser les scellés sur sa cave. Robert protesta et déclara que cette liqueur, qui ne pouvait être considérée comme une marchandise de première nécessité, constituait le gage de ses créanciers. Elle venait de la Jamaïque et valait douze mille cinq cents livres. Les administrateurs du Département de la police lui donnèrent satisfaction et firent lever les scellés le dimanche 22 septembre à midi. Mais la section du Théâtre-Français ne voulut pas s'en tenir là. Le jour même, son commissaire aux accaparements se présenta chez les Robert et la « force armée » qui l'accompagnait causa une telle frayeur à M^{me} Robert et à ses domestiques que l'une d'elles tomba dans un « état de convulsion avec délire » dont elle eut quelque peine à se remettre (1). Les scellés furent replacés et on surveilla la maison. Toutefois, la section dut finalement s'incliner devant la volonté du département de la police et renoncer à mettre le rhum en vente (2). L'accusation d'accaparement fut néanmoins portée devant la Convention où les amis de Robert parvinrent, non sans peine, à la faire écarter (séances des 7 et 8 octobre). En l'an III, Robert fut envoyé à Liège et on le nomma fournisseur de l'armée

(1) François Robert, député de Paris, à ses concitoyens, Paris, s. d., in-4°, B. N. Ln²⁷ 17.597.

(2) A. N. F⁷ 4.774⁹⁴. Dans la brochure adressée à ses concitoyens, Robert dit que la section du Théâtre-Français avait décidé de mettre le rhum en vente, le 26 septembre, au prix de quarante sols la bouteille. Sa maison fut gardée pendant toute la nuit et la vente commença au matin; elle ne put être achevée en raison de l'intervention du Département de la police. Robert déclare que les acheteurs revendirent immédiatement la bouteille de rhum au prix de huit livres. Cf. sur cette affaire, A. Mathiez, *La vie chère et le Mouvement social sous la Terreur* (Paris, Payot, 1927, in-8°, 620 p.), p. 512-520.

après sa sortie de la Convention. Exilé en 1815 comme régicide, il mourut en 1826 en Belgique où il s'était réfugié et où il vivait d'un commerce de liqueurs.

Au mois de mai 1791, Robert s'était donc fait le champion du Comité central des Sociétés patriotiques. Ce ne fut pas une entreprise aisée et les difficultés auxquelles il se heurta furent nombreuses, si l'on en juge par les comptes-rendus publiés dans le *Mercur national*. Trente clubs de la capitale, dit-il, ont nommé des représentants à ce comité (1). Le *Journal de la Révolution* nous apprend que chaque députation se composait de quatre membres (2). Les Amis de la Constitution n'en firent pas partie, malgré les prières du Comité qui leur avait dépêché son président. Biauzat monta à la tribune et présenta la nouvelle institution comme une rivale des Jacobins, « avançant, pour comble d'erreur, que ceux-ci devaient être le seul et unique centre des sociétés patriotiques du royaume et demandant, pour achever, que les Jacobins retirassent leur correspondance aux Sociétés patriotiques qui auraient député au Comité central » (3). Cette proposition fut d'ailleurs repoussée.

Le Comité s'indigna. Il ne reconnut pas aux Amis de la Constitution le droit de commander à l'opinion et à la volonté générale et refusa de tenter une nouvelle démarche auprès d'eux. Il déclara qu'il considérait leur société comme un être isolé et qu'il ne pouvait faire un nouveau pas vers elle sans compromettre sa dignité, lui « qui représentait la réunion de tous les clubs patriotiques de la capitale ». Robert espérait encore que les Jacobins reviendraient sur leur décision et il lança dans le *Mercur National* des appels à l'union qui n'eurent pas de succès.

Le Comité tint ses deux premières séances dans la salle même où se réunissaient les Cordeliers. La seconde fut assez agitée. Les fayettistes vinrent la troubler (4). Ils remplirent la rue de cris que les membres assemblés attribuèrent d'abord à des enfants en train de s'amuser. Bien-

(1) *Mercur National*, n° XXIV, du mardi 10 mai 1791.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 388.

(3) *Mercur National*, n° XXXIII, du jeudi 19 mai 1791.

(4) *Mercur National*, n° XXVI, du jeudi 12 mai 1791.

tôt des « roulades de tambour » s'ajoutèrent à ce concert et firent sous les fenêtres un vacarme épouvantable. Le Comité délibéra pendant une heure malgré le bruit assourdissant; mais les perturbateurs, encouragés par cette attitude paisible, sentirent croître leur audace et des « rires insultans », des « huées grossières » éclairèrent enfin les commissaires sur l'objet de cette manifestation. Quelques-uns voulurent se lever pour aller voir aux fenêtres, mais le président les en empêcha. Bien lui en prit car, au moment même, les fayettistes commencèrent à lancer des pierres dans les vitres. Le Comité ne voulut pas lever la séance. « Nous n'avons rien à craindre, dit un des assistants; nous sommes ici sans armes et nous y sommes pour faire le bien. » Un des Jeunes Amis de la Liberté sortit pour voir ce qui se passait; mais il fut entouré et allait être maltraité, quand cinq membres du Club des Cordeliers, qui se trouvaient là par hasard, le dégagèrent. « Je ne fais pas de réflexions, dit Robert en terminant son récit; ces faits parlent d'eux-mêmes. »

Le 11 mai, la Municipalité ayant fait fermer les portes du Couvent de l'Observance où se réunissaient les Cordeliers, le Comité central se trouva du même coup sans asile. Le 14 au matin, il délibéra un moment dans la rue de l'Observance, « sous la voûte du ciel », puis se transporta rue Mazarine, au Jeu de paume du sieur Bergeron. Il y siégea réuni au Club des Cordeliers. On discuta paisiblement et l'on se moqua de la Municipalité qui dépensait de grandes sommes d'argent pour garder sous scellés quelques bancs et des chaises de bois (1).

Mais un nouvel incident vint bientôt compromettre la carrière du Comité. Toujours uni aux Cordeliers et partageant leur sort, il s'assembla, le 15 mai, dans la salle des payeurs de rentes des Petits-Augustins, mais cette réunion marqua la fin de leur entente. « On ne sait par quelle fatalité, dit le *Mercur National* (2), peut-être due au trouble inséparable d'un changement de lieu inattendu, ce rassemblement de citoyens n'eut pas l'effet qu'on s'en était pro-

(1) *Mercur National*, n° XXXI, du mardi 17 mai 1791.

(2) *Mercur National*, n° XXXIII, du jeudi 19 mai 1791.

mis et rien ne fut arrêté dans une séance orageuse et où le Club des Cordeliers ne fit pas un seul et même corps avec le Comité central, comme on s'y était attendu, comme semblait l'exiger la nature des circonstances et comme il aurait été plus grand et plus majestueux de le faire. Cette erreur est venue sans doute de ce que le Comité central n'étant pas encore organisé, le Club des Cordeliers n'avait pas eu le temps de se pénétrer de son importance et de la grandeur de son institution. » Le scepticisme des Amis des Droits de l'Homme n'était peut-être pas sans fondement, car le Comité venait de tenir quatre séances et on ne voit pas bien, dans les comptes-rendus du *Mercure National*, quels en avaient été les résultats pratiques. Il est vrai que les circonstances en étaient, plus que les hommes, responsables.

Le Comité, séparé des Cordeliers, se trouva de nouveau sans asile. François Robert, qui le présidait, lui offrit de se réunir provisoirement chez lui, au numéro 2 de la rue du Marais, et ce fut en effet dans son appartement qu'eut lieu la séance du 17 mai (1). Les commissaires ne voulurent pas, cette fois, mériter le reproche que les Amis des Droits de l'Homme leur avaient adressé. Ils chargèrent certains d'entre eux de découvrir, avant le samedi 21, une salle convenable; ils recherchèrent les moyens de faire face aux frais qu'allait entraîner cette installation dans un logis indépendant et décidèrent d'examiner avec les sociétés dont ils étaient les représentants la manière la plus commode de lever sur leurs membres la contribution nécessaire. Ils s'émurent du refus opposé par les Jacobins à la demande de collaboration que leur avait transmise leur président. C'eût été pour eux une revanche, après l'abandon des Cordeliers, d'obtenir l'adhésion des Amis de la Constitution, mais, néanmoins, ils refusèrent de tenter une nouvelle démarche. Enfin, ils résolurent de venir en aide à Rotondo qui se trouvait dans une situation gênée à la suite de ses démêlés avec La Fayette et des procès innombrables qu'il avait intentés contre les « complices » du commandant-général. Ses élèves, effrayés par le bruit fait autour de son nom,

(1) *Mercure National*, n° XXXIII, du jeudi 19 mai 1791.

s'étaient enfuis et il devait payer la salle du Cirque du Palais-Royal où il s'était installé pour faire ses cours (1).

Quelques jours plus tard, le Comité central loua une pièce « commode et simple » rue Glatigny, en la Cité, dans la maison de M. de Lombre, traiteur. Il invita toutes les sociétés patriotiques à assister à la séance du mardi 24 mai et prépara un règlement (2). Le 26, Robert annonça qu'il allait marcher à pas de géant (3). On était en pleine crise ouvrière : charpentiers, typographes, maréchaux ferrants étaient en grève, et Robert paraissait disposé à prendre la direction de la lutte et à en coordonner tous les mouvements au moyen du Comité central. Mais, à partir du 26 mai 1791, il cessa brusquement de publier les comptes-rendus des séances du Comité. Celui-ci n'avait pas disparu cependant, puisque, le 14 juin, il adopta la pétition rédigée par Nicolas de Bonneville contre les conditions censitaires : le nom de Robert n'y est d'ailleurs pas mentionné et le *Mercure National* n'en donna pas le texte, qui parut dans la *Bouche de Fer* (4). Cette manifestation fut sans lendemain et le Comité vécut désormais dans l'obscurité. Il ne comptait plus que les représentants de treize sociétés, mais les Cordeliers, de nouveau, en faisaient partie. En dépit des apparences, ou peut-être pour les garder, Robert ne l'avait pas abandonné, car, le 22 juin, deux jours après la fuite du roi, déclinant ses qualités au commissaire de

(1) *Aux citoyens patriotes des Sections de Paris et de toutes les Sociétés des Amis de la Constitution française* (1^{er} mai 1791), Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.898.

(2) *Mercure National*, n° XXXVIII, du lundi 23 mai 1791.

(3) *Mercure National*, n° XL, du jeudi 26 mai.

(4) *Bouche de Fer*, n° 68, du 17 juin 1791. Le *Creuset* de Rutledge signala cette pétition dans son n° 49, du lundi 20 juin : « Une pétition affichée au nom du Comité central des diverses associations fraternelles et patriotiques de Paris, dit-il, a inspiré ces jours derniers moins de repentir que de crainte à l'oligarchie du Manège. Cette pétition rappelle aux pères conscrits les principes dont leurs décrets attestent qu'ils s'écartent tous les jours. Elle respire d'un bout à l'autre cet esprit public sévère et réfléchi des deux Sociétés des Amis des Droits de l'Homme et du Citoyen et fraternelle, dont la sévère influence sert à balancer les effets de celle qu'ont, sur les Amis de la Constitution séants dans l'église des Jacobins, les pères conscrits que cette dernière a dans son sein, et dont les moins effrontés commencent à se retirer devant la vertu de Robespierre et devant la graduelle décadence de l'espèce de tyrannie qu'ils y exercent sur les pensées et sur les délibérations. »

police de la section du Palais-Royal, il se déclara « membre du Club des Cordeliers, de la Société des Amis de la Constitution, de la Société fraternelle, de la Société des Indigents, du Comité central des Sociétés patriotiques de Paris, etc... »

Cette tentative de fédération aboutissait, en somme, à un échec. Au mois de juillet, la Société fraternelle des Jacobins, s'arrêta à un autre projet et proposa de s'unir aux Cordeliers. Cette mesure lui paraissait d'autant plus indiquée que le propriétaire de la salle du Musée, où s'assemblaient les Amis des Droits de l'Homme, « vieux et paisible célibataire », venait de leur fermer ses portes afin de ne pas perdre ses autres locataires que le patriotisme très ardent des Cordeliers effrayait (1). Le désir de la Société fraternelle ne se réalisa pas. Toutefois sa motion ne fut pas abandonnée et, quelque temps après, les Amis des Droits de l'Homme eux-mêmes la reprirent. « La séance a commencé par la lecture d'une lettre du Club des Cordeliers, dit le *Babillard* du 6 septembre, qui propose de rendre les deux sociétés communes à tous leurs membres, en admettant indistinctement dans l'une tous ceux qui seront reçus dans l'autre. Cette proposition a fait naître de violents débats. Un orateur naïf a dit brusquement que la Société fraternelle était assez combustible de sa nature; qu'elle n'avait pas besoin de boutefeux; qu'elle était trop instruite pour chercher de nouvelles connaissances, que la majorité n'était déjà pas trop sage ce qu'il fallait bien se garder d'admettre un plus grand nombre de foux. On a fait grâce à la manière de l'orateur en faveur de ses intentions; et l'assemblée n'a voulu donner à la députation franciscaine, ni recevoir d'elle, plus de douze cartes d'entrée; c'en est assez, a-t-on dit, pour établir entre les deux clubs une communication facile et sans danger (2). »

(1) *Babillard*, n° 44, du mercredi 27 juillet 1791.

(2) Le même récit se trouve dans la *Feuille du Jour*, n° 252, du vendredi 9 septembre (compte-rendu de la séance du 4).

CHAPITRE VII

L'ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS POPULAIRES JUSQU'A LA FUITE DU ROI

I. — ÉVOLUTION DE L'ESPRIT DES SOCIÉTÉS POPULAIRES.

La première des Sociétés fraternelles avait eu d'humbles débuts. Après plusieurs mois d'existence, lorsqu'elle commença à manifester publiquement son activité, elle n'affichait encore aucune prétention. Nous avons vu qu'elle fit acte d'obédience entière envers les Amis de la Constitution et accepta la condescendance un peu dédaigneuse avec laquelle ils l'accueillirent. Dansard, dans son ingénuité, ne vit pas les sourires teintés d'ironie que firent naître ses interventions à la tribune des Jacobins, mais ils n'échappèrent pas à des observateurs moins naïfs. Oelsner, racontant la façon dont Mirabeau reçut le maître d'école le 8 décembre 1790, souligne l'heureuse facilité qui lui permettait de « s'adapter à toute circonstance ». A la même époque, la Société fraternelle s'inclina sans murmurer devant le refus que les Amis de la Constitution opposèrent à la réception des femmes qui faisaient partie de ses députations. Elle ne se permit aucune critique, elle accorda le même tribut d'hommage et de reconnaissance à tous les membres de leur club. Dansard soulevait son chapeau aux noms de Mirabeau et de Sieyès et fêtait Lameth. Cette dévotion pour les grands chefs patriotes devait être, d'ailleurs, un trait constant de la politique des sociétés populaires. Sans doute elles brûlèrent bientôt ce qu'elles avaient adoré et ne pardonnèrent pas aux premiers chefs de la gauche leur rapprochement avec la Cour, mais ce fut pour sacrifier à d'autres dieux. Leur culte persista; il changea seulement d'objet.

Les modestes établissements d'éducation civique qui se créèrent à l'exemple de la Société fraternelle des Jacobins, ne tardèrent pas à se transformer en assemblées délibérantes et le rôle nouveau qu'ils s'appliquèrent à jouer fut le prétexte dont Dansard couvrit sa rupture avec le club qu'il avait fondé. L'action qu'avait engagée Marat en faveur des sociétés populaires, fut, en partie, la cause de cette évolution. Ses efforts pour amener la création d'une « société de salut public, dirigée par un petit comité perpétuel et souverain (1) », n'avaient pas abouti et, devant leur insuccès, il s'était résigné à encourager la formation des clubs de quartier. Du moins chercha-t-il à en faire les instruments d'un contrôle politique et la campagne qu'il mena à cet effet dans l'*Ami du Peuple* fut pour beaucoup dans leur transformation. Il définit exactement leur programme dans son numéro du 4 mars : « Leur seul but, dit-il, est d'éclairer les esprits, de propager les lumières et le patriotisme, de réunir les citoyens pour qu'ils exercent en corps la surveillance qu'ils doivent exercer chacun séparément et de réunir leurs efforts pour résister plus efficacement à l'oppression, pour réprimer leurs oppresseurs, pour écraser la tyrannie, ce qui est de droit naturel, de droit civil, de droit politique, ce qu'aucune puissance légitime ne peut être tentée de défendre et ce que les despotes seuls pourront empêcher. »

Les Sociétés populaires suivirent, comme articles de foi, ces directives et, dès le mois d'avril, Louise Robert constata leur transformation et la justifia. Les hommes qui les composent, dit-elle, faisant partie intégrante du souverain, ont, comme le peuple lui-même, le droit d'examiner les lois et d'en demander le maintien ou la réforme. Mais ce pouvoir ne leur servirait à rien, s'ils ne délibéraient encore sur la conduite des officiers publics chargés d'assurer l'exécution de ces lois. Ce contrôle n'est pas seulement pour eux un droit; il constitue un de leurs « devoirs les plus sacrés ». Leur but, enfin, ne serait pas rempli, s'ils ne communiquaient pas à la masse les résultats de la mission qu'ils ont

(1) A. Mathiez, *Le Club des Cordeliers*, p. 17.

assumée et si les principes qu'ils adoptent ne contribuaient pas à la formation de l'esprit public (1).

Huit jours plus tard, Louise Robert revint encore sur le même sujet à l'occasion du reproche fait aux clubs populaires d'être composés de factieux. « Quoiqu'on entende, dit-elle (2), quelques hommes, ou malveillants, ou mal instruits, prétendre que les Sociétés fraternelles ne sont point sociétés délibérantes, il est cependant certain en principe qu'elles sont très délibérantes, parce qu'elles sont composées d'hommes, que les hommes ont la faculté de penser et de parler et qu'ils ne prendraient pas la peine de s'assembler si, par le fait de leur rassemblement, il leur était défendu de parler et de penser. Elles ne sont pas constitutives, aussi ne s'avisent-elles point de faire des lois, mais elles usent du droit d'exprimer leur vœu sur la loi... »

Le préambule que la Société fraternelle des Jacobins rédigea au mois de juin et qu'elle fit imprimer en tête de son règlement répondait aux mêmes préoccupations. Elle y affirmait le droit de tous les citoyens de s'assembler pour discuter paisiblement de la chose publique, veiller avec exactitude au maintien des lois et contrôler l'activité des agents chargés de les faire exécuter. Les pamphlétaires de droite trouvaient que c'étaient là des prétentions bien grandes pour des hommes qui, de leur propre aveu, en étaient encore aux éléments et se considéraient eux-mêmes comme des « écoliers en politique (3) ».

Influence des Cordeliers.

L'exemple du Club des Cordeliers vint s'ajouter à l'influence de Marat pour amener cette transformation. Dès le mois de février 1791, Dansard n'était plus dans la Société fraternelle des Jacobins qu'un personnage assez effacé et les hommes qui avaient pris la direction de cette assemblée, François Robert, Noël, Pépin-Dégrouhette, l'abbé Mathieu, appartenaient tous au grand club de la rue Dauphine. Des

(1) *Mercur National*, n° VIII, du samedi 23 avril 1791.

(2) *Mercur National*, n° XV, du samedi 30 avril.

(3) *Point de club, c'est le cri général*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb⁶⁰ 9.772.

Cordeliers avaient fondé ou présidaient la plupart des autres assemblées populaires. Santerre fut vice-président du Club des Ennemis du Despotisme, Sergent créa le club des Halles et Méhée-Latouche celui des Carmes. Concedieu présida la Société des Nomophiles et Vachard celle des Indigents.

Le Club des Cordeliers était lui-même une assemblée populaire. Il recevait les citoyens passifs, il autorisait les femmes à assister à ses séances (1). Il ne demandait à ses membres qu'une contribution peu élevée de deux sols par mois. Il n'était guère, au moins à l'origine, qu'un club de quartier. « La Société des Amis des Droits de l'Homme, dit Nicolas de Bonneville en mai 1791 (2), n'est à vrai dire que l'élite de la section du Théâtre-Français. »

Les Sociétés populaires, qui étaient recrutées dans le même milieu et dont les états-majors étaient composés des mêmes hommes, devaient naturellement adopter les mêmes lignes de conduite. Au printemps de 1791, le programme des Cordeliers était déjà arrêté. Ce n'étaient pas des théoriciens comme les Amis de la Vérité, ni des parlementaires et de grands bourgeois comme les Amis de la Constitution. Il formaient un groupement « d'action et de combat ». Dès le mois d'avril 1790, ils avaient déclaré la guerre aux aristocrates et s'étaient proposés de « dénoncer au tribunal de l'opinion publique les abus des différents pouvoirs et toute espèce d'atteinte aux droits de l'homme. » Quand les sociétés populaires ne se contentèrent plus de la tâche qui leur avait été primitivement assignée, leur action répondit aux mêmes fins. Elles aussi menèrent contre les aristocrates une lutte ardente; elles protégèrent les chefs patriotes et ne négligèrent aucune occasion de leur prouver leur affection et leur reconnaissance. Elles montèrent la garde autour d'eux. Le 6 février 1791, tous les membres de la Société fraternelle du Palais-Cardinal s'engagèrent à défendre : « contre les fureurs des suppôts de l'aristocratie et du despotisme »

(1) *Le Creuset*, n° XXXVI, du 9 juin 1791. Les Cordeliers votèrent sur la proposition de M^{lle} Le Maire une adresse relative au décret du 10 mai sur le droit de pétition. Voir Mathiez, *Le Club des Cordeliers*, p. 8.

(2) *Bouche de Fer*, n° 57, du 24 mai 1791.

les chefs, les fondateurs et les officiers des clubs populaires. Elles surveillèrent les autorités constituées, dénoncèrent tous les abus de pouvoirs et s'attaquèrent indistinctement à tous ceux qui les commettaient. Elles s'érigèrent en vengeurs des opprimés et vinrent en aide à toutes les détresses. Elles demandèrent le maintien des ateliers publics et prièrent l'Assemblée nationale de donner du travail aux ouvriers de Paris qui étaient sans subsistance (1). Elles s'intéressèrent au sort des grenadiers de l'Oratoire et des anciennes gardes-françaises; elles protestèrent contre l'ordonnance de la Municipalité qui supprimait les étalages dans les rues et sur les ponts et se firent les avocats des marchands étaleurs réduits à la misère (2). Leur pitié ne s'inspirait pas seulement de motifs politiques. Elles distribuaient des secours aux malheureux et aux malades et organisaient des quêtes en leur faveur (3). On vit l'une d'elles

(1) *Babillard*, n° 9, du dimanche 12 juin 1791 et n° 11, du mardi 14 juin. Le 3 juillet, des commissaires des Sociétés fraternelles se réunirent à la Société du Point central des Arts et Métiers pour rédiger une lettre au président de l'Assemblée nationale. Ils l'informèrent que vingt-deux mille ouvriers devaient se rassembler le lendemain rue Saint-Honoré et lui demandèrent de laisser subsister encore quinze jours ou trois semaines les ateliers de secours. Cette mesure, dirent-ils, préviendrait les dangers qui menaçaient la chose publique et la Constituante pourrait mettre ce délai à profit pour décréter des travaux dans les départements (A. N. D XXIX^b 36, *Bouche de Fer*, n° 82, du 4 juillet 1791). Sur la suppression des ateliers de secours, voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 5, p. 234 et suiv.).

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 7, p. 425. « A l'égard des étalages, dit l'arrêté, le Corps municipal, persistant dans ses précédentes dispositions, arrête qu'à compter du samedi 5 novembre, il n'en sera point souffert dans les rues et sur les ponts, et que, dans tous les autres lieux, il n'en sera souffert aucun qui puisse gêner la voie publique et compromettre la sûreté des citoyens. » C'est le 31 octobre que Tallien, président de la Société fraternelle des Minimes, présenta aux Amis de la Constitution une députation de marchands étaleurs. Moins d'un mois plus tard, le 20 novembre, la Société fraternelle des Jacobins prit à son tour la défense des boutiquiers (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 257).

(3) Il serait facile de citer des exemples. Un des plus caractéristiques est celui que donne le *Patriote français*, n° 574, du samedi 5 mars 1791. La garde nationale de la section des Enfants-Rouges avait transporté dans une salle du Palais-Cardinal le corps d'un indigent mort subitement sur la voie publique. La Société fraternelle qui siégeait dans le palais prit à sa charge les frais des obsèques qui furent célébrées à l'église Saint-Jean. Tous ses membres, hommes, femmes et enfants, y assistèrent et le président y prononça un discours « dicté par cet esprit de fraternité qu'inspirent la raison et la philoso-

accorder sa protection à un boulanger tourmenté du désir de revoir son pays natal et lui procurer les moyens de retourner chez lui (1). Sans cesse en contact avec les petites gens, parmi lesquels elles se recrutaient, les Sociétés populaires acquirent peu à peu une immense influence. Comme les Cordeliers et à leur suite, elles portèrent le conflit sur le terrain social et attaquèrent sans relâche les décrets qui divisaient les Français en citoyens actifs et citoyens passifs et qui exigeaient pour l'éligibilité, un cens égal à un marc d'argent.

Cependant les Amis des Droits de l'Homme ne trouvèrent pas dans les sociétés populaires des disciples toujours dociles. Elles affirmèrent parfois leur indépendance et refusèrent de partager toutes leurs inimitiés. Elles restèrent fidèles à Mirabeau et le député de Provence mourut avant d'encourir leur disgrâce. Elles ne suivirent, ni les Cordeliers, qui protestèrent contre les honneurs rendus à Riquetti « l'infâme » (2), ni le Cercle social, où Mailly de Chateaurenaud proposa de juger sa mémoire (3). Le 3 avril, la séance du Club des Halles fut remplie de longues plaintes sur sa mort. Le 4, les Sociétés populaires assistèrent à ses obsèques. « Les électeurs, les députés des quarante-huit sections, le Département, la Municipalité, les juges des tribunaux de Paris, les officiers municipaux de divers lieux voisins, la Société des Amis de la Constitution, les ministres du roi, la Société de 1789, toutes les sociétés fraternelles et tous les clubs patriotiques de Paris suivirent l'Assemblée Nationale », dit le *Moniteur Universel*. Les *Révolutions de*

phie, aux yeux desquelles tous les hommes sont également recommandables, et surtout les hommes malheureux. »

(1) C'est de la Société fraternelle des Jacobins qu'il s'agit. Voir le *Journal des Débats et de la Correspondance de la Société des Amis de la Constitution*, séance du 16 mars 1792 (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 436). La Société fraternelle avait demandé aux Amis de la Constitution d'accorder à son protégé quelques secours et un diplôme. Les Jacobins accueillirent favorablement la première de ces requêtes, mais ils déclarèrent que les diplômes ne pouvaient être délivrés qu'aux membres de leur société.

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 431-433.

(3) *Bouche de Fer*, n^o 42, du 14 avril 1791 et n^o 45. Cependant l'engouement populaire pour Mirabeau était encore si vif que le Cercle social n'osa pas donner suite à la proposition de Mailly de Chateaurenaud.

Paris signalèrent particulièrement la Société des Indigents et celle des Jacobins « séparée en deux bandes, celle des hommes et celle des femmes vêtues de blanc mêlé de rubans noirs. » Le 8 avril, Noël convia les Amis de la Vérité à venir entendre dans la bibliothèque des Jacobins, l'éloge funèbre que devait prononcer le président de la Société fraternelle et, le même jour, Dansard invita, de son côté, l'Assemblée fédérative à s'inscrire pour célébrer un service à la mémoire d'Honoré Mirabeau (1). Le 14, Jean-Lambert Tallien, fondateur de la Société fraternelle des Minimes, prononça dans l'église Saint-François d'Assise, à la demande expresse des ouvriers des ateliers de Ménilmontant, l'éloge du célèbre constituant (2) et, le 9 mai, on l'a vu, la Société fraternelle des Compagnons maçons de Paris fit rendre un « honneur funèbre » à ses « mânes ».

II. — LA LUTTE CONTRE LES ARISTOCRATES.

La lutte contre les aristocrates fut le premier objectif des Sociétés populaires comme du Club des Cordeliers. Elles mirent sans cesse le peuple en garde contre leurs intrigues et leurs menées occultes; elles accueillirent tous les bruits de contre-révolution et les dénoncèrent sans se lasser. Elles n'étaient pas seulement guidées par des soucis politiques et par le désir d'abattre des adversaires dangereux; elles cédaient aussi à une hostilité de classe. Toutefois le peuple

(1) *Bouche de Fer*, n° 42, du 14 avril 1791. Voir l'*Éloge civique et funèbre*, prononcé par un membre de la Société fraternelle, séante aux Jacobins Saint-Honoré, Paris, 1791, 20 p. in-8°, B. N. Lb²⁷ 14.236.

(2) *Hommage à la mémoire d'Honoré-Riquetti-Mirabeau prononcé dans l'église paroissiale de Saint-François d'Assise*, le 14 avril 1791, par J.-L. Tallien, fondateur de la Société fraternelle séante aux Minimes, citoyen soldat de la seconde compagnie des volontaires du bataillon des Capucins du Marais. Imprimé d'après le vœu de sa compagnie assemblée, Paris, 1791, in-8°, 14 p., B. N. Lb³⁹ 4.778 et B. V. P. 7.864.

Ce n'était pas au nom de la Société fraternelle des Minimes que Tallien prit la parole, mais à la demande des ouvriers des ateliers de Ménilmontant. « Ils vinrent la veille, à onze heures du soir, dit-il, m'engager à prononcer un discours. Je ne crus pas devoir me refuser à seconder le patriotisme de ces citoyens. Je passai la nuit à le composer et je le prononçai le lendemain matin. L'ouvrage doit nécessairement se ressentir de la précipitation que j'ai été forcé d'y mettre. »

qui composait la majorité de leurs assemblées avait moins de part à ce sentiment que les petits bourgeois qui en assumaient la direction. Quand, au mois de novembre 1790, la Société fraternelle des Jacobins, qui ne comprenait guère à ce moment que les artisans et les boutiquiers du quartier des Tuileries, alla manifester sa sympathie à Lameth blessé en duel par le duc de Castries, elle obéissait évidemment aux sentiments qu'inspirait alors à la masse le député d'Artois; les paroles que prononcèrent ses envoyés et le reproche qu'ils adressèrent à Lameth d'avoir cédé à un préjugé néfaste, révèlent seulement le souci qu'avait le petit peuple de Paris d'assurer la sécurité de ceux qu'il considérait comme ses défenseurs. Mais, quelques mois plus tard, quand la Société des Jeunes Amis de la Liberté de la rue du Bac condamna solennellement le duel, elle fut moins guidée par le respect de la vie humaine ou par la volonté de défendre les chefs patriotes, que par le désir de détruire une institution caractéristique du « système affreux de la féodalité (1) ». Elle interdit le cartel à chacun de ses membres. Il est peu probable cependant que les petits commerçants du quartier de la Fontaine-de-Grenelle eussent jamais songé à vider leurs querelles sur le terrain, mais une telle défense avait de quoi satisfaire leur vanité, parce qu'elle leur interdisait ce à quoi ils ne songeaient pas à prétendre et n'exigeait aucun effort pour les élever au-dessus d'eux-mêmes. Elle abolissait un des signes de la situation inférieure où ils s'étaient trouvés jusqu'alors. L'abandon des titres de monsieur et de madame répondit aux mêmes sentiments. « Le premier, le principal but des Sociétés fraternelles, dit François Robert (2), est donc de faire disparaître ces distinctions outrageantes et de rappeler tous les hommes au juste niveau de la nature... » Elles « sont un rassemblement d'hommes de tout âge, de tout sexe, de toute profession, je ne dirai pas de toute qualité, ce serait un blasphème; il n'y a plus de qualité, là où il y a égalité. Le malheur des temps veut qu'il y ait encore une grande disproportion entre les

(1) Voir ci-dessus, chap. III, p. 90 et note 2.

(2) *Mercure National et Révolutions de l'Europe*, n° XI, du vendredi 11 février 1791.

fortunes; mais il n'y en a plus entre les citoyens; tous sont égaux aux yeux de la loi. »

Pour les Clubs populaires, les aristocrates sont les fauteurs de tous les troubles et les perpétuels responsables. Ils les mettent en cause dans les circonstances les plus imprévues. Quand, au mois de mars 1791, les clefs de l'église des Jacobins, où se réunissait la Société fraternelle, disparaissent ce sont eux que l'on accuse du vol. Quand les colporteurs de nouvelles font craindre que le peuple ne se livre à quelque manifestation au moment de l'abolition des droits d'entrée, on prétend que ce sont eux qui les inspirent.

L'abolition des droits d'entrée.

Cette mesure ne devait entrer en vigueur que le 1^{er} mai 1791, mais, dès le début de l'année, le bruit courut que les patriotes, secrètement encouragés par les contre-révolutionnaires, allaient brûler les barrières et célébrer cet événement par une véritable insurrection (1). Le *Mercure National* ajouta que les aristocrates profiteraient des troubles qu'ils auraient eux-mêmes suscités pour armer vingt-quatre mille hommes, traîner le canon dans Paris et proclamer enfin la « chère petite loi martiale », sous le prétexte de disperser cent à deux cents citoyens (2). Dès le 23 février, le Club des Ennemis du Despotisme fit publier dans le *Patriote français* (3) un arrêté relatif aux barrières. Il s'éleva contre les imputations malveillantes des adversaires du bien public. « Les habitants du faubourg Saint-Antoine, dit-il, savent que la suppression des droits d'en-

(1) B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 235. Le 20 février 1791, Bailly avait invité M. de Gouvion à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir une émeute qui devait se produire à la Barrière Blanche. Le lendemain, il lui demanda de veiller à la protection des barrières menacées d'incendie et de pillage. Gouvion répondit que les bataillons étaient prêts à marcher et que toutes les entrées de Paris étaient surveillées. Il assura d'ailleurs que le faubourg Saint-Antoine était tranquille.

(2) *Mercure National*, n° XV, du samedi 30 avril 1791.

(3) *Patriote français*, n° 564, du 23 février 1791. L'arrêté parut également dans le *Moniteur Universel* du même jour. Il porte la signature de L. Milly, mais il fut rédigé à la demande de Santerre. Voir Arrêté du Club des Ennemis du Despotisme, le 9 juin 1791, A. N. F⁷ 4.623.

trée ne doit avoir lieu qu'à compter du 1^{er} mai prochain; ils savent que l'on ne doit point se permettre d'anticiper sur ce délai, inséparable de l'esprit de justice qui l'a dicté; ils savent enfin que ce n'est point à eux qu'appartient l'exécution immédiate du décret sur les entrées et encore moins de mettre le feu aux barrières de Paris. » Les Ennemis du Despotisme assuraient qu'ils étaient, comme toujours, prêts à se soumettre à la loi, à soutenir de tout leur pouvoir les décrets de l'Assemblée Nationale et à respecter l'ordre et la tranquillité publique.

Les bruits n'en persistèrent pas moins. Le 29 avril, le Corps Municipal publia un Avis pour prémunir les citoyens contre toutes tentatives de désordre (1); mais la Société fraternelle des Jacobins ne jugea pas ces précautions suffisantes : elle y ajouta ses exhortations particulières et fit imprimer une *Invitation aux bons Citoyens relativement aux barrières* (2). Elle y louait l'œuvre de l'Assemblée Nationale qui, après avoir rendu au peuple sa souveraineté, étendait ses réformes aux charges « onéreuses » qui l'opprimaient. Elle mettait les habitants de Paris en garde contre les provocations dont ils étaient l'objet et les engageait à ne point donner à leurs adversaires la joie de voir déployer contre eux la « force imposante et nécessaire de la loi ». Elle leur montrait qu'il était de leur intérêt de se conduire sagement. « On veut, disait-elle, que vous vous portiez en foule aux barrières, que vous démolissiez vous-mêmes ces monuments honteux. N'en faites rien! Elles vous appartiennent ces pierres accumulées à grands frais! Laissez à vos mandataires le soin d'en tirer parti (3). » Ces conseils furent suivis.

(1) Procès-verbal de la séance du Corps municipal du 29 avril 1791 (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 49). Le Corps municipal confia aux Parisiens eux-mêmes la garde des murs et des barrières et annonça qu'il prendrait seulement les mesures nécessaires pour que les voitures d'approvisionnement, qui attendaient la suppression des droits pour entrer dans la ville, n'amènent aucun désordre. On calcula que les denrées qui entrèrent dans Paris pendant la nuit du 1^{er} mai auraient payé plus de trois millions et demi de taxes.

(2) S. l. n. d., fol., B. N. Lb⁴⁰ 3.300. Cette invitation fut publiée dans le *Journal des Clubs*, n^o 25, du 29 avril au 5 mai 1791.

(3) Le Corps municipal avait donné aux Parisiens, le 29 avril, des conseils semblables. « Ces propriétés nationales, c'est-à-dire les bâtiments, murs, barrières et terrains qui forment la nouvelle enceinte de Paris et des dépendances,

Le 1^{er} mai se passa dans le plus grand calme et la suppression des droits d'entrée fut fêtée par le peuple de Paris (1). Plus de mille personnes se réunirent à la barrière des Gobelins et l'on dansa toute la nuit à celle du Trône. La Société fraternelle pouvait s'en attribuer la gloire. Mais la presse de droite affirmait de son côté que les bruits répandus dans la capitale n'avaient eu aucun fondement : les patriotes les avaient fait circuler pour se donner le mérite de prévenir une émeute dont ils avaient seuls envisagé la possibilité.

La Société des Amis de la Constitution Monarchique.

C'est à propos de la Société des Amis de la Constitution monarchique que la lutte devint particulièrement grave. Cette société avait été fondée, au mois de novembre 1790, par le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre, député de la noblesse de Paris (2). Elle siégeait près du Palais-Royal, au Panthéon, rue de Chartres. Les aristocrates intransigeants n'en faisaient pas partie. Elle se composait surtout des

sont destinées par la loi du 30 mars dernier à être vendues pour indemniser la nation d'une partie des sommes que les acquisitions et constructions lui ont coûtées. Le Directoire du Département doit incessamment présenter un projet pour faire cette vente de la manière la plus avantageuse et la plus prompte. » La Municipalité ne s'était d'ailleurs pas contentée d'adresser des conseils aux Parisiens. Le 27 avril, Bailly avait recommandé à La Fayette d'exercer une garde vigilante sur les barrières de Paris, surtout pendant la nuit. Il lui avait demandé de prolonger sa surveillance jusqu'aux premiers jours de mai (B. N. Mss Fonds français, 11.697, fol. 147).

(1) Voir *Grand détail de toutes les réjouissances qui auront lieu demain 1^{er} mai, à l'occasion de l'ouverture des barrières et de la liberté des entrées*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.915.

Le Mai des Français ou la grande réjouissance nationale sur la cessation des droits d'entrée, avec l'ordre et la marche des troupes et de la musique commandée à ce sujet, avec la superbe chanson sur les adieux aux fermiers généraux et leurs commis aux barrières, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.916.

Enterrement du despotisme ou funérailles des barrières, troisième fête nationale pour être célébrée le 3 mai 1791, Paris, 1791, in-8°, Lb³⁹ 9.917.

Détail général de tout ce qui s'est passé cette nuit à toutes les barrières de Paris, imp. 4 p. in-8°, B. V. P. 11.945.

(2) *Extrait des registres de la Société des Amis de la Constitution monarchique*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.335. Cf. sur le Club monarchique la thèse de M. Charles Du Bus : *Stanislas de Clermont-Tonnerre et l'échec de la Révolution Monarchique (1757-1792)*, Paris, Félix Alcan, 1931, gr. in-8°, 3^e partie, p. 321 et suiv.

anciens Impartiaux et ses membres se défendaient d'être des réactionnaires. Suivant le marquis de Ferrières, elle compta dès le début six cents adhérents (1). Ce chiffre paraît quelque peu exagéré. Deux listes publiées, l'une au début du mois de février 1791, l'autre quelques semaines plus tard, portent, la première cent cinquante-quatre noms, la seconde deux cent trente-cinq, mais elles soulevèrent des protestations et le nombre des membres ne dut pas dépasser trois cent cinquante (2).

Le 17 novembre 1790, le Club monarchique décida d'imprimer un journal dont la rédaction fut confiée à Fontanes. Il parut pour la première fois le 18 décembre sous le titre *Journal de la Société des Amis de la Constitution monarchique* et n'eut que vingt-sept numéros (18 décembre 1790-18 juin 1791) (3). Dès le 28 décembre, d'ailleurs, Fontanes abandonna sa direction et en avisa le public par une lettre qui fut insérée dans le *Moniteur*. La Société monarchique avait adopté les armes de la France ; mais elle y ajouta une balance dont l'un des plateaux portait un bonnet de la liberté, l'autre, la couronne royale. Sa devise était « Libres et fidèles ».

Les Amis de la Constitution monarchique firent d'abord peu parler d'eux. Mais, en décembre 1790, peut-être désireux d'étendre leur influence, ils se posèrent en bienfaiteurs du peuple. Par un arrêté en date du 18 de ce mois, ils créèrent une caisse alimentée par des contributions volontaires et administrée par le directoire de leur société, et se mirent à distribuer du pain à un sou et demi la livre aux pauvres gens des sections de Paris. Les indigents, qui devaient présenter un certificat constatant leur situation malheureuse et leur bonne conduite, étaient surtout choisis parmi les artisans sans travail, les pauvres honteux, les vieillards et les convalescents. La distribution se faisait par l'intermédiaire de certains boulangers qui recevaient du Club monarchique l'excédent du prix du pain et ne donnait

(1) *Mémoires*, t. 2, livre 8.

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 1, p. 638.

(3) *Journal de la Société des Amis de la Constitution monarchique*, Paris, 27 numéros en trois volumes in-8°, B. N. Réserve Lc² 491. Les quatre premiers numéros ont été réimprimés (s. 1., 1790-1791, in-8°, B. N. Lc² 491 A).

celui-ci qu'aux indigents pourvus d'une carte signée par trois membres du Directoire.

La presse démocratique s'émut. Le *Courrier de Paris dans les quatre-vingt-trois départements* ouvrit le feu et fut immédiatement suivi (1). Le Monnier dénonça aux Amis de la Constitution la manœuvre du Club monarchique (2). Quelques-uns de ceux qui avaient accepté d'en recevoir des secours s'inquiétèrent. Deux d'entre eux vinrent à la Société fraternelle des Jacobins exprimer « leur amertume et leur regret » et protester de leur bonne foi. Ils assurèrent qu'ils renonçaient volontiers à ce qui leur avait été promis; mais les membres de l'assemblée ne voulurent pas accepter ce sacrifice. Ils organisèrent en leur faveur une quête qui donna plus que les deux hommes ne pouvaient attendre des Amis de la Constitution monarchique (3).

Les sections intervinrent dans le conflit. Le 25 décembre, celle de l'Observatoire porta à l'Hôtel de Ville un arrêté pris le jour même et à la suite duquel la Municipalité suspendit les séances du Club. Cet ordre fut notifié à Clermont-Tonnerre, mais ce n'était pas lui qui présidait alors la société et il ne put en avertir les membres. Quand ceux-ci se présentèrent rue de Chartres, ils trouvèrent les portes du Panthéon fermées. Ils en furent d'autant plus étonnés que le Club des Étrangers, dont certains d'entre eux faisaient partie, siégeait dans la même maison. Ils se réunirent alors dans un jeu de paume de la rue de Grenelle et décidèrent de s'incliner. Leur président Dubergier en avertit Bailly (4).

La décision du Corps municipal ne satisfit pas les patriotes qui ne virent qu'une manœuvre dans son apparente fermeté. La Municipalité était alors en lutte avec les Vainqueurs de la Bastille, et l'*Ami du Peuple* l'accusa de n'avoir

(1) *Courrier de Paris dans les quatre-vingt-trois départements*, n° du 20 décembre 1790; *Révolutions de Paris*, n° 76, du 18 au 25 décembre; *Chronique de Paris*, n° du 27 décembre; *Journal des Clubs*, n° VII, non daté.

(2) *Discours de M. Le Monnier à l'Assemblée des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins*, 25 décembre 1790, Paris, s. d., 7 p. in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 567.

(3) *Mercure National et Révolutions de l'Europe*, n° IX, du vendredi 4 janvier 1791.

(4) *Discours prononcé à l'Hôtel de Ville de Paris, par le président du Club monarchique* (M. Dubergier), imp. s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.751.

« fait semblant de dissoudre le Club monarchique que pour empêcher les Vainqueurs de s'assembler (1) ». Les *Révolutions de Paris*, parlant des membres du Corps municipal, déclarèrent de leur côté : « Il est si vrai qu'ils n'avaient en vue que de détruire les Sociétés patriotiques que, bientôt après avoir anéanti la Société des Vainqueurs de la Bastille, ils ont tenté la même chose contre le Club helvétique (2). »

La suspension imposée aux Amis de la Constitution monarchique ne fut d'ailleurs pas de longue durée. Dès le 8 janvier, la Municipalité, qui avait demandé des renseignements aux Comités de sections (3), les autorisa à reprendre leurs séances, mais après leur avoir fait promettre de renoncer à faire des distributions de pain à un prix inférieur au prix ordinaire.

Le Club monarchique ne s'en tira pas à si bon compte avec les patriotes.

Il eut toutes les peines du monde à trouver un local pour s'assembler; on fit pression sur les propriétaires des salles qui, tour à tour, leur fermèrent leurs portes; on les accusa d'avoir suscité l'affaire des marchandises anglaises qui causait quelque agitation au Faubourg Saint-Antoine; on les rendit responsables de l'échauffourée de la Chapelle.

Le samedi 22 janvier, des ouvriers du faubourg Saint-

(1) *Ami du Peuple*, t. 4, n° 16, non daté.

(2) *Révolutions de Paris*, n° 78, du 1^{er} au 8 janvier 1791.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.666, fol. 232 : lettre de B.-J. Cahier en date du 4 janvier 1792, aux président et commissaires de la section du Palais-Royal. En février, Cahier leur écrivit de nouveau pour leur demander de faire parvenir tous les renseignements qu'ils pourraient avoir « sur les imputations faites au Club monarchique par diverses sections », à M. J.-J. Le Roux, 6, rue du faubourg Montmartre, qui avait été chargé de préparer un rapport (Mss Nelles acq. fr. 2.666, fol. 239). En réalité, il y avait trois rapporteurs : Maugis, J.-J. Le Roux et Étienne Le Roux. Leur travail fut prêt le 10 février et J. J. Le Roux en donna connaissance ce jour-là au Corps municipal, et le lendemain au Conseil général de la Commune. Ils déclarèrent l'un et l'autre que l'instruction était incomplète et ajournèrent pour l'instant toute discussion. Par déférence pour la Municipalité et pour ramener le calme, les Amis de la Constitution monarchique suspendirent leurs séances jusqu'à ce qu'elle se fût prononcée. Le 15 mars cependant, las d'attendre son arrêt, ils lui annoncèrent qu'ils allaient de nouveau se réunir. Ils le firent le 28 mars et la Société fraternelle des Jacobins vint troubler leur séance (voir ci-dessous, p. 191).

Antoine avaient adressé à l'Assemblée Nationale une pétition demandant la prohibition des marchandises anglaises, cependant qu'on affichait sur les murs de la ville des placards « incendiaires » qui invitaient les artisans de tous métiers, charrons, menuisiers, selliers, carrossiers, bonnetiers, bijoutiers, boutonniers, à se rendre, le lundi 24 janvier, au Marché-Neuf, rue de Beauvau, pour faire main basse sur les produits des industries d'Outre-Manche qu'ils pourraient trouver dans les magasins de la capitale (1). Les autorités s'émurent; le Commandant général de la Garde nationale demanda aux chefs de postes d'organiser des rondes dans leurs arrondissements afin d'arracher ces placards et il les pria de signaler à la Municipalité les endroits où ils les auraient trouvés (2). C'est alors qu'intervint la Société fraternelle du Palais-Cardinal. Son président, Talien, rédigea un Avis à ses Concitoyens du faubourg Saint-Antoine, où, visant évidemment le Club monarchique, il les mit en garde contre toutes les tentatives des ennemis du bien public. Il accusa les royalistes de vouloir provoquer la rupture du traité de commerce qui subsistait encore entre la France et l'Angleterre, dans le dessein d'amener un conflit entre les deux puissances. Il recommanda aux habitants du faubourg Saint-Antoine de ne pas prendre part aux distributions faites par les soins des Amis de la Constitution monarchique. « Méfiez-vous encore, leur dit-il, de ces gens qui inscrivent les indigents sur un registre et qui leur donnent du pain. Méfiez-vous de ceux qui vous donnent de l'argent pour ne rien faire; ce sont à coup sûr de mauvais citoyens. Dénoncez-les aux Comités des sections. S'ils étaient bons citoyens, ils remettraient cet argent ou aux

(1) Cette affiche fut communiquée par Santerre à la Société des Amis de la Constitution dans sa séance du mardi 25 janvier (voir *Chronique de Paris*, n° 26, du mercredi 26 janvier 1791). La date du 24 janvier qu'elle indique pour le rassemblement des ouvriers confirme celle que donnent les *Révolutions de Paris*, n° 80, du 22 au 29 janvier. Il paraît difficile de croire, comme le dit la *Chronique de Paris*, que c'est ce jour-là seulement que les placards furent affichés.

La pétition adressée le 22 à l'Assemblée nationale est introuvable (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 289 et suiv.). Ni le procès-verbal officiel, ni les comptes-rendus des séances de la Constituante n'en donnent acte.

(2) *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, n° du 22 janvier 1791.

officiers municipaux, ou aux comités de section pour en faire la distribution. » Tallien publia son avis dans la *Chronique de Paris* du 27 janvier. Il le fit répandre dans la ville, mais certaines des patrouilles chargées d'exécuter les ordres de La Fayette, dans l'excès de leur zèle, ne se donnèrent pas la peine de le lire et arrachèrent à la fois l'affiche incriminée et les exhortations de la Société fraternelle (1). Cependant les ouvriers du faubourg et ceux des ateliers publics suivirent les conseils de Tallien et observèrent le plus grand calme. L'affaire n'eut aucune suite. Elle n'avait été qu'un incident sans gravité. Le conflit de La Chapelle fut plus sérieux.

Le lundi 24 janvier, à huit heures du matin, des commis aux barrières accompagnés de chasseurs soldés des compagnies de Queyssat et de Charton, allèrent saisir des marchandises de contrebande déposées chez un habitant de la Chapelle-Saint-Denis. Il s'appelait Vincclair et tenait une boutique d'épicier-cabaretier à l'enseigne de Sainte-Geneviève. Il est difficile, en présence des relations divergentes que donnent les différents journaux du temps, de connaître les circonstances exactes dans lesquelles se produisit la bagarre (2). D'après le *Moniteur Universel* (3), le tocsin

(1) *Chronique de Paris*, n° 26, du mercredi 26 janvier 1791 : « La séance de la Société des Amis de la Constituante n'a pas été moins imposante aujourd'hui. Un jeune grenadier y a annoncé que son amour pour la paix l'avait porté à aller dès le matin au faubourg Saint-Antoine pour y attacher un placard dont le but évident était de détruire l'effet incendiaire de celui qui avait été répandu hier, mais il a eu la douleur de voir arracher son placard par une patrouille qui, sans doute, ne l'avait pas lu. » M. Du Bus ne fait aucune allusion à cette affaire dans sa thèse sur Clermont-Tonnerre; il parle seulement en quelques lignes de l'échauffourée de la Chapelle.

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 230. Deux des brochures que signale M. Lacroix, et pour lesquelles il donne seulement la cote de la Bibliothèque nationale, se trouvent également à la B. V. P. :

Récit exact et circonstancié du combat et des malheurs arrivés hier au village de la Chapelle, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.536 et B. V. P. 9.610.

Grand détail du massacre arrivé aujourd'hui à la Chapelle Saint-Denis par les contrebandiers et les chasseurs, Paris, s. d., in-4°, B. N. Lb³⁹ 9.675 et B. V. P. 8.321.

(3) *Moniteur Universel*, n° 29, du 29 janvier. « Récit exact de ce qui est relatif aux compagnies de chasseurs de Charton et de Queyssat, dans le fâcheux événement arrivé à la Chapelle. » Ce journal avait publié dans son numéro du 26 janvier, un récit plus court où il disait seulement que les com-

sonna au cours de la perquisition; les habitants, pour la plupart armés, se réunirent devant l'épicerie, s'opposèrent à l'enlèvement des marchandises saisies, blessèrent mortellement le chasseur Morin et s'emparèrent de l'un de ses compagnons qui allait à la mairie demander main forte. Quand les secours arrivèrent, la maréchaussée voulut disperser la foule, mais, exaspérée par la résistance de celle-ci et par la mort de Morin, elle tira.

La Municipalité de la Chapelle publia un récit plus dramatique. Les chasseurs, dit-elle, s'étaient présentés sans ordre chez Vinclair et ils avaient procédé aux recherches sans solliciter l'autorisation des officiers municipaux du village. Ils provoquèrent eux-mêmes l'échauffourée en blessant l'épicier qui tentait de s'opposer à la perquisition. Le tocsin sonna; on battit la générale et les habitants s'assemblèrent en armes. A neuf heures, un détachement de chasseurs soldés arrivant de Paris, le maire, les officiers municipaux et les gardes nationaux de la Chapelle se portèrent à sa rencontre; mais ils furent accueillis à coups de fusil. Le sergent Jullien et le volontaire Auvry furent tués; les autres, épouvantés, se réfugièrent dans la maison de Vinclair que les chasseurs envahirent. La femme de l'épicier fut massacrée, ainsi qu'un tambour du bataillon de Saint-Laurent et deux habitants de la Chapelle. Finalement les chasseurs durent se retirer, non sans tuer « encore plusieurs personnes (1) ».

La presse démocratique prit feu. Elle publia des récits invraisemblables où il était question d'une « nuée de chas-

mis s'étaient heurtés à des contrebandiers armés dont quelques-uns étaient déguisés en gardes nationaux. Un combat s'ensuivit, il y eut des morts et des blessés. Cf. également *Journal de Paris*, n° du 27 janvier 1791.

(1) *Délibération de la Municipalité et du Conseil général de la Commune de la Chapelle-Saint-Denis et extrait certifié du procès-verbal du 24 janvier 1791, concernant le massacre fait ledit jour par les chasseurs soldés*, imprimés par ordre de la Municipalité au profit des veuves de Jullien et d'Auvry, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.535 et B. V. P. 8.321. Les patriotes se plainquirent que des « ordres supérieurs » aient empêché la vente et arrêté la circulation de cette brochure. Bailly assura qu'ils n'émanaient pas de lui, à supposer qu'ils eussent existé (*Lettre de M. le Maire à la Section des Gravilliers sur l'affaire de la Chapelle*, Paris, le 25 février 1791, in-4°, B. N. Lb³⁹ 9.749).

Voir également *Révolutions de Paris*, n° 80, du 22 au 29 janvier.

seurs » s'abattant sur le village terrorisé et massacrant hommes, femmes et enfants. Le *Journal du Soir* parla de quatre-vingt-quinze morts; le *Courrier des quatre-vingt-trois départements* ramena ce chiffre à neuf; les *Révolutions de France et de Brabant* annoncèrent que dix personnes avaient été tuées et dix-huit blessées. On ne connaît, en réalité, que les noms de trois victimes, une parmi les chasseurs, Morin, les deux autres parmi les gardes nationaux de la Chapelle, Jullien et Auvry (1). L'événement, dit M. Mathiez, se ramenait à une « échauffourée banale » entre les chasseurs des barrières et quelques contrebandiers de village (2).

Toutefois, dès le 26 janvier, le *Patriote Français* insinua que la contrebande n'était pas l'unique cause du combat. Le même jour, la *Chronique de Paris* déclara que le Club monarchique paraissait en être l'âme. Cette allégation fut reprise et formellement affirmée par les *Révolutions de France et de Brabant* et par l'*Orateur du Peuple*. La Société des Jacobins la prit à son compte, mais avec plus de prudence ou plus d'hypocrisie. Elle déclara que les chasseurs avaient reçu de l'argent pour commettre le « crime de la Chapelle » et accusa les Amis de la Constitution monarchique de chercher à fomentier des troubles. Il était trop facile de rapprocher ces deux propositions. Mais les chasseurs protestèrent (3) et, devant l'évidente sincérité de leurs affirmations, les Jacobins durent retirer l'accusation de vénalité et de corruption qu'ils avaient portée contre eux. Ils furent, d'ailleurs, les seuls à reconnaître, au moins en partie, leur erreur. La Municipalité de Paris, qui avait fait procéder à une enquête (4), assurait en vain qu'il avait

(1) Les patriotes durent reconnaître, au moins implicitement, l'exagération des chiffres qu'ils avaient tout d'abord donnés. La Municipalité de la Chapelle, qui parlait dans son procès-verbal de nombreux morts, le fit imprimer au profit des seules veuves de Jullien et d'Auvry. L'épithaphe rédigée par la Société fraternelle des Jacobins ne porte que ces deux noms et des pensions ne furent demandées à l'assemblée que pour ces deux femmes.

(2) Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 24.

(3) *Grande plainte des chasseurs à l'occasion de la lettre des Jacobins adressée à toute la garde nationale parisienne* (28 janvier), s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.540.

(4) *Rapport du Comité des Recherches à la Municipalité de Paris sur l'af-*

été impossible de découvrir la moindre trace d'un complot; les patriotes n'en persistèrent pas moins à admettre son existence et à en faire porter la responsabilité au Club des Amis de la Constitution monarchique.

La Société fraternelle des Jacobins partagea cette conviction. Elle célébra l'héroïsme des deux gardes nationaux de la Chapelle qui avaient sacrifié leur vie pour la liberté et étaient tombés victimes de leur patriotisme. Elle appuya les démarches faites auprès de l'Assemblée nationale pour obtenir qu'une pension fût versée à leurs veuves (1). Le jour anniversaire de leur mort, elle organisa une cérémonie en leur honneur; Fauchet, évêque du Calvados, prononça une oraison funèbre; la Municipalité et la garde nationale de la Chapelle portèrent « avec vénération » au cimetière du village, une pierre de la Bastille donnée par Palloy, sur laquelle la société avait fait graver aux frais d'un de ses membres, M. Petit père, une épitaphe relatant leur triste fin et les hommages rendus à leur mémoire (2).

faire de la Chapelle du 24 janvier 1791, Paris, 1791, in-8°, B. V. P. 12.251. Il se trouve également aux Archives nationales C 128.

(1) Une première réclamation adressée à l'Assemblée nationale, en août 1791, par la Municipalité et la Garde nationale de la Chapelle resta sans réponse (A. N. C 125). Cette pétition réclamait à l'Assemblée pour les veuves de Jullien et d'Auvry les mêmes récompenses que pour les veuves des Vainqueurs de la Bastille. En janvier 1792, une nouvelle démarche fut faite par Anthoine. Il présenta à la Législative un récit du massacre rédigé par Buirette-Verrières qui admettait l'existence du complot (*Réclamation des veuves de La Chapelle à l'Assemblée Nationale*, signé Verrières, défenseur officieux, 9 janvier, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.391). Sur un rapport de Lacoste, député de la Dordogne, l'Assemblée accorda aux deux veuves, le 11 mai 1792, une pension annuelle de deux cents livres. En prairial an II, la Convention rendit même un décret — qui, d'ailleurs, resta inexécuté — ordonnant au Comité de Sûreté générale de faire rechercher les auteurs et les complices du massacre des citoyens de La Chapelle et de les déferer au Tribunal révolutionnaire.

La veuve de Morin avait été secourue par les deux compagnies de chasseurs qui avaient pris part à la bagarre. Dès 1791, d'ailleurs, les patriotes avaient envoyé des secours en argent aux deux femmes de Jullien et d'Auvry. C'est ainsi que, le 20 mars 1791, une députation du bataillon de l'abbaye Saint-Germain des Prés vint porter à la Municipalité de La Chapelle quatre cent soixante livres douze sols qui leur étaient destinées (*Extrait des délibérations du 20 mars 1791*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.824).

(2) B. N. Mss-Nelles acq. fr. 308, fol. 148. « Ici reposent les corps de Jean-Baptiste Jullien et de Pierre-Antoine Aury (*sic*), citoyens de ce lieu de La

Cependant les Amis de la Constitution monarchique, dans l'espoir d'apaiser la haine dont on les poursuivait, avaient obéi à la suggestion de Tallien. Ils firent remettre au procureur-syndic de la Commune, avec une liste d'indigents, la somme de onze mille cinq cent quarante-neuf livres provenant de contributions volontaires et destinée à des œuvres de bienfaisance. Ils chargèrent les Comités de sections d'en faire la distribution. Mais il était trop tard pour désarmer les méfiances qu'ils avaient imprudemment soulevées. On les attaqua de plus belle. Le 3 février, les Jeunes Amis de la Liberté de la rue du Bac, dans un discours prononcé à la tribune des Jacobins, dénoncèrent ces « partisans de l'aristocratie aulique qui, ayant toujours dans la bouche le bonheur des Français, ne s'occupent dans leurs assemblées que des moyens de les asservir et de recouvrer des droits qu'ils ne devaient qu'à la naissance et à la fortune (1). » Le 28 mars, la Société fraternelle des Jacobins décida de troubler une réunion du Club monarchique, et la plupart des frères et sœurs, retenus par cette entreprise, n'assistèrent pas à la séance du jour, où il n'y eut que fort peu de monde (2). Le 15 avril, une députation de la Société

Chapelle... morts à la malheureuse affaire du 24 janvier 1791 (s. l. n. d., in-fol., B. N. Lb³⁹ 9.676).

(1) Voir ci-dessus, p. 89, note 2.

(2) *Feuille du Jour*, n° 92, du samedi 2 avril 1791.

La réunion du Club des Amis de la Constitution monarchique avait lieu rue des Petites-Écuries du Roi, dans une salle appelée Loge de l'Amitié. Voir le récit de la manifestation dans le *Moniteur Universel* du 31 mars, les *Révolutions de Paris*, n° du 26 mars au 2 avril, la *Chronique de Paris* du 30 mars et l'*Orateur du Peuple*, t. IV, n° 29. Cf. également *Grand détail de l'arrestation de plusieurs membres du Club monarchique qui ont été poursuivis hier soir par le peuple pour avoir pris la cocarde blanche*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.747.

Le Club monarchique fit imprimer, de son côté, une série de brochures : *Compte-rendu au peuple par les Commissaires de la Société des Amis de la Constitution monarchique*, s. l., 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 811. — *Récit exact de ce qui s'est passé hier, 28 mars, à l'occasion du Club monarchique*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.841. — *Relation véritable de l'événement arrivé hier au soir à l'occasion de l'assemblée des Amis de la Constitution monarchique*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.746. Cette brochure raconte que le 28 mars, à cinq heures du soir, des hommes, des femmes et des enfants, pour la plupart étrangers au quartier, se réunirent dans la rue où les Amis de la Constitution allaient s'assembler et les injurièrent à mesure qu'ils arrivaient. Il y eut même quelques actes de violence. A la demande de la Municipalité, les Amis de la Cons-

fraternelle des Carmes vint encore dénoncer aux Amis de la Constitution les efforts du Club monarchique pour faire des prosélytes. A partir de cette époque, d'ailleurs, les documents deviennent plus rares. Le club cessa toute activité après Varennes.

Ce n'est pas seulement sur les Amis de la Constitution monarchique que se portèrent les soupçons des Sociétés populaires. Toutes les assemblées où leurs membres ne pouvaient être admis leur étaient suspectes; elles accueillirent toutes les dénonciations, même les plus invraisemblables.

Le 28 mars, Voidel annonça à la Société fraternelle des Jacobins que des aristocrates se réunissaient dans une maison de la Petite-Pologne attenante à la caserne des chasseurs. Les frères s'y transportèrent, mais ne trouvèrent personne. La *Feuille du Jour* s'indigna : « Nous ne sommes ni frondeurs, ni malévoles, dit-elle, mais nous demandons de quel œil il faut regarder M. Voidel, homme public, représentant de la Nation, législateur enfin, compromettant son caractère jusqu'à s'introduire dans une taverne politique, pour y faire des confidences qui sont l'incontestable résultat d'un espionnage honteux (1). »

titution monarchique se retirèrent rapidement et acceptèrent de suspendre, une fois encore, leurs séances. La foule ne s'écoula qu'à sept heures du soir.

Clermont-Tonnerre assura qu'il était faux que les membres du club eussent porté la cocarde blanche. Le 14 avril, les Amis de la Constitution monarchique demandèrent justice à la Municipalité de Paris (*Pétition des Commissaires de la Société des Amis de la Constitution monarchique*, s. l. n. d., B. N. Lb⁴⁰ 2.336 Voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 606 et suiv.). Mais le Corps municipal leur répondit qu'il n'y avait pas lieu à délibérer, puisque la Société pouvait s'adresser aux tribunaux, et il enjoignit au Comité des Recherches de remettre le 20 avril le rapport dont il était chargé depuis la fin du mois de janvier (voir p. 185, note 3). Le Comité n'obéit pas et, de leur côté, les Amis de la Constitution monarchique, ne connaissant pas leurs agresseurs, n'intentèrent aucune poursuite.

Les Cordeliers s'étaient montrés aussi hostiles que la Société fraternelle des Jacobins. Le 3 avril, ils avaient accompagné au couvent de la rue Saint-Honoré un sieur Ruteau qui venait dénoncer un complot formé par le Club monarchique pour exterminer tous les patriotes ainsi que la Garde nationale, rappeler les émigrés et rétablir l'Ancien Régime. Il assura qu'il avait été préparé pour le 28 mars. Était-ce donc la manifestation de la Société fraternelle qui l'avait fait échouer? (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 371 et suiv.).

(1) *Feuille du Jour*, n° 92, du 2 avril 1791.

Le 20 avril, un sieur Jumel vint déposer au Club de l'Égalité un projet de contre-révolution qui lui avait été confié, dit-il, le samedi 12 mars et qu'il avait déjà révélé à La Fayette, tandis qu'un sous-lieutenant de grenadiers de la section de la Grande-Batelière le communiquait à Bailly et au Comité des Recherches (1).

Le 8 mai, une députation de la Société des Amis des Droits de l'Homme du faubourg Saint-Antoine dénonça Clermont-Tonnerre qui, non seulement, laissait subsister ses armoiries sur le fronton du château de Champlâtreux et sur les murs de l'église, mais encore avait établi un club monarchique dans une petite ville voisine (2).

Quelque temps après, une lettre anonyme révéla au président de la Société des Indigents l'existence d'une assemblée aristocratique qui portait le nom de Club Britannique. Elle racontait que des membres de l'ancienne noblesse, mêlés à des députés à l'Assemblée Nationale, se réunissaient tous les soirs, entre neuf et dix heures, au numéro 88 de la rue de Richelieu. A leur tête se trouvaient le comte de Villepaix, Peltier, l'auteur des *Actes des Apôtres*, et Rivarol. Ils tenaient quelquefois tripot et, dans ce cas, l'administrateur Perron recevait cent écus, dont il remettait une partie au secrétaire de Bailly, Boucher (3). Cette dénonciation eut un sort moins heureux que celle de Voidel. La Société des Indigents l'accueillit avec froideur; elle mit en doute sa véracité et soupçonna une « maligne instigation ». D'ailleurs, elle ne se reconnut pas le droit de faire la police et renonça à provoquer une émeute (4).

La Société fraternelle des Jacobins apportait moins de scrupules en ces sortes d'affaires. Le 10 juillet, un de ses membres vint lui dénoncer la conduite coupable du médecin de M. Dubois de Crancé. Ce praticien, qui professait hautement des principes inciviques, avait fait mettre un

(1) *Orateur du Peuple*, t. V-VI, n° 52, non daté.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 391.

(3) Boucher avait été nommé secrétaire de la Mairie par une délibération du Bureau de ville provisoire, en date du 31 octobre 1789. Il fut maintenu par décision du Bureau municipal du 24 novembre 1790 (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 1, p. 384).

(4) *Orateur du Peuple*, t. VIII, n° 2, non daté.

« coter » à la jambe de son malade et avait ordonné aux chirurgiens de le maintenir quelque temps « sous prétexte qu'il avait beaucoup d'humeur ». Ce n'était là, comme on pouvait le penser, qu'une ruse pour retenir chez lui le patient et priver la France de ses services. « Je le tient par la pate, disait le médecin; il n'y ra pas de sitôt à l'Assemblée nationale. » Un frère entendit ces propos imprudents et se hâta de prévenir la Société fraternelle dont l'indignation fut vive. Elle nomma aussitôt trois commissaires qu'elle envoya aux Jacobins en leur ordonnant, s'ils ne pouvaient être admis au Club des Amis de la Constitution, de se rendre à la section de la Grange-Batelière (1).

III. — LA LUTTE CONTRE LES PRÊTRES RÉFRACTAIRES.

La conduite des prêtres réfractaires n'inspira pas moins d'inquiétude aux clubs populaires. Le refus de prêter serment à la Constitution civile leur paraissait une manœuvre contre-révolutionnaire. Dès le 8 décembre 1790, Dansard avait dénoncé, à la tribune des Jacobins, ce clergé superbe et fastueux « qui aimait les plaisirs et s'enivrait souvent en buvant dans leur coupe... Il portait, sur sa poitrine et du côté du cœur, une croix parce qu'elle était d'or et que l'éclat de ce métal lui répondait des jouissances dont il était insatiable. » Dansard célébra la Constitution civile qui rendrait aux prêtres l'humilité et la modestie qu'ils avaient perdues, leur donnerait le goût de la pénitence et les ramènerait à la pratique de leurs devoirs. A la demande du nouvel évêque de Paris, Gobel, l'ancien capucin Mathieu accepta de desservir un hameau dépendant de Clichy-la-Garenne.

Ces sentiments étaient communs à tous les clubs populaires. Le clergé constitutionnel était assuré de trouver auprès d'eux aide et protection et se montrait très déférent à leur égard. La Société fraternelle des Jacobins comptait parmi ses membres l'évêque de Paris et, s'il n'assista pas régulièrement à ses séances, il participa du moins aux frais d'impression des discours qui y étaient prononcés. Le

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.656, fol. 246.

15 mars, Dubois de Crancé présenta aux frères et sœurs les évêques d'Auch et de Bordeaux, dont la présence déclencha dans l'assemblée une joie que la *Feuille du Jour* traite de « convulsive ». De longs applaudissements saluèrent les deux prélats qui furent harangués et répondirent avec « une précision satisfaisante (1) ».

Les Clubs patriotiques ne se contentèrent d'ailleurs pas de prodiguer aux prêtres assermentés des encouragements et de bonnes paroles; ils se refusèrent à admettre la liberté des opinions et des cultes et ne purent supporter que le service fût célébré devant une « assemblée d'aristocrates » par des prêtres réfractaires. Les membres de la Société des Amis de la Loi, qui siégeait au couvent des Théatins, mêlés à d'autres adhérents des clubs populaires, devaient se trouver dans la foule qui se réunit devant l'église de cette maison le 17 avril, dimanche des Rameaux, pour empêcher l'ouverture des portes et fouetter les femmes qui se rendaient à l'office (2). Cependant une association de fidèles avait régulièrement loué l'oratoire des Théatins pour une période de six semaines, moyennant le prix de mille cinq cents livres et avait fait mettre sur les portes de l'église l'inscription suivante : « Édifice consacré au culte religieux par une société particulière. Paix et liberté. » Elle observait ainsi les prescriptions d'un arrêté du Directoire du Département, portant la date du 11 avril, qui avait permis aux Parisiens fidèles à l'obédience romaine d'acquérir les églises supprimées et de s'y réunir en toute liberté, mais à charge par eux de placer sur la principale porte de l'édifice une inscription dont le texte, soumis à l'approbation du Département, indiquerait son affectation et permettrait de

(1) *Feuille du Jour*, n° 78, du 19 mars 1791.

(2) Le *Moniteur Universel*, n° 111, du 21 avril, et le *Journal de la Municipalité et du Département de Paris* disent seulement que la foule rassemblée devant les Théatins s'opposa à l'ouverture de l'église et plaça au-dessus de la porte, avec un faisceau de verges, cette inscription : « Avis aux dévotes aristocrates. Médecine purgative distribuée le dimanche 17 avril. » Mais une brochure colportée dans les rues : *Détail de la défaite d'une armée de béguines fouettée hier au soir sur le quai des Théatins. Amende honorable et flagellation d'un aristocrate qui a méprisé des ordres du peuple* (imp. in-8°, 8 p., B. N. Ld⁴ 7.094) est plus explicite. Elle raconte que la foule saisit cinq des dévoté qui s'enfuyaient et fouetta les « culs de ces pieuses dames ».

le distinguer des églises publiques appartenant à la nation et dont elle assurait le service. Seuls étaient dispensés de cette formalité les propriétaires de chapelles particulières réservées à « l'usage intérieur de leur maison ». C'était donc en vain que le Directoire, qui craignait les troubles, avait invité les Parisiens au calme, en déclarant que si la liberté n'était pas pour tous, elle ne pouvait être pour personne. Il est vrai, s'il faut en croire le *Journal de la Municipalité et du Département de Paris*, que cet appel, paru dans le *Moniteur* du 15 avril, fut affiché seulement dans la soirée du 17 et que l'inscription des Théatins fut placée trop tard.

Même quand l'Assemblée Nationale, confirmant la décision prise par le Département de Paris, eut voté le décret du 7 mai qui permettait d'ouvrir des églises dissidentes dans toute la France et admettait ainsi l'exercice d'un culte réfractaire, le peuple refusa de se soumettre (1). Le jeudi de l'Ascension, il envahit l'église des Théatins où l'on venait de célébrer une messe basse et mit en fuite les prêtres et les fidèles qui s'y trouvaient encore (2).

Les Clubs populaires accueillirent avec une hostilité non

(1) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXV, p. 643 et suiv. Le rapport présenté par Talleyrand fut imprimé par ordre de la Constituante et envoyé dans tous les départements. Un exemplaire se trouve aux Archives nationales, AD XVI 67 : *Rapport fait au nom du Comité de Constitution à la séance du 7 mai 1791, relatif à l'arrêté du Département de Paris du 6 avril précédent*, par M. de Talleyrand-Périgord, ancien évêque d'Autun. S. l. n. d., in-8°, A. N. AD XVI 67.

L'arrêté du Département de Paris était du 11 avril et non pas du 6. D'ailleurs la date est indiquée exactement dans le projet de décret joint au rapport : « L'Assemblée nationale, après avoir entendu son Comité de Constitution sur l'arrêté du 11 avril, du Directoire du Département de Paris, déclare que les principes de liberté religieuse qui l'ont dicté sont les mêmes que ceux qu'elle a reconnus et proclamés dans sa Déclaration des Droits... »

(2) Le 1^{er} juin, les nouveaux locataires de l'église des Théatins, inquiets, avaient fait demander, par l'intermédiaire de M. Jardinet, prêtre, et de M^{me} de Noailles, la protection de la Municipalité. Mais celle-ci jugea qu'il n'y avait pas à répondre à cette réquisition, tous les citoyens étant sous la sauvegarde des lois. Naturellement, les troubles se produisirent dès le lendemain (voir *Argus patriote*, n° 1; *Journal de la Municipalité et du Département de Paris*, n° du 5 juin 1791; *Moniteur Universel*, n° 155, du 4 juin; *Les fameuses Vêpres des Théatins*, s. l. n. d., in-8°, 8 p., B. N. Lb³⁹ 4.888). Le 5 juin, à six heures du matin, il y eut un nouveau rassemblement à la porte des Théatins; mais la société, désirant éviter tout désordre, fit afficher un placard annonçant qu'elle ne se réunirait pas.

déguisée les deux brefs du 10 mars et du 13 avril qui consommèrent la rupture entre la papauté et la révolution constitutionnelle. Par arrêté du 1^{er} mai, la Société fraternelle des Minimes, que présidait Tallien, décida de brûler le bref du 10 mars en feu de joie sur la place Royale (1). Elle mit son projet à exécution au moment même où parut le deuxième bref qui fut répandu par milliers d'exemplaires dans Paris et dans les départements (2). Cet exemple fut suivi. Le 4 mai, à dix heures et demie du matin, un groupement politique dont on ignore le nom : une société patriotique, disent seulement les *Révolutions de Paris* (3), une société des meilleurs citoyens de la capitale, dit le *Courrier des Quatre-vingt-trois départements* (4) fit fabriquer un mannequin du pape paré de la tiare et revêtu des ornements pontificaux. Il fut porté au Palais-Royal et placé entre le bassin et le cirque. On lui mit en mains le bref; on en entassa des exemplaires autour de lui avec une liasse du libelle de l'abbé Royou. Un membre de la Société lut un réquisitoire « dans lequel, après avoir notifié les intentions criminelles de Joseph-Ange Braschi, Pie VI, il a conclu à ce que le mannequin qui le représentait fût brûlé et les cendres jetées au vent, toutefois après lui avoir ôté sa croix et son anneau. » La cérémonie s'accomplit au milieu des acclamations du peuple (5). Le nonce protesta; il se plaignit au ministre des Affaires étrangères de l'injure faite à Sa Sainteté dans l'affaire du Palais-Royal. Ses réclamations furent transmises au ministre de l'Intérieur qui, à son tour, les renvoya au Directoire du Département en l'engageant à examiner ce qu'on pourrait faire pour donner satisfaction. Plusieurs projets furent présentés; mais, sur la proposition d'un des membres, on prononça un ajournement qui n'eut point de fin. La plainte du nonce resta sans réponse (6).

(1) *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, n° du 3 mai 1791.

(2) *Journal des Clubs*, n° XXV, du 29 avril au 5 mai 1791, dont la lourde ironie ne mérite pas une citation.

(3) *Révolutions de Paris*, n° 96, du 30 avril au 7 mai 1791.

(4) *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, n° du 4 mai 1791.

(5) *Grand réquisitoire de la brûlure du pape et de son bref*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.921.

(6) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 524 (Procès-verbal du Conseil du Département de Paris, séance du 10 mai 1791).

Les Sociétés populaires ne manifestèrent pas toujours des sentiments si exaltés. Quelque temps après, le Club de l'Égalité fit preuve d'autant d'imagination que de zèle patriotique. On approchait de la Fête-Dieu et les paroisses, jalouses de maintenir la pompe accoutumée des processions, s'inquiétaient du vide qu'allait causer l'absence des prêtres réfractaires. Les membres de la Société de la section de Notre-Dame décidèrent alors de se rendre dans leurs églises respectives et d'offrir leurs services « soit pour figurer le clergé comme quelquefois on se le permettait jadis, soit pour accompagner les prêtres citoyens en fonction. » Les femmes résolurent, elles aussi, de prendre part aux processions, toutes vêtues de blanc et portant la ceinture tricolore, « en sorte que le culte, loin d'offrir une nudité décourageante, n'aura jamais présenté un spectacle plus complet et plus touchant (1). » Ils n'étaient pas les seuls à avoir ce souci. La Municipalité elle-même tint à montrer au peuple de Paris que l'installation du clergé assermenté ne nuisait pas à l'éclat des cérémonies traditionnelles. Elle invita les comités de sections à débarrasser les rues des gravois qui les encombraient; elle prit à sa charge toutes les dépenses que les nouveaux curés jugèrent nécessaires (2); elle fit tendre les bâtiments publics et pria les commissaires de police d'étudier avec les autorités ecclésiastiques les itinéraires des processions. Celles-ci se déroulèrent en grande pompe. L'Assemblée Nationale et le Corps municipal prirent part à celles de Saint-Germain l'Auxerrois et de Saint-Gervais, leurs paroisses respectives. Cette fois du moins l'Administration parisienne fut aidée par les assemblées populaires. Cet accord était devenu, au moins de juin 1791, un événement assez rare.

(1) *Révolutions de Paris*, n° 99, du 28 mai au 4 juin 1791.

(2) Tous les curés furent invités à en remettre l'état détaillé aux « commissaires pour l'installation des nouvelles paroisses » qui, après avoir examiné leurs projets, leur donnèrent les pouvoirs nécessaires (voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 549).

IV. — LA LUTTE CONTRE LA FAYETTE ET BAILLY.

Autant que les aristocrates et les prêtres réfractaires, le Maire de Paris et le Commandant général de la Garde nationale subirent les attaques des Sociétés fraternelles. Elles leur reprochèrent sans se lasser leur complaisance pour les contre-révolutionnaires; elles les accusèrent de fermer volontairement les yeux sur leurs menées et de ne pas accueillir les dénonciations des patriotes; elles les soupçonnèrent, non sans vraisemblance, d'entretenir des agents parmi leurs membres.

Dès la fin de 1790, l'*Ami du Peuple* avait dénoncé la présence de « mouchards » dans les assemblées des Vainqueurs de la Bastille. Des accusations semblables se renouvelèrent bien souvent. Il suffisait de peu de chose pour éveiller la méfiance des clubs populaires. Marat ayant déclaré que le président de la section des Enfants-Rouges était vendu à La Fayette, le secrétaire de la Société de l'Égalité, Laboureau, ancien rédacteur d'une feuille, l'*Avocat du Peuple*, dont quelques numéros seulement avaient paru au début de la Révolution (1), assura que cette allégation était une pure calomnie. Son intervention inquiéta l'assemblée dont il faisait partie : elle dénonça à l'*Orateur du Peuple* l'attitude équivoque de son secrétaire, l'accusa d'être lui-même un agent du Commandant-général et déclara qu'elle n'attendait qu'une nouvelle manifestation de ce genre pour le mettre à la porte (2).

Le 18 février, une députation du Club des Ennemis du Despotisme se présenta à la Société fraternelle des Jacobins pour l'avertir que Millon, habitant du faubourg Saint-Antoine, avait reçu d'un Anglais nommé Fox, qui résidait en Languedoc, plusieurs lettres où celui-ci l'engageait à user de son influence sur les esprits de ses concitoyens et lui offrait les sommes nécessaires pour couvrir les frais d'une

(1) *L'Avocat du Peuple ou le Bon Citoyen*, Paris, in-8°, B. N. Lc² 305. Le premier numéro de ce journal quotidien parut le 1^{er} janvier 1790.

(2) *Orateur du Peuple*, t. III, n° XLIX.

propagande contre-révolutionnaire. Millon avait aussitôt averti Bailly et lui avait remis les deux premières lettres de Fox, mais, inquiet du silence gardé par la Municipalité, il était venu raconter toute l'affaire aux Ennemis du Despotisme et déposer entre leurs mains une troisième missive. L'orateur de la députation en donna lecture aux Jacobins et la laissa sur le bureau. Les baillistes et les fayettistes de l'assemblée, dit le *Creuset* (1), essayèrent de « gagner leurs honoraires » en assurant que cette lettre ne présentait pas grand intérêt et que, d'ailleurs, elle était apocryphe. Mais un Toulousain qui assistait à la séance affirma qu'il connaissait Fox, que c'était un mauvais sujet et un homme dangereux et que les intelligences de M. Bailly et des contre-révolutionnaires des provinces, n'étaient plus un mystère. Danton appuya ces déclarations et la Société chargea ceux de ses membres qui appartenaient à l'Assemblée nationale de porter cette dénonciation au Comité des Recherches.

Les fayettistes essayèrent d'opposer aux clubs populaires des organisations semblables. Au mois de juin 1791, Marat dénonça la Société du Roule qui avait été fondée par Reymond, mouchard du Commandant-général, s'il faut en croire l'*Ami du Peuple*, et rédacteur de l'*Ami des Patriotes*, « libelle plein de calomnies contre le Club des Jacobins » (2).

Les invectives que les Sociétés fraternelles lançaient contre le Maire et le Commandant-général, invectives que les journaux de droite relèvent sans se lasser, se renouvelaient à chacune de leurs séances. Le 22 mars 1791, l'arrestation d'un citoyen accusé d'assassinat et mêlé à l'affaire de la Chapelle, souleva l'indignation de la Société fraternelle des Jacobins et provoqua, dit la *Feuille du Jour* (3), « les dénonciations accoutumées du maire et des officiers municipaux » ; La Fayette ne fut pas épargné et la Société nomma quatre commissaires chargés de recueillir des informations. Le 24, le refus de la Municipalité d'admettre une députation de la Société fraternelle des Jacobins amena les mêmes réactions ; « le répertoire du Père Duchesne fut

(1) Le *Creuset*, n° 17, du lundi 28 février 1791.

(2) *Ami du Peuple*, n° 494, du 19 juin 1791.

(3) *Feuille du Jour*, n° 85, du samedi 26 mars 1791.

épuisé » (1). Quatre jours plus tard, des envoyés du Club des Cordeliers vinrent proposer aux frères et aux sœurs de nommer des ambassadeurs pour aller, avec eux, demander au roi la dissolution du Corps municipal. Cette offre était faite pour les tenter. Cependant l'un d'eux déclara qu'une telle démarche était dangereuse, « attendu, dit-il, que si le roi peut casser la Municipalité de Paris, il pourra casser de même les municipalités patriotes... C'est lui donner des griffes pour mieux nous attraper » (2). La Société repoussa donc la proposition des Cordeliers; mais elle ne renonça pas à obtenir le départ de Bailly et de La Fayette. Le 4 avril, un frère lut un discours sur les moyens de faire casser les officiers municipaux et de chasser le général. Son projet devait être assez énergique, car une des sœurs qui l'écoutaient s'écria, dans un transport d'enthousiasme, « pour le coup, ce citoyen a du courage; il n'est pas poltron, non! » (3). Ce jour-là, la Municipalité ne quitta pas la sellette. Un membre du Club vint raconter comment un agent du maire et du commandant-général, s'étant introduit chez un marchand de vins du faubourg Saint-Antoine sous un prétexte, avait fait monter l'infortuné dans son carrosse, avait fermé les portières et l'avait conduit à l'Abbaye, où le commerçant, malgré ses protestations d'innocence, se vit accuser de l'assassinat du cavalier tué dans la soirée du 28 février.

Les Sociétés populaires ne se contentaient pas d'attaquer Bailly et La Fayette en séance; elles manifestaient publiquement leurs inquiétudes et leur réprobation : elles prenaient des arrêtés dont elles ordonnaient l'impression et l'affichage; elles sollicitaient l'intervention de l'Assemblée nationale; elles en appelaient à toute la population parisienne et même n'hésitaient pas à se substituer aux autorités défailiantes.

(1) *Feuille du Jour*, n° 88, du mardi 29 mars 1791.

(2) *Feuille du Jour*, n° 91, du jeudi 1^{er} avril 1791.

(3) *Feuille du Jour*, n° 101, du lundi 11 avril 1791.

L'arrêté du 23 février de la Société fraternelle des Jacobins.

Après le départ des tantes du roi, la Société fraternelle des Jacobins, désireuse d'empêcher de nouvelles émigrations, décida, le 23 février 1791, de surveiller les barrières de la ville et de « garder toutes les issues par lesquelles, hors de Paris, on pourrait faire évader les membres de la dynastie royale ». Elle ordonna de distribuer des armes et des munitions en quantité suffisante dans chacune des quarante-huit sections; elle sollicita l'appui de tous les patriotes et annonça qu'elle siégerait en permanence tant que la chose publique courrait quelque danger (1). Le lendemain, prenant la même initiative que la section du Louvre, elle envoya une députation à l'Hôtel de Ville faire part de son inquiétude et demander que le Conseil général voulût bien prendre les mesures nécessaires pour illuminer les premiers étages de toutes les maisons. Bailly assura que des ordres avaient été donnés en ce sens et le *Moniteur* dit en effet que les rues de la ville furent éclairées pendant la nuit du 24 au 25 février. Généralement les réverbères étaient éteints à trois heures du matin. D'ailleurs on ne les éclairait tous que les « jours d'illumination entière »; les « jours de cessation », on n'en éclairait qu'un sur deux et on laissait dans l'obscurité les quais et les places publiques. Ce fut seulement à la date du 31 octobre 1791, qu'un arrêté du Bureau municipal décida que, jusqu'au 1^{er} mars de l'année suivante, Paris aurait une demi-illumination de trois heures du matin à la levée du jour. Cette dépense extraordinaire montait, d'après le témoignage de Pétion, à deux cent mille livres.

Mais si la Municipalité avait fait bon accueil à la requête présentée par la députation de la Société fraternelle, elle reçut fort mal son arrêté du 23 février. Le second substitut-adjoint du procureur de la Commune lui en donna lecture

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.673, fol. 118. « Extrait des registres contenant les arrêtés et délibérations de la Société fraternelle séante aux Jacobins, rue Saint-Honoré. » Il est signé par Dansard « fondateur et père » et Carsenac, président.

dans la séance du 4 mars. En dépit de la bonne intention de ses auteurs, dit le *Journal des Clubs* (1), la décision de la Société pouvait causer du trouble et empiétait sur les fonctions de la Municipalité. Celle-ci décida que Carsenac, qui l'avait signée en qualité de président, serait mandé devant elle, appelé à s'expliquer et que l'on statuerait ce qu'il appartiendrait d'après ses réponses (2).

Carsenac obéit à l'ordre que Bailly lui transmit et se présenta le 7 à l'Hôtel de Ville. Il écouta la lecture de l'arrêté que lui fit le secrétaire-greffier et le reconnut sans difficulté. Le Corps municipal assura qu'instruit des preuves de patriotisme et d'attachement à la Constitution dont la Société fraternelle était coutumière, il n'avait jamais douté de sa bonne foi. Il admit qu'elle n'avait pu être déterminée que par « des motifs louables ». Cependant il déclara qu'en cette circonstance son zèle l'avait égarée et qu'il jugeait nécessaire d'empêcher le renouvellement de semblables erreurs. Il rappela que les corps administratifs constitués par la loi avaient seuls le droit de prendre les mesures convenables pour assurer l'ordre et la tranquillité publiques et que les sociétés particulières pouvaient seulement leur adresser des pétitions. Il interdit donc à la Société fraternelle de prendre à l'avenir des décisions de ce genre et lui demanda de lui faire connaître si elle avait donné suite à sa délibération. Le secrétaire-greffier lut à Carsenac l'ordre de la Municipalité et lui en remit une copie. La Société fraternelle se soumit. A cette époque, Dansard n'avait pas encore quitté l'assemblée qu'il avait fondée. Il avait signé la décision du 23 février en qualité de fondateur et père et sans doute en éprouvait-il quelque regret. Il dut user de l'influence dont il jouissait encore pour amener ses disciples à l'obéissance. Cette aventure fut d'ailleurs une des raisons qui le déterminèrent à se retirer. Elle inspira, d'autre part, à la Municipalité le désir d'être éclairée sur le nombre et

(1) *Journal des Clubs ou Sociétés patriotiques*, n° XVII, du 2 au 10 mars 1791. Cette feuille, fondée en novembre 1790, était rédigée par J.-J. Le Roux, J.-B. Charon, tous deux officiers municipaux, et D.-M. Révol, ancien professeur de l'Oratoire. Elle était imprimée chez Champigny, rue Haute-feuille. Elle cessa de paraître le 11 septembre 1791.

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 46.

l'activité de ces sociétés dont les résolutions hardies commençaient à lui causer une certaine inquiétude. Le jour même où le second substitut-adjoint lui communiqua l'arrêté du 23 février, elle chargea Charon, un des rédacteurs du *Journal des Clubs*, et Borie de procéder à une enquête (1). Ils se mirent aussitôt à l'œuvre, mais on ignore les résultats de leur travail. On sait seulement qu'à deux reprises, le 23 et le 29 mars, le Corps municipal leur fit transmettre des documents susceptibles de les aider. Le 23, il s'agissait de protestations élevées par un certain nombre de sections contre le refus de la Municipalité de réunir la Commune pour délibérer sur la nomination des commis; le 29, d'une affiche que le Club des Cordeliers avait publiée le 22 mars au sujet de l'ordonnance du Département de la police sur les fausses clefs et les armes secrètes et prohibées (2).

*L'ordonnance du 17 mars sur les fausses clefs
et les armes secrètes et prohibées.*

Elle avait paru le 17 mars, à la suite des dénonciations de l'*Ami du Peuple* et du *Courrier des quatre-vingt-trois départements* sur la fabrication clandestine des poignards. Invoquant la multiplication des vols au moyen des « fausses clefs, rossignols et instruments semblables » et la facilité pour les malfaiteurs de se procurer des armes, elle défendait la mise en vente de toute clé, neuve ou vieille, « séparément de la serrure pour laquelle elle aura été faite ». Elle interdisait aux ouvriers de « travailler, forger et limer des clefs et des serrures hors des boutiques de leurs maîtres en quelque lieu que ce puisse être ». Les réparations devaient être faites dans des lieux apparents par des maîtres serruriers.

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 46. Corps municipal, séance du 4 mars 1791 : « Le Corps municipal, étant informé qu'il existe dans la ville de Paris un grand nombre de Sociétés particulières ou clubs, sous différentes dénominations, qui prennent journellement des résolutions qui doivent fixer l'attention de l'Administration, charge MM. Charon et Borie de prendre sur ces différentes associations, tous les renseignements qu'ils pourront se procurer et en rendre incessamment compte au conseil. »

(2) Paris, 1791-1792, in-fol., B. N. Lb⁴⁰ 1.

Mais ce fut la deuxième partie de l'arrêté qui souleva l'indignation des patriotes. Elle défendait à tous de « fabriquer, vendre, débiter, faire achat, porter et faire usage de poignards, couteaux en forme de poignards, baïonnettes, pistolets de poche, sabres et dards ». Tous les couteliers, fourbisseurs, armuriers et marchands devaient les « rompre et briser dans un délai de huit jours au maximum, sauf baïonnettes qui se mettent au bout des armes à feu et qu'ils ne devront vendre et débiter qu'aux officiers et soldats de la garde nationale, contre remise d'un certificat dont ils tiendront registre, paraphé par le commissaire de police de leur section ». Il était interdit à tous particuliers de porter des armes sur eux sous aucun prétexte. Les voyageurs qui arrivaient à Paris devaient les déposer entre les mains du commissaire de la section sur le territoire de laquelle ils s'installaient.

L'ordonnance avait paru le 17 mars. Le 20, la Société fraternelle des Jacobins publia une adresse au Directoire du Département de Paris (1). Elle la communiqua aux quarante-huit sections, au Club des Amis de la Constitution, aux Sociétés patriotiques et se réserva le droit de saisir l'Assemblée Nationale, si le Directoire ne tenait pas compte de ses réclamations.

Ce texte, « sublime chef-d'œuvre de patriotisme », dit l'*Observateur du Club des Cordeliers* (2), était un véritable réquisitoire contre la Municipalité. La Société fraternelle s'élevait à la fois contre la forme de l'ordonnance et contre son contenu. Elle affirmait que le Corps municipal, qui avait seulement le droit de prendre des arrêtés, ne tendait à rien moins qu'à renverser l'édifice de la Constitution. L'Assemblée Nationale avait consacré la loi naturelle du port d'armes et le droit de résistance à l'oppression; elle avait permis à tous les citoyens de défendre leur liberté civile et politique, détruit les corporations et autorisé le libre exercice de toutes les professions; elle avait déclaré la

(1) Imp. 2 p. in-4°, Br. M. F. R., 12,27. Cette adresse est publiée par S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 226.

(2) *Observateur du Club des Cordeliers et de la Section du Théâtre-Français*, n° V. Ce journal, rédigé par Momoro, n'eut que quelques numéros.

paix à l'univers et proclamé l'égalité de tous les Français. Or la Municipalité, par un acte tyrannique, livrait les Parisiens désarmés aux attaques des « brigands » répandus par la ville et à toutes les tentatives d'oppression; elle abandonnait Paris au meurtre et au pillage, rétablissait « les corps, les maîtrises et toute la hideuse féodalité des ateliers »; elle créait une véritable aristocratie militaire. Sa décision était vexatoire pour les étrangers qui, en arrivant dans la capitale d'un empire libre, verraient « les valets de la police venir leur demander leurs armes ». Enfin la Société fraternelle affirmait que l'ordonnance du département de la police était une véritable tentative de contre-révolution. « La Société fraternelle voit avec indignation que, si les ennemis de l'État ont échoué dans leurs mille et un projets contre-révolutionnaires, la Municipalité de Paris a cru pouvoir la faire par une proclamation légale, par un acte authentique, par une décision qu'on croirait préméditée depuis longtemps dans l'infâme secret des cabinets. »

Le même jour, l'affaire fut portée devant les Jacobins, et l'un d'eux, membre de l'Assemblée Nationale, promit de dénoncer à la prochaine séance l'inconstitutionnelle déclaration du Département de la police (1). Le 22, les Cordeliers s'associèrent à leur tour aux protestations de la Société fraternelle et firent paraître un arrêté dont Bailly fut si ému qu'il réunit aussitôt le Corps municipal en une séance extraordinaire. Le Club des Cordeliers invitait les sections et les sociétés populaires à faire appel de l'ordonnance du 17 mars au département et aux tribunaux et à demander à l'Assemblée Nationale la destitution des officiers municipaux. Il les priait de réunir les citoyens qui avaient été désarmés en vertu de la décision incriminée, afin que leurs déclarations servissent de base à la plainte pour abus de pouvoir qui devait être déposée contre la Municipalité. Il ordonnait que son adresse fût imprimée avec celle de la Société fraternelle, affichée, envoyée aux quatre-vingt-trois départements et à tous les clubs patriotiques de

(1) *Journal du Soir*, n° 80, correspondant au 21 mars 1791.

France (1). Les Cordeliers furent approuvés par toutes les feuilles de gauche (2).

Mais, dès le 21, la Municipalité, poussée par la crainte de voir l'Assemblée Nationale saisie de l'affaire, révoqua l'ordonnance du Département de la police et reconnut que ce terme d'ancien régime avait été fort incorrectement appliqué à un modeste arrêté d'une fraction de la Commune. Le Département de la police se montra aussi conciliant et, le 22, il autorisa les commissaires des sections à rendre les cannes à dard et les armes dont ils s'étaient emparés. La rétractation de la Municipalité fut affichée et adressée aux comités des quarante-huit sections de Paris (3).

L'incident des obsèques de Mirabeau.

Les Sociétés populaires avaient obtenu gain de cause; mais la détente que ce succès amena dans leurs rapports avec le Corps municipal ne fut pas de longue durée. Dès le début du mois d'avril, un incident, d'ailleurs sans gravité, les mit cette fois aux prises avec La Fayette.

Le jour des obsèques de Mirabeau, les Sociétés fraternelles s'étaient rassemblées aux Jacobins pour suivre le convoi derrière les Amis de la Constitution, mais sur les boulevards, un aide-de-camp du Commandant-général, M. de Plainville, fit couper le cortège par la cavalerie et les clubs populaires se trouvèrent séparés des Jacobins. Ils protestèrent en vain; M. de Plainville refusa d'entendre leurs réclamations. Le 6 avril, les membres de la Société fraternelle des Jacobins exprimèrent avec véhémence leur indignation. Ils songèrent un moment à aller porter leurs plaintes au Comman-

(1) *Extrait des délibérations de la Société des Amis des Droits de l'Homme et du Citoyen*, du 22 mars 1791. Imp. 2 p. in-4°, Br. M. F. R. 12,27. Voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 340. L'adresse de la Société fraternelle et celle du Club des Cordeliers furent imprimées sur une feuille in-4°, à l'imprimerie de Momoro. Il en existe un exemplaire dans le dossier Cordeliers de la B. V. P. C'est cette décision des Cordeliers que le Corps municipal fit transmettre à Charon et à Borie, le 29 mars.

(2) *Révolutions de Paris*, n° 89, du 19 au 26 mars 1791; *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, n° des 21, 22 et 23 mars.

(3) Paris, 2 p. in-4° et in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 1.174.

dant-général, à la Municipalité de Paris et à l'Assemblée nationale elle-même. Cependant, leur colère s'étant quelque peu calmée, ils se retirèrent sans avoir rien fait. Mais le 10 avril, une députation de la Société fraternelle de la section de Mauconseil vint ranimer leurs rancunes. Elle étudia avec eux les mesures à prendre pour obtenir réparation d'une telle injure. Après une discussion assez vive, les fraternités recoururent à leur politique ordinaire. Elles nommèrent une commission composée de quatre personnes qui furent chargées de faire toute la lumière sur cet incident et d'intéresser à leur querelle les journaux patriotes (1).

La messe royale des Rameaux.

Bientôt un conflit plus grave vint effacer le souvenir de cette affaire. Le peuple était inquiet. Le voyage de Mesdames avait été pour lui un avertissement et il redoutait maintenant le départ du roi. Le 17 avril, un incident augmenta ses craintes. On approchait de Pâques et Louis XVI, tourmenté de scrupules, demanda à l'évêque de Clermont, de Bonnal, s'il pourrait remplir son devoir pascal malgré la sanction, d'ailleurs forcée, qu'il avait donnée à la Constitution civile. Le prélat lui conseilla de s'abstenir. Il lui paraissait impossible que le roi reçut à Saint-Germain l'Auxerrois, sa paroisse, la communion des mains d'un prêtre assermenté et il était dangereux qu'il l'acceptât, aux Tuileries, d'un réfractaire. Le dimanche des Rameaux Louis XVI renonça donc à communier; mais il entendit dans la chapelle du château la messe que célébra un insermenté, le cardinal de Noailles. Les gardes nationaux de service murmurèrent. L'un d'eux, Dupas, indigné de cette désobéissance au décret de l'Assemblée, refusa d'assister à l'office et avertit le Club des Cordeliers. Il ne pouvait mieux s'adresser. Le jour même, les Amis des Droits de l'Homme rendirent un arrêté qui fut affiché aussitôt sur les murs de

(1) *Feuille du Jour*, n° 106, du samedi 16 avril 1791; *Lendemain*, n° 99, du samedi 9 avril, n° 104, du jeudi 14 avril. Ce sont ces deux journaux qui donnent à Plainville le titre d'aide-de-camp; il était en réalité adjudant-major général de la garde nationale.

Paris. Il dénonçait aux représentants de la nation, « le premier fonctionnaire public, le premier sujet de la loi, comme réfractaire aux lois constitutionnelles, lois qu'il avait juré de maintenir et dont ses devoirs lui prescrivent impérieusement d'assurer l'exécution, comme autorisant de fait et par son exemple les rebelles à la désobéissance et les factieux à la révolte, comme préparant ainsi à la nation française toutes les horreurs de la discorde, tous les fléaux de la guerre civile... » Les Cordeliers s'en prirent aussi au maire de Paris et au Commandant-général de la garde nationale qui, par leur présence, avaient tacitement approuvé l'attitude du roi et permis la violation de la loi que la confiance du peuple les avait chargés de faire respecter. Ils les rendirent responsables des conséquences que leur conduite pouvait entraîner (1). Ils savaient d'ailleurs que La Fayette et Bailly ne pouvaient se montrer intransigeants sur ce chapitre. M^{me} de La Fayette était fort pieuse; elle protégeait les prêtres réfractaires et n'avait jamais consenti à recevoir Gobel, le nouvel évêque de Paris. On prétendait même qu'elle avait fait ses Pâques, ainsi que M^{me} Bailly, à l'Oratoire des Théatins, dont le peuple au même moment s'efforçait d'obtenir la fermeture.

Dupas fut prié par ses camarades de quitter sur-le-champ leur compagnie; mais il reçut, les 18 et 19 avril, à la caserne de l'Estrapade, les félicitations des Amis de la Constitution, du Club des Cordeliers, de la Société fraternelle des Jacobins, de celles des Minimes de la Place Royale et des Carmes de la Place Maubert, de l'assemblée patriotique du café Procope (2).

Le départ du roi pour Saint-Cloud.

Le roi décida alors de quitter Paris et de gagner Saint-Cloud, où il avait déjà passé l'été de 1790. Le 18 avril, vers midi, il monta en carrosse avec sa famille; mais la foule,

(1) A. N. F⁷ 4.623.

(2) Voir *Le grenadier de l'Estrapade à ses Concitoyens* (signé P.-L. Dupas), Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.890 et *Arrêté des grenadiers soldés de la première division casernés à l'Estrapade* (23 avril), Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.889.

excitée par l'affiche des Cordeliers et les articles publiés dans les journaux patriotes, avait envahi le Carrousel et la place Louis XV. Elle refusa de laisser partir les voitures. Bailly et La Fayette ordonnèrent en vain d'ouvrir un passage : ils ne purent se faire obéir des gardes nationaux. Après une heure et demie d'attente, la famille royale regagna le château. La presse de gauche témoigna hautement sa satisfaction et elle approuva le texte de l'adresse au roi que le Département de Paris fit rédiger le jour même par Talleyrand (1). Les administrateurs du département suppliaient Louis XVI de se séparer enfin des prêtres réfractaires et des ennemis de la révolution et d'apaiser ainsi les inquiétudes du peuple. « Sire, annoncez aux nations étrangères qu'il s'est fait en France une glorieuse révolution, que vous l'avez adoptée, que vous êtes maintenant le roi d'un peuple libre et chargez de cette instruction d'un nouveau genre des ministres qui ne soient pas indignes d'une si auguste fonction. » Mais la popularité que cette adresse valut au Directoire fut éphémère; dès le lendemain, il la compromit en adressant au peuple une admonestation qui rétablit immédiatement contre lui le front des patriotes. « L'adresse au roi est noble, celle au peuple pateline, dirent les *Révolutions de Paris* (2), la première sévère, la seconde mielleuse; l'une est sage, l'autre subtile. » La Société fraternelle des Jacobins avait fort approuvé le zèle et la fermeté inusités dont les administrateurs du Département avaient fait preuve le 19 avril; elle fut d'autant plus déçue quand parut l'arrêté du 20. Pour mieux marquer sa réprobation, elle rédigea aussitôt des Observations dont les Robert publièrent le texte dans leur *Mercure national* (3). La

(1) *Révolutions de Paris*, n° 93, du 16 au 23 avril 1791 : « Le Département a rédigé et fait parvenir au roi, le mardi 19, une adresse énergique et sage autant que prudente. Cette adresse est belle; elle fait honneur au département.

(2) *Révolutions de Paris*, n° 93, du 16 au 23 avril 1791.

(3) *Observations de la Société fraternelle, séante dans l'église des Jacobins Saint-Honoré, sur l'adresse présentée au roi par les Administrateurs du Département de Paris du 19 avril 1791, et sur l'arrêté des mêmes administrateurs du 20 du même mois.* Imp. in-fol., B. N. Lb⁴⁰ 3.203. *Mercure National*, n°VII, du samedi 3 avril de l'an 2. Elles furent signalées par le *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, n° du 23 avril. Voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 641.

Société s'étonnait que le Directoire pût blâmer les craintes éprouvées par la population parisienne, alors qu'il les avait lui-même partagées, ainsi qu'en témoignait son adresse au roi. Tout, dans cette affaire, avait été de nature à faire naître et à justifier les inquiétudes : l'hospitalité donnée par Louis XVI à des rebelles, la faveur avec laquelle il les accueillait, l'annonce imprévue de son départ pour Saint-Cloud, alors que des relais étaient préparés sur la route de Compiègne, les dispositions hostiles que les ennemis de la Constitution ne prenaient plus la peine de cacher. Le peuple de Paris n'était intervenu que parce que les hommes auxquels il avait confié le soin de le défendre étaient restés inactifs ; il avait agi au nom de la France entière et il était sûr de ne pas être désavoué. « Les pouvoirs qui nous ont été donnés implicitement pour conquérir la liberté, poursuivait la Société fraternelle, nous sont donnés très explicitement, très positivement pour la conserver et nous serons très fidèles à ces mandats. »

Les craintes que le peuple avait montrées au sujet d'une fuite possible de Louis XVI n'étaient d'ailleurs pas vaines. Bouillé, dans ses *Mémoires* sur la Révolution française, avoue sans ambiguïté qu'il avait pris toutes les dispositions et fait tous les préparatifs nécessaires pour le départ du roi « qui devait s'effectuer dans les premiers jours du mois de mai » (1). Il eût été sans doute plus facile à la famille royale de quitter Saint-Cloud que de s'évader de Paris.

L'adresse de la Société fraternelle fut répandue à profusion dans la capitale. Les frères recrutèrent, comme ils purent, des colleurs d'affiches dont la tâche ne fut pas toujours facile. L'un d'eux, Thomas le Goupil, « ci-devant » cocher, originaire de Maupertuis en Normandie, fut engagé le 24 avril, à cinq heures du matin, sur le quai Pelletier. On lui remit, à l'imprimerie de Trasseux, cent trente-cinq exemplaires qu'il devait afficher place Maubert et dans les

(1) *Mémoires*, t. II, p. 41. Le départ pour Saint-Cloud et la démission de La Fayette, qui fut la conséquence de l'attitude de la garde nationale, firent naître une multitude de brochures. Il suffit pour se rendre compte de leur nombre de consulter le catalogue de la Bibliothèque nationale (Catalogue de l'Histoire de France, t. 2, p. 656-657, t. 10, p. 650).

faubourgs Saint-Jacques, Saint-Marcel et Saint-Antoine, moyennant un salaire fixé à « vingt sols du cent ». M. de Queyssat, capitaine de la compagnie des chasseurs de la Courtille, le surprit à la fin de la matinée, alors qu'il s'acquittait de cette besogne. Il lut l'imprimé et, le trouvant quelque peu subversif, pensa qu'il était de son devoir d'en interrompre l'affichage. Il arrêta l'infortuné Goupil et le fit conduire au commissariat de police de la section du Temple. L'ancien cocher se tira d'ailleurs fort bien de cette aventure, grâce à son beau-frère, limonadier au boulevard de la Porte-Saint-Antoine, qui répondit de lui. Mais les trente et un exemplaires qu'il portait encore restèrent entre les mains du commissaire (1).

La colère que l'adresse de la Société fraternelle souleva chez les fayettistes se manifesta avec une âpreté et une vigueur caractéristiques dans l'article que publia le *Lendemain* du 24 avril. Il attribua au club des Amis de la Constitution la paternité de ce tissu « d'impostures, d'absurdités, d'insolences et de conseils pernicieux et perfides ». « Dans cette Société, composée comme le club des Cordeliers, disait le *Lendemain*, dans cette société où peu de membres savent même lire, où l'on dit qu'un confessionnal est « débéné », il n'y a pas un homme capable de composer cet ouvrage, d'ailleurs aussi bien écrit que méchamment, traîtreusement et séditieusement raisonné. D'ailleurs, il est impossible que cette société, quand tous ses membres auraient contribué de tout ce qu'ils peuvent posséder, ait pu fournir aux frais d'impression et d'affiches des prétendues observations de gens qui ne sont assurément pas capables de rien observer. » La feuille fayettiste partait ensuite en guerre contre ces clubs que la Constitution avait autorisés et qui devaient maintenant lui coûter maints regrets, car ils s'étaient arrogés le droit de se mêler du gouvernement. « Il est bien affligeant de voir une grande ville régie au nom de ce que la populace a de plus vil, la licence de plus débordé et le crime de plus fangeux. »

(1) A. P., Procès-verbaux des Commissaires de police, section du Temple, 1790 à 1793.

Le licenciement des grenadiers de l'Oratoire.

Mais on n'en avait pas fini avec les conséquences de l'événement du 18 avril. Le Corps municipal, par un arrêté du 25 de ce mois, avait ordonné le licenciement des grenadiers de la sixième division, ou grenadiers de l'Oratoire, qui étaient de service au château le jour du départ pour Saint-Cloud. Il leur avait accordé huit jours de paye et une indemnité de trois sols par lieue pour ceux d'entre eux qui désiraient quitter Paris (1). Cette décision fut exécutée dès le lendemain 26 avril. L'indignation de la presse patriote fut vive et de nombreuses sections la partagèrent (2).

La Société fraternelle des Jacobins s'émut, elle aussi (3). Le 27 avril, elle envoya une députation composée de huit membres témoigner aux grenadiers son estime et son amitié, les assurer qu'elle veillait sur leur sort et prenait soin de leur sécurité. Le 28, les grenadiers vinrent remercier les frères et sœurs de leur sollicitude. Le jeune Mittié présidait. Il avait alors vingt ans; sa petite taille avait excité à maintes reprises la verve des *Sabats Jacobites*; mais son éloquence et son énergie (il répondit aux grenadiers de l'Oratoire en « romain » écrit Louise Robert) enthousiasmaient l'élément

(1) Ces grenadiers avaient fort occupé la Municipalité par les démêlés qu'ils avaient eus, à la fin de 1790, avec leur commandant, Legros de Rumin-gny (cf. S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 605-606, 634-635, t. 3, p. 7, 293-294, 297-306). Mais ces dissentiments n'étaient pas la cause de la mesure de rigueur prise contre eux. L'*Orateur du Peuple* (n° 56, non daté) raconte que quatre grenadiers de l'Oratoire se trouvaient le 18 à la portière du carrosse de la reine. Marie-Antoinette leur demanda de laisser passer les voitures, mais ils lui répondirent d'une façon « énergique et, pour tout dire, grenadière ». Les noms des quatre coupables lui étant inconnus, La Fayette, toujours d'après l'*Orateur du Peuple*, aurait promis de réintégrer les grenadiers licenciés si on les lui révélait. Il se heurta à un refus.

La Municipalité invoqua seulement, devant le Conseil du Département, la désobéissance des soldats et les propos injurieux qu'ils avaient tenus contre le roi et contre leurs chefs.

(2) *Ami du Peuple*, n° du 28 avril; *Orateur du Peuple*, n° 54 et n° 55. Voir arrêtés des sections du Luxembourg, de Sainte-Geneviève, des Tuileries, de l'Oratoire, etc... Cette dernière fut particulièrement habile. Elle ne demanda aucune mesure de faveur, mais réclama, au lieu d'une exécution brutale, un jugement régulier. Elle vint présenter son arrêté au Corps municipal dans sa séance du 28 avril (voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 63).

(3) *Mercur National*, n° XV, du samedi 30 avril.

féminin du club, qui lui vouait une tendresse quasi maternelle. Il avait fait ses débuts à la tribune sous les yeux de ses parents, le 16 janvier 1791, à une époque où les séances de la Société fraternelle étaient encore un spectacle de famille. Il y avait exposé les moyens les plus propres à faire de cette assemblée « le sanctuaire de la vérité, le foyer du civisme, le centre des grandes âmes, l'effroi des aristocrates. » Dansard l'avait félicité et son père lui avait posé sur la tête la couronne civique, au milieu de l'attendrissement général (1). Le jeune Mittié devint, par la suite, membre du Comité de Salut public et rédacteur du *Journal de Marseille*. En nivose an II, il fit hommage à la Convention de la *Prise de Toulon*, fait historique en un acte et en prose, qu'il venait de composer (2).

Après la réponse de Mittié, une femme prit la parole. Elle s'indigna de la mesure qui frappait les grenadiers, pria la Société de s'informer des dangers auxquels ils étaient exposés et des arrestations arbitraires qui pouvaient les atteindre. Elle demanda que tous les membres de l'assemblée vinssent à leur secours et, s'il était nécessaire de recourir à la force, elle proposa aux femmes de s'exposer les premières aux « armes homicides » de La Fayette et de ses « hordes ». Mais l'éloquence énergique de la sœur ne fit pas oublier à la Société le but précis de la discussion. Feydel, Mathieu, Lefèvre, Musquinet et d'autres encore montèrent à la tribune. Il fut démontré que les délits reprochés aux grenadiers de l'Oratoire n'étaient pas établis et qu'ils avaient été condamnés sans jugement. La commune de Paris, qui les payait, avait seule le droit de les destituer. La Municipalité, en se substituant à elle, avait outrepassé ses pouvoirs et le « ci-devant » général (3), en exécutant les ordres d'un corps

(1) *Discours prononcé à la Société fraternelle, à la séance du 16 janvier 1791, par M. Millié, fils, membre de la même Société et de celle des Amis de la Constitution*. Imprimé par ordre de la Société, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 851.

(2) A. N. F¹⁷ 1.0091.

(3) La Fayette avait démissionné le 18 avril, quand il s'était vu impuissant à faire respecter son autorité. Le Corps municipal ayant refusé d'accepter cette démission, il la renouvela trois jours plus tard. Cette nouvelle produisit une assez vive émotion. Le 21, à la grande fureur de l'*Orateur du Peuple*, vingt-trois bataillons vinrent le supplier de revenir sur sa décision et, le soir même, à dix heures et demie, une délégation du Corps municipal,

qui n'avait pas le droit de lui en donner, avait engagé sa responsabilité.

Il était dix heures et demie; la Société se sépara, elle avait décidé de se réunir de nouveau le samedi 30 avril en assemblée extraordinaire, afin de terminer cette discussion. Mais, le 29, elle chargea certains de ses membres d'accompagner aux Jacobins les grenadiers de l'Oratoire désireux d'exposer leurs griefs aux Amis de la Constitution. Ceux-ci déclarèrent que les commissaires de la garde nationale, chargés par la Municipalité de recruter la nouvelle compagnie de grenadiers soldés attachée à la sixième division, avaient rappelé la plupart des soldats licenciés. Quatorze seulement, parmi lesquels huit avaient la médaille des anciens gardes françaises, avaient reçu leur congé définitif. Ils demandèrent à être jugés légalement, acceptant d'être punis si leur culpabilité était prouvée (1). Les Jacobins nommèrent

conduite par Bailly, lui adressa la même requête. Ce fut le 24 seulement, quand le Corps municipal eut reçu les vœux de cinquante-quatre bataillons en faveur de son maintien à la tête de la Garde nationale, que La Fayette consentit à reprendre sa démission. Lorsque les grenadiers de l'Oratoire se présentèrent à la séance de la Société fraternelle des Jacobins, La Fayette occupait donc de nouveau le poste de Commandant-général. L'épithète de « ci-devant » qu'emploie Louise Robert s'explique cependant. Les patriotes, en effet, se refusaient à admettre la réinstallation de La Fayette. Le 28 avril, la section du Théâtre-Français demanda la convocation de la Commune pour statuer sur sa démission, et elle affirma qu'il ne pouvait reprendre son poste que s'il était légalement réélu par les quarante-huit sections. Louise Robert partageait naturellement ce point de vue et considérait toujours La Fayette comme démissionnaire.

(1) L'un d'eux, désespéré de la mesure qui le frappait, se jeta dans la Seine, dit l'*Orateur du Peuple* (n° 5, non daté) et s'y noya. Un autre présentait la justification des quatorze soldats licenciés : *La Vérité. Justification des Grenadiers de l'Oratoire et Déclaration du sieur François Ducruix, une des quatorze victimes*, Paris, s. d., 8 p. in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.848 et B. V. P. 4.771. Ce plaidoyer parut dans le *Creuset*, n° XL, du samedi 21 mai 1791.

Au mois de mai, Ducruix adressa, au nom de ses camarades, une requête au Tribunal du sixième arrondissement qui refusa de statuer, parce que les plaignants ne s'étaient pas d'abord adressés, conformément à la loi, à l'Administration supérieure. Mais le Conseil du Département, que les grenadiers saisirent alors, rejeta leur demande au fond (6 juin). « Il a déclaré être satisfait des explications données par la Municipalité. » La voie judiciaire était fermée aux anciens grenadiers. Ils essayèrent donc de peser sur la Municipalité. Le 23, le Corps municipal examina les délibérations de douze sections qui demandaient la convocation de la Commune, afin de se prononcer sur le licenciement des grenadiers de l'Oratoire; mais il déclara que, les vœux

des commissaires pour rendre compte de cette « scandaleuse affaire (1) ».

*L'affaire de Vincennes et le procès de Santerre
contre La Fayette et Desmolles.*

Depuis la fin de février, un autre conflit opposait les Sociétés populaires et La Fayette. Un décret de la Constituante, en date du 20 novembre 1790, ayant autorisé la ville de Paris à transporter à Vincennes un certain nombre des prisonniers enfermés au Châtelet (2), la Municipalité parisienne avait fait commencer au donjon les aménagements nécessaires. Cela ne laissa pas d'inquiéter les habitants du faubourg Saint-Antoine, car cette ancienne prison d'État leur était suspecte au même titre que la Bastille. Le bruit courut qu'ils préparaient un nouveau 14 juillet et s'apprêtaient à démolir cet autre monument du despotisme. Dès le 28 janvier, Gouvion fit connaître à Bailly que Dubois de Crancé avait révélé ce projet au Club des Jacobins (3). Le 26 février, un nouvel avertissement parvint à l'Hôtel de Ville; il émanait cette fois du commissaire de police de la section de Montreuil, Dumont (4). Les explications de la

de six d'entre elles étant irrégulièrement énoncés, il ne pouvait déférer à leur désir.

(1) *Journal des Débats de la Société des Amis de la Constitution*, séance du 29 avril 1791. Les commissaires présentèrent leur rapport le 10 juin. Ils firent un résumé de l'affaire et déclarèrent que les grenadiers exclus devaient s'adresser à l'Assemblée nationale (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 492). Mais on ne trouve dans les comptes-rendus de l'Assemblée aucune trace d'une pétition des grenadiers.

(2) C'est le 12 novembre 1790, qu'un administrateur de la police avait exposé au Conseil la situation lamentable des prisonniers du Châtelet, enfermés au nombre de cent vingt dans des chambres destinées à en recevoir trente. Le Conseil songea alors à en transférer un certain nombre à Vincennes; il chargea trois de ses membres d'aller visiter le donjon et de lui rendre compte de l'état dans lequel il se trouvait. Leur rapport fut déposé le 15 et, comme il était favorable, Bailly fut prié de demander au Comité d'Aliénation le droit de disposer du château et d'obtenir, si possible, que les réparations nécessaires fussent acquittées par le trésor public. Le 20 novembre, l'Assemblée fit droit à la première de ces requêtes, mais elle laissa à la charge de la Municipalité les dépenses que devait amener la mise en état de Vincennes (A. N. C 46).

(3) et (4) B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 230 : lettre de Gouvion, fol. 128; lettre de Dumont, fol. 128-129, réponse de Bailly.

Municipalité ne réussirent pas à apaiser les craintes populaires. Le Club des Ennemis du Dépotisme s'émute, et Milly fit paraître en son nom, dans les journaux patriotes du 27 février, une protestation contre les calomnies que répandaient les ennemis du bien public. « Il n'est point de manœuvres, de machinations sourdes, dit-il, qu'on n'emploie chaque jour pour causer de l'agitation et de l'effervescence parmi les habitants du faubourg Saint-Antoine. Ils se font un devoir de déclarer hautement et publiquement que ces perfides tentatives sont autant d'efforts impuissants contre leur amour pour l'ordre, qu'ils les repoussent avec indignation (1). » Le lendemain matin, une foule composée de trois à quatre mille personnes se rendit néanmoins à Vincennes pour démolir le donjon. Mais les manifestants n'eurent pas le temps de mettre leur projet à exécution : La Fayette les fit disperser par la garde nationale et il arrêta une soixantaine d'individus qui, malgré les tentatives faites pour les délivrer, furent conduits à la Conciergerie (2). On accusa la Cour d'avoir suscité cette émeute afin de retenir la garde nationale hors de Paris et de permettre ainsi aux « chevaliers du poignard », qui, au même moment, se réunissaient aux Tuileries, de protéger la fuite du roi. Cette accusation paraît gratuite, car il est indéniable que le peuple de Paris ne voyait pas sans inquiétude les travaux entrepris à Vincennes. Le 4 mars, alors que l'agitation était d'ores et déjà apaisée, les membres de la Société des Nomophiles demandaient encore aux Amis de la Vérité de se joindre à eux pour obtenir la suppression du Château.

(1) A. N. F⁷ 4.622.

(2) *Moniteur Universel*, n° 60, du 1^{er} et n° 61, du 2 mars 1791.

Voir également : *Procès-verbal de l'événement arrivé à Vincennes lundi 28 février 1791, publié par ordre de la Municipalité de Vincennes*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.752 et B. V. P. 12.251.

Détail de la Grande Révolution arrivée au Château de Vincennes et au faubourg Saint-Antoine, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.753 et B. V. P. 12.251.

Grands détails et relation de tout ce qui s'est passé hier à Vincennes et aux Tuileries, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.754; B. V. P. 8.093.

Dans toutes ces brochures, aucune allusion n'est faite à l'incident Santerre-Desmottes. M. Aulard a publié, dans la *Société des Jacobins* (t. 2, p. 126 et suiv.), un pamphlet intitulé *Grands remerciements aux Jacobins sur les hauts faits de la journée du 28 février 1791*, dont deux exemplaires imprimés se trouvent à la B. N. Lb³⁹ 9.755 et à la B. V. P. 9.582 (s. l. n. d., in-8°).

Mailly de Chateaurenaud, qui présidait, leur répondit, dit la *Bouche de Fer*, avec une « grande prudence ».

Le soir du 28 février, La Fayette alla rendre compte à la Municipalité des événements de la journée et se plaignit de l'attitude d'un détachement du bataillon des Enfants-Trouvés que commandait Santerre. La Municipalité fit faire une enquête. Le 18 mars, elle chargea La Fayette de réunir un Comité de Surveillance qui prendrait connaissance de toutes les infractions à la discipline dont le détachement de service à Vincennes dans la journée du 28 février avait pu se rendre coupable. On déciderait, d'après les termes de son rapport, s'il y avait lieu de convoquer un Conseil de guerre. Le 23 mars, La Fayette soumit au Corps municipal un projet d'organisation de ce Comité. Mais les sections protestèrent (1). Trois d'entre elles, celles du Palais-Royal, du Théâtre-Français et de la Fontaine-de-Grenelle, communiquèrent leurs arrêtés à la Société fraternelle des Jacobins, certaines de trouver auprès d'elle une adhésion sans réserve (2).

Dès le début de cette affaire, les Sociétés populaires avaient pris fait et cause pour Santerre et les prisonniers de la Conciergerie (3). Le 17 mars, une députation du Club de la Section de Mauconseil vint demander à la Société fraternelle de joindre ses efforts aux siens pour obtenir leur élargissement. Sa requête fut naturellement bien accueillie. Les sœurs, suivant leur habitude, se montrèrent particulièrement véhémentes. Un frère souleva des protestations indi-

(1) Voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 452-458, 476-471, et Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 303 et 305.

(2) *Feuille du Jour*, n° 101, du lundi 11 avril 1791. *Lendemain*, n° 97, du jeudi 7 avril; n° 104, du jeudi 14 avril. « Les sections du Palais-Royal, de la Fontaine-de-Grenelle, du Théâtre-Français et le Club des Cordeliers envoient un arrêté pris entre eux par lequel ils font défense à la Municipalité de donner suite au Comité de surveillance, qui est qualifié de bâtard de la Constitution, d'inquisition que l'inférieur général veut établir contre les citoyens soldats.

« La fraternité a adhéré à l'arrêté et toutes ces défenses seront notifiées demain au Corps municipal. »

(3) Le 3 mars, Bailly informa La Fayette que le peuple, et les femmes surtout, s'agitaient pour obtenir la mise en liberté des prisonniers de Vincennes et il lui demanda de faire surveiller la Conciergerie par le bataillon de Henri IV (B. N. Mss Fonds fr. 11.697, fol. 138).

gnées en déclarant que, la liberté ayant été rendue à plusieurs des personnes arrêtées et promise aux autres, il était peut-être préférable de se tenir tranquille. Le 22 mars, Santerre fut reçu par la Société fraternelle des Jacobins qui le chargea de distribuer des secours aux prisonniers. Il s'acquitta aussitôt de cette mission et, quelques jours plus tard, rendit fort exactement compte de l'emploi des sommes qui lui avaient été confiées.

Les clubs populaires n'admettaient d'ailleurs l'indulgence que si elle s'exerçait en faveur des patriotes. Ils demandaient la liberté pour les manifestants de Vincennes, mais ils protestèrent contre l'élargissement des chevaliers du poignard arrêtés le 28 février aux Tuileries. M. de Chartres, qui assistait ce jour-là à la séance de la Société fraternelle des Jacobins, calma les inquiétudes en assurant que la Municipalité leur avait justement ouvert les portes de l'Abbaye, car aucun motif d'accusation n'avait pu être retenu contre eux (1).

En dépit de l'opposition des patriotes, le Comité de Surveillance fut formé. Santerre déclina sa compétence. Cependant il comparut devant lui. Il fut mis hors de cause ainsi que les manifestants du 28 février (2). Mais cette décision ne mit fin qu'à la phase officielle du conflit. Après les accusations dont il avait été l'objet (3), Santerre avait publié un rapport sur l'affaire de Vincennes et avait intenté à La Fayette et à son aide-de-camp, Desmottes, un procès en diffamation (4). Il eut pour avocat Buirette de Verrières. Ce petit homme, « bossu par devant et par derrière (5) », Jacobin, membre influent du Club des Cordeliers, était alors âgé d'une quarantaine d'années. Il avait quitté depuis

(1) *Feuille du Jour*, n° 82, du 23 mars 1791.

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 3, p. 259.

(3) Son attitude avait été blâmée par un ordre de La Fayette, en date du 1^{er} mars, un arrêté du Corps municipal, du 2, et une lettre de sept de ses collègues de la garde nationale.

(4) *Rapport de M. Santerre, commandant du bataillon des Enfants-Trouvés, relativement à l'affaire de Vincennes, en date du 28 février*, Paris, s. d., in-8° B. N. Lb³⁹ 4.661.

(5) A. Mathiez, le *Club des Cordeliers*, p. 258. Voir sur Buirette-Verrières, même ouvrage, p. 203, note 5.

deux ans le domaine de Verrières, près de Sainte-Menehould, et s'était installé à Paris, rue de l'Égalité, dans la section du Théâtre-Français, au deuxième étage du café du Rendez-vous. Il était lié avec Marat, qui lui avait confié la défense de M^{lle} Colomb, et il avait fondé une feuille, l'*Ami de la Loi*, qui n'eut que quelques numéros. C'est dans ce journal qu'il publia, au mois de mai 1791, la plainte déposée par Santerre.

Le commandant exposait que, le 28 février, un ordre signé par Raffy, officier municipal, l'avait chargé de maintenir la tranquillité dans le faubourg Saint-Antoine et dans toute l'étendue de la Municipalité de Paris. Cet ordre lui enjoignait en outre de se tenir prêt à marcher à la première réquisition du maire de Vincennes. A une heure de l'après-midi, sur la demande de celui-ci, Santerre se mit en route à la tête de son bataillon; mais, au milieu de l'allée de Vincennes, il rencontra Desmottes qui, sans uniforme et accompagné de quatre cavaliers, revenait à bride abattue. La foule, qui était nombreuse, crut que l'aide de camp se dirigeait vers Paris pour aller chercher la réserve. Elle l'arrêta, l'obligea à mettre pied à terre, ainsi que ses compagnons, et ne leur permit de continuer leur route qu'après leur avoir fait promettre de mener leurs chevaux par la bride. Santerre essaya d'intervenir. Il réussit, dit-il, à faire remettre en selle les cinq cavaliers, mais ce succès fut de courte durée. Le peuple les força de nouveau à descendre et les obligea même à retourner avec lui à Vincennes. Santerre ne s'obstina pas; il poursuivit son chemin et, sur l'ordre de la Municipalité de Vincennes, se rendit au Château. Il y rencontra bientôt La Fayette et Desmottes. Le Commandant-général s'approcha de lui et l'accusa d'avoir fait tirer sur son aide de camp. Desmottes appuya ces dires. La troupe de Santerre s'indigna d'une accusation pareille faite à son chef devant elle et protesta. C'est à la suite de ces événements que le commandant avait déposé sa plainte (1).

L'affaire, fixée au 19 mai, fut renvoyée au 26, puis au

(1) Voir également *Grand détail et explication du procès de M. Santerre, commandant du bataillon des Enfants-Trouvés, contre M. La Fayette et son aide-de-camp, le nommé Desmottes, qui sera jugé aujourd'hui au Tribunal de*

7 juin. Santerre avait reçu l'approbation de sa section (1), et sa cause était soutenue par toute la presse démocratique. Les Sociétés populaires intervinrent en sa faveur. On avait répandu le bruit que les habitants du faubourg Saint-Antoine viendraient assister à l'audience et qu'ils pendraient les juges si Santerre n'obtenait pas gain de cause. Afin de prévenir les troubles, le Club des Halles fit afficher à la porte de la salle des Minimes une *Invitation aux bons citoyens du Faubourg Saint-Antoine*, où il leur recommandait le calme et les engageait à respecter l'ordre et la liberté (2). « Songez que c'est Santerre, que nous estimons tous, qui accuse et qui poursuit et que, s'il triomphe, ses adversaires ne manqueraient pas de dire que les magistrats ont été obligés de fléchir sous la voix impérieuse d'une foule de brigands... Réprimons les mauvais citoyens qui interrompraient l'audience et faisons-leur respecter la loi. Et si,

l'arrondissement des Minimes (Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.964), et le rapport de Santerre cité plus haut.

Desmottes exposa sa version dans une brochure intitulée *Journée du 28 février* (s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.751 et B. V. P. 9.150). Il fut naturellement soutenu par la presse fayettiste (voir *La Jacobinière, Parade comme il n'y en a pas* (2 mars 1791), Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.775).

(1) Arrêté du 3 mars, de la section des Quinze-Vingts. Santerre était brasseur comme son frère aîné, Jean-Baptiste, qui avait gardé la brasserie de leur père, située au n° 7 de la rue Censier, dans le faubourg Saint-Marcel. Antoine-Joseph avait épousé la fille d'un brasseur de la rue Mouffetard et s'était installé Grande-Rue du faubourg Saint-Antoine, dans la section des Quinze-Vingts.

(2) *Nouveau complot découvert sur le procès de M. Santerre pour aujourd'hui contre M. La Fayette et son aide-de-camp Desmottes. Avec l'adresse de la Société fraternelle des Halles aux bons citoyens du faubourg de Gloire, ci-devant Saint-Antoine*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.962. L'adresse de la Société des Halles parut également dans *l'Orateur du Peuple*, t. V-VI, n° 23.

Une autre brochure patriotique assura que La Fayette envoyait des mouchards au faubourg Saint-Antoine pour déterminer les habitants à lancer les motions les plus incendiaires : « Ils cherchent à soulever ces honnêtes gens pour avoir une occasion de les faire égorger. » Elle recommanda, elle aussi, le calme aux Parisiens : « Ils savent que M. Santerre est déjà vengé dans l'opinion publique; qu'autant il est estimé, autant Desmottes est avili. Ils connaissent tous les forfaits accumulés sur la tête de cet aide-de-camp contre lequel l'humanité crie vengeance » (*Découverte d'une grande trahison contre les habitants du fauxbourg Saint-Antoine à l'occasion du procès de M. de La Fayette contre M. Santerre. Détail d'un horrible assassinat commis par le nommé Desmottes, son aide-de-camp, et le jugement qui le condamne à être pendu et étranglé*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.681).

par malheur, des juges, ou ignorans ou de mauvaise foi, faisaient triompher le coupable aux dépens de l'homme juste, retirons-nous avec le calme du mépris et le sang-froid d'une noble indignation. Rappelons-nous que nous pouvions les couvrir d'une honte ineffaçable en faisant casser leur jugement et en les poursuivant eux-mêmes. »

Les débats furent ajournés au 9 juin. Le 7, la Société fraternelle des Halles publia un nouvel appel au peuple, plus court que le premier, mais animé du même esprit. Il y eut affluence au Tribunal des Minimes, le 9 juin. Le matin même, le Club des Ennemis du Despotisme avait fait une dernière tentative en faveur de Santerre. L'avocat de Desmottes avait prétendu, soit au cours de l'audience du 7, soit dans une conversation particulière, que Santerre disposait à son gré du faubourg Saint-Antoine, qu'il convoquait fort souvent la section des Quinze-Vingts, mendiait les signatures et achetait les suffrages, enfin qu'il était maître absolu de la Société des Ennemis du Despotisme. Il se comportait comme s'il en était le président perpétuel et se chargeait même des soins du secrétariat. Non content d'ailleurs des séances de ce club et des assemblées de section, il réunissait « encore très souvent le bataillon ». Les Ennemis du Despotisme s'élevèrent contre ces imputations. Ils reconnurent que Santerre faisait partie de leur société, mais ils affirmèrent qu'il n'assistait que rarement aux séances et qu'il n'y avait jamais prêché que « l'union, la paix et le patriotisme ». Cet arrêté fut communiqué aux clubs patriotiques de Paris et, dès que les Cordeliers en connurent le texte, ils le firent parvenir à Buirette-Verrières (1).

L'affaire se termina le 11 juin seulement. S'il faut en croire les *Révolutions de Paris* (2), « six cents baïonnettes » entourèrent le tribunal pour garantir les juges des insultes populaires; des patriotes furent arrêtés et maltraités et les fayettistes firent tapisser la salle et les couloirs d'affiches annonçant la vente pour dettes du mobilier de l'avocat de Santerre. Dans la plainte qu'il adressa au juge de paix de la section du Théâtre-Français, Buirette donne le chiffre impo-

(1) A. N. F⁷ 4.623.

(2) *Révolutions de Paris*, n° 101, du 11 au 18 juin 1791.

sant de quatre mille affiches. Il devait effectivement cent livres à M^{lle} Marescot « pour façon de rubans à la nation ». Le Club des Cordeliers s'émut et un de ses membres, Barthélémy, paya cette somme de ses deniers. La saisie n'eut pas lieu (1). Le tribunal se déclara incompétent (2). L'affaire avait excité un intérêt passionné. Les *Révolutions de Paris* assurèrent que le jugement était un vrai déni de justice et que rien ne pouvait l'excuser. L'*Orateur du Peuple* (3) invita Santerre à faire appel devant le Tribunal criminel dont Robespierre était accusateur public; mais il en avait sans doute assez et il ne suivit pas ce conseil. Rutledge prétendit que ce n'était pas lassitude, mais calcul : les affaires du brasseur étaient très embrouillées et il se réconcilia fort utilement avec La Fayette.

Les événements qui suivirent la fuite du roi devaient rendre plus difficiles encore les relations entre la Municipalité et les Sociétés populaires. Ainsi qu'on le verra, celles-ci ne pardonnèrent jamais à La Fayette et à Bailly le massacre du Champ de Mars et ne cessèrent de leur témoigner leur ressentiment. Elles s'élevèrent contre les honneurs qui leur furent rendus lorsqu'ils quittèrent la Mairie de Paris et le commandement général de la garde nationale et elles soutinrent ardemment contre La Fayette la candidature de Pétion.

(1) A. N. F⁷ 4.625. L'affiche de la vente et la plainte de Buirette-Verrières ont été publiés par A. Mathiez, le *Club des Cordeliers*, supp. p. 6.

(2) Voir *Détail de tout ce qui s'est passé aux Minimes au sujet du procès de M. de La Fayette et de M. Santerre, avec la décision du Tribunal*, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.971. *Détail exact de tout ce qui s'est passé hier au Tribunal de l'arrondissement des Minimes à l'occasion du procès de M. Santerre contre M. Lafayette et le nommé Desmottes*. Discours de M. Santerre à ses juges et l'invitation qu'il a faite à tous les bons citoyens du faubourg Saint-Antoine de ne pas troubler l'ordre. Jugement qui renvoie cette affaire à la Cour martiale, Paris, s. d., in-8°, Lb³⁹ 4.682 (cette brochure est plus complète que la précédente).

La plaidoirie de Verrières a été imprimée sous le titre *Procès du sieur Santerre contre les sieurs Desmottes et Lafayette*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.963.

Le *Plaidoyer de M. Santerre contre MM. La Fayette et Desmottes*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.965, est une brochure fayettiste, rédigée en termes très modérés. Il y est rendu pleinement hommage aux « qualités civiques » de Santerre et les ménagements avec lesquels on le traite donnent peut-être quelque poids aux accusations de Rutledge.

(3) *Orateur du Peuple*, t. VI, n° 36.

V. — LES SOCIÉTÉS POPULAIRES ET L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Les Sociétés fraternelles qui apportaient une ardeur si vive dans leur lutte contre les autorités parisiennes traitaient l'Assemblée nationale avec plus de ménagements. Au début de l'année 1791, elles respectaient encore ses décisions et la considéraient même comme un arbitre assez impartial dans les conflits incessants qui les opposaient à la Municipalité. C'est en menaçant celle-ci d'un appel à la Constituante qu'elles avaient obtenu, sans coup férir, le retrait de l'ordonnance du 17 mars. Cependant, si elles faisaient montre de plus de modération dans les rapports, d'ailleurs assez rares, qu'elles entretenaient avec l'Assemblée, elles n'hésitaient pas, à l'occasion, à entrer en lutte avec elle. A deux reprises, dans les premiers mois de 1791, les Clubs populaires unis aux Cordeliers se dressèrent contre la Constituante.

Le droit de pétition collective.

Le Directoire du Département provoqua la première de ces attaques. A la fin d'avril, il vint prier l'Assemblée de fixer des bornes à la liberté de la presse (1). Il demandait la publication du code pénal qui permettrait de punir ceux qui, par leurs écrits, excitaient à la violence contre les personnes, les propriétés et les autorités constituées. Il soutenait que le droit de pétition ne devait pas être confondu avec l'existence des pouvoirs résultant des différentes représentations politiques et il réclamait un mode de publication qui distinguât les décisions des autorités publiques des actes émanant de sociétés particulières. C'étaient celles-ci

(1) *Révolutions de Paris*, n° 94, du 23 au 30 avril 1791. Adresse du Département et de la Municipalité de Paris à l'Assemblée nationale, du 26 avril 1791. Imprimée par ordre de l'Assemblée, s. l. n. d., in-8°, A. N. AD XVI 69 et AD XVI 67. Dans ce dernier carton se trouve également un exemplaire du *Projet de décret présenté par le Comité de Constitution sur la pétition faite à l'Assemblée nationale le 26 avril 1791, par les Administrateurs du Département de Paris*, Paris, 1791, in-8°.

surtout que le Directoire du Département désirait atteindre. Leur audace grandissante était de nature à l'inquiéter, et pour venir à bout des résistances de plus en plus vives qu'elles opposaient aux administrations locales, il était indispensable de s'assurer le concours de l'Assemblée nationale. En sollicitant son intervention, le Directoire suivait la route que les clubs populaires lui avaient eux-mêmes tracée : ils avaient été les premiers à invoquer contre la Municipalité de Paris l'autorité de la Constituante et ils ne cessaient de rechercher les moyens d'obtenir d'elle la destitution des officiers municipaux.

Les *Révolutions de Paris* présentèrent aussitôt des observations sur l'adresse du Département. Le droit de pétition, disaient-elles, est aussi sacré que le droit de parler et d'écrire et compte parmi ceux auxquels une société d'hommes libres ne peut prescrire de bornes et qui ne doivent être gênés par aucune réglementation. Il leur paraissait impossible d'enlever aux sociétés particulières le droit d'afficher leurs délibérations ; elles le possédaient au même titre que celui d'imprimer ou de distribuer des écrits ; rien, au surplus, n'était plus facile que de distinguer des autres les actes de la puissance publique ; leur seul titre suffisait à les faire reconnaître ; d'ailleurs l'enregistrement dans les tribunaux, la promulgation par un officier public, qui étaient les signes caractéristiques de la publication des lois, empêchaient qu'elles fussent confondues avec les délibérations des sociétés particulières.

La discussion fut longue et animée. Le projet présenté par Chapelier au nom du Comité de Constitution répondit à l'attente du Directoire. Il déclara que les sociétés particulières n'étaient, aux yeux de la loi, que des individus et qu'elles ne pouvaient collectivement former des pétitions. « Si la loi leur donnait le droit de délibérer, de publier leurs délibérations, elle leur donnerait par là-même les moyens de se revêtir d'une autorité qu'elles ne doivent pas avoir. Ces sociétés, que la liberté a fait naître, sont utiles sans doute ; elles excitent l'esprit public, facilitent les progrès des lumières ; mais bientôt, elles perdent tous ces avantages si, pour former des pétitions, elles s'érigent en corporations

et s'approprient ainsi le droit individuel des citoyens » (1).

Le projet de loi fut si vivement attaqué par Pétion et Robespierre, que Chapelier recula et se rallia à la rédaction proposée par Beaumetz. Elle remplaçait par un article unique les sept premiers paragraphes du texte du comité et fut votée avec un amendement de Régnault de Saint-Jean d'Angély. La suite du projet, qui était relative aux assemblées de communes et de sections, fut acceptée beaucoup plus facilement. A la demande de Beaumetz, les députés avaient, par ailleurs, séparé les deux discussions sur le droit de pétition et le droit d'affichage.

Le décret fut voté le 10 mai. Il déclarait que le droit de pétition appartenait à « tout individu » et qu'il était impossible de le déléguer; il ne pouvait être exercé « en nom collectif par les corps électoraux, administratifs, judiciaires, municipaux, par les communes, les sections de communes, ni les sociétés de citoyens ». Les pétitions devaient porter les signatures de tous ceux qui y prenaient part. Les assemblées de communes ne pouvaient être réunies que pour des « objets d'administration purement municipale » et ne devaient discuter que les matières inscrites à leur ordre du jour. Toutes les délibérations des communes et des sections qui ne se tiendraient pas dans ces limites seraient « nulles et inconstitutionnelles ». Les municipalités étaient juges de la validité des convocations; mais il était possible de faire appel de leurs décisions aux Conseils de département et même au Corps législatif.

Le 18 mai, la section du Théâtre-Français, où demeuraient de nombreux Cordeliers, protesta. « Isoler les citoyens, dit-elle, c'est leur ôter toute la force qui résulte de

(1) Voir Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXV, p. 678 et suiv. La discussion commença le 9, mais les deux décrets sur le droit de pétition et le droit d'affichage ne furent votés que le lendemain (t. XXV, p. 693 et p. 697 et suiv.). *Moniteur universel*, n° 133, du mercredi 11 mai 1791. Le 9, Gouvion fit connaître à Bailly qu'il avait ordonné à quelques bataillons de se tenir prêts à marcher le lendemain, car on annonçait que des troubles se produiraient autour de l'Assemblée nationale, en raison de la discussion sur le droit de pétition et d'affichage. Il pria le maire de Paris de couvrir son initiative en lui délivrant un ordre régulier (B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 253-254). Le 10, Bailly fit droit à cette requête (B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 254).

leur union collective et les asservir plus sûrement sous l'autorité des corps administratifs » (1). Le 20, les envoyés du Club des Nomophiles vinrent exprimer aux Jacobins (2) et aux Amis de la Vérité les inquiétudes que faisait naître ce décret. « L'orateur de la députation, dit la *Bouche de Fer* (3), a vu dans les conséquences de ce décret l'anéantissement du pouvoir national ou souverain. Il a trouvé qu'il était inconstitutionnel comme contraire aux droits de l'homme ». Mais les Amis de la Constitution répondirent aux Nomophiles que, le décret ayant été sanctionné, il n'était plus permis de rechercher s'il était bon ou mauvais. La Société fraternelle des Jacobins se montra plus résolue. Elle ne se contenta pas d'une semblable protestation. Elle assura qu'il fallait persister « dans l'émission accoutumée des vœux des citoyens réunis en corps patriotiques pour la défense de la justice et de la liberté ». Le 29 mai, elle ordonna l'impression des *Réflexions* qu'un de ses membres venait d'écrire sur l'exercice du droit de pétition (4). Cette résistance à un décret qui avait été légalement voté par la Constituante et qui avait obtenu la sanction royale exaspéra le *Babillard*. Il manifesta son étonnement de voir les membres de la Société fraternelle attaquer les lois qu'ils avaient juré de respecter. « Leur serment n'était donc qu'une chimère?... Quelle est cette nation qui se joue ainsi des lois? Quels sont ces gens qui ne veulent exécuter que celles qui leur plaisent (5). »

Le Gouvernement direct et l'influence de Rousseau.

Ces critiques n'émurent pas les sociétés populaires. Le 12 juin, celle des Jacobins déposa sur le bureau des Amis de la Constitution un *Appel à la nation* (6), dont l'*Ami des*

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 4, p. 18. La section de la Grange Batelière adhéra, le 25 mai, à cette protestation.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 447.

(3) *Bouche de Fer*, n^o 57, du 24 mai.

(4) Imp. 24 p., in-4^o, Br. M., F. R. 345,8.

(5) *Babillard*, n^o 9, du 11 juin 1791.

(6) *Appel à la Nation des décrets inconstitutionnels surpris à l'Assemblée nationale et notamment de celui du 10 mai 1791 relatif au droit de pétition et*

patriotes publia un court résumé (1). Cet appel passait en revue les différents décrets votés par la Constituante. L'assemblée du couvent des Jacobins s'élevait contre les distinctions établies par les législateurs entre les citoyens actifs et les citoyens passifs; elle protestait contre les décisions qui réservaient au chef du pouvoir exécutif le droit de veto, l'initiative de la paix et de la guerre et la libre disposition du Trésor public; elle s'en prenait surtout au décret du 10 mai « insidieux et plein d'astuce ». Il réduit, dit-elle, l'activité des sections de communes aux seules questions d'intérêt local et les prive du plus important de leurs droits; il enlève aux corps administratifs leur plus belle prérogative : celle d'être les organes de la volonté du peuple; il ne laisse à celui-ci aucune possibilité de faire entendre sa voix; il détruit l'activité et la surveillance des sociétés patriotiques; il rend vains les vœux émis par des hommes isolés qu'il sera toujours facile de poursuivre comme factieux. « Il est absurde de dire que parce qu'un homme a essentiellement et individuellement un droit qu'aucune puissance ne peut l'empêcher d'exercer par lui-même, il ne peut déléguer à un autre la faculté d'exercer ce droit pour lui et en son nom. » La Société fraternelle conjurait les Français de ne pas souffrir une décision qui violait leurs droits naturels et leur ôtait la liberté qu'ils avaient conquise; elle leur rappelait que la souveraineté résidait en eux seuls et qu'on ne pouvait leur en interdire l'usage, ni les priver du droit de rejeter des lois qu'ils désapprouvaient et qui étaient évi-

d'affiches, interjeté par la Société fraternelle des patriotes des deux sexes, défenseurs de la Constitution, séante aux Jacobins Saint-Honoré, Paris, 1791, in-8°. Cet appel, « inconnu » dit M. Lacroix, se trouve aux A. N. AD XVI 73 et à la B. N. Lb³⁹ 4.989.

(1) *Ami des Patriotes*, n° XXX, du 18 juin 1791. Ce journal attribue l'appel de la Société fraternelle aux signataires de la pétition du 14 juin contre le marc d'argent. Il assure d'ailleurs qu'ils n'agissaient pas de leur propre initiative. « Il est nécessaire de remarquer, dit-il, que tous les membres de ces clubs réunis ne suffiraient pas aux dépenses qu'exigent les frais d'impression, d'affiche, d'envois. Il est nécessaire de remarquer que tous ces hommes ne peuvent subsister oisifs et passer leur vie à crier dans un club ou sur la terrasse des Feuillants, et ne pas gagner ce qui est nécessaire pour acheter du pain. Il est impossible de ne pas penser que des agens inconnus fomentent ces désordres et les paient. » L'*Ami des Patriotes* déclare que l'Appel de la Société fraternelle avait été « répandu dans le public ».

demment contraires à leur volonté et à leurs intentions; elle affirmait enfin que tout décret était arbitraire, dès lors qu'ils n'avaient pas concouru à sa formation.

C'était, fort nettement exprimée, la théorie du gouvernement direct. La Société fraternelle n'était pas la première à la formuler. Au mois d'octobre 1790, Nicolas de Bonneville en avait exposé les principes (1) que l'abbé Fauchet développa chaque semaine devant l'assemblée des Amis de la Vérité, dans ses conférences sur le Contrat social. Peu de temps avant que parut l'appel de la Société populaire des Jacobins, le 30 mai 1791, les Cordeliers, de leur côté, avaient affirmé que la nation ne pouvait être tenue que par les lois qu'elle avait « consenties ou demandées » et que la Constitution ne deviendrait définitive que si elle obtenait la ratification du peuple. Si les assemblées primaires étaient privées du droit de demander la réforme de la loi et d'émettre des vœux, la France serait de nouveau en esclavage, la Révolution n'aurait amené qu'un changement de maître et l'aristocratie nouvelle des représentants de la nation, devenus ses oppresseurs, remplacerait les aristocraties anciennes (2).

Les Cordeliers, comme l'abbé Fauchet, s'inspiraient directement de Rousseau. Lui aussi avait proclamé que la souveraineté populaire ne pouvait s'aliéner, que les lois étaient des actes de la volonté générale et que le peuple qui leur était soumis devait en être l'auteur. « Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants; ils ne sont que ses commissaires; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle. Ce n'est pas une loi » (3). C'est dans le Contrat social que les partisans du gouvernement direct avaient puisé leurs préventions contre le régime représentatif. Rousseau l'avait vu fonctionner en Angleterre et il ne lui avait inspiré aucun enthousiasme. « Si le peuple anglais, dit-il, pense être libre, il se trompe fort; il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement;

(1) *Bouche de Fer*, 1^{er} octobre 1790.

(2) A. Mathiez, *Le Club des Cordeliers*, p. 28 et 29.

(3) Rousseau, le *Contrat Social*, livre III, chap. XV.

sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde. »

La ratification des lois par le peuple pouvait s'exercer au sein des Sociétés fraternelles. Dansard n'avait, certes, pas prévu qu'elles seraient appelées à jouer un tel rôle, mais d'autres s'avisèrent de le réclamer en leur faveur. Plus d'un mois avant l'Appel du 5 juin, le 23 avril, Louise Robert le fit avec force. Elle reconnut que le premier objet de ces assemblées avait été de lire les décrets de la Constituante et d'échanger les pensées que cette lecture suggérerait à leurs membres; mais cette étude même, dit-elle, leur a fait sentir que les hommes qui les composaient étaient partie intégrante du souverain et qu'ils ne pouvaient être soumis à la loi qu'autant qu'ils avaient usé du droit de la faire ou de la consentir. La forme du gouvernement représentatif avait été choisie car elle paraissait la mieux adaptée à l'étendue de la république française, mais, si les sociétés humaines avaient bien confié à leurs délégués le pouvoir de « constituer » les lois, elles n'avaient pu céder « ni en tout, ni en partie, le droit inaliénable d'examiner ces mêmes lois, plutôt proposées que faites par de simples représentans, de les censurer et enfin, en dernière analyse, d'en ordonner la modification ou la radiation absolue ». Louise Robert mettait cependant une limite à l'exercice de ce pouvoir, car elle reconnaissait qu'il était nécessaire, pour le maintien de l'ordre, que le peuple respectât, au moins provisoirement, les lois votées et qu'il en protégeât même l'exécution jusqu'au moment où il en aurait obtenu la réforme.

Les Sociétés populaires se pénétrèrent aisément de ces principes. Elles devaient beaucoup à Rousseau et elles témoignèrent hautement de leur gratitude envers lui. Le Club des Amis de la Liberté de la Croix-Rouge demanda le transfert de ses cendres au Panthéon (1). Les Indigents installèrent son buste dans leur salle de réunion, le 6 mai 1791 (2), et la Société fraternelle des Jacobins le reçut en

(1) Pétition individuelle des Amis de la Liberté, séant à la Croix-Rouge, à l'Assemblée nationale, A. N. C 128 (5 août 1791).

(2) Br. M., F. R. 340,22.

grande pompe, au mois de février 1792 (1) : elle avait plus que tout autre profité des leçons de ce philosophe.

Le vote censitaire et le décret du marc d'argent.

En accordant au roi des prérogatives inconciliables avec les droits absolus de la nation, en votant le décret du 10 mai, l'Assemblée constituante avait évidemment violé le dogme de la souveraineté du peuple; mais elle lui avait porté une atteinte plus grave encore en établissant la distinction des citoyens actifs et des citoyens passifs et en soumettant l'éligibilité à des conditions censitaires. Cette décision était particulièrement odieuse aux membres des clubs populaires, et Robespierre conquist à jamais leur cœur par la campagne qu'il mena, dès 1790, contre le marc d'argent. Il assura, dès cette époque, son crédit, sinon sur les bancs de l'assemblée, du moins dans les masses. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'adresse que les Indigents lui envoyèrent à la fin du mois d'avril 1791 (2). En se jetant dans cette lutte, les Sociétés fraternelles rejoignirent une fois de plus le Club des Cordeliers. Il avait fait réimprimer, au printemps de 1791, le discours prononcé par Robespierre à la Constituante et avait essayé d'étendre ses protestations à toute la France en invitant les Sociétés patriotiques à conclure avec lui « un pacte de famille » (3). Le 30 avril, il avait chargé un Comité de six membres d'examiner les décrets

(1) Voir ci-dessous, chap. XII, p. 383 et suiv.

(2) *Adresse de la Société des Indigents, Amis de la Constitution, à Robespierre, député à l'Assemblée nationale*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.398. « Robespierre écoute les accents des hommes qui forment la Société des Indigents. Ils ont entendu lire le discours que tu as prononcé à l'Assemblée nationale sur le décret du marc d'argent. Tu vas croire peut-être que nous n'avons manifesté notre amour pour toi que par des applaudissements; rends-nous plus de justice; c'est par des larmes de reconnaissance que nous pouvions nous acquitter envers toi du bien que tu cherches à nous faire. »

L'exemplaire de cette adresse, conservé à la Bibliothèque nationale, ne porte pas de date. M. Aulard la place à la fin du mois d'août (*Société des Jacobins*, t. 2, p. 225). Mavidal et Laurent, éditeurs des *Archives parlementaires*, en janvier. En réalité, elle est du mois d'avril et c'est la date que lui donne, dès 1885, Ernest Hamel dans son *Histoire de Robespierre* (t. 1, p. 535-538. Voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 7, p. 650 et suiv.).

(3) *Mercur National*, n° XXXV, du 21 mai 1791.

formant les « codes organiques de la Constitution » et de relever tous ceux qui porteraient atteinte aux principes contenus dans la Déclaration des Droits.

Au mois de juin, c'est-à-dire au moment où les assemblées primaires allaient se réunir, l'agitation devint plus profonde et les colères plus grandes. Quelques jours après que la Société fraternelle eût publié son Appel à la Nation, le Club des Amis de la Liberté de la rue du Bac, se conformant au décret du 10 mai, adressa à l'Assemblée nationale une pétition individuelle. Elle indiquait que l'obligation du marc d'argent avait rencontré une opposition presque unanime et qu'elle ne pouvait être maintenue devant la volonté du peuple souverain exprimée d'une façon aussi catégorique. La Constituante avait, par cette mesure, ébranlé le fondement de toute liberté et créé en France des ordres que la nation ne pouvait admettre. « La loi qui dit que, pour être éligible à tel ou tel emploi, il faut payer une somme d'argent quelconque, ne peut être une loi parce que l'article six des Droits de l'Homme vous interdit la faculté de le dire et surtout de le proclamer (1). »

Le même jour, 14 juin, les commissaires des sociétés populaires, réunis au Comité central, écoutèrent la lecture d'un discours que leur avait envoyé la section de Sainte-Geneviève. Il enleva tous les suffrages, dit la *Bouche de Fer* (2), et l'enthousiasme avec lequel il fut accueilli fut si grand que le jeune Mandart s'écria : « C'est l'ange de la liberté qui a inspiré son auteur; il lui a dit : je dicte, écris! » Le Comité central, entraîné par l'exemple, décida qu'il serait fait sur-le-champ une pétition contre les conditions censitaires. M. de Bonneville fut chargé de la rédiger et les représentants de treize sociétés la signèrent (3). Il est vrai

(1) *Pétition individuelle des citoyens formant la Société des Amis de la Liberté séante rue du Bac, à Paris*, A. N. D IV 49.

(2) *Bouche de Fer*, n° 68, du 17 juin 1791.

(3) Société de Sainte-Geneviève, séante à Navarre; des Droits de l'Homme du faubourg Saint-Antoine; de l'Égalité, cloître Notre-Dame; des Nomophiles, prieuré Sainte-Catherine; Fraternelle, séante aux Minimes; Fraternelle des Halles; Point Central des Arts; des Indigents; de la Liberté (rue de la Mortellerie); des Ennemis du Despotisme; Confédération Universelle des Amis de la Vérité; des Carmes, place Maubert; des Droits de l'Homme et du Citoyen, dite des Cordeliers.

que dans ce nombre se trouvaient ceux de la Confédération universelle des Amis de la Vérité, du Point Central des Arts et Métiers et du Club des Cordeliers. Le texte, proposé par Bonneville, fut adopté à l'unanimité. Il n'apportait aucun élément nouveau; mais il constituait un résumé assez menaçant des revendications populaires (1). Il fallut beaucoup de courage aux Amis de la Vérité, dit la *Bouche de Fer*, pour arrêter les Sociétés fraternelles qui proposaient de se réunir toutes en corps afin que tous leurs membres pussent donner leurs signatures. La pétition fut portée au président de l'Assemblée nationale, qui refusa de voir les députés des clubs populaires. Il avait affaire et ne recevait personne. Mandart lui fit dire que, si trente noms seulement se trouvaient au bas de ce texte, ils en représentaient au moins quarante mille. Le Président s'engagea alors à le faire lire à l'Assemblée. Il ne tint pas sa promesse; mais, par les soins des Sociétés fraternelles, la pétition fut affichée, le mercredi 15 juin, dans toutes les rues de la capitale. Elle augmenta les craintes des journaux fayettistes. L'*Ami des Patriotes* publia un article qui était un véritable cri d'alarme. « Nous sommes, dit-il, à la veille de recueillir les fruits de l'inférieur esprit de système qui tourmente MM. Robespierre, Brissot, etc... Ils ont tant crié contre la distinction des citoyens actifs, ils ont tant encouragé la révolte contre les lois, que la Société fraternelle et le Club des Cordeliers, après avoir dénoncé le roi, dénoncent aujourd'hui l'Assemblée nationale et l'accusent d'avoir trahi les intérêts de la Nation. On vient d'afficher à tous les coins de rue une pétition dans laquelle on annonce très clairement les plus grands troubles si l'Assemblée ne révoque pas le décret du marc d'argent. On y parle de 300.000 hommes en armes; cette pétition est signée des présidents des treize clubs qui règnent à Paris (2)... Il est temps que les gens de bien de tous les partis se réunissent contre l'ennemi commun; ce

(1) *Pétition contre le décret du marc d'argent*. Imp. aff., in-fol., plano, Bibliothèque de la Chambre des Députés. Coll. d'aff. X 147, portef. 6, 1, 18, p. 9. Elle parut dans la *Bouche de Fer* du 17 juin. M. Sagnac en a publié le texte dans l'*Histoire de France* de Lavis, Période contemporaine, t. 1, p. 290.

(2) En réalité, ce sont les commissaires des sociétés qui ont signé.

n'est pas de liberté qu'il s'agit, c'est de propriété, c'est d'existence... (1) »

Ce ne fut qu'après le retour de Varennes que les Sociétés populaires obtinrent satisfaction. L'Assemblée nationale, en revisant la Constitution, supprima l'obligation du marc d'argent pour les candidats à la députation. Il est vrai qu'elle aggrava les conditions mises à l'électorat. Il fallut désormais jouir d'un revenu de cent cinquante à deux cents francs dans les villes et de soixante-quinze francs dans les campagnes. Cette demi-mesure n'arrêta pas le mouvement de protestation (2).

(1) *Ami des Patriotes*, n° XXX, du 18 juin 1791.

(2) Voir *Société fraternelle des deux sexes de Sainte-Geneviève, séance rue Saint-Jean-de-Beauvais*, n° 10. Séance du 24 juin 1792, l'an IV^e de la Liberté; Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 855.

CHAPITRE VIII

LA CRISE DE VARENNES

I. — LES SOCIÉTÉS POPULAIRES ET LA ROYAUTÉ AVANT VARENNES.

Les Sociétés populaires ne posèrent pas avant Varennes la question dynastique. Alors qu'elles s'élevaient avec tant de violence contre les menées des aristocrates, l'attitude des autorités parisiennes et ne craignaient pas de s'en prendre à l'Assemblée nationale elle-même, elles n'envisagèrent jamais la possibilité d'un changement de régime. Le républicanisme de Robert n'y trouva pas d'écho. Ce n'est pas que Louis XVI leur ait inspiré une grande confiance; mais elles acceptaient la fonction royale comme un mal nécessaire et ne voulaient à aucun prix d'une réforme qui eût amené au pouvoir la haute bourgeoisie patriote et conservatrice qu'elles avaient en horreur. D'ailleurs, elles ménageaient encore la personne du roi et lui épargnaient les invectives qu'elles prodiguaient si volontiers à La Fayette et à Bailly. Dans les comptes-rendus que publient, avec tant de constance, la *Feuille du Jour*, le *Lendemain* et le *Babillard*, Louis XVI n'est jamais mis en cause avant Varennes. Cependant ces journaux n'auraient pas manqué de relever tout ce qui pouvait être de nature à compromettre les clubs populaires, alors surtout qu'ils affectaient de croire que leurs membres étaient des partisans déterminés de la république.

Décidées à conserver le roi, mais non à lui faire confiance, les Sociétés fraternelles le surveillaient attentivement, essayaient de l'arracher aux conseils de son entourage et rejetaient sur celui-ci la responsabilité de ses fautes. C'était

l'état d'esprit des Cordeliers, celui de Marat, de Pétion et de Robespierre. Cependant, sous ce contrôle étroit, la popularité de Louis XVI disparut peu à peu; les Sociétés fraternelles n'eurent pas souvent l'occasion avant la fuite à Varennes, de révéler leurs sentiments; mais, si rarement qu'elles aient été amenées à le faire, la désaffection croissante du petit peuple de Paris pour la personne de son roi apparaît d'une façon évidente. Au mois de février 1791, il lui exprimait encore son attachement et son respect d'une manière touchante. On affirmait alors que les tantes du roi, M^{me} Adélaïde et M^{me} Victoire, se préparaient à quitter la France et ce bruit causait à Paris une agitation assez vive. Les démocrates considéraient déjà la famille royale comme un otage dont la présence les protégeait contre les entreprises hostiles des émigrés et des étrangers (1). Ils essayèrent donc de s'opposer au départ de Mesdames. Déjà la Municipalité avait exposé à Louis XVI les soupçons que faisait naître leur prochain voyage (2). Le 11 février, les commissaires des sections se réunirent aux Grands-Augustins et y rédigèrent deux adresses à l'Assemblée nationale et au roi (3). Louis XVI reçut aux Tuileries les députés qu'ils lui envoyèrent, mais il déclara que ses tantes étaient maîtresses de leurs personnes et libres d'aller où bon leur semblait. Il assura d'ailleurs qu'il connaissait trop leur cœur

(1) « Nous sommes en guerre avec les ennemis de la Révolution, dit Marat, il faut garder ces béguines en otage et donner triple garde au reste de la famille. » Gorsas, dans le *Courrier des Quatre-vingt-trois départements*, exprime des sentiments analogues : « Le salut de la chose publique interdit à Mesdames d'aller porter leurs personnes et leurs millions chez le pape ou ailleurs. Leurs personnes, nous devons les garder précieusement, car elles contribuent à nous garantir contre les intentions hostiles de leur neveu, M. d'Artois, et de leur cousin, Bourbon-Condé. » (Cité par A. Mathiez, la *Révolution française*, t. 1, p. 166).

(2) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 413. La Municipalité avait envoyé aux Tuileries Bailly, deux conseillers municipaux, MM. Perron et Jolly et le premier substitut-adjoint du procureur de la Commune. On ne sait quel accueil leur réserva Louis XVI. Le 13 février, le Corps municipal constata seulement que leur démarche était restée infructueuse.

(3) *Adresses présentées au roi et à l'assemblée nationale sur le départ de Mesdames, tantes du roi, par les députés des sections réunis aux Grands-Augustins et Réponses du Président de l'Assemblée nationale et du roi, des 14 et 19 février 1791*, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 9.730.

pour qu'on pût concevoir « des inquiétudes sur les motifs de leur voyage ». Le 14, douze dames de la Halle, membres de la Société fraternelle, accompagnées de femmes appartenant à cette assemblée, vinrent remettre à la Municipalité le texte d'une adresse qu'elles avaient fait parvenir au roi. Le Conseil la lut et en approuva si vivement les termes qu'il en ordonna l'impression, la fit insérer dans son procès-verbal et invita la députation à assister à sa séance (1). « Sire, disaient ces dames, nous vous aimons comme un bon père et nous venons vous témoigner notre chagrin de ce que, de tous côtés, votre famille vous abandonne. Déjà, Sire, nous sommes venues vous demander le retour des princes; nous avons espéré qu'ils ne soutiendraient pas si longtemps la peine d'être éloignés de vous. Nous vous prions encore, Sire, de rappeler en eux les sentiments que le sang a dû leur donner, de rappeler leurs personnes auprès de vous : nous les fêterons, Sire, dès qu'ils paraîtront près de votre personne chérie et notre amour pour vous rejaillira sur eux. Que votre Majesté ne souffre pas que vos tantes, qui lui ont toujours été si chères, l'abandonnent encore. Si elles violentent votre cœur et qu'elles obtiennent de votre respect pour la Déclaration des Droits de l'Homme, sous le nom de permission, l'arrêt de leur absence, elles partiront paisiblement, personne n'oubliera que vous le leur aurez permis. Mais si elles sont poursuivies par le remords de vous avoir quitté, qu'elles se souviennent que nous aurons tenté de le leur épargner, et nous, Sire, nous, votre peuple, nous vous tiendrons lieu de famille : oui, vous en trouverez une en nous qui ne vous abandonnera pas et qui vous sera toujours fidèle. »

Cette adresse n'eut, comme on le sait, aucun succès, mais les dames qui l'avaient rédigée ne se découragèrent pas. N'ayant rien obtenu par la douceur, elles décidèrent de recourir à la force, et le samedi soir, 19 février, conduites

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 569. Le discours fut imprimé (3 p in-8°) sous le titre *Discours adressé au roi par les dames de la Halle, membres de la Société fraternelle, dont le 14 février, elles sont venues donner lecture au Conseil Général de la Commune qui en a ordonné l'impression et la distribution*, B. N. Lb⁴⁰ 1.245 (Paris, 1791, in-8°).

par le président de la Société fraternelle des Jacobins, elles se mirent en route pour Bellevue. Un incident troubla leur voyage. Elles cheminaient paisiblement quand deux postillons courant à vive allure les dépassèrent et causèrent dans leur troupe quelque désordre et quelque effroi. C'étaient l'abbé Munier et le comte de Virieu qui se rendaient en hâte à Bellevue pour avertir Mesdames. Les zélées patriotes, en arrivant au château, trouvèrent nappes mises et souper prêt, mais les convives avaient disparu. Les tantes du roi, assez effrayées, avaient précipité leur départ et tenaient la route depuis un quart d'heure. Les femmes entourèrent seulement quatre grosses berlines qui n'étaient pas encore parties. Huit dragons, chasseurs de Hainaut, en garnison à Saint-Cloud, accoururent pour dégager les voitures, mais la garde nationale les mit en fuite (1). Le dimanche soir, le président de la Société fraternelle vint rapporter aux Jacobins, cette preuve éclatante du civisme des sœurs.

A la suite de cette aventure des troubles éclatèrent à Paris. On avait annoncé non seulement le départ de Mesdames, mais encore celui de toute la famille royale (2). Le 22, on raconta que Monsieur se préparait lui aussi à quitter la France et, vers cinq heures, une foule nombreuse se porta au Luxembourg. La section envoya aussitôt au Palais son président Labbée. Il n'y eut d'ailleurs aucun incident grave. Monsieur reçut une députation composée d'une trentaine de femmes et leur assura qu'il n'avait jamais songé à partir : il eût préféré perdre la vie que d'abandonner son frère. Les dames applaudirent, mais elles manifestèrent l'intention de

(1) *Le Creusei*, n° XVIII, du jeudi 3 mars 1791. « Ces circonstances, dit le journal, sont positives. »

M. de la Colombe avait fait connaître à Bailly que le peuple se mettait en route pour Bellevue et lui avait demandé des ordres (B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 237). Le maire de Paris conseilla de lui barrer la route avec de la cavalerie et de fermer les barrières s'il en était encore temps (fol. 258). Mais, comme il ne pouvait rien hors de la ville, il informa à son tour le Département et avertit La Fayette pour qu'il se tint prêt à marcher (fol. 117). Le Département jugea sans doute préférable de ne pas intervenir et les membres de la Société fraternelle des Jacobins arrivèrent sans encombre à Bellevue.

(2) *Orateur du Peuple*, t. IV, n° 41 non daté; *Chronique de Paris*, n° 32, du 1^{er} février; *Journal des Clubs*, n° XII, du 5 février 1791.

rester pour garder le prince. Labbée réussit, non sans peine, à les emmener (1). Le 23, la Société fraternelle des Jacobins fit surveiller les portes de la ville et décida de siéger en permanence (2). Durant la nuit, les premiers étages des maisons furent illuminés. Le 24, La Fayette dut dégager les Tuileries que la foule entourait (3).

Le 18 avril, les mêmes craintes poussèrent les Parisiens à retenir la famille royale qui se rendait à Saint-Cloud. Mais l'énergie avec laquelle ils s'opposèrent à son départ et les soupçons qu'ils manifestèrent si ouvertement, montrent combien ils étaient déjà détachés de Louis XVI. Ce roi, que les dames de la Halle, traitaient quelques mois plus tôt de « bon père » et qu'elles assuraient de leur amour, devait maintenant entendre les injures « grenadières » des hommes qui composaient son escorte. Les Cordeliers dénoncèrent publiquement sa désobéissance aux lois et les encouragements qu'il prodiguait aux factieux. La Société fra-

(1) Après le départ de ces femmes, Monsieur se rendit aux Tuileries et regagna paisiblement le Luxembourg à onze heures du soir. Sous la Restauration, Labbée se fit gloire de son intervention.

Voir sur ces événements : *Départ manqué de Monsieur, par la surveillance du peuple, avec le détail de ce qui s'est passé hier soir au Luxembourg et aux Tuileries* (22 février), Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.638. *Procès-verbal avec notes explicatives d'un événement qui a eu lieu au Palais du Luxembourg, le 22 février 1791 présenté à S. M. Louis XVIII, le 9 juin*, par M. Labbée, Paris, 1814, in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.639. *Événement qui a eu lieu au Palais du Petit-Luxembourg, le 22 février 1791, et Observations sur les suites de cet événement*, par M. Labbée, président de la section du Luxembourg en 1790 et 1791. Paris, 1819, in-8°, B. N. Lb³⁹ 4.640. *Relation de ce qui s'est passé au Palais du Petit-Luxembourg deux mois avant le départ de Monsieur* (aujourd'hui Louis XVIII). Traits anecdotiques et scènes de l'intérieur du même Palais au temps de la Terreur, Paris, 1823, in-8°, B. N. Lb¹⁹ 4.641.

Cf. également *Preuve d'un complot épouvantable formé par une troupe de faux patriotes*. S. l. n. d., in-8°, B. V. P. 7.832.

(2) Voir ci-dessus, chap. (VII), p. (202 et suiv.).

(3) A la nouvelle de l'arrestation de Mesdames à Arnay-le-Duc, une foule nombreuse se réunit dans le jardin des Tuileries pour prier le roi de s'opposer au départ de ses tantes. Bailly et les officiers municipaux s'efforcèrent en vain de la disperser; elle parvint jusqu'aux grilles du château et demanda à parler à Louis XVI. « Les femmes sur-tout faisaient rage et montraient le plus violent emportement » (*Histoire de la Révolution* de 1789 par deux Amis de la Liberté, t. VI, p. 318 et suiv.). On dut faire appel à la garde nationale. Deux détachements entrèrent par les portes du Manège et du Pont-Royal, cependant qu'un troisième, précédé des officiers municipaux, se fit ouvrir les grilles. Le jardin fut rapidement évacué.

ternelle blâma l'hospitalité qu'il donnait à des rebelles et l'accueil qu'il réservait aux ennemis de la Révolution. Il est vrai qu'elle prit soin de dégager sa responsabilité. Elle rappela les tentatives faites pour « l'enlever », les artifices employés par les personnages qui l'entouraient pour le séduire et les violences auxquelles ils ne craignaient pas de recourir pour le déterminer à fuir (1). Elle avait, semble-t-il, emprunté ce langage à l'*Ami du Peuple*. Le 23 décembre 1790, Marat avait déjà peint en termes propres à émouvoir l'âme des foules le malheur de ce roi bon, mais hésitant et timide, réduit à soutenir, contre sa cour et les membres de sa propre famille, une lutte épuisante pour un homme de volonté si incertaine : « C'est un fait constant, écrivait Marat, que le 17 de ce mois, une personne anciennement attachée au service du roi, l'a surpris fondant en larmes dans son cabinet et s'efforçant de les cacher à tous les regards. D'où venait cette affliction? De ce que la veille on avait tenté de le faire fuir, car on veut à toute force l'entraîner dans les Pays-Bas sous prétexte que sa cause est celle de tous les rois de l'Europe et dans l'espoir qu'une contre-révolution soudaine sera aussi facile en France que dans les Provinces belges... (2) ».

Au début du mois de mai, les Jeunes Amis de la Liberté s'opposèrent à l'établissement d'une maison militaire auprès de Louis XVI. Ils rappelèrent les « crimes des rois » et assurèrent qu'il était toujours dangereux de donner à des hommes les moyens de devenir des « tyrans » (3). Le 5 juin, la Société fraternelle des Jacobins, faisant un pas de plus,

(1) *Observations de la Société fraternelle séante dans l'église des Jacobins Saint-Honoré, sur l'adresse présentée au roi par les Administrateurs du Département de Paris, le 19 avril 1791 et sur l'arrêté des mêmes administrateurs, du 20 du même mois.* Brochure citée.

(2) Cité par A. Mathiez, le *Club des Cordeliers*, p. 39-40.

(3) *Opinion des jeunes Amis de la Liberté ou Considérations sur les dangers d'une maison militaire du roi*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 824. Voir également *Mercure National*, n° XXI, du samedi 7 mai de l'an II. Une députation des Jeunes Amis de la Liberté était venue communiquer cet arrêté à la Société fraternelle des Jacobins. Louise Robert ne ménagea pas ses éloges aux « jeunes héros ». « Vous entrez dans la carrière, leur dit-elle, avec cette mâle fierté qui caractérise les enfans de Lacédémone; continuez cette course si glorieusement commencée, cherchez des compagnes qui vous ressemblent, donnez à l'État des citoyens formés par vous et par elles, et que nos yeux,

s'en prit aux prérogatives que la Constitution accordait à Louis XVI. Elle s'éleva contre le droit de veto, si opposé au principe de la souveraineté du peuple, contre l'initiative de la paix et de la guerre laissée au pouvoir exécutif, contre l'abandon qui lui était fait du trésor national. Elle avait profité des leçons de Robert, mais elle mettait plus de retenue dans ses revendications et ne demandait nullement un changement de régime : il lui suffisait d'une réforme de la Constitution.

II. — LA FUITE DU ROI ET LES DISCUSSIONS SUR LE RÉGIME.

Quinze jours plus tard, le 20 juin à minuit, Louis XVI, déguisé en valet de chambre, portant redingote et chapeau rond, quitta les Tuileries. La soirée avait été calme. Camille Desmoulins, qui rentra à onze heures des Jacobins avec Danton et quelques amis, raconte que la ville leur parut abandonnée et qu'ils ne croisèrent aucune patrouille (1). La nouvelle du départ de la famille royale circula dans Paris dès le lendemain matin : à dix heures, trois coups de canon l'annoncèrent officiellement. La foule gagna les abords des Tuileries, les quais et le Palais-Royal : elle envahit le château, visita les appartements, décrocha le portrait du roi qui s'y trouvait, mais respecta la salle d'étude du petit dauphin. Une fruitière s'installa sur le lit de la reine pour vendre ses cerises. Les noms de Louis XVI et de Marie-Antoinette furent effacés sur les enseignes des boutiques : le buste du roi fut renversé à la Grève (2). Les sections et les clubs se déclarèrent en permanence.

L'indignation et l'inquiétude étaient grandes : il n'y eut ni désordre, ni violences dans les rues : mais le soir les séances des Sociétés patriotiques furent très animées. Les Indigents se montrèrent particulièrement excités : l'un d'eux demanda la déchéance de Louis XVI et proposa

après vous avoir vu combattre et vaincre, se ferment en repos sur le salut de la patrie. »

(1) *Révolutions de France et de Brabant*, n° 83.

(2) D'après les *Révolutions de Paris*, n° 102, du 18 au 25 juin 1791.

d'écarter du trône tous ses descendants. Prud'homme calma cette ardeur : il assura qu'une question aussi délicate ne pouvait être débattue avec tant de précipitation et qu'il était d'ailleurs injuste de faire porter au jeune prince le poids des fautes paternelles. L'assemblée se rangea aisément à cet avis. « L'on a vu avec plaisir, dit le *Babillard*, cette tolérance sur le péché originel (1) ».

Les premières manifestations de l'esprit républicain.

Les Cordeliers allèrent plus loin. A la demande de Chaumette, ils modifièrent la formule du serment civique et en effacèrent la promesse de fidélité au roi (2); puis, sur la proposition de Robert, ils rédigèrent une pétition à l'Assemblée nationale pour la conjurer de ne pas se prononcer avant de connaître la volonté des départements et des assemblées primaires. Ils la firent imprimer dans la nuit et, dès le 22, l'affichèrent sur les murs de la ville. Ils la portèrent également au président de l'Assemblée qui l'envoya dormir dans les cartons du Comité de Constitution (3). Son texte ne prêtait à aucune équivoque. Robert, qui en avait eu l'idée, en fut très probablement le rédacteur (4). Sa propagande républicaine n'avait pas eu jusqu'ici beaucoup de succès et il n'avait guère de disciples; mais le départ du roi lui apportait une aide inattendue et il ne cachait pas le parti qu'il comptait en tirer (5). Il demanda l'abolition de la

(1) *Babillard*, n° 18, du mercredi 22 juin 1791.

(2) Braesch, *Papiers de Chaumette*, p. 132.

(3) M. Aulard, dans son *Histoire politique de la Révolution française*, p. 128 et M. Braesch, *Papiers de Chaumette*, ont donné à tort la date du 22. C'est dans la séance du 21 que la pétition fut rédigée et elle fut imprimée « dans la nuit même », dit le *Journal du Club des Cordeliers*, publié par Mathiez (*Club des Cordeliers*, p. 44-45). Le *Creuset* (n° du lundi 27 juin) et le *Mercure National* (n° LXIX, du 25 juin, la placent également au 21 juin.

(4) Robert déclara lui-même, le 22 juin), au commissaire de police de la Section du Palais-Royal, qu'il était l'auteur de la motion faite la veille au Club des Cordeliers « de demander la suppression de la monarchie » et le « principal rédacteur de la pétition qui a suivi ladite motion (A. P., Procès-verbaux des Commissaires de Police, section de la Butte-des-Moulins, mai-juin 1791). Le *Journal des Clubs* ne nomme pas Robert.

(5) Voir le texte de la pétition, publié par Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 45-46-47. « ... Législateurs vous aviez distribué les pouvoirs de la nation

royauté et pria l'Assemblée de proclamer la République. « Nous voici au même état, dit-il, où nous étions lors de la prise de la Bastille, libres et sans roi. Reste à voir s'il est avantageux d'en nommer un autre. La Société des Amis des Droits de l'homme pense qu'une nation doit tout faire, ou par elle, ou par des officiers amovibles et de son choix : elle pense qu'aucun individu dans l'état ne doit raisonnablement posséder assez de richesses, assez de prérogatives, pour pouvoir corrompre les agens de l'Administration politique : elle pense qu'il ne doit exister aucun emploi dans l'état qui ne soit accessible à tous les membres de l'état; elle pense enfin que plus un emploi est important, plus sa durée doit être courte et passagère. Pénétrée de la grandeur, de la vérité de ces principes, elle ne peut donc plus se dissimuler que la royauté, que la royauté héréditaire surtout, est incompatible avec la liberté... ».

L'affichage n'alla pas sans incident. Les membres du club qui s'en acquittaient furent arrêtés, dans l'après-midi du 22, au Palais-Royal et menés au corps de garde. Robert, qui passait par là pour se rendre à la Société fraternelle où il portait des exemplaires de la pétition, protesta contre cette arrestation et suivit la petite troupe : son intervention fut malheureuse et sa profession de foi mal accueillie. On s'en tint d'abord aux injures, mais ses propos indisposèrent à tel point un capitaine de grenadiers de la Garde nationale, grand et gros homme au nez épaté, qu'il ne tarda pas à recourir aux coups; le pauvre Robert fut pris aux cheveux, copieusement rossé et gardé à vue (1). Sa mésaventure fut heureusement de courte durée et, le jour même, la Société

que vous représentez; vous aviez investi Louis XVI d'une autorité démesurée; vous aviez consacré la tyrannie en l'instituant roi inamovible, inviolable et héréditaire; vous aviez consacré l'esclavage des Français en déclarant que la France était une monarchie.

« Les bons citoyens ont gémi, les opinions se sont choquées avec véhémence, mais la loi existait et nous lui avons obéi; nous attendions notre salut des progrès des lumières et de la philosophie.

« ... Mais les temps sont changés. Elle n'existe plus cette prétendue convention d'un peuple avec son roi. Louis a abdiqué la royauté, désormais Louis n'est plus rien pour nous, à moins qu'il ne devienne notre ennemi. »

(1) Du moins c'est lui qui le dit. Voir Procès-verbaux des Commissaires de Police, section de la Butte-des-Moulins, A. P., mai-juin 1791.

fraternelle des Jacobins (1), le Club des Amis de la Constitution et l'Assemblée générale de la section des Quatre-Nations obtinrent sa mise en liberté. Robert alla aussitôt remercier les Jacobins de leur intervention, mais il ne reçut d'eux qu'un accueil assez froid. Beaucoup ne lui pardonnaient pas sa pétition, que Gorguereau traita de « scélératesse » (2).

Les Cordeliers avaient donc pris résolument la tête du mouvement républicain. Le jour même où ils répandaient dans Paris le placard de Robert, ils firent imprimer la déclaration des tyrannicides (3), et, en dépit d'un ordre de la municipalité, ils essayèrent de former, avec les citoyens passifs, une Garde nationale indépendante de La Fayette et plus sûre que celle dont il disposait (4). Le 23, Chaumette prononça, sans doute devant la Société fraternelle des Jacobins (5), un véritable réquisitoire contre la monarchie.

Le pacte constitutionnel, dit-il, a été rompu par l'une des parties contractantes, et l'Assemblée, organe de la nation en qui réside la souveraineté, est maîtresse du sort de la France. Il ne peut exister en même temps deux souverains

(1) Voici le texte de la déclaration de la Société fraternelle : « La Société fraternelle des patriotes des deux sexes, deffenseurs de la Constitution, séante aux Jacobins Saint-Honoré, assemblée permanèment, instruite que le frère Robert, patriote distingué et membre de cette Société et de celle des Amis de la Constitution, est maintenant arbitrairement arrêté et détenu au Comité de la section du Palais-Royal, a arrêté de nommer une députation pour le réclamer dudit Comité, et, en cas de refus de la part des commissaires de cette section, se rendre au département de police pour y faire ladite réclamation, et, en cas encore de déni de justice de la part du département de police, se retirer avec les pouvoirs à l'Assemblée nationale pour y dénoncer le tout et demander justice. Fait à la Société fraternelle, séance tenante, ce 22 juin 1791, l'an 2^e de la liberté. Mathieu, prêtre, président; Bernard, secrétaire. »

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 541. Séance du mercredi 22 juin. « J'ai l'honneur de vous observer, dit Botidoux, que vous êtes les Amis de la Constitution et que la Monarchie est dans la Constitution. » Il proposa de ne recevoir aucune députation des Cordeliers avant qu'ils n'aient rétracté leur adresse; puis l'assemblée, à sa demande, passa à l'ordre du jour.

(3) Cette déclaration est publiée par M. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 50.

(4) Le 21 juin, la Municipalité avait interdit l'enrôlement de compagnies particulières; elle avait seulement autorisé l'admission des citoyens passifs dans les compagnies ordinaires. Voir A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 51 et 52.

(5) Braesch, *Papiers de Chaumette*, p. 103 et suiv.

dans l'État et l'exercice de la royauté, qui n'est qu'une délégation de pouvoir, aurait dû être suspendu dès le mois de mai 1798. L'Assemblée avait alors reculé devant une mesure nécessaire, mais qui lui paraissait prématurée. Elle n'avait plus le droit de le faire. Les « crimes » de Louis XVI étaient évidents et les Français lui avaient déjà trop pardonné. Sa présence n'était nullement indispensable au maintien de l'ordre; son rôle était absolument passif et, depuis le début de la Révolution, l'Assemblée seule avait dirigé les destinées de la France. Les Sociétés patriotiques devaient lui montrer son devoir et obtenir l'établissement de la république.

Quelques jours plus tard, Robert fit paraître, sous le titre *Avantages de la fuite du roi et nécessité d'un nouveau gouvernement* (1), une nouvelle édition de son *Républicanisme adapté à la France*. Il apporta seulement à cet ouvrage qui n'avait pas connu de succès lors de sa publication, en décembre 1790, quelques légères retouches nécessitées par les circonstances.

Robert prétendait y démontrer trois propositions. En premier lieu, dit-il, l'opinion actuelle de la France n'est pas un obstacle à la suppression de la royauté. Les Français ont donné, depuis le début de la Révolution, des preuves évidentes de leur amour pour la liberté et l'égalité. Ils ont rempli sans murmurer et avec un constant dévouement les devoirs nouveaux qui leur ont incombé; ils ont le sentiment de l'honneur et sont ennemis de toute espèce de domination. Malgré les défaillances et les trahisons de leurs chefs, ils ont pris conscience de leurs droits et se sont convaincus que c'était en eux seuls que résidait la souveraineté. On a prétendu à tort que l'amour de ce peuple pour son roi était un mal incurable; cet attachement ne vient que de sa soumission au pouvoir. L'Assemblée nationale, en dépit de ses fautes, est plus respectée et plus obéie que ne l'ont jamais été les anciens monarques, et la royauté serait depuis longtemps oubliée si la Constituante l'avait

(1) *Avantages de la fuite du roi ou Nécessité d'un nouveau gouvernement*. Seconde édition du *Républicanisme adapté à la France*, par F. Robert, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.104. La même brochure existe à la cote Lb³⁹ 5.103

supprimée dès 1789. On se trouve placé, dit Robert, devant une double hypothèse : ou Louis XVI acceptera la Constitution et se bornera à assurer l'exercice des lois, et, jouant, dans ce cas, un rôle passif dans toutes les parties de l'administration et de la législation, sa fonction sera parfaitement inutile; ou il ne se résignera pas à cette déchéance, et le peuple se soulèvera pour résister à l'oppression dont il sera accablé. De toute façon la royauté est condamnée.

Robert arrive ensuite à sa deuxième proposition : la royauté, dit-il, est incompatible avec la liberté. Il entreprend de le prouver en étudiant, l'un après l'autre, tous les caractères de la fonction royale, telle qu'elle a été fixée par la Constitution.

Tout d'abord, l'hérédité de la couronne, qui est à la base de la monarchie française et qui enlève au peuple le droit de choisir son souverain, est, à ses yeux, la négation même de la liberté. Ce roi, inamovible et héréditaire, disposant d'une liste civile de vingt-cinq millions de livres et d'une armée de deux cent mille hommes, considérera le trône comme une propriété particulière et se montrera surtout soucieux d'accroître la puissance de sa dynastie. L'hérédité est contraire à la Déclaration des Droits; elle a été condamnée par J.-J. Rousseau, dans ses *Considérations sur le Gouvernement de la Pologne*; elle risque d'amener au pouvoir un homme cruel ou incapable, en tout cas irrémédiablement gâté par son éducation. Le pouvoir ne peut appartenir qu'à celui qui s'en montre le plus digne par son mérite et ses talents.

Le veto, autre prérogative royale, est la « faculté d'empêcher l'effet de la volonté nationale ». On prétend le justifier parce qu'il n'est en France que suspensif; mais son principe n'en est pas moins insoutenable. D'ailleurs, dans le cas très fréquent où les lois sont commandées par la nécessité ou les circonstances, leur suspension équivaut, en réalité, à un rejet. Il est, au surplus, parfaitement absurde de prétendre sanctionner la « volonté générale ». En donnant ce pouvoir au roi, la Constituante a aliéné un des droits essentiels du peuple et elle a méconnu sa mission. Enfin, le veto présente une dernière inconséquence; il est contraire

au principe de la séparation des pouvoirs et donne, de toute évidence, au roi une part dans la législation de la France.

Robert s'élève ensuite contre la nomination par le chef du pouvoir exécutif des membres du ministère public, des ministres et des officiers des armées de terre et de mer. Il montre les dangers d'un tel recrutement. A l'en croire, c'est au public qu'il appartient de désigner les hommes qui défendent, devant les tribunaux, les intérêts des absents, des mineurs et des communautés; ce sont les soldats qui doivent nommer leurs chefs, car ils ne peuvent légitimement obéir qu'à des hommes qu'ils ont choisis. Il est tout aussi faux de reconnaître au roi le droit « constitutionnel » de régner par la grâce de Dieu : une telle prétention constitue à la fois un crime de lèse-majesté divine, car elle paraît admettre que Dieu a créé les hommes pour les « asservir sous le despotisme et la royauté », et un crime envers l'humanité, puisqu'elle fait servir la religion à des fins essentiellement condamnables.

L'inviolabilité accordée au roi, le droit de faire grâce que l'Assemblée paraît disposée à lui laisser, sont aussi peu défendables, et la liste civile trop élevée qui lui a été recon nue est plus dangereuse encore. Elle constitue une prodigalité scandaleuse, dépouille les malheureux et donne au monarque des possibilités infinies de corruption.

Robert ne s'était point avisé de la contradiction intime que cette seconde partie de son ouvrage présentait avec les théories exposées à la fin de son premier développement. Cette longue énumération des dangers qu'offrait le jeu normal des institutions françaises était difficilement conciliable avec l'affirmation que la fonction royale, telle qu'elle avait été organisée par l'Assemblée nationale, condamnait le monarque à un rôle absolument passif.

Robert examine enfin sa troisième proposition : il est possible d'introduire le républicanisme en France. Il avoue qu'il est difficile, dans un pays aussi étendu et aussi peuplé, d'instaurer le gouvernement direct et il reconnaît, d'autre part, la valeur des critiques adressées par Rousseau au système représentatif, tel qu'il fonctionnait en Angleterre. Il importe peu qu'un seul homme ou mille deux cents soient

les arbitres du sort de vingt-cinq millions d'êtres; le « caractère sacré » de la liberté n'en est pas moins méconnu. Robert déclare cependant que mille deux cents hommes sont moins facilement injustes qu'un seul; d'ailleurs, ils ne sont là que pour un temps assez court et ils ont tout intérêt à ménager la classe des citoyens dans laquelle ils sont appelés à rentrer.

Mais, dit-il, on peut instaurer un autre système en utilisant la division administrative de la France et les facilités qu'offrent l'imprimerie et les postes pour obtenir des communications rapides. Il faut en premier lieu donner aux représentants de la nation des mandats impératifs. Si une loi dont le vote n'a pas été envisagé est nécessaire, elle ne pourra être que provisoire. Momentanément exécutoire, elle ne deviendra définitive qu'après avoir été ratifiée par le peuple. Son texte sera transmis aux départements qui le communiqueront aux districts, aux assemblées de canton et aux communes; il devra être voté par oui ou par non et tout amendement sera rigoureusement interdit. Par la même voie, commune, canton, district, département, le vœu des Français parviendra à l'Assemblée nationale. On prétend, il est vrai, que le peuple est trop ignorant pour jouer un tel rôle; mais son bon sens est admirable; il comprendra vite où est son intérêt et aura la sagesse de ne pas intervenir avant d'avoir acquis les connaissances nécessaires.

Le pouvoir exécutif sera confié à un chef élu pour un temps déterminé, deux ans par exemple. Il ne sera pas rééligible. Il n'aura plus le droit de nommer les officiers civils et militaires. Toute ingérence dans le domaine législatif lui sera interdite. Son traitement annuel ne dépassera pas trois ou quatre cent mille livres et ce chiffre, si modéré, ne tentera pas beaucoup les hommes ambitieux.

Hésitation des Sociétés populaires.

Toutefois, les Sociétés populaires ne semblaient guère disposées à adopter les idées de Robert et à suivre les Cordeliers. Elles n'avaient pas encore adhéré à l'idée républicaine

et se résignaient à conserver la royauté. Le tond du discours que Chaumette prononça à la Société fraternelle des Jacobins montre bien qu'il s'adressait à des hommes hésitants qu'il s'efforçait de convaincre. Le 22, au matin, on avait appris l'arrestation du roi à Varennes et les inquiétudes s'étaient apaisées. Mais la question du régime sous lequel la France allait être appelée à vivre se posait avec acuité. L'Assemblée avait provisoirement suspendu Louis XVI. Si elle maintenait sa décision, à quel parti s'arrêterait-elle? Régence, Conseil de régence ou République? Cette dernière solution semblait peu probable et le peuple ne la désirait pas. Prud'homme, en représentant aux Indigents l'innocence du dauphin, avait aisément calmé leur ardeur. Les membres du Club des Halles avaient immédiatement songé au jeune prince et ils avaient demandé seulement que son éducation fût confiée à un député patriote. « Cette opinion, dit le *Babillard* (1), est tellement répétée par les citoyens de toutes les classes qu'on peut la citer comme le vœu unanime de la capitale. Les malheurs et la révolution du royaume ont fait sentir à tous les Français la nécessité de veiller à l'éducation des princes de la dynastie régnante. » Si les Parisiens demandaient donc avec instance la déchéance de Louis XVI, ils acceptaient facilement l'avènement d'un autre roi. Le 2 juillet, la foule réunie aux Tuileries acclama le petit prince (2). Cet état d'esprit ne diminuait d'ailleurs pas l'indignation des feuilles constitutionnelles. Elles trouvaient suspect que la France, attachée depuis tant de siècles à la race de ses rois, pût faire preuve de tant d'intransigeance, et elles attribuaient aux manœuvres des aristocrates la responsabilité de cette attitude (3).

Pour éviter des discussions arides et difficiles et empêcher des divisions, les démocrates, et Robespierre, en particulier, qui se défendait d'être républicain (4), tentèrent

(1) *Babillard*, n° 20, du vendredi 24 juin 1791.

(2) Ce témoignage peu suspect est du Journal même de Robert, le *Mercur National*, n° LVII, du dimanche 3 juillet de l'an 2. L'article, qui n'est pas signé, dit que le peuple poussa les cris de « Vive le roi-dauphin ».

(3) *Babillard*, n° 23, du mardi 5 juillet.

(4) Voir Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 12. « On m'a accusé au sein

d'orienter les esprits sur la punition à infliger à Louis XVI et aux hommes qui l'avaient aidé. Il paraissait difficile au peuple que le roi ait pu mettre son projet à exécution sans le secours des autorités parisiennes. Le 22 juin, au cours d'une discussion extrêmement animée, les Indigents accusèrent La Fayette de s'être entendu avec Bouillé et d'avoir favorisé le départ de la famille royale (1). Deux jours plus tard, ils renouvelèrent contre Bailly et le Commandant-général la même accusation et s'en prirent à Montmorin qui avait signé le passeport de la baronne de Korff (2). Ils n'étaient pas les seuls à nourrir de pareils soupçons. Danton les exprima publiquement à la tribune des Jacobins; le 21 juin, il rappela l'attitude suspecte de La Fayette au moment de l'affaire de Vincennes et lors du départ du roi pour Saint-Cloud, et l'accusa d'avoir aidé à la fuite de Louis XVI, ou, du moins, de s'être montré incapable en la laissant s'accomplir (3). Les *Révolutions de Paris* ne firent même pas cette réserve et elles affirmèrent hautement la complicité du Commandant-Général (4).

On ignorait, le 21 juin, dans quelles conditions la famille royale avait quitté Paris et quelle route elle avait prise. Les bruits les plus étranges circulaient. Les uns prétendaient qu'elle s'était enfuie par la rivière; d'autres parlaient d'un souterrain. On racontait que trois sentinelles de service au château dans la nuit du 20 avaient disparu; puis on annonçait qu'elles avaient été retrouvées, « l'un disait dans les écuries, étouffées avec de la laine, l'autre, poignardées et

de l'Assemblée d'être républicain, on m'a fait trop d'honneur, je ne le suis pas. Si on m'eût accusé d'être monarchiste, on m'eût déshonoré, je ne le suis pas non plus. J'observerai que pour beaucoup d'individus, les mots de république et de monarchie sont entièrement vides de sens. Le mot république ne signifie aucune forme particulière de gouvernement; il appartient à tout gouvernement d'hommes libres qui ont une patrie. Or on peut être libre avec un monarque comme avec un sénat. Qu'est-ce que la Constitution française actuelle? C'est une république avec un monarque. Elle n'est donc point ni monarchie, ni république. Elle est l'un et l'autre. » Cf. également Maximilien Robespierre, *Adresse aux Français*, Paris, 1791, in-8°.

(1) et (2). *Babillard*, n° 21, du samedi 25 juin 1791.

(3) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 531 et suiv. D'après le *Procès-verbal de la séance du 21 juin 1791 de la Société des Amis de la Constitution s'étant aux Jacobins*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 604.

(4) *Révolutions de Paris*, n° 102, du 18 au 25 juin 1791.

jetées dans la rivière ». La lettre de Bouillé fit dans le Club des Halles un « vacarme horrible ». Les Indigents envoyèrent une députation annoncer aux Jacobins que Lafayette « allait rejoindre son parent, qu'il avait cédé le commandement à Gouvion, autre conspirateur d'accord avec eux, et que M^{me} Lafayette était déjà partie (1). »

Le Journal d'Achille du Chastelet.

Le Club des Cordeliers comprit vite combien la tactique de Robespierre était sage et il l'adopta. Soucieux de gagner l'adhésion du peuple de Paris, il cessa pour un temps toute attaque contre le principe même de la monarchie. Privé de cette aide agissante, le parti républicain resta sans force. Il comptait cependant quelques hommes fort connus et même des membres de l'ancienne aristocratie. Le 1^{er} juillet, on afficha aux portes du Manège le programme d'un journal, *Le Républicain*, dont une société ayant à sa tête Achille du Chastelet, colonel de chasseurs, allait commencer la publication. Ce placard, qui portait la signature du marquis du Chastelet, mais qui avait été rédigé, disent Etienne Dumont (2) et M^{me} Roland, par Thomas Payne, reprenait tous les arguments déjà invoqués par Robert et par Chaumette contre la royauté. Il rappelait la tranquillité

(1) Babillard, n° 23, du mardi 5 juillet 1791.

(2) Étienne Dumont, *Souvenirs sur Mirabeau et sur les deux premières assemblées législatives*. Ouvrage posthume publié par M. Duval, membre du Conseil représentatif du Canton de Genève (Paris, C. Gosselin, Hector Bossange, 1832, in-8°, xxiv-478 p.). Dumont raconte qu'Achille du Chastelet lui apporta le manuscrit de Payne rédigé en anglais en lui demandant de le traduire (p. 320). Dumont refusa, mais il accepta de collaborer au *Républicain*. Il se plaint toutefois de la manière infidèle dont ses articles avaient été publiés dans les deux premiers numéros du journal. « Ces altérations, dit-il, étaient des additions, des suppressions et des expressions injurieuses envers le roi, qui n'étaient conformes ni à mes opinions ni à mon caractère (p. 332-333). D'ailleurs il quitta bientôt Paris pour l'Angleterre et cessa sa collaboration. « J'écrivis une longue lettre à Clavière, non seulement pour lui annoncer que je retirais mon engagement, mais pour lui représenter que ce journal, étant en sens contraire de l'Assemblée nationale et de la Constitution décrétée, serait un vrai délit, que la circonstance de la république, depuis le rétablissement du roi, était passée... Je répondis dans le même sens à des lettres de Madame Condorcet. Clavière m'écrivit bientôt que le *Républicain* était abandonné et que l'idée de la République n'existait plus. »

parfaite et la confiance réciproque qui avaient régné pendant l'absence de Louis XVI, l'indifférence avec laquelle son retour avait été accueilli et la trahison dont il s'était rendu coupable en désertant son poste. Il avait fui sous un déguisement, muni d'un passeport qu'il s'était procuré par fraude. Peu importait qu'il eût été poussé à ce départ par les intrigues de son entourage, sa conduite n'en était pas moins indigne et elle libérait les Français de toute obéissance.

Malouet interrompit la séance de l'Assemblée pour lui demander de sévir contre les libelles de ce genre. A la requête de Pétion, il donna lecture aux députés de l'affiche de M. du Chastelet : leur opposition fut à peu près unanime et les membres de la gauche eux-mêmes manifestèrent leur réprobation. « Certains, qui étaient plus sensés sans être moins contraires au républicanisme, se bornaient à montrer de la pitié pour l'auteur du placard. Ils disaient qu'il fallait livrer à tout le mépris qu'elle inspire une pièce dictée par le délire du fanatisme politique; que c'était un excellent certificat de folie pour celui qui l'avait signée; qu'il n'était pas de la dignité de l'Assemblée de faire attention à toutes les idées folles et délirantes qui passaient par la tête de tel ou tel homme » (1). Chabroud demanda cependant qu'aucune poursuite ne fût exercée contre M. du Chastelet; ce n'était pas en vain que la Constitution assurait la liberté de la presse.

Quatre numéros du *Républicain* parurent au mois de juillet 1791 (2). Ses auteurs avaient obtenu l'appui, au moins moral, de Sir Thomas Payne et leurs adversaires ne

(1) *Mercur National*, n° LVII, du dimanche 3 juillet de l'an 2. Voir motions de Malouet et de Chabroud, 1^{er} juillet 1791, A. N. C 74.

(2) M^{me} Roland prétend à tort que ce journal n'eut que deux numéros (*Mémoires*, publiés par Cl. Perroud, t. 1, p. 204). Il en existe quatre à la Bibliothèque nationale, le premier ne porte pas de date, le deuxième parut le 10 juillet, le troisième, le 16 et le dernier, le 23 juillet.

En voici les sommaires :

N° 1. Avis aux Français (c'est le texte du placard affiché à la porte du Manège). Lettre de Thomas Payne, auteur du *Sens commun*, des *Droits de l'Homme*, etc. aux auteurs du *Républicain*. Aux étrangers, sur la Révolution française.

N° 2. Observations sur le mémoire laissé par le roi en fuyant et adressé

manquèrent pas d'insinuer que c'était l'aide pécuniaire des ennemis de la patrie qui leur permettait de faire face aux frais d'impression de leur journal (1). Achille du Chastelet eut personnellement à se défendre contre leurs attaques. On rappela qu'il était un des serviteurs de l'Ancien Régime et on l'accusa de servir, par cette tentative évidemment vouée à l'échec, les desseins des aristocrates. « Il est bien persuadé qu'il ne parviendra pas à établir le républicanisme, dit l'*Argus patriote* (2), et son unique but est de renverser la Constitution qui a limité les pouvoirs ministériels. » Du Chastelet rappela l'amitié qui l'avait lié au docteur Price et assura qu'il n'entretenait aucune relation avec Bouillé. Il était ami de Condorcet qui, au même moment, lisait devant les membres du Cercle social un long discours sur la République (3) et son journal s'imprimait

à l'Assemblée nationale. Lettre de Duchastelet à MM. Chabroud et Chapelier. A l'auteur du *Républicain*, de Duchastelet.

N° 3. Suite des Observations sur le mémoire du roi. Lettre de Thomas Payne à M. l'abbé Sieyès. Lettre d'un jeune mécanicien aux auteurs du *Républicain*.

N° 4. Sur l'institution d'un Conseil électif. Extrait de la *Monarchie française*, par M. Baumier.

La lettre d'un jeune « mécanicien » et l'article sur le Conseil électif, qui ne portent pas de signature, sont de Condorcet. Ils ont été imprimés à part sous le titre *Pièces extraites du Recueil périodique intitulé le Républicain*, par Condorcet. Paris, l'an IV de la liberté, in-8°, B. N. Lb³⁹ 6.156. Cette brochure contient d'ailleurs d'autres articles et notamment le discours sur la République que Condorcet lut au Cercle social, le 12 juillet 1791.

L'édition complète de la *Monarchie française* de Beaumier se trouve également à la Bibliothèque nationale, Paris, in-8°, 1791, Lb³⁹ 5.145. Un extrait très mutilé en avait été publié dans les *Révolutions de Paris*. Voir sur Achille du Chastelet, David de Saint-Georges : *Achille François de Lascaris d'Urfé, marquis du Chastelet, lieutenant-général des armées de la République* (1759-1794), Dijon, imp. Darantière, MDCCCXCVI, gr. in-8°, xxvii-382 p.

(1) *Argus patriote*, n° 10, du 10 juillet 1791.

(2) *Argus patriote*, n° 9, du 7 juillet 1791.

(3) *De la République ou un roi est-il nécessaire à la conservation de la liberté?* Discours dont l'Assemblée fédérative des Amis de la Vérité a demandé l'impression en votant des remerciements à son auteur, lu au Cercle social le 12 juillet 1791, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.352. Il a été publié par Mavidal et Laurent, dans les *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXVIII, p. 336 et suiv. et se trouve également dans la brochure : *Pièces extraites du Recueil périodique intitulé le Républicain*, déjà citée.

Il existe plusieurs réfutations du discours de Condorcet. En voici trois qui sont à la Bibliothèque nationale :

Extrait du Journal de physique par l'abbé Rozier, mois de juillet. Nouvelles

dans la « caverne » de Jacques-Pierre Brissot. Cette liaison le rendait d'ailleurs aussi suspect à la gauche qu'à la droite et Robespierre lui-même partageait les soupçons qu'avait exprimés la feuille de Morande. Quelques mois plus tard, revenant dans le *Défenseur de la Constitution* sur les événements qui avaient suivi le départ de Louis XVI, il assurait que le *Républicain* n'avait de « populaire que le titre » et écrivait ce qui suit : « Une affiche dictée par le même esprit, rédigée par le même parti sous le nom du marquis du Chastelet, parent de Lafayette, ami de Brissot et de Condorcet, avait paru en même temps sur tous les murs de la capitale. Alors tous les esprits fermentèrent : le seul mot de République jeta la division parmi les patriotes, donna aux ennemis de la liberté le prétexte qu'ils cherchaient de publier qu'il existait en France un parti qui conspirait contre le monarque et la Constitution... C'est par ce mot qu'ils égarent la majorité de l'Assemblée constituante; c'est ce mot qui fut le signal du carnage des citoyens paisibles égorgés sur l'autel de la patrie (1). »

Les diatribes contre la monarchie, que Beaumier, membre du Club des Cordeliers et futur président de la Société fraternelle des Jacobins, faisait paraître dans le *Républicain* et les *Révolutions de Paris*, se déconsidéraient par leur violence même. Brissot, qui imprimait le journal de du Chastelet, se montrait plus habile et plus dangereux. Il cherchait à unir les constitutionnels et les républicains et affirmait qu'ils étaient en réalité très proches les uns des autres. Rien n'était plus facile que d'établir en France un régime semblable à celui qui existait aux États-Unis d'Amérique. L'Assemblée nationale en avait d'ailleurs adopté les principes. Elle avait confié au Corps électoral le choix des

littéraires de M. de Lamétherie : de la République ou un roi est-il nécessaire à la conservation de la liberté par M. Condorcet, Paris, s. d., in-8°, Lb³⁹ 5.147.

Réponse au discours de M. Condorcet sur la République, par M. de Ségur l'aîné, Paris, s. d., in-8°, Lb³⁹ 5.148.

Triomphe prochain de la royauté et de la monarchie française, précédé de réflexions tristes sur la position malheureuse où se trouvent le roi et le royaume, Paris, 1791, in-8°, Lb³⁹ 5.149.

(1) Cité par Buchez et Roux, *Histoire Parlementaire*, t. 11, p. 10 et suiv. par M. Condorcet

hommes chargés d'assurer l'exercice des pouvoirs législatif et judiciaire; elle avait fait élire les administrateurs des départements et les agents des finances. Seul, le roi, chef du pouvoir exécutif, échappait à la nomination, médiate ou immédiate, par le peuple; mais, par une fiction, les Français étaient arrivés à le considérer comme le représentant de la nation et ils avaient implicitement admis que l'hérédité n'était « qu'une sorte d'élection prolongée sur toute la famille » (1). En suspendant Louis XVI, l'Assemblée venait d'ailleurs de combler spontanément le dernier fossé qui séparait la monarchie représentative de la république. Au surplus, le maintien de la royauté, qui, théoriquement, ne se justifiait pas, était, dans les circonstances présentes, une cause certaine d'anarchie. Si l'on rétablissait Louis XVI, le peuple n'obéirait plus à un souverain méprisé; s'il était destitué et remplacé, il garderait des partisans et rallierait tous les mécontents; en l'enfermant, on en ferait un martyr; en le laissant libre, on lui donnerait la possibilité de fuir; son départ ferait naître des intrigues sans nombre et amènerait peut-être la guerre. Mieux valait supprimer la royauté.

Brissot s'efforça de détruire les préventions dont les républicains étaient l'objet; il les représenta comme de petits saints, ennemis de toute idée de révolte, respectueux de la loi établie; ils ne disposaient d'aucune force et ne voulaient recourir qu'aux armes de la raison. Brissot affirmait qu'ils étaient d'ailleurs prêts à se ranger à l'avis de l'Assemblée; ils demandaient seulement, qu'au cas où la royauté serait maintenue, on adjoignît au monarque un Conseil Électif et amovible. Si Louis XVI était rétabli, cette institution rendrait au peuple confiance dans le pouvoir exécutif; si le jeune prince succédait à son père, elle remplacerait un régent trop dangereux.

(1) *Recueil de quelques écrits principalement extraits du Patriote français relatifs à la discussion du parti à prendre pour le roi et de la question sur le Republicanisme et la monarchie*, par J. P. Brissot, électeur, à Paris, juillet 1791, in-8°, B. N. Lb⁸⁹ 5.144.

L'attitude de la Société des Jacobins.

Cette concession de Brissot s'expliquait par l'attitude de la Société des Jacobins. Dès le 23 juin, à la demande de Laclos, elle avait mis à son ordre du jour la conduite à tenir par l'Assemblée nationale au retour de Louis XVI et, depuis lors, il ne s'était guère passé de séances sans que cette question fût abordée.

Un changement de régime paraissait impossible aux Amis de la Constitution. Par l'accueil fait à Robert le 22 juin, ils avaient montré combien ils étaient hostiles à la république. Le 1^{er} juillet, Varenne voulut entreprendre l'étude de cette forme de gouvernement, mais il dut fuir devant les cris et le tumulte que son initiative déclencha (1). Le 6, la lecture d'une adresse de Perpignan qui demandait l'abolition de la royauté souleva une opposition aussi vive. Quelques jours plus tard, Chaderlos de Laclos fit imprimer une réfutation de la profession de foi de Brissot (2). Il se déclara partisan de la monarchie héréditaire et inviolable, qui pouvait seule empêcher le morcellement de la souveraineté nationale en souverainetés partielles, maintenir l'égalité entre les personnes, éviter les brigues et l'établissement d'une oligarchie odieuse. Grâce à elle, la France n'épuiserait pas ses forces dans des « discussions intéressées, nées de prétentions mesquines et locales », et la conquête du pouvoir ne dépendrait pas de « crimes heureux » et de « vertus dangereuses ». Il fallait laisser au roi toute l'autorité nécessaire à l'exercice du gouvernement; il suffisait, pour arrêter toute tentative de sa part contre la liberté et l'égalité, de réduire la liste civile et de lui enlever la nomination des ministres et des officiers de l'armée. Laclos ne prononçait pas le nom de Louis XVI, et ce silence s'explique par ses attaches orléanistes, qu'il n'osait pas avouer ouvertement. Le 11 juillet, il se montra d'ailleurs moins prudent et n'hésita pas à demander la déchéance du roi.

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 572 et suiv.

(2) *Extrait du Journal des Amis de la Constitution*, n° XXXIII, *De la Monarchie ou du républicanisme*, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.085.

Le maintien de Louis XVI sur le trône paraissait également impossible à la majorité des Jacobins. Ils se rangeaient implicitement à l'avis de Girey-Dupré (1) et de Pétion (2), qui admettaient l'inviolabilité pour les actes accomplis par le roi comme chef du pouvoir exécutif, mais voulaient qu'il fût responsable de ses agissements personnels. Toutefois, si la plupart d'entre eux acceptaient la destitution de Louis XVI (3), ils ne songeaient guère à mettre le duc d'Orléans sur le trône et se montraient plutôt favorables à l'avènement du dauphin. Cette solution rencontrait, il est vrai, des adversaires, dont l'un au moins était de marque. Dès le 23 juin, Danton, se plaçant dans l'alternative d'un roi criminel ou d'un roi imbécile, avait adopté la deuxième hypothèse et proposé de considérer Louis XVI comme un dément. Il devenait dès lors inutile de lui chercher un successeur; il suffisait de nommer un « Conseil à l'interdiction » et de confier aux départements l'élection des dix ou douze membres dont il serait composé (4). Ce système ingénieux

(1) *Opinion de M. Girey-Dupré sur la question de savoir quelle sera la conduite de l'Assemblée nationale à l'égard du roi*, prononcée à la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins, le 27 juin 1791, imprimée par ordre de la Société, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 607. Voir Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 563 et suiv.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 596 et suiv., séance du vendredi 8 juillet 1791. Pétion faisait d'ailleurs observer que le principe de l'inviolabilité royale était proclamé par la Constitution et il demandait si l'on pouvait appliquer le bénéfice de celle-ci au monarque qui l'avait violée.

(3) Cependant Couédic, montrant les dangers d'une régence, demanda, le 3 juillet, le maintien de Louis XVI, mais il proposa de lui adjoindre un conseil dont les membres, responsables, seraient choisis pour deux ans parmi ceux de la législature cessante qui se seraient le plus distingués par leur civisme. Voir *Aux amis de la Constitution contre les Machiavels et les Cromwells modernes. Sur la question de savoir quelle sera la conduite de l'Assemblée nationale envers le roi*, par P. Couédic, membre de la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins à Paris. Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 612. Cette brochure, abrégée, existe également à la cote Lb⁴⁰ 613, s. l. n. d., in-8°.

L'auteur, anonyme, du *Discours prononcé aux Jacobins sur la question suivante : Que faut-il faire dans les circonstances actuelles*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.091, fut également favorable au maintien de Louis XVI sur le trône. Il reconnut que certains des reproches élevés par lui dans sa Déclaration aux Français étaient fondés, déclara que l'Assemblée n'avait pas le droit de le juger puisqu'il n'avait pas franchi les frontières et demanda seulement que la Constitution fût soumise à son approbation : s'il refusait de la signer, il devait être déchu, sinon, il fallait le garder.

(4) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 544.

fut repris, le 3 juillet, par Réal avec quelques modifications. Lui aussi ne donnait pas de successeur à Louis XVI, mais il remplaçait le conseil de Danton par un « Garde de la royauté » également élu par les Départements.

Au fond, ces divergences étaient purement théoriques. Les Jacobins étaient de toute façon conduits à envisager l'organisation d'un régime nouveau. Que le trône fût occupé par un enfant, comme le voulaient certains d'entre eux, par un monarque interdit, comme le demandait Danton, ou même par un roi surveillé, ils se trouvaient toujours placés devant la nécessité d'instaurer, en dehors du prince ou à côté de lui, un gouvernement réel. Celui-ci serait-il confié à un régent ou à un conseil exécutif? Ils ne réussirent pas à se mettre d'accord sur ce point. La première solution, que défendit Anthoine (1), présentait des inconvénients certains. Qui choisir? Le duc d'Orléans avait, le 28 juin, renoncé à ses droits éventuels à la régence et il n'était pas d'autres princes de la famille royale à qui on pût la confier. Il est vrai qu'il n'eût peut-être pas été très difficile de faire revenir le duc sur sa décision. Le Conseil exécutif paraissait cependant moins dangereux. Il pouvait être composé de membres élus pour un temps déterminé, deux ans par exemple, et responsables. Le prudent Brissot apporta, le 10 juillet, son adhésion à ce projet (2). Il comblait, à l'en croire, tous les désirs de ceux qu'on appelait les « républicains ». En tout cas, dès le 29 juin, Roederer en avait dégagé les conséquences. « Ce système, dit-il, aurait l'avantage de mener à connaître bientôt une grande vérité, c'est que, comme on aurait eu une très bonne régence sans régent, on pourrait avoir aussi une très bonne monarchie sans monarque (3) ». D'ailleurs toutes les discussions étaient vaines. Il appartenait à l'Assemblée nationale de prendre une déci-

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 566 et suiv. Séance du mercredi 29 juin 1791.

(2) *Discours sur la question de savoir si le roi peut être jugé, prononcé à l'Assemblée des Amis de la Constitution, dans la séance du 10 juillet 1791*, par Brissot, membre de cette Société, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 616. Voir également Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. 28, p. 338 et suiv. et Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 608 et suiv.

(3) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 566.

sion, et il était évident que les Jacobins n'iraient pas à l'encontre de ses votes.

Le *Mercur national* envisagea avec sérénité l'avènement du jeune prince et la perspective d'une régence. Il parut même résigné au maintien de Louis XVI, à condition qu'une révision de la Constitution permit de limiter encore ses pouvoirs et de lui adjoindre un conseil « électif et amovible ». En raison de l'indifférence du peuple, l'opposition de l'Assemblée à un changement de régime lui semblait un obstacle impossible à surmonter.

III. — LES SOCIÉTÉS POPULAIRES ET LE SORT DE LOUIS XVI.

Les Cordeliers, qui avaient renoncé à demander ouvertement la république (1) et n'élevaient plus aucune réclamation de principe, s'intéressèrent, par contre, au sort du roi. Ils voulurent obtenir de l'Assemblée nationale la promesse de ne rien décider à son sujet avant de connaître le vœu des quatre-vingt-trois départements et préparèrent, à cet effet, une manifestation populaire. Les membres des Sociétés fraternelles y furent conviés et on envoya des émissaires recruter à travers la ville le plus de monde possible (2). Les

(1) Ils comptaient cependant parmi eux d'assez nombreux partisans de la République. Le *Patriote français* du 11 juillet raconte que des ouvriers se présentèrent, le 7, à l'assemblée de la section du Théâtre-Français, sur le territoire de laquelle siégeaient les Cordeliers, pour jurer fidélité à la Nation et à la Loi, et qu'ils s'écrièrent : « Point de roi ! »

(2) Voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 5, p. 115 et suiv. Procès-verbal manuscrit de la séance du 24 juin, du Conseil du département. Un homme vint raconter au Conseil qu'il devait se former « un attroupement très considérable des membres de la Société fraternelle, du Club des Indigents, du Club des Cordeliers et d'autres sociétés; que le rendez-vous général était sur le boulevard Montmartre; que des émissaires se répandaient dans les rues de Paris pour y réunir le plus de monde qui serait possible; que de là on devait se rendre à l'Assemblée nationale s'opposer à ce qu'elle prononçât sur le sort du roi, avant que les assemblées primaires de tout le royaume aient été convoquées. Le renseignement était exact, la manifestation eut lieu en effet et la pétition présentée à l'Assemblée était conforme au dessein révélé par l'informateur du Conseil du Département. Son texte est publié par A. Mathiez, le *Club des Cordeliers*, p. 54. Le chiffre de trente mille manifestants est donné par le *Journal du Club des Cordeliers* (A. Mathiez, le *Club des Cordeliers*, p. 53).

manifestants, hommes, femmes et enfants, se réunirent au boulevard Montmartre, paisiblement et sans armes, au nombre d'environ trente mille, le vendredi 24 juin à deux heures. Ils se rendirent au Manège et chargèrent douze d'entre eux de présenter à l'Assemblée une pétition qui avait été rédigée à l'avance. Elles était fort courte et se bornait à demander à la Constituante de surseoir à tout décision.

Sept commissaires seulement furent admis auprès du Président, mais la pétition ne fut pas lue le jour même. Mandar, qui dirigeait la députation, demanda le lendemain à Alexandre de Beauharnais, qui avait remplacé Dauchy à la présidence, de ne pas souffrir que l'adresse fût « emmagasinée dans les comités » (1). Beauharnais lui donna immédiatement satisfaction, mais le Club des Cordeliers se plaignit que le secrétaire chargé de la lecture n'eût été entendu par personne et il prétendit que le texte avait été rejeté dédaigneusement sur le bureau.

Le retour du roi et l'adresse du 27 juin.

La famille royale était rentrée à Paris le 25 juin, et l'Assemblée avait décidé que deux députés seraient envoyés aux Tuileries pour y entendre les explications de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Cette mesure déplut à la Société fraternelle des Jacobins : c'était publiquement que le roi et la reine avaient porté atteinte à la souveraineté nationale, c'était donc en public qu'il convenait de les interroger; une procédure secrète ne saurait apaiser les inquiétudes du peuple et donnerait plus de poids à ses soupçons. Le 27 juin, la Société demanda en conséquence au président de l'Assemblée de « faire comparaître à la barre Louis XVI et sa femme pour être questionnés... sur les causes, les moyens et les suggestions de leur fuite et pour être entendus dans leurs réponses à la face de la nation entière. » Il importait, dit-elle, de donner « aux tyrans de la terre, un grand exemple

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 5, p. 37. M. Mathiez a publié dans le *Club des Cordeliers* (p. 57), la réponse de Beauharnais.

du droit sacré qu'ont les peuples de les juger » (1). Pour ajouter du poids à cette requête, les Parisiens furent invités à venir la signer à la bibliothèque des Jacobins, tous les jours, de quatre à dix heures. Elle fut naturellement affichée sur les murs de la ville et, comme il arrivait d'ordinaire, cette publicité fit naître quelques incidents. Jean-Baptiste Martin Chabrol, sergent de la compagnie des chasseurs du bataillon de Saint-Roch, qui en avait arraché un certain nombre d'exemplaires, fut reconnu le 29 juin, à sept heures du soir, au Palais-Royal et entouré par la foule qui l'amena à la salle des séances de la Société. Il jugea toute résistance inutile; pour éviter des violences, il remit les pistolets dont il était armé à un des hommes qui se trouvaient auprès de lui et enleva sa banderolle et ses épaulettes. Par bonheur, Chabrol rencontra, à la grande porte d'entrée du couvent des Jacobins, deux soldats de la compagnie du Centre dont il sollicita l'appui. Leur aide n'eût peut-être pas été très efficace, néanmoins ils suivirent le prisonnier jusqu'à la bibliothèque, prêts à lui porter secours si l'attitude de ses adversaires devenait trop menaçante. Chabrol ne chercha pas à nier les accusations que l'on éleva contre lui; mais il assura que les comités de l'Assemblée nationale avaient approuvé sa conduite. Cette réponse n'était guère de nature à calmer la colère de l'assistance et le sergent était assez inquiet sur son sort. Cependant il fut mieux traité que Robert ne l'avait été quelques jours plus tôt au corps de garde du Palais-Royal. On l'accusa d'être « un mouchard salarié » de La Fayette et de Bailly; on déclara qu'il était indigne de porter l'uniforme national et on décida de dénoncer sa conduite aux quarante-huit sections, aux soixante bataillons et à tous les clubs patriotiques des départements. Après ces manifestations, on lui permit de se retirer (2).

(1) *Pétition de la Société fraternelle des Jacobins à l'Assemblée nationale, concernant le roi et la reine, présentée à M. Alexandre Beauharnais, président, le 27 juin.* S. l. n. d., 4 p., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.417, Br. M. F. R. 344,3. Elle est signée par le président Pépin-Dégrouhette et deux secrétaires, Bernard et Romain. Elle fut imprimée par ordre de la Société et envoyée à tous les clubs patriotiques « de la capitale et des départements ».

(2) A. P., Procès-verbaux des Commissaires de Police, section de la Butte-des-Moulins, mai-juin 1791.

*La Société fraternelle des Jacobins
et la déclaration de d'Espréménil.*

Depuis la crise ouverte par la fuite du roi, c'était la première fois qu'une Société fraternelle agissait seule et intervenait officiellement auprès de l'Assemblée. Les clubs populaires n'avaient pris jusqu'alors aucune initiative. Ils n'avaient opposé qu'une résistance passive au mouvement républicain et, le 24 juin, s'étaient contentés d'obéir aux mots d'ordre des Cordeliers. Désormais, ils ne cessèrent de donner des preuves de leur activité. L'Assemblée avait confirmé la décision prise le 21 juin qui dispensait les décrets de la sanction royale et leur accordait force de loi après apposition du sceau de l'État par le ministre de la Justice. Elle traitait Louis XVI en prisonnier. Une garde, placée sous les ordres du commandant-général, veillait à sa sûreté et répondait de sa personne. Pour protester contre ces mesures, deux cent quatre-vingt-dix députés de la droite signèrent, le 6 juillet, une déclaration rédigée par d'Espréménil, où ils annonçaient leur intention de ne plus participer aux travaux de l'Assemblée tout en continuant à y siéger. Cette manifestation mécontenta vivement les Constitutionnels. Ils étaient disposés à admettre la thèse de l'enlèvement et à maintenir Louis XVI sur le trône. Toute leur politique tendait à éviter la déchéance et, pour lutter contre les démocrates qui la demandaient, ils étaient prêts à tenter un rapprochement avec la droite. La proclamation de d'Espréménil et la lettre de Bouillé, qui parut en même temps, rendaient cette entente difficile. « Ces gens-là, s'écria Thouret, nous forceront, pour échapper à leur haine, de nous appuyer sur le peuple (1). » Les patriotes exprimèrent sur un ton assez vif leur indignation et la Société fraternelle des Jacobins, dans une Adresse aux Français (2), prit

(1) Cité par M. Sagnac, *Histoire de France contemporaine*, t. 1, p. 315.

(2) *Adresse aux Français de la Société fraternelle des deux sexes défenseurs de la Constitution, séance aux Jacobins Saint-Honoré, sur la déclaration ou protestation des membres du côté droit de l'Assemblée nationale*, Paris, 1791, 14 p., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 852. Elle porte la signature de Pépin-Dégrouhette; à la suite du texte, on a publié un extrait du procès-verbal de la séance du

violemment à partie ces hommes qui, depuis deux ans, s'opposaient de toutes leurs forces, à la renaissance de l'empire français, semaient partout « le trouble et le désordre », plongeaient « l'État dans la détresse et le peuple dans la misère en faisant émigrer les plus riches citoyens et sortir de France tout le numéraire. » Ils avaient secondé les desseins du « plus ingrat des princes » et lui avaient procuré les moyens de violer ses serments et de mépriser les lois qu'il avait lui-même sanctionnées ou acceptées; ils avaient favorisé sa fuite et préparé la guerre; ils restaient attachés à tous les privilèges et conservaient leurs titres en dépit des décisions de l'Assemblée (1).

« Il est reconnu, consacré, dit l'adresse de la Société fraternelle, que la souveraineté réside essentiellement dans la nation et ils osent le faire résider uniquement dans l'individu royal et ne laisser aux représentants du peuple que le titre de conseillers de l'homme-roi. Peut-on manifester un mépris plus insultant pour les principes constitutionnels, se révolter plus effrontément contre les lois, outrager d'une manière plus sanglante un peuple souverain et libre? Et de quel prétexte ces lâches députés veulent-ils colorer leur révolte et leur parjure? De ce que l'Assemblée nationale s'est ressaisie, au nom de la nation et pour son salut, des pouvoirs que le roi avait délaissés, de ce que cette auguste assemblée a suspendu dans les mains d'un roi parjure et traître, l'exercice de la royauté. Mais leur véritable motif est qu'ils redoutent que la nation n'exerce envers son premier fonctionnaire le plus important de ses droits, celui de juger tous ceux à qui elle a confié l'exercice des pouvoirs de la souveraineté qui ne réside qu'en elle. Ils redoutent que Louis soit jugé, parce qu'ils sentent que les consé-

8 juillet qui en ordonne l'impression « au nombre de mille exemplaires » et l'envoi à toutes les sociétés patriotiques du royaume.

(1) Les députés avaient signé la déclaration de d'Espréménil en indiquant l'ordre auquel ils appartenaient, la province, la sénéchaussée ou le bailliage qu'ils représentaient et le titre qu'ils portaient. La Société fraternelle soutenait que les députés de la noblesse et du clergé n'avaient plus « ni droit ni qualité », puisque les deux classes de privilégiés dont ils étaient les mandataires n'existaient plus. « Quant aux députés du corps national appelé autrefois si indécemment Tiers État qui ont signé l'infâme déclaration du 6 juillet 1791, ils ont, par cet acte, abdiqué leurs fonctions. »

quences et les suites de ce jugement retomberaient sur eux, conseillers et complices du plus grand des crimes qu'ait jamais commis aucun prince...

« Que résulte-t-il de cette conduite? Il en résulte qu'ils ne sont plus les représentants du peuple français; qu'ils se sont dépouillés eux-mêmes de ce titre auguste, en s'en rendant indignes par leur révolte, leur trahison et leur félonie; qu'ils n'ont plus le droit de siéger dans le sénat national et qu'ils doivent être remplacés par des hommes aussi vertueux qu'ils sont pervers, aussi fidèles qu'ils sont traîtres et parjures... »

En ces jours troublés, l'abbé Mathieu présidait aux destinées de la Société fraternelle des Jacobins, mais l'adresse du 8 juillet n'était pas de lui. Elle avait eu pour rédacteur Pépin-Dégrouhette.

Pierre-Athanase-Nicolas Pépin-Dégrouhette, cul-de-jatte et écrivain fécond, était né à Rouen en 1752. Il avait publié, avant la Révolution, une comédie *L'homme à la mode ou les banqueroutes* et un « Tableau des mœurs américaines mises en comparaison avec les mœurs françaises. » Comme avocat-conseil des habitants de la banlieue, il avait signé, en 1790, une pétition, dont le texte est perdu, à l'Assemblée nationale (1). Au moment de l'affaire de la Chapelle, il écrivit un récit pathétique des événements du 24 janvier et la municipalité du village fut si enchantée du ton de ce morceau qu'elle en ordonna l'impression et la vente au profit des deux veuves (2).

Pépin-Dégrouhette entra en 1791 à la Société fraternelle des Jacobins et devint un de ses membres les plus actifs. Il assistait fort régulièrement à ses séances, bien qu'il habitât assez loin, rue Richer, au faubourg Montmartre, dans la maison du sieur Rivet. Il fut élu président pour la première fois en juin et, durant le mois de juillet, il occupa à diverses reprises le fauteuil, en l'absence de l'abbé Mathieu, son successeur. S'il faut en croire Pierre Clerc, un Lyonnais, commerçant en soieries, qui s'était fixé à Paris depuis quelque

(1) Paris, 1790, in-8°. Cette pétition est portée sur le catalogue de la B. N. à la cote Lf⁸⁸ 57, mais elle a disparu.

(2) A. N. F⁷ 4.774⁶⁶.

douze ans et demeurait rue Faubourg Poissonnière, il exerçait sur cette assemblée une « extrême influence » et y faisait, contre la personne royale, les motions les plus violentes. Clerc l'accuse encore d'avoir entretenu avec l'Angleterre des « correspondances dangereuses à la chose publique (1) ».

Pépin-Dégrouhette atteignit, en 1792, l'apogée de sa carrière politique. Le 25 juin, il demanda à l'Assemblée législative le licenciement de l'État-major de la Garde nationale, qui avait provoqué le mouvement contre le décret ordonnant le rassemblement d'un camp de vingt mille hommes sous Paris. Le 3 août, il fut un des commissaires rédacteurs de l'adresse que les sections se proposaient d'envoyer à l'Assemblée pour la prier de prononcer la déchéance du roi. Il présidait à ce moment, pour la troisième fois, la Société fraternelle des Jacobins. Le 10, il fut élu par le faubourg Montmartre membre du Conseil général révolutionnaire. Le 18, il fut nommé, à côté de Robespierre, juge au Tribunal criminel extraordinaire. Quelques jours plus tard, il devint président de la première section de ce tribunal et, à la fin du mois, fut désigné comme électeur.

Mais, en 1793, ses déboires commencèrent. Accusé de détournement et de prévarication par une députation du Club des Cordeliers, l'Assemblée électorale refusa de le maintenir au nombre des candidats aux fonctions de président du Tribunal criminel, malgré les nombreuses démarches que la section du faubourg Montmartre fit en sa faveur (2). Sa carrière politique prit fin, mais non ses infortunes. Le 2 floréal de l'an II, il fut enfermé à Saint-Lazare par ordre du Comité de Sûreté générale. On l'accusait d'avoir défendu le comte de Salaberry, condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire, et, surtout, d'avoir fait émigrer le fils de son client. Les dénonciateurs ne paraissaient d'ailleurs pas très sûrs de leur fait, et leurs déclarations étaient rédigées en termes assez vagues. « On sait qu'il voyait beaucoup de monde, mais peut-être était-ce pour ses affaires seulement (3). » Sa femme rappela ses anciens états

(1) A. N. D XXIX^b 33.

(2) Voir Charavay, *Assemblée électorale*, 1792, p. 308, 311, 312.

(3) A. N. F⁷ 4.774⁶⁶.

de service, sa conduite lors de l'affaire du Champ de Mars et dans la nuit du 10 août, et elle assura qu'il avait toujours été « aussi vrai républicain que bon jacobin ». Il fut remis en liberté. Il avait quitté le faubourg Montmartre et habitait alors rue du Sentier, n° 25, dans la section de la Butte-des-Moulins. Le 1^{er} floréal an III, un nouveau mandat d'arrêt fut lancé contre lui par le substitut de l'accusateur public près le Tribunal révolutionnaire. Il était prévenu, cette fois, de complicité avec Fouquier-Tinville, dont on faisait à ce moment le procès. Il obtint d'ailleurs assez rapidement sa libération. Il retourna à ses dossiers et, en pluviose an IV, assura la défense de plusieurs individus poursuivis comme septembriseurs. Mais, sous le Consulat, il fut compris dans les déportations sans jugement de nivôse an IX et mourut, quelques années plus tard, à Mahé, l'une des Seychelles, dans l'Océan Indien.

*Les Sociétés populaires et les sanctions
contre la personne royale.*

La Société fraternelle des Jacobins avait publié, le 8 juillet, l'adresse aux Français rédigée par Pépin-Dégrouhette. Le même jour, le *Babillard* (1) dénonça le projet que les Cordeliers, les Clubs populaires et le Comité central avaient fait de se réunir pour juger le roi ou l'envoyer au Tribunal d'Orléans. Ils se proposent, dit-il, de former une vaste fédération à laquelle doivent adhérer tous les clubs du royaume. Le *Babillard* revint le lendemain sur ce dessein. Les Jacobins, la Société fraternelle, le Club des Halles, les Indigents, les Cordeliers étaient, à l'en croire, dans les « plus grandes convulsions » et voulaient grouper toutes les sociétés patriotiques de France pour casser les décrets et dissoudre l'Assemblée nationale. « Les Français, dit-il, devraient bien s'apercevoir que le joug clubinocratique est plus pesant mille fois que le despotisme même des empereurs musulmans et que la seule Assemblée nationale doit leur donner des lois et rétablir parmi eux la vraie liberté. »

(1) *Babillard*, n° 25, du vendredi 8 juillet 1791.

La suspension de Louis XVI ne satisfaisait pas les sociétés populaires, qui étaient nettement hostiles à son maintien sur le trône. Le 9 juillet, les Cordeliers accueillirent presque avec joie le Club des Halles qui vint leur annoncer que le roi projetait à nouveau de s'enfuir. « Hé bien! qu'il parte; c'est un ennemi juré de notre Constitution que nous avons parmi nous et qui ne peut plus absolument être notre roi (1). » Le lendemain, ils proposèrent même de le reconduire jusqu'aux frontières. La plupart d'entre eux pensaient que la présence de Louis XVI à Paris ne suffirait pas à empêcher la guerre; ils la jugeaient déjà inévitable et ils estimaient que la personne royale constituait moins un otage qu'un danger; la garder, c'était « renfermer le loup dans la bergerie (2) ». Marat et M^{me} Roland partageaient ces sentiments : « D'après ce qui se passe, écrivait cette dernière à Bancal, le 25 juin, il est évident qu'il eût été meilleur pour la liberté que le roi ne fût pas arrêté, parce qu'alors, la guerre civile devenant immanquable, la nation allait forcément à cette grande école des vertus publiques. C'est une chose cruelle à penser, mais qui devient tous les jours plus frappante, que nous devons rétrograder par la paix et que nous ne saurions être régénérés que par le sang (3). »

Cependant les Cordeliers gardaient encore dans leurs manifestations officielles une certaine prudence. Le 9 juillet, dans la pétition qu'ils adressèrent à l'Assemblée nationale, ils se contentèrent de lui demander une fois encore de ne rien décider sans l'aveu des départements (4). Cette modération n'était d'ailleurs qu'apparente, car ils se montraient parfaitement résolus à ne pas accepter le verdict des députés s'il n'était pas conforme à leurs désirs. « Nous en appellerons avec confiance à la nation entière ». Ils rejetaient avec véhémence la fable de l'enlèvement imaginée

(1) *Journal du Club des Cordeliers*, p. 47-59, annexe à la séance du 9 juillet, publié par M. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 88.

(2) *Journal du Club des Cordeliers*, n° 6, p. 51-54, publié par M. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 89, 90 et 91.

(3) *Lettres de M^{me} Roland*, édition Perroud, t. 2, p. 313.

(4) Pétition à l'Assemblée nationale, *Bouche de Fer*, n° 89, du 11 juillet 1791. Voir A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 87.

par les constitutionnels et assuraient la Société des Jacobins de Dôle que le roi « n'avait pas été enlevé, mais avait fui comme un lâche ». Ils se préparaient à la lutte en veillant sur la sécurité des chefs patriotes. Ils protégeaient Dubois de Crancé et chargeaient des commissaires de préserver, fût-ce aux dépens de leur vie, Robespierre, dont la tête, disait-on, avait été mise à prix par une société d'ennemis de la révolution. Le député d'Artois jouissait de toute la faveur des clubs populaires. Dès le début de juillet, un membre de la Société fraternelle des Halles avait proposé de construire une place publique et d'y élever sa statue. Cette demande fut repoussée, mais on voulut du moins offrir à l'Assemblée nationale un buste du grand homme pour servir de modèle aux législateurs à venir (1). Quelques jours plus tard, la Société des Halles, entraînée par l'exemple des Cordeliers, lui envoya une garde d'honneur qu'il refusa « avec modestie ». Les dix commissaires dont elle se composait, ne pouvant vaincre sa résistance, se rendirent au poste des Enfants-Rouges et demandèrent à l'officier de garde de faire circuler des patrouilles autour de sa maison (2).

L'animosité contre le roi remet en cause la question de régime.

Les esprits s'agrippaient. Les Amis des Droits de l'Homme avaient présenté à Charles Lameth leur pétition du 9 juillet, en le priant de la communiquer à l'Assemblée, qu'il présidait alors; mais Lameth, après en avoir lu les premières lignes, la rendit aux envoyés des Cordeliers en les assurant que la Constituante le destituerait s'il s'avisait de lui en donner lecture. La colère des membres du Club fut vive. Le 12 juillet, ils décidèrent de faire imprimer cette pétition, ainsi que la réponse de Lameth; ils y joignirent, sous le titre d'Appel ou d'Adresse à la Nation, des observations rédigées par Chaumette sur un ton menaçant. Ils invitèrent les corps électoraux à exiger de l'Assemblée natio-

(1) Babillard, n° 23, du mardi 5 juillet 1791.

(2) A. P., Procès-verbaux des Commissaires de Police, section des Quinze-Vingts, 1791-1792. Voir également Babillard, n° 35, du lundi 18 juillet 1791.

nale le retrait de la décision qui les avait prorogés; ils leur demandèrent d'élire sans tarder les représentants qui leur plairaient « sans nul égard au décret inconstitutionnel du marc d'argent » et de nommer un « Directoire national » composé de quatre-vingt-trois membres qui disposerait « d'un pouvoir suffisant pour le maintien de l'ordre et du pays jusqu'à ce qu'il ait été statué par la nation sur le sort du ci-devant roi et le mode de gouvernement (1) ». Une telle adresse constituait un acte de rébellion; mais les Cordeliers étaient tenus maintenant à moins de prudence. La modération relative à laquelle ils s'étaient résignés à partir du 24 juin commençait à porter des fruits; le temps et les circonstances avaient travaillé pour eux et les scrupules des sociétés populaires qu'ils avaient ménagés s'étaient dissipés sans qu'ils aient eu besoin d'intervenir. Elles demandaient à présent, avec plus de violence que les Amis des Droits de l'Homme eux-mêmes, la déchéance de Louis XVI et envisageaient sans inquiétude la suppression de la royauté. Le 12, elles donnèrent leur adhésion au Manifeste adressé « à tous les peuples de la terre », dont le Club de la rue de la Mortellerie avait, un mois plus tôt, ordonné l'impression; après y avoir apporté quelques modifications nécessitées par les circonstances, elles décidèrent qu'il serait affiché et traduit « en toutes les langues (2) ». Ce manifeste invitait les nations étrangères à secouer « le joug du despotisme, à briser leurs fers » et à conquérir enfin leur liberté. Il les assurait que les Français ne désiraient que la paix, mais qu'ils étaient prêts à défendre leurs foyers contre toute invasion.

(1) *Journal du Club des Cordeliers*, n° 7, p. 59-66, publié par A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 96 et suiv.

(2) Voir ci-dessus, chap. III, p. 73, note 3. L'exemplaire revisé porte les signatures de Dunouy, secrétaire du Club des Cordeliers; Escoffon, président; Husson, secrétaire des Soutiens de la Liberté et des Droits de l'Homme; Mathieu, président de la Société fraternelle des Jacobins, Défenseurs de la Constitution; Chaudet-Dufresne, secrétaire; Roux, secrétaire; L. Noël, secrétaire; Vachard (et non pas Vachière, le nom qui est d'ailleurs fort mal écrit, a dû être mal lu par M. Braesch, *Papiers de Chaumette*, p. 145 et suiv.), président de la Société des Indigents, Amis de la Constitution séante rue Christine, n° 11; Trémollier, secrétaire; Ugène, secrétaire et Anaxagoras Chaumette.

La Société fraternelle des Halles se distinguait entre toutes par l'ardeur de son patriotisme et la fermeté de ses principes. Il règne dans ce club, dit le *Babillard* du 12 juillet, « une colère effrayante contre le roi, le département, la Municipalité, le Palais-Royal, et l'Assemblée nationale qui s'entend avec tout le monde. Robespierre est seul digne d'y être et Beaumarchais d'y entrer... Il veut que l'Assemblée nationale déclare que Louis XVI est en démente, qu'elle lui accorde six mille livres de rente pour lui et sa famille et qu'elle décrète, comme fondement immuable de la Constitution, l'anéantissement absolu de la royauté. » L'évolution de la Société des Halles avait été rapide. Moins d'un mois auparavant, suivant le témoignage du *Babillard* lui-même, elle se préoccupait encore de l'éducation du dauphin et songeait à sauvegarder ses droits. Le journal fayettiste signale l'indignation que conçurent ses membres contre « la bassesse » de deux d'entre eux qui avaient demandé à la Municipalité l'autorisation d'assister à la Fédération. La lecture d'une lettre de la Société fraternelle des Minimes, qui annonçait que son trésorier venait d'emporter les fonds de sa caisse, ne put les distraire de leurs préoccupations. Ils jugèrent négligeable cet incident domestique et ne s'y arrêtrèrent pas. Le 13, ils décidèrent de n'envoyer à la Fédération que quelques représentants et de se réunir autour du Manège pour empêcher que l'Assemblée nationale prononçât un jugement favorable à Louis XVI. Ils avaient résolu de faire connaître au Corps législatif qu'ils étaient prêts à périr plutôt que de laisser le roi reprendre l'exercice des pouvoirs que la Constitution lui accordait (1). De leur côté, la Société fraternelle des Jacobins et celle des Minimes décidèrent de se réunir, le 14 juillet, sur la place de la Bastille, pour y jurer, une fois encore, de vivre libres ou de mourir. Mais la municipalité, qu'elles informèrent de leur projet, chargea Bailly de les prier de n'en rien faire. Le terrain de la Bastille était réservé aux corps administratifs qui devaient s'y grouper pour se rendre en cortège au Champ de Mars. C'était là seulement que les amis

(1) *Babillard*, n° 32, du vendredi 15 juillet 1791.

de la liberté avaient l'autorisation de s'assembler (1).

La Société fraternelle des Jacobins avait suivi la même voie que le Club des Halles. Le 13 juillet, un honorable frère lui proposa trois moyens d'assurer la liberté des suffrages de l'Assemblée. Le premier, déclare le *Babillard* (2), était d'assommer les deux cent quatre-vingt-dix membres de la droite afin qu'ils ne puissent prendre aucune part à la délibération; le deuxième de se présenter chez tous les députés modérés et de les garder à vue pour les empêcher de se rendre au Manège; le troisième enfin d'exciter une insurrection générale contre l'Assemblée si tous ses membres ne partageaient pas l'avis de Robespierre, de Pétion et de Buzot. La motion fut très applaudie, mais le président, c'était l'abbé Mathieu, réussit à la faire abandonner. « Pour tenter une insurrection, dit-il, il fallait être sûrs du succès et il était au moins douteux que les partisans et les membres de la Société fussent soutenus. » On se contenta donc de publier le soir une *Adresse au Peuple français*. La Société fraternelle évita, il est vrai, d'y prononcer le mot de république; mais elle envisagea très clairement la possibilité d'un changement de régime. Elle n'était plus cet auditoire hésitant que Chaumette cherchait à convaincre : elle affirmait maintenant, comme il l'avait fait, que les dépositaires de la souveraineté n'étaient que les délégués et les mandataires du peuple et qu'ils étaient toujours comptables envers lui de leur gestion; elle déclarait que Louis XVI avait été renversé par le seul fait de la réunion de l'Assemblée nationale et que le peuple français avait le droit « de se donner constitutionnellement un autre chef et de lui désigner toute autre dénomination que celle de roi. » En 1789, la nation avait laissé Louis XVI sur le trône en limitant ses pouvoirs et le monarque avait accepté, sans y être obligé, de jouer ce rôle nouveau. « Il a consenti à sa métamorphose; il s'est soumis le premier à la loi constitutionnelle de l'État; trois fois, le 4 février 1790, le 14 juillet de la même année, enfin le 20 avril 1791, il a juré, au milieu, ou

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 5, p. 330.

(2) *Babillard*, n^o 32, du vendredi 15 juillet 1791.

des représentants du peuple, ou du peuple entier, de maintenir la Constitution, de la défendre et de ne régner que par elle. Durant deux années, ses sanctions, ses réponses, ses proclamations, ses lettres aux puissances étrangères ont corroboré ses serments. » Cependant, après des promesses aussi répétées et aussi solennelles, il n'a pas hésité à trahir ses devoirs, à désertir son poste et à compromettre par sa fuite la sécurité de la France. Il a tenté de quitter l'empire pour venir, appuyé par des armées étrangères, « porter le fer et la flamme dans le sein de la patrie... Par la Constitution, Louis était déclaré roi et inviolable. En dénonçant la Constitution, en protestant, en s'armant contre elle, il a perdu la royauté et l'inviolabilité; il est devenu sujet à la loi comme le dernier des citoyens. Ainsi le veulent et l'équité et la raison, ainsi le pensent et l'expriment tous les départements, toutes les municipalités, toutes les sociétés patriotiques de France, en un mot, tous les Français. » La Société fraternelle déplorait que l'Assemblée nationale n'en eût pas jugé ainsi, puisque ses comités venaient de déclarer Louis XVI non coupable et qu'elle se préparait à lui rendre une autorité à laquelle il avait renoncé et dont il était maintenant indigne. Elle conjurait la France de reprendre l'exercice du pouvoir souverain et d'interdire à l'Assemblée de se prononcer sur le sort du roi et de ses complices avant de connaître la volonté populaire (1). Le même jour, la même requête fut transmise par le Club des Halles aux Amis de la Constitution; elle donna lieu à quelques remarques de Roederer; mais Danton l'approuva et les Jacobins l'accueillirent généralement bien (2). Le 15, l'adresse de la Société fraternelle fut lue à l'Assemblée devant une trentaine de députés, puis on l'ensevelit, dit le *Creuset* (3), dans le portefeuille du secrétaire.

(1) *Adresse au Peuple français de la Société fraternelle des patriotes des deux sexes, défenseurs de la Constitution, séante aux Jacobins Saint-Honoré, relativement à la fuite du roi*, Paris, s. d., 7 p. in-4°, B. N. Lb⁴⁰ 853. L'*Orateur du Peuple* en publia des extraits. Son texte *in-extenso* se trouve dans les *Actes de la Commune de Paris*, 2^e série, t. 5, p. 382 à 384.

(2) Le texte de cette adresse n'a pas été retrouvé. Cf. Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 13.

(3) Le *Creuset*, n° 58, du jeudi 21 juillet 1791.

Conflit des Sociétés populaires et de l'Assemblée nationale.

L'attitude des clubs populaires devenait de jour en jour plus menaçante. Le rapport, établi au nom des sept comités, que Muguet de Nanthou avait présenté le 13 juillet à la Constituante sur les événements relatifs au départ du roi, leur faisait prévoir que Louis XVI serait mis hors de cause et que seuls Bouillé en fuite et quelques comparses allaient être poursuivis. Ce rapport reprenait, en effet, tous les arguments chers aux constitutionnels en faveur du régime monarchique. La colère des démocrates fut vive et leurs efforts tendirent désormais à intimider l'Assemblée pour empêcher, si possible, qu'elle votât le projet qui lui était soumis. Ils remplirent la presse de gauche de leurs menaces et de leurs invectives et menèrent contre les Constitutionnels une violente campagne. Les *Révolutions de Paris* demandèrent à tous les habitants des villes et des villages de se réunir pour nommer de nouveaux représentants : « Envoyez-les sans délai prendre leur place; ordonnez, commandez à ceux-ci de se retirer; faites-leur très expresse défense de rien décider sur le fait de l'évasion du 21 juin; donnez à vos députés des pouvoirs spéciaux de juger et vous aurez justice. On n'a que de trop justes sujets de craindre que le Sénat actuel ne veuille éterniser sa domination; s'il résiste, il est des cas où l'insurrection est le plus saint des devoirs (1). » Le même appel à la révolte se retrouve dans le Journal de Fréron : « Peuple, as-tu donc changé? N'es-tu donc plus le même? Souffriras-tu sans murmures et sans énergie qu'ils consomment ce forfait? (2) »

Ces menaces excitèrent l'indignation des journaux constitutionnels. On craignit que le peuple ne se portât sur les Tuileries et Bailly autorisa La Fayette à repousser, en cas

(1) *Révolutions de Paris*, n° 105, du 9 au 16 juillet 1791. M. Mathiez attribue cet article à Chaumette et explique ainsi sa ressemblance avec l'Appel des Cordeliers à la Nation dont Chaumette était le rédacteur.

Cf. dans le même sens, *Journal Universel* du 17 juillet; *Patriote français*, du 14 juillet; *Orateur du Peuple*, t. VII, nos 4, 5, 6 et 7 : ils sont tous remplis de violentes attaques contre l'Assemblée.

(2) *Orateur du Peuple*, t. VII, n° 4.

d'attaque « la force par la force (1) ». Le *Babillard* du 16 juillet chercha à émouvoir l'amour-propre et l'intérêt des Parisiens. Il les conjura d'ouvrir les yeux et de reconnaître leurs défenseurs et leurs ennemis : « On vous trompe, dit-il, on cherche à vous punir de votre amour pour la Révolution et du zèle que vous avez fait éclater; on veut que, par des violences coupables, vous forciez l'Assemblée nationale à s'éloigner de vous; on veut vous ravir l'avantage incalculable de posséder les représentants et les pères du peuple. La capitale ne verra plus les assemblées législatives dans son sein puisqu'on y trouble la majesté de leurs réunions, puisqu'on n'y respecte pas la liberté sacrée des opinions. »

Cette manœuvre fut répétée dans une réponse de Lameth à une pétition que quarante-mille citoyens réunis au Champ de Mars auraient présentée, le 16 juillet, à l'Assemblée nationale (2). Ce texte, rédigé en termes violents dans le dessein d'effrayer la bourgeoisie parisienne, était un faux; mais la courte harangue attribuée à Lameth exprimait bien les sentiments des Constitutionnels. Ils affirmaient que l'Assemblée, qui gouvernait au nom de vingt-cinq millions de Français, n'avait pas à s'inquiéter des opinions d'un groupe d'hommes ameutés dans la capitale. En cas d'insurrection, les députés étaient prêts à rentrer dans leurs départements pour apprendre à la France entière que Paris, tombé sous la coupe de quelques énergumènes, était devenu l'ennemi de la nation et un foyer d'intrigues.

Les sociétés populaires gardaient d'ailleurs plus de mesure que la presse de gauche. Le 14 juillet, à une heure et demie, réunies au Champ de Mars avec les Cordeliers, elles adressèrent à l'Assemblée une pétition pour la prier de ne pas se prononcer seule sur un fait qui intéressait la nation entière. Cependant, sous un ton volontairement

(1) B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 266-267. La lettre de Bailly était du 14 juillet. Gouvion lui répondit le 15, en indiquant les mesures prises pour la défense de l'Assemblée (fol. 267-268).

(2) *Grande pétition présentée ce matin à l'Assemblée nationale par quarante mille citoyens de Paris, rassemblés au Champ de Mars et signée sur l'autel de la Patrie, avec la réponse de M. Charles Lameth, président*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.197. Elle fut publiée par Regnaud de Saint-Jean d'Angély, dans le *Postillon par Calais* (voir Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 129, note 2).

réservé, perçait la menace : « Craignés de couronner vous-mêmes les perfidies atroces de nos ennemis en livrant votre patrie à toutes les horreurs d'une guerre civile (1). » Alexandre Lameth, qui présidait l'Assemblée, annonça à la fin de la séance qu'il venait de recevoir cette pétition. La majorité décida tout d'abord qu'elle ne serait pas lue, puis, sur le conseil de Barnave, se contenta d'en ajourner la lecture au lendemain. Le soir, les Amis de la Constitution avaient organisé un festin suivi de bal dans les jardins du couvent des Jacobins Saint-Honoré. Ils invitèrent les membres de la Société fraternelle à venir se mêler à leurs danses; mais leur offre fut accueillie « comme des propositions de Sybaris l'auraient été à Sparte du temps d'Agis ». « Tandis que des mandataires infidèles et pervers s'efforcent de perdre l'État, répondit Pépin-Dégrouhette, nous ne pensons et nous ne pouvons nous occuper qu'à le sauver. » Après cette leçon, dit le *Creuset*, les Amis de la Constitution quittèrent le bal et rentrèrent dans le lieu de leurs assemblées où ils ont « parlé, parlé et parlé. Ce qui, dans la crise actuelle, était toujours un peu moins déplacé que de rire, danser et boire (2) ».

Les Sociétés populaires et les journées des 15 et 16 juillet.

Dans la matinée du 15 juillet, entre dix heures et demie, les membres des Sociétés populaires et du Club des Cordeliers, au nombre d'environ trois à quatre mille, se rendirent au Champ de Mars, nommèrent un président et un secrétaire, Barthe et Sainties, et rédigèrent une pétition où ils se plaignaient de n'avoir pas été reçus la veille par l'Assemblée et la requéraient, une fois encore, de suspendre toute

(1) A. N. C 75. Cette pétition, dite des Cent, a été publiée par A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 112-113, avec toutes les signatures, qui dépassent de beaucoup le chiffre de cent. Quarante et une appartiennent à des femmes et, parmi elles, se trouvent celles de M^{mes} Maillard et Corbin, membres de la Société fraternelle des Jacobins, qui allaient bientôt se faire remarquer par leurs motions violentes. Robert n'a pas signé, mais, par contre, l'abbé Mathieu, L. Noël, Pépin-Dégrouhette, Maubant, Sadoux, etc... figurent au nombre des pétitionnaires.

(2) Le *Creuset*, n° 57, du lundi 18 juillet 1791.

décision sur le sort de Louis XVI, « jusqu'à ce que le vœu bien prononcé de tout l'empire français ait été efficacement émis (1) ». Leurs commissaires eurent quelque peine à pénétrer au Manège; l'un d'eux, le suisse Virchaux, fut même appréhendé et conduit au poste; les cinq autres purent cependant remplir leur mission (2). Ils demandèrent à parler à Robespierre, Pétion, Grégoire et Prieur : les deux premiers seulement se rendirent à leur appel, mais ils leur annoncèrent que leur pétition était désormais inutile car le vote du décret était commencé; ils les engagèrent à observer le plus grand calme, à ne pas troubler l'ordre et leur donnèrent une lettre pour les couvrir auprès de ceux qui les avaient envoyés (3).

Le soir, les Amis de la Vérité tinrent au Palais-Royal leur assemblée ordinaire. Par un appel que publia la *Bouche de Fer* (4), ils avaient invité les membres des clubs populaires à se joindre à eux pour prendre part à la discussion « sur le gouvernement national ou républicain » et jurer de s'opposer au maintien de Louis XVI sur le trône, à moins que les quatre-vingt-trois départements n'en ordonnent autrement. On les reçut sur la simple présentation de leurs cartes. L'ordre du jour que lut le Président fut accueilli par des applaudissements unanimes : la séance fut animée : Sergent, Duchosal, membre du Club de la section de la

(1) Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 117-118.

(2) Cf. compte-rendu de Bailly à l'Assemblée nationale, A. N. C 75.

(3) Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 119-120. Le décret fut effectivement voté le même jour (voir Mavidalet Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXVIII, p. 335). Il renvoyait Bouillé et ses complices devant la Haute Cour Nationale d'Orléans, maintenait en état d'arrestation M^{me} de Tourzel et un certain nombre d'officiers « jusqu'à ce que l'Assemblée eût statué sur leur sort », enfin mettait en liberté les femmes de chambre du dauphin et de M^{me} Royale, ainsi qu'un écuyer du roi. Il n'était fait aucune mention de Louis XVI.

L'art. 1^{er} énonçait les chefs d'accusation contre Bouillé. Il a conçu, disait-il, « le projet de renverser la Constitution... à cet effet, il a cherché à se faire un parti dans le royaume, sollicité et exécuté des ordres non contresignés, attiré le roi et sa famille dans une ville de son commandement, disposé des détachements sur son passage, fait marcher des troupes sur Montmédy, préparé un camp près cette ville, tenté de corrompre les soldats, les a engagés à la désertion pour se réunir à lui, sollicité les puissances voisines à une invasion sur le territoire français. »

(4) *Bouche de Fer*, n° 92, du jeudi 14 juillet 1791.

Bibliothèque, Momoro et le président de la Société fraternelle de Sainte-Geneviève prirent successivement la parole : « Un orateur a osé dire en parlant des crimes et des parjures de Louis XVI qu'il ne devrait déjà plus!... La réticence terrible a glacé les uns d'épouvante et bientôt le plus grand nombre a soutenu le courage de l'orateur par des marques sincères d'adhésion. » A l'unanimité l'assemblée protesta solennellement contre le décret mettant implicitement le roi hors de cause que la Constituante avait voté dans l'après-midi et résolut de faire connaître sa décision à toutes les communes des départements, afin d'examiner avec elles les moyens de juger les délits dont Louis XVI s'était rendu coupable (1).

En quittant le Palais-Royal, les assistants — ils étaient au nombre de quatre à huit mille (2) — se rendirent aux Jacobins où ils arrivèrent à neuf heures. Ils pénétrèrent dans l'église en forçant les portes et l'un d'eux, prenant la parole, invita les Amis de la Constitution à adhérer à la déclaration de l'Assemblée fédérative. Il faisait très chaud et la salle était pleine. Anthoine, député à la Constituante, secrétaire en exercice des Jacobins, présidait la réunion. On venait de discuter une proposition de Choderlos de Laclos demandant à l'Assemblée nationale de déclarer si elle avait entendu innocenter Louis XVI par le décret qu'elle venait de voter. Anthoine voulut donner le change aux manifestants en identifiant la pétition très légale de Laclos « avec l'objet irrégulier de leur demande (3) ». Son

(1) *Bouche de Fer*, n° 96, du lundi 18 juillet 1791.

(2) Le procès-verbal de la séance du 15 juillet des Amis de la Constitution, publié par M. Aulard (*Société des Jacobins*, t. 3, p. 14 et suiv.) dit que les manifestants étaient plus de quatre mille. Cette indication est confirmée par l'*Histoire de la Révolution de 1789*, de deux Amis de la Liberté (t. 7, p. 242). Anthoine, dans sa déposition (Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 338 et suiv.) donne le chiffre de huit mille. Bailly, en avertissant La Fayette de la réunion projetée pour le 16, lui déclare seulement qu'un « très grand nombre de personnes » s'était rendu dans la soirée aux Jacobins (B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 163).

(3) *Déposition de Fr. Paul, Nicolas Anthoine, député à l'Assemblée nationale, au Tribunal du 6^e arrondissement sur les troubles, sur la pétition et sur l'affaire du Champ de Mars*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.293. La déposition d'Anthoine a été publiée par A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 338 et suiv. Voir également *Histoire de la Révolution de 1789*, par deux Amis de la

stratagème réussit; on nomma cinq commissaires choisis parmi les Amis de la Constitution, Sergent, Lanthenas, Danton, Ducancel et Brissot (1), qui furent chargés de rédiger le lendemain une pétition que l'on enverrait dans les départements et qu'on présenterait à l'Assemblée; puis on prit rendez-vous pour le 16, à midi, au Champ de Mars. La séance se prolongea fort avant dans la nuit. Brune, que la chaleur incommodait, quitta à minuit le couvent des Jacobins avec Danton, Camille Desmoulins et La Poype. Après un arrêt de quelques instants dans la Cour du Commerce, où se trouvait son imprimerie, et une longue halte chez Danton, il regagna sans encombre à une heure et demie la rue du Théâtre-Français. La ville était calme, mais de nombreuses patrouilles circulaient. Au même moment, Bailly avertissait La Fayette, le priait de faire garder le Manège et les Tuileries et d'y installer des canons (2).

Le matin du 16, les Clubs populaires se réunirent aux Cordeliers et tinrent séance. Deux mulâtresses, M^{mes} Mailard et Corbin, membres très actifs de la Société fraternelle des Jacobins, proposèrent d'aller abattre les statues des rois sur les places et les ponts de la capitale (3); mais le président des Cordeliers ne voulut pas engager son club dans une entreprise téméraire qu'il n'avait pas conçue.

Cependant, au couvent des Jacobins, à onze heures, Brissot donna lecture aux Amis de la Constitution de la pétition

Liberté : « MM. Antoine, Laclos et Royer invitent ces étrangers à se réduire à une pétition plus conforme aux principes et qui pourrait être signée dans le lieu qu'ils indiquaient, où l'on se rendrait sans armes, après en avoir prévenu la Municipalité, et des commissaires sont ensuite nommés pour la rédaction de la pétition projetée » (t. VII, p. 242).

(1) M. Braesch, dans les *Pétitions du Champ de Mars*, déclare qu'il faut ajouter à ces cinq noms celui de Choderlos de Laclos, qui a vait eu le premier l'idée de la pétition et qui s'intéressa à sa rédaction. C'est à sa demande que Brissot prit la plume; c'est lui qui aurait fait insérer, malgré le journaliste ou à son insu, la phrase qui demandait le remplacement du roi par des moyens constitutionnels. M^{me} Roland dans ses *Mémoires*, t. 1, p. 207-208; et Brissot dans son *Projet de Défense devant le Tribunal révolutionnaire* (*Mémoires*, t. IV, p. 342-344) l'affirment. On accusa à cette occasion Laclos de s'être prêté à une intrigue orléaniste et c'était assez vraisemblable, car l'auteur des Liaisons dangereuses était fort dévoué au duc.

(2) B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 163.

(3) *Babillard*, n° 34, du dimanche 17 juillet 1791.

qu'il avait rédigée. Elle constatait que le décret du 15 ne contenait aucune disposition relative à Louis XVI; elle rappelait la désertion du roi et assurait que de nouvelles promesses de sa part ne pouvaient constituer une garantie suffisante « contre un nouveau parjure et une nouvelle conspiration ». Elle demandait donc à l'Assemblée de recevoir l'abdication qu'il avait faite de la couronne le 21 juin, et la priait de pourvoir « à son remplacement par tous les moyens constitutionnels ». Les commissaires déclaraient enfin qu'ils ne reconnaîtraient jamais Louis XVI pour leur roi, « à moins que la majorité de la nation n'émette un vœu contraire » (1). Ce texte fut mal accueilli par les membres les plus modérés des Jacobins. Les députés présents, à l'exception de Robespierre, Buzot, Pétion, Grégoire et Prieur, se retirèrent et leur mécontentement amena la scission de la Société. Ils s'installèrent aux Feuillants et y fondèrent un nouveau club. Mais la majorité n'éleva aucune protestation. Ce n'est qu'à la suite du nouveau décret que l'Assemblée allait voter dans la nuit du 16 que les Jacobins retirèrent leurs signatures. Plus tard, ils assurèrent que la pétition leur avait été arrachée par quatre mille hommes indignés et certains prétendirent même qu'elle avait été rédigée par des personnes étrangères à leur société. Dans la matinée du 16, ils étaient si éloignés de cet état d'esprit, qu'après avoir accepté le texte qui leur était présenté, ils décidèrent de le porter au Champ de Mars et envoyèrent douze commissaires à l'Hôtel de Ville pour prévenir la Municipalité de Paris (2). Vers quatre heures, Danton et Buirette-Verrières en donnèrent lecture au peuple qui se

(1) A. N. F⁷ 4.622. Pétition, s. l. n. d., in-fol., B. N. Lb³⁹ 10.115. Elle est publiée *in-extenso* par A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 122 et 123. Dans le texte publié par l'*Orateur du Peuple*, t. VII, n° 7, et la *Bouche de Fer*, n° 97, du 17 juillet, le membre de phrase « et à pourvoir à son remplacement par tous les moyens constitutionnels » a été supprimé.

(2) C'est la version du Club des Jacobins et des auteurs de l'*Histoire de la Révolution de 1789* (t. VII, p. 246) et celle qu'adopte, à bon droit, M. Braesch. Si l'on en croyait les *Souvenirs* de Sergent, d'ailleurs très postérieurs aux événements, ces commissaires auraient été envoyés, non par les Amis de la Constitution, mais par les Cordeliers, pour demander à la Municipalité l'autorisation de se réunir au Champ de Mars le 17 juillet afin d'y « rédiger et signer une pétition ». Dans le récépissé qui leur fut délivré, rien n'indique

pressait autour de l'autel de la patrie. La dernière phrase, qui prévoyait le remplacement de Louis XVI par des moyens constitutionnels, suscita une très vive opposition des Cordeliers et des membres des clubs populaires. Ils y virent l'effet d'une intrigue orléaniste et accusèrent Brissot de l'avoir inspirée. Ils en demandèrent la suppression; mais les rédacteurs déclarèrent qu'il fallait prendre l'avis des Jacobins et ils invitèrent les Cordeliers à se rendre eux-mêmes au couvent de la rue Saint-Honoré. Ils se mirent en route vers cinq heures. Ils marchaient en rangs de sept à huit personnes et leur colonne s'étendait depuis l'Hôpital militaire du Gros Caillou jusqu'au début de l'avenue des Invalides. Elle était précédée d'une bannière sur laquelle on lisait l'appel à la Nation de Chaumette et ces mots, écrits en gros caractères : « Vivre libres ou la Mort ! » (1). Leur promenade fut inutile. Quand ils pénétrèrent dans l'église des Jacobins, ils n'y trouvèrent que quelques personnes. On leur déclara que les Amis de la Constitution se réuniraient seulement dans la soirée et qu'on ne pouvait leur soumettre plus tôt la modification qu'ils proposaient d'apporter au texte de Brissot.

Il y eut séance le soir dans la plupart des clubs populaires. Ils décidèrent de s'assembler le lendemain à onze heures, place de la Bastille, et de se rendre en corps au Champ de Mars (2). Chaque société devait être précédée de sa bannière. Les Cordeliers, malgré tous leurs efforts, n'avaient

au nom de qui ils se présentaient et quelle était la date du rassemblement. Ce silence prouve bien, dit M. Braesch, qu'il allait avoir lieu immédiatement. D'autre part, Sergent déclare que la réunion était projetée pour le 17 à cinq heures du soir. Or, dès le dimanche matin, il y eut du monde au Champ de Mars et c'est entre une heure et deux heures que le texte de Robert fut rédigé. Enfin, le 16, à onze heures du matin, les Cordeliers n'avaient pas encore renoncé à la pétition de Brissot, qu'ils ne connaissaient pas, et ils n'avaient nullement l'intention d'en rédiger une pour leur compte. Au surplus, l'affirmation des Jacobins est confirmée par la *Bouche de Fer*. Dans son n° 95, du 17 juillet, ce journal, avant de publier le texte rédigé par Brissot, déclare que les Amis de la Constitution avaient averti la Municipalité que des citoyens paisibles et sans armes désiraient se réunir au Champ de Mars pour y signer une pétition et qu'ils avaient obtenu son aveu.

(1) Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 252 et suiv. Déposition de Jean-Louis Amable Pradier.

(2) *Babillard*, n° 35, du lundi 18 juillet 1791.

pas réussi à imposer la leur qui portait comme devise : « Plus de rois! plus de tyrans! » Cette manifestation n'était pas sans leur inspirer quelque inquiétude. On racontait aux Cordeliers que Bailly devait faire déployer le drapeau rouge et proclamer la loi martiale et que La Fayette avait été autorisé à tirer sur tous les attroupements. Un particulier de mauvaise mine, vêtu d'un habit de nankin et d'un chapeau rond, demanda aux membres du club de s'armer et leur assura que le meilleur moyen de se défendre était de couper les jarrets des chevaux (1). Chez les Indigents, le président se montra moins belliqueux et recommanda seulement aux assistants d'apporter dans leurs poches du sable et des cailloux. En attendant de se battre, le Club dépensa son énergie en paroles, se nourrit de lectures « incendiaires » et proposa des motions violentes contre la garde nationale (2).

On ne fit pas d'autre plan; on ne préparait pas une insurrection, mais seulement une démonstration. L'appui des Jacobins était d'ailleurs fort incertain. Ils eurent le soir une longue discussion au sujet de la fameuse phrase dont ils votèrent le maintien à la presque unanimité. Deux cents membres des Cordeliers et des Sociétés fraternelles assistèrent à leur séance; mais on ne leur permit pas d'intervenir dans le débat (3). A minuit, le manuscrit fut porté chez l'imprimeur de la Société Baudouin qui, craignant d'enga-

(1) Voir A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 240, 241 et 242, dépositions de Étienne-Jean Lamy, Antoine Bonneau et Jean-Georges du Gardin.

(2) Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 344, dépositions de Nicolas Schouler et Léonard Schryers. Les auteurs de l'*Histoire de la Révolution de 1789* racontent que, dans la soirée, « une foule de brigands et de gens sans aveu » se répandit dans la ville et fit fermer les salles de spectacle. L'Opéra resta seul ouvert, car la garde nationale réussit à repousser les assaillants. « Au même instant, disent-ils, les rues, le Palais-Royal, plusieurs Clubs étaient remplis d'une multitude emportée qui jetait des cris de rage et prétendait délibérer » (t. VIII, p. 247).

(3) C'est ce qu'affirment les Amis de la Constitution eux-mêmes. Il est vrai que Momoro déclare qu'il fut introduit aux Jacobins par Sergent « d'après l'invitation faite aux citoyens qui auraient des observations à faire sur la pétition. » Mais il ne dit pas qu'il a pris la parole; il constate seulement que la discussion fut très animée et avoue « qu'il ignore le nom de ceux » qui ont combattu ou approuvé le texte des commissaires. Celui-ci, dit-il, fut adopté « par la presque unanimité sans retranchement » (Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 303 et 304).

ger sa responsabilité, refusa ses services. On s'adressa alors à l'imprimerie du Cercle social, où des épreuves furent tirées aussitôt. Mais l'Assemblée, par son décret du 16, affirma son intention de maintenir Louis XVI sur le trône; elle suspendit seulement l'exercice des fonctions royales jusqu'au moment où la Constitution, achevée, aurait été présentée au roi. Il n'était dès lors plus besoin de solliciter ses explications; la pétition devenait illégale; le président des Jacobins, Royer, retira sa signature et, le matin du 17, Robespierre chargea le chevalier de la Rivière d'en arrêter l'impression et d'empêcher le rassemblement du Champ de Mars. Le Comité des Jacobins fit aussitôt rédiger une affiche en quatre exemplaires pour avertir le peuple (1).

L'affaire du Champ de Mars.

Cependant les Sociétés populaires restées sans direction trouvèrent, à onze heures, la place de la Bastille garnie de troupes et durent se retirer. Elles hésitèrent un moment sur la conduite à suivre. Les unes regagnèrent le lieu de leurs séances; les autres, plus nombreuses, se rendirent au Champ de Mars. Tandis qu'une partie des membres de la Société fraternelle des Jacobins (2) et de celle des Minimes (3) siégeait en permanence, le Club des Halles avait député un de ses adhérents au faubourg Saint-Antoine afin de recueillir des signatures. Mais cet homme, qui se présentait chez tous les boutiquiers de la Grande-Rue, muni d'un cahier de papier blanc, fut arrêté par un menuisier peu patient et conduit à la section des Quinze-Vingts (4).

(1) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXVIII, p. 377.

(2) *Révolutions de Paris*, n° 111, du 20 au 27 août 1791.

(3) *Bouche de Fer*, n° 101, du samedi 23 juillet 1791. La Société des Minimes adhéra à la pétition du 16 qu'avait publiée la *Bouche de Fer* et délibéra paisiblement jusqu'au soir. Quatre cents personnes environ assistèrent à sa séance.

(4) A. P., Procès-verbaux des Commissaires de police, section des Quinze-Vingts, 1791-1792. C'est par erreur que le *Babillard*, n° 36, du mardi 19 juillet, indique que l'envoyé du Club des Halles fut conduit à la section de Popincourt. Les signatures de la pétition du 17 juillet qui, d'après Buchez et Roux,

La Société envoya alors vingt frères au Champ de Mars. Ils y arrivèrent peu après midi et trouvèrent les représentants des Cordeliers et des Sociétés populaires groupés sur l'autel de la patrie. La foule commençait à devenir dense. Il s'était présenté vers onze heures des détachements de troupe avec un canon, mais ils n'étaient venus qu'en raison de l'assassinat de deux individus que l'on avait trouvés le matin sous les marches de l'autel et ils s'étaient retirés assez rapidement (1). La délégation des Jacobins, que l'on attendait impatiemment, arriva à midi. La Rivière, qui la dirigeait, monta, avec trois de ses compagnons, sur l'autel de la patrie et apprit au peuple que les Amis de la Constitution renonçaient à une pétition devenue inutile. La déception fut grande; mais les principaux Cordeliers ne se découragèrent pas. Ils décidèrent de rédiger un nouveau texte et réussirent à convaincre La Rivière, qui demeura avec eux.

Quatre commissaires, Peyre, président des Cordeliers, Dunouy, leur secrétaire (2), Jacques-Louis Vachard, président du Club des Indigents et François Robert, membre de la Société fraternelle des Jacobins, furent chargés de cette

étaient au nombre de six mille environ, se trouvaient sur des feuilles et des petits cahiers qui furent cousus ensemble par la suite. Elles ne furent donc pas toutes apposées au Champ de Mars. Michelet l'avait déjà signalé : il suppose que celle de Santerre, écrite à main posée, fut ajoutée le soir au faubourg Saint-Antoine; de même Dunouy déclare que celle de Chaumette fut donnée aux Cordeliers après le massacre (cf. les *Pétitions du Champ de Mars* de Braesch). On voit par l'aventure du représentant de la Société des Halles que les habitants du faubourg Saint-Antoine signèrent la pétition avant même qu'elle eût été rédigée.

(1) Deux hommes avaient été surpris le matin, au moment où ils perçaient des trous dans les planches de l'escalier de l'autel de la patrie. Ils furent entourés par la foule et conduits au Comité du Gros Caillou. Interrogés sur les mobiles de leur acte, ils assurèrent qu'ils étaient seulement poussés par une curiosité lubrique. Ils furent massacrés. Le 22 août, La Rivière, dans son interrogatoire, déclara qu'ils se préparaient à faire sauter l'autel de la patrie (A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 324).

(2) C'est le nom que donnent M. Sagnac (*Histoire de France contemporaine*, p. 319) et M. Braesch (*Pétitions du Champ de Mars*). Leur affirmation est fondée sur le témoignage de Dunouy lui-même (voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 5, p. 656-659) : « Le jour malheureux du Champ de Mars arriva. Je fus nommé par une masse innombrable de citoyens, conjointement avec Peyre, Robert, Vachard, pour rédiger cette fameuse pétition dont j'ai donné lecture vingt fois dans la journée. » L'erreur de lecture de M. Mathiez s'explique, dit Braesch, parce qu'un fil d'attache a coupé en deux le nom de Dunouy.

rédaction. La nouvelle pétition rappelait la fuite du roi et déclarait que la décision, prise par l'Assemblée nationale, de soumettre à Louis XVI la Charte constitutionnelle, aussitôt qu'elle serait achevée, était nulle dans la forme et dans le fond. Dans la forme, parce qu'elle avait été votée grâce à l'appui de deux cent quatre-vingt-dix députés de la droite qui avaient d'avance protesté contre la Constitution et qui « n'avaient point de voix » à l'Assemblée; dans le fond, parce qu'elle était contraire au vœu du peuple souverain. Elle priait les représentants de la nation de revenir sur leur décision, de recevoir l'abdication de Louis XVI et de « convoquer un nouveau corps constituant pour procéder d'une manière vraiment nationale au jugement du coupable et surtout au remplacement et à l'organisation d'un nouveau pouvoir exécutif ». Le mot de république n'était pas prononcé (1).

La pétition du Champ de Mars était très vraisemblablement l'œuvre de Robert. « Le 17 juillet, écrit M^{me} Roland, sortant des Jacobins où j'avais été témoin des agitations que causèrent les tristes événements du Champ de Mars, je trouvai en rentrant chez moi, à onze heures du soir, M. et M^{me} Robert : « Nous venons, me dit la femme, de l'air de confiance d'une ancienne amie, vous demander un asile; il ne faut pas vous avoir beaucoup vue pour croire à la franchise de votre caractère et de votre patriotisme. Mon mari rédigeait la pétition sur l'autel de la patrie; j'étais à ses côtés; nous échappons à la boucherie, sans oser nous retirer chez nous, ni chez des amis connus où l'on pourrait nous venir chercher » (2). M^{me} Roland répète la même affirmation dans ses notes historiques sur la Révolution : « Robert se mit réellement en devoir d'en rédiger une; il l'avait finie; il la faisait signer, lorsque l'appareil de la force fut déployé... (3) »

Toutefois ce renseignement paraît en contradiction avec la déposition d'un des témoins, Louis-Henry Bocquet mar-

(1) Le texte de la pétition est publié *in-extenso* par M. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 135-136.

(2) *Mémoires de M^{me} Roland*, t. 1, p. 169-179.

(3) *Mémoires de M^{me} Roland*, t. 2, p. 285.

chand faïencier dans la rue Saint-Martin. Il déclare que, s'étant rendu au Champ de Mars le dimanche 17 juillet, vers une heure après-midi, il aperçut « un homme de la taille de cinq pieds deux ou trois pouces, vêtu de l'uniforme de la garde nationale (c'était Peyre), lequel rédigeait une pétition; qu'après qu'elle fut rédigée, un particulier, portant les cheveux en rond, vêtu d'un habit violet, avec des boutons brodées en or et que le déposant a appris être le président du Club de la Société fraternelle, s'est avancé sur un des angles de l'autel de la patrie qui regarde le Gros Caillou et a fait lecture de ladite pétition » (1). Il est vrai qu'un autre témoin, Jean-Louis Pradier, semble bien désigner Robert. Il dit qu'il a vu, entre une et deux heures après-midi, « un homme assis sur l'autel de la patrie qui rédigeait ce qu'on lui a dit être une pétition; que cet homme était vêtu d'un habit bout de Paris, avec des boutons brodées en or, ayant les cheveux noirs coupés en rond et sans poudre, un chapeau rond; qu'il paraissait âgé d'environ 45 ans, figure assez pleine quoiqu'un peu plate, ayant à sa boutonnière un morceau de carton pendu à une petite ganse bleue sur le milieu duquel était gravée la forme d'un œil ouvert; que cet homme écrivait sur ses genoux, sur lesquels était posé un morceau de planche provenant, à ce qu'on dit au déposant, de l'une des marches qui avaient été percées le matin... » (2). Le signalement correspond évidemment à Robert. Mais celui-ci, né le 21 janvier 1763, avait alors vingt-huit ans, et il paraît difficile de le confondre avec un homme de quarante-cinq ans. Cependant Brissot, dans ses Mémoires, confirme l'assertion de M^{me} Roland : « Robert et Bonneville, dit-il, en composent une autre et ce fut celle-là qui fut signée sur l'autel de la patrie. » Michelet, qui croit y reconnaître le style d'une femme, suppose qu'elle a été dictée par M^{me} Robert (3).

M. Mathiez a longuement raconté le massacre du Champ de Mars dans son livre sur le Club des Cordeliers, et l'on n'y

(1) A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 259 et suiv.

(2) A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 252.

Michelet, *Histoire de la Révolution*, t. II, p. 348.

reviendra pas ici (1). Cette journée du dimanche 17 juillet fut bien, comme le dit M. Braesch, « la journée des clubistes ». C'est à tort toutefois qu'il s'étonne de l'absence de Dansard (2). Elle était fort naturelle : depuis quatre mois déjà, le maître d'école avait quitté la Société fraternelle des Jacobins pour fonder une nouvelle assemblée « décriée comme royaliste ».

Les Cordeliers trouvèrent le soir les portes du Musée fermées. Ils se réunirent deux jours plus tard, au nombre d'une douzaine seulement, à la salle Cirier, rue des Bouchevries Saint-Germain. Il leur fallut attendre le 26 pour reprendre le cours ordinaire de leurs séances (3). Les Sociétés populaires étaient aussi gravement compromises. Le 30 août, l'accusateur public, après avoir mis les Jacobins hors de cause, déclarait : « Que ne puis-je en dire autant du Club des Cordeliers, de celui des Indigents et de la Société fraternelle; mais les dépositions des témoins forcent de croire que ces sociétés ont eu beaucoup trop de part aux événements du 17. Elles ont été égarées sans doute, mais enfin elles ont failli et elles se sont précipitées dans des démarches qui ont jeté dans le plus grand péril la liberté, la Constitution et la chose publique (4). »

La Société fraternelle, dont deux pièces de canon défendaient l'entrée au soir du 17 juillet, dit l'*Ami du Peuple* (5), put se réunir assez rapidement. Afin de dégager sa responsabilité, elle mena elle-même une enquête sur les scènes du Champ de Mars. Les résultats de ses recherches ne sont connus que par le *Babillard* et on ne peut ajouter foi entière aux comptes-rendus pleins d'ironie qu'il en donne. Les frères, dit-il, ont trouvé le feu de la garde nationale trop rapide et trop brusque et ont jugé qu'il n'avait pas laissé le temps de décider s'il convenait ou non à des hommes libres de se soumettre (6). « La consternation était peinte sur tous les visages » ajoute-t-il. Les membres du bureau se cachaient

(1) A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 128 et suiv.

(2) Braesch, *Les Pétitions du Champ de Mars*, p. 58.

(3) *Journal du Club des Cordeliers*, n° IX, août 1791.

(4) A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 356 et suiv.

(5) *Ami du Peuple*, n° 513, du mardi 19 juillet 1791.

(6) *Babillard*, n° 38, du jeudi 21 juillet 1791.

et ne couchaient plus chez eux par crainte d'une arrestation. La Société, sans direction, avait nommé président par intérim, Pépin-Dégrouhette, qui allait assurer la défense des deux Richard, arrêtés à la suite du meurtre commis le matin du 17 juillet. Elle était inquiète. Le 19 au soir, un homme d'un certain âge, habillé de gris, s'étant introduit sans carte dans la salle des séances, fut immédiatement entouré par les commissaires qui lui demandèrent quel motif l'amenait et le conduisirent auprès du Président. Il déclara se nommer Singer et dit qu'il était domestique d'une demoiselle Chalard. Sa maîtresse, qui habitait au numéro 9 de la rue Saint-Roch-Poissonnière, avait fait une gageure et désirait savoir s'il y avait eu la veille une séance à la Société fraternelle. Pépin l'invita à se retirer; mais un frère le suivit discrètement et le vit entrer dans une maison de la rue Sainte-Anne où demeurait « M. Bithaubé, Prussien », traducteur d'Homère et membre de l'Académie de Berlin (1). La Société saisit cette occasion de se venger des accusations que l'on portait sans cesse contre elle et dont le *Babillard* du même jour se faisait l'écho (2). On prétendait que des agents de l'Angleterre étaient maîtres des clubs populaires et que les orateurs, qu'ils soudoyaient, entraînaient à la révolte un peuple ardent et crédule. Le 16 juillet, dit le *Mercure National*, le député Fréteau les avait accusés d'être composés d'un grand nombre d'étrangers, « la plupart banqueroutiers et tous perdus d'honneur et de réputation », qui « dirigeaient les mouvements, électrisaient les esprits, suscitaient les motions les plus incendiaires ». L'Assemblée fraternelle des Jacobins retourna l'accusation contre ses adversaires. Elle rendit responsable des troubles les émissaires de la cour de Prusse et décida de faire connaître au Comité des Recherches de la Constituante l'aventure de Singer.

Les séances étaient irrégulières et peu suivies; le 21, la salle ne fut ouverte qu'à huit heures et peu de personnes s'y

(1) A. N. D XXIX^b 36. Société fraternelle des patriotes de l'un et l'autre sexe, défenseurs de la Constitution, séante à la Bibliothèque des Jacobins Saint-Honoré. Extrait du procès-verbal de la séance du 19 juillet.

(2) *Babillard*, n° 36, du mardi 19 juillet 1791.

rendirent. On créa un comité pour découvrir huit honorables frères qui avaient disparu lors de l'affaire du Champ de Mars et on assura que sept à huit cents gardes du corps, réunis, selon toute apparence, pour prendre part à un mouvement contre-révolutionnaire, se cachaient à Paris sous l'uniforme national (1). Deux jours plus tard, quelques personnes à peine se trouvèrent dans la bibliothèque des Jacobins. Les sœurs proposèrent d'offrir aux Cordeliers de venir se joindre à la Société fraternelle. Cette mesure paraissait d'autant plus indiquée que le propriétaire de la salle du Musée, trouvant ses locataires trop compromettants, n'avait pas consenti à leur rouvrir ses portes. L'énergie du grand club qui effrayait cet homme paisible était au contraire de nature à apaiser l'émoi des sociétaires. Leur proposition n'eut d'ailleurs aucune suite (2). Le mercredi soir, 27 juillet, les inquiétudes des patriotes commencèrent enfin à se dissiper; ils n'osèrent cependant pas reprendre le cours accoutumé de leurs travaux. Pépin leur fit lire la *Bouche de Fer*, mais, contrairement aux usages, cette lecture ne fut suivie d'aucun commentaire. On se contenta d'applaudir à une communication du Club des Cordeliers annonçant que les lettres reçues des départements demandaient la convocation d'une nouvelle législature (3). Le 31, la Société nomma une commission épuratoire de vingt-quatre personnes et décida de soumettre à son contrôle les membres déjà reçus aussi bien que les candidats qui aspiraient à l'être (4).

Bien qu'il eût joué un rôle moins compromettant dans l'affaire du Champ de Mars, le Club des Halles jugea prudent de suspendre pendant quelques jours ses séances et le président plaça deux femmes à la porte de la salle pour en avertir les membres qui pourraient se présenter (5). Néanmoins quelques frères se réunirent chez une sœur « intrépide motionnaire », qui demeurait à côté de l'église Saint-

(1) *Babillard*, n° 39, du vendredi 22 juillet 1791.

(2) *Babillard*, n° 41, du dimanche 24 juillet 1791.

(3) *Babillard*, n° 46, du vendredi 29 juillet 1791.

(4) *Babillard*, n° 50, du mardi 2 août 1791.

(5) *Babillard*, n° 47, du samedi 30 juillet 1791.

Jacques-l'Hôpital et transportèrent chez elle les registres et la caisse. Mais, dès le 31 juillet, la Société s'installa dans l'église du Sépulcre. Elle en avait informé la Municipalité et son président avait recueilli les signatures nécessaires pour obtenir l'autorisation de l'Hôtel de Ville. Le *Babillard* écrivit à ce propos, le 29 juillet : « C'est décidément dimanche que l'ouverture de ce nouveau spectacle aura lieu. Les directeurs annoncent qu'ils n'ont rien négligé de ce qui peut instruire et amuser le public ; ils ont rassemblé une douzaine d'acteurs dont les talents mûris dans le silence étonneront tous les amateurs ; il y aura aussi une centaine d'automates de grandeur naturelle qui battront des mains et même pourront, moyennant un certain geste, se lever et s'asseoir avec une précision peu commune. C'est principalement par le jeu des machines patriotiques que les entrepreneurs se flattent de produire les effets les plus frappants. »

S'il faut en croire les déclarations d'un de ses membres, le Club des Indigents était pareillement en sommeil. « Il n'y a pas eu de séances depuis mardi dernier, dit-il, et encore n'étions-nous que sept, tant mâles que femelles, et tous passablement effrayés (1). » On racontait que le président Vachard était décrété, mais le zèle des sociétaires n'en était pas échauffé.

L'*Ami du Peuple* avait été saisi et ses presses brisées. L'*Orateur du Peuple* ne paraissait plus. Le bruit courait que Camille Desmoulins était parti pour Marseille et les *Révolutions de France et de Brabant* étaient interrompues. La *Bouche de Fer* parut pour la dernière fois le 25 juillet. Le 20, sur l'ordre du Comité des Recherches de l'Assemblée nationale, qui avait fait arrêter la veille neuf étrangers, parmi lesquels se trouvaient Rotondo, le Juif Ephraïm et Etta Palm d'Aelders, des perquisitions furent entreprises à l'imprimerie de Marat. La propriétaire, Anne-Félicité Colomb, le typographe Redelé et un rédacteur du *Journal des Jacobins*, qui habitaient la même maison, furent arrêtés. Les policiers se rendirent ensuite chez Legendre, rue des Boucheries Saint-Germain, mais trouvèrent porte close :

(1) *Babillard*, n° 41, du dimanche 24 juillet 1791.

le maître du lieu était à Mantes. Le 21, Buirette de Verrières, accusé d'avoir collaboré à l'*Ami du Peuple* et au journal de Fréron, fut incarcéré. Le 22, pour tenir la balance égale, on procéda à l'arrestation de quelques journalistes de droite.

A la suite de l'information secrète, l'accusateur public, Bernard, avait réclamé quinze décrets de prise de corps et six d'ajournement personnel (1). Le Tribunal du sixième arrondissement, par jugement en date du 8 août, ne satisfait pas entièrement à ses demandes. Il mit hors de cause un certain nombre d'inculpés et en retint seulement onze : Brune, Buirette de Verrières, Legendre, Santerre, Tissier, Saint-Félix, Richard l'aîné, Barthes, Sainties, Camille Desmoulins, Momoro, plus trois quidams, dont l'un, « de la taille de 5 pieds 1 ou 2 pouces, fort gros, portant les cheveux en rond, vêtu d'un habit violet en boüe de Paris, avec des boutonnières brodées en or, étant ou ayant été président de la Société fraternelle des 2 sexes », était manifestement François Robert. Le chevalier de la Rivière était ajourné à comparoir en personne. Brune, Momoro et Saint-Félix furent arrêtés dans la nuit du 9 au 10; Camille Desmoulins et Santerre s'échappèrent comme Legendre; les autres étaient déjà sous les verrous. On ne manqua pas de dire que ces poursuites étaient maladroites et qu'il eût été plus sage et plus prudent de pardonner (2).

Les démocrates reprirent assez vite courage. Le Cordelier Labenette continua le journal de Momoro sous le titre nouveau de *Journal des Droits de l'Homme*, dont le numéro 1 parut le 28 juillet. Le 8 août, Camille Desmoulins recommença la publication des *Révolutions de France et de Brabant*. Le 1^{er} août, les sociétés populaires firent paraître dans l'*Ami du Peuple* un exposé de leurs principes (3). Elles avaient retrouvé toute leur audace et proclamaient haute-

(1) Voir A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 284. Bernard demandait l'arrestation de Robert qu'il nommait, tandis que le Tribunal donna seulement son signalement sans prononcer son nom.

(2) *Arrestation nocturne de plusieurs membres du Club des Cordeliers par la cavalerie et l'infanterie nationale parisienne, et leur emprisonnement comme moteurs de l'assemblée inconstitutionnelle faite au Champ de Mars, le 17 juillet 1791*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.204.

(3) *Ami du Peuple*, n° 526, du lundi 1^{er} août 1791.

ment que « le soulèvement général et l'insurrection du peuple » ne méritaient nullement le nom de rébellion. « C'est le peuple par qui et pour qui les magistrats sont établis qui peut seul juger s'ils remplissent leur devoir ou non. Que ceux qui n'adopteront point ces maximes ou qui trahiront leur serment, soient traités en tyrans et poignardés par les bons patriotes. »

Le 4 août, le Club des Cordeliers, dans une Adresse aux Français, se justifia publiquement des torts qu'on lui attribuait et fit l'éloge des sociétés populaires dont les membres, dénoncés comme factieux, avaient été voués au massacre et à la proscription (1). Les Indigents firent imprimer une apologie qu'ils vinrent lire aux Jacobins, pendant leur séance du 29 juillet (2). Vachard y opposait les hommes vertueux, amis de la liberté, qui composaient les assemblées populaires, aux êtres corrompus qui avaient la « bassesse de méconnaître leurs devoirs ». On peut juger, par ce qui suit, de la grandiloquence et de l'amertume de ce morceau : « Qu'ils fuyent les lâches!... Semblables à l'écume d'une mer orageuse qui vient infecter les rochers qui l'environnent, c'est ainsi que l'océan se purge du poison qui trouble la pureté de ses eaux. Le calme renaît et ne laisse plus voir à l'humanité qu'une onde pure, l'ouvrage d'un Dieu et l'image de la Constitution, à laquelle nous sommes tous attachés.

« Peuple français, c'est donc pour ton bonheur que nous bravons la tempête! C'est pour toi que le nom de factieux est une récompense honorable pour nous! Oui, nous sommes les factieux de la faction d'un peuple contre les tyrans!... La liste civile, l'ambition, ni l'orgueil des vains titres n'ont point flétri ceux qui ont juré de te défendre au péril de leur vie. Que les esclaves s'avancent avec leurs poignards : nos poitrines n'auront d'autre plastron que l'honneur et le courage de dire la vérité.

(1) Voir A. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 161-162.

(2) *Journal des Débats de la Société des Amis de la Constitution*, séance du 29 juillet 1791. *Journal des Droits de l'Homme*, n° 12, du lundi 8 août. L'adresse des Indigents est publiée *in-extenso* dans le *Club des Cordeliers* de M. Mathiez, p. 167-168. Elle porte la signature du président Vachard.

« Incorruptible Péthion et toi, Roberspierre, ainsi que ceux qui parcourent la même carrière, continuez de supporter les coups que vous a attirés votre patriotisme. Le Français, las enfin du bandeau qui le lui cache, l'arrachera et, le mettant en pièce, connaîtra ses vrais défenseurs : tous les cœurs réunis par un même intérêt serviront d'asyle à la vertu; vingt millions d'êtres pensants pleureront sur leur aveuglement; l'astre de la liberté leur fera connaître leurs amis; et les bas-valets rempans dans la fange des complots échoués, accablés de nos mépris, iront gorgés d'or (puisque ce métal est leur Dieu), traîner leur misérable existence chez des peuples qui les verront bientôt comme les fléaux de l'humanité. »

Les Clubs populaires, ainsi remontés, protestèrent contre les illégalités commises à l'égard des prévenus. Pépin-Dégrouhette les dénonça, le 22 août, au nom de la Société fraternelle des Jacobins, dans une lettre ouverte au ministre de la Justice (1). Il rappela, qu'au mépris des prescriptions légales, les détenus étaient restés vingt-cinq et trente jours sans être interrogés; qu'on les avait empêchés de voir leurs conseils, leurs parents et leurs amis et qu'on avait même refusé de leur remettre les sommes qui leur avaient été adressées.

La Société fraternelle de Sainte-Geneviève, siégeant aux Carmes de la place Maubert, invita le Corps électoral à s'informer des motifs de la détention des citoyens arrêtés lors de l'affaire du Champ de Mars et le pria de réclamer leur mise en liberté (2).

Le 21 août, la Société fraternelle des Jacobins avait envoyé vingt-quatre livres tournois à titre de prêt à l'un des accusés, Buirette-Verrières. Quatre jours plus tard, elle vint solliciter la pitié des Amis de la Constitution en faveur des patriotes détenus à la Conciergerie. Les Jacobins, guidés sans doute par le désir de ne pas compromettre leur club, promirent seulement de « faire individuellement » ce que

(1) *Ami des Citoyens*, journal fraternel, par Tallien, n° 5, du 28 août 1791. La lettre de Pépin-Dégrouhette parut également dans le *Patriote français* du 25 août et dans le *Journal des Droits de l'Homme* du 27.

(2) A. N. B¹ 11, séance du jeudi 25 août 1791.

leur patriotisme leur commanderait » (1). Le 12 septembre, la Société fraternelle revint à la charge. Elle apprit aux Amis de la Constitution qu'elle avait nommé des commissaires pour aller visiter les prisonniers et qu'elle avait subvenu à leurs premiers besoins; mais, en raison de ses faibles ressources, les secours dont elle avait pu disposer étaient insuffisants et elle faisait de nouveau appel à la générosité des Jacobins (2).

Les prisonniers eux-mêmes protestaient, se plaignaient des retards apportés à leur interrogatoire et s'adressaient à l'Assemblée nationale. Ils obtinrent en partie satisfaction. Le 31 août, par ordonnance du Tribunal, Brune fut relâché; les décrets de prise de corps rendus contre Momoro, Tissier, Santerre et Desmoulins furent transformés en décrets d'ajournement personnel. Le chevalier de La Rivière fut seulement assigné pour être ouï. Mais le « quidam » qui présidait, le soir du 16 juillet, le Club des Indigents et qui avait proposé aux assistants de se munir de sable et de cailloux pour désarmer le lendemain les gardes nationales, devait être « pris et appréhendé au corps ».

Le Tribunal et plus encore l'accusateur public étaient en butte aux attaques incessantes des journalistes patriotes. Les autorités ne les soutenaient que fort mal et le commissaire du roi près le Tribunal du sixième arrondissement en était réduit à se justifier auprès du ministre de la Justice. L'Assemblée elle-même se montrait indulgente. Elle était satisfaite de l'acceptation de la Constitution par le roi et elle craignait, si l'affaire était jugée, un acquittement qui l'eût couverte de ridicule. Elle préparait une amnistie; mais elle attendait pour la proclamer que les élections fussent terminées ou du moins assez avancées. Elle espérait ainsi que les factieux intimidés n'oseraient pas se montrer aux assemblées électorales. Le 14 septembre, elle se décida enfin à la voter et remit au lendemain les dispositions à prendre pour arrêter les procédures criminelles.

(1) *Journal des débats de la Société des Amis de la Constitution*, séance du 25 août 1791.

(2) *L'Orateur du Peuple*, t. VIII, n° 2, publie seulement une partie du discours de Beaumier, président de la Société fraternelle. Il est reproduit *in extenso* dans le *Patriote français*, n° 768, du samedi 17 septembre.

A ce moment, toutes les sociétés populaires avaient repris leur activité. Depuis quelques jours déjà, le Comité central, qui avait interrompu ses séances le 17 juillet, se réunissait de nouveau. Un membre des Cordeliers vint annoncer à la Société fraternelle des Jacobins que quatre députés des Amis des Droits de l'Homme s'y étaient rendus, et il lui proposa de nommer à son tour des représentants. Elle le fit sans tarder (1).

L'affaire du Champ de Mars devait laisser aux patriotes des souvenirs pénibles et de durables rancunes (2). Au mois de novembre, à la veille de l'élection d'un maire, la Société fraternelle des Jacobins, que l'amnistie n'avait pas désarmée, lança en faveur de Pétion et contre La Fayette, une adresse aux Citoyens de Paris, où l'on pouvait relever, au milieu de plusieurs autres, cette phrase significative : « Cependant toutes les factions s'agitent pour y porter leurs coryphées ! Déjà l'on désigne des hommes dont le nom rappelle des souvenirs d'horreur et ne présage que des désastres (3). »

(1) *Babillard*, n° 90, du dimanche 11 septembre 1791.

(2) Certains des accusés, dit M. Mathiez (*Club des Cordeliers*, p. 225), repoussèrent une amnistie « qui les mettait dans l'impossibilité de prouver leur innocence et d'étaler au grand jour de l'opinion tout l'odieux des poursuites. Ils demandèrent à l'Assemblée, par une pétition qu'ils rendirent publique, des indemnités en réparation des préjudices que leur avait causé une arrestation arbitraire » (*Pétition à l'Assemblée nationale*, signée Momoro, premier imprimeur de la liberté nationale, électeur du Département de Paris, s. l. n. d., in-8°, B. N. Ln²⁷ 14.429, B. V. P. Dossier Cordeliers).

(3) *Ami des Citoyens*, n° du 12 novembre 1791.

CHAPITRE IX

LES SOCIÉTÉS POPULAIRES ET LA FIN DE LA CONSTITUANTE

I. — LES ÉLECTIONS A LA LÉGISLATIVE.

Quand l'Assemblée nationale vota l'amnistie générale, les élections à la Législative étaient déjà commencées. Elles avaient été retardées par les événements qui, depuis la fuite du roi, avaient ému la population parisienne. Le 7 juin 1791, l'ordre de convocation des assemblées primaires avait été lu par les crieurs publics dans les rues de la ville et affiché dans les quarante-huit sections (1). Elles tinrent leur première séance dans la matinée du vendredi 16. Les Clubs populaires, composés en grande majorité de citoyens passifs, n'étaient pas directement intéressés aux opérations électorales. Seule, la Société patriotique de la Bibliothèque n'avait cessé de participer depuis sa formation aux divers votes qui avaient eu lieu dans la section où elle siégeait. Elle préparait par un scrutin préalable la nomination des officiers de cette section et astreignait ses membres à donner leurs voix aux candidats qu'elle avait décidé de soutenir (2). Malgré l'insuccès qu'elle avait essuyé au mois de novembre 1790, lors de l'élection du juge de paix, M. de Lorme (3), son intervention n'était pas négligeable, car sa

(1) Les assemblées primaires avaient été convoquées par le décret des 27 et 28 mai, sanctionné le 29 par le roi. Elles devaient procéder au choix des électeurs chargés de nommer les députés à la prochaine législature et les hauts jurés et de renouveler la moitié des administrateurs de département et de district.

(2) Voir I. Bourdin, *La Société patriotique de la Section de la Bibliothèque* (26 août 1790-25 floréal an II).

(3) Voir même ouvrage.

composition s'éloignait assez de celle des autres sociétés populaires et elle comptait dans ses rangs, non seulement un nombre très important de citoyens actifs, mais encore la plupart des électeurs de la Bibliothèque (1).

La tâche qui incombait aux assemblées primaires était, cette fois, particulièrement lourde de conséquences car les élections à la nouvelle législature dépendaient des choix qu'elles allaient faire. Les démocrates essayèrent d'y intéresser le petit peuple de Paris. Le 8 juin 1791, Lanthenas, dans un long article qui fut publié par le *Mercure National* (2), engagea les clubs populaires à réunir le plus grand nombre possible de citoyens pour leur expliquer l'importance des scrutins auxquels on allait procéder et permettre à ceux que la loi éloignait des assemblées primaires de prendre part, au moins indirectement, à leurs travaux. Il leur demanda d'examiner la conduite et le mérite des candidats, d'organiser des votes épuratoires et d'en publier les résultats afin d'éclairer les hommes timides ou ignorants. « Toutes les sociétés particulières, dit-il, surveilleront qu'il n'y ait aucune cabale parmi les électeurs d'aucune espèce et, aux premiers indices, ils les dénonceront au tribunal du public. Si, malgré cette surveillance, il se commet des irrégularités répréhensibles, ces mêmes sociétés les dénonceront et les poursuivront devant qui de droit, avec le courage et la constance dignes de leur patriotisme. »

Ces conseils trouvèrent un écho dans le Club de la rue de la Michodière, mieux préparé que les autres à cette tâche. Le *Babillard* du 16 juin raconte qu'on y procéda à un scru-

(1) Parmi les quatorze électeurs de la section de la Bibliothèque, en 1790, on trouve les noms de Guynement de Kéralio, Jean-Baptiste de Bry, Louis-Lézin Milly, Brissot, Kersaint, Étienne Clavière, Jean-Louis Carra, Pierre-Éléonor Bacon, Jean-Baptiste Le Fèvre, Claude Conty, Jean-Baptiste André, tous membres de la Société de la Bibliothèque à laquelle ils rendaient journellement compte des opérations de l'Assemblée électorale. En 1791 également, la plupart des électeurs de la section firent partie du club de la rue de la Michodière; de Bry, Brissot, André, Clavière, Kersaint, Milly avaient été réélus : c'était une proportion élevée, car sur les neuf cent soixante-quatre membres qui composaient la nouvelle assemblée électorale, trois cent quatre-vingt-cinq seulement avaient appartenu à celle de 1790.

(2) *Mercure National* n° L du dimanche 5 juin 1791 « Moyen de faire de bonnes élections, proposé par le citoyen Lanthenas. »

tin épuratoire pour l'examen des candidats électeurs qui se présentaient aux suffrages des assemblées primaires. Parmi eux se trouvaient Brissot et le comte d'Estaing, dont les noms ne furent pas accueillis sans murmures. Brissot réussit à vaincre les hésitations de la Société, mais d'Estaing fut moins heureux. On lui reprocha ses liaisons avec Calonne et ses intrigues pour parvenir au maréchalat. Le perruquier Thomé prit sa défense; mais il avait des accointances avec le ci-devant comte et ce témoignage suspect ne fut d'aucun secours à celui-ci.

Cette initiative donna naturellement lieu à quelques critiques. On accusa la Société de la section de la Bibliothèque de vouloir exclure, par ce vote préalable, tous les candidats qui ne faisaient pas partie de sa clientèle. Elle répondit à ces attaques en faisant imprimer, le 15 juin, une déclaration que signèrent quatre-vingt-treize sociétaires. Elle reconnut qu'elle procédait à un scrutin épuratoire pour les candidats électeurs, mais assura qu'elle les choisissait tant dans son sein « que parmi tout citoyen actif de la section » et que ses membres restaient toujours libres de voter pour qui leur plaisait (1).

L'intervention du Club de la rue de la Michodière se manifesta d'une façon évidente dans le chiffre des citoyens actifs qui participèrent aux travaux de l'assemblée primaire de la section. Ils vinrent aux séances au nombre de trois cent vingt à trois cent soixante-sept, sur mille cinq cent dix-sept inscrits. Cette proportion paraît faible; elle fut cependant la plus élevée de la capitale où les abstentions atteignirent en général quatre-vingt-dix pour cent. La besogne préparatoire que le club avait entreprise eut une autre conséquence : elle permit à l'assemblée de s'acquitter très rapidement de sa tâche. Dès le 20 juin, elle avait fait choix de tous ses électeurs, alors que dans certaines sections les opérations de vote, interrompues il est vrai pendant quelques jours au moment de la fuite du roi, se prolongèrent jusqu'au mois de juillet.

(1) *Déclaration de la Société patriotique de la section de la Bibliothèque, du 15 juin 1791*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 860. La déclaration est du 15 juin, mais la résolution dont elle fait état était antérieure de quelques jours.

Le 24 juin, sur la proposition de Chapelier, la Constituante avait décidé, en raison des circonstances, mais au vif mécontentement des patriotes, d'ajourner la réunion de l'Assemblée électorale. Elle ne sortit de cette expectative que le 5 août et convoqua les électeurs pour la fin du mois. Ils procédèrent, le 26, à la vérification des pouvoirs; puis, le 27, après avoir entendu à Notre-Dame une messe qui fut célébrée par Gobel, ils commencèrent leurs travaux. Ils se réunissaient dans une des salles de l'évêché métropolitain que le prélat constitutionnel avait mise à leur disposition. On n'avait pas encore liquidé les dernières conséquences de l'affaire du Champ de Mars, et quelques-uns des représentants de la section du Théâtre-Français, qui n'avaient pu échapper aux griffes de la justice, étaient absents (1). L'Assemblée nationale espérait que les factieux, encore intimidés, ne se montreraient pas et elle pensait que cette abstention aurait d'heureuses conséquences. Son attente fut déçue. Les démocrates avaient repris courage et ils apportèrent aux opérations électorales, malgré leur longueur, une ardeur qui ne se démentit pas. Les Sociétés populaires ne cessèrent d'intervenir. Le Club de la Bibliothèque soutint, avec une persévérance obstinée, la candidature fort contestée de Brissot. Il démentit les bruits qui couraient sur le journaliste et vit ses efforts récompensés. Les suffrages des électeurs patriotes dédommagèrent Brissot des attaques du *Babillard* et de la feuille de Théveneau Morande.

Jusqu'au 13 septembre, les députations des Sociétés fraternelles se succédèrent auprès de l'Assemblée électorale. Elles devinrent ensuite plus rares. Cela s'explique aisément. Au début du mois, les clubs populaires étaient peut-être moins poussés par l'intérêt qu'ils prenaient aux opérations des électeurs, que par le désir d'obtenir leur intervention en faveur des patriotes détenus depuis l'affaire du Champ

(1) Comme dans la section de la Bibliothèque, la plupart des électeurs de la section du Théâtre-Français appartenaient à la Société des Cordeliers. Sergent, Danton, Garran de Coulon, avaient été élus le 20 juin 1791; Boucher Saint-Sauveur, Lawalle l'Écuyer, Callières de l'Étang, le 30; Brune, Momoro, Camille Desmoulins, Fournier l'Américain, Fréron, Bonneville, etc... le 2 juillet.

de Mars. Ils pensaient les convaincre d'autant plus facilement que certains d'entre eux étaient au nombre des victimes de la « petite terreur bourgeoise ». « Vous n'êtes point ici un corps entier, dit une de leurs adresses, une partie de vous-même vous manque; elle est opprimée et elle semble menacée d'être flétrie. » Ce souci inspirait, le 29 août, les envoyés des Sociétés de l'Égalité, des Indigents, des Cordeliers, des Nomophiles et ceux de la Société fraternelle des Jacobins, qui vinrent donner lecture à l'Assemblée électorale d'une adresse rédigée par Baumier (1). Il animait, le 30, les commissaires de la Société fraternelle de Sainte-Geneviève et ceux des Ennemis du Despotisme. Ces derniers arrivaient porteurs d'une adresse dont le pittoresque ne le cède guère à l'orthographe (2) :

« Nous sommes envoyé de vert vous pour vous présentant le vœux de notre société, sur la nomination que vous avez faite de nos législateurs. C'est de ces nomination que vous dépendez de bonheur de la patrie ou l'anéantissement de la

(1) A. N. B¹ 11, *Adresse à l'Assemblée électorale pour l'inviter à faire de bons choix à la prochaine législature et à prendre en mains la défense de ses membres opprimés*. Un exemplaire imprimé, 4 p. in-8°, se trouve à la Bibliothèque de la Ville de Paris, 10.072. Le *Journal des Clubs ou Sociétés patriotiques* (n° 45, du 9 septembre) et le *Thermomètre du Jour* (n° 29, du jeudi 8 septembre) reproduisent de courts passages de cette adresse, qu'ils attribuent seulement à la Société fraternelle des Jacobins, désignée dans le manuscrit sous le nom de Société de la Fraternité. Parmi les signataires, dont M. Charavay n'a pas publié les noms, se trouvent : Tombe, Pépin-Dégrouhette, Beaumier, commissaire-rédacteur, Noël, Maubant, Sadoux fils, commissaires de la Société fraternelle; Rutledge et Mathieu, commissaires des Amis des Droits de l'Homme et du Citoyen; Royot, citoyen actif de la Section de la place Royale, pour la Société des Nomophiles; Angonin, citoyen actif, commissaire au nom de la Société des Indigents, Amis de la Constitution; Fournier, Delavanne, commissaires du Club de l'Égalité; J.-L. Chevalier, citoyen actif éligible, section des Arcis, « commissaire nommée au nom de la Société fraternelle des Halles, Défenseurs de la Liberté »; Guillemet, commissaire de ladite Société, etc...

(2) A. N. B¹ 11, Charavay, *Assemblée électorale de Paris, 1791-1792*; 5^e séance, mercredi 30 août 1791, p. 117-118. Sur le manuscrit, l'adresse est suivie d'un extrait du procès-verbal : « La Société des Amis des droits de l'Homme et des ennemis du despotisme légalement assemblée a arrêté unanimement qu'il serait nommé quatre commissaires à l'effet de porter une pétition à l'Assemblée électorale... Fait et conforme à l'original ce 29 juillet 1791, séance tenante en leur sal ordinaire, section de Montreuil, faubourg Saint-Antoine. Vasin, président; F.-L. Fournerot, secrétaire. »

liberté, que cette tâche est pénible, mais aussi qu'elle vous attirera de gloire si nos vœux sont exaucés!

« Vous ne perdez surement pas de vue ces citoyens que leur patriotisme a fait poursuivre comme criminelle, et de quelle vous êtes privé pour seconder vos efforts. Il vous reste des moyens bien sur de venger leur malheur... Vous savez sûrement que l'hypocrisie se présente sous toute forme, mais votre sagesse vous garantira (nous l'espérons) de ce qui pourrait résulter de cette transfiguration.

« Enfin chers concitoyens nous adressons des vœux au ciel pour qu'il éclaire vos choix du flambeau de la sagesse, pour que vous puissiez distinguer le bon grain de l'ivraie qui se présente sous la même forme. Sela faisant, nous aurons la liberté, nous vivrons en paix, c'est le délice des dieux. »

Quand l'Assemblée nationale eut voté, le 14 septembre, l'amnistie générale, les Sociétés populaires furent délivrées de ces préoccupations. Elles ne s'étaient d'ailleurs pas désintéressées des choix faits par les électeurs et n'avaient cessé de leur rappeler la « sainteté de leurs devoirs ». Le 3 septembre, les Amis de la Liberté de la Croix-Rouge vinrent les supplier de ne pas trahir la confiance du peuple (1). Quelques jours plus tard, la Société des Amis de l'Égalité invita le Club des Halles à joindre ses efforts aux siens pour obtenir la publicité des séances du corps électoral (2). « Les ambassadeurs, dit le *Babillard*, ont appuyé leur demande sur la nécessité d'en imposer à la cabale qui déjoue la tactique des patriotes de cette assemblée. » Mais, de ce fait encore, on s'explique que les interventions des sociétés populaires soient devenues plus rares dans la deuxième moitié du mois de septembre, ou qu'il n'en soit pas demeuré de traces, car elles ne se produisirent plus qu'auprès d'une fraction du corps électoral et cessèrent d'être officiellement constatées par les procès-verbaux.

Les électeurs avaient pris l'habitude de se réunir le soir

(1) Charavay, *Assemblée électorale*, 1791-1792, 9^e séance, samedi 3 septembre 1791, p. 155-156. Voir *Adresse de la Société des Amis de la Liberté, séante à la Croix-Rouge, à MM. les Électeurs du Département de Paris*, A. N. AD XVI 67.

(2) *Babillard*, n^o 92, du mardi 13 septembre 1791.

dans la salle de l'Évêché pour examiner ensemble les titres et les mérites des candidats à la députation. Mais ces assemblées ne furent pas toujours très paisibles, et certains des électeurs, mécontents de la violence des discussions, de l'empire exercé par quelques personnes, ne tardèrent pas à s'en écarter. L'élection de Brissot vint aggraver cette scission. Les éléments modérés du Corps électoral l'accueillirent assez mal et furent outrés de la joie manifestée par les patriotes. Ils décidèrent de former désormais un groupe distinct et de ne plus assister aux réunions du soir à l'Évêché. Ils s'assemblèrent, de leur côté, dans la Cour du Palais, chez l'imprimeur Prault. Ils n'y restèrent d'ailleurs que peu de temps et se transportèrent très vite chez M. de la Rivière, juge de paix de la section de Henri IV, puis, à partir du 22 septembre, dans la Sainte-Chapelle, qu'ils occupèrent quand la section, ou son bataillon, ne s'y réunissaient pas. Ils montaient, dans le cas contraire, chez M. de la Rivière. Ils discutèrent à huis clos et résolurent de n'admettre que des gens d'esprit calme et d'écarter soigneusement les têtes chaudes et les patriotes trop ardents. Ceux-ci, au nombre de cent à cent cinquante environ, continuèrent à se rendre à l'Évêché comme par le passé (1). La rivalité des deux clubs fut vive; mais les habitués de la Sainte-Chapelle, très supérieurs en nombre, se montrèrent moins agressifs que leurs adversaires qui étaient, il est vrai, soutenus par le petit peuple de Paris et la clientèle des Sociétés populaires.

(1) L'adresse des « Électeurs formant la Société en l'Évêché à leurs commettants, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.428 (Charavay, *Assemblée électorale 1791-1792*, p. 512 et suiv.) porte cent quarante et une signatures. L'Adresse d'une partie des Électeurs de Paris réunis en club en l'Évêché à leurs concitoyens, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.368 (Charavay, *Assemblée électorale, 1791-1792*, p. 514 et suiv.) en contient cent dix-huit. Nau-Deville, dans son *Compte-rendu des séances électorales de 1791 et de la division du Corps électoral en deux sociétés, sous les noms de Club de l'Évêché, Club de la Sainte-Chapelle, mode d'élection en France et en Angleterre, liste des électeurs du Club de la Sainte-Chapelle, par un électeur de 1791*, Paris, 1791, in-8°, 44 p., B. V; P. 10.072 (Charavay, *Assemblée électorale 1791-1792*, p. 520 et suiv.) indique que le Club de l'Évêché se composait d'une centaine de personnes environ. Parmi elles se trouvaient Osselin, de la Girardièrre, Bonenfant, Santerre, Sergent, Clavière, etc... Dansard et Milly faisaient, au contraire, partie du Club de la Sainte-Chapelle.

C'est après l'élection de Brissot, le 14 septembre, dit M. Charavay, que se produisit la scission. S'il faut en croire Nau-Deville la première séance chez l'imprimeur Proult eut lieu seulement le 19 septembre. Cependant, depuis plusieurs jours déjà, les éléments modérés de l'Assemblée électorale avaient dû cesser de paraître le soir aux réunions de l'Évêché. En effet, dès le 13 septembre, les membres du Comité central des Sociétés patriotiques et fraternelles de Paris, sur la proposition des Cordeliers, avaient demandé au Club des Électeurs patriotes, « comme un acte de fraternité, une preuve d'amour et de confiance », un nombre assez considérable de cartes d'entrée à ses séances et l'autorisation d'y prendre la parole (1). Le Club de l'Évêché fit mieux encore, il décida que ses réunions seraient publiques et reprocha amèrement à la Société de la Sainte-Chapelle ses délibérations à huis clos (2). Il vécut en plein accord avec les assemblées populaires. Le 25 septembre, la Société fraternelle des Jacobins vint lui offrir l'hommage de sa « reconnaissance » et de son « admiration » (3). Elle déplora la

(1) En réalité, le texte de cette adresse qui porte la date du 13 septembre, devait être soumis à l'approbation de chacune des sociétés populaires avant d'être définitivement arrêté dans l'Assemblée générale du Comité central convoquée pour le samedi 17. On ne sait ce qu'il advint de cette adresse dont un manuscrit se trouve à la Bibliothèque nationale (Nelles acq. fr. 2.664, fol. 68 et suiv.).

(2) Nau-Deville, dans son compte-rendu, s'élève contre ce reproche. Il dit que la Sainte-Chapelle n'était nullement préparée à recevoir un nombreux public, de plus que les assemblées de la section et du bataillon obligeaient souvent les électeurs à se réunir chez M. de la Rivière, dont le salon ne pouvait les recevoir tous. Comment, dans ces conditions, admettre des étrangers? Il ajoute d'ailleurs que la discussion des candidats pouvait entraîner des conséquences fâcheuses pour leur réputation et pour leur crédit et ne devait pas être publique.

(3) *Adresse de la Société fraternelle, séante à la Bibliothèque des Jacobins, à MM. les Électeurs qui sont restés fidèles aux principes de l'Unité sociale et politique*, Paris, 1791, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 854. La Société reconnaît elle-même l'infériorité numérique du Club de l'Évêché, puisqu'elle s'adresse « au petit nombre des citoyens restés fidèles ». Elle attaque avec violence les électeurs de la Sainte-Chapelle. « Ceux qui fuyent les lumières de tous, dit-elle, qui s'isolent, qui se séparent de l'intérêt général, en sont évidemment les ennemis et, sous ce rapport, ils sont déjà gravement coupables. Ils le deviennent bien davantage encore si, pour se rendre inaccessibles aux lumières communes, si, pour repousser leurs collègues d'au milieu d'eux, ils emploient des moyens malhonnêtes et clandestins, en discutant les candidats à huis clos, loin de tous les regards et au sein des ténèbres. » La Société fraternelle constate que

scission qui avait jeté, dit-elle, « la consternation dans l'âme de tous les citoyens » et l'attribua aux manœuvres des aristocrates et des ministériels. Elle déclara que les habitués de la Sainte-Chapelle outrageaient le peuple qui les avait nommés en refusant de se joindre aux électeurs patriotes et proposa de déclarer nulles les élections faites depuis le 14 septembre. Il est vrai que, vingt-quatre heures plus tard, elle aurait sans doute hésité à demander une mesure aussi radicale, car, le 26, la nomination de Condorcet vint mettre en joie tous les hommes de gauche. On approchait d'ailleurs de la fin. Le 28, l'Assemblée élut le vingt-quatrième et dernier député, puis, du 29 septembre au 7 octobre, elle procéda au choix des huit députés suppléants. Quelques jours plus tôt, le 30 septembre, la Constituante avait tenu sa dernière séance.

II. — L'ACCEPTATION DE LA CONSTITUTION.

L'acceptation de la Constitution par le roi avait amené une courte période d'accalmie. Louis XVI n'aurait pu, sans danger, refuser son accord. Lameth, Barnave et Duport triomphèrent de ses hésitations en lui représentant les résultats heureux de la révision à laquelle l'acte constitutionnel avait été soumis après le retour de Varennes. Le prestige et l'autorité du roi étaient rétablis, le pouvoir exécutif fortifié; les ministres avaient désormais le droit d'entrer au Corps législatif. On avait dû, il est vrai, renoncer pour l'avenir au marc d'agent, mais les conditions de l'électorat avaient été aggravées (1).

Le 13 septembre, l'Assemblée fut informée de la décision du roi par une lettre dont la lecture provoqua un grand enthousiasme. « Il serait difficile, dit le *Journal Général de l'Europe*, de peindre la joie, les applaudissemens réitérés,

les avances faites par les électeurs de l'Évêché à leurs collègues ont été constamment repoussées. Son adresse offre un parallélisme évident avec celle que les Électeurs de l'Évêché rédigèrent le même jour, 25 septembre 1791, pour leurs commettants. Toutes deux contiennent les mêmes affirmations et demandent la nullité des élections faites depuis la séparation des deux sociétés.

(1) Cf. Sagnac, *Histoire de France contemporaine*, t. 1, p. 320 et suiv.

les cris mille fois répétés qui ont retenti dans tous les coins de la salle et des tribunes (1). » Le 14, Louis XVI vint au Manège prêter serment et des salves d'artillerie l'annoncèrent à Paris et à la France. « Les aristocrates sont dans un abattement, une consternation aussi difficile à peindre que la joie pure des bons Français (2). » Le soir il y eut une illumination générale. Le 15 septembre au matin, des dames de la Halle remirent au roi une branche de laurier attachée avec une cocarde tricolore et un bouquet de fleurs à Marie-Antoinette (3). Le 18, la Constitution fut solennellement proclamée en quatre endroits différents de la ville, au Carrousel, place Vendôme, sur le perron de l'Hôtel de Ville et au Champ de Mars. Paris était en fête; on dansait aux carrefours et, afin d'éviter tout accident, Bailly avait arrêté la circulation des voitures de huit heures du matin à onze heures du soir (4). On lança un aérostat aux Champs Elysées et la troupe de Molière vint jouer des pièces patriotiques sur la place de la Bastille où Palloy avait dressé un théâtre de verdure qu'il transforma le lendemain en salle de bal (5). Le soir, Louis XVI fit illuminer les Tuileries et les Champs Elysées; des guirlandes de feu réunissaient tous les arbres depuis la place Louis XV jusqu'au « lieu dit Étoile ». Mais la pluie qui commença à tomber à huit heures troubla les réjouissances populaires. La joie était grande; le

(1) *Journal Général de l'Europe*, n° 86, du mercredi 14 septembre 1791.

(2) *Journal Général de l'Europe*, n° 87, du jeudi 15 septembre 1791.

(3) *Thermomètre du Jour*, n° 37, du vendredi 16 septembre 1791.

(4) *Moniteur universel*, n° 261, du dimanche 18 septembre. Seules les voitures des postes, de nettolement et d'approvisionnement avaient été autorisées à circuler. La municipalité avait également interdit le passage de la rivière en batelets et les promenades à cheval. Le 25 septembre on se contenta d'arrêter la circulation dans la soirée aux Champs-Élysées, le long de la rue Saint-Honoré et des boulevards (A. N. AF¹¹ 48).

(5) Le *Courrier des quatre-vingt-trois départements* prétend que le peuple hua les acteurs qui durent s'interrompre. Cependant le *Moniteur universel* déclare que la représentation se passa sans incident (n° 263 du 20 septembre). Palloy réclama aux administrateurs du Département des Travaux publics le remboursement de ses dépenses; elles se montaient à quatre mille quarante-deux livres, déduction faite des cinq cents livres qui lui avaient été remises par Champion (B. N. Mss Nelles acq. fr. 308, fol. 119). Le 16 octobre, il envoya à Tallien trois cents exemplaires du discours prononcé sur les ruines de la Bastille (B. N. Mss Nelles acq. fr. 308, fol. 111).

roi était acclamé et Marie-Antoinette recevait à l'Opéra des hommages dont elle était depuis longtemps déshabituée (1). Le *Moniteur universel* raconte même qu'on entendit dans les rues les cris de « Vive la reine! ». Le 25, un *Te Deum* fut chanté à Notre-Dame devant les Corps administratifs réunis (2). Le soir, la ville fut de nouveau illuminée. Le temps était beau et le peuple chanta et dansa une partie de la nuit. Louis XVI avait fait distribuer cinquante mille livres aux pauvres de Paris (3).

La bourgeoisie triomphait. La crise ouverte par la fuite du roi lui paraissait définitivement réglée et elle entrait avec confiance dans une ère nouvelle. Mais tous les démocrates ne partageaient pas son enthousiasme. Ils doutaient de la bonne foi de Louis XVI et la Constitution leur inspirait quelque crainte. « Les fêtes ordonnées par l'Assemblée nationale, dit le *Babillard* à propos du Club des Halles, déplaisent pareillement aux honorables membres. Plusieurs pensent qu'elles portent le caractère de l'imprudence et que l'on ne doit pas cesser de surveiller les démarches du roi. D'autres frères, non moins patriotes, soutiennent que les autres fonctionnaires publics ne doivent pas inspirer plus de confiance que Louis XVI et demandent que, dans l'intérêt de la nation, ils soient tous gardés à vue (4). »

Cependant les Sociétés populaires ne faisaient pas montre de leur ardeur coutumière. Après la répression qui avait suivi le massacre du Champ de Mars et leurs interventions en faveur des détenus, elles s'étaient bornées à veiller sur les élections et attendaient pour agir la réunion de la législative. Seul, le Club des Nomophiles, peut-être parce qu'il avait été moins compromis lors des événements du 17 juillet, fit preuve d'activité. Il mena une enquête auprès des Sociétés des Amis de la Constitution des ports et des villes frontières pour connaître la quantité d'armes déposées dans

(1) *Orateur du Peuple*, t. VIII, n° 4. La famille royale avait assisté à la représentation de *Castor et Pollux* à l'Opéra et elle avait été accueillie par un « tonnerre d'applaudissements ». Le journal de Fréron ajoute que la reine parut sensible à ces témoignages d'amour tout nouveaux pour elle.

(2) *Journal Général de l'Europe*, n° 88, du vendredi 16 septembre.

(3) A. N. C 220-221.

(4) *Babillard*, n° 96, du samedi 17 septembre 1791.

les arsenaux et les fabriques et la valeur de la production quotidienne (1). Surtout il s'éleva contre la multiplication des billets de confiance et essaya d'entraîner les sociétés populaires à sa suite.

III. — CAMPAGNE DE LA SOCIÉTÉ DES NOMOPHILES CONTRE LA MULTIPLICATION DES BILLETS DE CONFIANCE.

Peu après la mise en circulation des assignats, des commerçants parisiens, les Monneron, avaient frappé des sous à leur marque. Leur exemple fut suivi et certaines banques émirent de petites coupures à leur nom, les billets de confiance, qui se multiplièrent au début de 1791. A Paris, soixante-trois espèces de ces billets circulèrent simultanément. Les avantages étaient grands pour les établissements émetteurs. Ils se faisaient payer le plus souvent une prime pour l'échange des assignats, puis, au lieu d'immobiliser l'argent ainsi reçu, ils l'employaient à des spéculations commerciales et financières. L'inconvénient était, qu'en cas de déconfiture, les billets de confiance cessaient d'être couverts et ne pouvaient plus être remboursés. De plus, l'acaparement des denrées auquel les banques se livraient pour placer leurs réserves amenait une augmentation des prix.

Le foisonnement de ces billets avait inquiété les clubs populaires. Le jeudi 5 mai 1791, une femme était venue raconter à la Société fraternelle des Jacobins que des ban-

(1) *Appel patriotique de la Société des Nomophiles*, publié dans les *Annales historiques de la Révolution française*, janvier-février 1929, p. 89. Il est signé par le président Concedieu et les trois secrétaires, Aubert, Lalanne et Sabot et porte la date du 5 septembre. Il fut adressé aux Sociétés des Amis de la Constitution de Bayonne, Besançon, Bordeaux, Brest, Calais, Grenoble, Huningue, Lille, Lorient, Lyon, Marseille, Maubeuge, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Perpignan, Rochefort, Rouen, Sedan, Strasbourg, Toulon, Valence et Valenciennes. Il les priait de se mettre à leur tour en relations avec les sociétés des « villes, citadelles, châteaux et forteresses » qui les avoisinaient, pour faire une enquête aussi approfondie et aussi exacte que possible. Il paraissait étonnant aux Nomophiles que l'on refusât des armes aux « citoyens-soldats », alors qu'ils avaient tout lieu de croire que les arsenaux et les fabriques en renfermaient plus qu'il n'en fallait pour armer « un nombre considérable d'hommes. »

quiers de Paris, ayant formé une association sous la direction de l'un d'entre eux, échangeaient des assignats de cinquante livres contre de petits billets de six, douze et vingt-quatre livres qu'ils signaient et endossaient. Cette coalition, déguisée disait-elle sous les apparences du patriotisme et de l'humanité, était une invention perfide. Elle avait pour but d'empêcher l'émission des petits assignats et, par l'accaparement de ceux qui existaient déjà, d'amener une disparition complète du numéraire et de son signe représentatif (1).

Le 10 septembre, le Club des Nomophiles, désirant mettre un terme à la trop grande émission des billets de confiance, demanda aux sociétés populaires de nommer des commissaires à cet effet. Il redoutait la quantité considérable de papiers que des compagnies ou des particuliers, dont le nombre augmentait sans cesse, mettaient en circulation. Non seulement ces émissions favorisaient la disparition de la monnaie, mais encore la forme de ces billets était si variée qu'il était difficile de s'y reconnaître et fort aisé de tromper des personnes qui ne savaient pas lire. On n'était pas tenu, il est vrai, de les accepter; mais il était moralement difficile de les refuser de pauvres gens qui avaient reçu ce papier d'autant plus volontiers qu'il avait été exempté du droit de timbre par le décret du 20 mai 1791. La Société des Nomophiles n'hésitait pas à demander qu'une restriction fût apportée à cette liberté illimitée du commerce, dont les compagnies prétendaient invoquer le bénéfice pour substituer leurs billets à ceux qu'avait créé l'État. Elle affirmait que, dans une société bien policée, « l'émission des signes ne doit point se partager entre le souverain et les particuliers » et envisageait avec beaucoup de netteté les conséquences fâcheuses de l'état de chose existant (2).

(1) *Mercur National*, n° XXI, du samedi 7 mai de l'an 2.

(2) Appel de la Société des Nomophiles aux Sociétés populaires en vue de la nomination de commissaires pour s'opposer à la trop grande émission de billets de confiance, du 10 septembre 1791 (A. N. D VI 8). Il est publié par S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 6, p. 265 et suiv. Le manuscrit ne porte aucune signature.

« Que deviennent dans leurs mains les véritables signes? Ils leur donnent

Les Nomophiles invitèrent les clubs populaires à s'en inquiéter eux aussi et à envoyer des commissaires, le mardi 13 septembre, à six heures du soir, au lieu ordinaire de leurs séances, marché Sainte-Catherine, maison prieurale. Leur appel était l'œuvre de Concedieu, qui paraît le reconnaître lui-même dans une pétition qu'il adressa à l'Assemblée nationale le 17 septembre (1). « Président d'une des sociétés patriotiques de Paris, dit-il, j'ai, d'après une délibération du 9 de ce mois, rédigé et signé, le 10, une invitation aux autres sociétés de discuter de leurs parts quel parti de prudence il y aurait à prendre pour la suppression du papier de confiance. » On ne sait quel accueil reçut cet appel. Il fut vraisemblablement transmis aux Jacobins, mais il n'est pas mentionné dans les comptes-rendus de leurs séances. Les procès-verbaux de l'Assemblée nationale ne font nulle part allusion à une pétition émanée des sociétés populaires. Les commissaires durent cependant se réunir. « J'ignore, dit Concedieu, ce qu'ils ont décidé. » « Les Sociétés patriotiques, déclare de son côté le *Babillard* (2), le 17 septembre, doivent présenter une pétition au Corps législatif pour l'engager à proscrire tous les billets particuliers qui sont en circulation, excepté ceux que les sections ont émis. Le Club des Halles improuve ce projet et refuse d'y prendre part. »

Le 17 septembre, Concedieu présenta à l'Assemblée nationale, mais en son nom seulement, une pétition sur le même objet. Après avoir exposé les dangers des émissions

les moyens de satisfaire une cupidité qui peut s'étendre jusque sur les grains. Avec ces signes, disait la Société des Nomophiles, ils ont la faculté de faire, au détriment du peuple, ce qu'ils n'auraient jamais fait avec leur crédit, d'ailleurs tellement équivoque que certaines compagnies, pour offrir une sûreté, proposent d'aliéner les fonds du public, qui, à la fin de leur belle opération, sera obligé d'attendre qu'elles puissent vendre des biens qu'elles auront acquis à un prix peut-être excessif. Les expédients de l'intérêt sont l'âme des compagnies; elles font toujours plus d'affaires qu'elles n'ont donné de sûretés : elles peuvent finir par manquer, ou, si elles ne manquent pas, elles peuvent discréditer leur papier et l'acquérir à vil prix. Enfin, le grand nombre des compagnies est un obstacle à ce qu'on soit même en garde contre les contrefaçons. »

(1) Pétition à l'Assemblée nationale, par C. F. J. J. M. Concedieu, citoyen de la section de l'Arsenal, sur les caisses patriotiques, A. N. D VI 8.

(2) *Babillard*, n° 96, du samedi 17 septembre 1791.

trop considérables de billets, il demanda que les compagnies émettrices soient tenues de rembourser ceux qu'elles avaient placés dans le public et de déposer un cautionnement fixé par la Municipalité. Elles devraient se contenter de la prime d'échange dont le taux serait légalement arrêté et ne plus se livrer à la spéculation. Leur nombre serait limité à six pour Paris, une dans chaque arrondissement, et leurs opérations surveillées par des commissaires élus par les sections. Six d'entre eux se tiendraient toujours au siège des sociétés et disposeraient d'une clé de leurs caisses. Tous les billets de confiance offriraient un modèle uniforme : seule l'indication de l'arrondissement changerait. Ils seraient signés au moment de l'échange par un représentant et par le caissier de la maison émettrice et visés par quatre commissaires qui y mentionneraient leurs noms et leurs adresses. Concedieu adressa sa pétition au Comité des Finances, qui la reçut le 17 septembre. Il l'envoya sans aucun doute à la Municipalité, car elle s'en inspira visiblement dans l'adresse qu'elle adopta le 24 septembre (1). Elle se contenta toutefois d'exposer les dangers que créait la multiplication des billets de confiance et ne proposa pas de remèdes. « Les officiers municipaux, dit-elle, ne se permettront pas d'indiquer aucune mesure à l'Assemblée nationale. Ils sont convaincus que celles à prendre pour dissiper les inquiétudes qui les agitent, pour remédier aux maux qu'ils prévoient, nécessitent des renseignements qu'ils n'ont pas et un pouvoir bien supérieur à celui qu'ils exercent. »

Bacon, un des membres importants du Club patriotique

(1) Dès le 7 septembre, la Municipalité avait chargé MM. Le Roux et Desmousseaux de préparer un rapport sur les émissions des billets de confiance et de présenter « leurs vues sur les moyens de faire cesser et de prévenir les inconvénients qui peuvent en résulter » (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 6, p. 265). Elle adopta, le 24 septembre, le texte d'une adresse qui fut présentée trois jours plus tard à l'Assemblée (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 6, p. 435). La démarche de la Municipalité n'eut aucun succès, bien qu'elle eût été renouvelée le 14 octobre, après la réunion de la Législative (S. Lacroix, *Actes*, t. 7, p. 202). Les délibérations de diverses sections n'aboutirent pas davantage. Le 28 mars seulement, l'Assemblée interdit par décret la fabrication de nouveaux billets de confiance (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 8, p. 75 et suiv.). Voir ci-dessous, chap. XII, p. 370.

de la section de la Bibliothèque, se montra moins timide. Le 14 novembre, il pria le Corps législatif d'arrêter immédiatement toutes les émissions de papiers particuliers et de se renseigner sur le nombre des caisses patriotiques qui existaient dans la capitale et le chiffre de billets qu'elles avaient émis. Ceux-ci continueraient à circuler jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés par des « billets de pareilles sommes, scellés du sceau national ou de telle autre marque dont on conviendra ». « Les caisses particulières, dit Bacon, trouvent trop leur compte à faire cette petite monnaie, pour qu'on puisse dire que le moyen en serait ruineux pour la nation (1). » En dépit de ces instances, l'Assemblée ne se décida à intervenir qu'au mois de mars 1792.

IV. — LE DÉCRET DU 29-30 SEPTEMBRE CONTRE LES CLUBS.

Avant de se séparer, la Constituante avait réalisé à ses dépens l'union des patriotes. Sa conduite depuis le 20 juin les avait grandement indisposés; en votant le 29 septembre le décret sur les clubs, elle ne fit qu'augmenter leur colère et ajouter un nouveau grief à ceux qu'ils avaient déjà contre elle. « L'Assemblée se conduit tous les jours de manière à ne pas laisser de regrets par sa séparation, dit le *Journal Général de l'Europe* du 30 septembre. O quel jour heureux pour la nation que le jour de demain, mais combien celui-ci a été encore sombre et funeste! »

Le projet de décret fut présenté au nom du Comité de Constitution par Chapelier. « L'astucieux député de la Bretagne (2) » recueillit à cette occasion un tribut d'injures de la presse patriote et le *Journal Général de l'Europe* l'accusa d'être plus occupé par les tripots de trente et un et de biribi que par les sociétés paisibles où l'on discutait la cause de la liberté (3). Le rapport de Chapelier commençait par faire l'éloge des assemblées d'Amis de la Constitution.

(1) Adresse à l'Assemblée nationale sur les billets patriotiques et les billets de sections qui circulent à Paris et dans les campagnes, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.552.

(2) *Révolutions de Paris*, n° 117, du 1^{er} au 8 octobre 1791.

(3) *Journal Général de l'Europe*, n° 101, du vendredi 30 septembre.

Dans les premiers temps de la Révolution, disait-il, elles ont contribué à rallier les esprits, à former des centres d'opinion et à faire entendre la voix de ceux qui réclamaient la suppression des abus et la destruction des privilèges. Malheureusement, leur nombre n'a cessé de croître et elles ont acquis une dangereuse influence. Leur existence entretient dans tout le pays des divisions intérieures et leur activité a créé « une espèce de privilège exclusif de patriotisme qui produit des accusations contre les individus non sectaires et des haines contre les sociétés non affiliées... l'assistance à des cérémonies, la recommandation, les certificats donnés à quelques favoris (1), la louange et le blâme prodigués à des citoyens sont autant d'infractions à la Constitution...; des journaux de leurs débats, des tribunes placées à l'intérieur des salles pour y recevoir des spectateurs sont toutes contraires à la Constitution » (2).

Chapelier n'était pas le seul à formuler ces reproches et ce n'était pas seulement à la Société des Jacobins qu'il les adressait. La bourgeoisie comblée considérait la Révolution comme terminée et souhaitait ardemment la mise en œuvre paisible et normale de la Constitution. Elle redoutait tout ce qui pouvait en fausser le jeu ou en compromettre les résultats et craignait par-dessus tout l'autorité des clubs. Elle les accusait de se poser en rivaux des pouvoirs constitués, de prétendre les asservir en faisant peser sur eux un régime de délations et de menaces et de semer dans les esprits la défiance et la haine. L'acharnement avec lequel ils attaquaient le pouvoir exécutif et ses agents empêchait toute réconciliation et tout apaisement et rendait la Révolution plus odieuse encore à ceux dont elle avait renversé les privilèges, blessé les intérêts ou diminué le prestige. Ils offraient un champ à toutes les ambitions et à toutes les intrigues, et entretenaient une clientèle à

(1) Dès 1791, les clubs populaires délivrèrent à leurs habitués des certificats de civisme. Voir le texte de l'un d'eux dans les Procès-verbaux de la Société patriotique de la section de la Bibliothèque, B.N. Mss Nelles acq. fr. 2656, fol. 309.

(2) Voir *Archives parlementaires*, t. XXXI, p. 616 et suiv. : rapport de Chapelier et discussion, p. 624 : adoption du décret.

laquelle ils prétendaient réserver le monopole exclusif de la probité et du patriotisme. L'affaire du Champ de Mars avait, pour un temps, réduit leur courage et calmé leur ardeur, mais il convenait de ne pas laisser perdre des résultats aussi précieux. « Il faut que tout rentre dans l'ordre le plus parfait, que rien n'entrave l'action des pouvoirs constitués, que la délibération et la puissance ne soient plus que là où la Constitution les a placées... Le temps des destructions est passé; il ne reste plus d'abus à renverser, ni de préjugés à combattre. »

L'Assemblée nationale, dans sa majorité, partageait ces vues. Elle le prouva en décidant l'impression du rapport de son Comité et en adoptant le texte de décret qui lui était présenté. Il se composait de trois articles :

« I. — S'il arrivait qu'une société, club ou association se permit de mander quelques fonctionnaires publics ou de simples citoyens ou d'apporter obstacle à l'exécution d'un acte de quelque autorité légale, ceux qui auront présidé aux délibérations, ou fait quelque acte tendant à leur exécution, seront, sur la dénonciation du procureur-général-syndic du département et sur la poursuite du commissaire du roi, condamnés par le Tribunal à être rayés pendant deux ans du tableau civique et déclarés inhabiles à exercer pendant ce temps aucune fonction publique.

II. — En cas que lesdites sociétés, clubs ou associations, fissent quelques pétitions en nom collectif, quelques députations au nom de la Société, et généralement tous les actes où elles paraîtraient sous les formes de l'existence politique, ceux qui auront présidé aux délibérations, porté les pétitions, composé ces députations ou pris une part active à l'exécution de ces actes, seront condamnés par la même voie à être rayés pendant six mois du tableau civique, suspendus de toutes fonctions publiques et déclarés inhabiles à être élus à aucune place pendant le même temps.

III. — A l'égard des membres qui, n'étant point inscrits sur le tableau des citoyens actifs, commettraient les délits mentionnés aux articles précédents, ils seront condamnés par la présente loi à une amende de douze cents livres s'ils sont français et de trois mille livres s'ils sont étrangers. »

L'opposition de Buzot, de Pétion, de Roederer et surtout celle de Robespierre, ne réussit pas à empêcher le vote de ce décret; mais les députés patriotes obtinrent que le rapport de Chapelier fut imprimé à part. L'adjonction du rapport au décret, prévue par l'article IV du projet du Comité de Constitution, aurait consacré les dispositions qu'il contenait, ainsi que le constate l'*Ami des Citoyens* (1), et amené la suppression des droits les plus importants dont jouissaient les sociétés populaires; elle aurait interdit la correspondance et l'affiliation, l'impression des débats et la publicité des séances.

Les patriotes s'étaient inquiétés avant même que le décret fût rendu. Le 28 septembre, Brissot prononça aux Jacobins, qui en ordonnèrent l'impression, un long discours sur l'utilité des sociétés patriotiques et populaires (2). On entend crier partout, dit-il, qu'elles sont dangereuses et qu'elles usurpent les pouvoirs politiques, qu'elles entravent l'administration dans sa marche, qu'il est nécessaire de leur ôter cette faculté de délibérer et de les réduire à l'état de ces sociétés où le plaisir et la curiosité rassemblent les individus. Selon Brissot, elles tenaient cependant de la Déclaration des Droits de l'Homme trois pouvoirs que nul ne pouvait leur enlever : discuter les lois que l'Assemblée se préparait à voter, s'éclairer sur celles qui étaient déjà faites et surveiller les fonctionnaires publics. « Les ennemis des clubs ont une logique bien astucieuse et bien perfide, ajoute-t-il : ils se gardent bien de heurter directement le droit qu'a le peuple de s'assembler et de raisonner en commun sur ses droits politiques; ils s'en affichent au contraire les prôneurs. Affectant une piété hypocrite, ils s'écrient que ce bon peuple, ce pauvre peuple, a besoin

(1) *Ami des Citoyens*, n° II, 8 octobre 1791.

(2) Le discours de Brissot, qui parut dans les *Révolutions de France et de Brabant*, n° 96, non daté, fut imprimé sous le titre *Discours sur l'utilité des Sociétés patriotiques et populaires, sur la nécessité de les maintenir et de les multiplier partout*, prononcé le 28 septembre 1791, à la séance de la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins, par J.-P. Brissot, député à la seconde législature. Imprimé par ordre de la Société, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 638. Il en existe un exemplaire aux A. N., dans la Collection Rondonneau, AD XVI 73.

de la paix, de l'ordre pour réparer ses pertes, trouver de l'emploi, acquérir de l'aisance. Ils ajoutent que ces sociétés politiques tendent à troubler cette paix, à tenir les esprits dans une fermentation continuelle, éloignent, par conséquent, le travail et l'aisance du peuple. »

En réalité, rien ne fut changé dans la façon d'être des assemblées populaires après le vote de ce décret. Les pétitions collectives leur étaient déjà interdites et elles ne songeaient pas encore à mander devant elles les magistrats et les citoyens dont la conduite leur était suspecte; elles se contentaient de les surveiller et de les dénoncer s'il était nécessaire.

V. — LA FIN DE LA CONSTITUANTE.

Au surplus, les Sociétés populaires ne manifestèrent pas leur mécontentement avec leur véhémence accoutumée. Elles comprirent vraisemblablement l'inefficacité d'un texte qui, isolé du rapport du Comité, était, suivant l'expression de l'*Ami des Citoyens*, « insignifiant » (1). De plus elles étaient tout à la joie de voir disparaître l'Assemblée nationale. La Constituante avait depuis longtemps perdu leur confiance. Seul parmi les patriotes affiliés aux clubs populaires, Palloy, qui tenait sans doute à écouler toutes les pierres de la Bastille, vint proposer aux députés de faire le portrait en relief de Louis XVI et de Bailly, qui avait été leur premier président (2). Son exemple ne fut pas suivi. Le temps était passé où la Société fraternelle des Jacobins et le Club de la section de la Bibliothèque faisaient prendre quotidiennement des nouvelles de Lameth et l'accueillaient avec enthousiasme. Les assemblées populaires n'avaient pas pardonné aux premiers chefs de la gauche leur rapprochement avec le pouvoir exécutif. Au mois d'août 1791, Dandré fut mis en cause au Club des Halles

(1) *Ami des Citoyens*, n° 11, du 8 octobre 1791.

(2) A. N. C 82. Le 7 octobre, Palloy fit également hommage au Corps législatif d'un bas-relief de Mirabeau exécuté sur une des pierres de la Bastille (A. N. C 139). L'Assemblée chargea le jour même des commissaires de choisir dans la salle des séances un endroit convenable pour placer les trois statues du roi, de Bailly et de Mirabeau (A. N. A 198).

« avec cette élégance de style et cette solidité de raisonnement qu'on ne trouve, dit le *Babillard* (1), que dans les feuilles du Père Duchesne et de Jacques-Pierre Brissot ». Peu après ce fut le tour de Barnave. Comme rapporteur du Comité des Colonies, il avait défendu les droits des colons blancs, au nombre desquels se trouvaient ses amis Lameth, et s'était opposé à l'abolition de l'esclavage. Le décret du 15 mai 1791 avait accordé des droits politiques aux mulâtres nés de père et de mère libres, mais il avait laissé subsister toutes les inégalités sociales et ne fut, du reste, pas appliqué. Néanmoins, les colons y virent la cause des troubles de Saint-Domingue et Barnave en demanda le retrait. Cette attitude fut vivement critiquée par la Société des Amis des Noirs dont Brissot était un des membres les plus actifs et par les sociétés populaires. Le 14 septembre 1791, une députation des Amis de la Liberté vint lire aux Jacobins une adresse où elle prenait à partie « les chefs d'opinion du Comité colonial » (2). L'indignation du Club des Halles excita par ailleurs la verve du *Babillard* (3). « Un membre, dit-il, a démontré que ce député célèbre était un traître; qu'il avait sacrifié les grands principes de l'égalité naturelle à l'intérêt de la France et des colonies; qu'il n'avait écouté que le commerce, les agriculteurs, les colons; que le décret rendu sur sa proposition condamnait huit ou dix mulâtres à l'inaction politique la plus désespérante pour conserver du pain à trois ou quatre millions de blancs, cultivateurs, artisans, matelots, manufacturiers; partant que M. Barnave était un homme infâme dont il fallait enfin punir les forfaits. »

« Des vieilles à l'instant, au ciel levant les yeux,
Demandent des fagots pour cet homme odieux,
Et des petits péchés commis dans leur jeune âge,
Croient faire pénitence en opprimant un sage. »

(1) *Babillard*, n° 66, du 18 août 1791.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 124. « La trame est découverte dirent les Amis de la Liberté, les chefs d'opinion du Comité colonial se flattent en vain du succès. Le voile est déchiré et tous ces apostats de la Révolution ne peuvent plus échapper au déshonneur qui les attend; déjà, Robespierre, précurseur de l'opinion publique, vient d'imprimer sur leurs fronts, en caractères ineffaçables, le jugement de la postérité. »

(3) *Babillard*, n° 106, du mardi 27 septembre 1791.

Le 4 octobre, la Société des Halles envoya une députation aux Jacobins pour les féliciter d'avoir banni de leur club les Lameth, Goupil, Barnave et Dupert.

Les assemblées populaires avaient depuis longtemps fait leur choix dans la troupe des Constituants. Vers le milieu de septembre, les Amis de la Constitution vinrent demander à la Société fraternelle des Jacobins d'organiser une cérémonie civique en l'honneur des députés patriotes de l'Assemblée nationale. « Ces illustres représentans, dit le *Babillard*, seraient promenés dans toute la capitale et serviraient d'exemple à tous les citoyens jaloux de la vénération publique. L'auteur du projet a placé dans le plan de sa fête ses moralités ingénieuses qui rappellent les hommes à la simplicité des mœurs et à l'égalité. Par exemple, il veut que les héros exposés à l'admiration de la capitale, au lieu de se montrer dans un char doré, image de la corruption et du luxe, soient traînés dans un tombereau. Cette idée, vraiment philosophique, a mérité les applaudissemens les plus vifs. » Peu après, un Cordelier vint à son tour proposer une réunion civique pour fêter Robespierre, Pétion et leurs amis et sa motion fut accueillie avec enthousiasme.

Robespierre, plus qu'aucun autre, jouissait des bonnes grâces des Sociétés populaires. Elles lui avaient déjà prouvé leur attachement après la fuite de Louis XVI; en septembre, elles renouvelèrent les témoignages de leur reconnaissance. Un honorable membre du Club des Halles proposa de lui envoyer douze cartes d'entrée en le priant de les distribuer à son gré. Il fallut invoquer les réglemens et rappeler qu'ils interdisaient de donner plus d'un billet à chaque membre (1). Un autre frère demanda que l'on offrît au nouveau corps législatif un buste de Robespierre : on le placerait sur le fauteuil du président afin de le venger de l'opiniâtreté de l'Assemblée constituante qui l'en avait constamment écarté. S'il faut en croire le *Babillard* (2), un sociétaire ingénieux proposa même de le suspendre à la corde d'un lustre pour que la lumière frappât de tous côtés l'image de celui

(1) *Babillard*, n° 92, du mardi 13 septembre 1791.

(2) *Babillard*, n° 102, du vendredi 23 septembre. La même indication se trouve d'ailleurs dans la *Feuille du Jour*, n° 268, dimanche 25 septembre.

qui avait tant contribué à la répandre. Quelques jours plus tard, la Société envoya à l'ancien député des ambassadeurs qu'il reçut fort courtoisement : il les fit asseoir et leur montra les témoignages de gratitude que les clubs populaires ne cessaient de lui adresser. « Si cet enthousiasme se soutient, dit le *Babillard*, les statues de M. Robespierre le chasseront de chez lui, car elles s'entassent dans sa maison d'une manière alarmante; il ne rencontre que lui partout. » Le journal fayettiste propose plaisamment de mêler dans ces présents, l'utile à l'agréable; il conseille d'offrir à l'incorruptible Robespierre du bois pour se chauffer pendant la saison prochaine, des pommes de terre et des noix, cet « heureux mélange de choses grossières » ne pourrait que le toucher.

Ces manifestations continuèrent après la réunion de la Législative. Le 2 octobre, une députation des Amis de la Liberté vint rendre hommage, à la tribune des Jacobins, aux membres patriotes de l'Assemblée constituante : « Notre Brutus et notre Caton, dit-elle, ne sont plus dans le Sénat. » Le 7, les Nomophiles s'acquittèrent, eux aussi, de ce devoir; ils apportèrent des couronnes civiques à Robespierre, Pétion, Roederer, Anthoine et Grégoire. Le 9, ce fut le tour du Club des Indigents et de la Société fraternelle de Sainte-Geneviève; le 10, celui de la Société fraternelle des Jacobins et du Club des Minimes. Marat, qui avait jeté l'anathème sur l'Assemblée expirante (1), déclarait, de son côté, que seuls Buzot, Grégoire, Prieur, et plus encore Pétion et Robespierre, avaient reçu à la sortie du Manège les applaudissements de la foule.

La nouvelle assemblée siégeait depuis le 1^{er} octobre. « En

(1) *Ami du Peuple*, n° 565, du lundi 3 octobre 1791. « Et vous, vils scélérats, qui avez honteusement sacrifié à votre avarice, à votre cupidité, à votre ambition, le bonheur de vos concitoyens; vous qui, pour un peu d'or, avez vendu les droits et les intérêts d'un peuple immense qui vous avait honorés de sa confiance, qui vous appelait du doux nom de pères et qui vous regardait comme ses anges tutélaires, puissent vos machinations, les attentats, les forfaits, les turpitudes dont vous vous êtes souillés pour le remettre sous le joug de ses anciens tyrans, être dévoilés au grand jour; puissiez-vous être à jamais couverts d'infamie; puissiez-vous être réduits à fuir la lumière des cieux ou à traîner dans un désert votre honte, vos remords et votre désespoir! L'Ami du Peuple a été le premier à vous arracher le masque imposteur

général, on peut assurer, dit l'*Ami du Peuple* du 4, que, s'il y a parmi les députés beaucoup de ministériels qui cherchent à engager la nouvelle législature à se traîner sur les traces des pères conscrits constituans, la majorité ne paraît pas d'humeur à se regarder comme de purs automates... J'aime à croire que la plupart des nouveaux députés sont bien convaincus que les droits du peuple et des citoyens sont imprescriptibles; qu'ils ne peuvent être anéantis par aucun décret et que les représentans de la nation ont toujours plein pouvoir pour assurer la liberté et la félicité publique. Fasse le ciel que ces observations germent dans leurs âmes et que la France leur doive son bonheur et son repos. » C'était également le vœu de toutes les assemblées populaires.

dont vous couvriez vos perfidies. Puisse du moins son livre passer à la postérité pour rendre en tout temps témoignage contre vous. »

CHAPITRE X

LES SOCIÉTÉS POPULAIRES PENDANT LES PREMIERS MOIS DE LA LÉGISLATIVE

I. — LA PREMIÈRE CAMPAGNE EN FAVEUR DES COMPAGNIES DU CENTRE.

La réunion de la Législative amena une détente. Le calme régnait à Paris et l'ordre n'était plus troublé. Dans les Sociétés fraternelles, le ton devint moins agressif et les discussions moins passionnées. Les esprits étaient apaisés. On attendait maintenant le départ de La Fayette et de Bailly; l'espoir renaissait et l'on se gardait de toutes manifestations intempestives. Il semble que le Club des Jacobins, débarrassé de ses éléments les plus modérés par la sécession des Feuillants, ait exercé une influence plus grande sur les Sociétés populaires et cherché à les maintenir dans la voie de la légalité. Il pouvait leur rappeler, en faveur de cette politique, le précédent lamentable du Champ de Mars et ses conséquences fâcheuses. Ses suggestions ne provoquèrent aucune colère et furent, au contraire, docilement suivies. Grâce à lui, la première campagne en faveur des Compagnies du Centre n'amena aucun trouble.

Ces compagnies avaient été formées, en partie, par les anciens gardes françaises que l'on avait récompensés ainsi de leur attitude aux premiers jours de la Révolution. Un décret rendu par l'Assemblée constituante, le 5 août 1791, en avait ordonné la suppression et avait incorporé leurs effectifs, soit dans l'infanterie légère, soit dans l'infanterie de ligne, soit dans la gendarmerie. Au moment où il parut, ce décret n'avait pas soulevé une très vive opposition. La garde nationale soldée savait bien qu'elle ne pouvait comp-

ter pour l'instant sur l'intervention des démocrates encore plongés dans la crainte. Elle attendit. Au début du mois de septembre, elle jugea que les temps étaient plus favorables. Très décidées à ne pas se soumettre à la décision de l'Assemblée, les Compagnies du Centre adressèrent au Commandant-général une pétition dont un caporal vint donner lecture à la Société fraternelle des Jacobins. « Elle porte en substance, dit le *Babillard* du 11 septembre, que la troupe du centre n'appartient ni à l'Assemblée nationale ni au roi, mais seulement à la nation, c'est-à-dire à la Société fraternelle. En conséquence, le caporal déclare énergiquement qu'elle ne tirera jamais au sort pour être incorporée dans divers régiments. » Le club, après une longue discussion, résolut d'envoyer ce texte aux quarante-huit sections.

Au mois d'octobre, le mouvement devint plus important. Les officiers de la garde nationale avaient arrêté neuf soldats appartenant aux Compagnies du Centre, que l'on accusait d'avoir écrit des lettres anonymes afin de provoquer la réunion de deux délégués par compagnie pour délibérer sur les mesures à prendre (1). Les Clubs et les sections les plus avancées, celles du Théâtre-Français, des Lombards, des Gravilliers, de Mauconseil, etc..., prirent leur défense. De nombreux Cordeliers et des membres de la Société fraternelle des Jacobins signèrent en leur faveur deux pétitions, l'une du 14 octobre (2), l'autre non datée (3). Le 14 également, un Cordelier, Vincent, prononça leur éloge à l'Assemblée générale de la section du Théâtre-Français. Il assura que les membres du Corps législatif partageaient les sentiments des patriotes et que les « plus connus » d'entre eux avaient promis leur appui à la pétition présentée par les clubs.

Quelques jours plus tôt, la Société fraternelle des Halles avait engagé le club des Jacobins à user de son influence pour obtenir une modification du décret du 5 août. Elle rappela les services rendus par les Gardes françaises et

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 7, p. 44 et suiv. (Procès-verbal du Corps municipal, du 7 octobre 1791.

(2) A. N. C 174.

(3) A. N. C 139.

exprima ses regrets de les voir aussi mal récompensés. Les Amis de la Constitution refusèrent cependant d'intervenir : « La loi parle aujourd'hui, dit leur Président, nous devons courber la tête devant elle. Le repos public dépend de cette soumission universelle. » Les Sociétés populaires se résignèrent. Un mois plus tard, quand la Société fraternelle des Jacobins intervint une fois encore auprès des Amis de la Constitution, elle se contenta d'engager ceux d'entre eux qui étaient membres de l'Assemblée nationale à faire tous leurs efforts pour suspendre l'application du décret du 5 août jusqu'à la présentation du rapport du Comité militaire (1). M. Lacroix pense qu'il s'agit ici de la Société fraternelle des Minimes qui est, dit-il, celle qui s'agite le plus à cette époque. Rien dans le journal des Débats ne semble l'indiquer, et l'absence même de toute dénomination fait supposer, selon l'usage, qu'il est question de la Société fraternelle des Jacobins.

Le décret du 7 novembre arrêta pour un temps la campagne. Il maintint la décision du 5 août, mais en annula pratiquement les dispositions en décidant que la garde nationale soldée resterait provisoirement dans la capitale. Le mouvement devait recommencer à la fin du mois de décembre et le maintien à Paris des anciens gardes-français fut le prétexte d'une agitation qui ne cessa qu'après le 10 août 1792.

II. — LE DÉPART DE LA FAYETTE ET DE BAILLY. L'ÉLECTION DE PÉTION.

Quelques jours plus tard, Pétion fut élu maire de Paris.

Bailly, dont les fonctions devaient se terminer au mois de novembre 1792 seulement, avait manifesté à plusieurs reprises l'intention de se retirer (2). Il avait donné sa démission le 19 septembre 1791 et n'avait consenti à la reprendre,

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 239.

(2) Il avait été élu définitivement le 3 août 1790 pour deux ans et comme on ne pouvait procéder à des élections municipales qu'après le 1^{er} novembre de chaque année (décret du 21 mai 1790), il n'aurait dû quitter son poste qu'en novembre 1792.

sur les instances du Corps municipal, que sous la réserve de la renouveler lors des élections partielles. Il tint parole et, le 4 novembre, quitta définitivement la mairie de Paris. Il avait été élu la veille membre du Conseil du Département de Paris. Son impopularité n'avait cessé de croître. A ses premières causes et notamment à la rancune laissée par l'affaire du Champ de Mars, étaient venus s'ajouter d'autres motifs de mécontentement. On reprochait à la Municipalité le retard qu'elle apportait à rendre ses comptes et surtout on la rendait responsable de la crise des subsistances qui s'était déclarée.

Malgré les achats de grains effectués en province et à l'étranger, le prix du pain avait augmenté depuis le mois d'août 1791 et, comme la récolte n'avait pas été mauvaise, les patriotes accusaient les autorités parisiennes d'avoir spéculé sur les blés. Le 15 août, la foule envahit la boutique d'un boulanger au faubourg Montmartre et emporta le pain qui s'y trouvait. « On l'a payé, dit Bailly, au prix qu'on a voulu donner (1). » Le 2 septembre, le Club populaire du faubourg Saint-Antoine vint exprimer aux Amis de la Constitution les craintes que lui causait la cherté du pain (2). La colère grandit quand on apprit qu'une partie des farines renfermées aux magasins de la Halle s'était gâtée et que la Municipalité, pour s'en défaire, obligeait les boulangers à la mélanger à la farine saine. La section des Lombards fit faire une enquête dont les résultats furent si convaincants qu'elle envoya des commissaires au Directoire du Département et à la Municipalité pour demander que les marchandises avariées fussent enlevées en leur présence et dénaturées, de façon à ce qu'on ne pût s'en servir pour la fabrication du pain (3). Le 8, Bailly, qui s'était rendu à la Halle, ne réussit pas à ramener le calme et fut menacé par la foule. Trois jours plus tard, les déclarations du ministre de Lessart

(1) B. N. Mss Fonds français 11.697, fol. 277. Bailly pria Gouvion de consigner les compagnies du centre et lui demanda de faire circuler des patrouilles dans le faubourg afin d'assurer la sécurité des boulangers et de leurs marchandises.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 111.

(3) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 6, p. 247 et suiv.

à l'Assemblée ne furent pas mieux accueillies. Aussi, le 21 septembre, l'Assemblée jugea-t-elle prudent de déférer au désir qui lui avait été manifesté la veille par les envoyés de huit sections, et elle convoqua la Commune pour le 28 (1). Mais, le 10 octobre, elle annula les délibérations prises par les assemblées de sections. La colère fut vive et les patriotes accusèrent les officiers municipaux de vouloir affamer la ville (2). L'agitation n'était d'ailleurs pas limitée à Paris : elle s'étendait à la France entière. A Chaumont, au début de novembre, le peuple arrêta les convois de blé et pilla l'Hôtel de Ville; à Calais, il s'opposa à l'exportation des farines et attaqua les matelots qui se défendirent à coups d'aviron; à Saint-Omer, le 14 novembre, éclata une « insurrection violente » dont la cause fut encore l'exportation du blé.

Devant son impopularité croissante, Bailly préféra se retirer. Moins d'un mois plus tôt, La Fayette avait, de son côté, abandonné le commandement général de la Garde nationale. Le 8 octobre, il avait annoncé sa décision au Conseil général de la Commune et, le lendemain, avait fait ses adieux à l'armée parisienne (3). Le 11, les représentants de celle-ci, réunis à l'Hôtel de Ville, décidèrent de rédiger une adresse à son intention, de lui offrir une épée à garde d'or et de demander à l'Assemblée nationale de lui accorder une indemnité pour compenser les sacrifices de tous genres qu'il avait faits à la patrie. Le Conseil de la Commune résolut, lui aussi, de faire don à l'ancien Commandant-général

(1) C'étaient les sections des Postes, des Lombards, d'Henri IV, de la Croix-Rouge, de l'Oratoire, du Ponceau, des Gravilliers et du Palais-Royal (S. Lacroix, *Actes*, t. 6, p. 372. 379 et suiv.). Voir également dans S. Lacroix-*Actes*, t. 6 et 7, les délibérations des sections.

(2) Voir arrêté de la Section des Quinze-Vingts, du 13 octobre : le Directeur du Département ordonna de le dénoncer aux Tribunaux (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 7, p. 498). *L'Orateur du Peuple*, t. VIII, n° 31, traita Bailly « d'affameur ».

(3) *Discours de M. de Lafayette à la Municipalité de Paris, en lui remettant les pouvoirs qui lui avaient été confiés par le peuple*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.262 et 10.262 A. Voir également *Moniteur Universel*, n° du 12 octobre 1791. *Lettre de Lafayette à la garde nationale parisienne*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.268 et 10.268 A. Elle est mentionnée également sur le catalogue à la cote Lb³⁹ 10.267, mais cet exemplaire a disparu. La lettre de Lafayette fut publiée dans le *Moniteur Universel* du 11 octobre.

d'une médaille d'or et d'un buste de Washington en marbre, œuvre de Houdon (1). Les patriotes protestèrent. Le 14, Marat, dans l'*Ami du Peuple*, attaqua violemment La Fayette « valet de cour » et « traître à la patrie » et traita les gardes nationaux d'insensés. Les *Révolutions de Paris* formulèrent les mêmes griefs et relevèrent tous les reproches que les démocrates pouvaient adresser à l'ancien commandant-général. Les Sociétés populaires, cette fois encore, s'associèrent à leurs critiques. Les Ennemis du Despotisme vinrent, le 26, aux Jacobins protester contre la décision du Conseil de la Commune (2). Leur discours ne fut pas accueilli sans murmures. Thuriot s'était même opposé à ce que la députation fut entendue. Ce n'était point, dit-il, à la Société des Amis de la Constitution qu'il appartenait de recevoir les réclamations élevées contre une autorité constituée, du moment qu'il existait une administration supérieure à laquelle les manifestants pouvaient s'adresser. La force de ce raisonnement ne réussit pas à convaincre l'assemblée des Jacobins. Les Ennemis du Despotisme accusèrent la Municipalité d'avoir commis un abus de pouvoir en ordonnant, sans le concours des sections, la frappe d'une médaille dont tous les citoyens devaient supporter les frais. Ils ajoutèrent que le buste de Washington avait été offert à la France par les États-Unis d'Amérique douze ans auparavant et que la Ville de Paris n'avait en aucun cas le droit d'en disposer seule. Les membres du Club du Faubourg Saint-Antoine faisaient ici une confusion. Le buste que le Conseil général voulait offrir à La Fayette n'était pas encore sorti de l'atelier de Houdon. Un arrêté du 17 novembre chargea des commissaires de procéder à son acquisition (3). Il ne fut jamais achevé et La Fayette ne put en prendre possession.

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 7, p. 168. Seule la médaille remise à La Fayette devait être en or; les autres exemplaires devaient être en bronze. Les membres du Directoire s'étaient engagés à contribuer individuellement aux frais. La frappe de la médaille fut confiée au sculpteur Duvivier qui, après le 10 août, refusa de terminer un travail aussi « honteux ». Le modèle qu'il avait fait fut rompu sur l'échafaud en place de Grève et l'arrêté du 13 octobre biffé sur les registres.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 225 et suiv.

(3) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 8, p. 127.

Les Ennemis du Despotisme avaient pris au surplus une peine inutile en cherchant à faire annuler les dispositions de l'arrêté du 13 octobre; les circonstances s'en chargèrent et les décisions du Conseil général restèrent lettre-morte. Seule une inscription rédigée par l'Académie des Belles-Lettres fut gravée sur le socle du buste de La Fayette que l'État de Virginie avait offert à la Ville de Paris, en septembre 1786. Il se trouvait dans la salle des séances du Conseil général de la Commune où il fut brisé le 10 août 1792. La bonne volonté de l'armée parisienne resta pareillement sans effet et l'ancien commandant-général n'en reçut guère qu'une adresse. La garde de l'épée qu'elle devait lui offrir ne fut pas achevée; on lui remit seulement deux lames de fer forgées avec les verrous de la porte du Trésor de Henri IV à la Bastille. Le patriote Palloy ne se contentait pas de débiter les pierres de la vieille forteresse, il utilisait aussi les serrures.

La Fayette ne fut pas remplacé. Conformément au décret du 12 septembre 1791, les fonctions de commandant-général furent confiées aux six chefs de division de l'armée parisienne qui les exercèrent à tour de rôle, chacun pendant un mois. Mais on ne pouvait en user de même pour la mairie de Paris. Le Corps municipal, en acceptant la démission de Bailly, avait convoqué les sections pour le 13 novembre, à cinq heures du soir, dans le lieu ordinaire de leurs assemblées. Le choix auquel elles allaient procéder était fort important. Le maire de Paris réunissait les pouvoirs qu'exerçaient, sous l'ancien Régime, le Gouverneur, le Prévôt des Marchands et le lieutenant de police. Il avait le droit de requérir la garde nationale et la Société fraternelle des Jacobins assurait qu'il pouvait devenir plus dangereux que ne l'avaient été les maires du Palais (1).

Dès le mois d'octobre, la presse avait examiné les candidats possibles. Le *Babillard*, la *Feuille du Jour* avaient mis en avant les noms du Duport, de Fréteau, de la Rochefoucauld, de Dandré. Le 19, la *Chronique de Paris*, donna ceux de Pétion et de La Fayette qui, finalement, restèrent seuls

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 233 et suiv.

en présence. Mais les patriotes menèrent contre l'ancien commandant-général une campagne active. Il fut attaqué par toutes les feuilles de gauche, les Amis de la Constitution, les Cordeliers et les Clubs populaires. Le 2 novembre, la Société fraternelle des Jacobins publia une adresse aux Parisiens. Elle leur montra l'importance du choix qu'ils allaient faire et les invita à la plus grande prudence. Elle leur rappela les « souvenirs d'horreur » du Champ de Mars et leur conseilla de venir consulter les sentiments du peuple dans les assemblées patriotiques; elle les engagea tous à voter. « Il ne faut pas, dit-elle, qu'un seul des soixante-dix-sept mille citoyens de la capitale ait à se reprocher de n'avoir pas participé à la nomination de celui à qui, peut-être, dans les circonstances présentes, il est réservé de sauver l'empire (1). » La Société fraternelle s'était gardée de prononcer aucun nom; mais les termes de son adresse et ses sentiments bien connus rendaient ses désirs assez clairs (2). Les contemporains ne s'y trompèrent pas. D'ailleurs, elle n'observa pas toujours la même discrétion. Le 11 novembre, dans une lettre que publia le *Thermomètre du Jour* (3), Louis Pio se plaignit que son président Pépin-Dégrouhette se fût permis de nommer la personne à laquelle il désirait voir prendre la succession de Bailly. « Un président, dit-il peut bien présenter la liste des candidats, mais ce n'est pas à lui à manifester son opinion et à influencer par là celle des autres membres. »

Malgré les instances de la Société fraternelle et les appels des journaux patriotes, il n'y eut que fort peu de votants. Dix mille six cent trente-deux électeurs seulement se présentèrent sur quatre-vingt-deux mille inscrits. Les journaux

(1) L'adresse de la Société fraternelle parut dans l'*Ami des Citoyens* de Tallien, n° du 12 novembre 1791, et dans les *Révolutions de France et de Brabant*, du 14. Elle est publiée par M. S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 8, p. 199 et suiv.

(2) « Il faut, dit la Société fraternelle, que les huit cent mille âmes que renferme cette immense cité, proclament d'un seul cri un de ces hommes qui, pendant le cours de la législature constituante, ont été inaccessibles aux séductions et ont bravé tous les périls pour défendre les droits sacrés du peuple. » A ces traits, dit le *Patriote français*, n° du 13 novembre, « tous les patriotes ont reconnu M. Pétion et ils réuniront leurs suffrages en sa faveur. »

(3) *Thermomètre du Jour*, n° du lundi 5 décembre 1791.

modérés et les feuilles de gauche en conçurent une indignation égale. « Vous restez au coin de votre feu lorsqu'il s'agit de vous nommer un maire... (1) ». « Soixante-quinze mille citoyens aiment mieux que le chef de la Commune soit nommé par les Jacobins, les Cordeliers, les Sociétés fraternelles, que de se donner la peine de porter un billet de scrutin dans leur section... (2) ». La Fayette n'obtint que trois mille cents suffrages et Pétion fut élu par six mille sept cent vingt-huit voix. Les patriotes en conçurent une grande joie et la Société fraternelle des Jacobins envoya au nouveau maire de Paris une adresse de félicitations. Ce n'était pas assez pour le peuple de Paris que d'avoir procédé à un tel choix, disait-elle; il lui restait maintenant à consolider son ouvrage en défendant Pétion contre les calomnies de ses ennemis et les pièges qu'ils allaient lui tendre. La Société fraternelle le conjurait de mettre un frein à la fureur des jeux et d'épurer les bureaux de l'Hôtel de Ville. « Osez nettoyer les écuries d'Augias. Entourez-vous, environnez-vous d'hommes de bien et ceux que Pétion aura choisis seront encore les élus du peuple (3). »

III. — LE DOUBLE VETO.

Cette élection avait mis fin au conflit de la Municipalité et des Sociétés populaires. Heureuses d'être enfin débarrassées de La Fayette et de Bailly, celles-ci témoignèrent à Pétion un attachement qui ne se démentit pas jusqu'au 10 août. Du côté de l'Assemblée aussi, elles étaient rassurées. La réunion de la Législative les avait libérées des soupçons qu'elles nourrissaient contre les députés. Il semble qu'elles aient goûté, pour un temps, il est vrai, assez court, une paix inhabituelle. « Déjà la tranquillité publique renaissait, déjà la confiance remplaçait l'inquiétude; le commerce se ranimait; la circulation devenait plus facile; l'espoir rentrait dans tous les cœurs. » Ce tableau que les

(1) *Orateur du Peuple*, t. IX, n° 12.

(2) *Gazette Universelle*, du mercredi 23 novembre 1791.

(3) *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, n° du 4 décembre; *Journal Universel*, n° du 5 décembre. Voir S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 8, p. 693.

Révolutions de Paris traçaient au milieu de novembre, après le premier veto royal, était sans doute quelque peu embelli pour les besoins de leur cause; mais il répondait néanmoins à un sentiments réel; les patriotes ressentaient à leur tour la quiétude que les constitutionnels avaient goûtée le 13 septembre. C'étaient ceux-ci maintenant qui s'alarmaient. Ils avaient cru un moment que tout était fini et que la France allait vivre paisiblement dans le respect des lois qu'elle s'était donnée. Ils commençaient à comprendre combien leurs illusions étaient fragiles et ils s'apercevaient avec une frayeur étonnée que, si la Constitution était faite, la Révolution ne l'était pas. L'élection de Pétion les avait troublés et ils rejetaient la responsabilité de cet événement fâcheux sur l'inertie de la bourgeoisie parisienne. Ce choix n'était un triomphe pour les démocrates que par la veulerie d'hommes plus soucieux de leur repos que du salut de l'empire. Seule leur indolence avait permis à la partie la moins instruite, mais la plus remuante de la nation d'acquérir une influence excessive et dangereuse. Son action, peut-être nécessaire tant que le nouveau gouvernement n'était pas établi sur des bases solides, n'avait plus aujourd'hui de raisons d'être et il convenait de laisser à des hommes sages, personnellement intéressés au maintien de l'ordre et soucieux d'une bonne administration, la place à laquelle ils avaient droit.

Ce point de vue ne s'accordait pas avec celui du peuple. On lui disait que la Révolution s'était faite par lui et pour lui, mais la deuxième partie de cette proposition ne répondait guère à la réalité. Si les avantages que la bourgeoisie retirait du nouvel ordre de choses étaient évidents, l'œuvre de l'Assemblée nationale apportait à la partie la plus pauvre de la population des satisfactions beaucoup moins substantielles. Il est vrai qu'elle exerçait déjà en fait, par ses éléments les plus actifs, une influence que la Constitution ne lui accordait pas en droit. Elle comptait désormais sur la bienveillance du Maire de Paris et sur la Législative elle-même qui semblait disposée à prévenir ses vœux. Ils allaient se manifester à l'occasion des émigrés et des prêtres réfractaires.

Bien que le roi eût accepté la Constitution, les fuites à

l'étranger devenaient chaque jour plus nombreuses (1). Elles désorganisaient l'armée et la marine, et les exhortations que Louis XVI avait adressées aux commandants des ports et aux officiers généraux des troupes de terre pour y mettre un terme étaient restées vaines. Le 16 octobre, l'Assemblée mit la question à son ordre du jour. La discussion commença le 20. Elle fut assez brève. Le 22, une députation de la Société fraternelle des Jacobins, conduite par Pépin-Dégrouhette, se présenta au Manège pour lire à la barre un projet de loi contre les émigrés. Elle demanda qu'ils soient considérés comme des déserteurs, déchus de leur titre de citoyens français et passibles de la peine de mort s'ils étaient convaincus d'avoir pris les armes contre leur patrie. Leurs biens seraient mis sous séquestre et leurs revenus confisqués. Tous les Français actuellement hors du royaume devraient y rentrer dans les deux mois qui suivraient la promulgation de la loi, s'ils désiraient échapper à ses rigueurs. Les envoyés de la Société fraternelle furent applaudis par une partie de l'Assemblée et par les tribunes, mais leur intervention causa quelques mécontentements. Certains députés prétendirent que cette initiative dépassait le droit de pétition et qu'il n'était pas tolérable qu'un groupe de citoyens proposât des textes de décret à l'Assemblée nationale (2). Le Corps législatif ne s'arrêta

(1) Il suffit pour s'en convaincre de lire les comptes-rendus des séances du Club des Jacobins. Les correspondances qu'il recevait des sociétés affiliées des départements ne cessaient d'annoncer de nouveaux départs. Le 18 septembre, ce sont des lettres de Nérac et de Limoges; le 23, de Souillac, Poitiers, Angoulême, Martel, Bergerac; le 26, d'Aurillac, etc... Le 7 octobre, Camille Desmoulins annonça que, de tous côtés, on recevait « la nouvelle d'une émigration générale, tant de tous les anciens gardes de corps du roi, que des officiers de troupe de ligne. » L'acceptation de la Constitution par Louis XVI avait précipité le mouvement au lieu de l'arrêter.

(2) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXXIV, p. 345 et suiv. L'*Histoire parlementaire* de Buchez et Roux (t. 12, p. 277) et le *Moniteur Universel*, n° 296, du 23 octobre 1791, disent à tort qu'il s'agit de la Société fraternelle des Halles. L'affirmation de Mavidal et Laurent est confirmée par le compte-rendu de la séance du 19 octobre de la Société des Jacobins (voir Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 195 et suiv.). Une députation de la Société fraternelle des Jacobins était venue demander aux Amis de la Constitution un décret rendant passibles de la peine de mort les Français pris « les armes à la main contre la France » et ceux qui intrigueraient contre elle dans les cours étrangères. Chabot fit remarquer que le

pas à cette objection et il invita les frères à la séance. Le 25, il prit connaissance des quatre projets présentés par Brisot, Couthon, Vergniaud et Condorcet et retint le dernier. Il se composait en réalité de deux parties; la première, qui concernait Monsieur, frère du roi, fut adoptée sans difficulté et arrêtée dans sa rédaction définitive le 31 octobre. Elle sommait le comte de Provence de repasser la frontière dans le délai d'un mois sous peine d'être déchu de ses droits à la régence. La deuxième partie souleva plus de difficultés. Le texte proposé par Condorcet fut repoussé et l'Assemblée adopta finalement le 9 novembre le projet que lui présenta son Comité de Législation. Les Français rassemblés hors des frontières étaient déclarés suspects de conjuration; s'ils ne se séparaient pas avant le 1^{er} janvier, ils seraient reconnus coupables, poursuivis, punis de mort et leurs revenus seraient perçus, leur vie durant, au bénéfice de la nation, sans préjudicier toutefois aux droits de leurs femmes, de leurs enfants et de leurs créanciers légitimes. Les biens des princes absents du royaume étaient d'ores et déjà séquestrés, les fonctionnaires publics émigrés déchus de leurs places et privés de toute pension et de tout traitement. La presse démocratique applaudit, mais elle n'eut pas le temps de se réjouir : le 12, Louis XVI refusa sa sanction.

Le décret sur les prêtres réfractaires n'eut pas un meilleur sort. Les débats avaient été plus longs et plus ardu. Nous n'avons pas à les retracer ici. Commencés le 7 octobre, ce fut le 29 novembre seulement que l'Assemblée adopta avec quelques remaniements le projet présenté cinq jours plus tôt par François de Neufchâteau. Les troubles qui s'étaient produits dans les départements de la Vendée, des Deux-Sèvres (1), de Mayenne-et-Loire, du Calvados,

roi, après sa proclamation, ne pourrait refuser sa sanction à une telle loi. Un député présent à la séance répondit qu'il était d'ailleurs inutile de consulter le pouvoir exécutif. « L'honneur, l'intérêt de nos commettants et notre conscience, dit-il, voila les conseils que nous devons prendre et non de savoir si le pouvoir exécutif sanctionnera ou non. »

(1) Le 9 octobre 1791, Gallois et Gensonné, commissaires civils envoyés dans les départements de la Vendée et des Deux-Sèvres par la Constituante, présentèrent leur rapport à la Législative. Ils déclarèrent que le pays était resté parfaitement calme jusqu'au moment de la prestation du serment

avaient induit les députés à se montrer sévères. Tous les ecclésiastiques qui ne s'étaient pas conformés aux dispositions du décret du 27 novembre 1790, étaient tenus de se présenter dans le délai de huitaine devant la Municipalité du lieu de leur domicile pour y prêter le serment civique et signer le procès-verbal de cette prestation. En cas de refus, ils seraient privés de leurs pensions et placés sous la surveillance des autorités locales. Si les opinions religieuses servaient de cause ou de prétexte à des troubles, un arrêté du Directoire du Département pourrait, sans autre forme de procès, éloigner les prêtres réfractaires de leur résidence. En cas de résistance ou de faute plus grave, ils seraient poursuivis devant les tribunaux et passibles de peines plus sévères.

Dès le 5 décembre, dans une adresse au roi, le Directoire du Département protesta contre les dispositions de ce décret. Il était injuste, à son avis, de faire dépendre de la prestation du serment civique le paiement des pensions des ecclésiastiques non fonctionnaires. En confisquant les biens d'église, la Constituante les avait mis expressément au nombre des dettes nationales et rien ne pouvait détruire cette créance. On avait déjà privé les réfractaires de leurs offices ; on les avait réduit à un viager : c'étaient là des peines suffisantes. Toutes les mesures que préconisait le décret portaient d'ailleurs atteinte à la liberté d'opinion et à celle des cultes. Il suffisait de surveiller les insermentés et de les punir s'ils excitaient le peuple à la désobéissance. Le directoire conjurait donc le roi d'user de son veto (1). Le 19 décembre, Louis XVI annonça qu'il refusait sa sanction.

ecclésiastique, mais que les troubles n'avaient pas cessé depuis lors, car la population, par suite des difficultés de communication, de « la simplicité d'une vie purement agricole », des leçons de l'enfance était restée très attachée à la religion et aux ministres du culte. Un nombre infime de personnes assistait aux offices des assermentés. Ceux-ci, d'ailleurs, étaient peu nombreux, car les nouveaux élus refusaient, pour la plupart, d'accepter. Le 6 novembre, l'Assemblée fut informée des troubles de Mayenne-et-Loire par une adresse du Directoire de ce département ; le 11, elle apprit ceux qui se produisaient dans le Calvados.

(1) A. N. C 220-221. Des exemplaires imprimés de la pétition du Directoire du Département au roi se trouvent aux A. N. AD XVI 69 et AD¹ 74. Seule cette dernière cote est indiquée par Tuetey.

L'indignation des patriotes fut grande. Les protestations avaient commencé dans la presse de gauche dès le 14 novembre, après l'opposition du roi au décret contre les émigrants. Elles redoublèrent avec le second veto. Les députations des sections de Paris se succédèrent à la barre de l'Assemblée (1) et devant les Amis de la Constitution. Les envoyés du Théâtre-Français se montrèrent particulièrement violents. Ils s'élevèrent d'ailleurs moins contre le roi que contre l'intervention du Directoire du Département dont les membres, simples fonctionnaires chargés de faire exécuter la loi, avaient provoqué à dessein « l'avilissement des pouvoirs constitués et la résistance à leurs actes ». Leur adresse, qu'ils avaient communiquée le 9 aux Jacobins et dont Fauchet donna lecture à la Législative, était assez habile. Elle invoquait les dispositions de la loi du 10 mai et soutenait que le Directoire avait, en réalité, fait parvenir au roi une pétition collective. Les administrateurs du Département, et même le secrétaire, l'avaient signée en mentionnant leurs titres et ils avaient déclaré qu'ils ne pourraient prêter main-forte à l'exécution d'un pareil décret. Les pétitionnaires ne pouvaient donc ignorer, en protestant contre cette décision, que c'était à eux qu'il appartiendrait d'en assurer l'application si elle obtenait l'approbation de Louis XVI. Le même jour, 11 décembre, des citoyens de la section du Luxembourg vinrent présenter à l'Assemblée nationale deux pétitions dont l'une était adressée au roi, l'autre au Corps législatif. Ils demandaient, eux aussi, la suspension des administrateurs du département et requéraient l'Assemblée de dénoncer leur forfaiture. Les cent vingt et un signataires allaient presque tous

(1) Le 11 décembre, l'Assemblée reçut les pétitions des citoyens des sections du Luxembourg, de l'Oratoire, de l'Observatoire, de l'Arsenal (A. N. D III 256), du Théâtre-Français et de la Halle-au-Blé (A. N. D III 251). Voir *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXXV, p. 719 et t. XXXVI, pp. 5, 7, 10, 14 et 21. Le 13, les sections du Marché-des-Innocents et de la Place-Royale protestèrent à leur tour; le 14, celle du Ponceau; le 18, celles des Gravilliers, de la rue Poissonnière, des Thermes-de-Julien, de l'Hôtel-de-Ville (elles se trouvent toutes dans le dossier A. N. C 141). Les adresses des sections du Faubourg-Montmartre (A. N. C 141), des Quatre-Nations, du Palais-Royal, de la Bibliothèque (A. N. D III 256⁴) et des Invalides (A. N. AA⁹) sont légèrement postérieures.

faire partie de la Société patriotique de la section du Luxembourg qui devait se fonder au mois de janvier 1792. L'un d'eux, Pache, futur ministre de la guerre et successeur de Pétion à la Mairie de Paris, ne se contenta pas de prendre part à cette protestation collective. Il rédigea et fit imprimer *Quatre Observations sur la pétition présentée au roi, le 5 décembre 1791, par les membres du Directoire du Département* (1). Son exposé était plus théorique que les adresses des sections; mais il n'apportait pas d'éléments nouveaux. Il montrait que, malgré leur prétention, les Administrateurs du Département n'avaient pas agi comme de simples citoyens et qu'ils ne pouvaient d'ailleurs le faire, puisque l'objet même de leur demande touchait à l'exercice de leurs fonctions. Leur adresse était essentiellement collective. Le roi n'ayant pas suspendu les membres du Directoire, comme la Constitution lui en donnait le droit, Pache pria l'Assemblée de le faire à sa place. Il lui incombait de demander compte de sa négligence au ministre responsable et de juger elle-même le délit commis par les Administrateurs du Département.

Le 13 décembre, la Société fraternelle des Jacobins s'éleva à son tour contre le veto du 12 novembre et l'attitude du Directoire. Il veut en venir, dit-elle (2), au système

(1) *Première observation sur la pétition présentée au roi, le 5 décembre 1791, par les membres du Directoire du Département de Paris*, par J.-N. Pache, s. l. n. d., in-8°, A. N. AD XVI 67, B. N. Lb³⁹ 10.338. *Deuxième observation...*, par J.-N. Pache, s. l. n. d., in-8°, A. N. AD XVI 67, B. N. Lb³⁹ 10.338. *Troisième observation...*, par J.-N. Pache, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.600. *Quatrième observation...*, par J.-N. Pache, Paris, s. d., in-8°, A. N. AD XVI 67 et B. N. Lb³⁹ 5.601.

Cf. également *Société des Amis de la Constitution séante aux Jacobins. Opinion de M. Collot d'Herbois sur notre situation actuelle et sur la pétition présentée au roi par les membres du Directoire du Département de Paris*, lue à la Société dans la séance du 9 décembre 1791, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 651.

En sens contraire : *Observation de M. Viellart sur la pétition du Directoire du Département*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.599.

(2) *Adresse individuelle des citoyens composant la Société fraternelle de l'un et l'autre sexe, séante à la Bibliothèque des Jacobins Saint-Honoré, à l'Assemblée nationale et lue à la séance du mardi soir 13 décembre 1791*, Paris, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.419. Elle ne fut sans doute pas imprimée avant la fin du mois, car, s'il apparaît clairement, dans le texte lu à l'Assemblée nationale, que Louis XVI n'avait pas encore refusé sa sanction au décret du 28 novembre,

du patriciat et prétend créer un pouvoir intermédiaire, afin de l'exercer lui-même et d'y enchaîner les autres. En s'opposant à la loi, ses membres menacent de n'y pas obéir; c'est comme « commissaires publics » qu'ils tiennent ce langage et ils choisissent pour le faire un moment de grande fermentation où une étincelle peut suffire à allumer dans tout le royaume le feu de la guerre civile. La Société fraternelle prêtait ainsi au Directoire des intentions qu'il n'avait certainement jamais eues. Il n'était pas besoin d'aller chercher aussi loin les mobiles de sa conduite : son intervention répondait aux principes qu'il n'avait cessé de professer en matière religieuse; il s'était toujours montré soucieux d'assurer la liberté des cultes et sa décision du 11 avril l'avait assez prouvé.

La Société fraternelle ne réservait pas ses critiques au Directoire, elle les étendit jusqu'au roi, mais ce fut surtout aux émigrants coupables « d'attentat et de complot contre la sûreté générale de l'État et contre la Constitution » et aux prêtres réfractaires eux-mêmes qu'elle s'en prit. Elle accusa ceux-ci en particulier d'être des fauteurs de désordres, de crier à la tyrannie quand on les menaçait des rigueurs de la loi et d'opposer à son application des scrupules qu'ils qualifiaient faussement de « constitutionnels ». Leur attitude libérait l'État de toute obligation envers eux; ils abusaient de la crédulité d'hommes faibles et ignorants et les transformaient en « séides forcés ». Il était donc naturel que, renonçant à une indulgence coupable, on exigeât d'eux « le serment de fidélité au pacte social » et, qu'à défaut, on les privât de leur salaire. La condescendance dont la nation avait fait preuve jusqu'alors ne saurait l'empêcher de reprendre l'exercice de toutes ses prérogatives. Soutenir le contraire, c'était pousser à l'anarchie et au désordre, attaquer les droits imprescriptibles de l'homme et anéantir la souveraineté nationale.

dans les Observations imprimées à la suite de l'Adresse, le rédacteur, Beaumier, annonce que le Directoire a gagné son procès et que le roi vient d'opposer son veto au décret contre les prêtres factieux. L'exemplaire manuscrit des Archives nationales (A. N. C 141) contient quatre pages de signatures : Beaumier, Mathieu, Tombe, Noël, Maubant, Sadoux, Victor-Amédée Saint-Huruge, etc...

Le double veto avait achevé de creuser le fossé entre les patriotes et Louis XVI. C'est contre lui que les clubs populaires allaient tourner toute leur ardeur combative. La cause royale, désormais liée à celle des prêtres réfractaires et des émigrés, était gravement compromise et la désaffection pour le roi ne cessa d'augmenter. Le 3 janvier, la Société fraternelle de Sainte-Geneviève, instruite par un de ses membres que des femmes se rendaient souvent sur le passage de Louis XVI et de Marie-Antoinette pour les acclamer, déclara publiquement qu'elle ne connaissait pas ces manifestantes et qu'elle les regardait comme « soudoyées et indignes d'être les épouses de citoyens libres » (1).

L'intervention du Directoire du Département et sa pétition du 5 décembre avaient servi d'avertissement à la Société fraternelle des Jacobins. Pour prévenir le retour de semblables initiatives, elle songea à réclamer la publicité des séances des Corps administratifs et rédigea à cet effet une pétition qu'elle soumit, le 1^{er} février, à l'approbation des Amis de la Constitution. Lanthenas, qui présidait le Club des Jacobins, fut d'avis qu'une telle réforme servirait utilement la patrie et la liberté et engagea les frères à la poursuivre. Ils se rendirent alors à l'Assemblée nationale; mais le député auquel ils s'adressèrent, Champion, les fit éconduire sous le prétexte qu'on ne pouvait présenter au Corps législatif que « des réclamations particulières et individuelles » et non un plan d'intérêt général.

Robert protesta. Il dénonça au Président de l'Assemblée cette interprétation de la loi qu'il jugeait inexacte et demanda que les représentants de la Société fraternelle fussent entendus (2). Mais le Comité des Pétitions, auquel sa lettre fut transmise, la retourna, le 24 février, au Comité central. Les frères devaient obtenir gain de cause quelques mois après. Le 1^{er} juillet, les Girondins firent décréter la publicité des séances de tous les corps administratifs, ce qui les mit directement sous la surveillance populaire.

(1) *Orateur du Peuple*, t. IX, n° 54 : Société fraternelle de Sainte-Geneviève. Extrait du procès-verbal de la séance du mardi 3 janvier 1792.

(2) A. N. D XL 3.

CHAPITRE XI

LES SOCIÉTÉS POPULAIRES CRÉÉES EN 1792

Controverses soulevées à l'occasion des Amis de la Constitution et des clubs patriotiques.

Le massacre du Champ de Mars et la répression qui le suivit arrêterent pour un temps la création de nouvelles sociétés populaires. Dès le 6 octobre toutefois, les Amis de la Constitution recommencèrent dans toute la France une campagne en leur faveur. Ils proposèrent en exemple aux clubs qui leur étaient affiliés les sociétés fraternelles de Paris et leur demandèrent de provoquer des réunions d'artisans et d'ouvriers, les jours de suspension du travail; ils les invitèrent à réduire au taux le plus bas la contribution nécessaire pour couvrir les frais indispensables. Cet apostolat n'était pas désintéressé, car les Jacobins pensaient accroître leur influence et leurs moyens d'action par la multiplication des clubs populaires. « Ces points de réunion, dirent-ils, seront vos rameaux et vous en serez le tronc, comme nous sommes le centre de toutes les sociétés affiliées. Vous nous communiquerez ce que vous croirez utile et par nous ce qui sera important viendra à la connaissance de tout l'empire. Cette organisation simple sera le complément de ce que l'on établira pour l'éducation nationale et diminuera beaucoup les frais d'instruction publique. L'opinion s'élèvera pure; elle se formera dans le calme et la réflexion. On supportera les malversations momentanées comme la punition des mauvais choix; on en préparera de meilleurs et c'est ainsi que l'on prévendra d'une manière paisible et certaine le retour des abus (1). » Tallien, dans le

(1) Cette adresse fut publiée dans le *Journal Général de l'Europe*, n° 107, du jeudi 6 octobre.

numéro deux de l'*Ami des Citoyens*, annonça lui aussi la publication d'un article sur la nécessité des assemblées populaires.

Cependant les adversaires des sociétés patriotiques n'avaient pas désarmé. Ils s'en prenaient surtout au club des Jacobins. Depuis le schisme des Feuillants, les Amis de la Constitution s'étaient rapprochés des sociétés fraternelles et la nature de leur recrutement mettait moins qu'autrefois obstacle à une entente étroite. Pour diminuer leur influence et rendre inoffensive leur activité, les Constituants, avant de se séparer, avaient songé à briser les liens qui les unissaient. Leur tentative avait échoué. On chercha d'autres moyens. Un Feuillant, dans une brochure anonyme sur l'influence et l'utilité des clubs (1), indiqua un remède qu'il avait emprunté au passage suivant du Contrat Social et il pouvait espérer que cette autorité ne serait pas suspecte aux démocrates : « Si, quand le peuple suffisamment informé délibère, les citoyens n'avaient aucune communication entre eux, du grand nombre de petites différences résulterait toujours la volonté générale, et la délibération serait toujours bonne (2). Mais, quand il se fait des brigues, des associations partielles (3) aux dépens de la grande, la volonté de chacune de ces associations devient générale par rapport à ses membres et particulière par rapport à l'état : on peut dire alors qu'il n'y a plus autant de votants que d'hommes, mais seulement autant que d'associations. Les différences deviennent moins nombreuses et donnent un résultat moins général (4). Enfin, quand une de ces associations est si grande qu'elle l'emporte sur toutes les autres, vous n'avez plus pour résultat une somme de petites différences, mais une différence unique; alors il n'y a plus de volonté générale, et l'avis qui l'emporte n'est qu'un avis

(1) *De l'Influence et de l'Utilité des Clubs*, par un ami de la Constitution. A Paris, l'an IV de la liberté, in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.787.

(2) L'auteur de la brochure, en citant ce passage de Rousseau, a omis le dernier membre de phrase.

(3) On trouve « particulières » au lieu de « partielles » dans l'exemplaire de la Bibliothèque nationale.

(4) Les mots « et donnent un résultat moins général » sont omis dans la brochure.

particulier. Il importe donc, pour avoir bien l'énoncé de la volonté générale, qu'il n'y ait pas de société partielle dans l'état, et que chaque citoyen n'opine que d'après lui... Que s'il y a des sociétés partielles, il en faut multiplier le nombre et en prévenir l'inégalité (1). » Il était trop facile d'appliquer les paroles du « saint patron » aux Jacobins et à leurs affiliés. Le remède, Oelsner l'avait déjà indiqué sans recourir à Rousseau : « Un sûr moyen, avait-il dit, de rendre les clubs inoffensifs et dix fois plus utiles, me paraît être de les multiplier; cela diminuera l'influence des individus isolés et les remettra à l'école de l'esprit public. »

Partant de ces prémisses, l'auteur de la brochure sur l'utilité des sociétés patriotiques bâtit tout un système. Il déclara que si les assemblées populaires devaient former une confédération générale dans les moments de danger, elles ne pouvaient en temps normal vivre dans une atmosphère d'insurrection, de crise, d'inquiétude : « Ce n'est jamais dans un état habituel de révolution que la société peut s'organiser. La loi ne remplacera la force aveugle de la multitude que quand chaque conciliabule de patriotes cessera de se croire chargé du salut de l'empire, quand on sentira que, notre Constitution étant représentative, rien n'est plus opposé à son esprit que des assemblées qui s'érigent en comices, en corps politiques ayant usurpé une sorte de représentation nationale où des spectateurs peu éclairés viennent écouter les harangues des flatteurs du peuple... » Là, dit-il en substance, on se préoccupe, non d'instruire la foule, mais de l'agiter et de l'effrayer; on la nourrit de défiances et de soupçons; on développe ses passions les plus ardentes et les plus viles; on lui enseigne à porter tous ses efforts contre ceux à qui la Constitution a confié la puissance exécutive. Pour mettre fin à ces abus, trois mesures sont nécessaires. Il faut en premier lieu que les clubs soient isolés, indépendants les uns des autres et qu'ils n'aient entre eux aucune correspondance. L'affiliation crée un corps unique dont les intérêts diffèrent bientôt de ceux de la nation et qui forme une véritable faction dans l'État.

(1) Rousseau, *Contrat Social*, livre II, chap. III « Si la volonté générale peut errer. »

C'est le fait de l'organisation jacobine; ses décisions ont une influence immense et cependant sa responsabilité, divisée sur des milliers de têtes, est nulle.

Il faut encore que ces assemblées soient nombreuses et d'importance sensiblement égale. « Toute association privée, du moment qu'elle obtient la prépondérance, devient intolérante, despotique, persécutrice... Le seul moyen de prévenir ce danger, c'est de leur donner un contre-poids, de les balancer les unes par les autres, d'empêcher aucunes d'elles de s'élever sur la destruction des autres. Je sais qu'on ne peut leur imposer ce frein par aucune loi positive; c'est aux bons citoyens qui en sentiront la nécessité à combattre dans les sociétés dont ils sont membres ce nouveau genre de despotisme. »

Enfin, il est un troisième principe également indispensable : interdire aux députés à l'Assemblée nationale d'appartenir à aucun club. Leur présence donne à ceux-ci une importance trop grande et elle compromet l'indépendance des représentants de la nation et la liberté de leurs suffrages. Cette dernière proposition fut faite sans succès au Corps législatif, le 26 décembre 1791 (1); elle fut reprise aussi vainement, au mois de mars de l'année suivante, par Thorillon, député de Paris, dans une adresse à ses concitoyens (2).

Au même moment, André Chénier dressa dans le *Journal de Paris* un véritable réquisitoire contre les Jacobins et les clubs qui leur étaient affiliés (3). Ils considèrent la délation, dit-il, comme un acte louable et utile, distribuent des brevets de patriotisme et traitent ceux qui ne font pas partie de leur clientèle de perfides et d'aristocrates. Tout homme riche passe auprès d'eux pour ennemi public. Leurs intrigues, leurs menées et les tumultes qu'ils provoquent ont fait fuir les gens de bien des assemblées primaires. Ils protègent les rebelles et les révoltés; ils entravent l'exercice de l'auto-

(1) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXXVI, p. 425. Le jour même, Albitte dénonça aux Jacobins cette tentative des ennemis des sociétés patriotiques (Aulard, *Société des Jacobins*, t. III, p. 299 et suiv.).

(2) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXXIX, p. 463 et suiv.

(3) L'article d'André Chénier parut également dans l'*Ami des patriotes* n° 22, du 3 mars 1792.

rité et se plaignent ensuite que le gouvernement n'agisse pas. Ils invoquent sans cesse la Constitution et sans cesse l'outragent par leur conduite. Ils reçoivent des députations qui, « comme s'il n'existait ni assemblée législative, ni tribunaux, ni pouvoir exécutif, s'adressent à eux pour obtenir, ou une loi, ou la réparation de quelque tort, ou un changement d'officiers publics. »

Les adversaires des clubs ne s'en tinrent pas à des exposés théoriques. Ils prirent l'offensive dans l'Assemblée nationale même. Le 4 février, Gorguereau mit en cause l'association des Jacobins en présentant le rapport du Comité de Législation au sujet des pétitions rédigées contre l'adresse que le Directoire du Département avait fait parvenir au roi le 5 décembre 1791. Avant la fin du mois, Vaublanc s'en prit aux clubs populaires. Il affirma que la France n'aurait pas de gouvernement solide et respecté tant que des assemblées, dont il ne condamnait pas les intentions, mais dont il blâmait les excès, entraveraient l'action de l'Administration, mépriseraient et aviliraient l'exercice de l'autorité (1). Guadet, qui prit leur défense, reconnut cependant que certaines d'entre elles étaient « exaltées, exagérées même ».

Les patriotes s'émurent. Le 4 mars, une députation du Club des Nomophiles vint témoigner aux Amis de la Constitution l'attachement le plus dévoué. « Avant qu'on détruise les sociétés patriotiques, dit-elle, il faudra qu'on passe par-dessus nos cadavres; nous en ferons, jusqu'au dernier soupir, un rempart pour vous défendre. » Le même jour, un membre de la Société fraternelle des Jacobins annonça que le juge de paix de la section Poissonnière avait arrêté Hébert et Tremblay, les auteurs du *Père Duchesne* et du *Journal de Paris*, qui avaient invité les femmes à s'armer pour la défense des sociétés patriotiques. Les Jacobins, à sa demande, leur donnèrent trois défenseurs officiels, Collot d'Herbois, Réal et Polverel, dont l'entremise fut d'ailleurs inutile, les détenus ayant été libérés très rapi-

(1) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXXVIII p. 683 et suiv.

dement. Au Club central de l'Évêché, pour protester contre les projets « détestables » des ennemis du peuple, on rédigea des pétitions à l'Assemblée nationale; mais on ne les fit pas toujours parvenir à leur adresse, car on jugeait qu'il n'y avait pas autant de législateurs philosophes qu'il en faudrait pour écouter le langage d'un homme libre. « Les Sociétés patriotiques doivent subsister, Messieurs, dit un de ces textes, parce que nous l'avons voulu et parce que nous le voulons. Songez que vous n'êtes pas ici pour votre volonté, mais pour la nôtre. Vous n'êtes pas des rois, vous n'êtes que des agents impuissants contre nous et seulement forts contre nos ministres (1). » Les patriotes s'inquiétaient sans raison. Les efforts de leurs adversaires étaient vains. Non seulement on ne fit rien contre les clubs déjà existants, mais on ne put empêcher la création de nouvelles assemblées populaires. Cette éclosion, qui commença au début de 1792, fut favorisée par les circonstances.

Le 6 mars, G. Charles Faitpoul, électeur, prononça au Club de la section du Luxembourg un long discours sur les effets que l'on pouvait attendre des sociétés patriotiques. Il n'apporta aucun argument nouveau en leur faveur, mais il s'efforça de montrer combien elles étaient nécessaires à un moment où la situation politique et économique était particulièrement grave (2). Dans la *Chronique du Mois*, parut en avril un article de Lanthenas sur les Sociétés populaires « considérées comme une branche essentielle de l'instruction publique (3) ». Lanthenas demandait à la Législative

(1) *Adresse à l'Assemblée nationale lue au Club central des Électeurs du Département de Paris, séant à l'Évêché, le 3 mars 1792, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.367.* Son auteur s'opposa à ce qu'elle fût portée à l'Assemblée. Une autre pétition du Club central de l'Évêché, sur le même objet, se trouve aux A. N., dans les papiers de Charles-Nicolas Osselin, T 614¹.

(2) *Discours prononcé à la Société patriotique de la section du Luxembourg dans sa séance du 6 mars, par G. Charles Faitpoul électeur, sur les effets que l'on doit attendre des sociétés patriotiques, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.446.* Faitpoul, qui était membre de la Société des Amis de la Constitution, entra après le 10 août 1792 dans les bureaux du ministre de l'Intérieur, sur la recommandation de Pache. C'est, dit M^{me} Roland, dans ses *Mémoires* (t. 1, p. 148) un « homme intelligent, laborieux, exact, qui remplit fort exactement la partie de la comptabilité, homme adroit qui ne se met en opposition avec personne et trouve fort bon le parti du plus fort. »

(3) *Des Sociétés populaires considérées comme une branche essentielle de*

de créer dans chaque canton une société populaire où tous les citoyens seraient admis, mais où les fonctionnaires publics joueraient un rôle prépondérant. On y donnerait des conférences; on y lirait les meilleurs journaux; grâce à ces assemblées, la fraternité universelle serait instaurée et les sectes en déclin remplacées par une sorte de culte civique.

J.-N. Pache publia, de son côté, des *Observations sur les Clubs patriotiques* (1). Il les justifia par le droit naturel aux hommes de se communiquer librement leurs pensées et assura qu'ils étaient indispensables aux simples citoyens et aux fonctionnaires. Les premiers s'y préparaient à l'exercice des droits que la Constitution leur avait reconnus et des devoirs qu'elle leur imposait; ils y acquéraient « une sensibilité morale et politique propre à les guider dans le choix qu'ils ont à faire de représentans, de magistrats, de fonctionnaires... l'habitude d'une surveillance sûre et fixe sur les personnes et sur les choses qui en méritent la peine... la facilité de faire aux circonstances du moment une application rigoureuse des principes abstraits. » Les législateurs y prenaient connaissance de la volonté générale dont ils devaient être les interprètes; les fonctionnaires y étaient soumis à une surveillance qui prévenait les prévarications. Ces sociétés ne présentaient aucun danger; elles n'étaient pas des corps politiques; elles laissaient toute autorité à la loi et restaient soumises aux hommes chargés de la faire exécuter. Il fallait les défendre, y admettre tous les Français, et les multiplier. Au mois d'avril, les *Lettres bougrement patriotiques* du père Duchesne, demandèrent que, dans chaque église, les dimanches et les jours de fête, des patriotes ardents prêchassent aux habitants des paroisses des choses simples, claires et faciles à comprendre. Chaque église deviendrait ainsi « un temple de la liberté le soir, après avoir été, le matin, celui de la divinité ». Toute cette propagande ne resta pas sans résultat.

L'Instruction publique, par F. Lanthenas. Extrait de la Chronique du Mois (avril). Paris, 1792, in-8°, B. N. Lb⁸⁹ 5.786. Voir sur cet article, A. Mathiez, *Origines des cultes révolutionnaires*, p. 101 et suiv.

(1) Imp. s. d., in-8°, B. N. Lb⁸⁹ 5.788. B. V. P. 31.408.

La Société de la rue de la Vieille-Monnaie.

Dans ses notes autobiographiques, Chaumette se flatte d'avoir fondé, en janvier 1792, au numéro huit de la rue de la Vieille-Monnaie, sur le territoire de la section des Lombards, une nouvelle Société populaire (1). Il ne s'agissait, en réalité, que d'une scission du Club des Cordeliers. Elle s'était produite au mois de novembre 1791 et le chevalier de Rutledge en avait été l'occasion. Ce personnage, auquel M. Raymond Las Vergnas a consacré une thèse (2), était né à Dunkerque en 1742. Il était le fils d'un armateur d'origine irlandaise, fait baronnet par Charles-Édouard et dont la famille s'était fixée en France depuis le *xvii^e* siècle. Essayiste, romancier, auteur d'une tragédie et de deux comédies, Rutledge, devint, sous la Révolution, publiciste à gage, entra aux Cordeliers et dirigea le journal *Le Creuset*. Mais, le 25 novembre 1791, les Amis des Droits de l'Homme l'obligèrent à quitter leur société. Les motifs de cette décision sont assez obscurs. Les députés des Cordeliers qui en informèrent les Jacobins accusèrent Rutledge d'avoir tenu des propos outrageants pour les Amis de la Constitution et d'avoir fait distribuer un ouvrage séditieux. M. Mathiez pense qu'il s'était imprudemment embarqué sur la « galère Ferrières ». M. de Ferrières, négociant lyonnais établi à Paris au début de la Révolution, était l'auteur d'un plan de banque territoriale que Pétion avait présenté le 27 mars 1790 à la Constituante. Il avait imaginé de créer dans chaque département une caisse où les propriétaires fonciers pourraient, sur la remise en garantie de tout ou partie de leurs biens, se faire délivrer, moyennant un intérêt de quatre pour cent, des billets ayant cours dans la France entière et même à l'étranger, remboursables à vue et en espèces dans chacune des caisses. L'État était intéressé à

(1) Notes autobiographiques de Chaumette A. N. T 1.611, publiées par Braesch, *Papiers de Chaumette*, p. 134.

(2) Raymond Las Vergnas, *le Chevalier Rutledge, gentilhomme anglais*, Paris, Champion, 1932, in-8°, 238 pages. Voir le compte-rendu de M. G. Lefebvre, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1935, n° 3, mai-juin.

l'opération parce qu'il lui était ristourné deux et demi pour cent de l'intérêt versé par les propriétaires. Enfin, pour garantir à ces derniers la propriété des signes qui leur étaient délivrés, M. de Ferrières leur donnait un numéro d'ordre transmissible avec le titre même (1). En 1791, les Amis des Droits de l'Homme chargèrent sept commissaires, au nombre desquels se trouvait Rutledge, d'examiner ce projet. Ils lui donnèrent une entière adhésion, et le 30 juin, en présentant leur rapport, demandèrent qu'il fût adressé à tous les départements du royaume (2). Mais leur enthousiasme ne fut pas partagé par tous les membres du club. Il y eut aux Cordeliers des discussions très vives et Buirette-Verrières, qui combattit avec ardeur le plan de M. de Ferrières, cette « pomme de discorde », mit personnellement en cause Rutledge. L'hypothèse de M. Mathiez paraît donc exacte. Elle semble en tout cas vérifiée par le témoignage des Jacobins eux-mêmes qui, en frimaire an II, reprochèrent à Ferrières d'avoir « mis le trouble et la division dans les clubs des Cordeliers ».

Quelles que fussent les causes de la décision qui le frappait, Rutledge refusa de se soumettre. Le 28 novembre, il

(1) Cf. *Plan d'un nouveau genre de banque nationale et territoriale présenté à l'Assemblée nationale par M. Jacques-Annibal Ferrières, négociant de Lyon*, Paris, 1789, in-4°, B. N. Lb³⁹ 7.246. Cf. Tourneux, t. III, n° 13.766 à n° 13.778.

(2) Voir Rapport des commissaires nommés par la Société des Amis des Droits de l'Homme et du Citoyen pour l'examen du plan de banque territoriale de M. de Ferrières, et Adresse aux quatre-vingt-trois départements publiés par M. Mathiez, *Club des Cordeliers*, p. 70 et suiv. Cette question passionna longtemps l'opinion. On trouve aux Archives nationales, dans le dossier F⁷ 4.622, des réflexions de la Société de l'Égalité sur le projet des billets territoriaux de M. de Ferrières. Elles datent de la fin du mois de février 1792. Leur auteur condamne le plan de Ferrières, car il y voit pour les gros propriétaires un moyen d'accaparer les terres de ceux qu'il appelle « les petits fonciers ». Il donne l'exemple d'un homme qui, propriétaire d'un bien de quatre-vingt mille livres, l'engage pour soixante mille et, avec le billet qui lui est délivré, achète une autre terre. Il peut recommencer l'opération, engager ce nouveau bien pour les trois quarts de sa valeur et procéder avec le nouveau billet à un nouvel achat. Il jouira ainsi des revenus des trois domaines, très supérieurs à l'intérêt de quatre pour cent qu'il devra verser pour la valeur engagée. Il lui sera d'ailleurs possible de se libérer peu à peu. Si le plan de Ferrières était adopté, dit l'auteur, la France serait privée en moins d'un siècle de ces petits cultivateurs « qui donnent l'aisance des vivres pour faire place à de gros fonciers qui, dans cet instant, sont les accapareurs des grains. »

se présenta aux Jacobins. Il avait amené Boucher-Saint-Sauveur, qui s'offrit à le justifier. Mais les Amis de la Constitution refusèrent de l'entendre. Trois jours plus tard, la scission était chose faite. Deux députations, l'une des Cordeliers de la rue Dauphine, l'autre des partisans de Rutledge, vinrent l'annoncer aux Jacobins. Le Président déplora cet événement fâcheux; il assura que sa société ferait tout ce qui dépendrait d'elle pour ramener l'union; mais il ne voulut pas prendre parti et, pour tenir la balance égale, invita les frères ennemis à la séance.

Peu de membres avaient suivi Rutledge. Parmi eux se trouvaient Boucher-Saint-Sauveur, Virchaux, Chanet et Chaumette. Dunouy accuse formellement celui-ci d'avoir abandonné les Cordeliers et lui-même reconnaît la vérité de cette assertion, puisqu'il se flatte d'avoir créé la Société de la rue de la Vieille-Monnaie. Il rédigea pour elle un mode de scrutin épuratoire (1) et fut probablement l'auteur de la circulaire qu'elle adressa aux clubs patriotiques de la capitale pour solliciter leur correspondance et les prier de lui accorder les secours de leurs conseils et de leurs lumières. Elle leur demanda de joindre ses efforts aux siens pour lutter contre les ennemis de la liberté et affermir la révolution. Elle exposa les principes qui allaient dicter sa conduite et les buts qu'elle proposait à l'activité de ses membres : « défendre les opprimés envers et contre tout, sonder la profondeur des cachots pour en arracher l'innocence, imprimer le cachet de l'opprobre sur le front des violateurs de la loi, marcher, fût-ce à travers des dards, des baïonnettes, partout où la liberté serait attaquée, nourrir dans leur âme la haine des tyrans et l'amour de la patrie (2). »

Chaumette ne tarda d'ailleurs pas à abandonner la Société de la rue de la Vieille-Monnaie. Des intrigants s'y introduisirent, dit-il, et égarèrent les citoyens en les faisant délibérer sur des « questions personnelles ». Il accuse deux hommes qu'il ne nomme pas d'avoir établi une « espèce de domination » et d'avoir lancé contre lui « les sots » sur les-

(1) A. N. T 604², publié par Braesch, *Papiers de Chaumette*, p. 171 et suiv.

(2) A. N. T 604², publié par Braesch, *Papiers de Chaumette*, p. 176-177.

quels ils régnaient. En dépit de la retraite de Chaumette, la Société de la Section des Lombards poursuivit sa carrière (1).

La Société patriotique de la Section du Luxembourg.

Le 13 janvier 1792, Jean-Baptiste-Charles Meusnier, ingénieur et mathématicien, demeurant place Saint-Sulpice, vint déposer au secrétariat de la Municipalité les déclarations de quatorze citoyens du quartier du Luxembourg qui annonçaient leur intention de se réunir, le même jour, à cinq heures du soir, dans une des salles du Comité de la section (2). Ils s'assemblèrent de nouveau le 28 de ce mois, à trois heures après-midi, dans la chapelle des Allemands à Saint-Sulpice (3), résolurent de former une nouvelle société sous le titre de Club patriotique de la section du Luxembourg et arrêterent un projet de statuts (4).

En attendant la constitution définitive de leur assemblée, ils décidèrent que tous les Parisiens, citoyens actifs ou passifs, quel que fût le lieu de leur domicile, pourraient se faire inscrire, du 28 janvier au samedi 11 février, sur un registre ouvert à cet effet. L'accomplissement de cette formalité leur donnerait le droit d'assister aux séances. On devait y lire la liste des membres inscrits depuis la réunion précédente et mettre leur admission aux voix par assis et levé « soit collectivement, soit divisément pour ceux concernant lesquels la motion en serait faite par un citoyen et adoptée par la majorité. » Mais le projet de statuts, pour prévenir les dangers qui pouvaient résulter de ces réceptions trop faciles et soumises à un contrôle insuffisant, déclara qu'elles ne seraient que provisoires. La Société « définitivement formée » devait consacrer sa première séance à un scrutin épuratoire. Chaque membre déposerait dans une capsule les

(1) Il existe du moins un *Règlement pour la Société républicaine et sans culotte des Lombards*, imp. in-8°, 15 p., Br. M. F. R. 346,20.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 87.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 88.

(4) *Projet de statuts pour la Société patriotique de la section du Luxembourg, lu dans son assemblée provisoire du 28 janvier de l'an IV de la liberté*, Paris, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.445.

noms de ceux qu'il croirait devoir rejeter; la capsule serait ensuite ouverte, on lirait les bulletins et on voterait sur chaque nom. « Un nombre de balles noires égal au dixième de celui des membres inscrits suffira pour l'exclusion, dit le projet. Ceux qui auraient été ainsi rejetés ne pourront être représentés qu'un an après la ditte réjection. » Ces dispositions soulevèrent quelques critiques (1). Aussi la Société, dans sa séance du 14 février, apporta-t-elle certaines modifications à son projet. Elle décida que le délai d'un an fixé dans le texte primitif ne serait plus obligatoire; la majorité resterait toujours libre de rappeler un membre exclu, mais elle ne pourrait le faire qu'à une séance « convoquée à cet effet par un billet circulaire adressé à tous les membres et spécifiant l'objet de cette assemblée ». Enfin, au moment de la lecture des noms inscrits sur les bulletins déposés dans la capsule, un sociétaire pouvait s'opposer à ce qu'un des citoyens dénoncés fût mis en ballottage. Quand sa proposition était favorablement accueillie, le président la mettait aux voix par assis et levé et, si la majorité s'y ralliait, le candidat était admis sans vote et sans discussion.

Le 30 janvier, Pache, qui demeurait au numéro treize de la rue de Tournon, déposa au secrétariat de la Municipalité une nouvelle déclaration des citoyens de la section du Luxembourg. Ils y annonçaient qu'ils se réuniraient désormais deux fois par semaine, le mardi et le samedi à six heures du soir, au séminaire Saint-Sulpice (2). Ils avaient décidé de consacrer trois cents livres à la location d'une salle et ils pensaient que leurs cotisations fourniraient à la société les sommes nécessaires pour couvrir tous les frais. Ils ne voulaient d'ailleurs pas faire entrer en ligne de compte l'achat d'un mobilier; ils y pourvoiraient au

(1) *Observations du sieur Baffert sur le projet de statuts*, B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 60. Il déclara que le délai d'un an lui paraissait trop long et qu'il serait plus logique de le ramener à trois mois. En effet, la Société devait examiner, à la fin de chaque trimestre, la conduite de ses membres et soumettre chacun d'eux à un nouveau scrutin. « Pourquoi donc celui qui aura été rejeté, dit Baffert, ne pourra-t-il point se représenter à la fin du même trimestre? »

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 89-90. Cette déclaration est signée par le président de la société, Polverel, le secrétaire, Guérault et Pache.

moyen de contributions volontaires (1). On leur offrit la Chapelle basse des enfants et les deux commissaires qui la visitèrent en leur nom la déclarèrent vaste et assez commode. « Le plus grand avantage que nous y avons trouvé, dirent-ils, c'est une grande diminution de frais de mobilier, tel que banc, chaise de président et séparation des places du public. La seule dépense que la société pourrait regretter, c'est la réparation urgente des vitres qui sont presque toutes cassées; il est même des endroits où il faudrait des châssis, ce qui monterait un peu haut pour des frais entièrement perdus pour la société... L'endroit disponible a 46 pieds de long sur 22 pieds de large (2). »

Le 19 février, les membres de la Société patriotique du Luxembourg avertirent le Corps municipal que leur assemblée ordinaire du mardi serait reportée au jeudi suivant (3). Le 21 avril, une nouvelle déclaration déposée au secrétariat de la Municipalité par M. Lejeune, « citoyen de la section du Luxembourg », annonça que les séances auraient lieu indifféremment tous les jours de la semaine (4).

Le projet de statuts avait déclaré que le jour où le club serait définitivement constitué un nouveau mode d'admission entrerait en vigueur. Il en avait fixé les formalités. Tous les candidats devaient se faire présenter par un membre et appuyer par deux autres; leurs noms restaient affichés pendant deux séances, puis on votait par assis et levé. Le récipiendaire indiquait sur un registre son nom et son adresse et il s'engageait à contribuer « pour sa part et par égale portion aux frais communs de la société ».

Le projet de statuts fut révisé dans la séance du mardi 19 février 1793, l'an deuxième de la république (5). On n'y apporta pas, d'ailleurs, de grands changements. Toutefois,

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 45. Rapport sur les frais de dépenses courantes à faire par la Société patriotique du Luxembourg.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 48.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 52.

(4) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 94.

(5) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 6. Il semble qu'aucun règlement n'était intervenu depuis le projet de statuts de 1792. Celui-ci avait seulement subi certaines modifications et on y avait fait quelques additions. Le préambule du texte du 19 février 1793 déclare que la Société, après un an de travail, forte de l'expérience acquise et désireuse de « consolider et perpétuer

on décida d'admettre désormais les jeunes filles âgées de quatorze ans dont les parents étaient déjà membres du club et les femmes à partir de vingt-deux ans; mais leur nombre ne pouvait excéder le cinquième de chiffre total des sociétaires. Les jeunes gens étaient reçus à seize ans. Un « Comité général » de quinze membres était chargé, entre autres attributions, de recueillir les informations nécessaires sur les candidats et d'en instruire l'assemblée. Le premier projet de statuts comportait pareillement la création d'un seul comité, mais celui-ci, composé seulement de quatre membres, avait d'abord joué un rôle exclusivement administratif. Il préparait les projets de dépenses, les présentait à l'assemblée, en suivait l'exécution sur ordonnances du président arrêtées par la Société. C'est à ce travail, alors assez absorbant, que le Comité s'était consacré au moment de la constitution du club du Luxembourg. Outre la location de la salle, il avait procédé à l'achat « d'une table, de chaises, de bancs, de lampes et poêles, et à la confection d'une tribune pour l'orateur, et de gradins pour les membres et assistans ». Il avait été chargé en outre des dépenses courantes de chauffage et d'éclairage, des acquisitions « de registres, papiers, plumes, écritaires, poudriers, sceau »; mais il n'intervenait nullement dans les présentations. Bientôt il n'en fut plus ainsi.

Il existe, dans le dossier B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.704, un procès-verbal de la séance du 18 avril 1792 des « Comités d'administration et de présentation réunis ». Des membres des deux comités, dit-il, s'étant trouvés assemblés, « il a été convenu de traiter en commun les objets relatifs aux deux comités... Les citoyens présentés à la séance d'hier sont M. Stanley, horloger, rue du Four et Bonnet, menuisier, rue des Canettes, Jean-Baptiste-Jacques Audoin et Pierre Audoin, rue du Petit-Bourbon, et Pierre-Michel Boutry, cordonnier, rue du Four. Le Comité n'a pas jugé qu'il y ait lieu à prendre d'informations à l'égard de ces citoyens qui sont suffisamment connus (1). » Il existait

son institution », a décidé de revoir ses règlements provisoires. Elle conserva d'ailleurs, sans y toucher, certaines parties du projet de 1792.

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 150.

donc à cette date deux comités, alors qu'il n'est fait mention de cette dualité ni dans le projet de statuts de février 1792 ni dans le règlement de 1793, où l'épithète de général attribuée au comité de quinze membres, ainsi que son double rôle d'information et d'administration, indiquent la fusion des deux groupements. En fait, le Comité de Présentation avait été créé en mars 1792 et avait tenu sa première séance le 19 de ce mois, à dix heures. Il se donna un président et un secrétaire, Meusnier et Polverel, et décida de siéger à neuf heures, le lendemain des jours où la Société se réunissait. Il adopta un règlement en neuf articles qu'il soumit à l'agrément de l'assemblée (1). Il se composait de neuf membres nommés pour trois mois et renouvelés par tiers tous les mois. Jusqu'à ce que le roulement eût été régulièrement établi, on s'en remit au sort du soin de désigner les premiers commissaires à remplacer. Le Comité admettait sans aucune formalité les candidats dont les titres patriotiques étaient avantageusement connus. Si une enquête était jugée nécessaire, il la confiait à un de ses membres. Tous les sociétaires devaient aider celui-ci et lui communiquer les renseignements qu'ils pouvaient posséder. Si les informations recueillies étaient favorables, le candidat était admis au cours de la séance suivante; dans le cas contraire, le Comité retardait sa réception ou le rejetait définitivement.

Le scrutin épuratoire, auquel la Société définitivement constituée avait consacré sa première réunion, était répété pour tous les membres et dans les mêmes formes tous les trois mois. Chacun d'ailleurs était libre de se retirer s'il lui plaisait. Il devait seulement avertir le président par une lettre signée dont il était fait mention en marge de son nom sur le registre des sociétaires. Sans cette formalité, il était toujours considéré comme faisant partie du club et supportait sa part des dépenses communes.

Le projet de statuts de 1792 ne fixe pas de contribution. Chaque trimestre, les frais courants étaient également répartis entre tous les membres. On fit face aux dépenses

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 229-232.

d'installation grâce à des souscriptions volontaires dont les auteurs, du moins en principe, devaient être remboursés au moyen d'une contribution spéciale imposée à tous pendant « les douze premiers trimestres des séances ». Le Règlement prévoyait encore des frais particuliers tels « qu'actes de bienfaisance, concours aux actes civiques, impressions d'ouvrages patriotiques etc... » Mais ils ne pouvaient être engagés qu'avec l'approbation de la majorité de l'assemblée et étaient couverts exclusivement par des souscriptions libres.

La Société de la section du Luxembourg veillait d'ailleurs très attentivement aux intérêts de ses membres, et, quand elle décidait de faire imprimer un discours, elle autorisait les souscripteurs à nommer un Comité chargé d'en assurer la vente. Les bénéfices servaient d'abord à les couvrir de leurs avances et le surplus seulement, s'il y en avait un, était employé au paiement des dépenses communes. On connaît très exactement le chiffre auquel elles atteignaient. Dans un rapport du Comité d'Administration, elles sont évaluées à huit cent trente-six livres par an, soit deux cent trente-neuf livres par trimestre d'hiver et cent soixante-neuf livres en été. Le loyer de la salle des séances était fixé à la somme approximative de trois cents livres et le chauffage, à cause des frais de transport et du sciage, à cent vingt livres environ. « Le luminaire de quatre lampes à la quinquet » nécessitait cent quatre-vingts livres d'huile, soit, à vingt sous la livre, une somme d'argent égale. Les achats de papier, plumes, encre, « poudre pour mettre dessus l'écriture », canifs, grattoirs, etc... montaient à trente-six livres par an; les frais d'entretien de la salle atteignaient deux cents livres. Le Comité pensait que la Société aurait un budget parfaitement équilibré si chacun de ses membres versait une cotisation trimestrielle de une livre cinquante; elle pourrait même, si le nombre des sociétaires augmentait, réaliser des économies « pour faire par la suite quelque dépense d'embellissement, ou bien mieux encore quelque acte de bienveillance et d'humanité (1) ». Certains rensei-

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 45.

gnements de détail confirment l'exactitude de ce rapport. Le 18 avril, par exemple, le Comité ordonna l'achat de dix livres d'huile à vingt sols, c'est-à-dire au prix même qui avait servi de base à son évaluation. Le chiffre de une livre cinquante qu'il fixait pour la contribution trimestrielle fut adopté, ainsi que le prouve encore le procès-verbal de la séance du 18 avril : « Le Comité, dit-il, a décidé, de plus, que chacune de ces cartes ne pourrait excéder le prix d'un trimestre faisant jusqu'à présent la somme de trente sous. »

Les frais d'établissement furent assez élevés. Gerbet déclara à la Société que les matériaux nécessaires pour construire le bureau du président et la tribune avaient coûté soixante-et-onze livres seize sols; il est vrai qu'il comprenait dans cette somme jusqu'au prix des clous. « J'estime dit-il, que seize journées sont suffisantes pour ce travail, d'où il résulte qu'en quatre jours à quatre hommes, en supposant au plus à 2 livres 10 sols par journée, cela fait 40 livres, plus 10 livres pour les choses imprévues, ce qui fait en tout 121 livres, 16 sols (1) ». Conformément aux dispositions statutaires, on fit face à cette dépense grâce à des souscriptions volontaires et le procès-verbal du 18 avril indique à ce propos : « Le trésorier a reçu la somme des 42 livres, montant de la contribution de dix membres de la Société pour les frais d'établissement, desquels la liste a été signée présentement par ledit trésorier (2). » On renonça aux remboursements échelonnés sur les trois premières années d'existence de la Société, prévus par le projet de statuts; mais le trésorier délivra à chacun des souscripteurs des cartes qui furent reçues pour une valeur déterminée lors des paiements trimestriels.

Le Président de la Société patriotique du Luxembourg était élu pour un mois à la majorité relative; il était remplacé en cas d'absence par un vice-président nommé pour le même temps et dans les mêmes formes. Il donnait la parole, mettait aux voix les propositions, maintenait l'ordre, répondait aux députations et signait les « décharges

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 47.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.704, fol. 150.

de retraites », ainsi que les ordonnances de dépenses. Les deux secrétaires, choisis eux aussi pour un mois à la majorité relative, étaient renouvelés tous les quinze jours, « de sorte qu'il y ait toujours au bureau un secrétaire ancien et un nouveau » dit le projet de statuts, qui ajoute : « Pour l'établissement de cet ordre, celui des deux secrétaires élu le jour de la formation définitive de la société qui aura le moins de suffrages sortira de place après la quinzaine ». Leurs fonctions paraissent avoir été assez limitées. Ils inscrivaient sur un registre le procès-verbal de chaque séance, expédiaient les lettres de décharge, les ordonnances et les « autres écritures arrêtées par l'assemblée ».

Le trésorier était élu tous les trois mois à la majorité des suffrages. L'existence du Comité d'administration le transformait en simple caissier : il recevait les contributions des sociétaires et payait, sur ordonnances du président, les dépenses engagées par l'assemblée. A la dernière séance du mois, il déposait sur le bureau un état de l'actif et du passif et, à la fin du trimestre, avant d'abandonner ses fonctions, il soumettait à la Société, qui devait l'arrêter, son « compte en forme avec toutes les pièces complètes justificatives ». Le Comité d'Administration, composé de quatre membres, préparait les projets de dépenses, les présentait à l'assemblée et en suivait l'exécution. Ainsi qu'on l'a déjà vu, il s'unit assez rapidement au Comité de Présentation créé en mars 1792.

Les séances du Club patriotique du Luxembourg étaient publiques. Français et étrangers pouvaient y assister; mais ils étaient séparés les uns des autres. Ces auditeurs prenaient même, dans certains cas, une part active aux délibérations; ils adressaient des mémoires au président qui avait le droit de leur donner la parole s'il le jugeait utile.

La Société du Luxembourg, qui avait obtenu le 26 février 1792 la correspondance des Amis de la Constitution (1), sollicita au mois de mars l'affiliation des divers clubs populaires de Paris et fit remettre à chacun d'eux deux cartes

(1) Elle en fut officiellement informée par une lettre des Jacobins en date du 4 mars 1792. Voir B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 163.

d'entrée à ses séances. La Société fraternelle des Jacobins répondit la première, le 29 mars. Elle accueillit « avec joie » la requête qui lui était présentée et décida d'offrir elle aussi à la Société du Luxembourg deux cartes en échange des siennes (1). Ses commissaires — ils étaient au nombre de cinq, deux hommes et trois femmes — se présentèrent le 10 avril au séminaire Saint-Sulpice (2). Louis-Joseph Sala prit la parole en leur nom pour célébrer les bienfaits des sociétés patriotiques. « Elles veillent sans cesse, dit-il, et opposent la mâle fermeté de la vertu puissante par elle-même à l'intrigue basse et sanguinaire des cannibales destructeurs, de ces hommes indignes de ce noms, qui, nés pour l'esclavage, asservis par toutes les passions, couverts de tous les vices, ont toujours à la main ou les torches de la discorde ou le poignard de la vengeance... (3). »

Le 10 avril, la Société des Indigents accorda à son tour son affiliation au club du Luxembourg et lui fit porter deux cartes « en échange de celle quel a reçu » (4). Le 16, le Club des Défenseurs des Droits de l'Homme du Faubourg Saint-Antoine envoya deux de ses membres à la Société du Luxembourg pour lui « exprimer son désir de fraterniser avec elle » (5). Le 29, la Société patriotique de la section de la Bibliothèque assura la nouvelle assemblée populaire de sa reconnaissance et de son affection (6) et, le même jour, le Club fraternel de Sainte-Geneviève lui vota à l'unanimité des remerciements et lui offrit deux billets d'entrée à ses séances (7). Le 29 également, le trésorier de la Société de

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 164.

(2) C'est du moins la date qui est inscrite au bas du discours manuscrit de Louis-Joseph Sala; mais une note, ajoutée à l'arrêté du 29 mars de la Société fraternelle, déclare que deux des commissaires, nommés à cette date, furent remplacés le 19 avril (B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 164). Louis-Joseph Sala avait commencé, au début de 1792, la publication d'un journal *L'Espion des Sections et des autorités constituées ou journal qui paraîtra malheureusement trop souvent pour bien des gens*. De l'imprimerie Polyglotte, s. d., in-8°, les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 7 et 8 se trouvent à la B. N.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 153.

(4) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 167.

(5) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 168.

(6) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 171.

(7) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 141.

l'Égalité, séante à l'ancienne salle capitulaire du chapitre Notre-Dame, accusa réception des cartes qui lui avaient été remises par les députés de la Société du Luxembourg (1). La Société de l'Égalité décida aussitôt que deux de ses membres, MM. Lepage et Cressigny, se rendraient au séminaire Saint-Sulpice pour inviter le Club du Luxembourg à ses réunions : « Le plus souvent qu'elle aura le bonheur d'y voir venir prendre séance parmi eux des membres de la Société patriotique du Luxembourg sera pour elle une jouissance bien agréable (2) ». La Société des Halles avait, elle aussi, accordé à l'unanimité son affiliation et fait hommage au Club du Luxembourg de deux de ses cartes (3). Celle des Nomophiles lui répondit, le 10 mai, en s'excusant de son retard dû aux embarras occasionnés par un changement de local (4).

La Société du Luxembourg compta parmi ses membres des hommes illustres. Polverel, membre du Club des Amis de la Constitution, Jean-Henri Hassenfratz, ingénieur et chimiste, jacobin lui aussi, qui fit partie de la Commune insurrectionnelle du 10 août, y entrèrent dès le mois de janvier 1792. Le mathématicien, Jean-Baptiste Meusnier, qui fut tué en défendant Mayence, en 1793, et Pache, le futur maire de Paris, avaient présidé à sa formation. M^{me} Roland joint même à leurs noms celui de Monge qui ne se retrouve pas dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale (5). Ainsi qu'on le verra, la Société du Luxembourg fut une alliée fidèle et dévouée pour la faction de Brissot. Roland s'y fit présenter le 6 mars et fut admis le 13. Le 10, au nombre des candidats, se trouvaient François

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 172.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 28. Les députés de la Société de l'Égalité ne se présentèrent sans doute qu'avec un certain retard au séminaire Saint-Sulpice, car l'arrêté dont ils étaient porteurs fut lu au club du Luxembourg le 15 mai seulement.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 152, s. d.

(4) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 174.

(5) *Mémoires* de M^{me} Roland, éd. Perroud, t. 1, p. 145 : « Pache s'était lié avec Meusnier et Monge, tous deux de l'Académie des Sciences; ils avaient fondé une société populaire dans la section du Luxembourg dont l'objet, disaient-ils, était l'instruction et le civisme. Pache était fort assidu dans cette société. »

Lanthenas et Jean-Lambert Tallien, membres l'un et l'autre des Jacobins, qui furent regus le 17 (1).

La Société des Hommes Libres.

Le 20 février 1792, vingt-trois habitants de la section Notre-Dame s'engagèrent par écrit à fonder dans le plus bref délai un nouveau club patriotique (2). Ils nommèrent des commissaires à « l'effet de louer un local propre à tenir une assemblée nombreuse » et, sur le rapport fait par quatre d'entre eux, MM. Panrier et Liardet, tous deux horlogers, rue Saint-Louis, Cochois, tapissier, pont Saint-Michel, et Thilly, commis à la Mairie, demeurant quai des Orfèvres, ils les autorisèrent, le 30 mars, à consacrer la somme de trois cents livres à la location « d'une sale qui pouvait parfaitement convenir ». Chacun des trente-six membres dont la Société se composait à ce moment s'engagea personnellement à en acquitter sa quote-part (3). Conformément à la loi, ils avisèrent le maire de Paris et le Comité de la section Notre-Dame de leur décision et avertirent qu'ils se réuniraient aussi souvent qu'ils le pourraient, « particulièrement les dimanche, mardy et jedy de chaque semaine dans une maison sise rue de Glatigny, n° 7, en face de celle des Ursins (4) ». Ils avaient donné à leur assemblée le titre de Société des Hommes Libres, Amis de la Constitution. Le 6 juin, ils adoptèrent un règlement très complet et qui ne différait guère de celui des autres clubs populaires (5).

Les formalités d'admission étaient assez compliquées. Le membre de la Société qui consentait à présenter un candidat et les quatre sociétaires qui appuyaient sa requête signaient, en indiquant leur adresse, une demande d'admission qu'ils remettaient au Comité de Présentation. Celui-ci était formé par la réunion des quatre membres du Comité

(1) B. N. Mss Nelles acq. 2.705, fol. 232.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.713, fol. 108.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.713, fol. 110.

(4) Dans les derniers mois de l'année 1792, la Société des Hommes libres s'installa dans la basse Sainte-Chapelle, sur le territoire de la Section du Pont-Neuf.

(5) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.713, fol. 161 et suiv.

de Correspondance et des six membres du Comité d'Administration. Il présentait un rapport à la Société, qui en prenait connaissance après avoir entendu pendant deux séances consécutives la proclamation du nom du récipiendaire. Elle accordait ou refusait ensuite l'admission. Si des réclamations étaient élevées, le Comité de Présentation, saisi de nouveau, était chargé de vérifier les dénonciations; mais, dans le cas où elles lui paraissaient fondées, il n'en rendait compte à l'Assemblée qu'à la demande expresse du candidat. On dressait deux listes des noms des sociétaires avec leurs adresses : l'une était toujours affichée dans la salle, l'autre restait aux archives.

La Société des Hommes libres faisait face à toutes ses dépenses au moyen d'une cotisation que chacun de ses membres payait tous les trois mois. Les billets d'entrée ne leur étaient délivrés que lorsqu'ils l'avaient acquittée et, s'ils négligeaient de le faire pendant les quinze premiers jours du trimestre, ils cessaient d'appartenir au club. Pour éviter les erreurs, la couleur des cartes changeait quatre fois par an. Elles étaient successivement noires, blanches, rouges et jaunes. La Société n'engageait aucune dépense sans l'avis de son Comité d'Administration, qui était chargé de lui faire connaître l'état de sa caisse.

L'état-major de la Société des Hommes Libres était très nombreux. Le président, le vice-président et les secrétaires avaient les mêmes attributions que dans le club du Luxembourg, mais leur élection était soumise à des formalités plus rigoureuses. Ils étaient nommés pour quinze jours seulement; le président et l'un des deux secrétaires au moins devaient obtenir la majorité absolue des suffrages. Le trésorier, élu pour trois mois à la majorité absolue, était indéfiniment rééligible. Comme dans la Société du Luxembourg, la présence d'un Comité d'Administration le réduisait au rôle de caissier. C'est au Comité d'Administration qu'incombait le soin de régler les affaires domestiques de la Société et de défendre ses intérêts. Les six membres qui le composaient, nommés pour deux mois au scrutin de liste et à la majorité relative, étaient renouvelés pas moitié tous les mois et pouvaient être réélus. C'est à ce Comité que le

trésorier rendait ses comptes chaque trimestre. C'est sur mandats de paiement délivrés par ses membres qu'il acquittait les dépenses engagées par la Société : l'autorisation de celle-ci n'était nécessaire que si la somme à débourser dépassait six livres. Tous les papiers de la Société étaient confiés à un archiviste nommé pour deux mois à la majorité absolue des suffrages. Deux inspecteurs veillaient à la propreté de la salle; ils restaient deux mois en place, mais on en renouvelait un chaque mois; ils vérifiaient les cartes d'entrée que les sociétaires devaient garder à leur boutonnière pendant toute la durée des séances; ils plaçaient les étrangers dans les tribunes qui leur étaient réservées et avertissaient le président lorsque des députations demandaient à entrer.

La correspondance était confiée à un comité composé de quatre membres élus pour deux mois au scrutin de liste simple et à la majorité absolue, renouvelés par moitié tous les mois et rééligibles. « Leurs fonctions consistent à écrire les lettres de la Société, à répondre à celles qui lui sont adressées et à venir au secours des citoyens indigents en faisant pour eux les lettres et mémoire dont la Société les chargé. »

Les séances étaient publiques; mais les étrangers n'y étaient admis que sur « une demande signée de deux membres et d'après un arrêté de la Société ». Contrairement à ce qui avait été indiqué à la municipalité de Paris au moment de la création du Club, elles avaient lieu régulièrement trois fois par semaine : le dimanche, le mercredi et le vendredi, à huit heures en été, à sept en hiver. Les portes de la salle étaient ouvertes une heure plus tôt par les inspecteurs. Les réunions extraordinaires étaient assez fréquentes; dix membres pouvaient les provoquer en faisant connaître leurs motifs au président. « Dans ce cas, dit le règlement, l'assemblée est convoquée par lettres-circulaires avec indication d'objet ». « Le président peut convoquer seul une assemblée lorsque, d'après des avis particuliers, le bien de la chose publique paraît l'exiger; il convoque alors par lettres, mais sans indication d'objet ». Au début de chaque séance, le président nommait deux censeurs qui l'aidaient à maintenir l'ordre. Les réunions se déroulaient suivant le rite accou-

tumé; elles se terminaient en général à dix heures, et, avant de se séparer, l'Assemblée arrêtait l'ordre du jour de la séance prochaine.

Alexandre Minier, maître joaillier, ami de Pache, fut le grand homme de ce club. Il demeurait rue Saint-Louis au Palais et son patriotisme était assorti de titres exceptionnels. Il fit partie de la Commune du 10 août, encouragea les massacres de septembre et fut envoyé en Vendée où il présida le Comité de Surveillance de Saumur. Il y commit, dit une dénonciation faite à la barre de la Convention nationale par des citoyens de la section du Pont-Neuf, « des horreurs que l'imagination ne peut retracer ». On l'accusa également d'avoir touché quinze mille livres pour pertes subies lors de la prise de la ville et d'avoir oublié de les rembourser quand il rentra en possession des objets qu'il y avait laissés. En ventôse an III, Minier fut dénoncé « comme terroriste et buveur de sang » et la section du Pont-Neuf décida de l'arrêter. Mais le joaillier, qui venait de s'installer rue Neuve-des-Petits-Champs, fut averti à temps et put se cacher. On posa seulement les scellés à son domicile. Son fils protesta et les plaintes qu'il fit entendre révélèrent l'importance du commerce que les deux hommes exploitaient en commun. L'apposition des scellés, dit le jeune Minier, immobilisait quatre-vingt mille livres de lettres de change échues, d'autres dont l'échéance était très prochaine, et elle risquait de laisser sans travail trois cents ouvriers. Ce révolutionnaire bien nanti se tira d'ailleurs très heureusement d'affaire. Le 29 thermidor an III, le Comité de Sûreté générale décida que le mandat d'arrêt de la section du Pont-Neuf serait considéré comme non avenu et que Minier resterait en liberté. Le 13 frimaire, il ordonna la levée des scellés (1).

La Société patriotique de la section de l'Observatoire.

La Société patriotique de la section de l'Observatoire est peu connue. Elle avait été fondée au mois d'avril 1792

(1) Sur tous ces points, voir A. N. F⁸ 4.774⁴⁷.

et un arrêté du Comité de la section en date du 17 mai avait permis à ses membres de se réunir dans une des salles de la caserne de la rue Sainte-Geneviève. Ils y firent quelques dépenses d'installation; mais, à la fin du mois de juin, le commissaire de police de l'Observatoire, Jean-Baptiste Victor Simon, chargé de prendre dans la pièce qu'ils occupaient et de transporter au Val-de-Grâce des objets servant à la tenue des assemblées générales, ferma par erreur les portes de la salle et fit poser une plaque sur la serrure. Quelques jours plus tard, le 9 juillet, Pierre-Grégoire Thévenard-graveur, demeurant au numéro six de la rue de la Vieille Estrapade, et Louis-Joseph Mailliard, qui tenait une pension bourgeoise rue des Postes, au numéro quarante-trois, vinrent prier le commissaire de remettre la Société patriotique de l'Observatoire, dont ils étaient membres, en possession de son lieu de réunion. M. Simon fit droit à leur requête : il manda un serrurier et se rendit à la caserne de la rue Sainte-Geneviève. La porte fut ouverte et la pièce laissée à la disposition de la société, ainsi que les objets lui appartenant qui y étaient renfermés. Ils ne devaient pas être bien importants, si l'on en juge par les quelques indications que donne le procès-verbal : « deux chaises, quelques menus effets, chandelles, une sonnette, un encrier... ». Le reste du mobilier fut remis au président de l'assemblée de la section (1).

Le Club de la section de l'Observatoire est mentionné dans un état des sociétés patriotiques de la Ville de Paris qu'a publié M. Braesch dans sa thèse sur la Commune du 10 août et qui date sans doute de la fin de l'année 1792 (2).

Union fraternelle des Gobelins.

Au début du mois d'avril, sur la rive gauche de la Seine, dans le faubourg Saint-Marceau, fut fondée l'Union frater-

(1) Tous ces renseignements sont donnés par le procès-verbal du commissaire de police de la section de l'Observatoire. A. P., Procès-verbaux des Commissaires de Police, Observatoire, 1791 à l'an II.

(2) A. N. D XL 5. Voir Braesch, *Commune du 10 août*, p. 727 et suiv. M. Braesch place cette pièce, qui ne porte ni date ni signature, entre le mois d'octobre 1792 et le mois de février 1793.

nelle des Gobelins (1). C'est la première des sociétés créées en 1792 qui fut ouverte aux femmes. Ses membres ne paraissaient nullement disposés à faire preuve de l'humeur querrelleuse que Mercier attribue aux habitants de ce quartier. Ils s'interdirent toute injure et toute dénomination grossière, affirmèrent leur volonté de paix, écartèrent de leur assemblée l'esprit de parti et n'admirent que les dénonciations intéressant l'ordre et la sûreté publique et au cas seulement où elles étaient accompagnées de preuves suffisantes. Il leur était défendu d'assister armés aux réunions. Si une discussion devenait trop violente, le président devait user de tous les moyens de conciliation et lever la séance.

La nouvelle Société, qui avait pris le nom d'Union fraternelle des Gobelins, Amis de la Constitution et de l'Égalité, demanda, le 18 avril, la correspondance des Jacobins (2). Elle se réunissait deux fois par semaine, le dimanche et le mercredi, à six heures, dans la salle d'assemblée de la section des Gobelins; les réunions de celle-ci l'obligeaient d'ailleurs assez souvent à déplacer ses séances. Les candidats, hommes et femmes, devaient être présentés par deux membres. Leur admission était remise à huitaine pour laisser à la Société le temps de prendre les informations nécessaires. Cette enquête était confiée aux quatre commissaires de salle, nommés pour trois mois au scrutin de liste et à la majorité relative. Ils étaient maîtres de leur décision et le président se bornait à lire en séance la liste des noms qu'ils transmettaient. Seule la Société avait le droit d'écarter certains d'entre eux. Les nouveaux membres prenaient connaissance des statuts et recevaient une carte d'entrée. Les hommes payaient une cotisation de vingt sols; aux femmes on demandait seulement de contribuer aux frais d'impression du règlement.

L'Union fraternelle des Gobelins avait un président et un seul secrétaire. Ils étaient élus l'un et l'autre au scrutin

(1) Le règlement de l'Union fraternelle des Gobelins déclare que cette société fut fondée le 1^{er} avril 1792 et qu'elle se proposait l'étude des Droits de l'Homme et du Citoyen, de la Constitution française, de tous les décrets de l'Assemblée nationale et de tous les règlements des pouvoirs constitués. A. N. AD XVI 72.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 510.

de liste et pour un mois; mais la durée de leurs fonctions pouvait être prolongée si l'assemblée le jugeait nécessaire. Ils étaient remplacés en cas d'absence par leurs prédécesseurs immédiats. Le trésorier, nommé à la majorité relative pour trois mois, n'était guère qu'un caissier : il payait seulement sur mandats visés par le président et signés par deux des commissaires. C'étaient ces derniers qui engageaient les dépenses; c'était à eux qu'incombait le soin d'assurer la police intérieure; c'était eux encore qui vérifiaient les cartes d'entrée. L'archiviste, nommé pour six mois, avait la garde des papiers de la Société et il était chargé de la correspondance.

La Société patriotique de la section du Palais-Royal.

Les clubs populaires, créés en 1791, n'étaient pas, on l'a vu, des assemblées sectionnaires. En 1790, la Société des Amis de la Bibliothèque et celle des Grands-Augustins avaient accordé un traitement de faveur aux Parisiens domiciliés dans les sections où elles s'étaient installées; mais, composées presque exclusivement de citoyens actifs, elles n'étaient pas alors des assemblées populaires, comme elles le devinrent l'une et l'autre l'année suivante. Les Sociétés fraternelles fondées en 1791 sur le modèle de celle de Dansard présentaient au contraire un caractère plus général : sans doute elles recrutaient dans le petit peuple du quartier la majeure partie de leurs adhérents, mais elles admettaient aussi facilement tous les habitants de la capitale; elles ne s'intéressaient guère aux affaires de leurs sections et n'hésitaient pas à transporter leur siège ailleurs. C'est ainsi que la Société fraternelle fondée, en janvier 1791, par Tallien dans la section des Enfants-Rouges s'installa bientôt à l'ancien couvent des Minimes dans la section de la Place-Royale, que les Jeunes Amis de la Liberté abandonnèrent la rue du Bac et la section de la Fontaine-de-Grenelle pour les Prémontrés de la Croix-Rouge, que le Club des Halles, qui avait été créé dans la section de Mauconseil, trouva un refuge, après le massacre du Champ de Mars, dans l'église du Sépulcre, sur le territoire de la Sec-

tion des Lombards. De même, les Indigents, allèrent de la rue Jacob, dans la section des Quatre-Nations, à la rue Christine, section du Théâtre-Français.

Le personnel dirigeant de ces assemblées populaires fournit une nouvelle preuve de la généralité de leur recrutement et de leur objet. Dansard, fondateur de la Société fraternelle des Jacobins, habitait, comme Noël, dans la section des Thermes-de-Julien. C'est là aussi que demeurait Vachard, président du Club des Indigents. Milly, électeur de la Bibliothèque, présida la Société des Ennemis du Despotisme du faubourg Saint-Antoine. Concedieu, fondateur de celle des Nomophiles, était domicilié rue Saint-Paul, dans la section de l'Arsenal. On pourrait citer encore d'autres exemples.

Les premières sociétés créées en 1792, accueillirent, elles aussi, tous les Parisiens, quel que fût le lieu de leur résidence. Cependant, elles présentèrent, plus que les clubs de 1791, le caractère d'assemblées de quartier. Elles durent le plus souvent leur existence, non pas à l'initiative d'un patriote connu, mais à la volonté d'un groupe de voisins et recrutèrent parmi eux les membres de leurs bureaux. Elles restèrent néanmoins étrangères aux délibérations des sections et ne manifestèrent aucun intérêt pour leurs affaires particulières. Il n'en fut pas ainsi toutefois de la Société patriotique fondée au mois de juin 1792, dans la section du Palais-Royal. Seuls les habitants de la section ayant accompli leur service personnel dans la garde nationale purent y être admis. Au cas où l'un d'eux allait s'installer dans un autre quartier de la ville, il conservait son droit d'entrée, mais il n'avait plus que voix consultative et il lui était délivré une carte particulière qu'il devait attacher à sa boutonnière afin d'être plus facilement reconnu. Les séances avaient lieu tous les jeudis à six heures de relevée et l'avant-veille des assemblées générales de la section. L'ordre du jour était rigoureusement consacré aux affaires de celle-ci. « L'on ne pourra s'occuper d'objets généraux, dit le règlement (1),

(1) Il porte en tête : Loi constitutionnelle. La liberté aux citoyens de s'assembler paisiblement et sans armes, en satisfaisant aux lois de police. Titre I. Des dispositions fondamentales garanties par la Constitution. *Règle-*

que quand on aura plainement discuté et arrêté ceux de la section. »

Pour les candidats qui remplissaient les conditions requises les formalités d'admission étaient fort simples : ils se faisaient présenter par un membre et appuyer par deux autres ; ils indiquaient leurs noms, leurs qualités et leurs demeures et, si personne n'élevait de protestations, ils étaient reçus la semaine suivante. Dans le cas contraire, un nouveau délai de huit jours leur était imposé. Aucune mesure d'enquête n'était prévue. Le président, les deux secrétaires et les deux correspondants étaient élus tous les mois à la majorité relative et par un seul scrutin de cinq noms. Ils étaient rééligibles après un intervalle de trente jours. Le trésorier était nommé tous les trimestres, à la majorité relative lui aussi, mais il devait rendre ses comptes tous les mois. Enfin, à tour de rôle, deux sociétaires remplissaient pendant les séances les fonctions de censeurs : l'un veillait au maintien de l'ordre, l'autre vérifiait les cartes d'entrée. Il n'existait dans le club patriotique du Palais-Royal ni archiviste ni comités. En dehors des assemblées régulières, le président, ou celui des secrétaires qui le remplaçait, pouvait convoquer la société toutes les fois qu'il le jugeait à propos ; il lui suffisait de faire connaître à chaque membre le jour et l'heure de la réunion. En cas d'émeute ou d'émotion populaire, les sociétaires devaient s'assembler spontanément sans qu'il fût besoin de les y inviter.

La Société populaire de la section de la Réunion.

Enfin, peu de jours avant la chute de la royauté, le 28 juillet 1792, une nouvelle société populaire fut fondée dans la section de la Réunion. Elle tint ses séances deux fois par semaine, le lundi et le jeudi, au numéro cinquante-huit de la rue Saint-Martin. Moyennant le prix annuel de six cents livres, le propriétaire de l'immeuble, M. Maizières,

ment de la Société patriotique de la section du Palais-Royal. Suivent les articles,
Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.454.

lui loua une salle située « au premier étage sur le devant » et s'engagea à lui fournir la lumière et le chauffage, dès que la saison l'exigerait (1). Le premier trimestre de ce loyer fut acquitté grâce aux dons spontanés des sociétaires; au mois d'octobre seulement, on demanda à ceux d'entre eux qui disposaient de ressources suffisantes le paiement d'une contribution mensuelle de vingt sols qui permit de faire face aux frais (2). Ce club, qui devait prendre officiellement le 20 décembre le nom de Société patriotique des Amis de l'Égalité, demeura rue Saint-Martin jusqu'à l'été de 1793. A cette date, le local qu'il occupait étant devenu trop étroit, ses membres sollicitèrent du département l'autorisation de se réunir dans l'ancienne maison des religieuses de Sainte-Avoye et lui offrirent un loyer de deux cents livres pour le chœur et la tribune. Leur proposition fut acceptée et ils prirent possession de leur nouvelle salle le 7 août suivant.

(1) A. N. F⁷, séance du 23 août 1792.

(2) A. N. F⁷, séance du 27 octobre 1792.

CHAPITRE XII

L'ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS POPULAIRES PENDANT LES SEPT PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 1792

I. — TROUBLES PROVOQUÉS PAR LE RENCHÉRISSEMENT DES DENRÉES COLONIALES.

L'année 1792 avait commencé sous de fâcheux auspices. A l'automne de 1791, le haut prix du blé avait fait naître une agitation qui prenait le caractère d'un mouvement social. Elle amenait dans les campagnes des troubles graves et de véritables émeutes. Dans les villes, le renchérissement des denrées coloniales fut la principale cause des désordres. Le vendredi 20 janvier, les habitants du faubourg Saint-Marceau envahirent le magasin de Dandré et mirent en vente, au prix de vingt et un sous la livre, le sucre qui s'y trouvait (1). « Tous ceux qui en ont pris, dit le *Patriote français*, l'ont fidèlement payé (2). » Les boutiquiers se hâtèrent de mettre leurs marchandises à l'abri. Le *Courrier des quatre-vingt-trois départements* raconte que, pendant la nuit du 21 janvier, on rencontrait dans les rues de Paris des voitures chargées de sucre, de cassonnade et de café, qui se dirigeaient vers les portes. Les marchands ne se con-

(1) Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 13, p. 101.

(2) *Patriote Français*, n° 895, du 22 janvier 1792. Fauchet, le 21, dit à l'Assemblée que le sucre avait été vendu vingt-cinq sous. Mais, le 24, Pétion apporta une version toute différente. Il déclara à la Législative que le rassemblement ayant été facilement dispersé, la boutique fut respectée et la vente n'eut pas lieu. Le lendemain seulement, un habitant du faubourg Saint-Denis, inquiet, distribua spontanément du sucre à vingt-quatre et vingt-six sous. La députation du faubourg Saint-Marceau qui s'était présentée le 22 à l'Assemblée nationale avait, elle aussi, assuré qu'il n'y avait pas eu de vente forcée (A. N. C 142).

tentèrent pas de ces mesures préventives; ils cherchèrent les moyens de réparer les dommages qui pouvaient leur être causés en formant entre eux une sorte d'assurance mutuelle. Ils prirent l'engagement de verser chacun somme suffisante pour parer aux événements. Ils nommèrent un comité de six membres et s'engagèrent à venir au secours de tous ceux qui auraient souffert quelque perte « pour cause d'insurrection » (1).

Leurs préoccupations n'étaient pas vaines. La fièvre populaire croissait. Elle était augmentée par les bruits qui circulaient dans Paris. On racontait que le roi se préparait à partir et qu'il avait fait venir des provinces des défenseurs zélés de l'ancien régime; on disait que ses agents se procuraient à tout prix des traites sur l'étranger, que la Monnaie avait accru la fabrication des louis d'or et qu'on avait fait fondre les vaiselles d'or et d'argent des Tuileries (2). La ville était éclairée pendant la nuit; les citoyens se rassemblaient dans les corps de garde; de nombreuses patrouilles circulaient. Mais les mesures prises se révélaient inefficaces. Le 22 janvier, une députation du faubourg Saint-Marceau vint dénoncer les accapareurs (3). Le 23, le peuple pilla, au coin de la rue Saint-Denis, le magasin d'un marchand de sucre qu'il accusait de conserver des marchandises en dépôt aux Petites-Écuries du roi. Une autre boutique fut attaquée rue Beaubourg. Gorsas conte que des agitateurs mêlés à la foule répandaient le bruit que Pétion, après s'être rapproché de Dandré et de Barnave, n'était pas étranger à ces accaparements. Le 24, on s'en prit à la maison de Boscary, mais celui-ci, député à l'Assemblée, sollicita sa protection; des patrouilles parcoururent le quartier Saint-Martin et la garde nationale dut barrer la rue du Cimetière Saint-Nicolas (4).

(1) *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, n° du lundi 23 janvier 1792.

(2) *Patriote français*, n° 895, du 22 janvier 1792; *Courrier des Quatre-vingt-trois départements*, n° des 21 et 24 janvier (voir Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 13, p. 45). Les mêmes bruits circulèrent au mois de février (*Chronique de Paris*, n° du 16 février 1792; *Moniteur Universel*, n° 45, du 14 février). Louis XVI les démentit dans une lettre au maire et aux officiers municipaux, qui fut affichée sur les murs de la ville (A. N. C 220).

(3) A. N. C 142.

(4) *Courrier des Quatre-vingt-trois départements*, n° du 25 janvier 1792. Au

Pour mettre fin à cet état de choses, un certain nombre de sections de Paris (1), les Jacobins (2), et les dames de la Halle proposèrent un remède héroïque qu'ils adoptèrent pour leur compte : ils jurèrent de ne plus consommer de café ni de sucre. Cette solution parut assez ridicule aux *Révolutions de Paris* et le Club patriotique de la section du Luxembourg partagea ce sentiment. En tout cas, si cette mesure était applicable aux denrées coloniales, il était difficile de l'étendre à des marchandises de première nécessité comme le pain et le vin. En février, les habitants des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, plus pratiques, réclamèrent la taxation du pain, de la viande et du sucre. Le 26 janvier, une députation du faubourg Saint-Antoine avait même demandé la peine de mort pour les accapa-

mois de février, l'agitation reprit au faubourg Saint-Marceau; la foule s'opposa au transport du sucre qui avait été vendu à des marchands détaillants de Paris et le mit en vente au prix de vingt sous. Deux gendarmes à cheval furent blessés; le commissaire de police de la section des Gobelins reçut une pierre à la tête, fut pansé sur place et refusa d'abandonner son poste (A. N. C 143). Le canon d'alarme fut tiré, dit le *Patriote français*, n° 921, du 17 février. Cependant le calme fut rétabli le soir même et le sucre qui restait transporté sans encombre. Le Directoire du Département assura au ministre de l'Intérieur qu'aucun individu armé de piques n'avait pris part à cette manifestation (A. N. F7 3.688¹). On arrêta cinq personnes dont les citoyens de la section des Gobelins demandèrent la mise en liberté le 26 février. Ils laissèrent entendre que les troubles du faubourg Saint-Marceau étaient l'œuvre d'agents provocateurs qui avaient facilement entraîné les blanchisseuses et les ménagères du quartier, mécontentes d'être privées de leur café du matin (A. N. D III 256⁴). Mais l'instruction était paralysée parce que la Municipalité de Paris avait interdit aux administrateurs du département de la police, présents à la manifestation du faubourg Saint-Marceau, de se rendre devant le juge de paix pour y être entendus (A. N. F7 3.688¹). Malgré les plaintes du ministre de l'Intérieur et la décision du Directoire du Département, qui infirma l'arrêté de la Municipalité, la procédure fut lente, puisque, le 25 avril, la section des Gobelins nomma plusieurs commissaires, qui, assistés de dames du quartier, furent chargés de faire les démarches nécessaires auprès de l'Assemblée, de la Municipalité ou des tribunaux pour obtenir la libération des prisonniers (A. N. D III 256⁴). Quelques jours plus tôt, une députation de la Société des Gobelins était venue solliciter l'intervention en leur faveur du Club des Amis de la Constitution (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 510. Séance du 18 avril 1792).

(1) Délibération de la section de la Croix-Rouge déclarant renoncer à l'usage du sucre et du café afin de déjouer les spéculations criminelles, 28 janvier 1792 (A. N. C 142).

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 349 et suiv. Séance du lundi 30 janvier 1792.

reurs et les fonctionnaires qui protégeaient ou toléraient leur trafic (1). La Société du Luxembourg appuya cette proposition. Il ne suffit pas, dit-elle, d'expulser les accapareurs des clubs populaires ou des assemblées de section, il faut punir de mort ces individus qui n'établissent leur fortune que sur la misère publique et dont les premières victimes sont les hommes les plus utiles à l'État, ceux-là même qui ont fait la révolution, les indigents. Elle décida de demander à l'Assemblée nationale un décret capable de réprimer de semblables désordres, « une loi qui épouvante et ceux qui exercent de pareils brigandages et ceux qui voudraient les imiter » (2).

Dès le 21 janvier, Fauchet avait dénoncé à la Législative les troubles qui agitaient Paris et lui avait demandé d'arrêter un projet qui conciliât « avec la liberté du commerce, les mesures propres à empêcher les accaparements ». Sa requête, appuyée par Broussonet, fut immédiatement accueillie (3). Le Comité du Commerce chargé du rapport attribua l'augmentation extraordinaire des prix à trois causes : les troubles de Saint-Domingue, le nombre prodigieux des billets de confiance et les accaparements. Il eût été vain de permettre aux étrangers d'importer du sucre dans les ports français : l'Angleterre, seule puissance commerçante qui en produisit beaucoup, n'en vendait guère. Il parut d'autre part dangereux d'en interdire l'exportation en raison de la perte qu'entraînerait une telle mesure ; la France, dit le Comité, ne consommait qu'une faible partie du sucre que lui envoyaient ses colonies et la crise actuelle n'était pas seulement due à l'insuffisance de la production. Le Comité de Commerce ne s'arrêta pas davantage à une fixation des prix qui eût été contraire au principe de liberté ; il demanda seulement qu'on mît un frein à la circulation des billets. C'est le remède que retint également Ducos,

(1) *Pétition individuelle des citoyens du faubourg Saint-Antoine présentée à l'Assemblée nationale, le 26 janvier 1792*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁹⁹ 10.404. Voir également A. N. C 142.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr 2.705, fol. 49.

(3) Sur les discussions à l'Assemblée nationale, voir Jaurès, *la Législative*, p. 996 et suiv.

celui que proposèrent, le 26 janvier, Caminet et les députés du faubourg Saint-Antoine (1).

Le projet, renvoyé au Comité de l'Extraordinaire des Finances, aboutit au vote du décret du 28 mars sur les Caisses patriotiques. L'Assemblée les obligea à déclarer le nombre et la valeur des billets qu'elles avaient mis en circulation et leur interdit toute émission nouvelle. Des commissaires nommés par la Municipalité devaient visiter leurs établissements, s'emparer du papier préparé pour l'impression, des planches, des gravures et des timbres et les déposer dans un coffre scellé dont la garde était confiée à un représentant de la Municipalité et à un agent des caisses. Le numéraire et les assignats servant de gage aux billets devaient être placés dans un coffre à trois clefs à l'Hôtel de Ville. Avec six mois de retard, Concedieu et le Club des Nomophiles obtenaient ainsi satisfaction; l'expérience avait montré combien leurs craintes étaient fondées; la déconfiture de la Maison de Secours en donna, deux jours plus tard, une nouvelle preuve (2).

II. — LES CLUBS POPULAIRES ET LA GUERRE.

D'autres inquiétudes plus lourdes pesaient sur la France. Les menaces de guerre se précisaient et elles étaient d'autant plus graves que la Cour, les fayettistes, qui avaient réussi à installer au ministère le comte de Narbonne, et la gauche de l'assemblée dirigée par Brissot estimaient tous qu'un conflit armé serait favorable à leurs desseins. La résistance de Robespierre et d'une partie des Jacobins, celle des Lameths soutenus par la majorité des ministres, réussirent à le retarder, mais ne purent l'empêcher. On

(1) Avant même de réclamer une loi répressive, ils demandèrent en effet comme premier remède que l'Assemblée prît les mesures nécessaires pour étouffer l'agiotage et rendit en conséquence « un décret qui enjoigne aux corps administratifs de surveiller toutes les caisses qui émettent des billets de confiance et s'assurer du dépôt des assignats échangés. »

(2) En septembre 1792, la mise en circulation des petits assignats de dix et quinze sols permit de retirer tous les billets de confiance; ils furent échangés dans des bureaux créés à cet effet dans chaque section (Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 635-636).

attendait un prétexte. L'heureuse solution de l'affaire de Trèves fit disparaître une occasion favorable et que l'on escomptait; mais ce contre-temps ne découragea pas l'Assemblée. Le 14 janvier, Gensonné lui présenta un projet du Comité Diplomatique qui priait le roi de demander à l'empereur des explications claires et précises sur ses intentions à l'égard de la France. La discussion fut ajournée; mais le rapport du Comité avait révélé le dessein formé par les souverains étrangers de réunir un congrès afin d'obtenir une modification de la Constitution française. Guadet, qui présidait, quitta le fauteuil et monta à la tribune. Il déclara que, pour prévenir ce danger, il fallait apprendre à l'Europe que la France était décidée à conserver sa constitution entière. Les députés se levèrent alors et jurèrent de mourir plutôt que de souffrir qu'une atteinte fût portée au régime nouveau. Puis ils votèrent le texte présenté par Guadet lui-même qui déclarait « infâmes, traîtres à la patrie et coupables du crime de lèse-nation » tous ceux qui prendraient part à un congrès ayant pour but d'amener la réforme de la Constitution ou qui entretiendraient en relations avec les rebelles et les princes possessionnés d'Alsace. Dans les jours qui suivirent, les patriotes félicitèrent l'Assemblée, s'associèrent au serment qu'elle avait prêté et promirent de la défendre (1).

Le 25 janvier seulement, la Législative, donnant suite au projet présenté le 14 par le Comité Diplomatique, adressa une véritable sommation à l'empereur qui, le 19 février, fit donner par Kaunitz à Noailles, ambassadeur de France à Vienne, les explications demandées. Il déclara calomnieuses toutes les imputations portées contre lui, mais partit en guerre contre les Jacobins « ennemis du roi très chrétien et des principes fondamentaux de la Constitution actuelle et perturbateurs de la paix et du repos public ».

(1) A. N. C. 142 : Pétitions des membres de la section du Luxembourg, de citoyens du bataillon Notre-Dame, de Citoyens amis de la Constitution. Les membres de la Société de l'Égalité, Cloître Notre-Dame, s'acquittèrent eux aussi de ce devoir, mais ils le firent avec un certain retard (Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. XXXIX, p. 119). Leur adresse, reçue le 6 février et renvoyée aussitôt au Comité des Pétitions, fut lue à l'Assemblée le 26 de ce mois. Elle porte trente-sept signatures.

L'espoir des Brissotins était, une fois encore, trompé. Le 9 mars, le renvoi de Narbonne fut pour eux un nouvel échec. Mais le triomphe des constitutionnels fut de courte durée : la chute du ministère feuillant que remplaça un ministère girondin, la mort de Léopold et l'avènement de son fils, François II, devaient amener la rupture. Le nouvel empereur resserra son alliance avec la Prusse, répondit par des refus péremptoirs aux dernières notes françaises, reprit la vieille affaire des princes d'Alsace, réclama le rétablissement de leurs droits féodaux et la restitution d'Avignon et du Comtat au pape. Sa réponse arriva à Paris le 7 avril. Le 20, Louis XVI se rendit à l'Assemblée et proposa de déclarer la guerre au roi de Hongrie et de Bohême. Elle fut votée à la presque unanimité. Elle commença mal pour la France. Les armées de Théobald Dillon, qui s'avancait vers Tournai, et de Biron, qui marchait sur Mons, se replièrent à la vue de l'ennemi sur Lille et Valenciennes; Dillon fut massacré par ses soldats. La frontière était ouverte.

Les Clubs populaires avaient été aussi divisés que l'Assemblée législative ou que les Amis de la Constitution sur l'opportunité d'une guerre. Le 22 janvier, un jeune frère en envisagea la possibilité devant la Société fraternelle des Jacobins. Son discours, qui répondait à l'esprit de cette assemblée, n'en était pas moins un écho des efforts désespérés de Robespierre. La guerre lui paraissait difficilement évitable et il s'affligea de cette perspective. Il examina les mesures par lesquelles on aurait pu l'empêcher et conseilla au peuple de se méfier. Si la Cour elle-même proposait la lutte, c'est qu'elle était favorable à ses projets; il fallait donc exercer sur elle la plus étroite surveillance et essayer jusqu'au bout de conserver la paix. « Nous aurions trop à nous reprocher, dit-il, si, pouvant épargner une seule goutte de sang, un seul malheur particulier et ménager en même temps les avantages de notre liberté, nous allions, comme les tyrans, nous engager inutilement dans une guerre qu'il eût été facile d'éviter. » Toutes les tentatives faites en ce sens serviraient au surplus à rendre plus juste la cause de la France au cas où, contre son gré, elle serait amenée

à se battre. Le jeune frère ne reculait pas devant cette perspective; il ne séparait pas la cause de la liberté de celle de la France et il était prêt, comme ses pareils, à voler « sous les étendarts de la patrie au trépas ou à la victoire » (1).

Encore fallait-il, si l'on avait la guerre, que ce fût pour des motifs nouveaux. La vieille politique de la monarchie était abandonnée et l'on s'inquiétait peu dans les clubs de quartier de l'équilibre européen. Le 20 mars, étudiant les relations de la France et de la Suisse à la Société de la section du Luxembourg, où dominait cependant l'influence girondine, Pache assurait que la France, devenue libre et puissante, se préoccupait peu des agrandissements de ses voisins et ne prenait aucune part aux « tracasseries extérieures » que fomentaient les passions des rois et de leurs ministres. L'Autriche et la Savoie pouvaient à leur gré s'agiter ou agiter l'Europe; l'augmentation de leur puissance était parfaitement indifférente à la nation française. Pache envisageait même avec sérénité l'occupation de la Suisse par l'une d'elles; le jeu, à son avis, n'en vaudrait pas la chandelle, car le territoire des Cantons était peu étendu et peu fertile et « il deviendrait d'ailleurs de nulle valeur sous le régime destructeur du despotisme ». La force de cet argument dut convaincre le petit peuple du quartier du Luxembourg. On aurait pu, il est vrai, objecter l'intérêt que présentait pour la défense de nos frontières l'indépendance de la Suisse, mais Pache faisait peu de cas de cette considération : à l'en croire, on ne pouvait guère espérer que la neutralité suisse serait un obstacle à l'invasion, car les forces que les Cantons auraient à opposer à une puissance étrangère qui tenterait de franchir leur territoire n'étaient pas capables de le faire respecter, « en sorte, dit Pache, que, soit de la part de l'Allemagne, soit de la part de la France, des généraux qui auraient un grand objet à rem-

(1) *Discours d'un jeune citoyen patriote sur les mesures à prendre dans les circonstances actuelles*, prononcé à la Société fraternelle des Jacobins Saint-Honoré, le dimanche 22 janvier 1792, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.420. « Une partie de ce discours n'a pas été conservée, quatre pages sont en blanc ». Le jeune citoyen patriote était Marc-Antoine Jullien.

plir de ce côté s'inquièteraient peu de cette violation de territoire, qu'ils masqueraient par des formes (1) ».

Cinq jours plus tard, le dimanche 25 mars, à la Société fraternelle des Jacobins, dont l'esprit avait déjà sensiblement évolué, le frère Joly examina la situation politique de la France à l'égard des puissances étrangères. Il étudia les griefs invoqués par la maison d'Autriche : la prétendue captivité du roi et les droits des petits princes d'Alsace, que l'Assemblée constituante avait commis la faute de reconnaître. L'Autriche, dit-il, a formé une ligue contre nous; elle entraîne à sa suite la Suède, la Prusse et la Russie; elle répond à nos demandes d'une manière ambiguë, proteste de ses bonnes intentions et se plaint de notre peu de confiance pendant qu'en secret elle se prépare à nous attaquer. Elle feint de donner des ordres pour disperser les rassemblements d'émigrés, mais les mesures qu'elle prend sont vaines; les émigrés doivent quitter Cologne, mais il leur est permis de demeurer sur les terres d'empire; les couleurs nationales sont prosrites et outragées, les voyageurs patriotes maltraités, dépouillés et jetés dans des cachots. Les autres États font preuve d'une mauvaise volonté aussi grande. L'Espagne, gouvernée par un Bourbon, doute de la liberté de Louis XVI, refuse de reconnaître la nation française et per-

(1) *Observations sur les relations entre la France et la Suisse*, lues à la Société patriotique de la section du Luxembourg, le 20 mars de l'an IV, par J.-N. Pache, Paris, in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.447.

Pache prétend démontrer que les services militaires et politiques que la France peut retirer de la Suisse ne présentent plus beaucoup d'intérêt. En raison de la population assez faible des Cantons et du développement des manufactures, le nombre des soldats suisses qui servent dans l'armée française ne dépasse guère neuf à dix mille hommes, car les onze régiments d'infanterie suisse de ligne et les gardes suisses sont composés pour un tiers environ d'Allemands, d'Italiens, de Dauphinois, de Savoisiens, de Francs-Comtois, de Lorrains, et d'Alsaciens. Leur service est d'ailleurs soigneusement fixé par les traités et leurs soldes sont élevées.

Au point de vue commercial, la Suisse vend à la France surtout des produits manufacturés : mousseline, toiles peintes, dentelles, rubans, livres, montres et pendules. Elle achète des objets de première nécessité : blé, vin, sel, sucre, chanvre, lin, fer. Mais ce commerce avait été particulièrement favorisé par l'Ancien Régime : les produits suisses ne payaient que des droits peu élevés et, comme ils se vendaient très bon marché en raison du bas prix de la main-d'œuvre, ils faisaient une concurrence redoutable à l'industrie française.

sécute les citoyens installés dans les terres de sa domination. Le roi sarde arme en secret en dépit des traités; il a déjà neuf mille hommes sous les drapeaux et fait encore de nouvelles recrues. Les Cantons suisses, sous l'impulsion de nobles ambitieux, font défense à ceux de leurs nationaux qui sont à la solde de la France de prêter le serment civique prescrit par la loi, et leurs corps sont les repaires de l'aristocratie. Le pape lance de ridicules libelles et protège une horde « saintement sanguinaire ».

Le frère Joly se montrait partisan résolu de la guerre. Accorder la paix et renouveler les traités serait permettre aux puissances de se préparer; les intrigues reprendraient de plus belle; on chercherait à lasser la patience du peuple; on ferait commettre des fautes aux ministres patriotes pour avoir l'occasion de les perdre; on rendrait les sociétés populaires odieuses et on se trouverait bientôt dans une situation infiniment moins favorable. Il fallait dès maintenant déclarer la guerre à l'Autriche et à tous les tyrans. Non contents d'avoir obtenu la liberté, dit Joly, les Français doivent la faire respecter au dehors; s'ils ont renoncé au droit de conquête, ils ont gardé celui de châtier les brigands.

A la suite de cet exposé, la Société fraternelle des Jacobins résolut de présenter une adresse au Corps législatif pour le prier d'intervenir auprès du roi. Les termes qu'elle employait convenaient peut-être mieux à une sommation qu'à une requête. Elle demandait qu'il fût enjoint au pouvoir exécutif de faire respecter par les puissances étrangères les couleurs nationales et les Français qui voyageaient sur leurs terres et qu'on rendit leurs ministres responsables de tous les attentats et des outrages dont ils auraient à pâtir. Les Cours devaient être sommés de s'expliquer clairement sur les préparatifs auxquels elles se livraient, de proscrire tous les signes contre-révolutionnaires adoptés par les émigrés, de chasser ceux-ci de leurs états, de les désarmer et de livrer tous ceux que la loi française avait déclarés traîtres à la patrie. Le roi ne pourrait accepter aucune proposition de « fidèles alliés et de bon voisinage », ni ordonner le licenciement de troupes de ligne ou de gardes nationales avant que les puissances aient satisfait à toutes ces demandes. Si elles

ne le faisaient dans le délai très bref qui leur était imparti, elles seraient déclarées en « état d'hostilité commencée » et le pouvoir exécutif serait tenu de « venger les outrages faits à la nation en déclarant la guerre (1) ».

Ainsi, non seulement les Sociétés populaires se résignaient désormais à la lutte, mais elles l'appelaient de leurs vœux. Leur sentiment national était très vif : « Les patriotes de l'empire français demandaient la guerre et la guerre est déclarée. Des milliers de citoyens volent aux frontières; d'autres viennent déposer dans le sein de l'Assemblée nationale des secours pour nos frères qui vont combattre pour nous (2). » Le 14 mai, les membres du Club du Luxembourg apportèrent leurs propres contributions, elle n'était pas très élevée, mais la faiblesse de leurs ressources expliquait la modicité de cette somme. « Nous ne sommes point fortunés et nous ne sommes riches qu'en patriotisme (3). »

Les Brissotins l'emportaient et leurs efforts étaient récompensés. Il est vrai qu'ils n'avaient rien négligé pour gagner le peuple de Paris. Leur propagande fut habile et efficace. Quand Roland disposa du ministère de l'Intérieur, Brissot, pour donner plus de poids à ses paroles, n'hésita pas à se servir de lui pour faire passer aux clubs les exemplaires des discours qu'il prononçait aux Jacobins. Le 4 mai, Tal-
lien, comme président de la Société fraternelle du Faubourg Saint-Antoine, dénonça cette manœuvre aux Amis de la Constitution et demanda que Roland fût invité à répandre conjointement les réponses de Robespierre. Celui-ci refusa, car une semblable injonction lui parut « illusoire ». Il proposa seulement que tout auteur d'une déclaration ou d'un ouvrage dont la Société ordonnerait l'impression eût la

(1) *Situation politique de la France à l'égard des puissances étrangères*. Discours prononcé le dimanche 25 mars 1792 à la Société fraternelle des Deux sexes, Amis de la Constitution, séante à la bibliothèque des Jacobins, à Paris, par M. Joly. Imprimé par ordre de la Société, Paris, s. d., in-8°, 23 p., B. N. Lb⁴⁰ 2.422.

(2) A. N. C 149.

(3) Cf. Adresse des Citoyens composant la Société patriotique de la section du Luxembourg à l'Assemblée législative, 14 mai 1792, A. N. C 149. Leur contribution s'élevait à la somme de neuf cent onze livres seize sols, soit quatre-vingt-seize livres en écus, six livres en pièces de trente sols, six livres en cuivre et le surplus en assignats et billets.

faculté de nommer six commissaires chargés d'en assurer la diffusion (1). Roland ne se contentait d'ailleurs pas d'adresser aux clubs populaires les discours de Brissot. Il était membre de la Société patriotique de la section du Luxembourg et il lui faisait régulièrement tenir des rapports « utiles à la chose publique », ainsi que des doubles des lettres circulaires qu'il envoyait aux tribunaux, aux corps administratifs et même aux Municipalités, en la priant de leur donner toute la publicité possible (2).

III. — L'ARMEMENT DES CITOYENS PASSIFS.

Les Brissotins ne s'en tinrent pas à cette propagande. Le 26 mars, ils accusèrent Robespierre de susciter contre un ministère patriote les défiances des Sociétés populaires « qui ont été de l'avis de la guerre » et de semer le découragement parmi elles en « montrant la paix comme le seul moyen de salut ». Pour gagner le cœur de la population parisienne, ils avaient assuré aux gardes françaises la continuation de leur solde et n'avaient pas hésité à encourager l'armement des citoyens passifs. Dès le mois de décembre 1791, les *Annales patriotiques* et le *Patriote français* publièrent des articles à cette fin. Ils donnèrent le modèle gravé des piques qui avaient servi en 1789, étudièrent les perfectionnements qu'on pouvait y apporter et soutinrent qu'il était opportun d'en munir le peuple. En janvier, le Club de l'Évêché prit l'initiative de cet armement.

Les électeurs de l'Évêché, qui avaient fait entrer Brissot et Condorcet à la Législative, avaient eu l'idée de créer, avant de se séparer, un club dans lequel ils conserveraient la prépondérance, mais où ils admettraient, sous certaines conditions, les Parisiens qui en feraient la demande. Dans le projet que présenta Dubois de Crancé, les préoccupations électorales gardaient une place prépondérante. Dubois estimait que, s'il était nécessaire de surveiller les dépositi-

(1) Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 14, p. 305.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 93. A Paris, le 9 avril 1792, de l'an IV de la liberté. Les quatre pièces jointes à cette lettre manuscrite ont disparu.

taires de la confiance du peuple, il était plus indispensable encore de n'accorder cette confiance qu'à des hommes dignes d'en être investis. Il pensait qu'on ne pouvait atteindre ce but qu'en préparant la tâche des citoyens actifs, tâche d'autant plus importante qu'elle était la seule occasion offerte au peuple d'exercer sa souveraineté. En bons disciples de Rousseau, les électeurs de l'Évêché professaient que le système représentatif instauré par la Constitution de 1791 aboutissait en fait à une dépossession de la nation, et peut-être existait-il quelque contradiction entre leur dessein de constituer un groupement politique à tendance bien définie pour diriger les choix populaires et le respect qu'ils affichaient pour la « volonté générale ». Mais nul ne songeait à la relever. Dubois pensait que les Sociétés patriotiques n'étaient ni assez préparées à cette besogne ni composées de façon à la remplir et que, d'autre part, le Club de l'Évêché, qui réunissait à peine un dixième des électeurs, ne pouvait imposer son action. Le Club central des citoyens de Paris serait un instrument plus efficace. Tous les électeurs de 1791, membres du Club électoral séant à l'Évêché, devaient y être admis de droit. Tout citoyen du Département de Paris présenté par quatre sociétaires appartenant à sa section pouvait y entrer par la voie de l'élection. A la tête du club seraient placés un président et un vice-président nommés pour un mois et deux secrétaires. Les séances auraient lieu tous les jeudis à six heures. Pour plus de commodité, Dubois de Crancé proposait d'adopter le règlement des Amis de la Constitution. Son projet fixait d'autre part les formalités d'admission des candidats (1). Le Club fut créé d'après ces suggestions. Le 12 février, il vint, selon l'usage, informer les Jacobins de sa fondation et solliciter leur correspondance (2).

(1) *Projet d'établissement d'un Club central des citoyens de Paris spécialement destiné à la discussion des candidats à porter aux élections populaires. Rapport des commissaires chargés de présenter au Club des Electeurs, séant à l'Évêché, les bases de l'établissement d'un Club central des Citoyens du Département de Paris, Paris, 1792, in-8°, B. V. P. 580 et B. N. Lb³⁹ 10.841.*

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 373 et suiv. « Une députation du Club central vient instruire la Société qu'il s'est organisé pour discuter les personnes à porter aux diverses places. Le président remercie et la correspondance est accordée au Club central. »

L'activité du Club central de l'Évêché n'était d'ailleurs pas limitée aux préoccupations électorales. Il devait encore surveiller l'exécution des lois, rappeler à l'ordre en usant des formes légales les fonctionnaires publics qui s'écartaient de leurs devoirs, recevoir toutes les réclamations élevées contre la violation des droits garantis par la Constitution et poursuivre le châtement des coupables. Il se proposait enfin d'examiner les lois faites ou à faire. A peine organisé, il fit de la politique active et devint une véritable assemblée populaire où les femmes même furent admises. Ses séances étaient publiques (1) et c'est à l'une d'elles que Palloy vint rendre ses comptes au mois de mars 1792 (2).

Le Club Central de l'Évêché avait été saisi de la question des piques par une dame patriote qui vint lui proposer, le 31 janvier, d'organiser une collecte pour permettre leur fabrication. « Je suis certaine, dit-elle, que Paris serait armé en huit jours. Ces nouveaux soldats de la patrie passeraient en revue devant l'Assemblée nationale; elle verrait en eux de fiers soutiens de ses décrets et la chute du veto (3). » Cette requête fut bien accueillie. Le faubourg Saint-Antoine avait d'ailleurs montré la voie : son armement était déjà si poussé qu'il pouvait, le 12 février, proposer à la Législative de veiller seul à sa sécurité (4). Mais les moyens dont disposait le Club central n'auraient pu suffire à la tâche. Les Sociétés populaires ouvrirent des souscriptions

(1) Cf. dans les papiers de Charles-Nicolas Osselin, A. N. T 514¹ le texte d'une Pétition à l'Assemblée nationale : « Parmi les assemblées populaires dont s'honore la capitale, il existe à l'Évêché une société de citoyens qui sentent le prix de leur liberté et qui connaissent les moyens de la conserver, ce sont des frères et des sœurs qui se chérissent et qui s'honorent mutuellement; ils sont réunis pour leur instruction commune sous la protection de la loi et sous la surveillance du peuple qui est admis à ses séances. »

(2) Voir *Discours prononcé le 12 mars, l'an IV, en présence du peuple, du Club Electoral et des Électeurs de 1789*, par M. Palloy chargé de la démolition de la Bastille, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.469. *Procès-verbal de ce qui s'est passé à l'Assemblée générale des citoyens et du peuple réunis en la salle de l'Évêché, 12 mars 1792, l'an IV de la liberté, relativement aux comptes de Palloy*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.470.

(3) *Courrier des Quatre-vingt-trois départements*, n° du dimanche 5 février 1792, cité par Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 13, p. 214 et suiv.

(4) A. N. C 143. Sept jours plus tard « cent mille piques de la Ville de Paris » demandèrent au Corps législatif d'armer tous les bras pour le salut public (A. N. D XL 4).

et se firent présenter des modèles de piques. Les Jacobins eux-mêmes s'en mêlèrent : le 7 février, un serrurier leur en offrit quatre qu'il venait de forger et il reçut avec reconnaissance les conseils que lui donna un officier d'artillerie qui assistait à la séance. Tout près de Paris, le Club populaire de Belleville chargea, le 24 février, un de ses membres, Gilbert, d'en préparer vingt pour le prix de quarante sols, sans le bois. Ne sachant quelle longueur il convenait de donner au manche, les membres de la Société de Belleville songèrent à aller consulter les Amis de la Constitution aux Jacobins, puis, craignant que ceux-ci ne soient pas beaucoup plus experts qu'eux en la matière, ils s'en tinrent à leur propre inspiration. Le 16 mai, Gilbert apporta ses vingt piques. Le Club, étonné de l'initiative qu'il avait prise, ne sut trop qu'en faire; il ne put se décider à les distribuer et résolut, pour sortir d'embarras, de les envoyer à la Municipalité de Belleville qui en disposerait « dans sa prudence ». La municipalité accepta ce cadeau, mais elle en rendit une aux donateurs qui la coiffèrent du bonnet de la liberté et la placèrent dans la salle de leurs séances (1).

Le Club central de l'Évêché ne se contenta pas de la collaboration des sociétés populaires. Il fit appel aux sections. Il ne suffisait plus aux patriotes de distribuer des piques aux citoyens passifs : ils prétendirent encore armer les femmes. Le 27 février, les sœurs de la Société fraternelle des Minimes supplièrent qu'on leur permit de faire tous les dimanches l'exercice au Champ de Mars sous la direction des anciens gardes-françaises (2). Pour convertir les hésitants et les

(1) B. V. P. Mss 11.471 (Registre des délibérations de la Société populaire de Belleville). Le rôle joué par les clubs populaires dans l'armement des citoyens passifs souleva de vives critiques. C'est aux « Sociétés prétendues patriotiques » et non pas « aux chefs de la force armée » que l'on doit l'institution des piques, dit une brochure sans nom d'auteur qui parut au mois de juin 1792. Elles ont cherché par ce moyen à s'opposer aux gardes nationaux qui n'avaient pas pour elles « tout le dévouement qu'elles désiraient » (*Ce que doivent faire les bons citoyens dans les circonstances actuelles*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.092).

(2) *Adresse individuelle à l'Assemblée nationale par les citoyennes de Paris*, imprimée par ordre du Club des Minimes, Br. M. F. R. 623,34. Pétition des citoyennes de Paris à l'Assemblée nationale demandant l'autorisation de se réunir en armes au Champ de Mars pour s'exercer à la manœuvre sous la direction des gardes françaises afin de contribuer à la défense de la Consti-

timides, on promena des piques modèles sur la terrasse des Feuillants, on en exposa dans l'enceinte des clubs et bientôt on vit des députations armées pénétrer aux Jacobins. Pour calmer les scrupules que quelques amis de la Constitution laissaient paraître, Danton fit remarquer que les drapeaux pendus aux murs portaient des lances et que nul jusqu'alors n'en avait été choqué. Le 27 mai, on donna symboliquement le nom de « Pique » à la fille d'un tambour major du faubourg Saint-Antoine.

Cette vogue inquiéta le roi. Pétion, à qui il demanda des explications, n'était sans doute pas très rassuré lui-même, car, dès le 9 février, il avait prié Soltho-Douglas, préposé au département de la police, de rechercher les ateliers et les boutiques où l'on vendait et fabriquait les piques (1). La Municipalité de Paris voulut régulariser l'armement des citoyens passifs. Elle leur reconnut le droit de posséder des piques; mais les obligea à en faire dans le délai de huit jours la déclaration à l'Hôtel de Ville. Elle les pria de les laisser chez eux et de ne plus se promener de nuit et de jour dans les rues et les places publiques avec ces armes encombrantes, sous peine « d'être conduits comme suspects devant les officiers de police correctionnelle ». Les dispositions de cet arrêté furent jugées insuffisantes par la Société patriotique de la section de la Bibliothèque dont la modération subsistait encore. Le 6 mars, un de ses membres lui demanda de « s'occuper des précautions à prendre et à observer dans la distribution des piques (2) ». Quelques jours plus tard, un autre proposa d'incorporer les citoyens armés dans les bataillons, et les surveiller et même de leur enlever leurs piques si, en cas de danger, ils refusaient de se joindre à la garde nationale (3). Au surplus, les mesures ordonnées par la

tution, A. N. C 144 (Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXXIX, p. 423).

(1) A. N. W 251.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.662, fol. 28.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.662, fol. 29. Cette suggestion de la Société de la Bibliothèque dut être suivie, car, le 29 avril 1792, des citoyens du faubourg Saint-Antoine « incorporés à la garde nationale et armés de piques » assurèrent l'Assemblée de leur patriotisme, de leur zèle pour le maintien de la tranquillité publique, de leur respect pour la loi et ses organes (A. N. C 147).

Municipalité de Paris ne furent pas observées. Des patriotes armés continuèrent à se promener dans les rues et l'Assemblée consacra leur désobéissance en les recevant au Manège.

IV. — LE BONNET DE LAINE ET LES FÊTES PATRIOTIQUES.

Une autre mode sévissait à Paris. Les patriotes avaient adopté le bonnet de laine et il était en train de conquérir droit de cité chez les Amis de la Constitution eux-mêmes. Brissot en faisait l'éloge et le *Patriote français* opposait au chapeau, couvre-chef triste et sombre, cette coiffure nouvelle qui « dégage la physionomie, la rend plus ouverte, plus assurée, couvre la tête sans la cacher, en rehausse avec éclat la dignité naturelle et est susceptible de toutes sortes d'embellissements ». On choisit la couleur rouge, sans doute en raison de sa gaieté. « Tout le monde sait, disent les auteurs de l'*Histoire parlementaire*, que Condillac, dans ses Considérations sur l'analogie des sons et des couleurs, établit que le rire éclatant et le son de la trompette sont analogues à la couleur écarlate et produisent une sensation identique. » En mars, le bonnet de laine fut adopté par les membres du bureau des Jacobins et les orateurs qui montaient à leur tribune s'en coiffaient. Toutefois Pétion et Robespierre trouvèrent ces manifestations puériles et obtinrent, le 19 mars, que la cocarde tricolore fût le seul signe de ralliement des Amis de la Constitution. Pétion fit remarquer qu'il était peu sage de juger de l'opinion des gens d'après leur coiffure et qu'un peuple libre n'avait pas besoin de hochets. Les Jacobins, convaincus, mirent pour un temps le bonnet dans leurs poches; mais cette « froide raison » ne réussit pas à persuader la foule. Elle aimait les hochets et se plaisait aux cérémonies patriotiques.

Les fêtes qui se multiplièrent à Paris au début de 1792 se déroulaient suivant des rites qui n'ont pas changé. On y portait les statues des grands hommes et des bannières avec les inscriptions civiques, on y chantait des hymnes patriotiques, on s'efforçait d'obtenir le concours des musiques

militaires et d'y attirer les soldats. En 1791, les cérémonies auxquelles avaient participé les sociétés fraternelles (1) présentaient toutes un caractère officiel : les clubs populaires n'y envoyaient que quelques représentants qui se groupaient derrière les Jacobins et marchaient dans leur ombre. En 1792, au contraire, ils organisèrent eux-mêmes des cortèges et des banquets patriotiques et, à leur tour, ils y convièrent sinon l'Assemblée législative, du moins les autorités parisiennes.

Le 12 février 1792, la Société fraternelle des Jacobins reçut solennellement les bustes de Rousseau, de Voltaire, de Mirabeau et de Franklin que lui offrit un de ses adhérents le frère Guilbert. La salle avait été décorée et les membres du club, en grand costume, étaient présents lorsqu'arriva le cortège. On avait fait appel aux petits élèves aveugles de l'abbé Haüy et on leur avait appris un hymne où M. Avisse chantait, sur la musique de Gossec, les mérites de ces grands hommes. Les vers en étaient médiocres, mais les sentiments étaient purs :

« Qu'en ce jour d'allégresse et de reconnaissance,
Franklin et Mirabeau soient portés jusqu'aux cieux,
Fléaux du despotisme et soutiens de la France,
Peuple libre, ce sont vos dieux (*bis*)

Du sublime Rousseau, célébrons la mémoire,
La vertu pour asyle avait choisi son cœur,
Constant ami de l'homme, il mit toute sa gloire
A le rendre libre et meilleur.

N'arrosons plus de pleurs la cendre de Voltaire,
C'est le jour des plaisirs et non pas des regrets :
Il revient plein de gloire annoncer à la terre
Qu'un grand homme ne meurt jamais.

(1) Ce furent surtout des cérémonies funèbres; obsèques de Mirabeau, translation des cendres de Voltaire au Panthéon, où la députation de la Société fraternelle des Jacobins figura à côté de celle des Amis de la Constitution (*Feuille du Jour*, n° 193, du 12 juillet 1791). Les représentants du Club des Halles portaient une bannière avec cette inscription :

« Grands dieux, exterminiez de la terre où nous sommes
Quiconque avec plaisir répand le sang des hommes. »

Une autre société populaire avait adopté cette devise :

« Les mortels sont égaux, ce n'est pas la naissance,
C'est la seule vertu qui fait la différence. »

(*Chronique de Paris*, n° 193, du 12 juillet).

Eclairés désormais du feu de leur génie,
Osons dire aux tyrans comme eux la vérité,
Modèles des grands cœurs vivons pour la patrie,
Mais mourons pour la liberté. »

L'inévitable Palloy était là avec une pierre de la Bastille qu'entouraient les anciens gardes-françaises et les compagnies du centre. On entendit quelques discours; des jeunes filles « simples comme l'égalité, belles comme la liberté » couronnèrent les bustes; mais l'émotion fut à son comble quand on vit un des frères se détacher de la masse des assistants et leur offrir à son tour une couronne civique. C'était une dette personnelle de reconnaissance que cet homme acquittait ainsi. Il venait d'épouser une jeune religieuse libérée du cloître « où la barbarie l'avait forcé de descendre » et il déclara qu'il devait son bonheur aux lumières des philosophes et à la « sainte révolution » qu'ils avaient préparée. Puis des députations des diverses sociétés populaires rendirent hommage aux grands hommes et jetèrent des fleurs sur ces têtes « n'a guères prosrites par le despotisme, aujourd'hui l'objet de l'admiration et du respect de la liberté (1). »

Le 25 mars, un banquet civique réunit aux Champs Élysées les Forts de la Halle, les Vainqueurs de la Bastille, quelques députés à l'Assemblée législative et des représentants des Jacobins. On porta, dit le *Patriote français*, de nombreux toasts, la gaité fut « franche et vive » et l'abandon « fraternel ». A la fin du repas, la présence de Pétion déchaîna l'enthousiasme des convives. Ils se rendirent ensuite en musique et au son du tambour aux Jacobins (2), puis gagnèrent la Société fraternelle des Minimes où la fête se termina par une cérémonie familiale. Fauchet, évêque du Calvados, baptisa la fille d'un tambour du faubourg Saint-Antoine. M. Thuriot, député, Vainqueur de la Bas-

(1) *Société fraternelle des Patriotes des deux sexes, défenseurs de la Constitution, séante à la bibliothèque des Jacobins Saint-Honoré à Paris*. Extrait du procès-verbal de la séance du dimanche 12 février 1792, l'an IV de la liberté, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.421.

(2) Détail de la fête civique qui a eu lieu le 25 mars, l'an IV de la liberté aux Champs-Élysées (Extrait du *Courrier des quatre-vingt-trois départements*). S. l. n. d., in-8°, B. N. Lb⁸⁹ 10.506.

tille, fut parrain, M^{me} Calon, marraine. L'enfant reçut les prénoms, qui durent quelque peu l'embarrasser par la suite, de « Pétion-Nationale-Pique ». On plaça sur les fonts baptismaux un drapeau de la Bastille et un bonnet de la liberté et le père, au nom de la nouvelle née, prêta le serment civique. Santerre, pour achever dignement cet heureux jour offrit un repas au père, au parrain, à la marraine et à tous les patriotes présents.

V. — LA RÉCEPTION DES SUISSES DE CHATEAUVIEUX.

Moins d'un mois plus tard, l'arrivée à Paris des soldats de Chateaufvieux fut l'occasion d'une solennité dont le caractère souleva une vive émotion. Le régiment de Chateaufvieux, qui, en 1789, avait permis les premiers succès révolutionnaires en refusant de tirer sur le peuple de Paris, s'était révolté contre ses chefs, en août 1790, alors qu'il tenait garnison à Nancy. Bouillé, pour venir à bout de sa résistance, avait dû livrer une véritable bataille dans les rues de la ville. Neuf hommes furent condamnés à mort par le conseil de guerre et fusillés, quarante envoyés à Brest pour y subir une peine de trente ans de galère. Mais, le 31 décembre 1791, la Législative résolut d'étendre aux Suisses de Chateaufvieux le bénéfice de l'amnistie proclamée, le 14 septembre, par la Constituante (1) et cette décision fut confirmée par le roi le 12 février 1792. On ouvrit une souscription en faveur des soldats libérés et les commissaires des clubs populaires prirent l'initiative de fêter leur retour. Ils tinrent une première séance à la Société fraternelle des Minimes (2), puis, à partir du 20 mars, s'assemblèrent dans une des salles de l'Évêché sous la pré-

(1) A. N. C 140. Cf. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 357. Le canton de Lucerne et le Directoire de Zurich s'étaient opposés à cette mesure de clémence (Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 351).

(2) La Société fraternelle des Minimes avait convié à cette réunion les représentants des clubs populaires et les patriotes notoires par une lettre circulaire. Il en existe deux exemplaires à la Bibliothèque nationale : l'une adressée à Palloy (Mss Nelles acq. fr. 308, fol. 39), l'autre à la Société patriotique de la section du Luxembourg (Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 156).

sidence de Tallien (1). Ils invitèrent les Parisiens à déposer leurs contributions chez les juges de paix des quarante-huit sections (2), mais leurs délibérations ne durent pas toujours être paisibles. Le 13 avril, Tallien écrivit que des circonstances « particulières et imprévues » l'obligeaient à donner sa démission. Il est facile d'en deviner la nature d'après le texte même de sa lettre. « Si je croyais, dit-il, que ma retraite de ce comité soit dans le cas de nuire au succès de la fette, je consentirais à supporter encore pendant quelque temps les clameurs insultantes de quelques mauvaises têtes; mais la fette est en bon traint et je suis convaincu qu'elle aura lieu : tous les dangers sont passés; j'ai supporté l'orage, je laisse aux autres à jouir du calme. » Il fit remettre au Comité central la somme de deux mille deux cent vingt-deux livres dont il était dépositaire (3).

Cette affaire ne souleva que désordre et contradiction. Le 23 mars, au moment même où les commissaires des sociétés patriotiques publiaient un programme de la cérémonie, le Club des Nomophiles vint protester aux Jacobins contre les grandes dépenses que ce projet entraînait et, d'après le témoignage du *Journal des Débats*, ses « sages » observations furent bien accueillies. Le 4 avril, les Amis de la Liberté proposèrent de consacrer les fonds qu'on avait recueillis à l'achat d'un domaine qui serait pour les Suisses de Chateaufvieux un gage durable de la reconnaissance nationale (4). Quelques jours plus tard, un habitant de la section de Bonne-Nouvelle, Pierre Rousselet, adjura les Vainqueurs de la Bastille de ne pas assister à une manifestation aussi extravagante (5). Son libelle « vomi par un

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 308, fol. 37 : Invitation à Palloy par les commissaires des sociétés patriotiques qui se réunissent, le 20, dans une des salles de l'Évêché pour préparer la fête des Suisses de Chateaufvieux.

(2) Paris, 22 mars 1792, l'an 4^e de la liberté, s. l. n. d., in-4°, B. N. Lb³⁹ 10.495.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 308, fol. 57.

(4) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 459 et suiv.

(5) *Réflexions d'un citoyen (Pierre Rousselet, citoyen de Bonne-Nouvelle) sur la fête projetée pour les soldats de Chateaufvieux*, B. N. Mss Fonds français 6.574, fol. 102, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.527.

Voir également, dans le même sens :

Sur les Suisses de Chateaufvieux (signé I. Eleuthère), s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.529. Lettre du sieur Naudeville, citoyen soldat de juillet 1789,

mouchard de la Cour », dit le *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, fut brûlé publiquement par les habitants du faubourg Saint-Antoine, sous les yeux des quarante victimes de Bouillé. Rousselet, s'il faut en croire Palloy, ne s'en tint pas aux prières et fit, mais sans succès, appel aux menaces (1). De nombreux bataillons de l'armée parisienne envoyèrent de leur côté des protestations au département ou à l'Assemblée nationale (2). Certains réclamaient la suppression pure et simple de la fête en invoquant son caractère odieux; d'autres reconnaissaient que les soldats de Chateaufort avaient droit à la pitié et à la bienveillance, mais assuraient que rien ne justifiait le triomphe qu'on leur préparait (3). Quelques-uns admettaient la cérémonie, mais demandaient qu'on lui conservât un caractère privé (4). Méhée la Touche, fondateur de la Société fraternelle des Carmes et membre du Comité des clubs populaires, fit paraître, dans les *Annales patriotiques*, de violentes attaques contre Roucher, le poète des Mois, qui menait une

électeur de la section du Louvre, au président de l'Assemblée législative, 5 avril 1792, A. N. C 150. Lettre anonyme à Pétion contre la cérémonie de Chateaufort, B. N. Mss Fonds français 6.574, fol. 119. Lettre d'un citoyen « non jacobin, mais bon français » à M. Pétion, 5 avril 1792, B. N. Mss Fonds français 6.574, fol. 101.

Cf. enfin deux pamphlets : *L'ordre, la marche et les cérémonies de l'entrée des soldats de Chateaufort au club des Jacobins du Manège, dédié à la garde nationale*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.830 et *Laissez fêter les soldats de Chateaufort*, in-fol., s. l. n. d., B. N. Lb³⁹ 5.871.

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 308, fol. 83.

(2) Voir dans le dossier B. N. Fonds français 6.574, les protestations du bataillon de Saint-Joseph, 3 avril 1792 (fol. 129), du bataillon de Saint-Gervais, 4 avril (fol. 128), du bataillon des Filles Saint-Thomas (fol. 123, du 10 avril), du troisième bataillon de la sixième légion, 10 avril (fol. 133).

(3) Adhésion du bataillon de Bonne-Nouvelle à la pétition de quatre cents gardes nationaux du bataillon des Petits-Pères, 6 avril 1792, B. N. Fonds français 6.574, fol. 132. Lettre d'un sieur Lombard, citoyen actif, à Pétion, B. N. Fonds français 6.574, fol. 121.

(4) Pétition des citoyens actifs et gardes nationaux de la section des Carmélites à la Municipalité, 13 avril 1792, B. N. Fonds français 6.574, fol. 126. Voir également Délibération de la section de Beaubourg, 13 avril 1792, A. N. C 199; B. N. Mss Fonds français, 6.574, fol. 106.

Les citoyens des sections de Henri IV (*Pétition individuelle des citoyens de la section de Henri IV aux représentants de la Commune de Paris*, 1792, in-8°, B. V. P. 580) et du Jardin-des-Plantes (B. N. Fonds français 6.574, fol. 131) demandèrent que la fête fût ordonnée par un décret de l'Assemblée législative.

campagne ardente contre les soldats de Chateaufieux (1). Dans le *Journal de Paris*, André Chénier soutint que ce n'était pas à l'enthousiasme qu'était due une cérémonie aussi surprenante où la Ville de Paris s'associait à la glorification de meurtriers et de rebelles. « J'ai vu, dit-il, un petit nombre d'hommes s'agiter, se démenner, déclamer de pompeuses amplifications. Tout le reste des citoyens m'a semblé voir ce projet, les uns avec une juste aversion, les autres, et c'est le plus grand nombre, avec la plus grande indifférence. » Collot d'Herbois lui répondit par un long mémoire que Marat jugea inutile et qualifia de « verbiage d'un rhéteur pusillanime ».

Le Directoire du Département résistait. Aclocque, commandant-général du mois, lui transmit, le 3 avril, les protestations du commandant du cinquième bataillon de la deuxième légion, Bayard, contre le plan arrêté par les commissaires des sociétés patriotiques dans le dessein d'humilier la garde nationale. Le 14 avril, Gouvion, pour marquer sa réprobation, adressa sa démission au président de l'Assemblée législative (2). Robespierre et Marat accusèrent La Fayette d'être l'instigateur de cette opposition, et l'*Ami du Peuple* conseilla à Pétion d'user de ses pouvoirs de police pour consigner, le 15, l'état-major parisien. Le maire de Paris se contenta d'intervenir auprès de Tallien pour le prier de modifier son projet du 23 mars et de mettre « dans le cérémonial toute la décence et toute la simplicité dont il était susceptible ». Afin d'apaiser les esprits, on parla moins de la réception des soldats de Chateaufieux que d'une glorification de la liberté (3). Pétion, dans une

(1) Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 14, p. 62 et suiv. Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. 1, p. 65-66.

(2) A. N. C 146. Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. LI, p. 725.

(3) Il suffit pour s'en convaincre de comparer les titres des deux projets du Comité central des Sociétés patriotiques. Le premier, qui porta la date du 23 mars, fut imprimé sous le titre : *Ordre et marche de l'entrée triomphale des martyrs de la liberté du régiment de Chateaufieux dans la ville de Paris*, A. N. C 199 et Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.829 (la même brochure existe aussi à la cote Lb³⁹ 10.526, sous le titre : *Idée générale de la fête civique proposée pour la réception des soldats de Chateau-vieux*, s. l. n. d., in-8°. Elle a été publiée par Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. 1, p. 349-352).

Le deuxième projet fut intitulé : *Détail et ordre de la marche de la fête en*

lettre à ses concitoyens, affirma qu'une telle fête ne comportait rien que de « simple » et « d'innocent ». Elle était donnée par les Parisiens, sans caractère officiel, et chacun restait libre d'y participer ou non (1). Le 11, il défendit à tous les habitants qui n'étaient pas de service de paraître en armes dans les rues de la ville pendant toute la journée du 15 et il arrêta la circulation des voitures entre dix heures du matin et huit heures du soir « à l'exception de celles destinées à l'approvisionnement et au nettoyage ». Il alla ensuite conférer avec le Directoire qui se déclara satisfait de ses explications. La fête, dit-il, n'a aucun caractère de force publique; elle n'est ordonnée par aucune autorité constituée; « aucune municipalité, aucun corps administratif, aucun corps de troupe, aucune partie de la force armée n'y assistera collectivement, ni avec le cérémonial et les marques distinctives qui conviennent aux solennités publiques ».

Le 9 avril, les soldats de Chateaufieux, qui étaient arrivés à Paris dans la matinée, avaient été reçus à l'Assemblée nationale. Leur admission avait donné lieu à une assez vive discussion et il avait fallu recourir à l'appel nominal pour savoir si on leur accorderait les honneurs de la séance (2).

L'honneur de la liberté donnée par le peuple à l'occasion de l'arrivée des soldats de Chateaufieux, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.874 et A. N. AD VIII 16.

Dans l'affiche qui parut quelques jours plus tard, il ne fut même plus question des soldats de Chateaufieux; *Invocation au sens commun ou dernier mot sur la fête de la liberté qui aura lieu dimanche 15 avril*, Paris, s. d., in-fol. plano, B. N. Lb³⁹ 5.873.

(1) La lettre de Pétion a été publiée par Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 14, p. 78 et suiv. Elle fut réfutée par Pétra, électeur de 1789, par André Chénier, dans le *Journal de Paris*, n° du 13 avril, et surtout par Dupont de Nemours (voir Buchez et Roux, t. 14, p. 81. *Patriote français*, n° 988, 989, 990, des 24, 25 et 26 avril. Lettre de Dupont à Pétion, Paris, s. d., in-8°, B. N. C 199; B. N. Lb³⁹ 5.868 et 5.868 A et Réponse de Pétion Paris, 1792, in-8°, A. N. C 199, B. N. Lb³⁹ 5.883). Marc-Antoine Jullien, membre de la Société fraternelle des Jacobins, publia en faveur de Pétion deux brochures : *Réponses d'un jeune citoyen patriote au libelle calomnieux de M. Dupont contre M. Pétion* (s. l. n. d., in-12, B. N. Lb³⁹ 10.523) et *Réponse à la deuxième lettre de M. Dupont à M. Pétion* (s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.898).

(2) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. XLI, p. 387 et suiv. Cf. A. N. C 145. Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. 1, p. 76 et suiv. Lettre des députés extraordinaires de la ville de Brest nommés pour présenter

Collot d'Herbois, qui les accompagnait, prononça un discours en leur nom (1); puis, suivis d'un groupe de gardes nationaux de Paris et de Versailles et de nombreux habitants de la capitale, ils défilèrent dans la salle au son du tambour. Ils se rendirent ensuite au Conseil général de la Commune. La fête qui devait avoir lieu ce jour-là, avait été renvoyée au 15, car le char n'était pas prêt (2).

Elle se déroula sans incident. La foule était immense et les fenêtres bondées de monde. Hassenfratz attribua le calme qui régna toute la journée à la présence d'un citoyen qui suivit le cortège en tenant à la main un épi de seigle. Partout où il se produisait quelque rumeur, dit-il aux Jacobins deux jours plus tard, cet homme se présentait avec son épi et aussitôt le désordre cessait (3). Le cortège fut interminable. En tête se trouvaient les bannières, les tables de la Déclaration des Droits, les bustes couronnés des grands hommes et les drapeaux de France, de Grande-Bretagne et des États-Unis d'Amérique, que les Amis de la Constitution avaient prêtés. Palloy avait offert des pierres de la Bastille. Les représentants des sections de Paris, les membres des sociétés populaires, des gardes nationaux sans armes suivaient un sarcophage couvert de crêpe élevé à la mémoire des soldats patriotes fusillés à Nancy, au mois d'août 1790. On portait sur un brancard une galère et des rames rappelant les condamnations dont leurs compagnons avaient été victimes. Cent « jeunes demoiselles mises comme des nymphes et aussi belles » tenaient les fers des galériens libérés et leurs noms étaient écrits sur quarante bannières. La statue de la Liberté, placée sur un char énorme derrière lequel marchaient les soldats de Chateaufieux et les anciens gardes-françaises, suivait cette longue procession. Robespierre et Pétion étaient dans le cortège et Santerre, qui en

à l'Assemblée législative les quarante soldats de Chateaufieux et de Collot d'Herbois, leur défenseur officieux, pour demander leur admission, A. N. C 147. *Liste des députés qui ont voté pour ou contre l'admission des soldats de Chateaufieux aux honneurs de la séance dans l'Assemblée nationale, le 9 avril; l'an IV de la liberté*, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁸⁹ 5.862.

(1) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. LI, p. 390.

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 470 et suiv.

(3) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, p. 504 et suiv.

réglait la marche, « se multipliait ». On s'arrêta à la Bastille, où Palloy prononça un discours (1), au Manège et à la place Louis XV. Après l'arrivée au Champ de Mars, la cérémonie devint plus gaie. On avait requis les services de deux cents musiciens. Marie-Joseph Chénier et Gossec avaient composé des hymnes à la liberté; la foule chanta et dansa autour de l'autel de la patrie qu'éclairaient des torches et des candélabres. Le Comité des Sociétés populaires régla une partie des frais avec les contributions des clubs et les dons des citoyens patriotes (2). La dépense fut très élevée, malgré les réductions que l'on obtint sur les mémoires des entrepreneurs (3). Le 17 avril, Polverel fit passer

(1) *Discours prononcé par le patriote Palloy, accompagné de ses apôtres, lorsque le cortège de la fête civique célébrée, ledit jour, en l'honneur de la liberté, s'est présenté sur l'emplacement de la Bastille où une décoration simple était préparée*, s. l. n. d., in-4°, A. N. F¹⁷ 1.692 et B. N. Lb³⁹ 10.532. Voir également la description de la fête donnée aux soldats de Chateaufieux sur la place de la Bastille, B. N. Mss Nelles acq. fr. 308, fol. 121.

(2) Voir *Compte-rendu par les commissaires des sociétés patriotiques réunis pour régler la fête de la liberté*, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.525. Mille trois cent soixante-cinq livres dix-huit sols neuf deniers avaient été déposés chez les juges de paix. Les Sociétés patriotiques avaient versé mille cinq cent trente-deux livres sept sols six deniers et des particuliers plus de mille neuf cents livres. Mais il restait à acquitter une somme supérieure à neuf mille livres. Le Comité proposa de faire payer par chaque membre des sociétés populaires une « annuité » divisée en quatre trimestres, dont le maximum serait fixé à trois livres et le minimum à seize sols, proportionnellement aux ressources de chaque société. Les fonds devaient être déposés chez Tallien, trésorier, et le comité se réunirait tous les trimestres pour distribuer les paiements au marc le franc.

Les Commissaires s'assemblèrent effectivement au mois de juillet; mais ils se plaignirent de l'absence de plusieurs d'entre eux et constatèrent que toutes les sociétés n'avaient pas encore adopté le mode de règlement proposé. Ils les engagèrent à le faire sans délai; ils affirmèrent qu'il était nécessaire d'en terminer promptement avec cette affaire et de régler les dettes, car c'était un « motif de calomnie » que les « ennemis des sociétés » ne manquaient pas de saisir (B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 19). Les derniers mémoires n'étaient pas encore soldés en ventôse an V (A. N. F⁷ 2.090).

(3) A. N. F⁴ 1.968 et F⁴ 2.090. Le mémoire du serrurier Basile fut réduit de mille quinze livres à mille livres; celui de M. Windsor, qui avait fourni la table de marbre blanc pour la déclaration des droits, passa de quatre-vingt-seize livres à soixante-douze; ceux du peintre et du menuisier, qui décorèrent l'autel de la patrie, de quatre cent quarante-sept livres onze sols à trois cent dix livres quatre sols. Le menuisier Périac, qui avait construit le char de la liberté, consentit un rabais de plus de sept cents livres et le tapissier Hulin réduisit sa note de mille deux cent quatre-vingt et une livres à huit cent quatre-vingt-six livres. Les chevaux loués par Santerre coûtèrent

au président de la Société de la section du Luxembourg, dont il était membre, vingt-quatre exemplaires de la ronde nationale composée pour cette fête de la liberté en le priant de vouloir bien les distribuer (1). Il invita tous les commissaires du club à se rendre, le jeudi 19, au Comité central pour le règlement des comptes et il leur remit vingt-cinq livres dont il était porteur. « Je vous prie, dit-il en terminant, de rappeler à la Société son arrêté de la dernière séance qui porte qu'elle invitera ceux de ses membres qui n'ont pas encore contribué à la fête de déposer leur offrande civique (2). » On avait besoin des subsides de tous pour régler le montant des mémoires.

VI. — LA DEUXIÈME CAMPAGNE EN FAVEUR DES ANCIENS GARDES-FRANÇAISES.

A la demande de Robespierre, on avait associé les anciens gardes-françaises au triomphe des Suisses de Chateaufort (3). Le décret du 7 novembre qui, provisoirement, les autorisait à rester à Paris, n'avait arrêté que pour un temps le mouvement populaire en leur faveur. A la fin du mois de décembre, la Société de la rue de la Vieille Monnaie avait demandé à l'Assemblée nationale d'abroger le décret du 5 août et de convoquer les sections pour délibérer « sur l'organisation, qui convient à la garde soldée ». Sa pétition

cent six livres deux sols et M. Dorotte, inspecteur des bâtiments de la ville, réclama cent quatre livres dix-sept sols pour la pose de trois douzaines de lampions, la garde de l'autel de la patrie et la fourniture de « flambeaux, résine, étoupes et huile d'aspic. »

(1) Elle est publiée dans plusieurs brochures : *Le coup de grâce des Feuillants ou les soldats de Chateaufort traités comme ils le méritent*. Dialogue dans lequel est le précis de l'affaire de Nancy et l'ordre de la fête civique des martyrs de la liberté, avec les strophes qui seront chantées aux différentes stations de la cérémonie Paris, l'an 4^e, in-8^o, B. N. Lb³⁹ 5.875. *Détail de la fête de la liberté qui a eu lieu le dimanche 15 avril, l'an IV de la liberté*. Extrait du Courrier des quatre-vingt-trois départements, s. l. n. d., in-8^o, B. N. Lb³⁹ 10.530. *Récit exact de ce qui s'est passé à la fête de la liberté, le 15 avril 1792, pour la réception des soldats de Chateaufort unis aux gardes françaises*, Paris, s. d., in-8^o, B. N. Lb³⁹ 10.531.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.704, fol. 76.

(3) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 3, séance du 8 avril, p. 470 et suiv.

fut renvoyée sans débat au Comité militaire (1). Le 1^{er} janvier, elle chargea deux commissaires, Fournier et Garin, de suivre cette affaire (2). Les 25 et 26 janvier, la question fut agitée par les Jacobins et Danton monta à leur tribune pour demander la réintégration des gardes-françaises (3). Cet exemple fut suivi par les sections. Successivement, celles du Ponceau, de l'Arsenal, du Palais-Royal, des Quinze-Vingts, des Postes exposèrent la même requête (4). Le 13 mars, les assemblées générales des sections, convoquées par le Corps municipal, se réunirent pour délibérer sur la formation de la garde nationale soldée et leurs commissaires s'assemblèrent à l'Hôtel de Ville pour étudier les vœux qu'elles avaient émis. Ils publièrent un procès-verbal et préparèrent un plan de réintégration. Mais leur projet ne fut pas accueilli sans murmure. Le 23 avril, la section des Postes, sur un rapport présenté par six de ses membres, déclara qu'il n'y avait pas lieu de s'y arrêter (5). Elle assura que les commissaires avaient outrepassé leurs pouvoirs et que leur plan tendait à désorganiser la gendarmerie nationale à pied et les trois régiments de ligne créés par l'Assemblée Constituante. Cette volte-face, dit Braesch, entraîna celle d'autres sections, mais elle ne mit pas fin au mouvement.

Les gardes-françaises avaient trouvé un avocat en Buirette-Verrières et des appuis fidèles dans les sociétés populaires. Le 1^{er} février 1792, des citoyens de la section du Luxembourg, Pache, Polverel, Jourdain, Gerbet, Meusnier, Hecquembourg etc..., avaient envoyé au Corps législatif une pétition individuelle pour demander le « rétablissement d'une compagnie de soldats patriotes, ci-devant gar-

(1) A. N. C 141, publiée par S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 7, p. 565 et suiv. Cette pétition n'est pas datée, mais elle était accompagnée d'une lettre de Boucher-Saint-Sauveur, du 26 décembre. La députation du Club de la rue de la Vieille-Monnaie ne fut admise à l'Assemblée que le 1^{er} janvier 1792. Les députés refusèrent d'entendre la lecture de la pétition, qui était assez longue et demandèrent à l'orateur de la société d'en résumer l'objet; il le fit de façon assez inexacte.

(2) A. N. F⁷ 6.504.

(3) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 2, p. 340-435.

(4) Braesch, *Procès-verbaux de la section des Postes*, p. 80 et suiv.

(5) Braesch, *Procès-verbaux de la section des Postes*, p. 107 et suiv.

des-françaises, dans chacune des six légions de la garde nationale parisienne » (1). Le 11 mai, un des intéressés, Sabot, convoqua ses camarades pour le dimanche suivant à l'ancien prieuré Sainte-Catherine, dans la salle de réunion du Club des Nomophiles dont il était membre (2). Ils y vinrent au nombre d'une soixantaine et préparèrent une nouvelle pétition. Le 15, ils envoyèrent une députation à l'Assemblée nationale. Leurs efforts, comme ceux de Bui-rette-Verrières qui se multipliait (3), finirent par aboutir. Le 16 juillet, le Corps législatif décida d'incorporer les anciens gardes-françaises dans de nouvelles compagnies de gendarmes à pied. Des registres d'inscription leur furent ouverts au greffe de la Municipalité, du 23 juillet au 7 août. Après la chute de la royauté, l'Assemblée donna à ces compagnies une organisation définitive et les chargea du service de la ville de Paris.

VII. — LES PARTIS ET LA CONDUITE DE LA GUERRE.

Les circonstances ne tardèrent pas à montrer combien il était imprudent, sous la menace d'une guerre, d'accorder à des soldats rebelles des honneurs semblables à ceux que les Suisses de Chateaufvieux avaient obtenus. Avant que le mois d'avril fût achevé, Théobald Dillon, en retraite sur Lille, fut massacré par les troupes qu'il commandait. Cette nouvelle souleva dans l'Assemblée un sentiment de stupeur et d'indignation. Les Girondins comprirent la nécessité de rétablir l'autorité et la discipline militaires. Il s'agissait tout d'abord d'apaiser les méfiances des armées et du peuple envers les chefs aux services desquels on était bien obligé de recourir. La tâche était difficile, car les efforts du parti de Brissot se heurtaient à la campagne que menaient depuis longtemps l'aile gauche des Jacobins et les

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 41.

(2) A. N. F⁷ 4.622.

(3) *Pétition à l'Assemblée législative sur la réintégration des gardes françaises et autres soldats de la Révolution et des Compagnies du Centre dans les quarante-huit sections de la ville de Paris*, par M. Verrières, 11 juin 1792, Paris, 1792, in-8°, B. N. Lb³⁹ 10.617. Voir Tuetey, t. VI, n° 1.298.

patriotes hostiles à la guerre. « Il y a plus de six mois, écrivait Marat, que j'avais prédit que nos généraux, tous bons valets de la cour, trahiraient la nation, qu'ils livreraient les frontières. Mon espoir est que l'armée ouvrira les yeux et qu'elle sentira que la première chose qu'elle ait à faire, c'est de massacrer ses généraux (1). » Les Girondins ne cherchèrent pas à tourner l'obstacle. Le 2 mai, l'Assemblée accueillit avec des clameurs les députés des Cordeliers qui venaient dénoncer les chefs des armées françaises et elle les obligea à quitter immédiatement la barre. Le 3, à la suite d'une attaque contre l'*Ami du Peuple*, que Beugnot avait portée à la tribune, Lasource demanda à la Législative de rendre un décret d'accusation contre Marat et contre l'abbé Royou qui se réjouissait hautement des défaites de la France. Sa proposition, appuyée par Guadet, passa avec une majorité imposante. Puis, unis aux Feuillants, les Girondins décidèrent de poursuivre les meurtriers de Dillon, qui trouvèrent un avocat dans Robespierre. Son journal, le *Défenseur de la Constitution*, gardait plus de mesure que l'*Ami du Peuple*, mais il exprimait des sentiments semblables et nourrissait les mêmes défiances. Dans son premier numéro, il déclara qu'on ne pourrait apaiser les inquiétudes des soldats qu'en faisant cesser les causes qui les justifiaient. « Pouvez-vous leur faire oublier, écrit-il, que la révolution a été faite contre la noblesse et que c'est la noblesse qui est à leur tête? Donnez-leur donc des chefs en qui ils aient confiance, des chefs dont les mains ne soient pas teintes du sang des patriotes. » Le 2 mai, à la tribune des Jacobins, répondant à Sillery qui demandait de ne pas crier à la trahison et rejetait la responsabilité des premières défaites sur les seules « perfidies » du Comité autrichien, il éleva les mêmes récriminations.

Les Girondins louvoyaient par nécessité entre les Feuillants et les Jacobins. Ils tentèrent, mais en vain, d'ama-douer ces derniers en préparant le décret sur les prêtres insermentés, en accordant une indemnité aux veuves de Jullien et d'Auvry, tués le 24 janvier 1791 à la Chapelle, et

(1) Cité par Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 14, p. 121 et suiv.

en prononçant la dissolution de la garde constitutionnelle du roi : le conflit entre les deux partis devenait de jour en jour plus aigu. Le 12 mai, l'Assemblée discuta le projet de décret sur l'établissement des tribunaux de la police militaire. Thuriot soutint que le sort du soldat ne devait, en aucun cas, dépendre du jugement d'un seul homme et il demanda que les généraux ne pussent faire de règlements prononçant la peine de mort ou le déshonneur. Albitte, un peu moins radical, proposa que ces règlements fussent soumis à la ratification du Corps législatif. Mais Dumolard et Guadet défendirent le texte présenté par le Comité. Il est impossible à une assemblée, dit Guadet, de prévoir « les différentes circonstances où peut se trouver une armée, les ordres qu'un général est dans le cas de donner, l'importance de ces ordres et le plus ou moins de gravité qu'acquiescent les contraventions par la nature des circonstances ». Il obtint gain de cause (1). C'était, dit Robespierre, installer « le despotisme militaire dans toute son étendue ». Dans le numéro trois du *Défenseur de la Constitution*, il dressa un véritable réquisitoire contre la faction dont Brissot et Condorcet étaient les chefs et dont faisaient partie plusieurs députés de la Gironde. Il rappela leur attitude suspecte en maintes occasions, leur abandon des gardes-françaises, leur dédain pour la cause de la liberté avignonnaise, etc... Il évoqua « l'ostentation ridicule » et scandaleuse « aux yeux de tous les honnêtes gens » avec laquelle Brissot disposait publiquement de tous les emplois en faveur de ses créatures. Il l'accusa d'entretenir, lui et ses partisans, des relations avec Narbonne et La Fayette. Ils ont, dit-il, dérobé à la justice des lois Montmorin dont la culpabilité était évidente (2); ils ont porté les premiers coups à la liberté de la presse; ils ont défendu le système honteux et corrompue des dépenses secrètes. Ils ont montré pour les officiers

(1) *Moniteur Universel* du dimanche 13 mai 1792.

(2) En dénonçant Montmorin, Robespierre était assuré de trouver des échos dans la clientèle des sociétés populaires. Une pétition individuelle qu'avaient signée de nombreux membres du Club fraternel des Jacobins (L. Noël, L. Robert, Mathieu, Maubant, Tombe, etc...) avait en effet demandé au Corps législatif de se prononcer enfin sur la conduite des ex-ministres Duport du Tertre, Montmorin, Bertrand et Duportail (A. N. C 152).

une indulgence sans bornes et ont rejeté tout le blâme sur les soldats fidèles. Robespierre, qui n'avait pas oublié l'attitude de Guadet lors de la discussion du 12 mai, le prit vivement à parti et l'accusa d'avoir cherché à établir la « dictature » des généraux. « N'est-ce pas vous, dit-il, qui avez voulu qu'on les investit du pouvoir arbitraire de vie et de mort et du droit de faire des lois pour l'armée? Ignorez-vous que ce sont ceux qui disposent de la force armée qui fixent le sort des révolutions? Ignorez-vous quel est l'ascendant que des généraux habiles et victorieux peuvent prendre sur leurs soldats? »

Mais les Girondins avaient une clientèle sûre dans certaines des sociétés populaires. Le 12 mai, dans un article que publia le supplément du *Moniteur Universel*, Roland s'adressa plus particulièrement aux Français « réunis dans les clubs patriotiques » et fit appel à leur raison. Il leur exposa combien il était nécessaire de défendre les propriétés et de maintenir l'ordre; il leur demanda de ne pas s'opposer à la libre circulation des grains et de payer exactement leurs contributions. Il leur rappela surtout les nécessités de la guerre. « Que devons-nous espérer, dit-il, si, au moment de l'action, chacun de nos guerriers, se constituant juge des manœuvres, examine au lieu d'agir, et si quelques traîtres, criant à la trahison, peuvent entraîner dans leur défection, une foule de compagnons abusés... »

La Société de la section du Luxembourg était à l'entière dévotion du parti de Brissot. Résolue à défendre sa politique, elle travaillait, elle aussi, à réhabiliter les généraux dans l'esprit du peuple. Comme Sillery l'avait fait, et non sans ménager encore la personne royale, elle rejeta la responsabilité des défaites sur l'imprudence de Louis XVI : « On dit qu'il rend compte à madame son épouse de ce qui se passe au Conseil, que Marie-Antoinette rend compte à son tour au Comité autrichien et que se sublime comité fait partir des couriers pour Coblenz (1). » Un de ses membres proposa même de faire demander à Louis XVI, par une députation du Corps législatif, « carte blanche » pour les

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 70.

officiers généraux. Il voulait qu'on interdît au roi toute relation avec les chefs militaires et qu'on veillât étroitement sur lui (1). Une telle mesure, dans l'esprit des fidèles de la Société de la section du Luxembourg, ne portait pas atteinte à la Constitution, car si celle-ci avait accordé à Louis XVI le droit de déclarer la guerre, elle ne lui avait pas expressément confié le soin de la conduire. Ils invoquaient, en faveur de l'entière responsabilité des généraux, les nécessités mêmes de la lutte, faites de « mouvements subits, d'impulsions extraordinaires, de découvertes soudaines, d'occasions heureuses qui, comme l'éclair, paraissent et disparaissent aussitôt et dont un général se saisit habilement pour le succès d'une affaire qui manquerait s'il était forcé de s'assujettir à un plan qui lui aurait été tracé. » La confiance qu'ils refusaient au pouvoir exécutif, ils n'hésitaient pas, poussés par la nécessité, à l'accorder aux chefs de l'armée, malgré le vice de leur recrutement. Ils espéraient que le souci de leur sécurité, puisqu'ils pouvaient avoir à répondre de leurs actes, et le soin de leur gloire, les retiendraient. « Un traître est en horreur à ceux qu'il trahit et n'a pour tout salaire que le mépris de ceux qui ont profité de la trahison. » La Société du Luxembourg écarta délibérément « les soupçons inquiets, les noires défiances et toutes ces alarmes qui agitent le cœur du soldat et dont le parti ennemi peut tirer un si grand avantage (2) ». « On ne trompe, dit-elle, que les méfians (3). » A l'unanimité, ses membres se prononcèrent pour la responsabilité des généraux et leur président Pache proposa même de leur confier le soin d'approvisionner l'armée en vivres et en fourrages. Cette motion rencontra quelque opposition. Un sociétaire déclara que cette tâche devait incomber au ministre responsable. « Il ne doit s'occuper que du soin de faire parvenir du pain aux soldats et de l'avoine aux chevaux. Si vous lui ôtez ces fonctions, à quoi le réduiriez-vous et que lui resterait-il à faire? Il vous dirait comme Sosie dans *Amphitryon* : Encore faut-il bien que je sois quelque chose. »

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 73.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 102.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 79.

VIII. — LES MESURES RELIGIEUSES ET LE SENTIMENT POPULAIRE.

Il ne suffisait pas aux Girondins de redonner à l'armée confiance dans ses chefs et de dissiper les inquiétudes populaires. La bienveillance qu'ils témoignaient aux généraux n'impliquait nullement un rapprochement de leur part avec les contre-révolutionnaires. Elle était, comme le rétablissement de la discipline, une nécessité et elle représentait à leurs yeux le seul moyen de lutter efficacement contre l'invasion étrangère. Bien résolus à ne pas céder sur ce point, ils étaient sur le reste prêts à donner satisfaction à l'aile gauche des Jacobins. « Pour faire la guerre utilement aux ennemis du dehors, disait Robespierre dans le *Défenseur de la Constitution*, il est une mesure générale, absolument indispensable, c'est de faire la guerre aux ennemis du dedans, c'est-à-dire à l'injustice, à l'aristocratie, à la perfidie, à la tyrannie (1). »

L'Assemblée s'en prit d'abord aux prêtres insermentés. Dès le 6 avril, elle avait aboli les congrégations et interdit en principe le port des costumes religieux (2). Cette décision obtint l'approbation de la Société fraternelle des Jacobins. Un de ses membres, Marc-Antoine Jullien se félicita de la disparition d'un habit qui constituait un signe de ralliement dangereux et contribuait à entretenir l'esprit de parti. Il crut apaiser les âmes pieuses en rappelant que les apôtres n'avaient pas de costume particulier et que le Christ n'avait jamais songé à « régler les habillemens des ministres de son culte ». A l'en croire, le décret du 6 avril ramenait la religion à sa pureté primitive, car c'était l'orgueil qui poussait les prêtres à ne pas vouloir être vêtus comme leurs semblables. « Qu'ils s'honorent, dit-il, de por-

(1) *Défenseur de la Constitution*, n° 1, p. 33.

(2) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XLVI, p. 235 et suiv. L'Assemblée décréta, à la presque unanimité que tous les costumes religieux étaient « prohibés » et non plus seulement « abolis », sauf pendant l'exercice du culte (voir également *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XLIV, p. 462 et t. XLVIII, p. 351). Cf. *Apologétique présentée au roi sur le décret qui supprime les costumes religieux*, Paris, 1792, in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.855.

ter l'habit des autres citoyens! » Comme les officiers publics, ils ne devaient revêtir les marques distinctives de leurs charges que lorsqu'ils exerçaient leurs fonctions. Enfin, Jullien justifia la décision de l'Assemblée nationale par les nécessités politiques. « Celui qui pourrait encore condamner une mesure qui, sans rien offenser de ce qui est respectable, est utile à la chose publique, à l'intérêt de la patrie, celui-là est, ou un aristocrate de mauvaise foi, ou un aveugle qui refuse d'ouvrir les yeux à la lumière. Nous avons déjà trop parlé pour les uns; nous ne parlerions jamais assez pour les autres. Laissons ces malades désespérés mourir dans l'impénitence finale (1). »

(1) *Discours sur le décret de l'Assemblée nationale qui abolit les congrégations et le costume religieux, prononcé à la Société fraternelle séant aux Jacobins de la rue Saint-Honoré, le 8 avril de l'an 4^e de la liberté, par Marc-Antoine Jullien fils, jeune citoyen patriote, Paris, s. d., in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 2.423.* L'extrait du procès-verbal de la séance du 8 avril, qui ordonne l'impression de ce discours et son envoi aux sociétés affiliées, porte les signatures de P. Manuel, président, Beaumier et L. Jh. Sala, secrétaires. Marc-Antoine Jullien, qui était né à Paris, le 10 mars 1775, avait dix-sept ans et terminait ses études au Collège de Montaigu. Il partit en 1792 pour l'Angleterre et y fut présenté à Stanhope à qui Condorcet et La Rochefoucauld l'avaient recommandé. Il revint en France en 1793, fut nommé aide-commissaire des guerres à l'armée des Pyrénées, puis agent supérieur pour le recrutement des armées dans les départements des Hautes et des Basses-Pyrénées. Hérault de Séchelles, qui avait connu son père, le fit envoyer en mission dans l'Ouest. Jullien demanda et obtint le renvoi de Carrier qui se vengea le 11 thermidor an II en provoquant son incarcération. Il fut remis en liberté par ordre du Comité de Sûreté générale après quatorze mois de détention. Il servit dans l'armée pendant le Consulat et l'Empire et fonda un journal l'*Indépendant*, après le retour de l'île d'Elbe. Il passa en Suisse en 1816 et ne rentra en France qu'à la fin de 1817. En 1819, il créa la *Revue Encyclopédique*.

Cf. *Notice biographique sur Marc-Antoine Jullien, sous-intendant militaire, auteur de l'Essai sur l'emploi du temps et de plusieurs autres ouvrages, fondateur-directeur de la Revue encyclopédique etc...*, Paris, Sédillot, 1831, in-8°, xv-73 p. et 1 f. non ch. (B. N. Ln²⁷ 10.500).

Le Biographe Universel. Publication de la « Revue générale biographique, politique et littéraire ». Galerie politique XVII, Jullien, de Paris, Paris, Bureau central de la Revue, 1842, in-8°, 94 p. (signé Boileau d'Auxy), B. N. Ln²⁷, 10.501.

Biographie de M. Jullien, de Paris (Marc-Antoine), extraite de la « Biographie des Hommes du jour », par MM. Germain Sarrut et B. Saint-Edme, t. VI, 1^{re} partie, Paris, imp. de Baudouin, 1842, in-8°, 46 p. (B. N. Ln²⁷, 10.502).

Notice biographique sur M. Jullien, de Paris. Extrait de la « Revue des Contemporains » par une Société de gens de lettres et de savants français, Paris, Galliot, 1847, in-8°, 53 p. (B. N. Ln²⁷ 10.503).

Le 5 mai, François de Nantes apporta à l'Assemblée le projet de décret sur les prêtres insermentés. La discussion remplit la plus grande partie du mois. Trente textes furent présentés. Le 27, la Législative vota, avec quelques modifications, celui de M. Benoiston. Il autorisait la déportation des réfractaires comme mesure de sûreté publique et de police générale. Il suffisait qu'elle fût demandée par vingt citoyens actifs du canton où demeurait le prêtre suspect. Le Directoire du district devait, dans les trois jours, transmettre leur requête aux administrateurs du département et leur donner son avis. S'il était favorable, le Directoire du département avait un nouveau délai de trois jours pour ordonner la déportation. Dans le cas contraire, il nommait des commissaires qui procédaient à une enquête dont les résultats dictaient sa décision. Les ecclésiastiques condamnés disposaient de vingt-quatre heures pour quitter le district, de trois jours pour sortir du département et d'un mois pour gagner le pays étranger de leur choix. Ils pouvaient être expulsés par la force et ils étaient passibles de dix ans de détention s'ils rentraient dans le royaume. Un état nominatif des prêtres contre lesquels avait été prononcée la déportation devait être envoyé chaque mois à l'Assemblée nationale.

Cependant la politique religieuse de la Législative ne produisait pas les résultats que les Girondins en attendaient. Si la colère contre les insermentés était grande, les sentiments religieux restaient encore vifs. La faction de Brissot n'en tint pas assez compte. Elle dépassa le but qu'elle voulait atteindre. Dès le 26 mars, une phrase de Robespierre, jugée par beaucoup malencontreuse, avait mis aux prises aux Jacobins l'ancien député d'Artois et Guadet. Robespierre, parlant des dangers qui menaçaient la France, avait invoqué la sollicitude de la Providence qui, dit-il, veillait « toujours sur nous beaucoup mieux que notre propre sagesse ». Guadet s'écria qu'il n'aurait jamais pensé qu'un homme qui, depuis trois ans, avait travaillé avec tant de courage « à tirer le peuple de l'esclavage du despotisme, pût concourir à le remettre ensuite sous l'esclavage de la superstition ». Robespierre, malgré le tumulte, maintint son

propos. « Je soutiens, moi, ces éternels principes sur lesquels s'étaie la faiblesse humaine pour s'élancer à la vertu. Ce n'est pas un vain langage dans ma bouche, pas plus que dans celle de tous les hommes illustres qui n'en avaient pas moins de morale pour croire à l'existence de Dieu... Je nomme Providence ce que d'autres aimeront peut-être mieux appeler hasard, mais ce mot Providence convient mieux à mes sentiments. » Beaucoup de gens les partageaient. Déjà le décret du 6 avril avait fait naître quelques protestations au sein même des clubs populaires. Il avait rencontré, dit Jullien dans son discours à la Société fraternelle des Jacobins, trois sortes d'adversaires : « Les uns (ce sont les aristocrates) ont juré de s'élever contre tout ce qui pourrait servir la Constitution et l'intérêt public; les autres (ce sont les dévots) tiennent fortement à leurs vieux préjugés, à leurs pieuses habitudes; la troisième classe est celle de ces hommes que j'appellerai volontiers douteux qui, reconnaissant le principe, adoptent la mesure en elle-même et la blâment seulement comme prématurée. » On ne pouvait rien contre les premiers; pour les autres, il fallait, dit-il, se servir de l'« arme toujours sûre de la modération et du raisonnement ».

La même opposition se manifesta vers la fin du mois d'avril quand un membre de la Société patriotique du Luxembourg, Petit-Gérard, serrurier de son état, demanda que toutes les cloches fussent fondues et converties en une monnaie aussi nécessaire aux besoins de la guerre qu'utile au commerce (1). Sa proposition fut vivement combattue. Une dame Gomès, qui assistait à la séance, écrivit quelques jours plus tard au président pour protester contre la proposition du serrurier et le « déluge d'impiété » qu'il avait « vomi ». Elle invoqua des raisons sentimentales et poétiques et rappela combien le son perçant et continu des cloches était plus propre que le bruit sourd et plein du tambour à prévenir les habitants en cas de danger. Mais surtout elle ne craignit pas de faire appel aux sentiments religieux. On soutenait à tort que le culte catholique jouissait ainsi

(1) Réflexions sur les cloches, B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 68 et 70.

d'un privilège injuste. « L'assemblée constituante, dit-elle, n'a-t-elle point décrété que ce culte était la religion de l'état. N'était-ce pas la religion des Français avant et pendant la formation de la Constitution? N'est-ce pas sous ses auspices qu'elle a été faite? N'est-ce pas elle qui lui a servi de base? N'est-ce pas cette même religion qui fut toujours invoquée contre les clameurs des nobles et du haut clergé? » Petit-Gérard ne s'était d'ailleurs pas contenté de demander l'abolition des cloches : il avait déclaré inconcevable que la foule se mit à genoux quand le Saint-Sacrement passait et s'était élevé contre la coutume de dire des messes dans les fêtes nationales. Sur ce point seulement, M^{me} Gomès fut de son avis, mais pour des raisons bien différentes. « Ces festes, dit-elle, étant pour tous les citoyens de tous les cultes, il en résulte que la sainteté de l'action est blessée par l'indifférence et la distraction de ceux qui n'y participent point. » Elle assura que les honnêtes gens ne supporteraient jamais qu'on les réduisit à n'avoir ni temple public pour prier ni culte autorisé. Déjà l'on envisageait le moment où chaque religion serait tenue de payer ses ministres; mais quelles seraient les conséquences de cet état de choses? « La guerre civile religieuse pendant que la guerre étrangère est à nos portes; le triomphe des ennemis de la Constitution... qui crieraient avec raison au renversement de la religion et, par conséquent, de l'État. C'est alors qu'ils armeraient le peuple pour défendre la religion de nos pères, c'est alors que la France serait inondée de sang... (1) »

L'opposition se fit plus nette encore au mois de juin, lors des incidents qui marquèrent les cérémonies de la Fête-Dieu. Par un arrêté en date du 1^{er} juin, le Corps municipal avait déclaré que les citoyens restaient libres de tendre ou de tapisser l'extérieur de leurs maisons et qu'ils pourraient, s'il leur plaisait, exercer ce jour-là leur commerce. Il avait décidé, par ailleurs, que la garde nationale ne pourrait être requise pour assister aux processions. Brissot applaudit. « Les progrès de la philosophie, dit-il, sont rapides et con-

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 98-101 : A Monsieur le président et aux membres de la Société de la section du Luxembourg. Renvoyé au Comité, lu au Comité le 4 mai 1792, l'an IV de la liberté.

solent les vrais patriotes des tracasseries de l'esprit de parti, des intrigues des courtisans ambitieux et des fureurs des faux amis du peuple. La Municipalité de Paris vient de prendre un arrêté extrêmement philosophique et que les vœux de tous les bons citoyens sollicitaient ardemment (1). » Les Jacobins montrèrent moins d'enthousiasme. « Je crains, dit Camille Desmoulins, dans le numéro trois de la *Tribune des Patriotes*, que Manuel n'ait fait une grande faute en provoquant l'arrêté contre la procession de la Fête-Dieu. Mon cher Manuel, les rois sont mûrs, mais le Bon Dieu ne l'est pas encore (2). » Le 5 juin, le curé de Saint-Germain l'Auxerrois vint inviter l'assemblée à assister, comme l'année précédente, à la procession de la paroisse. Le *Patriote français* s'éleva contre ce « scandale ». Il fut du moins satisfait lorsque le Corps législatif, refusant de répondre au désir qui lui était manifesté, se contenta de supprimer la séance du jeudi matin afin de permettre à ses membres de prendre part, s'ils le désiraient, à la cérémonie de Saint-Germain (3).

Malgré l'arrêté du Corps municipal, de nombreux gardes nationaux se rendirent en armes aux processions. La plupart des maisons étaient tendues et l'intransigeance des fidèles provoqua quelques incidents. Rue du Vieux-Colombier, Légendre, qui se rendait en cabriolet au marché de Poissy, fut arrêté par la procession de l'Abbaye Saint-Ger-

(1) *Patriote français*, n° 1.209, du 4 juin 1792, cité par Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 14, p. 424 et suiv. Cf. *Lettre circulaire du Procureur de la Commune aux Comités des quarante-huit sections en leur adressant l'arrêté de la Municipalité concernant les processions* (5 juin 1792), s. l. n. d. Elle parut dans le *Patriote français* du 9 juin et elle a été publiée par Robinet dans *Le Mouvement religieux à Paris pendant la Révolution*, t. 2, p. 204-205. Il en existe un exemplaire à la Bibliothèque nationale, Mss Nelles acq. fr. 2.667, fol. 33-34.

Manuel se flatte de l'espoir que, dans un temps peu éloigné, chaque culte sera enfermé dans l'enceinte de ses temples. « C'est à la saine philosophie, dit-il, c'est à l'instruction bien dirigée que nous devons laisser le soin de propager les lumières, d'étendre l'empire de la raison et de préparer l'anéantissement de tous les préjugés, sous le joug desquels les hommes ont été courbés pendant trop longtemps. »

(2) Cité par Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 14, p. 424 et suiv. Voir sur tous ces points, Robinet, *Le Mouvement religieux à Paris pendant la Révolution*, t. 2, p. 202 et suiv.

(3) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XLIV, p. 627.

main et menacé par la foule qui y assistait parce qu'il refusait d'enlever son chapeau. Pour la même raison, Fourcade, fédéré de Pau, qui se trouvait à l'entrée de la rue du Coq, sur une des portes du Louvre, fut décoiffé, frappé et conduit au poste avec un habitant de la rue des Orfèvres qui avait pris sa défense. A six heures du soir seulement, Gorsas obtint leur élargissement.

Ces incidents indignèrent le *Patriote français* (1) et la Société patriotique de la section du Luxembourg qui prenait volontiers les mots d'ordre des Brissotins. Elle prépara un projet de pétition à l'Assemblée nationale pour protester contre la présence dans les processions de gardes nationaux en armes, contre les violations des libertés individuelles et contre les violences que les ministres du culte avaient, sinon provoquées, du moins laissé faire. Elle y parlait d'« attroupements séditieux » et manifestait l'intention de demander à la Législative de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que l'octave de la Fête-Dieu donnât lieu à des désordres semblables (2). Mais un des sociétaires fit remarquer que l'envoi de cette adresse constituerait une injure à la municipalité. « Devons-nous, dit-il, prévenir les magistrats qui seuls sont chargés de venger la loi quand elle est outragée, et parler, quand ils se taisent, n'est-ce pas les taxer de lâcheté? (3) » Il espérait d'ailleurs que le Corps municipal prendrait de lui-même les précautions nécessaires. La Société se rangea à cet avis. Elle rencontrait dans son sein même des résistances qui se manifestaient hautement. Le 12 juin, une femme de la section, M^{me} Gillon, prit la défense des gardes nationaux qui n'avaient fait que suivre une coutume séculaire et s'éleva contre le dessein de certains sociétaires de demander la suppression des processions de la Fête-Dieu (4).

(1) *Patriote français*, n° 1.037, du 12 juin, cité par Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. 14, p. 424 et suiv.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 62.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 106.

(4) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 11.

IX. — ACCROISSEMENT DE L'HOSTILITÉ AU ROI APRÈS LE DOUBLE VETO DE JUIN 1792.

Ce ne fut pas seulement contre les prêtres réfractaires que les Brissotins dirigèrent leur politique. Ils s'en prirent au roi lui-même. Le 29 mai, l'Assemblée vota la dissolution de la garde constitutionnelle de Louis XVI, puis elle prépara le décret ordonnant la formation d'un camp de vingt mille hommes sous Paris. Ses projets obtinrent cette fois l'adhésion unanime des patriotes. La colère contre le roi avait été augmentée par la nouvelle des désastres qui marquèrent le début des hostilités. On tenait contre Louis XVI des propos menaçants et on annonçait une fois de plus qu'il se préparait à quitter Paris. Le 22 mai, Pétion écrivit au commandant de la garde nationale pour le prévenir et lui demander de veiller attentivement sur la famille royale pendant la nuit du 22 au 23 (1). Le roi protesta par une lettre adressée au maire de Paris et dont le Directoire du département ordonna l'impression et l'affichage (2). Les patriotes prétendirent que si le projet qu'ils avaient dévoilé avait échoué, il n'était pas abandonné. Le 28 mai, le jour même où la section du Théâtre-Français vint demander à

(1) A. N. C 220.

(2) Lettre du roi à la Municipalité de Paris, du 23 mai 1792, A. N. C 220. Le Directoire du département en accusa réception et informa Louis XVI qu'il convoquait le maire et le commandant général et prenait toutes les mesures propres à faire connaître la déclaration royale (A. N. Fic III Seine 27). La lettre de Louis XVI fut publiée dans le *Moniteur Universel* du 23 mai et imprimée (Paris, 1792, in-4°, B. N. Lb³⁹ 5.940). Pétion répondit par une lettre adressée à ses concitoyens (*Lettre du Maire de Paris à ses concitoyens à l'occasion de celle adressée par le roi à la Municipalité de Paris* (24 mai), Paris, 1792, in-8°, B. N. Lb³⁹ 5.944, et *Moniteur Universel* du 26 mai). Pétion écrivit également au ministre de l'Intérieur. Il lui déclara que sa lettre au commandant de la garde nationale était confidentielle et qu'elle n'avait été divulguée que par des hommes qui avaient intérêt à accréditer le soupçon de la fuite du roi. Il assura connaître d'ailleurs les préventions de Louis XVI à son égard (A. N. Fic III Seine 27). Roland pria le roi d'accorder une audience à Pétion et, sans même attendre sa réponse, l'informa qu'il se présenterait aux Tuileries avec le maire de Paris, le 25 mai, à onze heures et demie (A. N. C 185). Louis XVI accepta le jour et l'heure qui lui étaient fixés, mais il demanda que Pétion fût seulement accompagné du ministre Lacoste (B. N. Mss Nelles acq. fr. 6.241, fol. 303). L'entrevue fut orageuse, mais Pétion reçut l'approbation du Conseil général de la Commune.

l'Assemblée l'autorisation de se constituer en permanence, la Société fraternelle des Jacobins, qui n'avait pas besoin de permission, prit une décision semblable et créa un comité de surveillance chargé de recevoir toutes les dénonciations que les citoyens jugeraient bon de lui faire et de les transmettre, si besoin était, à l'Assemblée nationale. Elle résolut de publier le texte de son arrêté dans les journaux patriotes et d'intervenir auprès de la Législative pour qu'elle décrêtât la permanence des assemblées générales dans les quarante-huit sections de Paris (1).

Cependant la ville paraissait calme. Pétion assurait que si les mécontents et les gens sans aveu y étaient nombreux, la masse des habitants faisait preuve d'un excellent esprit (2). Le Directoire du Département était moins optimiste. Il reconnaissait que les vols et les assassinats nocturnes augmentaient à Paris et que beaucoup de personnes suspectes venaient s'y cacher, malgré une surveillance vigilante. Il se montrait sévère pour les agitateurs professionnels qu'il accusait de se recruter parmi les étrangers et d'être à la fois ennemis du travail et du repos. « Cette classe d'hommes, toujours nombreuses dans les grandes villes, dit-il, est celle dont les déclamations font retentir trop souvent les rues, les places, les jardins publics de la capitale, celle qui forme tous les attroupemens séditieux, celle qui tend continuellement à l'anarchie et au mépris des loix, celle enfin dont les clameurs, bien loin de marquer l'opinion générale, indiquent les efforts extrêmes qu'on emploie pour empêcher cette opinion de se faire entendre. » Il affirmait, lui aussi, que la majorité de la population parisienne, attachée aux principes de liberté et d'égalité, était disposée à observer fidèlement la Constitution, mais il se plaignait de l'activité du Club des Jacobins « chaire publique de diffamation ». « Les injustes soupçons, les défiances vagues, les calomnies puisées à cette source circulent dans les places, dans les mar-

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 142.

(2) Il avait été chargé par le décret du 28 mai de rendre compte tous les matins à l'Assemblée nationale de l'état de Paris. Il pria les comités de sections de lui faire passer, chaque jour à huit heures, les renseignements qu'ils pourraient se procurer (B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.667, fol. 30).

chés, dans les assemblées de citoyens et jusques dans les ateliers du travail; là, elles sont toutes répétées par des bouches simples et innocentes qui les propagent avec d'autant plus d'assurances que leurs intentions sont parfaitement pures... (1). » Les circonstances confirmèrent bientôt les appréhensions du Directoire.

Le 29 mai, les citoyens de la section des Gobelins, armés de piques et précédés de grenadiers, vinrent au Manège jurer devant l'Assemblée de se sacrifier pour la défendre et ils défilèrent dans la salle, tambour battant, au nombre de quinze à seize cents. Le lendemain, la section du Louvre fit la même promesse. La nuit, les patrouilles circulaient sans cesse. Le 30, le licenciement de la garde constitutionnelle du roi n'amena aucun incident. Mais le ton devenait de plus en plus violent dans les sociétés populaires. Le 29, dans un langage imagé et une orthographe barbare, un membre du Club patriotique du Luxembourg compara la France à un jardin immense qui produisait les plantes les plus précieuses et les fruits les plus exquis et Louis XVI à un grand arbre planté au centre de ce domaine et défendu par un « sarpan » furieux. « Observé, dit-il, que le même arbre ne porte que du très movais fruit et privent toutes les autres plantes des doux rayons du soleil et par cet infame tiranie les an peche de produire les fruits délicieux que nous devons jouir tous. Nous arachons des petite plantes d'herbe qui borde ce jardin plus tau que de nous porter tous au milieu pour dérasiné ce movais arbre et comme il est dit dan l'Évangile, le jeter au feu (2). » Un de ses compagnons dressa contre Louis XVI et Marie-Antoinette un véritable réquisitoire. Il accusa le roi d'avoir corrompu les quatorze quinziesmes de l'Assemblée nationale, d'avoir acheté, grâce aux ressources que lui procurait la liste civile, le droit de remonter sur le trône après la plus insigne des trahisons, de s'être opposé par son veto aux mesures les plus indispensables et enfin d'avoir instruit le cabinet autrichien de

(1) *Lettre du Directoire du Département de Paris à Monsieur Roland, ministre de l'Intérieur, en réponse à sa lettre du 20 mai, Paris, le 12 juin 1792, l'an 4^e de la liberté. S. l. n. d., in-8°, A. N. AD XVI 67.*

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 71.

toutes les dispositions prises pour la conduite de guerre (1).

Le double veto opposé par le roi au décret du 17 mai sur les prêtres réfractaires et à celui du 8 juin, le renvoi des ministres patriotes amenèrent une colère plus vive encore. Les Sociétés populaires avaient approuvé les deux décrets. Un membre du Club patriotique de la section du Luxembourg avait, après le vote, demandé qu'on s'occupât des moyens à prendre pour obtenir du roi l'approbation du camp de vingt mille hommes et qu'on s'informât des motifs qui l'avaient conduit à renvoyer Roland, Clavière et Servan (2). La Société fraternelle de Sainte-Geneviève, dans son assemblée générale du 10 juin, invita le Corps législatif à ordonner par un décret de circonstance, non soumis à la sanction royale, l'armement des citoyens passifs. Les habitants les plus pauvres, qui ne pourraient avoir que des piques, devaient former des compagnies distinctes que l'on adjoindrait aux bataillons des sections (3). Elle envoya le texte de sa pétition à toutes les sociétés qui lui étaient affiliées en les priant de recueillir le plus grand nombre de signatures possible, et elle leur demanda de se joindre à elle pour la porter à l'Assemblée le dimanche 17 juin. La défiance dont cette démarche témoignait envers l'armée parisienne répondait aux sentiments que celle-ci avait manifestés après le décret du 8 juin. Les gardes nationaux fayettistes avaient fort mal accueilli la création d'un camp de volontaires des départements sous les murs de Paris, qu'il jugeait offensante pour leur patriotisme, et ils avaient couvert de placards les murs de la ville. Le 10, ils présentèrent à l'Assemblée la pétition dite des « huit mille » (4).

(1) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 75. Cette pièce, qui n'est pas datée, doit être du mois de mai 1792 puisqu'elle fait état des premières défaites. Elle est d'autre part antérieure au mois de juin, car l'auteur n'y parle que du double veto de décembre 1791. Il se contente d'ailleurs de réclamer comme remède une révision de la Constitution.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 83.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 176.

(4) On ne refera pas ici l'histoire des deux mois qui précédèrent la chute de la royauté. Voir Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. 1 et 2; Sagnac, *La Révolution du 10 août*; la *Chute de la Royauté* et Braesch, *La Commune du 10 août*, chap. II, le Renversement de la Royauté, p. 42 et suiv.

La Société du Luxembourg eut peur que leurs récriminations n'inquiétassent la Législative. Pour rassurer les députés, elle affirma qu'elles étaient le fait d'une infime minorité et que l'ensemble de la garde nationale n'y avait aucune part. Elle supplia l'Assemblée de ne pas se laisser troubler par ces plaintes (1).

Le 26, Pache lut, au séminaire Saint-Sulpice, des Observations sur le droit de veto. Il n'apporta guère de vues nouvelles. Il déclara que, pour les décisions urgentes, le refus de la sanction royale aboutissait en fait à un rejet absolu. La Constituante, qui avait distingué les décrets ordinaires dont l'exécution pouvait être retardée sans danger et les décrets urgents, n'avait pas prévu de modes de sanction différents. Cet oubli venait, pour la deuxième fois, de réduire à néant deux mesures dont l'importance était considérable. La Constitution détruisait ainsi le principe du veto suspensif qu'elle avait institué. Il fallait, dit Pache, remédier à ce vice. Le ton de son discours était encore modéré. Il en appelait au roi lui-même qui, après avoir juré de maintenir la Constitution, ne pouvait, « en honnête homme, la laisser altérer dans un article aussi essentiel (2) ».

Le Club du Luxembourg ne s'en tint pas à cette manifestation théorique et courtoise. Au même moment, dans une pétition à l'Assemblée nationale, il prit à partie Louis XVI et lui demanda compte du renvoi des ministres patriotes : « Le roi, dit-il, a juré d'être le père, le soutient de tous les Français et il les expose à être anéantis.

« Au moment où le ministère est en partie confié à des mains pures, il arrache de ces mains les rênes de l'État.

« La guerre existe, demande la plus grande activité, et le ministre de la guerre est expulsé.

« Cette guerre nécessite les plus grands moyens de

(1) A. N. C 152. C'est en réalité une pétition individuelle, mais les signataires sont tous membres de la Société du Luxembourg : J.-B. Meusnier, Hassenfratz, Pache, Gérard, Polverel, Hecquembourg, Jourdain, etc...

(2) *Observations sur une faute de rédaction dans l'acte constitutionnel, lues dans la Société patriotique de la section du Luxembourg*, le 26 juin, par J.-N. Pache, citoyen; Paris (1791), in-8°, B. N. Lb⁴⁰ 862. La date de 1791 est sûrement une erreur, car Pache parle des décrets des 27 mai et du 8 juin. D'ailleurs, en juin 1791, la Société du Luxembourg n'existait pas encore.

finances, d'autant plus pressants que les malveillants ont fait tous leurs efforts pour empêcher le recouvrement des impôts, et le ministre des finances est congédié.

« Les fanatiques excitent partout la guerre civile, et le ministre de l'Intérieur subit le sort des deux autres.

« ...Législateurs, ces citoyens, qui protestent en votre présence de leur fidélité et de leur dévouement à vos opérations, attendent de votre sagesse des mesures vigoureuses, une énergie, une force dignes des représentants d'un peuple libre qui demande par notre organe que vous sévissiez contre nos tyrans, dignes enfin de l'engagement que vos prédécesseurs ont contracté au Jeu de Paume (1). »

La Société du Luxembourg se rapprocha des Jacobins et les invita à user de toute leur influence et à redoubler leurs efforts pour réaliser l'union des esprits et des cœurs (2). Elle envoya des représentants dans les villes de province et surtout auprès des clubs populaires des frontières. Elle en vint bientôt à juger que l'Assemblée nationale ne montrait pas une énergie suffisante et que tout conspirait pour assurer la perte de la liberté (3). Le ton des discours devenait de plus en plus violent. « Ils veulent du sang, il faut les contenter; qu'ils s'y baignent, mais dans le leur; que les sociétés se réunissent, prenons tous les armes, prenons cette mâle fermeté que nous montrâmes au 14 juillet 1789. Cette époque est prête à se renouveler. Que nos tyrans frémissent de voir renouveler avec elle, et la punition de leur complot, et leur chute totale (4). »

Il est difficile, faute de document, de connaître exactement le rôle que les Sociétés populaires jouèrent pendant les deux mois qui ont précédé la chute de la royauté. On

(1) A. N. C 152. Les mots « Des citoyens membres de la Société patriotique... » qui se trouvaient en tête du texte manuscrit ont été barrés et remplacés par « Un grand nombre de citoyens de la section du Luxembourg... » Les signataires sont à peu près les mêmes que ceux de la pétition de juin au sujet de la garde nationale : J.-B. Meusnier, Pache, Gérard, Jourdain, Hecquembourg, Yose, etc...

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 33.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 77 et 137.

(4) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 65.

peut cependant en affirmer l'importance d'après l'influence qu'elles avaient prises sur le peuple, l'union qui régnait entre elles et le ton des discours qui étaient prononcés dans leurs enceintes. L'attitude de l'Assemblée en est du reste une preuve. Dès le 25 juin, Delfau les dénonça à la tribune où il traita de « monstre politique » l'organisation des Jacobins et des clubs qui se rattachaient à eux (1). Le 1^{er} juillet, Ducos les compara à un « fléau public » et demanda leur suppression (2). La Législative s'émut et demanda au ministre de l'Intérieur de lui rendre compte de l'exécution de la loi de septembre 1791. Duranthon lui répondit le 4 juillet. Il assura que le texte de la loi avait été exactement transmis aux départements et que rien ne pouvait permettre de penser qu'elle n'avait pas été observée. Les tribunaux ne pouvaient d'ailleurs agir d'office : ils devaient être saisis par les procureurs généraux syndics et les parties intéressées. (3)

Le 26 juin, le Ministre de l'Intérieur qui, depuis le 23, devait renseigner le Corps législatif sur l'état de Paris, demanda au Directoire du Département de lui fournir tous les éclaircissements qu'il pourrait se procurer et il attira son attention « sur les rassemblements de citoyens dans les sociétés populaires ». Il les pria de surveiller les discours qui pourraient y être tenus « contre les autorités constituées, contre la sûreté des personnes et des propriétés » et d'en poursuivre les auteurs devant les tribunaux.

Ces mesures ne paraissent pas avoir gêné l'activité des sociétés populaires. Le 5 juillet, la Société fraternelle des Jacobins annonça à la mairie de Paris qu'une « coalition perfide » se formait contre le Club des Amis de la Constitution, Pétion et Robespierre. Elle accusa « les aristocrates de la garde nationale » d'y avoir la plus grande part et assura que le sieur Salior, ancien commissaire de la section de Louis XVI, les engageait « à se réunir en force majeure et

(1) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 550 et suiv. Comme on ne permit pas à Delfau de terminer son discours, il le fit imprimer (*Archives parlementaires*, t. XLV, p. 565 et suiv.).

(2) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 19 et 20.

(3) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 108.

tomber à main armée sur les sociétés lors de leurs assemblées » (1). Le 12, une femme qui appartenait, elle aussi, à la Société fraternelle des Jacobins vint demander aux Amis de la Constitution de joindre leurs efforts aux siens pour obtenir la levée de la suspension que le Département de Paris avait prononcé, le 20 juin, contre Pétion et Manuel. Le lendemain, d'ailleurs, l'assemblée nationale cassa la décision du Département. Le 15, Godart fit passer au président du Club de la section du Luxembourg le texte d'une pétition au Corps législatif contre La Fayette (2). Le même jour, la Société des Hommes libres décida d'offrir un banquet fraternel aux fédérés; elle organisa des collectes en leur faveur, ses membres les aidèrent de leurs deniers et pourvurent à leurs besoins (3). Le 16, les Amis des Droits de

(1) A. N. F⁷ 4.590.

(2) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.704, fol. 30. La pétition dont cette lettre annonçait l'envoi a disparu.

(3) B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.713, fol. 5. Séance du 19 juillet 1792. « Un citoyen de la section de Henri IV s'est présenté au bureau et a fait hommage de cinq livres et cest ensuite engager à donner 1 livre 10 par jour au fédéré... Ensuite il a été fait mention du diner du 18 juillet des frères fédérés, il a été anoncé qu'il restait environ 200 livre, il a été arrêté que les fond cerait en ployé pour soulager les frères fédérés... Le président a enoncé que madamme Bayent faisait aumage de 25 livres pour l'entretien des frères fédérés. » Plusieurs membres s'engagèrent à en nourrir.

Dès le 25 juin, les Cordeliers avaient annoncé aux Sociétés populaires l'arrivée prochaine de citoyens des départements, qui venaient « concourir à la défense de la liberté avec leurs frères de Paris » (*Lettres autographes composant la collection de Alfred Bovey décrites par Étienne Charavay*, ouvrage imprimé sous la direction de Fernand Calmettes, Paris, 1887, 2 volumes in-4°, t. 1, p. 118). Les fédérés arrivèrent à Paris dans les jours qui précédèrent le 14 juillet. Le 2, l'Assemblée législative, pour légitimer leur voyage, avait autorisé les gardes nationaux des départements à se rendre dans la capitale pour la Fédération. Elle avait décidé qu'on les emploierait, soit à accrottre les réserves destinées à couvrir la ville, soit à augmenter les effectifs de l'armée active (Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. 2, p. 76). On leur avait accordé trente sous de solde par jour et des billets de logement valables jusqu'au 18 juillet. Mais à cette date, certains d'entre eux refusèrent de quitter la ville et, comme leur solde était supprimée, les sections, les Jacobins et les Sociétés populaires pourvurent à leurs besoins. Ils furent rejoints par trois cents Bretons le 25 juillet et, le 30, par cinq cents Mar-seillais. Ils se réunissaient tous les soirs dans la salle des Jacobins. Sur le rôle qu'ils jouèrent pendant la fin de juillet et le mois d'août, voir Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. 2, livre V, Les fédérés, p. 75 et suiv.; Sagnac, *La Révolution du 10 août; la Chute de la royauté*, chap. 1, Les fédérés, p. 29 et suiv.; Braesch, *La Commune du 10 août*, Les fédérés, p. 110 et suiv. Ils

l'Homme demandèrent à l'Assemblée nationale la réunion d'une Convention, la suspension du roi et de ses agents et la déchéance de la dynastie. Ils la prièrent d'écarter les nobles de tous les emplois civils et militaires qu'ils occupaient encore (1).

L'importance du rôle que les Sociétés populaires jouèrent dans les derniers jours de la monarchie est encore prouvée par le nombre de leurs membres qui firent partie du Conseil général de la Commune du 10 août (2). On y trouve Gobeau, de la Société des Amis de la Liberté de la Croix-Rouge (3), Pépin-Dégrouhette, Robert, Nicolas Mathieu, de la Société fraternelle des Jacobins, Concedieu, du Club des Nomophiles, Méhée-Latouche, fondateur de la Société des Carmes, Ballin, premier président du Club des Amis des Droits de l'Homme du faubourg Antoine, Jean-Lambert Tallien, fondateur de la Société des Minimes, Bosque, membre du Club de la section de la Bibliothèque, les deux Hassenfratz et Pache, gloire de la Société patriotique du Luxembourg, Alexandre Minier, du Club des Hommes Libres.

ne quittèrent Paris qu'en septembre et octobre et furent d'ailleurs remplacés par des volontaires provinciaux (Braesch, *La Commune du 10 août*, p. 944 et suiv.).

(1) Bibliothèque Victor Cousin, Club des Cordeliers, fol. 36-37.

(2) Braesch, *La Commune du 10 août*, p. 245 et suiv.

(3) Adrien-Nicolas Gobeau s'attacha à la fortune de Robespierre et fut guillotiné le 10 thermidor an II. Il avait vingt-six ans. Il était né à Vincennes et demeurait rue de la Chaise, n° 530, dans la section de la Croix-Rouge (A. N. W 434).

CONCLUSION

Dans le département éloigné où il était allé chercher le calme, Dansard, en apprenant la révolution du 10 août et la chute de la royauté, dut faire un retour sur le passé. Il avait quitté Paris depuis neuf mois à peine et deux ans et demi seulement s'étaient écoulés depuis la fondation de la première Société fraternelle. Il songea peut-être à ses humbles débuts et se rappela l'enthousiasme des petites gens du quartier des Tuileries, qui juraient alors fidélité à la nation, à la loi et au roi avec tant de sincérité et de confiance. Louis XVI était enfermé au Temple et les hommes qui avaient pris la place du maître d'école à la tête de la Société populaire des Jacobins faisaient partie de la Commune insurrectionnelle.

Après s'être montrés les élèves dociles des Amis de la Constitution, les clubs populaires les avaient dépassés et les avaient entraînés avec eux. La crise de Varennes et l'affaire du Champ de Mars avaient précipité ce mouvement. Elles soulevèrent les colères des démocrates, accrurent leur méfiance et leur laissèrent des rancunes que l'amnistie de septembre et l'acceptation de la Constitution par le roi furent impuissantes à désarmer. La scission des Feuillants les rapprocha des Jacobins et leur entente prépara les événements de 1792. Pour réaliser cet accord, les Sociétés fraternelles n'eurent à consentir aucun sacrifice et ne désavouèrent aucun de leurs actes. Elles trouvèrent des appuis dans l'aile gauche des Jacobins et, comme dans toutes les alliances de cette nature, le parti le plus déterminé l'emporta. Les Amis de la Constitution, réunion de parlementaires et de bourgeois, ne conservèrent leur place dans la hiérarchie révolutionnaire que parce qu'ils constituèrent désormais la plus importante des assemblées populaires.

Cela est si vrai, qu'à partir de 1792, on ne les désigne plus guère que sous ce nom dans les débats du Corps législatif. Ils établirent un contact, parfois un peu rude, entre l'action directe du peuple et la représentation nationale sortie d'une élection censitaire et, par nature, essentiellement bourgeoise. Ils durent, au surplus, leur prééminence au réseau des clubs qu'ils avaient agrégés dans la France entière et à la présence parmi eux de quelques hommes dont le prestige restait intact.

Dans ce nombre se trouvait Robespierre. Alors que les chefs successifs de la gauche avaient vu leur popularité s'user et disparaître, celle de l'ancien député d'Artois avait résisté à tous les orages. La campagne ardente qu'il avait menée contre la guerre ne l'avait pas entamée et les sentiments que lui exprimaient, dès le mois d'avril 1791, les membres du Club des Indigents n'avaient subi aucune atteinte. Même au sein de la Société patriotique de la section du Luxembourg, cependant acquise à ses adversaires, on n'élevait pas de critique contre lui. Les premiers revers, en confirmant ses prévisions, vinrent encore accroître son autorité.

Les Clubs populaires subsistèrent après le 10 août, mais ils perdirent une partie de leur importance, en ce sens, au moins, qu'ils ne constituèrent plus qu'un des facteurs de l'esprit politique auquel ils avaient donné naissance. Les Assemblées générales de section, dont le rôle avait été grand au cours des événements qui amenèrent la chute de la royauté, s'ouvrirent en effet largement à l'influence populaire. L'institution du suffrage universel, si ardemment poursuivie par les démocrates, permit à tous les citoyens d'y entrer et fit de chacune d'elles une « société politique, plus active et vivante que tout autre ». Dès le mois d'octobre 1792, Damour informait Roland que celle du Panthéon Français était composée de « beaucoup de peuple » et de nombreux ouvriers. Cette réforme donnait naissance à une activité parallèle à celle des Clubs populaires. C'est pourquoi les sociétés apparues dans les mois qui suivirent la chute de la royauté durent souvent leur naissance à des circonstances politiques déterminées et eurent, moins que leurs

ainées, le caractère de groupements de quartier. Cela semble évident pour la Société des Hommes du 10 août; cela est certain pour celle des Défenseurs de la République qui siégea aux Jacobins de la rue Saint-Honoré et qui fut recrutée parmi les volontaires des départements casernés à Paris. Si le rôle des clubs fraternels paraît ainsi s'atténuer après la chute de Louis XVI, c'est qu'il se confond avec celui des organismes administratifs et des groupements populaires en qui triomphait leur esprit. Il faut cependant noter qu'une nouvelle éclosion de Sociétés à caractère franchement sectionnaire se fit après le décret du 9 septembre 1793 qui réduisit à deux par semaine les Assemblées générales des sections. (1)

(1) Mellié, *Les Sections de Paris pendant la Révolution française* (21 mai 1790-19 vendémiaire an IV). *Organisation. Fonctionnement*, Paris, 1898, in-8°. Chapitre XI, Les Sociétés sectionnaires, p. 276 et suiv.

TABLEAU DES SOCIÉTÉS POPULAIRES

NOMS DES SOCIÉTÉS	DATES DE FONDATION	NOMS DES FONDATEURS	SIÈGES
Société fraternelle des patriotes de l'un et l'autre Sexe, Défenseurs de la Constitution.	2 février 1790.	Claude Dansard. En fin mars 1791, il fonda une Société dissidente qui ne vécut que quelques mois.	Couvent des Capucins, rue Saint-Honoré. La Société s'installa, avant la fin de l'année dans la maison des Jacobins Saint-Honoré, section du Palais-Royal.
Société patriotique de la Section de Sainte-Genève.	16 décembre 1790.	Le fondateur est inconnu, mais le premier bureau fut ainsi composé : président : Mendouze; vice-président : Baillard; secrétaires : Garnier et Pommereau.	Collège de Navarre, section de Sainte-Genève.
Société des Amis des Droits de l'Homme.	La fondation de cette Société fut annoncée aux Révolutions de Paris par une lettre du 2 janvier 1791.	Elle eut pour premier président : Bailin; pour secrétaire : Lafontaine.	N° 205, rue du faubourg Saint - Antoine.
Société fraternelle des Amis des Droits de l'Homme, Ennemis du Despotisme (c'était l'ancienne Société des Vainqueurs de la Bastille).	2 janvier 1791.	Premier président : Louis-Lézin de Milly; vice-président : Santerre.	Salle de la Boule-Blanche, section de Montreuil.
Société fraternelle du Palais - Cardinal.	2 janvier 1791.	Jean-Lambert Talien.	Palais-Cardinal, rue Vieille-du-Temple, section des Enfants-Rouges. La Société se transporta à la fin de mars ou au début d'avril 1791 au couvent des Minimes, section de la place Royale
Société fraternelle de la Section de Mauconseil.	6 janvier 1791.	François Sergent.	Rue Mondétour, section de Mauconseil. La Société se transporta bientôt dans la section des

NOMS DES SOCIÉTÉS	DATES DE FONDATION	NOMS DES FONDATEURS	SIÈGES
			Halles dont elle prit le nom.
Société des Jeunes Amis de la Liberté.	Fin janvier ou début février 1791.	Le fondateur est inconnu. Voici les noms des huit commissaires qui allèrent solliciter la correspondance des Jacobins : Adrien Gobeau, Plantade, Roger, Laugier, Pierron, Barbara, Dubois, Tesson.	231, rue du Bac, section de la Fontaine de Grenelle. La Société s'installa en juin aux Prémontrés Réformés de la Croix-Rouge, section de la Croix-Rouge et prit le titre de Société des Amis de la Liberté.
Société des Elèves de la Constitution (elle sortit d'une scission de la Société précédente).	Février 1791.		2, rue de Mézières, section du Luxembourg.
Société des Amis de la Loi.	Février 1791.	Abbé de la Girardiére.	Couvent des Théatins, quai Malaquais, section de la Fontaine de Grenelle.
Société de Chaillot.	6 février 1791.	Beaufils.	
Société patriotique de la section de la Bibliothèque (elle continuait la Société des Amis de la section de la Bibliothèque, créée le 26 juin 1790 et qui comptait au nombre de ses fondateurs Pierre-Eléonor Bacon).	12 février 1791.		Rue de la Michodiére, section de la Bibliothèque, puis rue Saint-Marc, n° 35.
Société des Nomophiles.	Février 1791.	C. F. J. M. J. Concedieu.	Marché Sainte-Catherine, section de la place Royale.
Société fraternelle de Sainte-Geneviève.	6 mars 1791.	Méhée-Latouche.	Couvent des Carmes, place Maubert, section de Sainte-Geneviève, puis, à partir d'avril 1792, rue Saint-Jean de Beauvais, n° 10.
Société de la section des Thermes-de-Julien.	Mars 1791.		Rue des Mathurins, section des Thermes-de-Julien.

NOMS DES SOCIÉTÉS	DATES DE FONDATION	NOMS DES FONDATEURS	SIÈGES
Société des Indigents.	Mars 1791.	Prud'homme, éditeur des <i>Révolutions de Paris</i> .	Rue Jacob, en face la rue Saint-Benoit, section des Quatre-Nations et à partir du 12 juillet 1791, rue Christine, n°2, section du Théâtre-Français.
Société patriotique et fraternelle des Citoyens de la Section du Théâtre-Français.	Elle succéda sans doute à la Société patriotique des Grands-Augustins, créée en 1790.		Couvent des Grands-Augustins, quai des Grands-Augustins, section du Théâtre-Français.
Société de l'Egalité.	Elle était admise à la Correspondance des Jacobins le 1 ^{er} mai 1791.		Rue de la Licorne, section Notre-Dame, puis Cloître Notre-Dame.
Société des Soutiens de la Liberté et des Amis des Droits de l'Homme.	Printemps de 1791.		36, rue de la Mortellerie, section de l'Hôtel-de-Ville.
Société des Amis de la Liberté, de l'Egalité et de l'Humanité.	1791.		Rue du Vert-Bois, section des Graviilliers.
Société populaire de la Section des Lombards.	Décembre 1791.	Chaumette.	8, rue de la Vieille-Monnaie, section des Lombards.
Société patriotique de la section du Luxembourg.	Janvier 1792.	Jean-Baptiste Meunier et Pache.	Séminaire Saint-Sulpice, section du Luxembourg.
Société des Hommes Libres, Amis de la Constitution.	20 février 1792.	Alexandre Minier, Lemaire, Cochois, Liardet, etc...	7, rue de Glatigny, section de Notre-Dame.
Société patriotique de la section de l'Observatoire.	Avril 1792.		Caserne de la rue Sainte-Geneviève, section de l'Observatoire.
Union fraternelle des Gobelins.	Avril 1792.		Salle d'assemblée de la section des Gobelins, église Saint-Marcel.
Société patriotique de la section du Palais-Royal.	Juin 1792.		
Société populaire de la section de la Réunion.	28 juillet 1792.		58, rue Saint-Martin, section de la Réunion.

BIBLIOGRAPHIE

On ne fera pas ici l'énumération des nombreuses brochures de l'époque qui ont été consultées. Elles se trouvent aux Archives nationales, dans la Collection Rondonneau (AD XI 65, AD XVI 67, AD XVI 69, AD XVI 72, AD XVI 73), à la Bibliothèque de la ville de Paris et surtout à la Bibliothèque nationale, dans les séries Lb³⁹ et Lb⁴⁰. Elles ont été mentionnées dans les notes bibliographiques qui sont au bas des pages. Il en est de même des manuscrits. Ceux-ci sont, d'ailleurs, très dispersés. Il en existe aux Archives de la Police, dans les Procès-verbaux des Commissaires de police, aux Archives nationales, dans les papiers des assemblées révolutionnaires (série C) et de leurs comités (séries D IV, Comité de Constitution; D VI, Comité des Finances; D XXIX^b, Comité des Recherches; D LX, Comité des Pétitions), dans les pièces relatives aux élections politiques et administratives de Paris (série B¹ : la plupart des documents qui s'y trouvent ont été publiés par Etienne Charavay), dans les dossiers du Comité de Sûreté générale (série F⁷), dans les séries F^{1c} III (Police et esprit public) et T (Séquestre). Mais les plus importants, pour la période antérieure au 10 août 1792, sont à la Bibliothèque nationale, dans le fonds français (Fonds français 6.574 : pièces relatives à la fête des Suisses de Chateaufieux; 11.697 : correspondance de Bailly avec La Fayette et de Gouvion) et surtout dans les Nouvelles acquisitions françaises. Certains sont isolés (Mss Nelles acq. fr. 308; 2.656, fol. 246, 309; 2.659, fol. 320 à 326; 2.667, fol. 299-300; 2.673, fol. 118, 163, 165-166; 2.698, fol. 46). D'autres forment, au contraire, de véritables recueils de documents. Mais les feuillets qui les composent, tous inédits, n'ont pas été méthodiquement enliassés et l'ordre chronologique n'est pas toujours respecté. Ils se trouvent dans les registres :

- Mss Nelles acq. fr. 2.662. — Procès-verbaux des séances de la Société patriotique de la section Le Pelletier (ancienne section de la Bibliothèque). Les folios 2 à 14, 27 à 36 sont antérieurs au 10 août 1792 et vont du mardi 6 septembre 1791 au mardi 24 avril 1792.
- Mss Nelles acq. fr. 2.664. — Section de la Bibliothèque. Procès-verbaux de la Société des Amis de la Constitution de la section de la Bibliothèque (4 novembre 1790-26 décembre 1790) et documents relatifs à cette Société : fol. 52 à 112.

- Mss Nelles acq. fr. 2.704. — Section du Luxembourg. Les fol. 39, 76-77, 80-81, 150-152 se rapportent à la Société patriotique de cette section.
- Mss Nelles acq. fr. 2.705. — On trouve dans ce dossier, qui comprend 399 feuillets, un grand nombre de documents sur la Société patriotique du Luxembourg pendant les premiers mois de 1792 (fol. 6 à 20, 28, 33, 41 à 51, 59 à 83, 87 à 107, 137 à 142, 152 à 160, 163 à 178, 180-181, 200-201, 208 à 210, 229 à 232, 252 à 255, 268, 335). Ce ne sont pas des procès-verbaux de séance, mais des lettres adressées à la Société, des copies de discours ou d'adresses, des listes des membres, etc...
- Mss Nelles acq. fr. 2.713. — Procès-verbaux des séances de la Société des Hommes libres, Amis de la Constitution. Règlement, listes de sociétaires, etc. (fol. 1 à 7, 72-73, 78, 108 à 110, 161-166, 167).
- Mss Nelles acq. fr. 5.373. — Ce registre, qui se trouve dans les papiers du compositeur Léon Kreutzer, renferme des « notes appartenant à M. de Maupas ». C'est le manuscrit d'un travail resté inédit sur la Révolution. Dans la deuxième partie : Clubs et Sociétés populaires, 1787-1790 (fol. 15-61), M. de Maupas a réuni des articles de journaux, quelques extraits de pamphlets intéressant la Société fraternelle des Jacobins, la scission de Dansard (fol. 50 à 54) et la création de quelques clubs populaires (fol. 54 et suiv.).

JOURNAUX (1).

- L'Ami des Citoyens*, journal-affiche, par Tallien. Paris, Demonville, 1791, in-fol. Lc² 636.
- L'Ami des Citoyens*, journal fraternel par Tallien. Paris, Guffroy, in-8°, 1^{er} volume, octobre 1791-janvier 1792. Lc² 637.
- L'Ami de la Loi au Peuple*, par M. de Verrières. Paris, Imprimerie Patriotique, in-8°, 1^{er} mai-1^{er} juin 1791. Lc² 590.
- L'Ami des Patriotes ou le Défenseur de la Révolution*. Paris, Demonville, 6 volumes in-8°, 27 novembre 1790-août 1792. Lc² 484.
- L'Ami du Peuple ou le Publiciste Parisien*, journal politique, libre et impartial, par une Société de patriotes et rédigé par M. Marat, auteur de *l'Offrande à la patrie*, du *Moniteur* et du *Plan de la Constitution*, etc... Paris, imprimerie de V^e Hérisant, 6 volumes in-8°, 16 septembre 1789-21 novembre 1792. Lc² 222. (Il en existe des réimpressions partielles Lc² 222 A et B.)
- L'Ami de la Révolution ou Philippiques* dédiées aux représentants de la Nation, aux gardes nationales et à tous les Fran-

(1) Les cotes indiquées sont celles de la Bibliothèque nationale.

- gais. Paris, Champigny, 4 volumes in-8° (reliés en deux), septembre 1790-août 1791. Lc² 462.
- L'Argus patriote*, par Charles Théveneau-Morande. Paris, Froullé, 2 volumes in-8°, t. I-II, 9 juin-31 décembre 1791. Lc² 606.
- L'Argus patriote ou le Surveillant*, par Charles Théveneau-Morande. Paris, Froullé, in-8°, t. III, janvier-mai 1792. Lc² 607.
- Le Babillard*, journal du Palais-Royal et des Tuileries (Paris), chez M. Pierre, rue du Mail, 3 volumes in-8°, 3 juin-30 octobre 1791. Lc² 605.
- La Bouche de Fer*. Paris, Imprimerie du Cercle Social, 5 volumes in-8°, 3^e série, janvier-juillet 1791. Lc² 317.
- La Chronique de Paris*. Paris, La Grange, 8 volumes in-4°, 24 août 1789-25 août 1795 (tomes 3 à 7). Lc² 218.
- Le Club des Halles, du règne de la loi sous le bon plaisir des piques et des baïonnettes*, l'an IV de la liberté, 1 volume in-8°. Lc² 696.
- Le Club typographique et philanthropique*, feuille hebdomadaire dédiée à MM. les contribuables (1790-1791). Paris, rue Macon, 1 volume in-8°. Lc² 2.438.
- Le Courrier des quatre-vingt-trois départements*, pour faire suite au *Courrier de Versailles*, par M. Gorsas, citoyen de Paris. Paris, chez l'auteur, 1791, 6 volumes in-8°. Lc² 162.
- Le Courrier des quatre-vingt-trois départements*, par Ant.-Jos. Gorsas, citoyen de Paris, deuxième législature, 1791-1792. Paris, chez l'auteur, 12 volumes in-8°. Lc² 163.
- Le Creuset*, par James Rutledge. Paris (Regnault), 3 volumes in-8°, 3 janvier-8 août 1791. Lc² 528.
- Le Défenseur de la Constitution*, par Maximilien Robespierre, député à l'Assemblée constituante. Paris, P.-J. Duplain, 1792, 12 numéros en 1 volume in-8°. Lc² 687.
- La Feuille du Jour*, par Parizot. Paris, de l'Imprimerie de la *Feuille du Jour*, 11 volumes in-8°, 1^{er} décembre 1790-10 août 1792. Lc² 488.
- La Gazette nationale ou Moniteur universel*, réimpression depuis la réunion des Etats-Généraux jusqu'au Consulat (mai 1789-nov. 1799). Paris, au Bureau Central, quai Malaquais, 13, 41 volumes in-4° (t. 1-9 : Assemblée Constituante; t. 10-13 : Assemblée Législative).
- La Jacobinède*, poème héroï-comi-civique, par l'auteur de la *Chronique du Manège*, des *Sabats Jacobites*, de la *Constitution en vaudeville*, etc... Paris, au Bureau des *Sabats Jacobites*, 1 volume in-8°, 1792. Lc² 542.
- Journal de la Municipalité, du Département, des districts et des sections de Paris et correspondance des départements et des principales municipalités du royaume*. Paris, Lottin de Saint-Germain, 1790, in-8°. Lc² 262.
- Journal de la Municipalité et du département de Paris, Correspondance des départements et des principales municipalités du royaume. Analyse des nouvelles étrangères*. Paris, hôtel Charot, t. IV, 1791, in-4°. Lc² 263.

- Journal des Clubs ou Sociétés patriotiques*, dédié aux Amis de la Constitution membres des différents clubs français. Paris, Croullebois, 4 volumes in-8°, novembre 1790-11 septembre 1791. Lc² 483.
- Journal des Amis de la Constitution*, rédigé par Choderlos de Laclos. Paris, chez Baudouin, 4 volumes in-8°, 31 octobre 1790-20 septembre 1791. Lc² 479.
- Journal des Débats de la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins, à Paris*. Paris, rue de la Monnaie, 1 volume in-4°, juin-décembre 1791. Lc² 598.
- Journal des Débats et de la Correspondance de la Société des Amis de la Constitution, séant aux Jacobins, à Paris*. Paris, rue de Bussy, 8, 1 volume in-4°, 1^{er} janvier 1792-14 décembre 1792. Lc² 599.
- Journal du Club des Cordeliers*, Société des Amis des Droits de l'homme et du citoyen. Paris, Momoro, 1 volume in-8°, 28 juin-août 1791. Lc² 2.510.
- Journal du Diable*. Paris, imprimerie de V^e Hérissant, 2 volumes in-8°. Lc² 359.
- Journal du faubourg Saint-Antoine*, signé Beausoleil et compagnie. Paris, de l'imprimerie du faubourg Saint-Antoine, in-8°, 31 janvier 1791-5 février 1791. Lc² 537.
- Le Lendemain ou l'Esprit des Feuilles de la Veille*. Paris, Froullé, in-8°, t. 1 et 2, 10 octobre 1790-31 mars 1791. Lc² 465.
- Le Lendemain ou l'Esprit des Feuilles de la Veille*, journal auquel on en a réuni deux autres, l'un connu sous le nom de *Journal des prêtres*, l'autre, plus nouveau, connu sous celui de *Courrier des Fonctionnaires publics*, rédigé par une nouvelle société de gens de lettres. Paris, Froullé, in-8°, t. 3, 1^{er} avril-19 juin 1791. Lc² 466.
- Mercure National et Révolutions de l'Europe*, journal démocratique rédigé par M^{me} Robert-Kéralio, Louis-Félix Guinement, Ant. Tournon, N.-J. Hugou et François Robert. (Paris), au Bureau, place Henri-IV, 1790-1791, 5 volumes in-8°. Lc² 179.
- Mercure National et Journal politique de l'Europe* pour faire suite aux deux journaux connus l'un sous le titre de *Mercure national et Révolutions de l'Europe*, l'autre sous celui de *Journal Général de l'Europe*, par Louise Robert de l'Académie d'Arras et P.-M.-H. Lebrun. Paris, imprimerie de Lefort, 2 volumes in-8°, 16 avril-5 juillet 1791. Lc² 96.
- Observateur du Club des Cordeliers et de la section du Théâtre-Français*. Ce journal, rédigé par Momoro, n'eut que quelques numéros. Paris, Momoro, 1791, 1 volume in-8°. Lc² 2.489.
- Orateur du Peuple*. Paris, imprimerie de Laurens Junior, s. d., 14 volumes in-8°, reliés en 7. Lc² 390.
- Le Patriote français*, journal libre, impartial et national par une société de citoyens et rédigé par J.-P. Brissot de Warville. Paris, au bureau, rue Favard, 8 volumes in-4° (28 juillet 1789-2 juin 1793). Lc² 185.
- Le Républicain ou le Défenseur du gouvernement représentatif*, par

- une société de républicains. Paris, au bureau du *Courrier de Provence*, juillet 1791, in-8°. Lc² 613.
- Les Révolutions de France et de Brabant et des royaumes qui, demandant une assemblée nationale et arborant la cocarde, mériteront une place dans ces fastes de la liberté*, par Camille Desmoulins. Paris, Garnery, 8 volumes in-8°, 28 novembre 1790-12 décembre 1791. Lc² 288.
- Les Révolutions de Paris*, dédiées à la nation et au district des Petits-Augustins, publiées par le sieur Prudhomme, à l'époque du 12 juillet 1789. (Paris), de l'imprimerie des Révolutions Prudhomme, 18 volumes in-8°, 12 juillet 1789-10 ventôse an II (tomes 5 à 14). Lc² 171.
- Les Sabats Jacobites* (Paris), au Palais-Royal, 3 volumes in-8°, 1791-1792. Lc² 541.
- Le Thermomètre de l'Opinion publique ou Journal des sections de Paris*, terminé par des variétés politiques et littéraires par une Société de gens de lettres. Paris, L.-P. Couret, 1791, 1 volume in-8°. Lc² 567.
- Le Thermomètre du Jour*, par une Société de gens de lettres. Paris, Langlois fils, 9 volumes in-8°, 11 août 1791-25 août 1793. Lc² 623.

OUVRAGES.

I. — *Répertoires bibliographiques.*

- TOURNEUX (Maurice). — *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*. Paris, Imprimerie Nouvelle (Association ouvrière), 1890-1913, 5 volumes in-4°.
- TUETÉY (Alexandre). — *Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*. Paris, Imprimerie Nouvelle (Association ouvrière), 1890-1914, 11 volumes in-8° grand.

II. — *Recueils de documents.*

- AULARD (Alphonse). — *La Société des Jacobins, Recueil de Documents pour l'histoire du Club des Jacobins de Paris*. Paris, Jouaust, 1889-1897, 6 volumes in-8° (Collection de Documents relatifs à l'Histoire de Paris pendant la Révolution française).
- BRAESCH (Fr.). — *Papiers de Chaumette*, publiés avec une introduction et des notes, par F. Braesch. Paris, Cornély, 1908, in-8°, 232 p.
- *Procès-verbaux de l'Assemblée générale de la section des Postes* (Paris), 4 décembre 1790-5 septembre 1792. Thèse pour le doctorat ès-lettres présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, par F. Braesch. Paris, Hachette, 1911, in-8°, xiii-279 p. plan.
- *Les pétitions du Champ de Mars* (15, 16, 17 juillet 1792),

- par Fr. Braesch, professeur à la Faculté des Lettres de Nancy. Nogent-le-Rotrou, imprimerie Daupeley-Gouverneur; Paris, 1923, in-8°, 78 p. (extrait de la *Revue historique*, t. 142-143, année 1923).
- BUCHEZ et ROUX. — *Histoire parlementaire de la Révolution française ou Journal des Assemblées nationales depuis 1789 jusqu'en 1815*. Paris, Paulin, 1834-1838, 40 volumes in-8°.
- Catalogue d'une importante collection de documents autographes sur la Révolution française*. Paris, Charavay, 1862, in-8°, 275 p.
- CHARAVAY (Etienne). — *Lettres autographes composant la collection de Alfred Bovet* décrites par Etienne Charavay, ouvrage imprimé sous la direction de Fernand Calmettes Paris, 1887, 2 volumes in-4°.
- *Assemblée électorale de Paris, 10 novembre 1790-15 juin 1791*. Procès-verbaux de l'élection des juges, des administrateurs, des procureurs-syndics, de l'évêque, des curés, du président du Tribunal criminel et de l'accusateur public. Paris, Jouaust, 1890, in-8°, XLVIII-695 p. (Collection de Documents relatifs à l'Histoire de Paris pendant la Révolution française).
- *Assemblée électorale de Paris, 26 août 1791-12 août 1792*. Procès-verbaux de l'élection des députés à l'Assemblée législative, des hauts jurés, des administrateurs, du procureur-général syndic, du président du Tribunal criminel et de son substitut, de juges suppléants, de l'accusateur public, de curés, publiés par E. Charavay. Paris, Cerf, 1890, in-8°, LX-628 p. (Collection de Documents relatifs à l'Histoire de Paris pendant la Révolution française).
- LACROIX (Sigismond-Julien-Adolphe Krzyzanowski, dit). — *Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution*, publiés et annotés par S. Lacroix, 2^e série (du 9 octobre 1790 au 10 août 1792). Paris, Cerf, 1894-1914, 8 volumes in-8° (Collection de Documents relatifs à l'Histoire de Paris pendant la Révolution française).
- MATHIEZ (Albert). — *Marat, père des Sociétés fraternelles. Annales Révolutionnaires*, 1908, t. 1, p. 660-664.
- *Le Club des Cordeliers pendant la crise de Varennes et le massacre du Champ de Mars*. Documents en grande partie inédits publiés avec des éclaircissements, des notes et une planche, par A. Mathiez. Paris, Champion, 1910, in-8°, iv-392 p.
- *Le Club des Cordeliers pendant la crise de Varennes et le massacre du Champ de Mars, supplément*. Paris, Champion, 1913, in-8°, 67 p.
- MAVIDAL et LAURENT. — *Archives parlementaires de 1787 à 1860, recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, imprimé sous la direction de MM. J. Mavidal et Laurent, 1^{re} série (1787 à 1799). Paris, 1867-1896, 47 volumes in-4°.

- MILLIN DE GRANDMAISON** (Aubin-Louis). — *Antiquités nationales ou Recueil de monumens pour servir à l'Histoire générale et particulière de l'Empire français, tels que tombeaux, inscriptions, statues, vitraux, fresques, etc... tirés des Abbayes, Monastères, Châteaux et autres lieux devenus Domaines nationaux*. A Paris, Drouhin, 1790-an VII, 5 volumes in-4^o.
- OELSNER** (Charles-Engelbert). — *Fragments des Mémoires relatifs à l'Histoire de la Révolution française*, publiés avec une notice biographique par Alfred Stern. *Revue historique*, n^o 63, janvier-avril 1897.
- ROBINET**. — *Le Mouvement religieux à Paris pendant la Révolution (1789-1801)*. Paris, Cerf, 1896-1898, 2 volumes in-8^o (Collection de Documents relatifs à l'Histoire de Paris pendant la Révolution française).
- ROLAND** (Marie Phlipon, M^{me}). — *Lettres* publiées par Claude Perroud, t. II, 1788-1793. Paris, Imprimerie nationale, 1902, in-8^o, 827 p.
- *Mémoires*. Nouvelle édition critique publiée par Claude Perroud. Paris, Plon-Nourrit, 1905, 2 volumes in-8^o.

III. — *Ouvrages anciens pouvant être considérés comme des sources.*

- DULAURE** (Jacques-Antoine). — *Histoire physique, civile et morale de Paris*. Sixième édition augmentée de notes nouvelles et d'un appendice, contenant des détails descriptifs et historiques sur tous les monuments récemment élevés dans la capitale, par Belin. Paris, Furne, 1837, 8 volumes in-8^o.
- Etat actuel de Paris ou le Provincial à Paris*. Ouvrage indispensable à ceux qui veulent connoître et parcourir Paris sans faire aucune question. A Paris, chez le sieur Watin fils, 4 volumes in-24.
- Histoire de la Révolution de 1789 et de l'Etablissement d'une Constitution en France*. Précédé de l'exposé rapide des Administrations successives qui ont déterminé cette Révolution mémorable, par deux Amis de la Liberté. A Paris, chez Clavelin-Bidault, 1791-1803, 20 volumes in-8^o.
- HURTAUT** et **MAGNY**. — *Dictionnaire historique de la Ville de Paris et de ses environs, dans lequel on trouve la description de tous les monuments et curiosités, l'établissement des Maisons religieuses, des Communautés d'artistes, d'artisans, etc...* A Paris, chez Moutard, 1779, 4 volumes in-8^o.
- JAILLOT** (Jean-Baptiste-Michel Renou de Chevigné, dit). — *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la ville de Paris depuis ses commencemens connus jusqu'à présent, avec le plan de chaque quartier*, par le sieur Jaillet, géographe ordinaire du roi, de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers. A Paris, chez Le Boucher, 1782, 5 volumes in-8^o.

- LEBEUF (Abbé Jean). — *Histoire de la Ville et de tout le diocèse de Paris*. Nouvelle édition continuée jusqu'à nos jours par Hippolyte Cocheris. Paris, A. Durand, 1863-1870, 4 volumes in-8°.
- MERCIER (Louis-Sébastien). — *Tableau de Paris*. A Hambourg, chez Virchaux, libraire, 1781. Première édition, 2 volumes in-8°.
- *Le Nouveau Paris*. Paris, Fuchs, Pougens et C.-F. Cramer, an VII, 1798, 6 volumes in-8°.
- THIÉRY. — *Guide des Amateurs et des Etrangers voyageurs à Paris ou Description raisonnée de cette ville, de sa banlieue et de tout ce qu'elles contiennent de remarquable*, par. M. Thiéry, enrichie de vues perspectives des principaux monuments modernes. Paris, Hardouin et Gattey, 1787, in-12, 2 volumes.

IV. — Ouvrages modernes.

A. — Histoires générales et ouvrages généraux.

- AULARD (Alphonse). — *Histoire politique de la Révolution française, Origine et développement de la démocratie et de la République* (1789-1804). Paris, Colin, 1901, in-8°, XII-805 p.
- DU BUS (Charles). — *Stanislas de Clermont-Tonnerre et l'échec de la Révolution monarchique* (1757-1792). Thèse pour le doctorat ès-lettres présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, par Charles du Bus, avec 18 planches hors-texte et une carte. Paris, Félix Alcan, 1931, gr. in-8°, XIX-525 p.
- LASSERRE (Adrien). — *La participation collective des femmes à la Révolution française, les antécédents du féminisme*. Paris, Alcan, 1906, in-8°, 349 p.
- MATHIEZ (Albert). — *Les origines des cultes révolutionnaires* (1789-1792). Mémoire présenté comme seconde thèse de doctorat à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. Paris, G. Bellais, 1904, in-8°, 150 p.
- *La Révolution française*, tome I, la Chute de la Royauté (1787-1792). Paris, Armand Colin, 1928, 1 volume in-16.
- MORTIMER-TERNAUX. — *Histoire de la Terreur* (1792-1794), d'après des documents inédits et authentiques. Paris, Lévy frères, 1864-1869, 7 volumes in-8°.
- SAGNAC (Philippe). — *Histoire de France contemporaine de Lavisse*, tome 1^{er}, la Révolution (1789-1792). Paris, Hachette, 1920, petit in-4°, 440 p.

B. — Ouvrages sur Paris.

- BABEAU (Albert). — *Paris en 1789*, ouvrage illustré de quatre-vingt-seize gravures sur bois et photogravures d'après des estampes de l'époque. Paris, Firmin-Didot, 1889, in-8°, 532 p.

- BERTY (Adolphe). — *Histoire générale de Paris. Topographie historique du vieux Paris*, par Adolphe Berty (continué par H. Legrand, L.-M. Tisserand, avec la collaboration de M. Camille Platon). Paris, Imprimerie nationale, 1866-1897, 6 volumes in-fol.
- BRAESCH (Fr.). — *La Commune du 10 août 1792*. Etude sur l'histoire de Paris du 20 juin au 2 décembre 1792. Thèse pour le doctorat ès-lettres, présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, par Fr. Braesch. Paris, Hachette, 1911, in-8°, XLVIII-1236 p.
- JAFFÉ (Grace M.). — *Le Mouvement ouvrier à Paris pendant la Révolution française (1789-1791)*. Thèse présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris par Grace M. Jaffé. Paris, les Presses Universitaires, 1924, in-8°, 220 p.
- ISAMBERT (Gustave). — *La Vie à Paris pendant une année de la Révolution française (1791-1792)*. Paris, Alcan, 1896, in-18, VIII-325 p.
- MATHIEZ (Albert). — *Le 10 août*. Paris, Hachette, 1934, petit in-4°, 126 p.
- PEGG (Carl-Hamilton). — *Sentiments républicains dans la presse parisienne à partir du retour de Louis XVI jusqu'au rapport des sept Comités. Annales historiques de la Révolution française*, n° 76, juillet-août 1936, p. 342-356.
- SAGNAC (Philippe). — *La Révolution du 10 août 1792. La Chute de la Royauté*. Paris, Hachette, 1909, in-16, iv-334 p., pl. et plans.

C. — *Ouvrage sur Lyon.*

- WAHL (Maurice). — *Les premières années de la Révolution à Lyon (1788-1792)*. Paris, Armand Colin, 1894, in-8°, XXVII-628 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

- ACLOCQUE (André-Arnould), brasseur et commandant de bataillon, 388.
- ALBITTE (Antoine-Louis), député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 339 n., 396.
- ALEAUME (Augustin-Pierre-Joseph), notaire, député à la Législative 148.
- ALLARDE, (d'), député à la Constituante, 110.
- AMBLY (Marquis d'), député à la Constituante, 22 n.
- ANDRÉ (Jean-Baptiste), électeur de la Société de la section de la Bibliothèque, membre de la Société de la section de la Bibliothèque, 296 n.
- ANGONIN, membre de la Société des Indigents, 299 n.
- ANNE D'AUTRICHE, 94 et n.
- ANTHOINE (François-Paul-Nicolas), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 142, 190 n., 258, 277 et n., 278 n., 317.
- ARNAUD, commissaire de la Société de la section du Luxembourg, 103.
- ARTOIS (Comte d'), 77, 236 n.
- ATHANASE (Le père), définitiveur des Capucins de la rue Saint-Honoré, 18.
- AUBERT, secrétaire de la Société des Nomophiles, 306 n.
- AUDOIN (Jean-Baptiste-Jacques), membre de la Société de la section du Luxembourg, 349.
- AUDOIN (Pierre), membre de la Société de la Section du Luxembourg, 349.
- AUVRY (Pierre-Antoine), garde national de la Chapelle-Saint-Denis, 188 et n., 189 et n., 190 n., 395.
- AVISSE, 383.
- BACON (Pierre-Eléonor), électeur de la section de la Bibliothèque, membre de la Société de la section de la Bibliothèque et du Club des Cordeliers, 54 n., 81 n., 85, 113 n., 296 n., 309, 310.
- BAFFERT, membre de la Société de la section de la Bibliothèque, 347 n.
- BAILLARD, vice-président de la Société fraternelle de Sainte-Genève, 103 n., 418.
- BAILLY (Sylvain), maire de Paris, 63, 65, 66, 110, 112 n., 116 n, 123, 125, 180 n., 182 n., 184, 188 n., 193, 200, 201, 202, 203, 206, 209, 210, 215 n., 216 et n., 218 n., 223, 226 n., 235, 238 n., 239 n., 250, 261, 270, 273, 374 n., 277 n., 281, 304, 314, 319, 321, 322 et n., 323, 235, 326, 327.
- BAILLY (Madame), femme du précédent, 209.
- BALLET, membre de la Société de la section du Luxembourg, 134.
- BALLIN, président de la Société des Amis des Droits de l'Homme du faubourg Saint-Antoine, 62 et n., 414, 418.

- BANCAL des ISSARTS (Jean-Henri), 42 n., 56 n., 57 et n., 58 n., 157 n., 267.
- BARBARA, membre de la Société des Jeunes Amis de la Liberté, 90 n., 419.
- BARNAVE (Joseph), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 9, 154, 275, 303, 315, 316, 367.
- BARTHE, cuisinier, membre de la Société fraternelle des Jacobins et du Club des Cordeliers, 275, 290.
- BARTHÉLEMY, membre du Club des Cordeliers, 223.
- BASILE, serrurier, 291.
- BAUDOUIN (Jean-François), imprimeur de la Constituante, 16, 18 n., 281.
- BAYARD, commandant de bataillon, 388.
- BAYENT (Madame), membre de la Société des Hommes Libres, 413 n.
- BAZIER, président de la Société des Compagnons serruriers, 120 n.
- BEAUFILS, fondateur de la Société de Chaillot, 77, 419.
- BEAUHARNAIS (Alexandre de), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 22 n., 260 et n., 261 n.
- BEAUMARCHAIS (Pierre-Augustin Caron de), 270.
- BEAUMETZ, député à la Constituante, 226.
- BEAUMIER, membre du Club des Cordeliers et de la Société fraternelle des Jacobins, 33, 35 n., 39, 47 n., 253 n., 254, 293 n., 299 et n., 334 n., 400 n.
- BEAUSOLEIL, rédacteur du Journal du Faubourg Saint-Antoine, 62 n.
- BEAUVAIS, président du Club des Amis de la Liberté de la Croix-Rouge, 94 n.
- BÉGUIN, président du Comité de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 et n., 118, 119, 129 n.
- BERNOISTON, député à la Législative, 401.
- BERGERON, propriétaire d'un jeu de paume, rue Mazarine, 168.
- BERNARD, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 244 n., 261 n.
- BERNARD DE BEAUVOIR, accusateur public, 290 et n.
- BERTRAND DE MOLLEVILLE (Antoine-François), ministre de la Marine, 396 n.
- BESGUEZ, 45.
- BEUGNOT (Claude), député à la Législative, 395.
- BIAUZAT (Jean-Olivier GAULTIER DE), député à la Constituante, 97, 128, 167.
- BIRON (Armand-Louis de Gontaut, duc de), 372.
- BITAUBE (Paul-Jérémie), traducteur d'Homère, 287 (287).
- BOCQUET (Louis-Henry), marchand faïencier, 284.
- BOISGELIN (Mgr de), archevêque d'Aix, 16, 17 n., 51.
- BONENFANT (Claude-Louis), électeur de la section de la Fontaine-de-Grenelle, membre de la Société des Amis de la Loi, 89 n., 301 n.
- BONNAL (Mgr de), évêque de Clermont, 208.
- BONNEAU (Antoine), commis aux Archives de la Justice, 281 n.
- BONNET, menuisier, membre de la Société du Luxembourg, 349.
- BONNEVILLE (Nicolas de), électeur de la section du Théâtre-Français; membre du Cercle Social et du Club des Cordeliers, directeur de la Bouche de Fer, 159, 170, 175, 229, 232, 233, 285, 298 n.

- BORIE, officier municipal, 122, 204 et n., 207 n.
- BOSC D'ANTIC (Louis-Augustin-Guillaume), 57 n., 58.
- BOSCARY (Jean-Marie), député à la Législative, 367.
- BOSQUE (Charles), membre de la Société de la section de la Bibliothèque, 120, 414.
- BOTIDOUX (Le Déist de), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 244 n.
- BOUCHER, membre de la Société de la section de la Croix-Rouge, 94 n.
- BOUCHER (Athanase-Jean), secrétaire de la Mairie, 193.
- BOUCHER (Madame), trésorière de la Société des Amies de la Vérité, 148.
- BOUCHER DE SAINT-SAUVEUR, électeur de la section du Théâtre-Français, membre du Club des Cordeliers, 298 n., 345, 393 n.
- BOUILLÉ (François-Claude, marquis de), 211, 250, 251, 253, 262, 273, 276 n., 385, 387.
- BOURBON (duc de), 236 n.
- BOUTRY (Pierre-Michel), cordonnier, membre de la Société de la section du Luxembourg, 349.
- BRISSET (Jacques-Pierre), électeur de la section de la Bibliothèque, membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club de la section de la Bibliothèque, 56 n., 57 n., 85 et n., 144, 147 n., 161, 165, 233, 254, 255, 256, 258, 278 et n., 280 et n., 285, 296 n., 297, 298, 301, 302, 313 et n., 315, 330, 355, 370, 376, 377, 382, 394, 396, 397, 401, 403.
- BROUSSET (Pierre-Marie-Auguste), député à la Législative, 369.
- BRUNE (Guillaume-Marie-Anne), imprimeur, membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club des Cordeliers, 278, 290, 293, 298 n.
- BRY (Jean-Baptiste de), électeur de la section de la Bibliothèque, 85, 327 n.
- BUARD, secrétaire de la Société fraternelle des Halles, 78 n.
- BUIRETTE DE VERRIÈRES (Claude-Remi), avocat, membre du Club des Cordeliers, 54 n., 65 n., 162, 190 n., 219 et n., 222, 223 et n., 279, 290, 292, 344, 393, 394 et n.
- BUZOT, député à la Constituante, 279, 313, 317.
- CAHIER DE GERVILLE (Bon-Claude), substitut du procureur de la Commune, ministre de l'Intérieur, 64, 185 n.
- CALLIÈRES DE L'ETANG (Pierre-Jean-Georges), électeur de la section du Théâtre-Français, membre du Club des Cordeliers, 298 n.
- CALON (Mlle), 385.
- CALONNE (Charles-Alexandre de), Contrôleur général des Finances, 297.
- CAMINET, député à la Législative, 370.
- CARRA (Jean-Louis), journaliste, électeur de la section de la Bibliothèque, 85, 143 et n., 144, 161, 296 n.
- CARSENAC, président de la Société fraternelle des Jacobins, 202 n., 203.
- CARTAUT, lieutenant-colonel des Volontaires de la Basoche, secrétaire de la Société de la Fraternité, 48.
- CASIN ou CAZIN, membre de la Société des Amis de la Constitution, président de la Société des Ennemis du Despotisme, 299 n.

- CASTRIES (Duc de), 21 et n., 22 n., 90 n., 179.
- CATHERINE DE MÉDICIS, 15.
- CAZALES (Jacques-Antoine-Marie de), député à la Constituante, 16.
- CERUTTI (Joseph-Antoine-Joachim-Camille), député à la Législative, 33 n.
- CHABOT (François), député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 142, 157 n., 329 n.
- CHABROL (Jean-Baptiste-Martin), sergent au bataillon de Saint-Roch, 261.
- CHABROUD (Jean-Baptiste-Charles), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 21, 23, 252, 253 n.
- CHAILLON (Olivier), chanoine de Notre-Dame, 72.
- CHALARD (M^{lle}), 287.
- CHAMPION DE VILLENEUVE (Anne-Clément-Félix), officier municipal, 126, 304, 335.
- CHAMPIGNY, imprimeur, 203 n.
- CHANET, membre du Club des Cordeliers, 345.
- CHAPELIER (voir Le Chapelier).
- CHAPSAL (Charles), grammairien, 35 n.
- CHARDENOIS, propriétaire d'une manufacture de coton, 61 n.
- CHARLES-ÉDOUARD (Le Prétendant), 343.
- CHARLOTTE DE SAVOIE, 107.
- CHARON (Joseph), officier municipal, 203 n., 204 et n., 207 n.
- CHARTIER (René), médecin du roi, 94.
- CHARTON, capitaine de chasseurs, 187 et n.
- CHARTRES (Duc de), 25, 219.
- CHASSET, député à la Constituante, 109 et n.
- CHASTELET (Achille François de Lascaris d'Urfé, marquis du), membre de la Société des Amis de la Constitution, rédacteur du *Républicain*, 251, et n., 252, 253 et n., 254.
- CHAUDET-DUFRESNE, secrétaire de la Société fraternelle des Jacobins, 269 n.
- CHAUMETTE, journaliste, membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club des Cordeliers, 73, 74 n., 242, 244, 249, 251, 268, 269 n., 271, 273 n., 280, 283 n., 343 et n., 345, 346, 420.
- CHAUVIGNY (de), 21 n., 22 n.
- CHENIER (André de), 339 et n., 388, 389 n.
- CHENIER (Marie-Joseph de), 17 n., 391.
- CHEVALIER, membre du Club Typographique, 119, 129 n.
- CHEVALIER (Etienne), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 121 n.
- CHEVALIER (J. L.), membre de la Société fraternelle des Jacobins, 299 n.
- CHODERLOS DE LACLOS, membre de la Société des Amis de la Constitution, 256, 277, 278 n.
- CHOISEUL (duc de), 77.
- CLAVIER, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 27.
- CLAVIÈRE (Etienne), financier, électeur de la section de la Bibliothèque, membre du Club des Amis de la Constitution et de la société de la section de la Bibliothèque, 85, 251 n., 296 n., 301 n., 409.
- CLERC (Pierre), commerçant en soieries, 264, 265.

- CLERMONT-TONNERRE (Stanislas de), fondateur de la Société des Amis de la Constitution Monarchique, 182, 184, 187, 192 n., 193.
- COCHOIS, tapissier, membre de la Société des Hommes Libres, 356, 420.
- COLLOT D'HERBOIS (Jean-Marie), membre de la Société des Amis de la Constitution, 97 n., 153, 333 n., 340, 388, 390 et n.
- COLOMB (M^{lle} Anne-Félicité), imprimeur, 220, 289.
- CONCEDIEU (Charles-François-Juste-Michel-Jean), fondateur de la Société des Nomophiles, 68-69, 175, 306 n., 308 et n., 309, 363, 370, 414, 419.
- CONDÉ (prince de), 88.
- CONDILLAC (Etienne de), 382.
- CONDORCET (Jean-Antoine-Nicolas de Caritat, marquis de), député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 148, 253 et n., 254 et n., 303, 330, 377, 396, 400 n.
- CONDORCET (Madame de), femme du précédent, 251 et n.
- CONTY (Claude), électeur de la section de la Bibliothèque, 296 n.
- CORBIN (Madame), membre de la Société fraternelle des Jacobins, 37, 38 et n., 275 n., 278.
- CORONELLI (Vincent), général de l'ordre des Minimes, cosmographe de la République de Venise, 29 et n.
- COUEDIC (P. L. du), membre de la Société des Amis de la Constitution, 257 n.
- COURT DE VILLENEUVE (Louis-Pierre), éditeur du Thermomètre de l'Opinion publique, 118 et n.
- COUTHON (Georges-Auguste), député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 330.
- CRESSIGNY, membre de la Société de l'Egalité, 355.
- CROIX (Comte de), député à la Constituante, membre de la Société de la section de la Bibliothèque, 85.
- DALBERT (Madame), membre de la Société fraternelle des Jacobins, 140.
- DAMAS, commissaire de la Société de la section du Luxembourg, 106.
- DAMOUR, vice-secrétaire de la section du Panthéon Français, 416.
- DANDRE, député à la Constituante, 314, 325, 366, 367.
- DANSARD (Claude), électeur de la section des Thermes-de-Julien, fondateur de la Société fraternelle des Jacobins, 8, 13, 15, 18, 19, 20 et n., 21, 23, 25, 26, 28, 30, 31, 32 et n., 33, 34 et n., 35, 50, 52, 53, 70 n., 155, 172, 173, 174, 178, 194, 202 n., 203, 214, 230, 286, 301 n., 363, 415, 418.
- DANTON (Georges-Jacques), électeur de la section du Théâtre-Français, membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club des Cordeliers, 54 n., 142, 164, 241, 250, 257, 258, 272, 278, 279, 298 n., 381, 393.
- DAUCHY, député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 260.
- DEBBIE, coiffeur de dames, 99, 138.
- DELAVANNE, commissaire de la Société de l'Egalité, 299 n.
- DELFAU (Guillaume), député à la Législative, 412 et n.
- DESFIEUX ou DEFFIEUX (François), membre de la Société des Amis de la Constitution, 28 n.

- DESMOTTES, aide-de-camp de La Fayette, 78, 162, 216, 219, 220 et n., 221 n., 222, 223 n.
- DESMOULINS (Camillo), électeur de la section du Théâtre-Français, membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club des Cordeliers, rédacteur des Révolutions de France et de Brabant, 59, 85, 142, 161, 164, 241, 278, 289, 290, 293, 298 n., 329 n., 404.
- DESMOUSSEAUX, substitut du procureur de la Commune, 309 n.
- DEVIIENNE, membre du Comité de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 n., 118, 129 n.
- DILLON (Madame), 99.
- DILLON (Théobald), 372, 394, 395.
- DOROTTE, inspecteur des Bâtiments, 392 n.
- DROUET, 45.
- DUBERGIER, président de la Société des Amis de la Constitution monarchique, 184 et n.
- DUBOIS, membre de la Société des Jeunes Amis de la Liberté, 90 n., 419.
- DUBOIS DE CRANCE (Edmond-Louis-Alexis), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 25, 37, 193, 195, 216, 268, 377, 378.
- DUBUISSON, secrétaire de la Société des Compagnons serruriers, 120 n.
- DUCANCEL, membre de la Société des Amis de la Constitution, 278.
- DUCHOSAL, membre de la Société de la section de la Bibliothèque, 276.
- DUCOS (Jean-François), député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 369, 412.
- DUCLUUX, (François), grenadier de l'Oratoire, 215 n.
- DUFOURNY DE VILLIERS (Louis-Pierre), membre du Club des Cordeliers, 54 n.
- DU GARDIN (Jean-Georges), commis aux archives de la Justice, 281 n.
- DUMOLARD (Joseph-Vincent), député à la Législative, 396.
- DUMONT, commissaire de police de la section de Montreuil, 216 et n.
- DUMONT (Etienne) rédacteur au *Républicain*, 251 et n.
- DUMOURIEZ (Charles-François), membre de la Société des Amis de la Constitution, ministre des Affaires étrangères, 164, 165.
- DUNOUY (Jean-Henri), ingénieur, membre du Club des Cordeliers, 269, 283 et n., 345.
- DUPAS, grenadier de l'Oratoire, 208, 209 et n.
- DUPONT DE NEMOURS (Pierre-Samuel), député à la Constituante, 389 n.
- DUPORT DU TERTRE (Marguerite-Louis-François), ministre de la justice, 396 n.
- DUPORT (Adrien-Jean-François), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 303, 316, 325.
- DUPORTAIL (Louis Le Bègue), ministre de la Guerre, 94 n., 396 n.
- DURANTHON (Antoine), ministre de la justice, 412.
- DUVAL, secrétaire du Comité de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 n.
- DUVIVIER (Pierre-Simon-Benjamin), graveur en médaille, 324 n.

EPHRAIM, agent privé du roi de Prusse, 289.

- ESCOFFON, président de la Société des Soutiens de la Liberté, 73 n., 269 n.
- ESPREMENIL (Jean-Jacques Duval d'), député à la Constituante, 262, 263 n.
- ESTAING (Henri, comte d'), 297.
- ESTREES (Cardinal d'), 29 n.
- FAITPOUL DE MAISONCELLE (G. Charles), membre de la Société de la section du Luxembourg, et du Club des Amis de la Constitution, 341 et n.
- FAUCHET (Claude), député à la Législative, 57, 146 n., 160, 190, 229, 332, 366, 369, 384.
- FERREAU, 78 et n.
- FERRIÈRES (Jacques-Annibal de), négociant, membre de la Société des Amis de la Constitution, 343, 344 et n.,
- FEYDEL (Jean-Félix), député à la Constituante, membre de la Société fraternelle des Jacobins et de la Société des Amis de la Constitution, 214.
- FONTANES (Louis-Marcelin, comte de), rédacteur du *Journal des Amis de la Constitution monarchique*, 183.
- FORTIN, avocat, membre de la Société des Amis de la Constitution.
- FOQUIER-TINVILLE (Antoine-Quentin), 266.
- FOURCADE, fédéré de Pau, 405.
- FOURNEROT (F. L.), secrétaire de la Société des Ennemis du Despotisme, 299 n.
- FOURNIER, commissaire de la Société de l'Égalité, 299 n.
- FOURNIER (L'Héritier dit l'Américain), membre du Club des Cordeliers, 298 n.
- Fox, 199, 200.
- FRANÇOIS II, 372.
- FRANÇOIS, DE NANTES, député à la Législative, 401.
- FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU, député à la Législative, 330.
- FRANKLIN, 383.
- FRERON, (Stanislas-Louis-Marie), rédacteur de l'*Orateur du Peuple*, membre du Club des Cordeliers, 55, 64, 273, 290, 298 n., 305 n.
- FRETEAU DE SAINT-JUST (Emmanuel-Marie-Michel-Philippe), député à la Constituante, 287, 325.
- FROIDURE, commandant des Volontaires de la Basoche, secrétaire de la Société de la Fraternité, 48.
- GALLOIS (François-Louis), perruquier, membre de la Société de la section de la Bibliothèque, 132.
- GALLOIS (Jean-Antoine Cauvin), commissaire-enquêteur en Vendée, 330 n.
- GARIN, membre de la Société de la rue de la Vieille-Monnaie, 393.
- GARNIER, secrétaire de la Société patriotique de Sainte-Geneviève, 103 n., 418.
- GARRAN DE COULON (Jean-Philippe), député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club des Cordeliers, 33 n., 298 n.
- GAUFRIDY, notaire à Apt, 113.
- GENSONNE, commissaire-enquêteur en Vendée, membre de la Société des Amis de la Constitution, député à la Législative, 330 n., 371.

- GERBET, membre de la Société de la section du Luxembourg, 352, 393.
- GERLE (Dom Christophe-Antoine), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 16 et n.
- GILBERT, membre de la Société populaire de Belleville, 380.
- GILLON (Madame), 405.
- GIRARD ou GÉRARD, serrurier, membre de la Société de la section du Luxembourg, 131, 410 n., 411 n.
- GIRARDIÈRE (Claude-François de la), électeur de la section de la Fontaine-de-Grenelle, fondateur de la Société des Amis de la Loi, 88, 89 n., 156 n., 301 n., 419.
- GIREY-DUPRÉ (Jean-Marie), membre de la Société des Amis de la Constitution, 257 et n.
- GOBAU ou GOBEAU (Adrien-Nicolas), membre de la Société des Jeunes Amis de la Liberté, 90 n., 92, 94 n., 414 et n., 419.
- GOBEL (Jean-Baptiste-Joseph), évêque de Paris, 36, 194, 209, 298.
- GODART, membre de la Société de la section du Luxembourg, 93, 413.
- GOISSET, ancien avocat au Parlement, 45, 48.
- GOMES (Madame), 402, 403.
- GORGUEREAU (François), député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 244, 340.
- GORSAS (Antoine-Joseph), rédacteur du *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, 97 et n., 98, 236 n., 367, 405.
- GOSSEC (François-Joseph), musicien, 383, 391.
- GOUGES (Olympe de), 148.
- GOUPIL DE PREFELNE (Guillaume-François-Charles de), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 316.
- GOUVION (Jean-Baptiste de), major-général de la Garde nationale, 112 n., 123, 180 n., 216 et n., 226 n., 251, 274 n., 322 n., 388.
- GRANDIN, 65 n.
- GRAVEREAU, membre de la Société des Amis de la Liberté de la Croix-Rouge, 94 n.
- GRÉGOIRE (l'abbé Baptiste-Henri), député à la Constituante, 276, 279, 317.
- GUADET (Marguerite-Elie), député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 340, 371, 395, 396, 397, 401.
- GUEROULT, secrétaire de la Société de la section du Luxembourg, 347 n.
- GUET (Anne-Jean), secrétaire de la Société des Amis de la section de la Bibliothèque, 81 n.
- GUILBERT, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 383.
- GUILLAUME D'AUVERGNE, évêque de Paris, 67.
- GUILLAUME, membre du Comité de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 n., 129 n.
- GUILLEMET, commissaire de la Société fraternelle des Halles, 78 n., 299 n.
- HARDY (Jacques-Joseph), commissaire des biens nationaux, 28 n.
- HASSENFRATZ (Jean-Henri), ingénieur et chimiste, membre de la Société des Amis de la Constitution et de la Société de la section de la Bibliothèque, 355, 390, 410 n., 414.

HAUY (Abbé), 383.

HÉBERT, rédacteur du *Père Duchesne*, 340.

HECQUEMBOURG, membre de la Société de la section du Luxembourg, 393, 410 n., 411 n.

HENRI II, 47.

HENRI III, 105.

HENRI IV, 105, 325.

HÉRAULT DE SECHELLES (Jean-Marie), 400 n.

HOUDART, commissaire de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 n.

HOUDON (Jean-Antoine), sculpteur, 324.

HUGOU DE BASSVILLE (Nicolas-Jean), 85, 143 et n., 164.

HULIN, tapissier, 391 n.

HUSSON, secrétaire de la Société des Soutiens de la Liberté, 73 n, 269 n.

HYON, membre de la Société des Amis de la Constitution, 92, 93.

JARDINET (Prêtre), 196 n.

JEANNE DE NAVARRE, 105 et n.

JOLLY (Pierre-Marie), officier municipal, 126, 236 n.

JOLY, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 374, 375, 376 n.

JOURDAIN, membre de la Société de la section du Luxembourg, 93, 393, 410 n., 411 n.

JUMEL, 193.

JULLIEN (Jean-Baptiste), sergent de la garde nationale de la Chapelle Saint-Denis, 188 et n., 189 et n., 190 n., 395.

JULLIEN (Marc-Antoine), membre de la Société fraternelle des Jacobins et du Club des Amis de la Constitution, 373 n., 389 n., 399, 400 et n., 402.

KAUNITZ (Prince de), 371.

KÉRALIO (Louis-Félix Guinement de), électeur de la section de la Bibliothèque, membre de la Société de la section de la Bibliothèque, 85, 110 n., 142, 143 n., 163, 296 n.

KÉRALIO (Louise de), voir Madame ROBERT.

KERSAINT (Armand-Guy-Simon de), électeur de la section de la Bibliothèque, 296 n.

KÖRFF (Baronne de), 250.

LABBÉ, président de la section du Luxembourg, 238, 239 et n.

LABENETTE, rédacteur du *Journal du Diable*, 100, 290.

LABORDE, banquier, 76.

LABOUREAU, secrétaire de la Société de l'Égalité, 199.

LABRUDE (Elie), directeur du *Journal de la Société populaire de Lyon*, 162.

LACEPÈDE (Bernard-Germain-Etienne La Ville-sur-Ilлон, comte de), député à la Législative, 33 n.

LA CHAPELLE, secrétaire de la Société fraternelle du Palais-Cardinal, 71.

LA COLOMBE (Louis-Ange de), aide-major général de la Garde nationale, 238 n.

LACOSTE (Elie), député à la Législative, 190 n.

- LACOSTE** (Jean, baron de), ministre de la marine, 406 n.
- LA FAYETTE** (Marie-Joseph-Paul-Yves-Roch-Gilbert du Motier, marquis de), commandant-général de la Garde Nationale, 48 n., 63, 65 et n., 67, 78, 116 n., 162, 169, 182 n., 187, 193, 199, 200, 201, 207, 209, 210, 211 n., 213 n., 214 et n., 215 n., 216, 217, 218 et n., 219 et n., 220 et n., 221 n., 223 et n., 235, 238 n., 239, 244, 250, 251, 254, 261, 273, 281, 294, 319, 321, 323 et n., 324 et n., 325, 327, 388, 396, 413.
- LA FAYETTE** (Madame de), femme du précédent, 209, 251.
- LAFONTAINE**, secrétaire de la Société des Amis des Droits de l'Homme du faubourg Saint-Antoine, 62 et n., 418.
- LALANNE**, secrétaire de la Société des Nomophiles, 306 n.
- LA MERVILLE** (Thomas Heurtault, comte de), 148 n.
- LAMETH** (Alexandre de), député à la Constituante, 154 n., 275.
- LAMETH** (Charles de), député à la Constituante, 21 et n., 22 et n., 23, 28, 90 n., 172, 179, 268, 274 et n., 303, 314, 315, 316, 370.
- LA METHERIE** (Jean-Claude de), 142, 254 n.
- LAMY** (Etienne-Jean), employé aux archives de la justice, 281 n.
- LANTHENAS** (François-Xavier), membre de la Société des Amis de la Constitution, 56 et n., 57 et n., 157 n., 278, 296 et n., 325, 341, 342 n., 356.
- LA POYPE** (Jean-François, marquis de), membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club des Cordeliers, 278.
- LARDIN** (Jean-Nicolas), commissaire des biens nationaux, 28 n.
- LA RIVIÈRE** (Charles, chevalier de), membre de la Société des Amis de la Constitution, 282, 283 et n., 290, 293.
- LA RIVIÈRE** (Jean-Baptiste-Etienne de), juge de paix de la section de Henri IV, 301, 302 n.
- LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT**, président du Département de Paris, 111, 325, 400 n.
- LASOURCE**, député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 395.
- LAUGIER**, membre de la Société des Jeunes Amis de la Liberté, 90 n. 94 n. 419.
- LAVIE** (Paul-Marie-Armand de), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 97 n.
- LAWALLE L'ECUYER** (François), négociant, électeur de la section du Théâtre-François, membre du Club des Cordeliers, 298 n.
- LE BLANC**, 45.
- LEBLANC**, avocat, 142.
- LE CAMUS**, architecte, 77.
- LE CHAPELIER**, député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 111, 127, 128, 225, 226, 253 n., 298, 310, 311 et n., 313.
- LECOMTE**, membre de la Société des Amis de la Liberté de la Croix-Rouge, 94 n.
- LECOQUIÈRE**, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 27.
- LE COUTEULX DE CANTELEU** (Jean-Barthélémy), député, 113 n.
- LEFÈVRE**, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 214.
- LE FÈVRE** (Jean-Baptiste), électeur de la section de la Bibliothèque, 296 n.
- LE FÈVRE D'ORMESSON**, contrôleur général des Finances, 68.

- LEGENDRE**, boucher, membre du Club des Cordeliers et de la Société des Amis de la Constitution, 289, 290, 404.
LEGROS DE RUMIGNY, commandant de la division des Grenadiers de l'Oratoire, 213 n.
LEJEUNE, membre de la Société de la section du Luxembourg, 348.
LEMAIRE, membre de la Société des Hommes Libres, 420.
LE MAURE (Mlle), 187 n.
LE MONNIER, membre de la Société des Amis de la Constitution, 184 et n.
LÉOPOLD II, 372.
LEPAGE, membre de la Société de l'Egalité, 355.
LE ROUX DES TILLETs (Jean-Jacques), officier municipal, 185 n., 203 n.
LE ROUX (Etienne), officier municipal, 185 n., 309 n.
LE SCÈNE DESMAISONS (Jacques), 112 n.
LIARDET, horloger, membre de la Société des Hommes Libres, 356, 420.
L'HOPITAL (Louis de l'Hôpital, seigneur de Vitri), 72.
L'HOPITAL (Nicolas de), fils du précédent, 72.
LOMBARD, 387 n.
LOMBRE (de), traiteur, 170.
LORME (de), juge de Paix de la section de la Bibliothèque, 295.
LOUIS XI, 107.
LOUIS XIII, 29.
LOUIS XIV, 29 n., 105.
LOUIS XV, 29 n., 105.
LOUIS XVI, 208, 210, 211, 235, 236 et n., 239 et n., 240, 241, 243 n., 245, 246, 249, 250, 252, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 262, 267, 269, 270, 271, 272, 276 et n., 277, 279, 280, 282, 284, 303, 304, 305, 314, 316, 329 et n., 330, 331, 332, 333 n., 335, 367 n., 372, 374, 397, 398, 406 et n., 408, 410, 412, 415, 417.
LOUIS XVIII (voir Monsieur, frère du roi).
MADAME ROYALE, fille de Louis XVI, 276 n.
MAILLARD (Madame), membre de la Société fraternelle des Jacobins, 37, 38 et n., 275 n., 278.
MAILLEBOIS (Comte de), 148 n.
MAILLIARD (Louis-Joseph), membre de la Société de la section de l'Observatoire, 360.
MAILLY DE CHATEAURENAUD, député à la Constituante, 147, 177, 218.
MAIZIÈRE, membre de la Société de la section de la Réunion, 364.
MALESCOT (Mlle), 223.
MALOUET, député à la Constituante, 252 et n.
MANDAR, 232, 233, 260.
MANSARD (François), 72.
MANUEL (Pierre), procureur de la Commune, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 400 n., 404 et n., 413.
MARAT (Jean-Paul), rédacteur de l'*Ami du Peuple*, 31, 33 n., 53, 54 et n., 55 et n., 56, 63, 66, 78 et n., 85, 110, 173, 174, 199, 220, 236, 240, 267, 289, 317, 324, 388, 395.
MARCHANT (François), journaliste, 89, 99, 137.
MARIE DE MÉDICIS, 72.

- MARIE-ANTOINETTE, 213 n., 241, 260, 304, 335, 397, 408.
 MARNOIS, 164.
 MASCLÉ, journaliste, 143 et n.
 MASSIEU, député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 97 n.
 MATHIEU (Nicolas-Charles), membre de la Société fraternelle des Jacobins et du Club des Cordeliers, 35 et n., 36 et n., 114, 115, 174, 194, 214, 264, 269 n., 271, 275 n., 299 n., 334, 396 n., 414.
 MAUBANT, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 47 n., 275 n., 299 n., 334 n., 396 n.
 MAUGIS, officier municipal, 126, 185 n.
 MAURY (Abbé), député à la Constituante, 16 et n.
 MAZARIN (Cardinal), 88.
 MEHÉE-LATOCHE, fondateur de la Société fraternelle de Sainte-Geneviève, membre du Club des Cordeliers, 105, 175, 387, 414, 419.
 MENDOUE, président de la Société patriotique de Sainte-Geneviève, 103 n., 418.
 MENOU (Jacques, baron de), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution et de la Société de la Section de la Bibliothèque, 85.
 MESDAMES, tantes du roi, 97 n., 112 n., 208, 236 et n., 238.
 MEUSNIER (Jean-Baptiste-Charles), ingénieur et mathématicien, membre de la Société de la section du Luxembourg, 346, 350, 355 et n., 393, 410 n., 411 n., 420.
 MILLET (Pierre-Nicolas), membre de la Société des Amis de la Constitution, 28 n.
 MILLY (Louis-Lézin de), président de la Société des Ennemis du Despotisme, membre de la société de la section de la Bibliothèque et de la Société des Amis de la Constitution, 62, 63 n., 85, 180 n., 217, 296 n., 301 n., 363, 418.
 MILLON, habitant du faubourg Saint-Antoine, 199, 200.
 MINIER (Alexandre), joaillier, membre de la Société des Hommes Libres, 359, 414, 420.
 MIOT, président de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 n., 118.
 MIRABEAU (Honoré-Gabriel Riquetti, comte de), 23, 30, 32, 71, 120, 121 n., 172, 177 et n., 178, 207, 314 n., 383 et n.
 MIRABEAU (Vicomte de), 16.
 MITTIE, président de la Société fraternelle des Jacobins, membre de la Société des Amis de la Constitution, 35 n., 54 n., 213, 214 et n.
 MOMORO (Antoine-François), imprimeur journaliste, membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club des Cordeliers, 205 n., 207 n., 277, 281 n., 290, 293, 294 n., 298 n.
 MONGE (Gaspard), mathématicien, membre de la Société des Amis de la Constitution, 355 et n.
 MONNERON, banquier, 306.
 MONSIEUR, frère de Louis XVI, 238, 239 n., 330.
 MONTFORT, membre de la Société des Amis de la Liberté de la Croix-Rouge, 94 n.
 MONTFORT, 22 n.
 MONTMORIN SAINT-HEREM (Armand-Max, comte de), Ministre des Affaires Etrangères, 250, 396 et n.

- MORAND, membre de la Société des Soutiens de la Liberté, 73 n.
 MORAND, trésorier de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 n.
 MOREAU (Sylvain), maître charpentier, 122 n.
 MORIN, chasseur soldé, 188, 189, 190 n.
 MORIZOT, président de la première Société fraternelle, 15 n., 33, 34.
 MORNEAU, membre du Comité de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 n.
 MUGUET DE NANTHOU (Hyacinthe-François-Félix), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 19 n., 273.
 MUNIER (Abbé), 238.
 MUSQUINET DE SAINT-FÉLIX, membre du Club des Cordeliers, 214, 290.
- NARBONNE (Comte de), ministre de la guerre, 370, 372, 396.
 NAU-DEVILLE, électeur de la section du Louvre, membre de la Société des Amis de la Constitution, 301 n., 386 n.
 NINET DE LESTIN, peintre, 29 et n.
 NIZARD, officier municipal, 122.
 NOAILLES, ambassadeur de France à Vienne, 371.
 NOAILLES (Cardinal de), 208.
 NOAILLES (Madame de), 196 n.
 NOEL (Louis-Henri), président de la Société fraternelle des Jacobins, 32, 35 et n., 47 n., 174, 178, 269 n., 275 n., 299 n., 334 n., 363, 396 n.
 NOEL (François-Joseph-Michel), grammairien, membre de la Société des Amis de la Constitution, 35 n.
- ORLÉANS (Duc d'), 98, 100, 142, 165, 257, 258.
 OSSELIN (Charles-Nicolas), membre de la Société des Amis de la Loi, électeur de la section de la Fontaine-de-Grenelle, 88, 89 n., 156 n., 301 n., 341 n., 379 n.
 OUDART, accusateur public, 65 n.
 OUVRARD, 85.
- PACHE (Jean-Nicolas), membre de la Société de la section du Luxembourg, 333 et n., 341 n., 342, 347 et n., 355 et n., 373, 374 n., 393, 398, 410 et n., 411 n., 414, 420.
 PALM D'AELDERS (Etta), membre de la Société fraternelle des Jacobins, 144-148, 151 et n., 160, 289.
 PALLOY, entrepreneur, 121 n., 190, 304 et n., 314 et n., 325, 379 et n., 384, 385 n., 386 n., 387, 390, 391 et n.
 PANRIER, horloger, membre de la Société des Hommes Libres, 356.
 PAREIN, avocat, 54 n.
 PASTORET, député à la Législative, 33 n.
 PAYNE (Thomas), 251 et n., 252 et n., 253.
 PELTIER (Jean-Gabriel), rédacteur des *Actes des Apôtres*, 193.
 PÉPIN-DEGROUHETTE (Pierre-Athanase), membre de la Société fraternelle des Jacobins, 35 et n., 38 n., 47 n., 140, 174, 261 n., 262 n., 264-266, 275 et n., 287, 288, 292 et n., 299 n., 326, 329, 414.

- PÉPIN-DEGROUHETTE (M^{lle}), sœur du précédent, 140.
PERIAC, menuisier, 391.
PERLET, éditeur du *Journal de Versailles et de Paris*, 118 et n.
PERRON, officier municipal, 193, 236 n.
PÉTION (Jérôme), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, maire de Paris, 12, 164, 165, 202, 203, 226, 236, 252, 257 et n., 271, 276, 279, 292, 294, 313, 316, 317, 321, 325, 326 n., 327, 328, 366, 367, 381, 382, 384, 387 n., 388, 389 n., 390, 406 et n., 407, 412, 413.
PETIT, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 190.
PETIT-GÉRARD, serrurier, membre de la Société de la section du Luxembourg, 402-403.
PETRA, électeur de 1789, 389 n.
PEYRE, membre du Club des Cordeliers et de la Société des Amis de la Constitution, 283 et n., 285.
PHILIPPE-AUGUSTE, 67.
PHILIPPE LE BEL, 47, 405.
PIE VI, 51, 197.
PIERRON, membre de la Société des Jeunes Amis de la Liberté, 90 n., 94 n., 419.
PILLET, colonel des Volontaires de la Basoche, président de la Société de la Fraternité, 48.
PIO, 144, 326.
PINSON, 112.
PLAINVILLE, adjudant major général de la Garde nationale, 207, 208 n.
PLANDATE, membre de la Société des Jeunes Amis de la Liberté, 90 n., 419.
POLVEREL, membre de la Société des Amis de la Constitution et de la Société de la section du Luxembourg, 340, 347 n., 350, 355, 391, 393, 411 n.
POMMEREAU, secrétaire de la Société patriotique de Sainte-Geneviève, 103 n., 418.
PONCELET, secrétaire de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 n., 118, 129 n.
POTIER DE LILLE, imprimeur, 81 n., 110 n.
PRADIER (Jean-Louis-Amable), coutelier, 280 n., 285.
PRAULT, imprimeur, 301, 302.
PRESSAC DE LA CHESNAYE (Rose), secrétaire de la Société patriotique de Civrai-en-Poitou, 150.
PRICE (Docteur), 253.
PRIEUR, député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 276, 279, 317.
PRUDHOMME, éditeur des Révolutions de Paris, 98 n., 99 et n., 125, 138, 149, 164, 242, 420.
PRUDHOMME (Madame), femme du précédent, 99.

QUEYSSAT, capitaine de la Compagnie des Chasseurs de la Courtille, 187 et n., 212.

RABAUD SAINT-ETIENNE, député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 114 n.

- RAFFY**, officier municipal, 220.
RÉAL (Pierre-François), membre de la Société des Amis de la Constitution, 258, 340.
REDELE, typographe, 289.
RENAUD de Saint-Jean d'Angély, député à la Constituante, 226, 274 n.
RENAUD, commissaire de la section des Thermes-de-Julien, 117, 118.
RÉVEILLON, propriétaire d'une manufacture de papiers peints, 61 n.
REVOL, ancien professeur de l'Oratoire, rédacteur du *Journal des Clubs*, 203 n.
REYMOND, fondateur de la Société du Roule, 200.
RICHARD, 287.
RICHARDSON, membre de la Société des Nomophiles, 160 n.
RICHELIEU (Cardinal de), 105.
RIVAROL, 193.
RIVET, propriétaire d'une maison rue Richer, 264.
ROBERT (François), président de la Société fraternelle des Jacobins, membre de la Société des Amis de la Constitution, du Club des Indigents, du Club des Cordeliers, président du Comité central des Sociétés patriotiques, 27 n., 35 et n., 58, 100 et n., 142, 143 n., 163-167, 168, 169, 170, 174, 179, 210, 235, 241, 242, 243, 244 et n., 245, 246, 247, 248, 251, 256, 261, 275 n., 280 n., 283 et n., 284, 285, 290 et n., 335, 396 n., 414.
ROBERT (Madame, née de Kéralio), 58, 85, 100, 110 et n., 138, 142-144, 145 n., 148, 166, 173, 174, 213, 215 n., 230, 240 n., 396 n.
ROBESPIERRE (Maximilien-Marie-Isidore), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 37, 57 et n., 98, 136, 153, 157 n., 170 n., 226, 231 et n., 233, 236, 249, 250 n., 251, 254, 265, 268, 271, 276, 279, 282, 292, 313, 315 n., 316, 317, 370, 372, 376, 377, 382, 388, 390, 392, 395, 396 et n., 397, 399, 401, 412, 416.
ROCHON, commissaire de la Société de la section du Luxembourg, 103.
ROEDERER, député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 258, 272, 313, 317.
ROGER, membre du Club des Amis de la Liberté de la Croix-Rouge, 90 n., 419.
ROLAND de la Platrière (Jean-Marie), ministre de l'Intérieur, membre de la Société des Amis de la Constitution, 109, 355, 376, 377, 397, 406 n., 408 n., 409, 416.
ROMAIN, secrétaire de la Société fraternelle des Jacobins, 261 n.
ROTONDO, professeur de langues, membre du Club des Cordeliers, 65 et n., 66 n., 169, 289.
ROUCHER (Jean-Antoine), 387.
ROUSSEAU jeune, vice-président de l'Assemblée générale des représentants des ouvriers imprimeurs en lettres de Paris, 117 n., 118, 129 n.
ROUSSEL, membre de la Société des Amis de la Constitution, 28.
ROUSSELET (Pierre), 386 et n., 387.
ROUX, secrétaire de la Société fraternelle des Jacobins, 269 n.
ROYER (Jean-Baptiste), évêque de l'Ain, député à la Constituante, président de la Société des Amis de la Constitution, 278 n., 282.

- ROYOT, membre de la Société des Nomophiles, 299 n.
ROYOU (Abbé), directeur de l'*Ami du Roi*, 28 n., 197, 295.
ROZIER (Abbé), directeur du *Journal de Physique*, 253 n.
RUTEAU, piqueur aux ateliers de charité, 192 n.
RUTLEDGE (James de), rédacteur du *Creuset*, membre du Club des Cordeliers, 170 n., 223 et n., 299 n., 343 et n., 344, 345.

SABOT, secrétaire de la Société des Nomophiles, 306 n., 394.
SADE (Marquis de), 113.
SADOUX, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 275 n., 299 n., 334 n.
SAINT FRANÇOIS DE PAULE, 72.
SAINTIES, secrétaire du Club des Cordeliers, 275 n., 290.
SAINT-HURUGE (Victor-Amédée marquis de), membre de la Société des Amis de la Constitution et de la Société fraternelle des Jacobins, 334 n.
SAINT-SIMON (Le marquis de), député à la Constituante, 22 n.
SALA (Louis-Joseph), membre de la Société fraternelle des Jacobins, 254 et n., 400 n.
SALABERRY (Comte de), 265.
SALLE (Jean-Baptiste), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 9, 10.
SALIOR, ancien commissaire de la section de Louis XIV, 412.
SANTERRE (Antoine-Joseph), brasseur, membre de la Société des Amis de la Constitution, du Club des Ennemis du Despotisme et du Club des Cordeliers, 62, 63 n., 64, 78, 153, 162, 175, 186 n., 216, 218, 219 et n., 220 et n., 221 et n., 222, 223 et n., 283 n., 290, 293, 301 n., 385, 390, 391 n., 418.
SANTERRE (Jean-Baptiste), brasseur, frère du précédent, 221 n.
SAVARD, secrétaire de la Réunion des Etrangers, 59.
SCHOUER (Nicolas), brodeur, 281 n.
SCHRYERS (Léonard), cordonnier, 281 n.
SÉGUR (de), 254 n.
SERGENT (François-Joseph), graveur, électeur de la section du Théâtre-Français, fondateur de la Société fraternelle de la section de Mauconseil, membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club des Cordeliers, 54 n., 77, 78 et n., 80, 138, 155, 175, 276, 278, 279 n., 280 n., 281 n., 298 n., 301 n., 418.
SERVAN, ministre de la guerre, 409.
SIEYES (Abbé), député à la Constitution, membre de la Société des Amis de la Constitution, 30, 172, 253 n.
SILLERY (BRULART de), député à la Constituante, membre de la Société des Amis de la Constitution, 395, 397.
SIMON (Jean-Baptiste-Victor), commissaire de police de la section de l'Observatoire, 360.
SIMONNEAU, 78 n.
SINGER, domestique de M^{lle} Chalard, 287.
SOLTHO-DOUGLAS (Charles), préposé au département de la police, 381.
SOUFFLOT, architecte, 68.
STANLEY, horloger, membre de la Société de la section du Luxembourg, 349.

- TALLEYRAND-PERIGORD (Charles-Maurice de), député à la Constituante, 196 n., 210.
- TALLIEN (Jean-Lambert), fondateur de la Société fraternelle du Palais-Cardinal, membre de la Société des Amis de la Constitution et du Club des Cordeliers, 70 et n., 71 et n., 72, 135, 155, 176 n., 178 et n., 186, 187, 191, 197, 292 n., 304 n., 326 n., 336, 356, 362, 376, 386, 388, 391 n., 414, 418.
- TALON, gardien de l'église des Jacobins Saint-Honoré, 26.
- TARGET, député à la Constituante, 47.
- TESSON, membre du Club des Amis de la Liberté, 90 n., 419.
- THÉROIGNE DE MÉRICOURT, 71 n., 148, 153.
- THÉVENARD (Pierre-Grégore), graveur, membre de la Société de la section de l'Observatoire, 360.
- THÉVENEAU-MORANDE (Charles), directeur de l'*Argus patriote*, 254, 298.
- THILLY ou TILLY, Commis à la Mairie, membre de la Société des Hommes Libres, 356.
- THOMAS, membre de la Société fraternelle des Jacobins, 27.
- THOMAS LE GOUPIL, ancien cocher, 211, 212.
- THOMET ou THOME, perruquier, membre de la Société de la section de la Bibliothèque, 132, 297.
- THORILLON, député à la Législative, 339.
- THOURET, député à la Constituante, 30, 262.
- THURIOT, député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 324, 384, 396.
- TIRON, officier municipal, 126.
- TISSIER (Julien), 290, 293.
- TOMBE (Antoine-René), secrétaire de la Société fraternelle des Jacobins, 81 n., 299 n., 334 n., 396 n.
- TOULOUSE-LAUTREC (Comte de), 22 n.
- TOURNON (Antoine), 143 n.
- TOURZEL (Madame de), 276 n.
- TRASSEUX, imprimeur, 158 n.
- TREMBLAY, rédacteur du *Journal de Paris*, 340.
- TREMOLIER, secrétaire de la Société des Indigents, 269 n.
- TRESTONDANT, vice-président de la Société des Soutiens de la Liberté, 73 n.
- UGÈNE, secrétaire de la Société des Indigents, 269 n.
- VACHARD, président de la Société des Indigents, 99 n., 100 et n., 175, 269 n., 283 et n., 289, 291 et n., 363.
- VARENNE, 256.
- VAUBLANC (VIENTOT de), député à la Législative, 340.
- VERGNIAUD, député à la Législative, membre de la Société des Amis de la Constitution, 165, 330.
- VIELLART, 333 n.
- VILLEPAIX (Comte de), 193.
- VINCENT, membre du Club des Cordeliers, 320.
- VINCLAIR, épiciier à la Chapelle Saint-Denis, 187, 188.
- VIRCHAUX, membre du Club des Cordeliers, 276, 345.
- VIRIEU (Comte de), député à la Constituante, 16, 238.

- VIVIERS, conducteur de messageries, 112, 113 et n.,
VOIDEL (Jean-Georges-Charles), député à la Constituante, membre
de la Société des Amis de la Constitution, 192, 193.
WASHINGTON (George), 324.
WINDSOR, 391.
YOSE, membre de la Société patriotique de la Section du Luxembourg
106, 411 n.

INDEX DES NOMS D'AUTEURS

AULARD (Alphonse), 7, 8 et n., 25 n., 35 n., 71 n., 74 n., 80 n., 88 n., 90 n., 91 n., 93 n., 97 n., 103 n., 105 n., 106 n., 121 n., 150 n., 153 n., 156 n., 157 n., 158 n., 167 n., 176 n., 177 n., 193 n., 216 n., 217 n., 218 n., 227 n., 231 n., 242 n., 244 n., 249 n., 250 n., 256 n., 257 n., 258 n., 272 n., 277 n., 315 n., 321 n., 322 n., 324 n., 325 n., 329 n., 339 n., 361 n., 368 n., 378 n., 386 n., 390 n., 392 n., 393 n.

BABEAU (Albert), 29 n.

BERTY (Adolphe), 15 n., 86 n.

BOILEAU d'AUXY, 400 n.

BOURDIN (Paul), 113 n.

BRAESCH (Fr.), 61 n., 74 n., 76 n., 77 n., 87 n., 242 n., 244 n., 269 n., 278 n., 279 n., 280 n., 283 n., 286 et n., 343 n., 345 n., 360 et n., 393 n., 409 n., 413 n., 414 n.

BRUNEAU (Marcel), 110 n.

BUCHEZ et ROUX, 97 n., 254 n., 282 n., 329 n., 366 n., 367 n., 377 n., 379 n., 388 n., 389 n., 395 n., 404 n., 405 n.

CHARAVAY (Etienne), 34 n., 89 n., 265 n., 299 n., 300 n., 301 n., 412 n.

DAVID de SAINT-GEORGES, 253 n.

DEUX AMIS de la LIBERTÉ, 21 n., 22 n., 239 n., 277 n., 279 n., 281 n.

DU BUS (Charles), 182 n., 187 n.

DULAURE (Jacques-Antoine), 103 et n., 138 n.

DUMONT (Etienne), 251 et n.

DUVERGIER, 9 n.

GOBERT (Andrée), 61 n.

HAMEL (Ernest), 231 n.

HATIN, 97 n.

HURTAUT et MAGNY, 29 n., 72 n., 88 n., 94 n.

ISAMBERT (Gustave), 7, 72 et n.

JAFFE (Grace), 111 n., 115 n., 117 n., 118, 119, 122 n., 123 n., 124 n., 128 n.

JAILLOT, 15 n., 72 n., 88 n., 94 n.

JAURÈS (Jean), 16 n., 129 n., 369 n.

LACROIX (Sigismond), 17 n., 22 n., 23 n., 33 et n., 34 n., 48 n., 62 et n., 65 n., 66 n., 68 et n., 71 n., 97 et n., 99 et n., 101 n., 109, 112 n., 114 n., 115 n., 116 n., 121 n., 122 n., 123 n., 124 n., 125 n., 126 n., 176 n., 177 n., 181 n., 183 n., 186 n., 187 n., 192 n., 193 n., 197 n., 198 n., 203 n., 204 n., 205 n., 207 n., 210 n., 213 n., 218 n., 219 n., 227 n., 228 n., 231 n., 236 n., 237 n., 259 n., 260 n., 271 n., 272 n., 283 n., 307 n., 309 n., 320 n., 321, 322 n., 323 n., 324 n., 326 n., 327 n., 393 n.

LAMETH (Alexandre de), 154 n.

LASSERRE (Adrien), 149 n.

LAS VERGNAS (Raymond), 343 n.

LEBEUF (Abbé), 16 n., 28 n.

LEFEBVRE (Georges), 343 n.

LENOTRE (Georges), 15 n., 146 n., 148 n.

L'ESPRIT, 67 n., 68 n.

MATHIEZ (Albert), 7 et n., 35 n., 46 n., 55 n., 66 n., 71 n., 74 n., 78 et n., 98 n., 126 n., 159 n., 161 n., 166 n., 173 n., 175 n., 189 n., 219 n., 223 n., 229 n., 236 n., 240 n., 242 n., 244 n., 259 n., 260 n., 267 n., 269 n., 273 n., 274 n., 275 n., 276 n., 277 n., 279 n., 280 n., 281 n., 283 n., 284 n., 285 et n., 286 n., 290 n., 291 n., 294 n., 342 n., 343, 344 et n., 343 n.

MAUPAS, 132 n.

MAVIDAL et LAURENT, 9 n., 10 n., 109 n., 113 n., 114 n., 128 n., 146 n., 196 n., 226 n., 231 n., 253 n., 258 n., 276 n., 282 n., 311 n., 329 n., 332 n., 340 n., 370 n., 371 n., 381 n., 385 n., 388 n., 389 n., 390 n., 399 n., 404 n., 412 n.

MELLIE, 417 n.

MERCIER (Louis-Sébastien), 13 n., 77 et n., 87 n., 131 n.

MICHELET (Jules), 28, 283 n., 285 et n.

MILLIN de GRANDMAISON, 19 et n., 26 et n., 29 et n., 154 n.

MORTIMER-TERNAUX, 388 n., 389 n., 409 n., 413 n.

OELSNER, 15 n., 16 n., 23, 30, 32, 172, 338.

POUTHAS (Charles-Henri), 109 n.

ROBINET, 404 n.

ROUSSEAU (Jean-Jacques), 11, 229 et n., 230, 246, 247, 337 n., 338 et n., 378, 383.

ROLAND (Madame), 42 n., 56 et n., 57 et n., 100 et n., 142, 164, 165 et n., 251, 252 n., 267 et n., 278 n., 284 et n., 285, 341 et n., 355 et n.

SAGNAC (Philippe), 7, 233 n., 262 n., 283 n., 303 n., 409 n., 413 n.

SARRUT et SAINT-EDME, 400 n.

THIERY, 50 n., 61 n., 107 n.

TOURNEUX (Maurice), 7, 97 n., 103 n., 344 n.

TUETÉY (Alexandre), 7, 110 n., 394 n.

VAESEN, 151 n.

WAHL (Maurice), 151 n., 162 n.

Vu : le 11 janvier 1937.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7-14
CHAPITRE PREMIER. — <i>La première Société fraternelle.</i> . .	15-44
I. — Les débuts de la Société de Dansard.	15
II. — Les locaux de la Société fraternelle au couvent des Jacobins	25
III. — Dansard et la scission de la première Société fraternelle	30
IV. — Organisation et règlement de la Société frater- nelle des Jacobins.	34
CHAPITRE II. — <i>Campagne des patriotes en faveur des So- ciétés populaires</i>	45-58
I. — Distinction des clubs populaires et des autres associations politiques existant à Paris en 1791.	45
II. — La première campagne des patriotes.	50
III. — Marat et les Sociétés populaires.	53
IV. — Extension de la campagne	55
CHAPITRE III. — <i>Les Sociétés populaires créées en 1791.</i> .	59-108
I. — <i>Les Clubs populaires de la rive droite.</i>	61
Les deux Sociétés du faubourg Saint-Antoine . .	61
La Société des Nomophiles.	67
La Société fraternelle du Palais-Cardinal, ou des Minimes.	70
La Société de la rue de la Mortellerie.	73
La Société de la rue du Vert-Bois.	74
La Société de Chaillot et le Club de la section de Mauconseil ou des Halles.	77
La Société patriotique de la section de la Biblio- thèque	81
II. — <i>Les Sociétés populaires de la rive gauche.</i>	86
La Société des Amis de la Loi	88
La Société des Jeunes Amis de la Liberté et le Club des Elèves de la Constitution	90
La Société des Indigents.	96
La Société patriotique des Grands-Augustins. . .	101
La Société des Thermes-de-Julien.	103

Les deux Sociétés de la section de Sainte-Genève.	103
La Société de l'Egalité	107
CHAPITRE IV. — <i>Les Unions fraternelles de métier</i>	109-131
I. — La suppression des corporations.	109
II. — La rareté du numéraire et l'agitation ouvrière.	111
III. — Les Unions fraternelles de métier	116
IV. — Les grèves	121
V. — La loi Chapelier.	126
VI. — Persistance des Unions de métier	129
CHAPITRE V. — <i>Composition des Sociétés populaires</i>	132-153
I. — Recrutement populaire.	132
II. — Importance numérique des Sociétés populaires.	138
III. — Les femmes et le féminisme dans les Sociétés populaires	139
IV. — L'activité politique des femmes.	149
CHAPITRE VI. — <i>Les relations des Sociétés populaires entre elles et avec les grands groupements révolutionnaires</i>	154-171
I. — Le Club des Amis de la Constitution, centre de ralliement des Sociétés populaires.	154
II. — Les Amis de la Vérité et les Sociétés populaires.	159
III. — Relations des Sociétés populaires entre elles et avec le Club des Cordeliers. Le Comité central des Sociétés patriotiques	161
CHAPITRE VII. — <i>L'activité des Sociétés populaires jusqu'à la fuite du roi</i>	172-234
I. — Evolution de l'esprit des Sociétés populaires	172
Influence des Cordeliers.	174
II. — La lutte contre les aristocrates	178
L'abolition des droits d'entrée.	180
La Société des Amis de la Constitution monarchique.	182
L'affaire des marchandises anglaises.	185
L'échauffourée de la Chapelle.	187
III. — La lutte contre les prêtres réfractaires.	194
IV. — La lutte contre La Fayette et Bailly.	199
L'arrêté du 23 février de la Société fraternelle des Jacobins.	202
L'ordonnance du 17 mars sur les fausses clefs et les armes secrètes et prohibées	204
L'incident des obsèques de Mirabeau.	207
La messe royale des Rameaux.	208
Le départ du roi pour Saint-Cloud.	209
Le licenciement des grenadiers de l'Oratoire.	213
L'affaire de Vincennes et le procès de Santerre contre La Fayette et Desmottes	216

V. — Les Sociétés populaires et l'Assemblée nationale.	224
Le droit de pétition collective.	224
Le gouvernement direct et l'influence de Rousseau.	227
Le vote censitaire et le décret du marc d'argent	231
CHAPITRE VIII. — <i>La crise de Varennes.</i>	235-294
I. — Les Sociétés populaires et la royauté avant Varennes.	235
II. — La fuite du roi et les discussions sur le régime.	241
Les premières manifestations de l'esprit républicain.	242
Hésitations des Sociétés populaires.	248
Le journal d'Achille du Chastelet	251
L'attitude de la Société des Jacobins.	256
III. — Les Sociétés populaires et le sort de Louis XVI.	259
Le retour du roi et l'adresse du 27 juin.	260
La Société fraternelle des Jacobins et la déclaration de d'Espréménil	262
Les Sociétés populaires et les sanctions contre la personne royale.	266
L'animosité contre le roi remet en cause la question du régime	268
Conflit des Sociétés populaires et de l'Assemblée nationale.	273
Les Sociétés populaires et les journées des 15 et 16 juillet	275
L'affaire du Champ de Mars.	282
CHAPITRE IX. — <i>Les Sociétés populaires et la fin de la Constituante.</i>	296-318
I. — Les élections à la Législative	295
II. — L'acceptation de la Constitution.	303
III. — Campagne de la Société des Nomophiles contre la multiplication des billets de confiance	306
IV. — Le décret des 29-30 septembre contre les clubs.	310
V. — La fin de la Constituante.	314
CHAPITRE X. — <i>Les Sociétés populaires pendant les premiers mois de la Législative.</i>	319-335
I. — La première campagne en faveur des Compagnies du centre	319
II. — Le départ de Bailly et de La Fayette. L'Élection de Pétion	321
III. — Le double veto	327
CHAPITRE XI. — <i>Les Sociétés populaires créées en 1792.</i>	336-365
Controverses soulevées à l'occasion des Amis de la Constitution et des Clubs patriotiques.	336

La Société de la rue de la Vieille-Monnaie	343
La Société patriotique de la section du Luxembourg	346
La Société des Hommes libres	356
La Société patriotique de la section de l'Observatoire	359
L'Union fraternelle des Gobelins	360
La Société patriotique de la section du Pa- lais-Royal	362
La Société populaire de la section de la Réunion	364
CHAPITRE XII. — <i>L'activité des Sociétés populaires pendant les sept premiers mois de l'année 1792</i>	366-414
I. — Troubles provoqués par le renchérissement des denrées coloniales	366
II. — Les Clubs populaires et la guerre	370
III. — L'armement des citoyens passifs	377
IV. — Le bonnet de laine et les fêtes patriotiques	382
V. — La réception des Suisses de Chateaufieux	385
VI. — La deuxième campagne en faveur des Compa- gnies du centre	392
VII. — Les partis et la conduite de la guerre	394
VIII. — Les mesures religieuses et le sentiment popu- laire	399
IX. — Accroissement de l'hostilité au roi après le double veto de juin 1792	406
CONCLUSION	415
TABLEAU DES SOCIÉTÉS POPULAIRES	418
BIBLIOGRAPHIE	421
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	430
INDEX DES NOMS D'AUTEURS	448
TABLE DES MATIÈRES	451

MAYENNE, IMPRIMERIE FLOCH. — 8-3-1937
